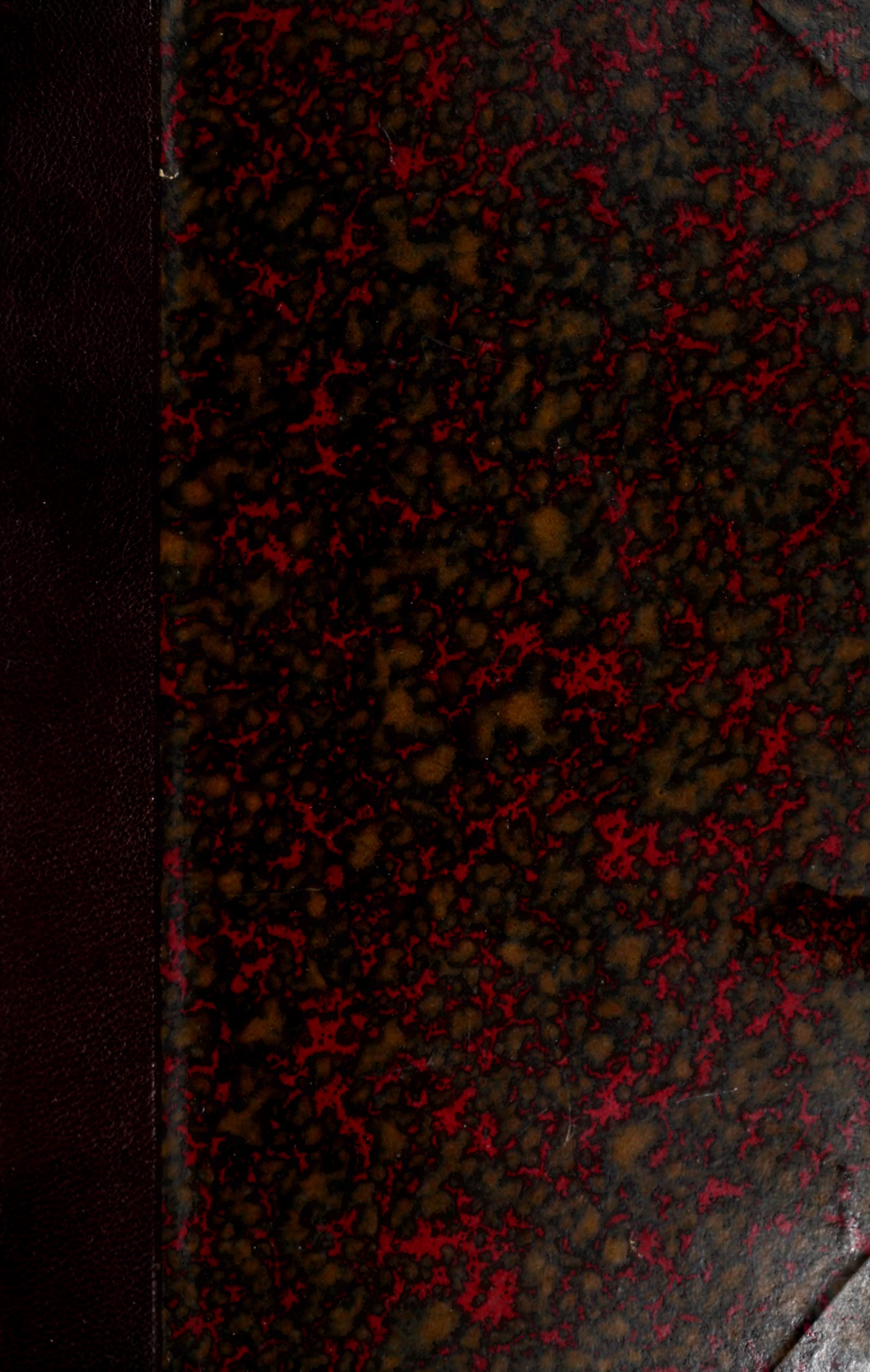


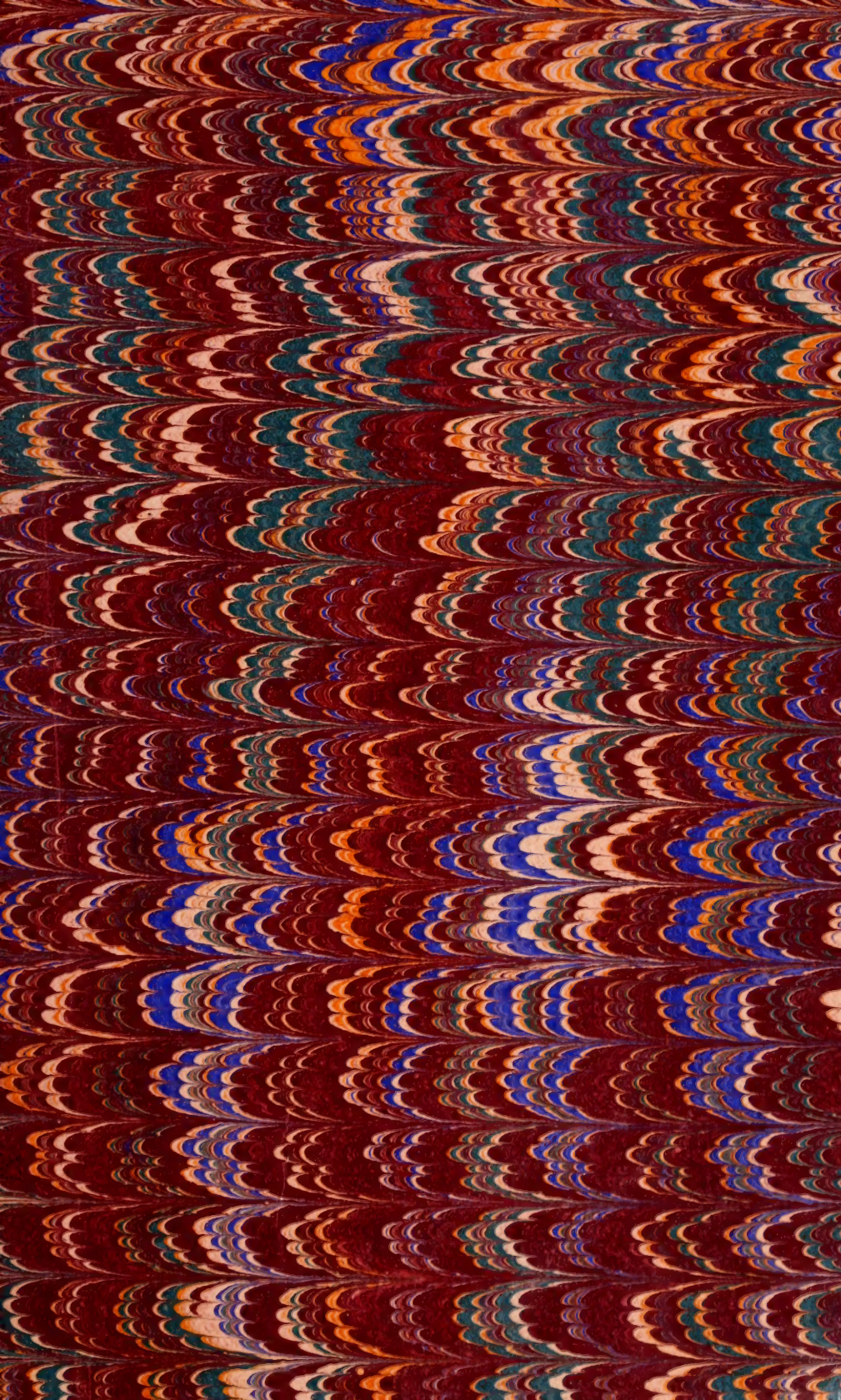


THE GETTY CENTER LIBRARY



*Why ask for the moon
when we have the stars?*

AS



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES
ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

TOME QUARANTIÈME

ANNÉE 1899



NANTES
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

1899

NOTE

Les études insérées dans le *Bulletin de la Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure* sont publiées sous l'entière responsabilité des auteurs.

BUREAU

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES

ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

MM. le marquis ANATOLE DE BREMOND	{	Président.
D'ARS-MIGRÉ, ✱	}	
RENE BLANCHARD, O. A. ✱	{	Vice-présidents.
le baron CHRISTIAN DE WISMES	}	
PAUL DE BERTHOUC	{	Secrétaires généraux.
ALCIDE DORTÉL, O. A. ✱	}	
le baron GAETAN DE WISMES	{	Secrétaires du Comité.
JOSEPH SENOT DE LA LONDE	}	
CHARLES RIARDANT		Trésorier
RAYMOND POUVREAU		Trésorier-adjoint.
HENRI DE LA PEYRADE	{	Bibliothécaires.
PAUL SOULLARD	}	archivistes.

EXTRAITS

Des procès-verbaux des Séances



SEANCE DU MARDI 10 JANVIER 1899, à 3 h. 1/2.
AU MUSÉE DOBRÉE

Présidence de M. Henri LE MEIGNES, président.

Etaient présents : MM. le docteur ANIZON, DE BERTHOU, R. BLANCHARD, le comte DE BONDY, le vicomte DE BOÜARD, CHAILLOU, CHARON, le marquis DE DION, DORTEL, l'abbé DURVILLE, SENOI DE LA LONDE, DE LA PEYRADE, POUVREAU, RÉVELIÈRE, le vicomte DE SÉCILLON, P. SOULLARD, TRUELLE SAINT-EVRON, Antoine VINCENT, le baron CHRISTIAN et le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Chaillou déclare qu'il a été candidat sans le savoir, et qu'il n'aurait pas accepté d'être porté sur une liste. Il ne croit même pas pouvoir remplir les fonctions de membre du comité avec assez d'exactitude pour continuer d'en faire partie. M. le Président ne tient aucun compte de cette offre de démission. Quant à la vice-présidence, si M. Chaillou n'y a pas été porté, c'est certainement parce qu'il ne s'y est pas présenté.

M. le Président dit avoir fait, à la dernière séance, de la candidature officielle, pour les élections du comité central. Tous ses collègues seraient, sans doute, dignes d'en faire partie ; mais il en est deux qui lui paraissent particulièrement se recommander aux suffrages : M. Edouard Pied qui, deux fois déjà, a été sur le point d'être nommé, et M. l'abbé Durville, l'auteur de tant de beaux travaux que la Société a récompensés d'une médaille d'argent. Sur la proposition de M. le président, M. l'abbé Durville est appelé à remplacer M. de Berthou, nommé secrétaire général, et M. Pied

recueille la succession de M. P. Soullard, nommé bibliothécaire-archiviste. Le vote a lieu par acclamation et à l'unanimité des assistants.

M. le Président dit que la Société se réunit aujourd'hui, pour la première fois, au musée Dobrée. La salle où nous sommes n'est que provisoire ; plus tard, une autre sera mise à notre disposition, dans le manoir de la Touche. Comme il n'était plus possible de pénétrer dans la salle de l'Oratoire, en raison des réparations faites à la toiture de l'ancien musée, M. Orioux nous a provisoirement logés dans le nouveau. On devait nous aménager une salle, elle n'est pas encore prête ; mais bientôt, nous l'espérons, M. Cormerais pourra installer la Société d'une façon digne d'elle.

M. le Président parle ensuite, en termes émus, de la cruelle épreuve envoyée par la Providence, à notre cher trésorier, M. Riardant. Le dernier de ses enfants vient de mourir. Le comité a adressé au père infortuné une dépêche de condoléances bien sincères, par l'intermédiaire de son Président, que M. Riardant a chargé de remercier ses collègues de cette marque de sympathie.

M. le Président explique que la séance d'installation a été différée, sur la demande de M. le marquis de Brémond d'Ars, retenu à la campagne par des raisons majeures. Cette séance devant revêtir un certain caractère de solennité, le comité a décidé d'y reporter également la remise des médailles aux lauréats du concours triennal. La Société y joindra rétroactivement une médaille d'argent préparée par M. le marquis de Dion, pour récompenser le remarquable travail de M. le marquis de Balby de Vernon, sur l'église de Saint-Juben-de-Vouvantes.

M. Félix Chaillou désire soumettre à l'appréciation de l'assistance un objet trouvé dans sa propriété des Gléons, mine véritablement inépuisable. Le phylloxéra ayant ravagé ses vignes, il a fait diverses fouilles successives, et a trouvé d'abord une maison et des débris de poteries, puis une autre maison et des remblais, plus à l'ouest, enfin des vases brisés, dont quelques-uns ont pu être reconstitués par lui. L'un d'eux portait un graphique, tracé à la pointe sèche, après la cuisson. Mais l'objet sur lequel il désire être fixé est un instrument recueilli à 0^m,60^c de profondeur.

M. le Président opine le premier pour un fer à souder, si cet instrument était connu à l'époque dont il s'agit. Une longue et savante discussion s'engage à ce propos ; mais l'avis unanime est que l'attribution donnée par notre Président est la plus probable, tout ne pas dire certaine.

M. Dortel présente une bague sigillée, en bronze, trouvée par M. Pageot, agent-voyer, à Guémené-Penfao. Le R. P. de la Croix, notre éminent collègue, la croit mérovingienne. M. P. Soullard opine pour une époque beaucoup plus rapprochée de nous, la seconde moitié du XV^e siècle. M. Dortel ajoute que cette bague provient d'une tombe de calcaire brisé; il la croit plutôt du XI^e siècle.

M. Paul de Berthou a la parole pour lire des extraits d'un livre-journal d'Alexis Transon, embrassant les faits qui se sont passés à Nantes de 1799 à 1801. Ce livre-journal est un des manuscrits de notre bibliothèque municipale. Il intéresse beaucoup l'assistance, toujours sympathique aux découvertes que notre infatigable collègue fait dans les archives locales.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le secrétaire général,

B^{on} CHRISTIAN DE WISMES.

SÉANCE DU MARDI 7 FEVRIER 1899. à 3 h. 1/2.

Présidence de M. le marquis DE BRÉMOND D'ARS-MIGRÉ,
président.

Etaient présents : MM. ALIZON, le docteur ANIZON, DE BERTHOU, BLANCHARD, DU BOIS DE LA PATELLIÈRE, CALLIER, CHAILLOU, CHARON, CHÉGUILLAUME, CORMERAIS, le marquis DE DION, DORTEL, l'abbé DURVILLE, le marquis DE L'ESFOURBEILLON, GOUSSET, le vicomte DE KERVENOAÛL, DE LAUBRIÈRE, LEROUX, G. DE LISLE DU DRÉNEUC, le vicomte P. DE LISLE DU DRÉNEUC, MAÎTRE, LE MEIGNEN, PIED, QUILGARS, RÉVELLÈRE, RÉVÉREND, DE RIBIER, le vicomte DE SÉCHILLON, SÉNOT DE LA LONDE, P. SOULLARD, TRUFFET, SAINT-ÉVRON, DE VAILLECHÈZE, Antoine VINCENT, Félix VINCENT, le baron Christian et le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté, avec une observation de M. Blanchard, à propos de la bague présentée par M. Dortel et supposée du XV^e siècle par M. Soullard. M. Blanchard fait remarquer que les tombeaux mérovingiens ont souvent été utilisés à diverses époques postérieures, et qu'ainsi une bague du XV^e siècle peut fort bien s'y rencontrer.

Scrutin sur la présentation de M. Gaston de Irigoyen, en qualité de membre titulaire de notre Société. Il est élu à l'unanimité.

M. le Président donne lecture 1^o d'une lettre de M. le chanoine Guillotin de Corson, remerciant la Société de la médaille d'or qu'elle lui a décernée, et regrettant de ne pouvoir assister à la séance d'aujourd'hui ; 2^o d'une lettre du Révérend Père de la Croix, de la Compagnie de Jésus, datée de l'abbaye de Saint-Maur de Glanfeuil (Maine-et-Loire), exprimant ses vœux pour la Société Archéologique de Nantes, avec ses regrets de ne pouvoir assister à sa séance d'ouverture.

Discours de M. Le Meignen, président sortant.

Discours de M. le marquis de Brémont d'Ars-Migré, président entrant.

A cause de l'heure avancée, la lecture du mémoire de M. l'abbé Durville, sur Carquefou, portée à l'ordre du jour, est remise à la prochaine séance.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le secrétaire général,

P. DE BERTHOU.

SÉANCE DU MARDI 7 MARS 1899, à 3 h. 1/2.

Présidence de M. le marquis DE BRÉMOND D'ARS-MIGRÉ,
président.

Etaient présents : MM. DE BERTHOU, BLANCHARD, CHAILLOU, CHARON, DORTÉL, GOUSSET, DE LAUBRIÈRE, Alcide LEROUX, le vicomte P. DE LISLE DU DRÉNEUC, LE MEIGNEN, DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO, ORIEUX, DE LA PEYRADE, PIED, RÉVÉLIERE, RÉVÉREND, DE RIBIER, SENOT DE LA LONDE, P. SOULLARD, le docteur TACHARD, DE VEILLECHÈZE, Antoine VINCENT, le baron Christian DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président annonce la mort de M. le comte Alphonse Pantin de la Guère, décédé à Bourges, le 25 février 1899, à l'âge de 52 ans, membre correspondant de notre Société depuis le 7 juillet 1885 (Voir le Bulletin de 1885, 2^e semestre, p. VI). M. le comte de la Guère,

ancien zouave pontifical, membre de l'Association des chevaliers de Malte Français, et du comité formé, sous la présidence de M. le vicomte de Damas, pour célébrer le centenaire de Pie IX, décoré de plusieurs ordres espagnols, montra toujours un goût éclairé pour l'archéologie. Il faisait partie de plusieurs sociétés savantes, notamment des Antiquaires de France et de la Société française d'Archéologie, et depuis le congrès archéologique de 1886, à l'occasion duquel il vint passer quelque temps dans notre ville, il ne cessa de suivre nos travaux et d'y porter le plus vif intérêt. M. le Président se fait l'écho de notre Société en déplorant la mort prématurée de cet homme de bien et de cet obligeant érudit, et regrette de n'avoir pu se procurer la liste des diverses publications dues à ses recherches.

M. de la Nicollière-Teijeiro rappelle que M. le comte de la Guère composa une très-bonne notice sur Geoffroi Pantin, évêque de Nantes (1199-1213).

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le docteur Samson, de Nort, en date du 27 février dernier, mentionnant l'invention récente de tombeaux anciens, près de Nort, dans une vigne appartenant à M. Chrétien. Ces tombeaux, d'ailleurs très simples, sont présumés appartenir au cimetière d'un petit monastère, et M. le comte de Maquillé, notre confrère, propriétaire du château de Montreuil, en Nozay, pourrait sans doute nous renseigner à ce sujet. La Société attend le résultat de la visite que M. Maître doit consacrer à ces tombeaux.

M. le président mentionne un article du *Nouvelliste de l'Ouest*, n° du 5 mars, annonçant que des ouvriers, à la recherche d'un égout perdu, dans la rue Haute du Château, ont découvert des débris de briques et de poteries romaines, et, à 2 mètres au-dessous du sol, un mur solide. L'excavation a été immédiatement recouverte et les pavés replacés. La Société regrette de n'avoir pas été prévenue assez à temps pour visiter ces débris.

M. Révélière rappelle que, l'an dernier, un mur gallo-romain de plus d'un mètre d'épaisseur, a été découvert dans la rue de Strassbourg. C'était sans doute un reste de l'enceinte antique.

M. le Président cite un article du *Petit Phare*, n° du 28 février dernier, annonçant un nouvel ouvrage de notre compatriote, M. Paul Euclél, intitulé : *Envois d'auteurs*, et composé des envois d'auteurs, inscrits sur les livres de sa bibliothèque. Bon nombre émanent d'auteurs Nantais et plusieurs sont fort intéressants et spirituels. Cet ouvrage n'étant pas mis dans le commerce, M. le Président se pro-

pose d'en demander un exemplaire à M. P. Eudel, pour notre bibliothèque.

M. le Président lit une très aimable lettre de M. Léon de Berluc-Pérussis, ancien président de l'Académie d'Aix, le remerciant du souvenir qu'il lui a consacré dans son discours d'entrée en fonctions, prononcé au cours de notre dernière séance. M. de Berluc-Pérussis rappelle ses bonnes relations littéraires avec M. J. Rousse, notre poète Nantais, dont il apprécie dignement la valeur. Croyant que nous nous réunissons encore à l'Oratoire, il se félicite que son nom ait été prononcé dans une salle consacrée jadis à la soutenance des thèses de l'Université nantaise, et où son grand-père fut reçu maître ès-arts, ainsi que le constate l'attestation, scellée du grand sceau de notre Université, qu'il conserve précieusement.

M. le Président cite un article d'un journal de Forcalquier, le *Bas-Alpin* (n° du 5 mars 1899), et un autre de l'*Echo des Bouches-du-Rhône* (même date), s'associant tous deux aux sentiments qu'il avait exprimés dans son discours de la dernière séance, au sujet des mœurs, traditions et langues provinciales. Ces deux journaux félicitent la Bretagne des efforts qu'elle fait pour conserver sa langue, et souhaitent que les provinces du Nord et du Midi s'unissent dans un même esprit et s'encouragent à garder chacune son caractère et son génie particulier. Au nom de notre société, M. le président remercie ces deux journaux de leur sympathie.

M. le Président et M. le Meignen, vice-président, sur le conseil de M. Cormerais, ont écrit à M. le Préfet, pour le prier de hâter le transport de notre bibliothèque, de nos archives et objets de collection, de la sacristie de l'Oratoire au manoir de la Touche. Ils demandent à notre confrère, M. Dortel, conseiller général, de vouloir bien soutenir notre cause au sein de la commission départementale. Notre bibliothèque ne peut plus être consultée, et il est urgent d'en opérer la nouvelle installation, le plus vite possible, au second étage du manoir de la Touche.

Au cours de la séance, M. Maître fait remettre à M. le Président une lettre accompagnée de divers objets provenant de deux trouvailles récentes. La première, d'une curieuse bague en verre d'un blanc verdâtre, simple anneau cylindrique, de la forme de nos alliances modernes, et d'une monnaie d'argent, type de Charles le Chauve, avec la légende CARLVS REX FR, et au revers : METVILLO, opérée à Drefteac par M. Azast, jardinier de la ferme-école de M. Delozes, et recueillie par M. de Barmen, de Fégéac, l'un de nos membres correspondants.

La seconde, du sceau-matrice de la juridiction de Trévecar, en Campbon, s'étendant sur les villages de la Gergaudais et de Camonteu : et de deux bronzes romains, probablement de Probus, trouvés dans un jardin, près le bourg de Campbon, où déjà six autres se sont rencontrés, communication et exhibition dues au zèle de M. Pradet, de Campbon.

Enfin M. Maître signale à la Société la découverte d'un vase de terre, contenant une quarantaine de statères gaulois, en or mêlé d'argent, opérée par M. Braud, cultivateur, près du village de la Brie, en Gorges. Ces monnaies, portant, au droit, la tête d'Apollon, et au revers, un cheval, sous lequel on aperçoit une main (*type putois*), après avoir circulé chez divers horlogers de Nantes, ont été acquises en partie par un amateur, venu tout exprès de Paris. Heureusement le plus gros lot, une trentaine de pièces, passèrent à M. Fournier, antiquaire, rue de l'Héronnière, qui les céda à M. le colonel Allotte de la Fuie, numismate distingué, qui, nous l'espérons, entrera dans notre Société, et voudra bien nous donner une description exacte de ces monnaies.

M. Maître fait encore observer, dans sa lettre à M. le Président, que, dans la commune de Gorges, on trouve souvent des haches de pierre, et qu'en 1896, on les recueillait à l'école des garçons. Dans le quartier de la Heurnière, non loin des Forges, on a trouvé une monnaie d'or,

l'effigie de Tibère, qui a passé entre les mains de l'instituteur. Il y a donc lieu de surveiller les défoncements de la commune de Gorges.

Lectures.

1^{re} Notes sur Carquefou. M. l'abbé Durville commence par cette paroisse, son travail sur les fiefs des évêques en dehors de la ville, par déférence pour M. le marquis de Dion, propriétaire en Carquefou et donateur de la médaille qui lui a été récemment attribuée. Il s'occupe d'abord de l'étymologie de ce nom, et, après avoir écarté *Quereu-folium*, forme calquée et moderne, il s'arrête à *Carcajagus*, forme de la charte de Louis le Gros (1123), qui reproduit même des actes plus anciens, du VI^e ou VII^e s. L'étymologie est incertaine : le *Kec* breton n'y est pour rien, et *sarcophagus* est peu probable.

M. le Président demande si les premières syllabes de *Carcajagus* ne pourraient pas se rapporter au breton *creac'h* tertre, joint au latin *jagus*. M. l'abbé Durville répond que les noms de nos paroisses sont antérieurs à la domination bretonne dans notre contrée, ou la langue bretonne n'a formé que des noms de villages, comme Gourmalon,

premier, Perini, Coatanant, en Saint-Père-en-Retz. Il ne peut être question du breton, pour la formation du nom de nos paroisses, avant le IX^e siècle, sauf toutefois pour le pays de Guérande.

M. l'abbé Durville étudie les seigneuries, les chapelles et les prieurés de Carquefou, notamment la résidence épiscopale de Peslan, qui appartient à nos évêques de 1251 à la fin du siècle dernier. Il rencontre, dans un partage de dîmes, le mot *gaupas*, signifiant : *enveloppe du grain battu*. M. Révelière observe, à ce propos, que le mot *gâpas* a la même signification aux environs de Blain, et aussi en Anjou. Enfin le mot *gâpas* se trouve avec le même sens en Normandie (V. *Itinéraire de Bretagne en 1636*, par Dubuisson-Aubenay, *Soc. des Biblioph. Bret.*, pag. 32, 33).

M. le Président demandera à M. l'abbé Durville son très intéressant travail, au complet, pour le faire insérer au Bulletin.

2^e Mémoire sur les incendies à Nantes.

Après un coup d'œil rapide sur les grands incendies de l'antiquité et des temps modernes par tout le monde, M. de la Nicollière-Felcero rappelle les principaux incendies qui désolèrent la ville de Nantes depuis les invasions normandes jusqu'à l'incendie du Grand théâtre en 1769.

L'importance de ce travail ne lui permet guère que de nous en lire les tables de chapitres, et de mentionner les principaux faits qu'il contient.

Cette belle et substantielle étude expose en détail l'organisation du corps des pompiers, nouvellement créé à Nantes en 1721, sous la célèbre mairie de Gérard Mellier ; elle a été composée avec beaucoup de documents inédits, et traite complètement cette partie aussi intéressante que peu connue de l'histoire de notre ville. Elle figurera avec honneur dans notre Bulletin.

Monsieur le Président raconte qu'en Basse-Bretagne, dans plusieurs endroits où l'eau manque et où l'on est réduit à laisser le feu accomplir son œuvre, il a vu, il y a une quarantaine d'années, le curé de la paroisse porter le Saint-Sacrement tout autour de l'incendie. Cette ancienne et touchante coutume a été interdite, comme trop risquée, par M^r Sergent, évêque de Quimper.

M. Aléide Leroux se rappelle aussi avoir vu un vicaire faisant agenouiller et prier tout son monde, pendant quelques instants, avant de se mettre au travail pour étendre un incendie.

Au XVIII^e siècle, on allait encore plus loin, car lors du terrible incendie de la cathédrale de Quimper, le 1^{er} février 1620, on jeta dans le feu une hostie consacrée, enfermée dans un pain de seigle,

après avoir exposé et porté processionnellement les saintes reliques du trésor. Mais il faut avouer que ce fait eut lieu en l'absence de l'évêque.

3° M. Charon nous montre un curieux volume, imprimé à Londres en 1783, intitulé : *Remarques historiques sur la Bastille*. Cet ouvrage, sans doute prohibé en France, rappelle toute l'histoire de la Bastille, d'abord simple porte à deux tours, de l'enceinte de Charles V, construite par le prévôt de Paris, Hugues Aubriot, qui d'ailleurs y fut emprisonné plus tard par la faction d'Orléans. Délivré par les Maillotins, en 1380, il se retira en Bourgogne, sa patrie.

La première pierre de cette porte fut placée le 22 avril 1369.

L'auteur affirme qu'en 1783, quelques baraques du temps de Charles VI existaient encore autour de la Bastille. Il décrit la disposition tant extérieure qu'intérieure de cette forteresse, cite les plus illustres prisonniers qu'elle reçut, notamment l'homme au masque de fer, qu'il suppose avoir été le duc de Beaufort (Voir les *Mémoires de Perse*, 1745, attribués à Voltaire, où il en est fait mention pour la première fois, et la savante étude de M. P. Lacroix : *Histoire de l'homme au masque de fer*, Paris, Deloys, 1840. Enfin il nous renseigne sur la vie des prisonniers, leurs vêtements, leur nourriture et leurs plaintes.

M. le Président, remerciant M. Charon de son intéressante communication et de l'exhibition de ce volume peu commun, observe qu'il convient de lui comparer le nouvel ouvrage sur la Bastille, récemment publié par M. Funck-Brentano, ainsi que la *Bastille devant l'histoire*, par M. Paul Séré (Paris, Dumont, 1890. 1 vol. in 8°).

A cause de l'heure avancée, la communication de M. H. Quilgars, sur les sépultures sous roches des environs de Guérande, est remise à la prochaine séance.

La séance est levée à 5 h. 34.

Le secrétaire général,

P. DE BERTHOI



SOCIÉTÉ ARCHEOLOGIQUE DE NANTES
ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

SEANCE DU 7 FEVRIER 1899

ALLOCUTION DE M. LE MEIGNEN
PRÉSIDENT SORTANT

MESSIEURS,

Avant de quitter ce fauteuil, l'usage veut que je vous fasse rapport sur les divers incidents de notre vie intime pendant les trois années qui viennent de s'écouler. Je ne saurais me soustraire à cette obligation qui, malgré son caractère un peu funèbre, n'est pas sans quelque douceur, puisqu'elle m'est l'occasion d'un dernier entretien avec vous.

Et tout d'abord je dois remplir un devoir pieux envers la mémoire des collègues qui ont été appelés dans un monde meilleur. La mort, pendant ce triennat a été impitoyable, et treize fois sa faux redoutable s'est abattue au milieu de nous.

Ce furent, en 1896, MM. le comte de Cornulier, le comte Alexandre de Monti, Marionneau, l'abbé Rémaud et le marquis de Sécillon; en 1897, MM. Brochand, le baron des Jamonnières, de la Ganry et le vicomte de Sioc'h de Kersabiec et, en 1898, MM. le baron Bertrand-Geslin, Bossis, Pot et Rousseau.

Je ne puis entreprendre de recommencer, pour ces chers défunts, l'éloge funèbre que je leur ai adressé aux séances qui suivirent chacune de ces pertes cruelles! Et pourtant il m'est impossible de ne pas rappeler les noms de ceux qui, par le grand intérêt qu'ils portaient à notre Société, le plaisir qu'ils prenaient à fréquenter nos séances, s'étaient créé parmi nous une

vraie popularité. Comment oublier l'aimable et érudite bonhomie de M. le comte Alexandre de Monti de Reze, ce type de la vieille et chevaleresque fidélité bretonne; la haute science et la grande autorité de nos deux présidents, MM. Marionneau et Sioc'h-an de Kersabiec; l'exquise courtoisie de MM. des Jamonières et Bertrand-Geslin; l'esprit de devoir de ces modestes qui s'appelaient M. Bossis et M. Pot.

Que Dieu ait les âmes de nos chers collègues! Et nous, Messieurs, n'oublions jamais qu'ils ont été pour nous des collaborateurs et des amis!...

Ce m'est un grand plaisir de constater tout d'abord que les membres du Bureau ont tous montré le plus grand zèle dans l'accomplissement de leurs fonctions. Mes deux vice-présidents m'ont suppléé avec la complaisance la plus amicale et la plus désintéressée; notre secrétaire, M. le baron de Wismes, n'a presque rien laissé à faire à la bonne volonté de son collègue, M. de Kervenoael; les secrétaires du Comité ont rivalisé d'ardeur et de ponctualité. De notre cher trésorier, je ne puis rien dire, il n'est point ici et nous ne le verrons point, hélas! ce soir parmi nous; il a été foudroyé par le deuil le plus cruel qui puisse frapper un homme sur la terre, et nous lui renouvelons ici l'expression de notre vive sympathie. Son adjoint, M. Pouvreau, et nos bibliothécaires ont tous rempli leur tâche avec un plein succès. Vous leur avez montré, du reste, par vos votes, combien vous aviez apprécié leurs services, puisque vous les avez tous appelés à faire partie de la nouvelle Administration.

Notre Bulletin n'a pas manqué de matériaux. Parmi les travaux qui y figurent et que je ne puis vous énu-

mérer, je dois mentionner en première ligne la remarquable étude de M. l'abbé Guillotin de Corson sur les *Anciennes Seigneuries de la Loire-Inférieure*, à laquelle vous avez accordé la haute récompense de la grande médaille d'or.

Vous savez, Messieurs, comment se décerne, tous les trois ans, cette récompense due à l'intelligente et généreuse initiative de votre ancien président, M. le marquis de Dion. D'abord, c'était votre assemblée générale qui, sur l'avis d'une Commission, décernait elle-même cette médaille. Ce mode de procéder parut présenter quelques inconvénients, et, il y a trois ans, il fut décidé que ce serait la Commission elle-même, élue par l'assemblée générale, qui choisirait le lauréat. — Cette année, nous avons suivi la même jurisprudence, mais, par un sentiment de délicate abnégation et de flatteuse confiance, dont nous ne saurions trop vous remercier, votre assemblée générale, dans sa séance de novembre 1898, ne voulut point nommer de Commission spéciale et chargea le Bureau et le Comité de désigner l'heureux vainqueur. Il est bien entendu que ce vote ne lie point la Société pour les exercices suivants, et il reste acquis que les médailles sont décernées, tous les trois ans, par une Commission, qui peut être le Bureau, mais qui est élue par l'assemblée générale des sociétaires.

Votre Commission s'est trouvée assez embarrassée par le nombre et la qualité des travaux qui remplissaient notre Bulletin. Si la première place paraissait revenir de droit et sans contestation à M. Guillotin de Corson, dont par ailleurs nous étions heureux de récompenser l'histoire des Seigneuries de Bretagne, ailleurs qu'en Loire-Inférieure, et une multitude de travaux des mieux étudiés sur l'histoire et l'archéologie bretonnes, nous gémissions de ne pouvoir disposer que d'une seule

medaille. — Que voulez-vous? nous sommes peut-être un peu sortis de la légalité, nous avons fait, nous aussi, notre petit coup d'État et nous nous sommes décidés à récompenser de deux médailles d'argent deux études du plus haut intérêt, l'une de M. Blanchard, intitulée : *Le Pays de Rais et ses Seigneurs pendant la guerre de Cent ans*; l'autre, de M. l'abbé Durville, sur Champtoceaux : *Chateau-Ceaux aux VI^e, VII^e et VIII^e siècles*. En décernant ces deux médailles nous n'avons pas entendu seulement couronner les deux mémoires que je viens de nommer, nous avons tenu à récompenser en M. Blanchard le travail opiniâtre qui a fait de lui un archiviste-paléographe des plus distingués; nous avons voulu signaler, encore une fois à votre attention, les beaux travaux de ce savant si modeste, et spécialement la *Collection des Actes, Mandements, Lettres, etc. de Jean V*, œuvre de bénédictin, précédée d'une remarquable introduction, couronnée par l'Institut. Nous avons voulu témoigner à M. l'abbé Durville le profond intérêt que nous prenons à ses recherches. Comme M. Blanchard, M. l'abbé Durville s'est fait à lui-même un diplôme d'archiviste, et emploie les trop courts loisirs que lui laissent les soins absorbants du ministère, dans les recherches les plus consciencieuses et les plus intéressantes... Notre Bulletin en possède plus d'une. Mais M. l'abbé Durville est, comme M. Blanchard, un timide et un modeste, qui n'a même pas conscience de son très grand mérite. Nous sommes persuadés qu'on comprendra en haut lieu qu'il ne faut pas laisser inutiles et sans emploi ses grandes qualités. Quelque mutilées que soient nos archives diocésaines, il y a encore bonne moisson à y faire. M. l'abbé Durville me paraît appelé à devenir l'historiographe de notre diocèse!

Or, comme nous nous livrions, vous le voyez, a

l'acte si arbitraire et si révolutionnaire de créer sans l'avis du peuple, des récompenses nouvelles, loin d'en avoir des remords, quelques-uns d'entre nous faisaient remarquer qu'il était regrettable que nos devanciers n'eussent pas eu pareille audace, et qu'en 1892, on n'eut pas donné à M. le marquis de Balby de Vernon une médaille d'argent, qu'il avait si bien méritée par sa belle monographie de Saint-Julien-de-Vouvantes..., et voilà que tout à coup, comme pour donner satisfaction à ce vœu et jouer le rôle de la bonne fée du Conte de Perrault, M. de Dion tire de sa poche la médaille d'argent souhaitée, toute gravée au nom de M. de Vernon, et qu'il n'avait pas osé lui faire décerner en 1892. Grande et joyeuse fut notre surprise, Messieurs, et les compliments ne furent pas ménagés à notre Président qui, depuis six ans, avait deviné et prévenu nos désirs ! Et voici comment j'ai la douce joie, après avoir demandé et obtenu naguère une mention honorable pour M. de Vernon, de lui remettre aujourd'hui quelque chose de plus réel et de plus tangible, la médaille que M. de Dion lui avait destinée...

Si dans tout cela, Messieurs, il y a quelque chose d'un peu irrégulier, soyez bien sûrs que nous n'avons point eu l'intention de commettre un crime de haute trahison, épargnez-nous donc la Haute-Cour, et, prenant en considération nos bonnes intentions, prononcez, je vous en prie, notre acquittement.

..

Comme les années précédentes, nous avons fait quelques excursions, je dirai même qu'elles se sont présentées pendant cet exercice dans des conditions toutes particulières et d'un haut intérêt.

C'est d'abord vers Saint-Philbert de Grand-Lieu que nous avons dirigé nos pas

Une découverte des plus remarquables y a été non pas *faite* ces années dernières, mais *affirmée et déterminée* d'une façon plus exacte et plus complète.

Depuis longtemps déjà, la sagacité de deux de nos collègues, MM. Marionneau et Orieux avait signalé la vieille église transformée en hall comme un monument du plus haut intérêt.

M. Orieux lui avait donné comme date le IX^e siècle et avait reconnu et mentionné les assises, alternées de pierres et de briques, disposition caractéristique de son architecture. Le dirais-je, cette affirmation si importante avait passé un peu inaperçue. La croyance, généralement répandue qu'aucun monument religieux des environs du littoral et des bords de la Loire n'a pu échapper à la fureur des Normands, faisait révoquer en doute l'opinion de nos savants collègues et l'on ne voulait voir dans la vieille église de Saint-Philbert qu'un édifice ne remontant pas au-delà du XII^e siècle.

M. Maître eut à cœur d'avoir la clef de ce problème et avec l'aide intelligente d'un de nos autres collègues, M. Cormerais, conseiller général et maire de la commune, parvint à faire disparaître les badigeonnages grossiers que des générations peu archéologues avaient accumulés sur ces vieilles murailles. Le succès fut complet : il n'y avait pas de doute, MM. Marionneau et Orieux avaient vu juste et l'église de Saint-Philbert remontait incontestablement au moins à l'époque carlovingienne.

La chose est rare, Messieurs, et le nombre des églises de France datant de cette époque est extrêmement restreint.

Nous fûmes aimablement convoqués par M. Cormerais et par M. Maître, et vous devez vous rappeler, Messieurs, le saisissement que tous nous éprouvâmes à la vue de ces belles assises de briques et de pierres,

si gracieusement disposées, de ces arcs en plein cintre, si harmonieux dans leurs contours, de ces piliers délicats et bien proportionnés. — Aux yeux de beaucoup d'entre nous, l'architecture gallo-romaine se révélait pour la première fois.

Or, par un hasard providentiel, nous possédons sur Saint-Philbert deux documents écrits, tous deux de l'époque carolingienne, qui nous permettent d'apporter un peu de lumière sur sa très vieille histoire.

Il faut savoir qu'en 819, date de la première de ces pièces, le bourg de Saint-Philbert avait pour nom très ancien déjà *Déas*. A cette époque existait à Noirmoutier, appelé *insula Aeri*, l'île d'Er, un monastère qui conservait avec un soin pieux les restes de son fondateur saint Philbert. Mais déjà les barques des féroces Normands avaient jeté sur ces rivages des pillards dévastateurs, et si le corps du saint avait échappé jusqu'alors à leurs déprédations sacrilèges, les bons moines ressentaient à chaque minute les craintes les plus vives pour sa sécurité. Leur abbé, le vénérable Arnoulf, obtint de l'empereur Louis le Débonnaire l'autorisation d'établir un nouveau monastère à *Déas*, lieu situé dans le *Pagus Erbadellicus* et traversé par une *voie royale* bien pavée (indubitablement une voie romaine). Un diplôme de 819 donne à l'abbé Arnoulf le droit de creuser autour de ce monastère des douves destinées probablement à le fortifier.

En 836, les incursions normandes sont de plus en plus fréquentes, de plus en plus inquiétantes, la communauté de Noirmoutier se décide à émigrer et à emporter avec elle le corps précieux de son vénérable fondateur. On embarque l'énorme sarcophage de marbre qui contenait ces chères reliques, on arrive à Beauvoir; puis au milieu d'une population immense, au sein de

laquelle se produisent d'éminents miracles, on s'avance dans l'intérieur des terres. Au bout de cinq jours on arrivait à Déas. Le corps de saint Philbert fut placé d'abord dans l'aile droite de l'église bâtie par Arnoulf. Puis Hibold, nouvel abbé, ayant fait démolir le chœur de l'église et construire trois nouvelles absides, l'installa dans une crypte située au-dessous du maître-autel. Le récit de ce voyage a été conservé par un témoin oculaire, le moine Ermentaire, qui l'écrivit par ordre de l'abbé Hibold.

Les pérégrinations des moines de Saint-Philbert n'étaient pas terminées. En 847, les Normands qui avaient, en 843, pris Nantes et massacré l'évêque saint Gohard, poussaient jusqu'à Déas et brûlaient le monastère sans pourtant découvrir les reliques du saint, probablement murées soigneusement dans la crypte à l'approche des bandes dévastatrices; mais, pris de frayeur, les moines, abandonnant le trop lourd sarcophage, emportèrent le corps de leur saint patron d'abord à Cunault, puis à Tournus où nous les trouvons définitivement installés en 875 avec leur précieuse relique.

Le sarcophage de saint Philbert était resté à Déas. Nul doute qu'il n'y fût en grande vénération. Les miracles nombreux qui s'étaient opérés au moment des diverses translations avaient frappé l'imagination du peuple... Peu à peu la ville de Déas, devenue lieu de pèlerinage, perdit son nom païen et le nom glorieux et vénéré de saint Philbert y fut substitué. De plus, l'église, devenue trop petite, dut être agrandie à diverses reprises pour donner satisfaction à la piété des fidèles.

M. Maitre, dans un Mémoire intéressant que vous trouverez à notre Bulletin, a étudié soigneusement toutes ces transformations et il a été puissamment

aidé dans cette œuvre par le Père de la Croix. Grâce à cet éminent archéologue, de grandes fouilles ont été entreprises et sont venues confirmer l'opinion du premier jour : l'édifice remonte au moins à 815. Ne serait-il pas antérieur ? c'est une question que le Père de la Croix étudie et qu'il n'a pas encore résolue.

La conséquence de ces travaux, c'est que grâce aux puissantes démarches faites par M. Cormerais, l'État s'est ému de cette découverte et a attribué à la conservation et à la restauration de la vieille église de Saint Philbert des sommes importantes.

Toutes les énigmes soulevées par l'examen de ces constructions n'ont point encore reçu de solution. Déjà dans des adjonctions et des restaurations datant probablement des XII^e et XIII^e siècles, on avait employé des matériaux empruntés à un édifice romain, notamment une belle colonne en marbre vert avec un curieux chapiteau en marbre blanc ; tout dernièrement, dans la fondation des piliers qui soutiennent le grand arc, ont été aperçus des fragments d'énormes colonnes cannelées qui ne peuvent être postérieures aux III^e ou IV^e siècles.

A quel édifice ont appartenu ces volumineux débris ?

On a répondu bien vite qu'ils venaient de Nantes. Cette réponse me satisfait peu ; je ne vois pas trop l'intérêt qu'on aurait eu à faire venir de vieux matériaux d'une localité aussi éloignée. Si encore, comme cela s'est fait pendant des siècles en Italie, on était allé chercher dans les ruines des temples nantais des colonnes toutes préparées pour les faire servir à l'ornementation d'une nouvelle église, je comprendrais que pour un aussi grand résultat on n'eût pas reculé devant la difficulté d'un voyage. Mais, qu'on se soit livré à un pareil travail pour simplement jeter ces blocs dans des fondations, j'avoue que je ne puis l'admettre.

Je suis donc persuadé que, malgré l'absence à Saint-Philbert de traces d'une agglomération romaine, Déas était une localité présentant vers les V^e et VI^e siècles une certaine importance. L'appellation de *Locus* au lieu de *Vicus* ne me paraît pas comporter les conséquences qu'on veut lui donner. Je remarque que Déas était le seul point par où l'on dût nécessairement passer si du Poitou l'on voulait se rendre à Nantes. Louis le Débonnaire le sait bien, quand il recommande longuement à l'abbé Arnoulf de ne pas gêner le passage, et, si l'on est obligé de couper la *voie royale*, de faire un pont pour ne pas retarder les voyageurs ; plusieurs voies y convergent et quelques-unes portent encore des traces d'empierrement qui indiquent leur importance. Or il est d'expérience qu'en tous lieux où existe un passage fréquenté, les agglomérations sont naturellement amenées à se former. Arnoulf, en construisant son abbaye le long d'une voie romaine, n'avait pas l'intention de chercher un lieu désert et caché ; je croirais volontiers qu'il s'est établi là où déjà saint Martin peut-être et saint Philbert avaient établi des centres chrétiens. *Déas* a bien pu être, à l'époque romaine, un lieu célèbre par ses dévotions païennes. Le triomphe du christianisme aura amené la destruction de ses temples, dont les débris, comme partout, auront servi à construire les églises chrétiennes, que les premiers missionnaires aimaient à établir, pour les sanctifier, sur les lieux mêmes où s'élevaient autrefois les édifices consacrés aux idoles.

Si je me suis étendu peut-être un peu trop longuement sur ce sujet, Messieurs, c'est qu'il a une importance capitale. J'ai signalé il y a dix ans à votre attention la certitude que nous avions acquise que notre vieille Cathédrale de Nantes était une église à coupole.

comme les églises du Midi ; le fait de l'existence d'une église carolingienne, peut-être mérovingienne, en Loire-Inférieure, n'est pas moins intéressant au point de vue de l'histoire de l'architecture religieuse en Bretagne.

..

Notre seconde excursion nous conduisit dans un département voisin.

Au mois de mai 1896, la Société Polymathique du Morbihan nous invitait gracieusement à diriger nos pas vers la côte bretonne, si curieuse au point de vue de l'étude des monuments mégalithiques qui y sont accumulés. Nous décidâmes qu'il y avait lieu de répondre à l'aimable invitation de nos collègues, et le 19 mai, à 6 heures du matin, nous prenions le chemin de fer ; à 8 heures 1/2, nous étions à Vannes où le président de la Société Polymathique, le M^r de l'Estourbeillon, notre collègue, assisté d'un grand nombre de membres de sa Compagnie, nous attendait. Un bateau, frété par ses soins, nous faisait bientôt courir à pleine vapeur vers les rives de Locmariaquer ; successivement passent sous nos yeux l'île-aux-Moines, l'île d'Arz, Berder, Gavrinis où nous eûmes le chagrin de ne pouvoir atterrir, la butte de Tumiac, etc... Un déjeuner réparateur, préparé par les soins de nos aimables hôtes, nous attendait dans les salles de Pécole de Locmariaquer, et bien vite, sous la conduite des cicerones remarquables qui s'appellent MM. Moricet et Mahé, nous entreprenons la visite de la presqu'île où sont entassés un ensemble de monuments bien plus curieux et bien plus imposants que ceux de Carnac. Successivement nous visitons : le *Grand Menhir*, qu'un projet singulier voudrait dérober à cette lande qui est son cadre nécessaire et transporter à Paris pour l'Exposition de 1900, la *Table des*

Marchands, le *Mané-Rétual*, le dolmen des *Pierres plates* tout couvert de ces inscriptions énigmatiques, que notre collègue M. Bonneau, d'Auray, a si mathématiquement relevées, le *Mane-er-Roeck*, etc...

Bien que nous fussions au moment des jours les plus longs de l'année, il fallut se hâter et notre étude bien superficielle ne nous donna qu'un désir, celui de la recommencer une deuxième fois et plus à loisir... Notre steamer était sous pression, nous remontâmes cette délicieuse rivière d'Auray aux aspects si pittoresques et si poétiques. Mais bientôt, trop tôt à notre gré, l'heure de la séparation sonnait et nous reprenions le chemin de Nantes, le cœur rempli d'ailleurs d'inoubliables souvenirs, parmi lesquels celui de l'amabilité de nos hôtes d'un jour, se plaçait au premier rang.

Nous avons contracté en cette journée une dette d'amitié et de reconnaissance, que les circonstances ne m'ont pas permis d'acquitter jusqu'ici, mais à laquelle, mon cher successeur, vous trouverez moyen de faire prochainement honneur.

Cette excursion a été pour notre Société l'occasion de nous lier avec la Société sœur, notre voisine. J'estime que ces alliances sont fécondes et que l'union qui syndiquerait ensemble les diverses Sociétés savantes d'une région leur donnerait une autorité et une force qui produiraient les plus heureux résultats. Je ne me rappelle pas sans émotion, du reste, qu'il y a dix ans, lors de notre fameuse campagne pour la crypte, la Société Polymathique du Morbihan nous apporta un chaleureux appui que nous fûmes heureux de lui rendre, lorsque la ville de Vannes, victime à son tour des Vandales, vit disparaître de l'imposante couronne de ses remparts l'incomparable fleuron de la Porte-Prison. Mais si, sans nous connaître, nous fûmes dès cette époque unis pour la défense de notre chère antiquité.

combien serions-nous plus ardents et plus forts maintenant que nous nous sommes serré la main et que nous avons senti nos cœurs rapprochés battre à l'unisson, animés des mêmes sentiments et des mêmes amours.

..

Au mois de juillet dernier, je recevais du Révérendissime Père Dom Edouard du Coëtlosquet, abbé du monastère de Saint-Maur de Glanfeuil, près Gennes (Maine-et-Loire), une lettre m'invitant à venir avec quelques compagnons le dimanche 31 au monastère pour y examiner des fouilles intéressantes, faites par le Père de la Croix. Tout ce qu'entreprend ce savant Jésuite est parachevé avec un soin si complet et il a la main, on peut le dire, si heureuse, qu'on se garde bien de manquer l'occasion de se trouver avec lui. Par ailleurs, l'invitation du Révérendissime Père Abbé était trop gracieuse pour qu'il n'y fût pas répondu. M. Riardant, M. Dortel et moi (vous étiez presque tous en vacance, à la campagne, en ce moment) nous nous rendîmes à la Ménitré, gare qui dessert le monastère. Quelques pas à peine nous séparaient des grèves sablonneuses de la Loire. Arrivés au bord du fleuve, nous aperçûmes de l'autre côté de l'eau la majestueuse construction, bâtie sous Louis XIV, laïcisée par la Révolution, et que des Bénédictins sortis de Solismes, ont rachetée il y a quelques années et entrepris de restaurer.

L'histoire des commencements de ce monastère a été écrite en 864 et 869 par Odon de Glanfeuil, abbé de Saint-Maur-des-Fossés. D'après ce religieux, vers 550, sur la prière d'Innocent, évêque du Mans, saint Benoît, fondateur de l'Abbaye du Mont-Cassin, aurait envoyé en Gaule son disciple préféré, Maur, lequel se

serait établi dans le beau domaine de Glanfeuil, qui lui aurait été donné par le leude Florus ; c'est là qu'après un fructueux apostolat, le Bienheureux serait mort, le 15 janvier 584.

Cette histoire, acceptée par Mabillon et Ruinard au XVII^e siècle, vient d'être battue en brèche par un certain nombre de critiques, d'après lesquels saint Maur n'aurait jamais apporté en Gaule la règle bénédictine. Celle-ci n'y aurait été introduite qu'au VII^e siècle par les moines de Luxeuil, disciples de saint Colomban. Quant au monastère de Glanfeuil, il serait contemporain d'Odon, c'est-à-dire seulement de la moitié environ du IX^e siècle.

Nous ne pouvons ici prendre parti pour l'une ou l'autre thèse. Mais il faut reconnaître que l'histoire d'Odon de Glanfeuil vient de trouver un singulier appui dans la trouvaille faite par le Père de la Croix. Les fouilles faites, en effet, dans le préau du cloître, sous le sol de l'ancienne église abbatiale du XII^e siècle, ont fait apparaître des vestiges très apparents de constructions gallo-romaines ; dans un oratoire, dit de Saint-Martin, on a mis à découvert tout le gros œuvre d'un édifice très primitif et un sarcophage antique présentant les caractères distinctifs de l'époque mérovingienne ; enfin, à trois mètres sous le sol, vers l'entrée du monastère, se trouvent les vestiges d'un édifice gallo-romain remanié au VI^e siècle.

C'était pour constater l'état de ces fouilles, qui n'ont point encore dit leur dernier mot, que le vénérable Abbé de Saint-Maur nous avait convoqués. Nous trouvâmes au monastère des délégués des Sociétés archéologiques de Maine-et-Loire, de Touraine, de la Mayenne, de la Société des Antiquaires de l'Ouest, et, après étude de tous les travaux, nous rédigeâmes et signâmes un procès-verbal de ce que nous avions vu.

Mais il nous restera un profond et inaltérable souvenir de cette journée passée avec ces éminents religieux. Longtemps encore nous ressentirons une douce émotion en nous rappelant leur gracieux accueil, la touchante cérémonie du lavement des mains, la lecture au réfectoire, la prière après le repas. Quelques-uns en étaient émus jusqu'aux larmes, et j'ai vu le moment où l'un de mes compagnons de route, nouvel Huysmans, allait demander une cellule au Rév^me Père Abbé.

..

Vous n'êtes, Messieurs, restés étrangers à aucune des manifestations locales ou régionales pouvant intéresser l'histoire de notre Bretagne.

Au Congrès de l'Association française pour l'avancement des Sciences, vous étiez inscrits en bonne place. — Malheureusement, vous savez que de fâcheuses circonstances n'ont pas permis à ce Congrès de donner tout ce qu'on attendait de lui. Je signalerai cependant deux communications : l'une de notre conservateur, M. Pitre de Lisle, sur les *Monuments paléolithiques de la Loire-Inférieure*, et l'autre, de M. Bonneau, juge de paix à Auray, notre membre correspondant, sur les *Monuments de Locmariaquer*. Toutes deux ont été fort appréciées.

..

Au mois de septembre, nous avions, Messieurs, une charmante surprise. La Société Archéologique de Montauban a l'agréable habitude de faire tous les ans une excursion importante. Cette fois c'est vers les côtes de Bretagne que l'amour des voyages les porta. De Montauban au Mont-Saint-Michel, puis retour par Saint-Brieuc, Brest, Vannes et Nantes, tel était le

programme que nos collègues s'étaient tracé. Avertis officiellement de leur passage par M. le chanoine Pottier, leur président, notre rôle était tout indiqué, et c'était évidemment un honneur et un devoir de leur servir de cicérone. Je pus, avec l'aide d'un de leurs compatriotes, M. le docteur Tachard, chef du Service de Santé du XI^e corps d'armée, tracer les grandes lignes d'un itinéraire intéressant, et le 13 septembre, à 7 heures du matin, nous descendions le cours de la Loire, accostions à Sainte-Anne, admirions ensemble l'aspect de notre fleuve et le panorama de notre ville, visitions la Fosse, l'église Notre-Dame et le Musée Dobrée, ainsi que nos collections. Après un déjeuner modeste, mais qui fut bien accueilli par tous les excursionnistes, notre pérégrination dans les rues de la ville recommença. A 2 heures, nous étions à Saint-Nicolas et au Musée des Tableaux, à 5 heures à la Cathédrale, à 6 heures au Château. Cette journée, si bien remplie, avait été heureusement coupée par un lunch gracieusement offert par M. et M^{me} Tachard. Les efforts que nous fîmes pour être utiles à nos collègues ne furent point stériles : nous avons cimenté une amicale union entre le Nord et le Midi. Avec une bonne grâce sans pareille, ces messieurs firent entrer dans leur rangs M. le sénateur Le Cour Grandmaison, qui avait tenu à venir les saluer, ce dont je lui suis particulièrement reconnaissant, et votre serviteur. Et en revanche nous avons depuis conféré le titre de membre honoraire à M. le chanoine Pottier. Puis, comme toute bonne action mérite sa récompense, nous fîmes deux précieuses recrues : M. le docteur Tachard et M. le commandant de Montessus. Cet archéologue distingué nous fit visiter le Château qu'il commande, avec une compétence approfondie et dans des détails ignorés jusqu'à présent même de nous les Nantais, qui l'avons pourtant maintes fois parcouru.

. .

Vous avez aussi, Messieurs, pris grande part, et vous avez eu raison, à ce grand mouvement de la Bretagne, mouvement parti de Nantes, nous en revendiquons l'honneur, qui rassemblait, le 9 août, à Saint-Malo, vingt mille Français désireux de célébrer le cinquantième des funérailles de l'immortel Breton qui dort son dernier sommeil sur le rocher du Grand-Bé.

Ce que nous avons voulu honorer dans Chateaubriand ce n'est pas seulement l'écrivain de génie, le merveilleux coloriste, le poète incomparable, l'habile homme d'Etat, c'est encore et surtout le grand croyant qui, portant un coup mortel aux décevantes doctrines des philosophes du XVIII^e siècle, « vengeait le christianisme des sottes plaisanteries et des calomnies de Voltaire et de sa séquelle (Brunetière), » faisait reflourir la foi et l'espérance dans le cœur desséché de ses lecteurs et remplissait les églises d'une foule que la poésie charmante du *Génie du Christianisme* préparait à recevoir un peu plus tard les leçons plus sévères d'un Frayssinous, d'un Bonald ou d'un de Maistre.

C'est enfin l'homme inébranlable comme un roc dans ses principes, loyal jusqu'à l'héroïsme dans ses actes, et fidèle à toute épreuve dans ses affections. Celui qui n'hésite pas, au début de sa vie littéraire, à porter un courageux défi à une société qui ne connaissait plus que Voltaire, Rousseau et les encyclopédistes, et n'avait que des sarcasmes pour le Christ et son Eglise, merveilleux acte de foi dont l'insuccès paraissait probable et qui risquait de le compromettre pour toujours... celui qui, gentilhomme sans fortune, donnera sans hésiter sa démission et se séparera avec éclat du,

Premier Consul qui vient de ternir sa gloire par la condamnation du duc d'Enghien ; celui qui plus tard, sous la Restauration, méconnaissant ses intérêts matériels et particuliers, perdra plusieurs fois, par l'inflexibilité de ses idées, la faveur du prince avec les avantages et honneurs qui y sont attachés ; celui enfin qui répondra à la Monarchie de Juillet, désireuse de le rattacher à sa fortune, par ce cri de fidélité et d'amour qu'il adresse à la duchesse de Berry : Madame, votre fils est mon Roi !

Comédie tout cela ! s'écriait ces jours-ci un journaliste malveillant, M. Ledrain, qui préfère cyniquement à l'immutabilité des principes la perpétuelle mobilité des opinions, doctrine commode en effet et qui justifie à l'avance toutes les palinodies et toutes les défections. Non, Messieurs, mais culte profond, passionné, indiscuté, immuable, de *l'honneur*, de cet honneur qui n'admet ni tempéraments, ni compromissions, de cet honneur, précieux patrimoine de tous les honnêtes gens, de nos vieilles familles Bretonnes et dont il avait sucé les principes avec le lait maternel.

Lorsque Chateaubriand quitta Combourg pour entrer dans la vie publique, son père lui avait rappelé ce suprême devoir :

« Monsieur le chevalier, lui avait-il dit, il faut renoncer à vos folies. Votre frère a obtenu pour vous un brevet de sous-lieutenant au régiment de Navarre. Vous allez partir pour Rennes et de là pour Cambrai. Voilà cent louis : ménagez-les. Je suis vieux et malade ; je n'ai pas longtemps à vivre. Conduisez-vous « en homme de bien et ne *déshonorez jamais votre nom* ! » Chateaubriand n'a jamais cessé de faire, de ces belles et dernières paroles d'un père qu'il ne devait pas renier, la constante règle de toutes ses actions

Et pourtant cet homme, doué de si magistrales qualités, n'a peut-être jamais connu le bonheur du triomphe complet ! Méconnu lors de la publication du *Génie du Christianisme* et des *Martyrs*, et soutenu seulement par Fontanes qui lui assurait « qu'on y reviendrait ! », combattu sous la Restauration, isolé en 1830 par l'Ecole romantique, dont pourtant il pouvait presque se dire le père, au moins le précurseur, il a été, à diverses époques, en butte à des attaques aussi violentes qu'injustes. Les uns sont allés jusqu'à nier son mérite littéraire : les autres lui font reproche d'un incommensurable égoïsme, d'un orgueil excessif, d'un amour de la phrase, de la pose, du *moi*, de ce *moi* toujours vain et parfois haïssable, qui aurait été la seule cause de la publication des *Mémoires d'Outre-Tombe*.

A ceux qui veulent diminuer le mérite littéraire de Chateaubriand, je ferai répondre par cet homme d'État, ce fin lettré, M. Hanotaux, qui il y a quelques jours, dans notre ville, prononçait ces paroles :

« Au commencement de ce siècle, quand une époque
« troublée eut conscience de ses inquiétudes, de son agi-
« tation, de son discord intérieur ; quand elle chercha
« quelque beauté prolongée comme les rayons du soleil
« couchant sur les ruines de son passé ; quand elle voulut,
« du sommet de ses gloires et de ses douleurs nouvelles,
« voir apparaître du moins le signe incertain et pâle
« d'une aurore, il se trouva un homme de la pro-
« vince, un Breton, qui répondit par des traits d'une
« fulgurante beauté aux besoins de notre âme agitée,
« j'ai nommé Chateaubriand ! »

Quant aux autres, il me suffira pour les confondre de donner la parole à M. Brunetière. — Il est certain, disait à Saint-Malo dans sa merveilleuse conférence l'illustre directeur de la *Revue des Deux Mondes*,

que le débordement de la personnalité est plein de danger ; que rien n'est plus agaçant et plus déplaisant qu'un perpétuel étalage de soi-même. Quand on n'a été, comme Sainte-Beuve par exemple, qu'un rat de bibliothèque, un rat très savant, d'accord, mais enfin un rat : qu'on a usé, comme Baudelaire, sa vie de bohème de lettres à promener de café en café ses plaisanteries de mystificateur, on n'a guère le droit de nous entretenir de soi.

— « Mais si au lieu d'être Baudelaire ou Sainte-Beuve
« quand on est Chateaubriand, je veux dire quand on a
« vécu, vraiment vécu ; quand on a vu les dernières
« années du règne de Louis XVI et le commencement
« de la Révolution ; quand on a parcouru comme René
« les solitudes vierges encore du Nouveau Monde ;
« quand on a été soldat de l'armée de Condé ; quand on
« a travaillé pour ainsi dire avec Bonaparte à la restauration du catholicisme en France ; quand on est
« l'auteur du *Génie du Christianisme* ; quand on est
« l'écrivain dont une brochure a fait autant de mal
« qu'une défaite à la cause impériale ; quand on a été
« l'un des ministres de la Monarchie restaurée, l'un de
« ses ambassadeurs, et par une contradiction douloureuse l'un de ses pires adversaires en même temps
« que l'un de ses plus passionnés partisans ; quand on
« a connu, fréquenté, traité d'égal tout ce qu'une
« grande époque a compté d'hommes éminents ; quand
« on a soi-même le droit de s'égaliser à eux ; enfin qu'on a
« épuisé tout ce que la vie semble réserver de satisfaction et de joie à ses privilégiés ; alors, Messieurs, c'est
« alors qu'il est permis de parler de soi, de son expérience et de ses épreuves ; c'est alors qu'il devient
« intéressant pour nous de savoir ce qu'un homme a
« pensé de la vie et des hommes, c'est alors qu'il a le droit
« d'écrire ses *Mémoires*. » Car ces *Mémoires*, pouvons-nous ajouter, c'est une page de l'histoire de France.

Je ne vous referai point le récit de ces fêtes. Tous vous avez lu les merveilleux discours du R. P. Ollivier, de M. de Vogüé, de M. Brunetière et de M. de la Borderie.

Hélas ! Messieurs, c'est probablement le dernier nom breton sur lequel un accord aussi complet aura pu se faire.

Viennent d'autres cinquantenaires, les passions politiques, les préoccupations confessionnelles mettront obstacle à cette unanimité. Un jour, peut-être, on voudra célébrer deux gloires littéraires qui ont plus d'un point de ressemblance avec Chateaubriand, Renan et La Mennais ! — Hélas ! combien d'entre nous devront probablement s'abstenir, en gémissant, de participer à ces fêtes. Non que, tout en rendant justice à l'immense talent de ces deux hommes, je les mette tous deux sur un pied d'égalité. L'apostasie de l'un lui procura honneurs, jouissances, richesse ! L'orgueil de l'autre le mena à l'isolement, à la souffrance, à la pauvreté ! Ah ! que ce dernier est digne de notre sympathique pitié ! Certes, nous partageons les inquiétudes de son frère, le saint abbé de La Mennais, fondateur des Frères de Ploërmel, qui, dans les angoisses de ses nuits sans sommeil, poussait ce cri désespéré : *Féli, Féli ! où es-tu ?* Pourtant nous savons que la miséricorde de Dieu est infinie ; que Lamennais pratiqua à un degré suréminent ce premier précepte de la vie chrétienne, l'amour du prochain, l'amour des humbles et des petits ; que c'est même l'exagération de cet amour qui le fit tomber dans une erreur, discutable peut-être, mais dans laquelle l'obéissance ne lui permettait pas de persister, et nous ne pouvons nous empêcher d'espérer que Dieu n'a pas voulu se séparer à tout jamais de celui qui avait écrit de si belles et si chrétiennes pages et qu'il fit luire au dernier moment,

dans le cœur du mourant, l'éclair de vérité qui a pu le sauver.

Enfin, Messieurs, vous avez pris à la cérémonie du *Centenaire de la Société Académique de Nantes* la part qui vous convenait et qui vous avait été gracieusement faite par le Bureau de cette Société. Et, à ce propos, permettez-moi de vous rappeler que dans le toast que je fus appelé à porter, je fis connaître le désir que toutes les Sociétés nantaises aient de trouver sous un même toit une large hospitalité. Bordeaux, disais-je, a son hôtel des Sociétés savantes ; la Municipalité de Nantes voudrait-elle que nos Sociétés fussent réduites à l'état de misérables vagabondes n'ayant pas un toit où reposer leur tête ? M. le Maire et ses adjoints voulurent bien répondre que, si la Ville se décidait à acquérir le Château, il serait possible d'étudier l'installation de nos Sociétés savantes dans cet édifice, qui ne peut guère servir à un usage municipal. Je pris acte de cette bonne parole et, à l'occasion, M. le Président, vous saurez la rappeler à notre Edilité.

L'année dernière, Messieurs, nous avons inauguré l'ère des conférences publiques. Réunis à la Société de Géographie et à la Société des Bibliophiles Bretons, nous avons pu présenter à un millier de personnes l'abbé Abgral, l'archéologue éminent et habile architecte du diocèse de Quimper, et M. Geniaux, photographe, son collaborateur distingué. Tous deux ont tenu leur auditoire sous le charme en faisant passer sous ses yeux les plus sensationnelles merveilles de l'architecture bretonne. J'espère que ces messieurs

nous reviendront. Ces conférences sont par ailleurs un excellent moyen de nous faire connaître, et il serait fâcheux de n'en pas continuer l'usage.

..

Notre Bulletin, mon cher Président, ne chômera pas davantage sous votre administration que dans les exercices précédents. Nos travailleurs sont toujours nombreux et toujours sur la brèche. Nos lauréats ne s'endormiront pas dans leur triomphe : M. Christian de Wismes, délivré du rude labeur du secrétariat, trouvera le pendant de la si remarquée et si humoristique étude sur les chars anciens et modernes qui nous amusa tant autrefois ; M. Maître ne s'arrêtera pas dans ses fouilles : M. de Berthou et M. de Senot n'ont pas épuisé les Archives et les Chartiers dont ils ont tiré déjà des pièces si intéressantes ; M. Dortel voyagera toujours et nous fera part de ses impressions et de ses découvertes ; M. Soullard aura bien quelque curieux cachet, quelque vieil écu, quelque jeton à faire passer sous nos yeux avec ses explications savantes et frappées au bon coin ; M. Orioux n'a pas dit son dernier mot sur les origines de notre cité ; M. Chaillou n'a pas remué toute la terre et fouillé tous les puits de ses inépuisables Cléons, et nous discuterons encore chaudement sur les flûtes, les statuettes, les fers à souder de sa collection ; M. Pied, à qui nous devons une table des plus complètes de notre Bulletin, charmera ses loisirs par des recherches dont il nous fera profiter comme à son ordinaire ; MM. Charron et Séchez, fureteurs intrépides et persévérants, nous exhiberont leurs heureuses trouvailles chez les brocanteurs de la ville. Je vous recommande tout particulièrement, mon cher Président, un nouveau venu parmi nous, M. Henri Quilgars. Ce jeune érudit, à

L'âge où ses pareils jouent encore aux billes et à la bloquette, occupait ses récréations à faire de l'archéologie. Il nous a apporté ici des études sur les monuments mégalithiques des environs de Guérande merveilleusement documentées et que de vieux archéologues auraient été flattés de signer. M. Quilgars achève en ce moment ses hautes études à Paris, mais il nous reviendra et nous fera encore de nouvelles communications.

Puis, Messieurs, notre nouveau Président va donner une vigoureuse impulsion à l'œuvre que vous avez si hautement patronnée et pour la direction de laquelle vous avez nommé une Commission : je veux parler de l'*Histoire des rues de Nantes*. Déjà les cadres sont prêts, il suffit d'un peu de bonne volonté pour mener à bien, et dans un délai relativement court, cette grosse entreprise.

..

Et voici, mon cher successeur, qu'il serait vraiment bien temps de parler un peu de vous, de vous exprimer la joie que nous éprouvons à vous revoir à notre tête, et de détailler les raisons qui légitiment cette satisfaction.

Je n'en ferai rien cependant, je ne veux pas me recopier et répéter ici ce que je vous ai déjà dit il y a douze ans. Aux compliments si vrais que j'eus alors l'honneur de vous adresser, je n'ai aujourd'hui rien à ajouter, rien à retrancher. Vos qualités exquisés sont connues de tous. Votre urbanité, votre indépendance, votre science archéologique, votre grande habitude des assemblées délibérantes nous sont un sûr garant que notre Société a bien choisi son nouveau représentant. Je la remets donc avec confiance entre vos mains.

La société est restée ce que vous l'avez connue, ce qu'elle a toujours été, profondément dévouée à la doctrine du libre examen, ouverte à toutes les discussions, ennemis des à peu près et des racontars insuffisamment justifiés, passionnée pour la vérité. Si elle aime à se récréer l'esprit à la lecture de nos vieilles légendes elle s'oppose à ce qu'on nous les présente comme des vérités inattaquables et pense que l'histoire n'a rien à gagner en les acceptant. Vous saurez la maintenir dans cette voie.

Laissez-moi vous dire que le fardeau que je vous lègue est moins lourd que celui que vous voulûtes bien m'abandonner autrefois. Nous pouvons bien, en effet, sans risquer de mettre le feu aux poudres, car c'est aujourd'hui de l'histoire bien ancienne, rappeler les mémorables batailles livrées à la fin de votre présidence sur la question de la crypte et redire combien fut délicate la situation de la Société désireuse à la fois d'accomplir sa mission, en sauvegardant les intérêts de la vérité historique, artistique et archéologique, et pourtant de se montrer respectueuse des grandes autorités qu'elle avait la tristesse de combattre. Ceux qui prirent une part active à ces luttes eurent, ce semble, quelques droits aux égards de leurs adversaires, car après la victoire leur premier soin fut de clore une discussion désormais sans utilité. Et pourtant, s'ils avaient au cœur un simple petit mouvement d'orgueil, comme ils se sentiraient aujourd'hui bien vengés ! C'est maintenant qu'il est facile de reconnaître combien les raisons invoquées contre eux étaient peu sérieuses, de constater *de visu* que lorsqu'une cathédrale a plus de cent mètres de longueur, il est nécessaire de surelever le lieu du sacrifice, si l'on veut qu'il soit aperçu des derniers rangs des fidèles, et enfin, puisque déjà l'on avait l'intention d'utiliser la crypte pour la sépulture

de nos évêques, qu'il eût mieux valu y faire dès alors les travaux de restauration qui l'auraient rendue plus décente et plus digne de cette nouvelle destination.

Si nous fûmes un tant soit peu excommuniés pour cette campagne entreprise au nom de la vérité, nous risquons fort, vu notre manque de contrition, de mourir dans l'impénitence finale, et pourtant il nous reste une profonde tristesse de ces débats. Nous avons vu s'éloigner de nous des collègues aimés, qui souffrent, j'en suis sûr, d'avoir abandonné nos séances et qui nous ont désolés par leur retraite. Ah ! comme avec bonheur je leur dirais : Oubliez ces vieilles querelles, revenez à nous, vos lumières nous font défaut et notre amitié vous manque. Venez ! nos bras sont tout grands ouverts pour vous recevoir ! Et si cet appel était entendu, nous tuerions le veau gras pour fêter le retour de ces chers absents.

C'est peut-être à vous, mon cher Président, que reviendra la gloire de réaliser cette espérance, et c'est sur ce vœu que je termine ici une allocution trop longue et qui retarde l'impatience qu'ont nos amis de vous voir prendre place à ce fauteuil

ALLOCUTION DE M. A. DE BREMOND D'ARS

PRÉSIDENT ÉLU

MESSIEURS,

Il m'est difficile de vous exprimer, comme je le désirerais, les sentiments de gratitude mêlés de surprise, que j'éprouvai à la nouvelle bien inattendue que m'apportait la lettre de notre Président, M. Henri Le Meignan, m'informant que vous m'aviez désigné pour lui succéder. Très touché et très flatté à la fois d'une telle marque de votre affectueux souvenir, je ne tardai pas à me trouver dans une véritable perplexité. Absent depuis près d'un an, que répondre, quel parti prendre? Présent à la séance du 6 décembre, il m'eût été facile, Messieurs, de me décider immédiatement, et après vous avoir remerciés de ce nouveau témoignage de confiance extrême, je vous eusse priés de revenir aussitôt sur un vote que je suis presque tenté de qualifier d'imprudent à force de bienveillance, et de reporter vos suffrages sur l'un de nos confrères mieux à même de remplir les nombreuses obligations imposées au Président d'une importante Compagnie.

Il m'eût été permis de me récuser séance tenante et de justifier mon refus. Mais aujourd'hui la reconnaissance semble m'imposer le devoir de me rendre à votre appel, — du moins pour un certain laps de temps.

Ensuite, ce qui diminue mes justes appréhensions c'est la pensée que je puis toujours compter sur le pré-

cieux concours de mon honorable prédécesseur. C'est la meilleure garantie pour rassurer le nouvel élu. Vos deux vice-présidents m'aideront encore dans ma tâche nouvelle. Tous deux, comme M. Le Meignen, ont parmi nous autant de sympathies que de réelle compétence pour diriger vos délibérations. Ils ne me refuseront pas de suppléer à mon insuffisance dans les conditions où parfois je puis me trouver.

Nommer M. René Blanchard, lauréat de l'Institut et de notre Société, c'est rappeler une longue série de travaux dont il enrichit l'histoire de Bretagne. Le nom du baron Christian de Wismes ne nous est pas moins cher à tous. Pour moi, Messieurs, ce nom n'est pas seulement celui de l'un de nos plus éminents et regrettés présidents, mais il éveille encore le souvenir de l'amitié dont m'honorait feu le baron de Wismes ; c'est sous son patronage et celui de notre savant confrère M. Léon Maître, que, le 5 mai 1874, je venais prendre place parmi vous.

Je n'ose pas ajouter tout ce que je pense de l'heureux choix des autres membres du Bureau : l'éloge de nos chers confrères est superflu. Nous connaissons le zèle que MM. Paul de Berthou, Alcide Dortel, le baron Gaëtan de Wismes, Senot de la Londe, Henry de la Peyrade et Paul Soullard, apportent au développement et à la prospérité de notre Société, à la régularité et à la fidélité des procès-verbaux de nos séances, au classement de nos archives et de notre bibliothèque. Enfin, notre modeste budget est confié depuis longtemps à la sage administration de M. Charles Riardant, si bien secondé par M. Raymond Pouvreau.

Dans les Associations comme dans les grands États, les habiles et prudents financiers font les bons gouvernements et réciproquement. Ce n'est pas la moindre source de notre vitalité.

Mais je m'arrête ici avec tristesse, en pensant, comme vous tous, mes chers collègues, à cet excellent père si cruellement frappé, et nous prenons la plus vive part au nouveau malheur qui vient d'éteindre la dernière lueur de son foyer.

Je me garde de refaire le tableau des phases et événements du triennat de mon honorable prédécesseur, après ce que lui-même vient de vous exposer en détails si variés et d'un si réel intérêt. M. Henri Le Meignan n'a omis qu'un seul point — le principal — c'est de montrer quelle impulsion il a su donner au progrès de la Société, à l'attrait constant de vos réunions, à ces non moins utiles et agréables excursions archéologiques, véritables tournées artistiques, — grâce à l'amabilité, à l'esprit fin et disert d'un aussi bon guide.

Vous n'avez point oublié, Messieurs, les séances où notre Président — avec le talent de sa parole imagée, si bien faite pour l'improvisation — nous associait aux impressions que lui inspirèrent ses voyages en Italie et la vue des ruines d'Herculanum et de Pompéï.

Limitées à de courtes distances, nos excursions n'en sont pas moins curieuses et profitables.

J'ignore sous quelle désignation Sterne nous eût placés dans le cercle entier des voyageurs. Ses neuf catégories ne sont pas flatteuses ; mais je pense que le spirituel misanthrope aurait éprouvé un certain embarras, ne pouvant guère se faire une idée de nos longues promenades d'où l'on revient charmé de ces moments passés entre confrères, heureux d'avoir échangé les mêmes idées et de s'encourager mutuellement à atteindre le même but sur le champ sans bornes de la science et des arts, là où les rivalités personnelles sont inconnues et impossibles comme sur le terrain du patriotisme.

Vous avez célébré le cinquantenaire de la Société, et, par une rare et remarquable coïncidence, ses noces d'or furent présidées par son doyen, M. de la Nicollière-Feijeiro, le dernier survivant des fondateurs de notre Compagnie, créée sous les auspices de Caumont.

On a dit avec vérité, Messieurs, que notre excellent confrère était aujourd'hui l'un des plus distingués disciples du premier archéologue de ce siècle.

Dois-je d'abord vous parler de l'avenir ? Cela ne m'appartient plus guère : un retour vers le passé est plus rationnel de ma part. Si j'ai la vive satisfaction de retrouver aujourd'hui presque tous mes anciens confrères de 1887 et de saluer les nouveaux, je compte avec peine ceux qui ont disparu.

Le baron Arthur des Jamonnières, le collègue toujours bienveillant, modèle accompli de la courtoisie française, comme le baron Bertrand-Geslin, en qui l'on reconnaissait de suite l'administrateur sage et conciliant, l'homme du monde affable et distingué.

M. Henri Le Meignen nous a rappelé en termes émus et vrais la mémoire de tous ces excellents confrères dont nous déplorons la perte : M. Bossis, l'un des plus assidus à nos réunions, comme M. Poirier, le savant ingénieur au courant de la science géologique ; c'étaient mes bons voisins de mon lointain quartier, comme M. Alfred de Veillechêze et notre président : et après nos séances, tout en cheminant ensemble, nous devisions encore sur les lectures et les discussions que nous venions d'entendre.

Dans les *Mémoires d'Outre-Tombe* — que nous relisons actuellement, grâce à la nouvelle édition, « édition savante », suivant l'expression des comptes-rendus, publiée par M. Edmond Barc, l'érudit et si conscien-

cieux critique de notre littérature contemporaine, et complétée par ces appendices et commentaires si instructifs et si justes — comme les notes sûres et précises de M. le conseiller Frédéric Saulnier — dans ses derniers souvenirs. Chateaubriand revient fréquemment sur les tristesses du retour, la rapidité des joies de la vie et le néant de la gloire humaine. En était-il intimement convaincu ? j'ose en douter, et je ne suis pas absolument convaincu de la sincérité d'un tel découragement.

En demandant à reposer sur le rocher du Grand-Bé, le plus illustre des Bretons devait bien prévoir que sa tombe isolée serait, un jour, un lieu de pèlerinage pour la foule de ses admirateurs contemporains et à venir. *

La Société Archéologique n'a pas directement pris l'initiative des fêtes de Saint-Malo, mais elle a cependant le droit d'en revendiquer une bonne part puisque son président, M. Henri Le Meignen, vice-président de la Société des Bibliophiles Bretons, en fut le principal promoteur avec M. Arthur de la Borderie et M. Louis Tiercelin, l'habile organisateur.

Si la solidarité entre les membres d'une même famille les fait justement participer aux succès personnels de quelques-uns plus heureux, elle est la même pour les membres d'une ancienne, importante et nombreuse Société comme celle que j'ai l'honneur de présider, et il lui est permis de se réjouir et se glorifier de voir plusieurs de ses honorables confrères acquérir — même en dehors de notre Association — une notoriété plus grande en faveur de leurs études et de leurs travaux.

Dans cette pensée, Messieurs, nous sommes fiers de compter parmi nous le président et le vice-président de la Société des Bibliophiles Bretons, unis au Directeur de *l'Hermine*, auxquels est due la célébration du

cinquantenaire de Chateaubriand. Heureuse inspiration qui ne sera pas le moindre titre de ses auteurs à la gratitude des Bretons et de tous les amis des belles-lettres.

Les noms de MM. Arthur de la Borderie, membre de l'Institut ; Henri Le Meignen, notre président, les deux érudits continuateurs de nos vieux historiens de Bretagne, et de M. Louis Tiercelin, le gracieux poète dont les œuvres reflètent les accents de l'auteur des *Martyrs*, n'étaient-ils pas désignés d'avance pour réunir autour de la tombe de Chateaubriand tous ceux que ce grand génie séduira toujours par les nobles élans de son cœur et les rêves enchanteurs de sa merveilleuse imagination ?

Nous comptons encore parmi nous le président-fondateur de cette florissante Société de Géographie commerciale de Nantes que nous avons vu se développer si rapidement et qui — moins platonique que la nôtre et passant de la théorie à la pratique — devient aujourd'hui l'actif instrument d'une vaste et patriotique conception dont la réalisation plus ou moins prochaine apportera la plus grande prospérité au commerce de nos provinces... j'allais dire de la France presque tout entière, puisque il s'agit de rendre la Loire navigable, l'artère immense de notre pays : source incalculable de richesse et de progrès pour cette grande cité. Vous avez encore présents à l'esprit les tableaux éloquents et positifs qui vous ont été récemment exposés de cette question capitale : je n'ai garde d'y rien ajouter.

Aussi, Messieurs, nos vœux suivent-ils les sérieuses études et les persévérantes démarches que poursuit et provoque notre sympathique et distingué confrère, M. Louis Linyer. Vous savez, d'ailleurs, Messieurs, avec quel zèle sa persuasive et chaleureuse éloquence

seconde la cause qu'il soutient. Son nom demeurera donc attaché à cette œuvre féconde de l'avenir.

Notre rôle, d'un effet moins direct sur les choses du monde actuel, est circonscrit dans un domaine plus idéal, celui des souvenirs du passé.

Nous sommes simplement les vigilants gardiens de la mémoire de nos prédécesseurs, de leurs œuvres et de leurs anciens monuments.

A ce dernier point de vue, le zèle et le dévouement doivent être plus ardents que jamais, car voici l'ère nouvelle qui s'annonce. Le XIX^e siècle, près d'expirer, arrive à une dernière étape que la société moderne se hâte, anxieuse, de franchir, impatiente qu'elle est d'apercevoir enfin des horizons nouveaux. Au moment d'abandonner la vallée du passé parcourue par nos pères et quelques rares contemporains, jetons un regard sur tant de choses destinées à disparaître aux yeux de nos successeurs : relisons notre vieille histoire nationale, les chroniques de nos provinces, recueillons pieusement nos traditions chrétiennes et les légendes du foyer héréditaire. Avant d'aborder la rive inconnue, préparons-nous, comme le héros antique, à sauver les images de nos ancêtres et à fixer dans notre mémoire la peinture fidèle de leurs anciennes et paisibles demeures, le plus généralement abritées sous le clocher de quelque village ignoré. — C'est le soin qui incombe aux archéologues.

Ce sentiment de retour vers l'étude de nos origines s'est manifesté depuis de longues années et semble redoubler d'intense activité à l'approche des ombres envahissantes de l'oubli. Vous savez, en effet, combien on réagit contre la tendance des écrivains du commencement de ce siècle à nous laisser ignorer tout ce qui avait trait au régime et au temps passés.

Néanmoins, malgré les travaux immenses accomplis

en faveur de cette œuvre de rectifications historiques. il serait à craindre de voir réapparaître actuellement les mêmes tendances si déplorables.

Toutefois, rassurons-nous : bientôt on aura la preuve manifeste que nos sentiments innés de conservation seront toujours assez puissants pour résister aux vains efforts d'une aveugle destruction.

La France se dispose à dresser, dans une Exposition sans précédents, l'inventaire de chacune des branches de son industrie si multiple, et à présenter ainsi au monde entier le tableau grandiose et véridique de ses progrès intellectuels et matériels : point de repère qu'il est utile de fixer avant de commencer la nouvelle période séculaire.

Les provinces, les départements et les villes, les Associations savantes et littéraires y marqueront leur place. Préparons-nous donc — selon la juste mesure de nos forces — à prendre part à ce pacifique tournoi, où les rivalités guerrières seront exclues, trêve humanitaire que Dieu et la sagesse des peuples rendront peut-être indéfinie.

Nantes, dont les navires, depuis des siècles, portent sur toutes les mers et dans les plus lointaines contrées la légitime renommée de son florissant commerce, fera assurément digne et grande figure à cette revue universelle du siècle qui s'achève, aussi bien sous le rapport de l'industrie que des sciences, des lettres et des arts.

Vous avez sans doute été frappés de cette alliance, de cette corrélation — en apparence contradictoire — entre le génie des affaires et le culte des choses purement intellectuelles. Il semblerait plutôt que ces deux courants de l'esprit humain ne puissent se diriger dans le même sens.

Mais quand on y réfléchit, on reconnaît que cette alliance s'est constamment affirmée : les exemples en sont éclatants et nombreux.

Où donc, Messieurs, la passion du beau fut-elle plus vive que dans ces riches et industrieuses cités de la Hollande et des Flandres, dans ces villes d'Italie, fondées et gouvernées par des familles d'intrépides navigateurs, comme Gênes, Florence, Venise enfin, dont les noms seuls rappellent les merveilles en tout genre, les fastueuses demeures, les palais de ces commerçants, habiles à tous les négoes non moins qu'admirateurs généreux des grands artistes, peintres, architectes, poètes, écrivains et orateurs ; amassant dans les monuments religieux et leurs Musées incomparables des chefs-d'œuvre de toute sorte. Une pareille existence, — bien opposée, il est vrai, à la vie fière et simple de l'homme de guerre — n'atteste pas moins la fausseté de cette accusation portée contre ces riches trafiquants, de tout sacrifier aux intérêts matériels.

De même, notre cité nantaise pourra rappeler avec orgueil ses diverses célébrités ; et — quant à ce qui nous concerne plus spécialement — présenter la longue nomenclature des travaux de ses Sociétés savantes.

La Société Académique, sous la présidence du distingué confrère dont je vous parlais tout à l'heure, vient de célébrer son centenaire.

Un homme d'État, un membre éminent de l'Académie Française, M. Hanotaux, est venu donner à ces fêtes un éclat tout particulier. Je n'ai pas besoin, Messieurs, de rappeler ces discours d'une éloquence si élevée, que les journaux ont fait connaître à la France entière, à la vive satisfaction des admirateurs d'une profonde science historique unie aux sentiments du patriotisme le plus éclairé.

Vous pouvez juger quel rang flatteur, parmi les associations des autres provinces, sera assigné à notre vaillante sœur aînée. Faisons en sorte, mes chers confrères, de suivre son exemple pour nous trouver à ses côtés.

On jugera de l'importance et de la valeur de ces associations, de leurs travaux et de leurs études, en apparence si modestes, et presque fatalement vouées à l'oubli, loin des rayons protecteurs de la publicité.

Souvent les auteurs les plus en renom ont puisé sans gêne à cette source ignorée du grand public, et — à très bon compte — ont fait de l'érudition de seconde main : ce qui faisait dire fort spirituellement à M. Louis Linyer : « Les hommes modestes qui composent les sociétés de province savent qu'ils ne conquerront pas la célébrité, mais qu'ils la préparent pour les autres. »

Peut-être, Messieurs, sera-ce le jour de la revanche pour le Provincialisme contre les abus d'une centralisation par trop générale et par trop absorbante.

On sera étonné du nombre et de l'étendue des services rendus à la grande Patrie française par la petite Patrie bretonne, — qui n'est pas la moins chère, comme notre éloquent président, M. Henri Le Meignen, le déclarait à la réunion de Saint-Malo, où la Bretagne fut si chaleureusement acclamée.

Ce sentiment est unanime dans chacune des provinces de France pour faire reconnaître leurs droits imprescriptibles : élan spontané qui gagne les plus hautes sphères du monde intellectuel.

Le Centenaire de la Société Académique l'a prouvé en amenant un esprit d'élite à formuler des déclarations conformes à nos intimes aspirations.

Ces jours derniers, dans un Congrès de Félibres, — ces aimables confrères de Provence dont l'imagination

brillante et poétique garde l'inspiration traditionnelle. — l'un des plus connus, mon ami M. Léon de Berluc-Perussis, était applaudi avec enthousiasme quand il revendiquait pour sa chère et glorieuse petite Patrie le droit de conserver ses antiques coutumes et cette langue si mélodieuse des vieilles races latines qui refleurit à la voix du chanfre de *Mireille*.

Hier encore, le populaire et grand poète du Midi, Frédéric Mistral, ne disait-il pas avec une amertume què partagent les Bretons :

« Aujourd'hui, tout ce qui vient des aïeux est ridicule : c'est pourtant la conservation des mœurs, de la langue et des coutumes qui favorise l'émancipation des forces provinciales et entretient l'amour du foyer, l'attachement au sol natal et au drapeau qui le symbolise. »

Si la langue celtique a des détracteurs, elle est aussi vaillamment défendue par les nombreux partisans de son maintien. Je me félicite d'avoir, il y a six ans, à l'Assemblée départementale du Finistère, coopéré, pour une faible part, à la création d'une chaire de Breton à Rennes, où le savant doyen de la Faculté, M. Joseph Loth, récemment nommé chevalier de la Légion d'honneur, professe un cours régulièrement suivi.

Notre confrère, M. P. de Lisle du Dreneuc, rendant compte de ces efforts, couronnés de succès, terminait par cette juste réflexion : « Ce mouvement vient à point pour lutter contre la poussée inconsciente de ceux qui croient faire une œuvre utile et intelligente en détruisant ce qui fait notre force. »

Mais cette extrémité n'est pas à redouter.

D'un autre côté, si les Provinces arrivent à secouer le joug qui, jusqu'à présent, semble les priver de toute initiative et leur dénier une antique personnalité, elles n'abuseront jamais de cette liberté impatientement désirée.

Le Fédéralisme est impossible. » Unies comme des sœurs, — selon la belle expression de M. Hanotaux, — les Provinces ont, par la Patrie, un cœur commun. »

Durant son court séjour à Nantes, l'ancien Ministre des Affaires étrangères a été heureux d'y retrouver le souvenir de l'un de ses collègues de la diplomatie, le baron Arnel de Wismes, conseiller d'ambassade à Constantinople, mort en 1886, au milieu d'une carrière déjà si brillamment parcourue. M. Hanotaux a pu admirer chez l'un de nos vice-présidents, le baron Christian de Wismes, avec quel goût et quel talent les arts et les lettres étaient cultivés au sein de nos plus anciennes familles de province. Du reste, Messieurs, l'éloquent académicien a parlé de sa province natale dans les mêmes termes que les Bretons de leur chère Armorique. Il vous a décrit ses compatriotes vivant de la terre, luttant avec un courage opiniâtre pour remporter des victoires essentiellement continentales, tandis que les populations de Bretagne déployaient la même énergie en affrontant les périls de la mer.

L'orateur aurait pu ajouter que ce fut dans les plaines de la Picardie que se formèrent les premières bandes de guerriers, transformées bientôt en une légion unique désignée par le nom de la province.

Vous savez tous, Messieurs, que le vieux régiment de Picardie marchait au premier rang de la bataille, fier à juste titre de ce glorieux privilège conquis par la bravoure héroïque de ses soldats.

Ces noms de provinces portés par les différents corps de notre ancienne armée, Champagne, Piémont, Normandie, Bretagne, Navarre, Poitou, Bourgogne, Provence, Auvergne, etc., éveillent en nous le souvenir de notre gloire militaire : ils résonnent encore comme l'écho lointain de nos victoires nationales les plus

célèbres, au moins égalées par nos modernes conquêtes. Ces appellations régionales rappelaient à tous ces guerriers rassemblés sous le même drapeau leur petite patrie d'origine ; et, si la plus noble émulation régnait entre eux pour rivaliser de courage et de dévouement, l'union était complète, comme aujourd'hui dans les rangs de notre armée, pour atteindre le même but : la défense de nos foyers et le triomphe de la France, la grande et commune Patrie.

Il est d'usage, Messieurs, que les peintres, les sculpteurs, les architectes et la plupart des grands artistes s'empressent, en vue d'une Exposition prochaine, de réunir l'œuvre de toute leur carrière. Ainsi le feront très probablement les Sociétés comme la nôtre. Notre œuvre à nous, Société Archéologique de Nantes, sera représentée par les 40 volumes de son Bulletin. A ce sujet, Messieurs, votre Comité jugera s'il n'est pas opportun, dans les circonstances actuelles, d'établir pour notre Bulletin annuel une périodicité moins espacée. Ce serait l'utile complément des réformes et des améliorations apportées à nos statuts, telle que la création de médailles d'honneur due à notre distingué prédécesseur, M. le marquis de Dion ; sage et généreuse initiative, qui favorise et développe la plus noble émulation.

La presse périodique, en général, ne vit que d'actualité : les faits quotidiens, les débats publics et parlementaires n'ont plus aucun attrait s'ils ne sont pas instantanément communiqués à cette masse de lecteurs avides de nouvelles. Les correspondances les plus régulières, les courriers les plus rapides, les télégrammes sont accusés de lenteur et de retard : et le téléphone même est aujourd'hui menacé de faire place au phonographe, appelé peut-être à devenir une sorte de causeur

mécanique et intarissable, s'adressant à toute heure aux foules assemblées dans les lieux publics, comme dans les demeures particulières. Après le télégraphe sans fil et les rayons X, on doit s'attendre aux plus prodigieuses découvertes, aux plus féériques inventions.

Les publications historiques et littéraires n'échappent pas davantage à cette moderne et impérieuse exigence d'une rapide périodicité.

Je suis persuadé, Messieurs, que beaucoup d'articles, de notices sur des découvertes archéologiques, des recits d'excursions, des descriptions d'anciens monuments ne sont plus, comme autrefois, confiés à nos bulletins annuels ; on les adresse de préférence aux journaux quotidiens, aux revues hebdomadaires ou mensuelles qui, naturellement, s'empressent aussitôt de les accueillir et de les insérer... à notre détriment.

Les collaborateurs ne nous manqueraient certainement pas, Messieurs, si vous vouliez faire bénéficier notre Bulletin des avantages d'une publicité si recherchée.

Il me faudrait reproduire la liste générale de nos honorables confrères ; mais tous n'ont pas les loisirs nécessaires pour nous prêter leur concours et nous pouvons nous borner à ne citer en première ligne que les auteurs des mémoires composant les volumes publiés depuis la fondation, tels que M. de la Nicollière, dont les droits d'auteur s'étendent sur une bonne partie de nos 40 volumes ; MM. Henri Le Meignan, Léon Maître, — « ce travailleur infatigable », qualification justement méritée par l'auteur de tant de travaux remarquables, entre autres la publication — avec la collaboration de M. Paul de Berthou, son condisciple de l'École des Chartes, — de ce vieux cartulaire, si longtemps introuvable, de l'antique

abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé. Le Conseil général du Finistère accorda pour cet ouvrage une subvention que je fus heureux de voter avec tous mes collègues auxquels je rappelai le mérite personnel des deux savants éditeurs et commentateurs.

Nous pouvons aussi compter sur le dévouement habituel de MM. de Lisle du Dreneuc, le baron Christian de Wismes, Senot de la Londe, Alcide Dortel, Gaëtan de Wismes, qui a eu l'excellente idée de publier la liste complète de tous les portraits, bustes, statues des personnages célèbres épars dans nos musées, places et monuments publics.

M. Eugène Orieux, après avoir décrit dans sa monumentale Géographie toutes les communes de la Loire-Inférieure, trouverait encore pour le Bulletin quelque monographie spéciale; de même que M. René Blanchard, en sa nouvelle qualité de conservateur-adjoint de la Bibliothèque de Nantes, quelque charte inédite de nos anciens Ducs. Nous avons doublement le droit d'exiger de notre érudit vice-président une bonne part des trésors prodigués à la Société des Bibliophiles Bretons.

Installés provisoirement dans le Musée Dobrée, nous le serons définitivement, — grâce aux bons offices de notre obligé confrère, M. Ludovic Cormerais — dans le manoir où mourut le duc Jean V. Les souvenirs historiques de cette antique et royale demeure ne manqueront pas de nous inspirer, et l'ombre de cet illustre prince se montrera reconnaissante à l'égard de son meilleur historien.

Prions M. Félix Chaillou de fouiller sans relâche dans sa villa des Cléons, source inépuisable de révélations les plus curieuses et les plus inattendues. Oserions-nous faire appel à M. Alfred Lallie, l'historien des grands événements de la fin du dernier siècle dans

nos contrées, et à M. René Kerviler, malgré l'étendue de son œuvre si multiple ; et enfin solliciter de nouveau les communications si documentées de M. le chanoine de Corson — l'un de nos plus dignes lauréats ?

Parmi les membres correspondants de notre Société, n'oublions pas, Messieurs, le président de la Société archéologique du Finistère, M. Paul du Châtellier, qui rédigea spécialement pour notre Bulletin le récit détaillé de l'une de ses fouilles dans ces monuments préhistoriques d'où il a retiré tant d'objets d'une rareté et d'un prix inestimables. Les collections du château de Kernuz, près de Pont-l'Abbé, forment un admirable musée que plus d'une ville serait heureuse de posséder.

M. Arthur de la Borderie, tout entier à l'achèvement de cette magistrale histoire de notre Province, refuserait-il de nous communiquer quelques-uns des documents si variés qu'il possède sur tant de sujets et de questions de moindre importance, mais utiles à publier ? Rien ne serait enlevé à cette belle Histoire de Bretagne dont les premiers volumes — analysés avec une rare compétence dans la *Revue de Bretagne et de Vendée* par M. le comte de Palys — assignent déjà à l'éminent académicien breton l'un des premiers rangs parmi les renouveaux de la véritable science historique que ce siècle aura produits.

Vous voyez, Messieurs, que nous ne nous adressons pas aux moins riches

M. le marquis de l'Estourbeillon, actuellement député du Morbihan, malgré ses devoirs et ses occupations politiques, ne renoncera pas à la collaboration de notre Bulletin et à la Direction de la *Revue historique de l'Ouest*, confiée à MM. Claude de Monti de Rezé et de Kersauson de Pennendreff, où se publie cette série de documents inédits, extraits des archives du Parlement et des inventaires des anciens châteaux

Nous pourrions en réclamer une petite part.

Les graves et importantes fonctions diplomatiques ne détournent jamais entièrement les vrais érudits de l'étude des lettres. M. Hanotaux a su trouver des heures de calme et de repos pour écrire l'*Histoire de Richelieu*. Il y a neuf ans, un autre éminent diplomate, M. le comte de Bondy, présenté par MM. le marquis de Dion et Henri Le Meignan, entra dans notre Société archéologique. Je citerai encore l'un de nos distingués concitoyens, M. le comte Horric de Beaucaire, — dont le nom est représenté parmi nous — actuellement ministre plénipotentiaire et sous-directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères, vient d'être élu, en remplacement de M. Victor Duruy, membre du Conseil de la Société de l'Histoire de France. Après avoir publié, pour cette Société, les Mémoires de M. du Plessis Besançon, M. de Beaucaire a été chargé de préparer une édition critique des Mémoires du Cardinal de Richelieu. Enfin, un jeune diplomate d'avenir, le vicomte du Dresnay, successivement secrétaire d'ambassade au Caire, au Japon et à Vienne, est, depuis treize ans, l'un de nos fidèles membres correspondants. Voilà, Messieurs, ce que produit l'amour persistant du travail et des études historiques, quelles que soient les fonctions publiques que l'on occupe.

Nous sollicitons, comme précédemment, le concours de MM. les ecclésiastiques ; et vous vous souvenez, Messieurs, qu'ayant réclamé cette précieuse collaboration, lors de notre première installation à votre présidence, en 1884, le vénéré prélat qui occupait le trône épiscopal, M^{gr} Le Coq, daigna écouter ce vœu de notre Société.

M. Henri Le Meignan vous le rappelait dans son discours du 1^{er} février 1887.

Les mêmes sentiments animaient cet autre et non moins regretté prélat, enlevé subitement, le 24 décembre dernier, à l'affection de ses diocésains, M^{sr} Vallean, évêque de Quimper et de Léon, ancien curé de la Cathédrale Saint-Pierre de Saintes. A titre de compatriote, M^{sr} Vallean voulait bien parfois accepter notre hospitalité ; et je crois que la dernière lettre qu'il ait écrite est celle datée de l'avant-veille de sa mort pour me féliciter d'avoir obtenu vos bienveillants suffrages.

Ce saint évêque avait toujours manifesté un goût très éclairé pour les études archéologiques : et dans la notice que notre ami commun, M. Louis Audiat, lui consacrait en 1893, lors de son élévation à l'épiscopat, l'auteur énumérait une vingtaine de mémoires concernant l'histoire et les monuments des paroisses où le futur évêque de Quimper avait exercé le saint ministère.

Ces monographies d'anciennes églises ne s'adressent pas uniquement au clergé : celles écrites par M. l'abbé Durville sur les paroisses de Carquefou et de Sainte-Croix, par M. Léon Maître et le marquis de Balby de Vernon sur Saint-Philbert de Grand-Lieu et Saint-Julien-de-Vouvantes, nous démontrent que tout le monde les lit avec un véritable intérêt.

M. Edouard Pied a recueilli les inscriptions des anciennes cloches d'églises et de couvents, des Ursulines entre autres. J'ai tenté les mêmes recherches à propos des cloches de ma paroisse de Riec dans le Finistère, et je vous assure, Messieurs, que l'on fait bien de se hâter, car de tous côtés ces vénérables cloches sont fondues et remplacées, sans égard pour leur âge, les titres et les dates qu'elles portent et qu'il est cependant important de relever.

Vous comprenez, Messieurs, que le Bulletin de

1899 — et peut-être celui de l'an 1900 — serait promptement achevé, si chacun apportait sa pierre à l'édifice commun. Ce ne serait plus que l'affaire de l'imprimeur pour réunir tous ces riches matériaux en fascicules ou en imposants in-octavo. Voilà notre rêve de cette année en songeant au jour où chaque Société fera valoir ses différents titres aux récompenses générales.

Mettons-nous donc dès à présent à la recherche de ces documents dans les archives des anciennes demeures, dans ces coffres antiques, ou cette armoire abandonnée que — selon Gustave Droz — toute vieille maison possède. Que de choses ignorées et utiles à faire connaître !

Demandez, par exemple, à MM. de Wismes de consulter pour nous les nombreux manuscrits laissés par leur père. Comme Dangeau et Saint-Simon — mais non point pour noter les vaines intrigues de la Cour — le baron de Wismes, pendant sa longue et studieuse carrière, se tint constamment au courant des événements artistiques et littéraires et il n'ignora aucune des découvertes de la science archéologique.

De cette façon, Messieurs, il nous serait facile de rivaliser avec nos voisins des *Archives historiques de Saintonge* qui ont à leur actif — grâce à leur dévoué président, M. Louis Audiat, — 27 volumes de Mémoires et 18 de Bulletin (transformé en Revue paraissant tous les deux mois). Ces zélés confrères prouvent ce que peut une invariable persévérance.

Dans le Midi on recherche sans cesse ces curieux Livres de raison, mine inconnue de nos prédécesseurs.

MM. Charles de Ribbe, — un fervent disciple de Le Play — auteur de remarquables ouvrages sur la Famille et la Société d'autrefois ; Léon de Berluc Perussis, héritier des lettrés d'Italie, ses ancêtres, et connu au pays du Félibrige par ses discours, ses *Brindes*,

ses vers harmonieux dans *l'Almanach du Sonnet*, avec Aubanel et Roumanille et notre confrère M. Joseph Rousse, — et Tamizey de Larroque, l'érudit universel dont le monde savant déplore la perte récente, — mon ami et toujours empressé correspondant depuis près de trente années, — tous ces savants ont publié un certain nombre de mémoires manuscrits retrouvés après des siècles d'oubli.

Vous me pardonnerez, Messieurs, d'arrêter ma pensée sur les noms de plusieurs de ces lointains confrères ; le conseiller Charles Soubrat, le chanoine Marbot, le marquis de Gantelmi d'Ile, Paul Arbaud, le baron Hippolyte Guilibert, le baron de Meyronnet Saint-Marc, — traducteur en vers français des légendes du *Barzaz Breiz* de M. de la Villemarqué, — le marquis de Saporta, correspondant de l'Institut, enlevé prématurément à la science, Pierre Lanéry d'Arc et le poète F. Vidal, et bien d'autres dont je garde le meilleur souvenir, comme un devoir de gratitude.

Durant un trop court séjour à Aix, on me fit l'honneur de m'ouvrir les portes de l'Académie de cette ville, l'une des plus célèbres de la Provence : et cela, Messieurs, grâce à vous, sur le titre d'ancien président de la Société Archéologique de Nantes. Voilà ce que je vous dois, mes chers confrères, puisque sur le vu de ce passeport que vous m'aviez signé, il y a quinze ans, — bien qu'il fût alors périmé — on admit aussitôt le voyageur, le jugeant sur l'étiquette et sur l'habit.

Notre Bulletin — ainsi que ceux des Sociétés méridionales — ne perdrait rien à sa gravité en insérant, entre temps, de belles poésies qui nous parleraient sur un rythme moins technique de nos glorieuses annales, de nos légendes bretonnes. Ce serait encore de l'archéologie.

Plusieurs de nos confrères consentiraient parfois à

ouvrir, pour le Bulletin, leur portefeuille, assurément bien garni. Il suffit de nommer MM. Alcide Leroux, Christian et Gaëtan de Wismes, Olivier de Gourcuff, Louis Bonneau, Dominique Caillé, un ancien confrère, qui a raconté en beaux vers les cent années de la Société Académique ; sans oublier M. Joseph Rousse, dont la Muse aux ailes dorées ne perd rien de sa jeunesse, de sa verve élégante et concise, malgré le voisinage des poudreux manuscrits et des respectables in-folio confiés à la docte garde du plus dévoué des bibliophiles. Ce serait un rayon de soleil pénétrant dans notre grave demeure.

C'est avec tous ces papiers délaissés, ces journaux, ces brochures, libelles de toutes nuances, circulaires, mandements, proclamations, etc., que M. Louis Audiat a récemment composé la vie de deux victimes de la Terreur, Pierre-Louis de la Rochefoucauld Bayers, le dernier évêque de Saintes, et son frère, l'Evêque de Beauvais, massacrés aux Carmes par les septembreurs. La *Semaine Religieuse* du diocèse de Nantes et M. de la Nicollière, dans la *Revue historique de l'Ouest*, ont donné un juste et fidèle compte rendu de cet important ouvrage qui a valu à son auteur d'être, pour la seconde fois, couronné par l'Académie française.

C'est, en effet, un ouvrage d'une lecture aussi émouvante que celle des *Souvenirs de la princesse de Tarente*, publiés par M. le duc de la Trémoille.

Jé ne pense pas être trop en dehors du sujet de cette allocution, Messieurs, en appelant votre attention sur un livre remarquable à tant de titres, puisqu'il conserve et glorifie la mémoire de ces deux martyrs de la Foi et du dévouement fraternel dont le nom illustre est, dans cette ville de Nantes, entouré de considération et de respect.

J'ai hâte, Messieurs, de terminer cette trop longue et

diffuse allocution. Je devais me renfermer dans des limites moins vagues et plus précises, surtout après ces mémorables fêtes du Centenaire de la Société Académique, qui ont été une heureuse occasion d'entendre les plus éloquentes paroles. Mais n'est-il pas permis à un confrère, rappelé, après douze années, à venir occuper ce fauteuil présidentiel, de s'entretenir plus longtemps que d'habitude avec ceux qui ne l'avaient pas oublié, malgré ses fréquentes absences et — je l'avoue — son peu d'assiduité à vos réunions ? Il ne manquait cependant jamais d'en lire les comptes rendus, se reportant sans cesse au milieu de vous tous, Messieurs et chers collègues, comme on le fait loin de sa famille et de ses amis.

Mon action sera malheureusement bien au-dessous de la tâche qui m'est assignée : elle se bornera à vous soumettre quelques avis, quelques conseils, que l'âge et une longue expérience de la vie peuvent autoriser auprès des jeunes générations.

Mettons-nous de suite à l'œuvre pour préparer ce 41^e volume du Bulletin. Semblable au légendaire 41^e fauteuil de l'Académie, il ne sera peut-être pas le moins bien occupé par les intéressants mémoires et documents qu'il contiendra.

Ce me sera un grand honneur, Messieurs, d'avoir été élu président de cette Compagnie au moment où elle se dispose à récapituler ses œuvres de plus d'un demi-siècle pour les présenter, comme l'inventaire d'une riche succession, aux futurs sociétaires, ses héritiers ; succession à laquelle s'ajouteront, ainsi qu'au patrimoine héréditaire, les accroissements, les acquisitions, les développements incessants que le dévouement et le talent de chacun ne manqueront pas de produire.

Destinés à parcourir au moins la moitié du nouveau

siècle, nos jeunes confrères contribueront à ces progrès de toute sorte; et ils assisteront sans nul doute à de merveilleuses découvertes que notre imagination ne peut même pas concevoir.

Il en était ainsi pour moi et mes contemporains — bien rares, hélas ! — et l'un des membres honoraires de notre Société, mon ami et condisciple de vieille date, M. Anatole de Barthélemy, vice-président de l'Académie des inscriptions et Belles-Lettres, est mon témoin. Aux jours éloignés de notre jeunesse, nous avons connu bien des vieillards qui avaient pris part aux grands événements du dernier siècle. Nous écoutions leurs récits comme des traditions de l'âge antique. De leur côté, ils n'avaient aucun pressentiment de l'avenir ni des phases étonnantes par lesquelles devait passer l'esprit public, ni de ces conceptions nouvelles que seule la Providence peut prévoir et guider.

L'histoire du XIX^e siècle paraîtra aux générations du XX^e tout aussi vague et incertaine. C'est aux archéologues, gardiens de nos annales, qu'il appartiendra de ne pas la laisser tomber dans l'oubli ou la confusion comme de simples légendes. Les diverses transformations que le temps amènera forcément dans nos mœurs et nos usages, ne vous feront pas perdre de vue l'héritage du passé. Vous en garderez la mémoire, et aussi le souvenir de votre dernier Président de ce siècle. Soyez, dès ce jour, bien convaincus de son dévouement sans bornes pour vous seconder durant sa courte mission. Je sais qu'à mon âge les meilleures armes — c'est-à-dire les plus agréables satisfactions de la retraite — ce sont les Lettres : *Aplissima sunt arma senectutis artes* ; mais que ce n'est pas pour nous seul :

Serit arbores, quæ alteri sæculo prosunt

vers du poète Cecilius que je me permets de traduire

ainsi à l'adresse de mes plus jeunes confrères de la Société :

Puissiez-vous profiter des fruits et de l'ombrage
De ces arbres semés pour le siècle prochain :

Car c'est vous qui aurez préparé ces plants sur lesquels se fondent nos espérances. Je ne puis maintenant qu'encourager vos travaux, tout en y trouvant mon profit comme le sage de l'antiquité parvenu au terme de sa carrière, et disant encore à ses jeunes et studieux disciples : « En vieillissant, je m'instruis tous les jours. »

LES GRANDES SEIGNEURIES

DE HAUTE-BRETAGNE

*Comprises dans le territoire actuel du département
de la Loire-Inférieure.*

(Suite)



RÉGAIRES DE L'ÉVÊCHÉ

Dans cette étude des grandes seigneuries du pays nantais on ne peut omettre les régaires de l'évêché. On appelait régaires au moyen-âge l'ensemble des droits temporels attachés à un siège épiscopal; on leur donnait ce nom soit par ce qu'ils provenaient de la libéralité des rois, soit par ce qu'ils constituaient un pouvoir quasi souverain.

Les régaires de l'évêché de Nantes étaient les plus importants du duché de Bretagne¹. « De grant prééminence et noblesse, » ils étaient « moult plus advantageux que le fief ou seigneurie d'une comté ou baronnie². » Aussi l'évêque de Nantes était-il le plus riche des prélats bretons.

Cette puissance ecclésiastique remontait à une haute antiquité : dès le VI^e siècle saint Félix, évêque de Nantes, « portait tout à la fois la crosse et la main de justice ; il était simultanément le pasteur des âmes et le juge suprême de la cité. On

¹ Voir le deuxième semestre 1897.

² Nous avons précédemment fait connaître les autres régaires épiscopaux de la Haute-Bretagne : ceux de Dol (*Grandes Seigneuries de Haute Bretagne*, II, 1-2) et ceux de Rennes et de Saint-Malo (*Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, I, 413 et 612).

³ *Mémoire* de Guillaume de Malestroit, cité par M. de la Nicollière dans son *Armorial des évêques de Nantes*, 34.

sait l'usage qu'il fit de son autorité et de ses richesses¹. » Ses successeurs continuèrent à régner en souverains sur un grand nombre de paroisses tant à la ville qu'à la campagne. Nous en avons la preuve dans l'importante charte de Louis le Gros donnée par ce prince en 1123 en faveur de Brice, évêque de Nantes².

L'authenticité de ce document a été mise en doute par l'abbé Travers³ ; mais M. Léon Maître plaide fort bien en sa faveur dans un intéressant mémoire publié par les *Annales de Bretagne*⁴ ; le docte archiviste explique pourquoi l'évêque de Nantes, Brice, a pu demander au roi de France Louis VI, plutôt qu'au comte de Bretagne Conan II, la confirmation des droits de son régaire.

D'après cette charte, l'évêque de Nantes prétendait à la suzeraineté temporelle de soixante-sept paroisses, dont une dizaine n'appartenaient point à son diocèse, tandis que sept se trouvaient à Nantes même et cinquante autres dans la campagne du diocèse de ce nom⁵. Ce chiffre a paru inadmissible à l'abbé Travers parce qu'au XIV^e siècle le régaire épiscopal ne comprenait guère plus d'une vingtaine de paroisses. Voici ce que répond M. Maître à cette objection : la charte de 1123, dit-il, est plutôt un « acte de protestation contre les amoin-

¹ Léon Maître, *La Seigneurie des évêques de Nantes* (Bulletin de la Société Archéologique de Nantes, XXI, 68.)

² Dom Morice, *Preuves de l'Histoire de Bretagne*, I, 517.

³ *Histoire de la ville et du comté de Nantes*, I, 244.

⁴ Tome II, 346-377.

⁵ Voici les noms de ces paroisses : Vertou, Chemeré, Saint-Père-en-Retz, Sainte-Opportune, Saint-Viau, Bouguenais, Gesté, Sainte-Luce, Liré, Drain, La Varenne, Saint-Julien-de-Concelles, Saint-Etienne-de-Mermorte, Piriac, Rosné, Guémené-Penfao, Conquereuil, Jans, Fougeray, Fercé, Beré, Soudan, Fobraz, Juigné, Blain, Issé, Nozay, Safré, Abbaretz, Moisdon, Joné, Saint-Julien-de-Vouvantes, Freigné, Belligné, Montrelais, Varades, Teillé, Ligné, Thonaré, Mauves, Saint-Mars-du-Désert, Nort, Sucé, Casson, Treillières, Orvault, Sautron, Saint-Similien de Nantes, André, Saint-Etienne-de-Montluc, Saint-Donatien de Nantes, Carquefou, Doulon, Saint-Sébastien de Nantes, Rezé, Saint-Géréon, Mézangé, Anetz, Petit-Mars, Nivillac, Baugé, Daon, Saint-Cyr et Sainte-Julitte de Nantes, Notre-Dame de Nantes, Saint-Clément de Nantes, Saint-André de Nantes et Saint-Donatien d'Orléans.

drissements dont souffre le plaignant (l'évêque Brice) qu'un envoi en possession. L'évêque de Nantes est allé porter ses doléances aux pieds du roi, il a représenté les dommages causés à son église et à son clergé par la rapacité des comtes de Bretagne et de leurs vassaux, et, pour mieux faire ressortir sa détresse, il a retracé le tableau complet du temporel épiscopal tel qu'il existait sous les Mérovingiens. Louis le Gros, agissant comme successeur de Clovis, de Clotaire et de Charles le Chauve¹, ne pouvait faire qu'une chose : c'était de reproduire fidèlement dans sa chartre de confirmation la liste des domaines que lui soumettait l'évêque². »

Si plus tard les documents féodaux ne reconnaissent aux prélats nantais que la suzeraineté d'une vingtaine de paroisses, c'est que l'autorité de Louis le Gros a été impuissante à arrêter le cours des usurpations signalées par Brice. « Les barons de Châteaubriant, de Pontchâteau, d'Ancenis et de Raiz ont agrandi leurs domaines aux dépens de l'évêché ils ne lui ont laissé sur leurs terres que des droits honorifiques. Quand un prélat nouveau se présentait aux portes de Nantes pour être intronisé, ces quatre barons consentaient à le porter sur leurs épaules jusqu'au maître-autel de la cathédrale. Cet usage fut établi et ainsi réglé par l'ordre du duc Jean I^{er}, c'est-à-dire dans le cours du XIII^e siècle, pour terminer sans doute un accord et éteindre toute réclamation de la part de l'évêché³. »

A partir de cette époque et jusqu'à la Révolution l'évêque de Nantes demeura suzerain de dix-huit paroisses dont voici les noms : Saint-Clément, Saint-Donatien et Saint-Similien de Nantes, — Carquefou, Casson, Doulon, Guérande, Malville, Mauves, Orvault, Saint-Étienne de Montluc, Saint-Géron.

¹ Du temps de ces princes le diocèse de Nantes ne faisait point encore partie de la Bretagne. Ce fut toutefois sous Charles le Chauve que Nantes fut conquis par Nominoë.

² *Annales de Bretagne*, II, 357.

³ *Ibidem* II, 357 et 358.

Sainte-Luce, Saint-Mars du Désert, Sautron, Sucé, Thouaré et Treillières. Toutes ces paroisses se trouvaient sur la rive droite de la Loire : sur la rive opposée l'évêque ne possédait que des redevances à prendre en cinq paroisses : Bouin, Bouguenais, Saint-Brévin, Saint-Cyr en Retz et Touvois¹.

Il faut toutefois faire observer que d'après la *Déclaration de l'évêché de Nantes en 1682*, le régnaire épiscopal s'étendait, en outre, dans les paroisses de Nantes : Saint-Jean et Saint-Pierre, Saint-Laurent, Sainte-Radegonde et Saint-Nicolas.

Le régnaire de l'évêché de Nantes se trouvait divisé en cinq châtelennies² dont les sièges furent à Nantes, Guérande, Sucé, Saint-Géréon et Saint-Étienne de Montluc : nous allons parler successivement de chacune d'elles.

1° Châtellenie de Nantes. — L'acte le plus ancien des archives épiscopales de Nantes nous apprend qu'en l'an 862 Érispoë, roi de Bretagne, rétablit l'évêque Actard en possession de la moitié du tonlieu du port de Nantes, c'est-à-dire qu'il lui restitua la moitié de la recette des taxes de coutume perçues sur toutes les marchandises amenées à Nantes, par terre ou par eau, et qu'on nomma dans la suite les droits de la prévôté³.

La *Chronique nantaise* nous fait connaître que plus tard Alain Barbe-Torte, vainqueur des Normands, voulant récompenser ses guerriers, reprit la totalité de la recette du tonlieu, (qu'il partageait autrefois par moitié avec l'évêque) et la divisa en trois parts : celle du duc, celle de l'évêque et celle des seigneurs. Il en fit autant pour le territoire de la ville,

¹ Léon Maître, *La Seigneurie des évêques de Nantes* (Bulletin de la Société archéologique de Nantes, XXI, 80).

² Ces seigneuries furent appelées châtelennies parce qu'elles étaient régies chacune par un receveur ou chatelain ; elles différaient des grandes châtelennies dont nous nous occupons dans cet ouvrage ; chacune de ces dernières devait avoir un château-fort, tandis que rien n'indique que certaines châtelennies épiscopales, telles que Saint-Géréon et Saint-Étienne de Montluc, aient été dotées d'une forteresse.

³ Léon Maître, *Bull. de la Société Archéol. de Nantes*, XXI, 67.

mais cette fois sans rien réserver pour lui : les deux tiers du sol (ou l'espace circonscrit par les murailles) furent attribués aux hommes d'armes, et l'autre tiers contenant la partie suburbaine, sauf la Fosse, fut donnée à l'évêque¹.

Les successeurs d'Alain ne confirmèrent pas ces dispositions et firent un nouveau partage de la ville de Nantes. Ils reprirent la plus grande partie du sol abandonné aux grands vassaux pour former le grand fief de la prévôté ducal ; ils cédèrent à l'évêque les environs de sa cathédrale, « c'est-à-dire le territoire compris entre les rues Chauvin, Ogée, Saint-Denis, des Carmélites, du Château et le cours Saint-Pierre². » En dehors de l'enceinte urbaine, l'évêché fut maintenu en possession des paroisses de Saint-Similien et de Saint-Donatien,

La première demeure épiscopale de Nantes se trouvait au midi de la cathédrale, à l'endroit même où sont aujourd'hui les douves du château de Nantes. Bien avant les invasions normandes, les évêques demeuraient là dans un logis fortifié auquel la *Chronique* donne le nom de *castrum*³. Lorsque Guy de Thouars construisit son château de la Tour-Neuve, il le bâtit, dit la *Déclaration* de 1680, là « où estoit autrefois le manoir épiscopal. » Ce fut donc au XIII^e siècle que l'évêque de Nantes, abandonnant les bords de la Loire, transféra sa demeure au nord de sa cathédrale, là où s'élève encore maintenant le palais épiscopal dont la tour de style gothique offre tant d'intérêt.

Vers la fin de ce même XIII^e siècle les prélats nantais acquirent le fief de la Fosse de Nantes et y construisirent, dans la paroisse Saint-Nicolas, une maison de plaisance, nommée la Touche, restaurée de nos jours et faisant partie du musée Dobrée⁴.

¹ Dom Morice, *Preuve. de l'Hist. de Bret.* I. 28 et 146.

² Léon Maître, *Bull. de la Société Archéol. de Nantes*, XXI, 72.

³ *Ibidem*, 74.

⁴ Nous avons (p. 239) attribué par erreur au domaine ducal ce manoir de la Touche ; le duc Jean V y mourut bien, mais chez l'évêque de Nantes.

L'évêque de Nantes possédait, en outre, aux portes de sa ville un troisième manoir qui se trouvait même au siècle dernier la seule habitation épiscopale entretenue en dehors de Nantes. C'était le château de Chassais dans la paroisse Sainte-Luce ; il subsiste toujours, mais en mains séculières depuis la Révolution ; en voici la description actuelle : « Chassais se compose d'un donjon carré, flanqué sur la façade de deux tourelles également carrées et terminées en encorbellement. Deux pavillons en retrait ont été adjoints à ce massif de la Renaissance. On y arrive par un pont jeté sur les douves dont l'évêque Amaury d'Acigné entoura sa demeure lors de ses démêlés avec le duc François II. Le même évêque fit construire des fortifications dont il ne reste plus que deux tourelles¹. » Chanté par le poète Fortunat, Chassais fut au VI^e siècle l'habitation de saint Félix, évêque de Nantes, et en 1598 un successeur de ce prélat, Philippe du Bec, y reçut Henri IV.

Le palais épiscopal de Nantes, le manoir de la Touche et le château de Chassais constituaient avec leurs dépendances, les quatre moulins de Barbin, les étangs de l'Erdre et la forêt de Santron, le domaine proche de la châtellenie épiscopale de Nantes. Abordons maintenant les prérogatives et droits féodaux dont jouissait l'évêque, tant à Nantes qu'aux environs ; ils étaient nombreux et importants.

D'après une enquête faite en 1206², l'évêque de Nantes possédait « la prérogative d'avoir une armée désignée sous le nom de harelle *harella* quand ses vassaux marchaient seuls, et sous le mot général d'armée, *exercitus* quand les troupes épiscopales étaient jointes à celles du comte de Nantes³. »

D'après cette même enquête aucune assemblée commune

¹ *Bretagne contemporaine*, Loire-Inférieure, 43.

² Dom Morice, *Preuves de l'Histoire de Bretagne*, I, 803.

³ De la Nicollière-Tapeiro, *Armorial des évêques de Nantes*, 25.

ou municipale ne pouvait avoir lieu à Nantes sans l'assentiment de l'évêque. Ce prélat jouissait aussi pendant quinze jours chaque année du privilège exclusif de débiter le vin dans sa ville épiscopale et toutes les mesures à vin étaient déposées à l'évêché ; il avait encore pendant quinze autres jours un droit de crédit et d'échange¹.

D'autres actes prouvent qu'aux régaires de l'évêché de Nantes appartenaient : la levée des dîmes des paroisses de Saint-Donatien, Bouguenais, Doulon, Treillières et Orvault — un droit de terrage au Pont-Saint-Martin — le droit de pêche prohibitive dans l'Erdre depuis Barbin jusqu'à la Trémissinière, etc².

« Les privilèges judiciaires dont jouissait l'Evêque de Nantes étaient très étendus. Personnellement il ne pouvait être cité que devant le métropolitain ou devant le pape. Quant aux juges qu'il instituait à Nantes, à Guérande et à Saint-Géréon pour rendre la justice à ses vassaux en son nom, ils étaient égaux aux sénéchaux du duché. Sa juridiction, érigée en pairie en 1315, ne relevait que des Grands-Jours de l'évêché et du Parlement général de la province. Quand ses prisons renfermaient un criminel condamné à la peine capitale, les vassaux de la Fosse et du Bignon-Létard étaient obligés de venir le chercher avec des bâtons et de le conduire jusqu'à la barrière Saint-Donatien où d'autres vassaux de Sainte-Luce et de Doulon le prenaient à leur tour pour le conduire au gibet de la Haye-l'Évesque près Saint-Georges. Son pilori était au Marchix, de même que celui du duc était au bas de la Grande-Rue sur la place qui porte son nom³. »

L'office de sergentise de l'évêché de Nantes était inféodé à quatre terres : la Bourdimière en Malville, la Bigeottière ou Fief-Gentil en Orvault, la Hunaudaye ou Fief-Gaubert en Mauves et les Fosses en Treillières. « Dès le jour où les sei-

¹ Léon Maître, *Bull. de la Société Archéol. de Nantes*, XXI, 52.

² De la Nicollière-Téjéiro, *Annuaire des évêques de Nantes*, 74.

³ Léon Maître, *Bull. de la Société Archéol. de Nantes*, XXI, 91.

gneurs de ces quatre domaines nobles entraient en possession, ils devenaient par là-même les sergents fieffés de l'évêque, et en cette qualité ils étaient tenus d'opérer la recette des rentes féodales sous leur reponsabilité, d'en verser le montant au receveur général de l'évêché, de faire acquitter les corvées dues par les vassaux, et de faire signifier les semonces pour les plaids ordinaires. Aux assises des Grands-Jours de l'évêque qui avaient lieu une fois l'an, on les voyait apparaître à côté du sénéchal et de l'alloué, la baguette à la main. Quand un nouveau prélat avait à faire son entrée solennelle dans sa ville épiscopale, les mêmes sergents fieffés ouvraient la marche¹ ».

Cette cérémonie de la première entrée de l'évêque de Nantes se faisait avec la plus grande pompe. « Au jour assigné, quatre grands seigneurs se rendaient à l'aumônerie de Notre-Dame-hors-les-Murs, où l'évêque les attendait dans la retraite. Le prélat, assis sur un siège d'apparat, revêtu de ses ornements sacerdotaux, la mitre en tête, la crosse en main, était enlevé sur un brancard richement orné qu'on plaçait sur les épaules des barons de Châteaubriant, de Retz, de Pontchâteau et d'Ancenis. Jean de Montrelais, en 1384, se présenta ainsi à la porte de la cathédrale. Au XV^e siècle le cérémonial fut modifié. Le prélat montait sur une haquenée blanche et s'avancait vers l'église, entouré des barons placés dans l'ordre suivant : le baron de Châteaubriant tenait la bride gauche, le baron de Pontchâteau la droite et, derrière, les barons d'Ancenis et de Retz portaient les deux longues de la croupière. Jean d'Espinay, en 1494, et Guillaume Guéguen, en 1500, n'entrèrent pas autrement. En reconnaissance l'évêque donnait au baron de Châteaubriant l'étrier qu'il avait tenu², et le baron de Retz, auquel appartenait l'honneur de lui verser l'eau sur les mains au début du repas et de lui pré-

¹ Léon Maître, *Bull. de la Société Archéol. de Nantes*, XXI, 88.

² A l'origine ce seigneur recevait même en pur don la haquenée du prélat.

senter la serviette, recevait en retour tout le linge de table¹. »

En 1681 l'évêque de Nantes jouissait encore de nombreux autres droits féodaux dans sa ville épiscopale : « droit d'esmage » sur diverses marchandises arrivant au port de Nantes — droit de « nomblage » sur les bouchers et droit « d'établir six bouchers, dont trois à la Fosse et trois dans la paroisse Saint-Similien, » — droit de « sèche » sur les conserves vendues en carême — droit de « coutume » au Marchix pendant les quinze jours que durait la foire de l'Angevine, commençant à la fête des saints Donatien et Rogatien (24 mai) — droit de faire entrer en franchise dans la ville les sels et autres produits de l'évêché — droit de ban et étanche à vin dont nous avons déjà parlé, etc., etc².

Parmi les nombreuses redevances du régair de Nantes, dont le détail serait trop long, citons les suivantes : « Deux livres de cire dues par le curé de Saint-Nicolas sur son presbytère — deux lamproies le premier jour de carême par le chapelain de Saint-Julien à la Fosse — un demi mouton gras, le jour de l'Ascension, par chacun des trois bouchers établis à la Fosse ». — Une maison située rue du Puits d'Argent et ayant façade sur la grande rue de la Fosse devait fournir « un tablier³ couvert de tapy et de beau papier, plume et encre, pouldre et jettons pour calculer, le tout requis à faire la récepte des rentes et debvoirs des seigneurs évesques de Nantes, à cause de la juridiction des régaires⁴. »

Dans les fiefs du prélat nantais les nouveaux mariés, habitant les paroisses de Saint-Nicolas, Saint-Similien, Saint-Clément et Sainte-Radegonde, étaient tenus au devoir de quinzaine, mais ils la couraient sur l'eau. A la Fosse, en face de la

¹ Léon Maître, *Bull. de la Société Archéol. de Nantes*, XXI, 82.

² *Déclaration de l'évêché de Nantes en 1681*. (Arch. de la Loire-Inférieure).

³ C'est-à-dire une table.

⁴ *Déclaration de l'évêché de Nantes en 1681*.

chapelle Saint-Julien¹, on dressait dans la Loire le poteau de quintaine surmonté de l'écusson de l'évêque, et les joueurs montés en barque s'escrimaient à tour de rôle avec leurs lances ferrées, sous peine de soixante sols et demi monnaie d'amende. Tous ensemble devaient, en outre, un saumon frais à l'évêque leur seigneur. « Et pour la course de ladite quintaine » le propriétaire d'une maison au bas de la Fosse² devait « fournir et planter ledit écusson de bois, fournir une barque, vingt nageurs et avirons pour ladite course, et le fer et ardon des lances de ceux qui courent. » En revanche il avait droit d'exiger quatre deniers monnaie de chacun de coureurs³.

Quittons maintenant la ville de Nantes et occupons-nous des autres parties du régaire épiscopal, c'est-à-dire des châtellemies rurales appartenant à l'évêque.

2° *Châtellenie de Guérande*⁴. → Il ne faut pas confondre cette seigneurie épiscopale avec la châtellenie ducale de Guérande dont nous avons précédemment parlé.

La formation de ce temporel ecclésiastique resserré entre la Grande Brière et l'Océan, nommé le régaire de Guérande, remonte au IX^e siècle. Quand l'évêque Actard, chassé de Nantes par Nominoë, recouvra son siège, l'intrus Gislard voulut une compensation ; il alla se fixer dans le pays de Guérande et y conserva des domaines et une juridiction. Mais, après sa mort, cette seigneurie guérandaise fit retour à l'évêché de Nantes.

La création postérieure d'une sénéchaussée ducale à Guérande ne restreignit en rien les privilèges de l'évêque en cette ville. « Quand il se transportait dans cette seconde capitale du comté nantais il y trouvait, comme au chef-lieu de son diocèse, un manoir rue de l'Évêché⁵, un sénéchal qui le représentait au

¹ Ce petit sanctuaire occupait l'emplacement du square actuel de la Bourse.

² Il se nommait Guillaume Cassard en 1681.

³ *Déclaration de l'évêché de Nantes en 1681.*

⁴ Guérande chef-lieu de canton, arrondiss. de Saint-Nazaire.

⁵ La *Déclaration des biens de l'évêché de Nantes en 1790* mentionne « le palais de Guérande et les halles de cette ville » (De la Nicollière-Teijeiro, *Armorial des évêques de Nantes*, 4).

milieu de ses vassaux, un procureur fiscal qui administrait ses domaines et un receveur qui recueillait ses revenus. Là, non moins qu'à Nantes, il marchait de pair avec le souverain, il avait ses foires, ses prisons, son pilori, ses boucheries et prenait une part des impôts publics¹. »

Veut-on savoir ce que le fief des régaires de Guérande rapportait à lui seul à l'évêché? Voici le dénombrement de divers articles de recette qui figurent dans un compte de six années (1500-1506) : argent, 2167 livres, — redevances : 420 mesures, 1 trulée et 3 quartaux de froment ; 24 trulées d'avoine ; 13 chapons et 19 poules ; 5 paires de gants ; 285 pipes de vin et 1,100 muids de sel².

« De temps immémorial, quand l'évêque de Nantes venait pour la première fois en la ville de Guérande et y faisait son entrée solennelle, à son arrivée près la chapelle Saint-Michel le seigneur du Grand-Cleux devait prendre par la bride le cheval de l'évêque et le conduire jusqu'à la grande porte de l'église collégiale Saint-Aubin de Guérande. Arrivé là, l'évêque mettait pied à terre et le seigneur du Grand-Cleux emmenait le cheval « tout accoutré et oreillé, lequel lui appartenait dès lors de par son droit³. »

Au même seigneur du Grand-Cleux appartenait un droit de quintaine sur les sujets de l'évêque de Nantes « tant en la ville qu'aux faubourgs de Guérande⁴. »

Notre prélat levait des dîmes dans les paroisses de Guérande, Piriac, Saint-Nazaire, Mesquer et Saint-Molf⁵.

Il est à croire qu'à l'origine l'évêque de Nantes eut en Piriac, sur un promontoire s'avancant en mer, un château appelé *Cariacum* et mentionné dans la charte de Louis le Gros en faveur de l'évêque Brice en 1123⁶.

¹ Léon Maître, *Bulletin de la Société Archéol. de Nantes*, XXI, 79.

² *Ibidem*, 80. — *Archives de la Loire-Inférieure*, E. 37 et 38.

³ Terre noble en la paroisse de Saint-Nazaire.

⁴ De Secillon, *Bulletin de la Société Archéol. de Nantes*, XXIII, 191.

⁵ *Ibidem*, XXIII, 192.

⁶ Abbé Grégoire, *Etat du diocèse de Nantes en 1790*, p. 20.

⁷ *Annales de Bretagne*, II, 367.

Enfin, d'après M. Maitre, l'évêque de Nantes possédait encore en Guérande, avant le XVI^e siècle, le manoir appelé jadis Saint-Thomas et aujourd'hui Villeneuve¹.

3^e *Châtellenie de Sucé*. — Suivant certain aveu relaté par l'abbé Grégoire², Sucé fut érigé en châtellenie en 1456. Sa haute justice s'étendait en cinq paroisses : Sucé³, Casson, Carquefou, Mauves et Saint-Mars-du-Désert.

Toutes ces paroisses figurent, au reste, dans la charte de 1123 et nous trouvons en 1252 et 1260 l'évêque de Nantes jouissant de la seigneurie de Sucé ; il est même fait mention en 1266 du manoir qu'y possédait ce prélat⁴.

Cette résidence épiscopale qu'affectionnait l'évêque Simon de Langres en 1382⁵, devint une place forte que fit garder en 1395 le duc Jean IV pendant l'absence de l'évêque Bonabes de Rochefort⁶.

D'après la tradition, le château de Sucé fut attaqué et endommagé au XVII^e siècle par les Huguenots qui avaient élevé un temple à Sucé. Au lieu de réparer son château, Gilles de la Baume Le Blanc, évêque de Nantes, le fit démolir en 1677⁷.

Cette petite forteresse était bâtie sur un rocher dominant la rivière d'Erdre, en face du bourg de Sucé. « L'enceinte en était étroite, un double fossé circulaire taillé dans le roc garantissait les avenues. L'entrée ou le pont-levis regardait le sud ; les eaux de l'Erdre alimentaient les douves. Aujourd'hui ces ruines sont à peu près disparues : on ne voit plus que les fossés à demi comblés et les fondements de quelques tours. Une gracieuse villa couronne maintenant le sommet

¹ *Bull. de la Société Archéol. de Nantes*, XXI, 81.

Sucé, 12.

² Commune du canton de la Chapelle-sur-Erdre, arrondiss. de Nantes.

³ Dom. Morice, *Preuve de l'Hist. de Bret.* I, 953 — Abbé Grégoire, *Sucé*, 5, 6 et 10.

⁴ Abbé Travers, *Hist. de la ville et du comté de Nantes*, I, 444.

⁵ Abbé Grégoire, *Sucé*, 11 et 12.

⁷ *Ibidem*, 45.

de Montretraict ; » c'était, ajoute l'abbé Grégoire, le nom (*Mons retractus*, montagne solitaire) que portait cette demeure champêtre des évêques de Nantes¹. Toutefois notons que M. Maître l'appelle simplement le Plessix de Sucé².

Dans sa châtellenie de Sucé l'évêque de Nantes avait, en outre, deux autres terres nobles avec manoirs : Saint-Thomas en Saint-Mars-du-Désert, aliéné avant le XVI^e siècle — et Pellan en Carquefou. Ce dernier domaine, décoré d'un beau bois et acheté en 1251 par l'évêque Galeran, appartenait encore à l'un de ses successeurs Gilles de Beauveau en 1683³.

Le domaine proche des régaires comprenait aussi un four à ban et un pressoir banal au bourg de Sucé, des moulins à vent et à eau, des garennes et une fuie.

L'évêque était seigneur fondateur des églises paroissiales de Sucé, Saint-Mars-du-Désert et Carquefou ; il était seulement supérieur de l'église de Casson. De nombreuses terres nobles relevaient de lui : la Pervanchère, le Plessix de Casson, les Diablères, la Seilleraye, le Bois de Kergrois, etc. Le seigneur de Launay, en Casson, lui devait « une paire d'esperons blancs » ; celui de la Barillère une rente dite « vache à l'évesque » et le propriétaire de l'Onglette en Sucé « quatre plats de poisson d'eau douce, aux vigiles de Noël, Pâques, Pentecoste et Toussaints, chacun plat d'une valeur de 3 écus, plus un gasteau de froment la veille de l'Épiphanie⁴. »

Terminons en disant que l'évêque de Nantes levait une portion des dîmes de Casson et de Sucé, et jouissait des coutumes du passage de Sucé et du bourg de Casson, ainsi que de celles des foires de Saint-Michel à Sucé et de Saint-Jacques à Bréchalais⁵.

4^e Châtellenie de Saint-Géréon — La paroisse Saint-Géréon⁶

¹ Abbé Grégoire, *Sucé*, 10.

² *Bull. de la Société Archéol. de Nantes*, XXI, 81.

³ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, C. 7.

⁴ *Déclaration de l'évêché de Nantes en 1683* — Abbé Grégoire, *Sucé*, 18.

⁵ *Ibidem*.

⁶ Commune du canton et de l'arrondissement d'Ancenis.

est une vieille localité remontant à l'époque gallo-romaine. On a trouvé des tombeaux mérovingiens autour de son prieuré, membre de l'abbaye de Bourgdieu¹.

Dès 1123 l'évêque Brice réclamait des droits à Saint-Géréon, mais l'un de ses successeurs Daniel Vigier augmenta l'importance de son régaire en cette paroisse en y faisant plusieurs acquisitions féodales, tant en 1305 d'Yves Rigaud de Mézangé qu'en 1337 de Simon d'Omblepied².

A la suite de ce développement du pouvoir épiscopal à Saint-Géréon, Pierre Girouart, prieur du lieu, chercha chicane à Daniel Vigier ; il y eut entre eux une procédure terminée en 1320 par l'attestation des évêques de Rennes et de Vannes et par celle du duc Jean V relatant. « d'après les dépositions de divers témoins, que les hommes du prieuré avaient l'habitude de cuire leur pain au four de l'évêque et faire leur vin à son pressoir et de porter leurs procès devant ses officiers³. »

Les moines de Saint-Géréon n'en continuèrent pas moins leurs empiètements sur les droits de l'évêque de Nantes, et la Déclaration de 1683, nous apprend que « le prieur de Saint-Géréon ayant jadis élevé furtivement des fourches patibulaires, quoiqu'il n'eût qu'une basse justice, il fallut à l'évêque de Nantes les faire détruire⁴. »

Le prieur de Saint-Géréon parvint toutefois à se soustraire en partie à la juridiction épiscopale et à rendre ses aveux directement au roi.

Aliénée en 1563 par Antoine de Créquy, évêque de Nantes, la châtellesnie de Saint-Géréon rentra dès 1565 dans le régaire épiscopal et en fit partie jusqu'en 1789.

Cette seigneurie comprenait la paroisse entière de Saint-Géréon et « même à l'origine le prieuré dudit lieu. » L'évêque y avait un sergent féodé et y jouissait d'une haute justice.

¹ Maître, *Annales de Bretagne* II. 375.

² *Archiv. de la Loire-Inférieure*, II. 169.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*, B. Nantes, 1^{re} vol.

Le domaine du prélat comprenait au bourg même de Saint-Géréon, outre l'auditoire et les four et pressoir banaux, « une maison épiscopale avec grange, jardin, vigne et prairies, l'une d'icelles prairies, sise au bord de la Loire, contenant quinze journaux de terre, et dont les vassaux doivent fanner et charroyer le foin¹. »

5^e *Châtellenie de Saint-Etienne de Montluc*. — D'après M. de Cornulier, la châtellenie de Saint-Etienne de Montluc² appartenait en 1187 à Guérin de Saint-Etienne, chevalier³. Il n'en est pas moins vrai que dès l'an 1063 l'évêque de Nantes avait des intérêts dans cette paroisse puisqu'il en donna la moitié des dîmes à son Chapitre cette année-là⁴; aussi Saint-Etienne de Montluc figure-t-il dans la liste des terres épiscopales en 1123⁵.

Les évêques de Nantes constituèrent donc d'assez bonne heure leur châtellenie de Saint-Etienne. Elle se composa des deux paroisses de Saint-Etienne de Montluc et de Malville. Saint-Etienne relevait encore en 1683 toute entière de l'évêque « partie en domaine, partie en proche fief et partie en arrière fief, avec droit d'avoir un chastelain receveur, deux sergents féodés et une haute justice. » Mais à la même époque le fief proche de l'évêque en Malville se trouvait aliéné « depuis longtemps⁶; » le prélat conservait néanmoins des droits féodaux en cette paroisse et y avait pour sergent féodé le seigneur de la Bourdinière⁷.

Au milieu du XV^e siècle le compte de Jean de Maumusson, receveur des paroisses de Saint-Etienne de Montluc et de Malville, rendu pour seize mois, nous apprend que la châtellenie

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, B. Nantes, 23^e vol.

² Chef-lieu de canton, arrondiss. de Saint-Nazaire.

³ *Diction. des terres du Comté Nantais*, 255.

⁴ D. Morice, *Preuv. de l'hist. de Bret.*, I, 414.

⁵ *Annales de Bretagne*, II, 373.

⁶ Dès 1412 Miles de Thouars possédait le Fief-à-l'Evêque en Malville (*Diction. des terres nobles du Comté Nantais*, 188).

⁷ *Déclaration de l'évêché de Nantes en 1683*.

leue de Saint-Etienne rapporta alors à l'évêque de Nantes : 117 l. 6 s. d'argent, 12 quartes de vin, 8 mesures d'avoine, 8 chapons et 2 poules¹.

Les nombreuses terres nobles situées en Saint-Étienne de Montluc relevaient des régaires : les seigneurs de Montluc et de la Muce leur devaient à Noël, chacun une rente de 10 sols appelée le « manger-à-l'Evesque : » les seigneurs du Châtelet, de la Noue et de la Sénéchallaye étaient tenus de leur verser, chacun, une autre rente féodale nommée « la vache-à-l'Evesque ». Les seigneurs de la Juliennaye, de Langle, de la Biliaye et bien d'autres tenaient également leurs fiefs du prélat.

Aussi l'évêque de Nantes était-il seigneur supérieur de l'église de Saint-Étienne. Ses vassaux du village de l'Abbaye devaient conduire les prisonniers à Nantes : « les officiers de l'évesque ayant bien lié lesdits prisonniers, les remettent aux mains de six hommes dudit village, lesquels les doibvent conduire es prisons des régaires de Nantes, mais le chastelain de Saint-Estienne doit à chacun desdits hommes 5 sols monnoie pour ledit liage² ».

Le domaine proche de l'évêque de Nantes à Saint-Étienne de Montluc avait de l'importance à l'origine. Il consistait surtout en la terre et le manoir de Saint-Thomas³, dont la chapelle fut fondée, croit-on, par l'évêque Amaury d'Acigné (1462-1477)⁴ ; cette terre fut aliénée vers la même époque, et le domaine épiscopal « autrefois grand et à présent petit » — dit la *Déclaration* de 1683 — ne comprit plus dès lors « que les prés des Grandes et Petites Rivières, les champs de l'Isle, le Grand marais et la chaussee de l'Abbaye et la grande lande de Huais ».

Terminons cette étude sur les régaires de l'évêché de Nantes

¹ *Archiv. de la Tour-Aufour*, G. 37.

² *Déclaration de l'Evêché de Nantes en 1683*.

³ Léon Maître, *bull. de la Société Archéol. de Nantes* XXI, 81.

⁴ *Archiv. de la Tour-Aufour* G. 37.

Huain, 1.

par le sommaire de leurs revenus au moment de la Révolution. En 1790 l'évêque Charles de la Laurencie déclara avoir un revenu brut de 95,300 livres¹, avec 37,999 livres de charges; ce qui lui constituait un revenu net de 57,308 livres². Aussi avons-nous dit qu'il était de beaucoup le plus riche des évêques de Bretagne. On pourrait ajouter qu'il en était aussi un des plus chargés d'honneurs, puisqu'il était de droit pair de France, conseiller-né au Parlement de Bretagne, conseiller-né et maître à la Chambre des comptes de Bretagne et chancelier-né de l'Université de Nantes³.

REZÉ (COMTÉ)

Rezé⁴ situé en face de Nantes, au confluent de la Loire et de la Sèvre, recouvre les ruines d'une importante ville gallo-romaine appelée *Ratiatum*. Cette cité donna son nom, comme nous l'avons déjà dit, au pays de Relz et, faisant partie du Poitou, ne fut annexée à la Bretagne qu'au milieu du IX^e siècle.

Nous n'avons point à nous occuper de ces origines de Rezé, mais seulement de la seigneurie de ce nom, créée après les invasions normandes du X^e siècle.

Vicomté d'ancienneté, la seigneurie de Rezé fut, d'après ses lettres d'érection en comté, un démembrement du comté de Nantes, donné en apanage à un fils cadet du comte Hoël mort en 981⁵, mais on ignore le nom de ce chevalier.

Rolland de Rezay⁶ est le premier seigneur connu de Rezé, il accompagnait le duc de Bretagne en 1145 et 1149, quand ce

¹ Les domaines à Nantes, Sainte-Luce et Sautron rapportaient 3,300 livres

— Les autres domaines ruraux et les dîmes : 29,000 livres — les droits de fiefs : 60,000 livres — et le greffe de la juridiction : 3,000 livres.

² De la Nicollière, *Armorial des évêques, de Nantes*, 34 et 35

³ *Ibidem*, 26.

⁴ Commune du canton de Bouaye, arrondissement de Nantes

⁵ Voy. à ce sujet Bizeul, *de Rezay et du pays de Rays* (*Revue des provinces de l'Ouest*, IV, 77.)

⁶ *Bulletin de la Société Archéologique de Nantes*, XXXII, 89.

⁷ Nous orthographions le nom de cette famille comme on écrivait Rezé au moyen-âge.

prince fit des donations à l'abbaye de Saint-Florent et au prieuré des Coëts¹.

Viennent ensuite en 1197 et 1201 Juhel de Rezay², et en 1205 Guillaume de Rezay. Celui-ci fut un bienfaiteur zélé de l'abbaye de Villeneuve et dut mourir vers 1256, dans un âge fort avancé³.

Sylvestre I^{er} de Rezay, son fils lui succéda. Caution dès 1241 du duc Jean I^{er}, il fit beaucoup de bien à l'abbaye du Buzay⁴, mourut avant 1273 et dut être inhumé à l'abbaye de Gèneslon. Son sceau, attaché à un acte de 1259, porte les armoiries de cette antique famille de Rezay : *Losangé de gueules et d'un burelé d'argent et d'azur*⁵.

Il laissait un fils nommé Olivier de Rezay qui ne dut pas lui survivre de longues années, car en 1286 apparaît Sylvestre II de Rezay mort en 1298 ; l'un et l'autre ont leurs décès mentionnés dans le Nécrologe de l'abbaye de Gèneslon, dont ils furent les bienfaiteurs⁶.

Des chartes nous font ensuite connaître Sylvestre III de Rezay, encore jeune en 1322, qui obtint en 1354 un sauf-conduit pour aller en Angleterre visiter Charles de Blois pendant sa captivité⁷.

Sylvestre IV de Rezay, vraisemblablement fils du précédent, épousa vers 1380 Catherine Cathus, veuve de Guy de Vivonne et riche héritière en Poitou ; il en eut plusieurs enfants dont l'aîné Martin I^{er} de Rezay lui succéda à Rezé. Ce dernier figure à ce titre en 1412 ; il s'unit à Jeanne de Veraou dont il eut Martin II de Rezay qui fut le dernier de sa famille à posséder Rezé. Il vendit, en effet, cette terre seigneuriale, vers

¹ D. Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.* I, 697 et 698.

² *Archives de la Loire-Inférieure*, II, 57.

³ De la Nicollière-Tegeiro, *Anciens seigneurs de Rezay* (*Bulletin de la Société Archéologique de Nantes*, XXXII, 46).

⁴ *Archives de la Loire-Inférieure*, II, 46 et 47.

⁵ *Ibidem*, II, 47.

⁶ De la Nicollière-Tegeiro, *Itull. de la Société Archéol. de Nantes*, XXXII, 97.

⁷ D. Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.* I, 1436.

1430, pour aller s'établir en Poitou où il possédait de grands biens¹.

L'acquéreur de la vicomté de Rezé fut Guillaume de Saint-Gilles, seigneur de Beaulieu en Gaérande. Nous avons des aveux rendus ou reçus par lui en qualité de sire de Rezé dès 1430 et 1436². Il était mort en 1458 et la terre de Rezé appartenait l'année suivante à sa fille Marie de Saint-Gilles, femme de Jean de Trévecar, seigneur dudit lieu³.

Françoise de Trévecar, issue de ce dernier mariage, épousa vers 1490 Jacques Madeuc, seigneur du Guémadeuc, et mourut le 22 novembre 1524⁴. Elle laissait la vicomté de Rezé à son petit-fils François du Guémadeuc, sire dudit lieu, qui en fit hommage au roi en 1549⁵. Ce seigneur du Guémadeuc épousa d'abord Marguerite de Québriac, puis Hélène de la Chapelle et décéda en 1568.

Avant de mourir François du Guémadeuc avait vendu, le 8 octobre 1565, la vicomté de Rezé à Pierre de Cornulier, seigneur de la Touche en Nozay ; mais après sa mort son fils Thomas du Guémadeuc retira par droit de premesse cette seigneurie de Rezé⁶. Thomas du Guémadeuc, seigneur dudit lieu et de Rezé, épousa Jacquemine de Beaumanoir et mourut en 1591. Il laissait deux fils qui lui succédèrent l'un après l'autre à Rezé : Toussaint du Guémadeuc, tué en duel à vingt-quatre ans, en 1605, ne laissant pas d'enfant de son union avec Marie de Bolloy ; — et Thomas du Guémadeuc, décapité en place de grève à Paris en 1617.

Après le décès de cet infortuné seigneur la vicomté de Rezé fut vendue et achetée par Jacques Barrin, seigneur de la

¹ De la Nicollière-Tenreiro *Bull. de la Société Archéologique de Nantes*, XXXII, 98-100.

² *Archives de la Loire-Inférieure*, E, suppl.

³ *Ibidem*, E, 524.

⁴ *Ibidem*, B, V^o Rezé.

⁵ *Ibidem*, B, 1608.

⁶ Laisné, *Généalogie de la maison de Cornulier*, 87 — *Complément à la dite Généalogie*, 34.

Galissonnière, qui la possédait en 1623¹. Il avait épousé en 1604 Vincente Ruellan, sœur de Jeanne Ruellan femme de Thomas du Guémadeuc. De son mariage il eut un fils, nommé aussi Jacques Barrin, en faveur duquel Vincente Ruellan, devenu veuve, se démit vers 1646 de la seigneurie de Rezé². Mais par suite d'arrangements de famille, Gabriel marquis de Goulaine, époux de Barbe Ruellan — sœur de mesdames du Guémadeuc et Barrin — devint possesseur de Rezé. Ce fut ce marquis de Goulaine qui vendit, le 11 août 1652, la vicomté de Rezé à Yves de Monti, seigneur de la Chalonnaière³, dont les descendants possèdent encore cette terre.

Yves I^{er} de Monti, premier comte de Rezé, conseiller-maître à la Chambre des comptes de Bretagne en 1624 et maire de Nantes en 1644, appartenait à une illustre famille italienne venue en France à la suite de la reine Marie de Médicis. Son grand-père Bernard de Monti, reçu maître à la Chambre des comptes de Nantes en 1572, avait eu de Renée Verge, fille du seigneur du Rosseau, Pierre de Monti qui le remplaça aux Comptes en 1600⁴ et acheta en 1604 la seigneurie de la Chalonnaière en Rezé. Ce Pierre de Monti était mort en 1629 lorsque sa veuve Marie Fiol de la Rivière, maria leur fils Yves I^{er} de Monti, par contrat du 10 juillet, avec Anne Bourriau fille du seigneur des Champsneufs⁵.

De cette union sortit Yves II de Monti, qui épousa, en 1662, Claude Chevalier, fille du seigneur du Bois-Chevalier. A la mort de son père décédé, à quatre-vingt-deux ans, le 9 avril 1683⁶, il devint comte de Rezé : lui-même mourut le 26 avril 1687⁷.

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, E. 525.

² *Ibidem*.

³ *Bulletin de la Société Archéolog. de Nantes*, XXXII, 87.

⁴ De Fourmont, *Hist. de la Chambre des comptes de Bret.*, t. III, 301 et 326.

⁵ De Rosmorduc, *Preuves de noblesse des demoiselles bretonnes admises à Saint-Cyr*, 315.

⁶ *Livre d'or de la ville de Nantes*, t. I, 505.

⁷ *Archives de la Loire-Inférieure*, B. V^o Rezé.

Son fils aîné, Yves-Joseph de Monti, lui succéda et s'empessa de rendre aveu au roi pour le comté de Rezé¹. Il épousa, en 1701, Françoise de Charette, fille du seigneur de la Colinière². Il décéda le 2 novembre 1745 et sa veuve lui survécut jusqu'en 1760 ; ils étaient l'un et l'autre âgés de quatre-vingt-deux ans³.

Joseph-Claude de Monti, fils des précédents, comte de Rezé, avait épousé le 8 août 1728 Madeleine Jouault, fille du seigneur du Mesnil ; il la perdit à Nantes en 1778 et mourut également en cette ville le 3 septembre 1793, âgé de quatre-vingt-douze ans⁴.

Considérée comme vicomté d'ancienneté, la seigneurie de Rezé fut érigée en comté par lettres patentes données à Saint-Germain en Laye, avril 1672, par Louis XIV, en faveur d'Yves de Monti. Ces lettres furent enregistrées au Parlement de Bretagne le 1^{er} juillet 1681, puis à la Chambre des Comptes de Nantes, le 9 février 1688⁵.

Les considérants des lettres royales sont très flatteurs pour Yves de Monti : Louis XIV veut récompenser « l'ancienne noblesse de la maison de Monti, originaire de Florence et alliée aux plus illustres familles d'Italie, laquelle a eu l'honneur de donner un pape et deux cardinaux à l'Eglise et six gonfaloniers ou doges à Florence. » Le roi ajoute que « depuis les six-vingt ans que les Monti ont quitté leur patrie, ils se sont noblement distingués au service des rois de France⁶. »

Pour former le nouveau comté de Rezé Louis XIV unit plusieurs seigneuries acquises par la famille de Monti : la Chalonnaire achetée le 16 juin 1604 — les Pallets achetés vers

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, B. V^e Rezé.

² *Ibidem*, GG. 144.

³ De Granges de Surgères, 2.500 *actes de l'état civil*.

⁴ *Chartrier français*, III. 3.

⁵ *Archiv. du Parlement de Bret.* 24. reg. 186 — *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 88.

⁶ *Ibidem*.

1622 — la vicomté de Rezé achetée le 11 août 1652 — la Grande-Haye achetée le 12 janvier 1656 — la Bretesche achetée le 9 juillet 1657 — et la Samsonnière achetée le 16 mai 1658¹. Toutes ces terres situées dans la paroisse de Rezé, aussi bien que leurs juridictions, furent unies en une seule seigneurie sous le nom de comté de Rezé, ayant pour chef-lieu le manoir de la Chalonnaire, parce que « le vieux chasteau de la ville et vicomté de Rezay a esté ruiné et demoly pendant les guerres de Charles de Blois et Jean de Montfort². »

Où se trouvait ce premier château de Rezé ? « Vraisemblablement — répond M. de la Nicollière — à Rezé même, gros bourg qui occupe l'emplacement de la ville de Rastiate, et dans lequel les ruines et les débris gallo-romains abondent pour ainsi dire à fleur du sol³. »

Mais M. Maître nomme la Trocardière comme ayant été « le premier siège féodal de Rezé⁴. »

Après la destruction du château de Rezé au XIV^e siècle, la Roche-Ballue, en Bouguenais, devint, d'après M. de Cornulier, « le château seigneurial de la vicomté de Rezé⁵. » Toutefois Yves de Monti, étant possesseur du manoir de la Chalonnaire, quand il acquit la vicomté de Rezé, continua d'y résider et fit de cette demeure le chef-lieu de sa seigneurie, ce que confirma le roi, comme nous venons de le voir, dans ses lettres d'érection du comté de Rezé.

Voici ce qu'était le château de Rezé en 1679 et 1749 : « Le manoir noble ou chasteau de Rezé, cy-devant appelé la Cha-

¹ A ces terres seigneuriales furent encore jointes plus tard celles de la Trocardière et de Fromenteau, en Rezé, acquises en 1673 par Yves de Monti (*Déclaration du comté de Rezé en 1749*).

² *Archives de la Loire-Inférieure*, B. 88.

³ *Bulletin de la Société Archéolog. de Nantes*, XXXII, 87.

⁴ *Rezé (Annales de Bretagne)*, XI, 56.

⁵ *Diet. des terres du Comté nantais*, 247. — La Roche-Ballue était une terre seigneuriale appartenant durant les XV^e et XVI^e siècles aux de Saint-Gilles, de Trévécourt et du Guéméné successivement vicomtes de Rezé ; mais elle fut vendue par les derniers des Guéméné et était en 1618 la propriété de Jean de l'Espinay ; aussi ne fit-elle point partie du comté de Rezé.

lonnière, composé d'un dosme avec deux corps de logis aux costés, accompagnés de deux pavillons et suivis de deux ailes finies aussy par deux pavillons qui sont joints ensemble par une balustrade qui ferme la première cour et qui mène dans l'avant-cour fermée de murailles et terminée par deux tours, l'une desquelles sert de fuie et l'autre de porterie ; et au milieu un grand portail devant lequel est une grande place ovale avec une avenue qui perce jusqu'à la lande du Landreau ; . . . deux autres basses cours, jardins et allée d'arbres au bout de laquelle est la chapelle fondée (de messes, et au-delà, autre avenue d'arbres allant au chemin de Nantes . . . orangerie et mail avec plusieurs allées plantées d'arbres, charmilles et labyrinthe ; le tout contenant environ vingt-cinq journaux de terre¹. »

On voit par ce qui précède que dès cette époque le château de la Chalonnrière ou de Rezé était une belle, vaste et agréable résidence ; il conserve de nos jours le même grand air seigneurial et est encore la propriété de M. Henri de Monti, comte de Rezé, chef de nom et d'armes de la famille de Monti, et fils du fidèle compagnon d'exil du comte de Chambord, Edouard de Monti comte de Rezé, décédé en 1877.

Dès l'origine la seigneurie de Rezé fut assez considérable pour que son possesseur déclarât en 1294 devoir au duc de Bretagne « un chevalier d'ost pour son fief de Rezay². »

Nous avons nommé les principales terres nobles constituant le comté de Rezé. Ajoutons que la haute-justice, dont il jouissait, s'étendait dans une demi-douzaine de paroisses : Rezé, Vertou, Saint-Jean et Saint-Pierre de Bouguenais, le Pellerin et le Bignon³.

Le bourg de Pontrousseau faisait partie de la seigneurie ; il s'y tenait deux foires, l'une le jour Saint Eutrope (30 avril).

¹ *Déclarations du comte de Rezé en 1679 et 1749*. (Archiv. de la Loire Inférieure, B. 10^e vol. 432).

² D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bretagne*. I, 111.

³ *Déclarations du comté de Rezé en 1679 et 1749*.

l'autre le jour Saint-Jacques et Saint-Christophe (25 juillet) et tous les droits de coutumes y appartenant au sire de Rezé¹.

De nombreuses prééminences d'église étaient la propriété du même seigneur : il avait, à cause du fief de Rezé en l'église paroissiale Saint-Pierre de Rezé « litre d'armoiries tant en dedans que dehors², enfeu et tombeau eslevé avec balustre et orné de figures, épitaphes et armoiries, au plus haut de ladite église du costé de l'évangile, banc et accoudoir audit costé et joignant le balustre ; » également « lisières et armoiries en l'église Saint-Eutrope sise au bourg de Pontrousseau ; » — à cause du fief des Pallets « aultres banc et accoudoir en ladite église de Rezé, au chanceau d'icelle, du costé de l'épître, un peu au-dessus de l'autel Sainte-Marguerite et Saint-Guillaume ; » — à cause des fiefs de la Trocardière et de Fromenteau, « aultres banc et accoudoir en ladite église de Rezé, au costé de l'évangile au dessous du banc de Rezé ; » plus encore un autre banc seigneurial « en la chapelle Notre-Dame la Blanche, au costé de l'évangile³. »

Le comte de Rezé avait le droit de faire courir chaque année trois fois la quinzaine aux nouveaux mariés ses vassaux, à cause de ses trois seigneuries de Rezé, les Pallets et la Trocardière ; il avait également double droit de ban et étanche, pendant quinze jours chaque fois, au bourg de Rezé, sur tous les « vendants vin en détail » tant à Rezé même qu'à Pontrousseau, l'Ardoire et Puits-Baron, et « à raison de ses fiefs de Rezé et de Fromenteau. » Il jouissait encore des droits de chasse et de la « pesche prohibitive » dans les rivières de la Sèvre et du Seil⁴.

La haute-justice de Rezé s'exerçait à Pontrousseau dont les habitants avaient « la garde des prisonniers ; » là s'élevaient « les fourches patibulaires à quatre piliers et des cops et

¹ *Déclarations du comté de Rezé en 1679 et 1749.*

² Aussi y voyait-on le blason de la maison de Monti : *d'azur à la bande d'or accompagnée de deux monts de six copeaux de même.*

³ *Déclarations du comté de Rezé en 1679 et 1749.*

⁴ *Ibidem.*

collier à vis et proche l'église Saint-Eutrope dudit Pontrousseau. » Un gibet semblable « à quatre posts » dépendait aussi de la seigneurie des Pallets¹.

Le seigneur de Rezé prétendait encore avoir un droit d'usage en la forêt ducale de Touffou et un droit « de course et prise de bestes » dans les îles de Trentemoult et des Chevaliers en la rivière de Loire ; mais il fut en 1668 déboulé de ces prétentions par les commissaires de la réformation du Domaine².

Voici, en terminant, quel était le domaine proche du comté de Rezé : le château de Rezé ou de la Chalonnaire et ses dépendances — les manoirs de la Grande-Haye, des Pallets, de la Trocardière et de la Samsonnière — la maison noble de Port-au-Blé — l'auditoire et la prison de Rezé à Pontrousseau — l'auditoire des Pallets au bourg de Rezé — les halles de Rezé — le four à ban de Rezé à Pontrousseau — les moulins de Rezé, de la Grande-Haye et des Pallets — les fuies et garennes de la Chalonnaire, des Pallets et de la Trocardière — plusieurs métairies nobles dépendant desdits manoirs et bon nombre de clos de vigne, etc³.

Le tout constituait, comme l'on voit, un fort beau domaine seigneurial agréablement situé aux portes de Nantes.

LA ROCHE-BERNARD (BARONNIE)

La petite ville de la Roche-Bernard⁴ n'appartenant point à la Loire-Inférieure, la baronnie de ce nom ne devrait pas, à strictement parler, paraître dans ce volume. Nous l'y admettons cependant parce qu'au point de vue féodal elle a toujours fait partie du Comté nantais, parce qu'elle a donné naissance à deux autres grandes seigneuries, la Roche-en-Nort et la Roche-en-Savenay, dont le territoire appartient encore à la

¹ *Déclarations du comté de Rezé en 1679 et 1719.*

² De l'Estourbeillon, *Archives de la Maillardière*, 92.

³ *Déclarations du comté de Rezé en 1679 et 1719.*

⁴ Chef-lieu de canton arrondiss. de Vannes (Morbihan).

Loire-Inférieure, et surtout parce que la résidence des barons de la Roche-Bernard fut depuis le XV^e siècle la forteresse de la Bretesche en Missillac¹, demeurée l'un des plus beaux châteaux de la Loire-Inférieure.

La Roche-Bernard doit son nom à un seigneur normand, Bernard, qui s'établit, semble-t-il, dans la seconde moitié du X^e siècle au bord de la Vilaine. « Un texte contemporain nous rapporte que Bernard I^{er} avait des ennemis acharnés et qu'il succomba sous leurs coups. Son fils Rivallon I^{er} vengea sa mort en exterminant ses meurtriers, mais il périt lui-même dans la lutte² ».

Simon I^{er}, second fils de Bernard I^{er}, succéda à son frère Rivallon : il fut assez puissant pour fonder dans ses fiefs en 1026 l'abbaye Saint-Gildas-des-Bois, où il fut inhumé. Bernard II, fils de Simon, donna à la Roche-Bernard la chapelle de Notre-Dame aux moines de l'abbaye de Redon et celle de Saint-Jacques à ceux de Saint-Gildas-des-Bois³. Il vécut en 1063 et 1076 et dut mourir vers 1100, revêtu de l'habit religieux à Saint-Gildas-des-Bois.

Rivallon II, fils et successeur du précédent, vivant en 1127 et 1131, eut trois fils qui n'ont pas laissé de souvenirs. Il fut remplacé par son neveu Josselin, fils de son frère Simon. Ce Josselin I^{er}, bienfaiteur de l'abbaye de Blanche-Couronne, épousa une femme du nom d'Agathe dont il eut Olivier son successeur. Vers 1199 ce dernier fonda en l'église abbatiale de Saint-Gildas deux chapellenies, pour racheter, dit-il lui-même, l'énormité de ses fautes⁴.

Josselin II, arrière-petit-fils de Josselin I^{er}, fit en 1239 inhumér sa femme Stéphanie à l'abbaye de Blanche-Couronne.

¹ Commune du canton de Saint-Gildas-des-Bois, arrondiss. de Saint-Nazaire Loire-Inférieure.

² Léon Maître, *L'ancienne baronnie de la Roche-Bernard*, 18.

³ D. Morice, *Preuve de l'hist. de Bret.* 1, 421 et 493.

⁴ *Ibidem* 1, 563.

partit pour la croisade et se remaria à Mahaut de Montfort qui lui donna un fils du nom d'Alain¹.

Vinrent ensuite deux sires de la Roche-Bernard, Guillaume et Eudon I^{er}, dont les pères sont inconnus. Ce dernier épousa en 1279 Hermine de Lohéac, dame dudit lieu. Son sceau porte en 1298 les armoiries de sa maison : *d'or à l'aigle à deux têtes, éployé de sable, armé et becqué de gueules*².

Les deux fils d'Eudon I^{er} lui succédèrent l'un après l'autre Bernard III, marié en 1301 à Amicie de Léon et mort sans enfants en 1306 — et Péan, époux d'Isabeau de Laval et tué au siège de la Roche-Derrien. Le fils de ce dernier, Eudon II, épousa Béatrice de Craon et périt lui-même à la bataille d'Auray en 1364³.

Isabeau de la Roche, fille des précédents, dame de la Roche-Bernard et de Lohéac, apporta ces baronnies à son mari Raoul VIII, sire de Montfort et de Gaël, qu'elle épousa en 1353. Veuve en 1394, elle abandonna l'année suivante la baronnie de la Roche-Bernard à son fils Raoul IX de Montfort, époux de Jeanne de Kergorlay et décédé en 1419. Le fils aîné de ceux-ci, Jean de Montfort, avait épousé dès 1404 Anne dame de Laval et de Vitré, à condition de prendre le nom et les armes de Laval; il devint par suite Guy XIII, sire de Laval, et mourut avant son père en 1414. Guy XIV, comte de Laval, son fils aîné, époux d'Isabeau de Bretagne, puis de Françoise de Dinan, constitua en 1453 à l'un de ses cadets, Jean de Laval, sire de Belle-Isle, un apanage comprenant la baronnie de la Roche-Bernard, la châtellenie de la Bretesche et la seigneurie de la Roche-en-Nort⁴.

Jean de Laval mourut en 1496, laissant de sa femme Jeanne du Perrier, dame de Quintin, un fils unique Nicolas de Laval. Celui-ci hérita en 1500 de son oncle Guy XV, comte de Laval,

¹ Dom Mauns, *Œuvre de l'Hist. de Bret.* I, 912. — *Archiv. de la Loire-Inférieure*, II, 4, 7 et 20.

² D. Morice, *Œuvre de l'Hist. de Bret.* Plus des des sceaux n°178.

³ Léon Maître, *L'ancienne baronnie de la Roche-Bernard*, 21 et 22.

⁴ *Ibidem*, 23.

et devint Guy XVI de Laval; il épousa successivement Charlotte d'Aragon, Anne de Montmorency et Antoinette de Daillon et décéda en 1531.

Sa fille, Catherine de Laval, issue du premier lit, s'unit en 1518 à Claude 1^{er} sire de Rieux et eut en dot la baronnie de la Roche-Bernard.

Claudine de Rieux, leur fille, épousa en 1547 François de Coligny, seigneur d'Andelot, qui fit hommage au roi, en 1549, pour les seigneuries de la Roche-Bernard et de la Bretesche; cette dame mourut au château de la Bretesche et fut inhumée à la Roche-Bernard dans l'église de l'hôpital où son mari lui éleva un monument. Le corps de ce dernier seigneur, décédé en 1570, fut alors déposé près du sien. Ces baron et dame de la Roche-Bernard y établirent un consistoire protestant et firent prêcher dans leurs nombreuses et importantes terres la religion prétendue réformée¹.

Leur fils aîné, Paul de Coligny, hérita à son tour de sa tante Guyonne XVIII de Laval, devint Guy XIX, comte de Laval et baron de la Roche-Bernard. Il mourut en 1586, laissant veuve Anne d'Alègre qu'il avait épousé en 1583. Leur fils unique, François de Coligny, dit Guy XX, comte de Laval et baron de la Roche-Bernard, abjura le protestantisme dans lequel il avait été élevé. Il périt à la guerre en Hongrie en 1605, sans avoir été marié.

La belle succession des comtes de Laval échut à Henri de la Trémoille, duc de Thouars, petit-fils d'Anne de Laval fille de Guy XVI. En février 1606, Charlotte de Nassau, veuve de Claude de la Trémoille et mère du jeune héritier, fit hommage en son nom au roi pour la Roche-Bernard. Mais Henri de la Trémoille ne conserva point cette baronnie qu'il vendit en 1613².

Les acquéreurs de la Roche-Bernard furent Guillaume de

¹ Vaurigaud, *Hist. de l'Eglise réformée de Bret.* t. 7, p. 8.

² *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 212 et E. 440.

Haultemer, seigneur de Fervaques, maréchal de France, et Anne d'Alégre sa femme. Leur héritier se trouva être Charles de Lorraine, duc de Chevreuse, mais les créanciers de ce dernier firent saisir la baronnie de la Roche-Bernard qui fut vendue à leur profit et achetée judiciairement en 1636, pour 165,000 livres, par Charles du Cambout, marquis de Coislin¹.

Nous connaissons ce seigneur, décédé à la Bretesche en 1648, et ses successeurs Armand du Cambout duc de Coislin, mort en 1702, Pierre du Cambout, duc de Coislin, décédé en 1710 et Henri du Cambout, évêque de Metz et dernier duc de Coislin.

A la mort de celui-ci arrivée en 1732, son cousin Louis de Lorraine, prince de Lambesc, hérita de la baronnie de la Roche-Bernard qu'il céda presqu'aussitôt, en 1741, à Charles de Lorraine, comte d'Armagnac². Ce dernier la conserva moins de temps encore : le 14 janvier 1744 il la vendit, moyennant 410.000 livres, à Renaud-Gabriel de Boisgeslin, marquis de Cucé, qui à cette occasion fit hommage au roi en 1750³.

Époux en 1723 de Jeanne du Roscoat et en 1745 de Thérèse Le Prestre de Châteaugiron, le marquis de Cucé, président à mortier au Parlement de Bretagne, mourut en 1774, laissant plusieurs enfants de son premier mariage. Mais l'aîné de ceux-ci, Jean-de-Dieu-Raymond de Boisgeslin, archevêque d'Aix, céda ses droits de naissance à son frère Louis-Bruno qui devint ainsi baron de la Roche-Bernard.

Louis-Bruno de Boisgeslin fut le dernier à posséder cette baronnie ; époux de Marie de Boufflers, il ne voulut pas émigrer ; arrêté en 1793 ainsi que sa femme il fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris le 7 juillet 1794, et exécuté en même temps qu'elle.

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 439.

² *Ibidem*, B, 394.

³ *Ibidem*, B, 469 et B, 798.

Baronnie d'ancienneté la Roche-Bernard eut dès son origine une grande importance féodale. Les domaines concédés à Bernard, son premier seigneur au X^e siècle, « étaient immenses : ils ne comprenaient pas moins de six paroisses d'une étendue exceptionnelle, tellement vastes que certaines d'entre elles, comme Missillac et Assérac, ont pu être découpées plus tard en trois circonscriptions. C'est en parcourant le recueil des largesses faites aux religieux de Redon qu'on se rend bien compte de l'omnipotence qu'exerçaient les fils de Bernard, de l'Océan aux marais de l'Isac : ils agissent en maîtres dans toute la région et disposent du sol à Camoël comme à Saint-Gildas, sans invoquer la moindre approbation¹. »

Aussi en 1294 le baron de la Roche-Bernard reconnaît-il devoir à l'armée du duc de Bretagne « trois chevalier d'ost » dont la moitié se trouvait fournie par le seigneur d'Assérac² ; ce qui prouve que la châtellenie d'Assérac était un démembrement de la Roche-Bernard, aussi bien que les châtellenies de Raurouët, de Campzillon, de Faugaret et de Saint-Aubin-des-Châteaux.

Plus tard les sires de la Roche-Bernard acquirent encore une foule d'autres fiefs et portèrent leur autorité jusqu'aux limites orientales du Comté nantais : leur juridiction s'étendit alors sur plus de trente paroisses, formant trois seigneuries distinctes : la Roche-Bernard et la Bretesche — la Roche-en-Nort — et la Roche-en-Savenay ; Guy, comte de Laval et baron de la Roche-Bernard, les possédait encore toutes en 1544, toutefois elles furent séparées dans la suite. Nous allons parler successivement de chacune d'elles.

1^o *La Roche-Bernard et la Bretesche.* — Le baron de la Roche-Bernard, résidant en son château de la Bretesche, mais ne possédant plus la Roche-en-Nort et la Roche-en-Savenay, avait néanmoins en 1763 une juridiction en douze

¹ Léon Maître, *L'ancienne baronnie de la Roche-Bernard*, 36.

² Lom Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.* 1112.

paroisses : Nivillac, la Roche-Bernard, Missillac, la Chapelle-des-Marais, Saint-Dolay, Herbignac, Férel, Camoël, Crossac, Séverac, Drefféac et Assérac¹. Ce vaste domaine féodal constituait le fond primitif de la baronnie.

Celle-ci avait bien été unie à la terre de Coislin, pour former en 1663 le duché de ce nom ; mais elle n'en conserva pas moins son existence propre et quand disparut en 1732 le duché de Coislin, la Roche-Bernard recouvra son autonomie comme baronnie d'Etats.

Le sire de la Roche-Bernard avait un sergent féodé chargé de la recette des taxes féodales et de la contrainte qu'entraînait leur recouvrement ; c'était le seigneur de Condest en Nivillac, qui devait aussi, entre autres choses, à son suzerain « une paire d'esperons dorés² ».

La haute justice de la baronnie s'exerçait, tous les mardis et jeudis de chaque semaine, en la ville même de la Roche-Bernard ; ses fourches patibulaires à six poteaux se dressaient non loin, au lieu dit les Garennes. Le seigneur de Cadouzan, en Saint-Dolay, était tenu de fournir les exécuteurs des sentences criminelles³.

Les mouvances nobles de la Roche-Bernard étaient nombreuses et considérables ; relevaient du baron les hauts justiciers d'Assérac (à l'origine du moins), de Ranrouët, Faugaret et Beaubois, les seigneurs de la Roche-Hervé, la Hare-de-Ros, Lournois, Téhillac, Belesbat, la Cour de Séverac, etc⁴.

Le seigneur de la Roche-Bernard avait une maîtrise des eaux et forêts, dont le siège se trouvait au bourg de Nivillac ; il avait droit à quatre forestiers francs, ayant à leur tête comme grand forestier, le seigneur de la Haye-Eder auquel étaient dues pour sa charge quarante-cinq charretées de bois.

¹ *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, C. 1819. — Maître, *L'ancien baronnat de la Roche-Bernard*, 41 et 42.

² Ogée, *Dict. de Bret.* (Nouvelle édition.) I, 460.

³ *Déclaration de la Roche-Bernard en 1681.*

⁴ *Ibidem*.

« En vertu de son droit de police, le baron règlementait l'usage de la Grande Brière dans toute sa partie septentrionale, entre la fontaine de Kerlan, la douve de Hocquart, le chêne de Pandille, l'Île-Olivaud et Crevy ; il ne permettrait de faucher et de couper la tourbe qu'après le 22 juillet, en payant 5 sous par faux pour toute la saison et 2 sous, 6 deniers par famille. Les habitants de Missillac étaient exempts de cette taxe parce qu'ils devaient des corvées au château de la Bretesche¹ »

Au sire de la Roche-Bernard appartenaient encore : un droit de bris sur les navires échoués dans les eaux de la Vilaine et sur les marchandises en provenant — un droit de coutume sur chaque vaisseau chargé de poteries et naviguant sur la Vilaine : « doit un pot (ledit vaisseau) et doit appeler le coutumier du seigneur pour le recevoir, et s'il ne se présente peut le maître dudit vaisseau mettre ledit pot en la rivière et s'en aller² » — droit de « banc et estanche sur les vendants vin par détail en la ville de la Roche-Bernard, durant quarante jours commençant à l'Ascension, » — droit de passage au Port-aux-Gerbes sur la Vilaine — droit de chasse prohibitive en la forêt de la Roche-Bernard, « en laquelle peuvent cependant chasser le seigneur de Ranrouët jusqu'à Martinet et le seigneur de la Roche-Hervé qui n'y peut courir que deux bestes par an l'une noire et l'autre fauve³. »

Le baron de la Roche-Bernard avait encore droit de tenir en cette ville deux marchés par semaine, les mardi et jeudi, et quatre foires par an aux fêtes de Saint-Mathieu, Saint-Lucas, Saint-Jacques et le jeudi après la Pentecôte — plus trois autres foires : en Saint-Dolay, à Missillac le jour Saint-Pierre-ès-

¹ Léon Maltre, *L'ancienne baronnie de la Roche-Bernard*, 40.

² *Déclaration de la Roche-Bernard* en 1681.

³ Le baron de la Roche-Bernard avait concédé aux moines de l'abbaye de Prières un autre passage de la Vilaine moyennant une rente annuelle de 4 sols, sous peine de confiscation du bac. (*Déclaration de la Roche-Bernard*, en 1544).

⁴ *Déclaration de la Roche-Bernard*, en 1681.

liens, et en Nivillac près la chapelle priorale de Moutonnac, à la fête de l'Invention de la Croix. Il levait des droits de coutumes sur toutes les marchandises étalées en ces foires et marchés, aussi bien que sur toutes celles que transportaient les bateliers de la Vilaine. Les poissonniers passant près du château de la Bretesche étaient également tenus d'y faire un dépôt de leurs marchandises, sous peine d'amende¹.

Nous avons déjà dit que le seigneur de Condest devait au sire de la Roche-Bernard « une paire d'esperons dorés » : d'autres tenanciers en Missillac lui devaient aussi, l'un « une paire de gants », l'autre « un gant de fauconnier », un troisième « un chaperon pour oiseau de proie². »

Il était dû trois soules au baron de la Roche-Bernard par les derniers mariés de Nivillac et de Missillac ; la première était jetée dans la ville de la Roche-Bernard le jour du Mardi gras, les deux autres au bourg de Missillac le dimanche précédant la fête des Rois et également le Mardi gras. Selon M. Maitre les garçons étaient obligés de poursuivre ces soules ou pelottes et de se les disputer sous peine d'amende³.

Chaque année aussi, à la fête de saint Etienne (26 décembre), les nouveaux mariés de la ville de la Roche-Bernard « couchant la première nuit de leurs nocces en ladite ville » étaient tenus de courir quintaine, non pas sur terre, mais en bateau sur la Vilaine « à vis et au bas de ladite ville. » Suivant la règle, il leur fallait rompre une lance contre l'écusson de bois planté au milieu des eaux du fleuve ou se racheter par une forte amende. Les religieux de l'abbaye de Prières, propriétaires du bac de passage à la Roche, étaient obligés en cette circonstance de fournir un bateau garni de six avirons et monté par six hommes⁴.

¹ *Déclaration de la Roche-Bernard en 1681.*

² *Ibidem*, en 1544.

³ *Ibidem*, en 1681. — *L'ancienne baronnie de la Roche-Bernard*, 4^e.

⁴ *Ibidem*.

Enfin le baron de la Roche-Bernard était fondateur et prééminencier de l'abbaye Saint-Gildas-des-Bois, d'une chapelle de l'église abbatiale de Blanché-Couronne, des églises paroissiales de Nivillac, Missillac, Sévérac, Saint-Dolay, la Roche-Bernard, Herbignac, Camoël, et Avéssac, des chapelles prioriales de Saint-Jacques et Notre-Dame de la Roche, Moutonnac, Pembé et Penestin.

Outre les enfeus, banes et armoiries qu'il possédait dans tous ces sanctuaires, le baron jouissait encore d'un tombeau seigneurial dans l'église conventuelle des Jacobins de Nantes¹.

Parlons maintenant du domaine proche de la baronnie.

Il est certain que Bernard établit son premier donjon sur le promontoire qui conserve de lui le nom de la Roche-Bernard : mais il est difficile d'affirmer si cette forteresse fut construite à l'extrémité des rochers dominant immédiatement la Vilaine ou un peu plus à l'intérieur des terres, là où se trouve encore dans la ville, sur la place du Bouffay, une vieille tour du XIII^e siècle.

Quoi qu'il en fut, ce château fut détruit au XIV^e siècle, probablement pendant la guerre de la succession de Bretagne à laquelle prirent part les deux derniers descendants de Bernard, Péan et Eudon de la Roche-Bernard. Les sires de Montfort et de Laval, qui leur succédèrent avaient d'autres nombreuses résidences seigneuriales et ne furent pas tentés de relever les ruines de la Roche-Bernard.

Quant à la ville de ce nom, née autour du château, elle ne fut jamais ceinte de murailles ; elle n'avait pas d'ailleurs besoin de clôture étant suffisamment protégée par sa pittoresque position.

Raoul VIII de Montfort, mari d'Isabeau de la Roche-Bernard héritière de cette baronnie, fut, semble-t-il à M. Maître, le constructeur du château de la Bretesche en Missillac. Toujours

¹ Voy. la prise de possession de la baronnie de la Roche-Bernard en 1744 *Bulletin de la Société polymatique du Morbihan*, 1879, p. 199-213).

est-il qu'à la mort de leur fils. Raoul IX de Montfort, arrivé en 1419, le minu, fourni à cette occasion au duc de Bretagne, comprit « les chastel, douves et foussez de la Bretesche; » l'acte ajoute que tous les ans, le samedi de chaque semaine de Carême, les vassaux assujettis à la corvée de la plesse le renforçaient au moyen de haies et de palissades¹.

De 1433 à 1470, les comtes de Laval augmentèrent si bien les constructions de la Bretesche qu'ils en firent un vrai château-fort composé de six grosses tours, avec deux autres tours défendant l'entrée. En 1591 le duc de Mercœur assiégea et endommagea considérablement cette forteresse que releva plus tard le marquis de Coislin. Mais en 1793 la Bretesche fut livrée aux flammes et demeura ensuite longtemps abandonnée. De nos jours, heureusement, les propriétaires de ce château, M. Perron d'abord, M. de Montaignu plus tard, en entreprirent l'intelligente restauration et lui rendirent sa primitive beauté.

Outre les châteaux de la Roche-Bernard et de la Bretesche, le domaine proche de la baronnie de la Roche-Bernard comprenait : en la ville même de la Roche-Bernard, les halles, l'auditoire, la prison et un four banal ; — en Nivillac : « les landes de la Garenne où estoit autrefois plantée la justice de la baronnie et où l'on tire à présent le papegay²; » l'étang du Rodouer et ses deux moulins ; l'étang et le moulin de Pommenar ; les moulins à vent de la Garenne et des Métairies ; — en Missillac : un four à ban au bourg ; la forêt de la Roche-Bernard ou de la Bretesche, la métairie de Liburin et le parc de la Couillardaye ; les étangs de la Bretesche et de Bozeron avec leurs moulins ; les moulins à vent de Guignard, la Grée et les Perrières ; — en Saint-Dolay enfin : plusieurs vastes prairies, l'étang de Kernay ou étang Neuf, l'étang de Roho et ses deux moulins, le moulin à vent de Lonsellière³.

¹ Léon Maître, *L'ancienne baronnie de la Roche-Bernard* 94.

² *Déclaration de la Roche-Bernard en 1681* — Le tir du Papegault avait été établi à la Roche-Bernard par lettres royales de 1551.

³ *Ibidem*.

Actuellement la petite ville de la Roche-Bernard se distingue par un beau pont suspendu hardiment jeté sur la Vilaine. Le château de la Bretesche, habité par M. le comte de Montaigu, est devenu une des plus splendides habitations de la Haute-Bretagne : adossée à une forêt et entourée d'un étang, la Bretesche avec ses tours crénelées, ses toitures aiguës, son pont-levis, son intérieur admirablement décoré, offre un aussi grandiose qu'agréable aspect.

2° *La Roche-en-Nort*. — Dès le XII^e siècle les sires de Nozay, du nom de Le Bœuf, possédaient dans la paroisse de Nort¹ un fief important dont le nom primitif n'est pas venu jusqu'à nous². Dans les premières années du XIV^e siècle ce fief était passé dans la maison de la Roche-Bernard et, du nom de son nouveau possesseur, n'était plus désigné que sous la dénomination de la Roche-en-Nort. Les sires de la Roche-Bernard en firent le chef-lieu d'une foule d'autres fiefs voisins constituant une importante seigneurie.

Bernard III, sire de la Roche-Bernard, rendit aveu au duc de Bretagne en 1305 pour ses baronnies de la Roche-Bernard et de la Roche-en-Nort, ce qui prouve que dès lors elles étaient réunies dans la même main, sans cependant être confondues, puisque chacune d'elles est déclarée sous son nom particulier. Les barons de la Roche-Bernard, successeurs de Bernard III, conservèrent la Roche-en-Nort pour laquelle ils rendirent aveu en 1419 et 1462. Mais en 1518 Catherine de Laval porta la Roche-Bernard dans la maison de Rieux, tandis que la Roche-en-Nort demeurait en celle de Laval. En 1605 la Roche-en-Nort passa, avec les autres biens des comtes de Laval, à Henri de la Trémoille qui parmi tous ses titres princiers n'omit point celui de baron de la Roche-en-Nort³.

Néanmoins cet Henri, duc de la Trémoille, vendit le

¹ Chef-lieu de canton, arrondiss. de Châteaubriant.

² De Cornulier, *Complément à la Généalogie de la maison de Cornulier* 179.

³ De Cornulier, *Généalogie de la maison de Cornulier* (1889), p. 233.

25 février 1626, la baronnie de la Roche-en-Nort, moyennant 40.000 l. à Louis de Rohan, prince de Guémené, et à Anne de Rohan, sa femme. Ceux-ci la revendirent la même année à Marguerite Tillon, douairière de la Roche-Giffart et veuve de Louis de la Chapelle ; cette dame en fit hommage au roi en 1634 et lui en fournit l'aveu en 1641, au nom des enfants mineurs de son défunt fils Samuel de la Chapelle¹.

Les fils et petit-fils de ce dernier, Henri I^{er} et Henri II de la Chapelle, successivement seigneurs de la Roche-Giffart et marquis de Fougeray, possédèrent ensuite la Roche-en-Nort. Lorsque cet Henri II de la Chapelle s'exila en Hollande en 1685, il vendit la Roche-en-Nort au maréchal de Créquy, au détriment de ses nombreux créanciers qui avaient déjà saisi cette baronnie ; M. de Créquy, fut forcé de renoncer à son acquisition² et la Roche-en-Nort fut de nouveau mise en vente et acquise judiciairement en 1686 par Jean de Cornulier, seigneur de Lorière, et Françoise Dondel, sa femme³.

Lorsqu'en 1704 Jean de Cornulier perdit cette épouse inhumée dans l'église de Nort, leur fils aîné Claude de Cornulier entra en possession de la Roche-en-Nort qu'il fit ériger en comté en 1713. Peu de temps après, toutefois, le 1^{er} février 1720, ce seigneur vendit la Roche-en-Nort, pour la somme de 90.000 l. à Julien de Larian de Kercadio, comte de Rochefort. Mais Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé obtint la cession de cet achat par retrait féodal et réunit ainsi la Roche-en-Nort à sa baronnie de Châteaubriant. Cet état de chose se maintint jusqu'en 1789.

Par lettres patentes du roi datées de septembre 1640 et enregistrées le 4 janvier 1641, la seigneurie de la Roche-en-Nort fut reconnue baronnie d'ancienneté, comme démembrement de la Roche-Bernard. Nous venons de dire qu'elle fut en

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 1009.

² *Ibidem*, E. 5 57.

³ *Lafné, Généalogie de la maison de Cornulier*.

1713 érigée en comté. mais les lettres de cette nouvelle érection ne furent pas enregistrées.

La Roche-en-Nort se composait en 1419 d'un domaine assez considérable dans la paroisse de Nort et de nombreux fiefs disséminés aux alentours.

A la fin du XV^e siècle, ce domaine foncier de 250 hectares et sa haute justice particulière furent détachés de la juridiction baronniale qui avait son siège à Nort et acquis par Robert Guibé, depuis évêque de Nantes et cardinal, qui lui imposa le nom de Lucinière et y construisit un château-fort détruit pendant la Ligue.

Après le cardinal Guibé l'ancien domaine de la Roche, devenu seigneurie de Lucinière, appartint au neveu du prélat, François Hamon mort évêque de Nantes en 1532, puis à Françoise Hamon décédée en 1571 et enfin à Robinette Hamon. Celle-ci, femme de Claude de Maillé, seigneur de Brezé, vendit sa seigneurie en 1585 à Pierre Cornulier, seigneur de la Touche en Nozay, et la famille de Cornulier possède encore Lucinière aujourd'hui¹.

Depuis que le domaine de Lucinière eut été détaché de la Roche-en-Nort, cette baronnie ne consista plus qu'en « fiefs volants » répandus dans quinze paroisses : Nort, Nozay, Quilly, Saint-Mars-la-Jaille, Saint-Julien de Vouvantes, le Pin, Vritz, Soudan, Louisfer, Saint-Vincent-des-Landes, Saint-Aubin-des-Châteaux, Maumusson, Saint-Herblon, Anetz, et Rochementru². Si l'on considère la carte féodale de la Bretagne qu'a publiée M. de la Borderie, on voit que ces paroisses formaient quatre groupes isolés les uns des autres et qu'on peut désigner par les noms de la principale paroisse de chacun d'eux : Nort, Saint-Vincent-des-Landes, le Pin et Maumusson ; on doit même y ajouter un cinquième groupe peu important Quilly.

Bien que la juridiction de la Roche-en-Nort n'atteignit

¹ *Généalogie de la maison de Cornulier*, imprimée en 1882, p. 49.

² *Déclarations de la Roche-en-Nort, en 1544, 1679 et 1713.*

point les bords de la Loire, elle n'en était pas moins inféodée du droit de prélever un péage sur les bateaux passant devant Ancenis, suivant la nature de leur chargement ; elle s'exerçait même en haute justice sur tous les navigateurs en Loire depuis la Pierre d'Ingrande jusqu'au château d'Ancenis. Ces droits, émanés originairement d'Ancenis, provenaient, paraît-il, comme appoints du partage effectué au XIV^e siècle, entre les Rieux, alors barons d'Ancenis, et les Montfort, barons de la Roche-Bernard, dans la succession des Le Bœuf, sires de Nozay¹.

Une foule de grands seigneurs relevaient de la Roche-en-Nort : tels étaient en 1544 le baron de Châteaubriant à cause de ses terres de Nozay et Rieux-en-Nort, les seigneurs de la Motte-Glain, de Vritz, de Saint-Aubin-des-Châteaux, etc., les abbés de Saint-Nicolas d'Angers, de Melleray et de Pontron, l'abbesse de Nyoiseau, les prieurs de Rochementru, de Vritz, de Beaulieu, les prieures de Conëtoux et de l'Île-Fleurie, etc. : le sire de Téhillac qui devait 30 sols de rente le dimanche après la Saint-André sur une tombe du cimetière de Quilly ; celui de Beauregard tenu d'offrir à son suzerain « un pasté de venaison » le jour de la foire de la Magdeleine en Saint-Vincent-des-Landes, etc².

Il était encore dû, au baron de la Roche-en-Nort « en toute l'estendue de sadite baronnie, les lures de sangliers et les cimiers de cerfs pris ou tués, et ont pour cela tous les vassaux et arrière-vassaux droit de chasser dans l'estendue de ladite baronnie³.

Enfin au sire de la Roche-en-Nort appartenait tous droits prééminenciers de « supériorité et fondation » dans toutes les églises des paroisses relevant de lui⁴.

3^e. — *La Roche-en-Savenay*. — Dans la paroisse de Savenay

¹ De Cornulier, *Généalogie de la maison de Cornulier*, 725.

² *Déclarations de la Roche-en-Nort en 1544 et 1713*.

³ *Déclaration de la Roche-en-Nort en 1713*.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Chef-lieu de canton, arrondissement de Saint-Nazaire.

et en quelques paroisses voisines les barons de la Roche-Bernard avaient plusieurs fiefs formant une seigneurie appelée la Roche du nom de ses possesseurs. Ces fiefs furent donnés en dot à Catherine de la Roche-Bernard — fille du baron Eudon II et de Béatrice de Craon — lorsqu'elle épousa vers 1370 Renaud de Thouars, seigneur de Pouzauges¹. Plus tard, Catherine de Thouars — fille de Miles de Thouars et de Béatrice de Montejean et petite-fille de Catherine de la Roche-Bernard — apporta à son tour, en 1420, la baronnie de la Roche-en-Savenay à son mari le fameux Gilles de Rays, mais celui-ci la vendit vers 1435 à Guillemette, veuve de Guillaume Le Ferron². Devenue veuve elle-même en 1440, Catherine de Thouars se remaria avec Jean de Vendôme, vidame de Chartres, et essaya vainement de rentrer en possession de la Roche-en-Savenay. Elle mourut en 1462 sans avoir vu la fin des procès qu'avaient fait naître la vie désordonnée et la fin tragique de son premier époux.

En 1467 Jean de Laval, baron de la Roche-Bernard, était en possession de la Roche-en-Savenay, peut-être par achat d'avec Geffroy Le Ferron, fils de Guillaume. Jean de Laval eut pour fils Guy XVI, comte de Laval, mort en 1531, et pour petit-fils Guy XVII, aussi comte de Laval, qui rendit aveu au roi en 1544 pour sa baronnie de la Roche-en-Savenay. Ce dernier seigneur mourut sans postérité en 1547 ; la Roche-en-Savenay devint alors la propriété des enfants de sa sœur Catherine de Laval, femme de Claude I^{er} sire de Rieux et vicomte de Donges. Cette dame était, en effet, morte alors et ce fut Suzanne de Bourbon, seconde femme et déjà veuve de Claude I^{er} de Rieux, qui fit hommage au roi, en 1548, au nom des enfants de son mari, pour leur seigneurie de la Roche-en-Savenay³.

De ces enfants ce fut Claudine de Rieux, mariée en 1547 à François de Coligny, seigneur d'Andelot, qui eut en partage

¹ De Cornuier, *Dict. des terres nobles du comté nantais*, 249.

² Merlet, *Revue de Bret. et de Vendée*, 1891, p. 99.

³ *Inventaire des titres du château de Nantes*.

la Roche-en-Savenay. Comme cette dame possédait déjà la Roche-Bernard, à cette baronnie fut pour la troisième fois réunie la seigneurie de la Roche-en-Savenay.

En 1557 François de Coligny et Claudine de Rieux firent hommage au roi pour leur baronnie de la Roche-en-Savenay¹.

Nous avons dit qu'ils moururent l'un en 1570, l'autre dès 1561. Quelques années plus tard, en 1576, la Roche-en-Savenay se trouvait aux mains d'un cousin de Claudine de Rieux : c'était Guy I^{er} de Rieux, sire de Châteauneuf et vicomte de Donges².

A partir de ce moment et jusqu'en 1789, la Roche-en-Savenay demeura unie de fait à la vicomté de Donges dont nous avons fait connaître précédemment les possesseurs.

Cette union pendant près de trois siècles de la Roche-en-Savenay à la seigneurie de Donges a fait souvent regarder la première de ces terres comme un démembrement de la seconde, mais nous venons de voir qu'elle avait été, au contraire, très certainement détachée de la Roche-Bernard.

Par suite de son origine, la Roche-en-Savenay était considérée comme baronnie d'ancienneté : moins importante que la Roche-en-Nort, elle n'étendait sa haute juridiction que dans cinq paroisses : Savenay, Prinquian, Bouée, Malville et Cordemais.

Le seigneur de la Roche-en-Savenay levait des rentes dans toutes ces paroisses et y jouissait dans les quatre églises de Savenay, Malville, Bouée et Cordemais « de prééminences, bancs et enfes profitifs » ; « il avait les mêmes privilèges dans l'église abbatiale de Blanche-Couronne et dans la chapelle conventuelle des Cordeliers de Savenay³.

Le même baron avait les « coutumes et trépas » de sa ville de Savenay, plus un « droit d'ancrage et coutume » sur tous les bateaux s'arrêtant et déchargeant des marchandises « dans

¹ *Inventaire des titres du château de Nantes.*

Arch. de la Loire-Inférieure, E. 443.

² *Déclaration de la Roche en Savenay en 1656.*

l'estier de la Vallée-Coqueraye » en Bouée et dans celui de la Giraudaye en Cordemais¹.

Une quantité d'hommages, « mangiers et rachaps » étaient dus au baron de la Roche-en-Savenay : par le vicomte de Donges, les seigneurs de la Haye de Lavau, la Haie-Mahéas, la Cour de Bouée, la Haye de Besné, etc, l'abbé de Blanche-Couronne, les prieurs de Her, du Tertre et de Rohart, les recteurs de Savenay, Prinquiau, Cordemais et Malville, le chapelain du Chastellier, etc².

Le droit de tenir foires et marchés en la ville de Savenay appartenait aussi au baron de la Roche-en-Savenay, savoir : un marché tout les mercredis et cinq foires par an, le jour Saint-Vincent (dite foire du Petit-Noël), à la translation de Saint-Martin (4 juillet, foire dite de Saint-Jean), aux fêtes de Saint-Armel, Sainte-Croix de septembre et Saint-Thomas ; à tous ces marchés et foires il prélevait les « droits d'estalage, coustume, mesurage, estalonnage et police³. »

Le sire de la Roche-en-Savenay jouissait aussi de « dismes de vins et bleds » dans les quatre paroisses de Savenay, Cordemais, Bouée et Malville.

A l'origine le domaine proche de la Roche-en-Savenay n'était pas considérable ; il consistait en 1544 en ce qui suit : l'auditoire et la geôle de Savenay, le four à ban de Maure également à Savenay — les moulins à vent du Breil et de la Roche en Savenay et celui du Haut-Chemin en Bouée — les prairies du Goust en Cordemais, de la Farouère en Malville et les prés de Bouée — les bois de la Roche en Savenay et de Vallion en Malville⁴.

Mais vers le commencement du XVII^e siècle les barons de la Roche-en-Savenay acquirent le manoir et la seigneurie du Malz en Savenay. Cette terre comprenait un beau pourpris,

¹ *Déclaration de la Roche-en-Savenay en 1650.*

² *Ibidem en 1544, 1650 et 1683.*

³ *Ibidem, en 1650.*

⁴ *Ibidem en 1544.*

un moulin à vent et plusieurs métairies, tant en Savenay qu'en la Chapelle-Launay : dès lors le Matz devint naturellement le chef-lieu de la baronnie de la Roche-en-Savenay, dont il dépendait à l'origine ; certains vicomtes de Donges y fixèrent même leur résidence et c'est en ce manoir que décéda, le 9 décembre 1637, Guy II de Rieux, sire de Château-neuf, vicomte de Donges et baron de la Roche-en-Savenay. son corps fut solennellement déposé dans l'église des Cordeliers de Savenay, sous un magnifique mausolée composé d'un sarcophage de marbre noir supportant sa statue en marbre blanc, agenouillée sur un prie-Dieu.

ROUGÉ (CHATELLENIE)

La paroisse de Rougé a donné son nom à une vieille famille noble qui subsiste encore. On regarde comme son premier auteur connu un certain Tugdual, dont le nom figure dans la charte de fondation du prieuré de Béré, vers 1050¹.

Ce Tugdual de Rougé eut au moins trois fils : Hervé, qui semble lui avoir succédé dans sa seigneurie, Merhen et Main qui donna aux moines de Béré sa terre de la Chapelle en Ercé-en-la-Mée².

Hervé de Rougé offrit lui-même vers le même temps au prieur de Béré un bordage ou terre qu'il possédait en Piré, il fit ce don du consentement de ses fils, Eudon et Guétenoc, celui-ci bâtard³.

Eudon ou Yvon de Rougé, seigneur dudit lieu, épousa Anne Le Bigot, fille d'Haimon Le Bigot, seigneur de Moisdon ; il en eut Bonabes son successeur à Rougé⁴.

Bonabes, sire de Rougé, fut du nombre des chevaliers

¹ Chef lieu de canton, arrondissement de Châteaubriant.

² D. Morice. *Preuve de l'Hist. de Bret.*, t. 401.

³ *Ibidem*, t. 402 et 693.

⁴ *Ibidem*, t. 401 et 693.

⁵ *Ibidem*, t. 586 et 777.

bretons qui se liguèrent en 1173 contre Henri II, roi d'Angleterre¹. Dix ans plus tard il assista, le 7 août 1183, à la dédicace de l'église abbatiale de Melleray, accompagné de son fils Geoffroy, mais pleurant la mort d'un autre fils plein d'avenir nommé Egaré², inhumé à l'ombre du monastère. En souvenir de ce jeune homme, le sire de Rougé donna aux moines de Melleray sa dime³ de Saint-Aubin-des-Châteaux. Cinq jours après, un autre de ses fils, Olivier, se trouvant à la maison de la Trévesche, confirma cette donation³.

Le P. du Paz distingue ce Bonabes de Rougé d'un autre seigneur de même nom, décédé selon lui en 1252 ; il fait même ce dernier l'arrière petit-fils du premier. Mais nous allons voir que ce prétendu second Bonabes avait deux fils portant les mêmes noms que les fils du premier Bonabes et qu'il mourut d'ailleurs en 1242. Il nous semble donc qu'il n'y eut à cette époque qu'un seul Bonabes de Rougé, présent en 1183 à Melleray, en 1203 à la réunion des seigneurs bretons voulant venger le meurtre du prince Arthur de Bretagne et parvenu en 1242 à une extrême vieillesse.

Le Cartulaire de Melleray nous apprend, en effet, qu'accablé d'infirmités et se voyant prêt à mourir, Bonabes de Rougé donna aux Cisterciens de cette abbaye l'emplacement d'une maison au bourg du Teil et toute sa dime de Saint-Vincent-des-Landes ; faisant approcher de sa couche funèbre ses deux fils Geoffroy du Teil et Olivier de Rougé, le vieux chevalier leur fit approuver sa donation et fit sceller l'acte de son sceau représentant un cavalier portant *une croix* sur son écu. Le sire de Rougé mourut peu après, le 1^{er} mai 1242, et son corps fut inhumé dans l'église abbatiale de Melleray. On y voyait encore au XVII^e siècle son tombeau représentant un chevalier couché,

¹ D. Morice, *Preuve de l'Hist. de Bret.* I. 135.

² Cet Egaré de Rougé paraît plusieurs fois à la cour de Conan IV, duc de Bretagne, immédiatement à la suite des hauts barons les sires de Dinan, Fougères et Vitré. (D. Morice, *Preuve de l'Hist. de Bret.* I. 634 et 662.)

³ D. Morice, *Preuve de l'Hist. de Bret.* I. 696.

ayant sur son bouclier l'écusson de la maison de Rougé : *De gueules à la croix pattée d'argent*. Autour de la tombe étaient gravés ces mots : *Cy gist le léal chevalier Bonabes de Rogé à qui ce moustier fut moult chier et par ce le vouldut pour sa sépulture eslir l'an MCCXLII. Le monde delessa et nous le premier mai : a dreit pour Dieu que merri en ait. Amen*¹.

Quelque temps après Olivier de Rougé, fils du précédent, fit à son tour don à l'abbaye de Melleray d'une dime qu'il tenait de sa femme, Agnès de Derval, dans la paroisse de Grandchamp ; à quoi consentirent volontiers cette dame et Olivier de Rougé son fils². Nous possédons le sceau de ce sire de Rougé en 1276 : il porte les mêmes armoiries que celui de son père et cette légende : SIGILLUM SECRETI³.

Olivier de Rougé laissa sa seigneurie à son fils Guillaume de Rougé qui fut condamné en 1317 à mille livres d'amende « pour avoir battu, excédé et longuement détenu en prison » un sergent du duc de Bretagne⁴.

Guillaume de Rougé hérita, par représentation de sa mère Agnès de Derval, de la seigneurie de Derval que lui légua son grand-père Bonabes II sire de Derval. Il épousa d'abord Macée de la Haye, puis N... de Neuville ; il eut du premier lit Bonabes de Rougé et du second Jean de Rougé qui moururent avant lui : Bonabes sans postérité après 1338 et Jean au siège de la Roche-Derrien en 1347. Quant à Guillaume de Rougé il ne dut décéder que vers 1360⁵.

Son successeur à Rougé fut son petit-fils Bonabes, fils de Jean de Rougé⁶. Ce Bonabes, déjà baron de Derval du vivant de son père, avait été envoyé ambassadeur en Angleterre, en 1348, pour traiter de la rançon de Charles de Blois, mais en

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, II, 7.

² *Ibidem*.

³ D. Morice, *Preuve de l'Hist. de Brest*, I, planches n° 88.

⁴ *Inventaire des titres du château de Nantes*.

⁵ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E, 1191.

⁶ Selon les uns Jean de Rougé avait épousé Philippote de Sillé⁶, selon d'autres Jeanne de la Marz, peut-être en réalité épousa-t-il les deux.

1358 il se trouvait à son tour prisonnier des Anglais¹ ayant été pris à la bataille de Poitiers. Il mourut en 1377 et fut inhumé dans l'église abbatiale de Melleray.

A partir de Bonabes de Rougé, sire de Rougé et baron de Derval, ces deux seigneuries ne furent plus désunies. Jusqu'en 1789 elles demeurèrent successivement aux mains des derniers membres de la branche aînée de Rougé, des sires de Châteaugiron et des barons de Châteaubriant; nous les avons tous fait connaître en parlant de la baronnie de Derval.

Rougé, châtellenie d'ancienneté, était la terre la plus importante mouvant de la baronnie de Châteaubriant. « Tenue prochement de la dite baronnie, à debvoir de foy, hommage et rachapt », elle fut incorporée à cette baronnie par lettres patentes de 1554.

La châtellenie de Rougé se composait à l'origine de trois grands fiefs : Rougé-à-Rougé, Rougé-à-Tourie et Rougé-au-Teil. Ces deux derniers formèrent avec le temps la vicomté de Tourie et la châtellenie du Teil dont nous avons précédemment parlé. Il ne nous reste donc à traiter ici que Rougé-à-Rougé, châtellenie appelée aussi dans les derniers siècles Rougé-à-Soulvache, après la destruction du château de Rougé.

Cette seigneurie s'étendait en 1560 dans six paroisses : Rougé, Ruffigné, Lalleu-Saint-Jouin, Ercé-en-la-Mée, Soulvache et Saint-Jean de Béré²; mais à l'origine, comme nous l'avons vu, les sires de Rougé avaient des droits jusqu'en le Teil, Tourie et Piré, d'un côté, — Saint-Aubin-des-Châteaux et Saint-Vincent-des-Landes, de l'autre.

En 1597 le connétable de Montmorency, baron de Châteaubriant et sire de Rougé, obtint du roi l'établissement d'un marché et de plusieurs foires en « sa ville de Rougé³. »

Vers la même époque les redevances féodales de la châtellenie de Rougé consistaient en 143 livres d'argent, 1128 boisseaux

¹ D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.* I, 1461, 1496 et 1529.

² *Arch. du Parlem. de Bret.* 13 reg. des édits, 119.

³ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B.

d'avoine, 192 poulets et une paire de gants¹. Environ quarante ans avant, cette seigneurie était affirmée moyennant la somme ronde de mille livres².

Au nombre des mouvances nobles de la châtellenie de Rougé figuraient les seigneuries de la Minière, d'Hugères, de Chamballan, etc.

Le château de Rougé, construit près du bourg de ce nom, n'existe plus depuis bien des siècles. En 1619 le P^e du Paz en écrivait : « Ce fort beau chasteau, chef et siège d'une belle et antique chastellenie, a esté tellement ruiné et demoly, que maintenant peut-on à grant peine en remarquer les vestiges : car l'emplacement mesme a esté baillé à fêage et peut-on en dire comme de la ville de Troye *Nunc sedes est ubi Troia fuit*³. » C'est probablement ce qu'on appelle encore les Salles dans le bois de la Garenne ; on y retrouvait en 1778 d'anciennes douves, larges de douze à quinze pieds, avec un puits à l'intérieur⁴.

Après la destruction de leur château, les sires de Rouge construisirent, comme chef-lien de leur seigneurie, une tour fortifiée au bord d'un vieux chemin romain et non loin du bourg de Soulvache ; elle figure en ces termes dans la *Déclaration* de Rougé en 1628 : « une motte de terre eslevée et une tour sur icelle, dont la couverture est ruinée, sises es marais de Soulvache ». De nos jours elle vient d'être décrite par M. Orioux comme suit : « A trois cents mètres au Nord du bourg de Soulvache, au bord du Sannon, motte féodale entourée d'une douve, avec son donjon de huit mètres de hauteur en ruines ; rez-de-chaussée, une porte et quatre archères ; premier étage, fenêtres et archères ; hauteur de la motte 12 mètres, diamètre au sommet 16 mètres. A côté, en dehors de la douve, chapelle

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, E.

² *Déclaration de Rougé* au S^{ur}.

³ *Hist. général. de pou. melle de Bret.*, 161.

⁴ Ogée, *Dict. de Bret.* (nouv. éd.) II, 6-8.

⁵ *Archives de la Loire-Inférieure*, E.

romane rectangulaire. Traces de douves entourant un grand espace, chapelle et donjon¹. »

Outre les châteaux de Rougé et de Soulvache, le domaine proche de la châteltenie de Rougé comprenait : la forêt Neuve, adjacente à celle de Teillay — les bois de la Garenne et du Plessix de Rougé s'entrejoignant — un moulin à vent en Rougé et le moulin à vent des Mortiers en Ruffigné².

Morcellée, comme nous venons de le dire, en trois seigneuries et incorporée à la grande baronnie de Châteaubriant, la vieille châteltenie de Rougé avait nécessairement perdu aux siècles derniers toute son importance primitive. Mais son nom ne s'éteignit pas : il continue même d'être noblement porté par les descendants des puînés des premiers sires de Rougé, richement possessionnés en Anjou.

SAFFRÉ (CHATELLENIE).

Le premier seigneur de Saffré³ semble avoir été Hamelin de Saffré qui fut inhumé à l'abbaye de Melleray dans le courant du XII^e siècle. Ses fils Guillaume et Judicaël firent à cette occasion une aumône aux religieux en présence d'Orric, prêtre de Saffré. Ce Guillaume I^{er} de Saffré eut pour fils Alain I^{er} de Saffré, époux d'Auréale veuve du sire de Pannecé. Alain donna à son tour à Melleray en 1220 une partie des dîmes de la paroisse de Saffré et un baillage appelé le Fief-Robert⁴.

Il est encore fait mention dans le *Cartulaire* de Melleray d'une Ameline, femme d'Ebon de Saffré, qui donna à ce monastère sa part des coutumes de Quiheix en Nort, mais la charte de cette donation n'est point datée.

¹ *Hist. et géogr. de la Loire-Inférieure*, II, 337.

² *Déclaration de Rougé* en 1628.

³ Commune du canton de Nozay, arrondiss. de Châteaubriant.

⁴ *Archives de la Loire-Inférieure*, C 561 et H. 38. — Du temps d'Ogée on voyait dans la forêt de Saffré « les ruines d'un édifice que l'on dit être le château du Fief-Robert » *Dict. de Eret*, nouv. édit., II, 693.

Guillaume II de Saffré succéda à Alain 1^{er} et offrit en 1233 lui-même un autre fief en Saffré aux Chevaliers du Temple de Nantes¹.

Vint ensuite Foulques de Saffré, vivant en l'an 1300, dont le fils Alain II de Saffré épousa Anne de Sion, dame dudit lieu². En 1394 Alain III de Saffré, fils des précédents, fonda la chapellenie de Sainte-Marguerite en l'église de Saffré, pour le repos de l'âme de son défunt père Alain II³. Seigneur de Saffré et de Sion, Alain III de Saffré épousa d'abord Philippette de Laval pour l'âme de laquelle il fonda une messe de *Requiem* en l'église abbatiale de Buzay en 1403⁴ : il se remaria à Olive de Bourgon qu'il laissa veuve le 1^{er} septembre 1407⁵.

D. Morice nous a conservé le sceau de ce seigneur en 1395 : il porte les armoiries de la maison de Saffré : *D'azur à trois croisettes fleurdelysées d'or*⁶ et pour légende : SEIG. ALAIN DE SAFFRE.

Alain III de Saffré avait eu un fils nommé Alain comme lui, — mais qu'il eut la douleur de voir mourir — et une fille Jeanne de Saffré qui épousa Jean Tournemine, seigneur de la Hunaudaye, et lui apporta les châtellenies de Saffré et de Sion ; ce dernier en jouissait en 1410. Jeanne de Saffré fonda en 1452 les chapellenies de Notre-Dame et de Sainte-Catherine pour être desservies dans la chapelle qu'elle se proposait d'édifier près son manoir de Saffré. Cette dame mourut le 28 octobre 1459, laissant ses terres à son fils Gilles Tournemine seigneur de la Hunaudaye⁷.

Celui-ci eut de Marie de Villiers sa femme deux garçons qui possédèrent, l'un après l'autre, la châtellenie de Saffré ; François Tournemine, décédé le 3 février 1500, sans postérité,

¹ Arch. de la Vienne, 3 H. 541.

² Du Paz, *Hist. général. de plus. mais. de Bret.*, 35.

³ Archiv. de la Loire-Inférieure, G. 366.

⁴ *Ibidem.* H. 33.

⁵ Du Paz, *Hist. général. de plus. mais. de Bret.* 210.

⁶ Sans chef, quoi qu'en dise Potier de Courcy.

⁷ De l'Estourbeillon, Arch. du château de Saffré 11.

quoique marié deux fois avec Marguerite du Pont et Jacquette de Tréal - et Georges Tournemine qui contestait en 1501 la légitimité de cette dernière union, ne voulant pas donner de douaire à la veuve, mais rendait aveu cette même année pour la seigneurie de Saffré¹.

Georges Tournemine, sire de la Hunaudaye et de Saffré, épousa : 1^o Renée de Villeblanche, 2^o Anne de Montejean ; il mourut le 14 mai 1524, ne laissant qu'une fille nommée Françoise, issue de son premier mariage².

Françoise Tournemine épousa : 1^o Pierre de Laval, seigneur de Montafilan, 2^o Jacques sire de Montejean, 3^o Claude d'Annebault, seigneur de Saint-Pierre et amiral de France. Celui-ci devenu par son mariage seigneur de Saffré vendit cette terre. En 1527 Jean de Laval, baron de Châteaubriant, se trouvait déjà usufruitier de Saffré, en attendant d'en être le propriétaire foncier ; ceci ne tarda pas, car en 1542 Jean de Laval céda, le 5 juin, la châtellenie de Saffré à Louis d'Avau-gour, seigneur de Kergrois, qui s'empressa d'en faire, la même année, hommage au roi³.

René d'Avauzour, fils de ce dernier seigneur et de Jeanne du Cellier sa femme, épousa en 1553 Renée de Plouër et rendit aveu au roi, l'année suivante, pour la châtellenie de Saffré que venaient de lui laisser ses parents défunts⁴. Il embrassa le protestantisme et réunit à Saffré les huguenots du pays⁵.

A sa mort arrivée le 14 mars 1583, il fut néanmoins inhumé dans l'église paroissiale de Saffré.

Charles d'Avauzour, fils du précédent et comme lui seigneur de Kergrois et de Saffré, rendit aveu au roi pour cette châtellenie en 1585⁶. Il épousa Renée de la Chapelle fille du seigneur de la Roche-Giffart.

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, V^o Saffré et E, 1290.

Archiv. du château de Saffré, 36.

² *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 1608 et E, 586.

³ *Arch. du château de Saffré*, 70 et 71.

⁴ Vaurigaud, *Hist. de l'Eglise réformée de Bret.* I, 165.

⁵ *Archiv. du château de Saffré*, 102.

Cette dame, zélée protestante comme son mari, étant décédée, fut inhumée, le 1^{er} janvier 1606, dans l'église de Saffré qui fut considérée cette fois comme polluée par l'autorité ecclésiastique¹.

Son époux, Charles d'Avangour, mourut lui-même au mois d'août 1613 et Marguerite Tillon, douairière de la Roche-Giffart, fit en 1617 hommage au roi pour la terre de Saffré au nom de son petit-fils, Samuel d'Avangour, orphelin dont elle se trouvait tutrice².

Samuel d'Avangour, sire de Kergois et de Saffré, fut un érudit³; il décéda en 1633, sans postérité, laissant sa fortune à sa sœur Renée d'Avangour, femme de Gabriel de Machecoul, seigneur de Vieillevigne; ces deux époux firent, le 23 juin 1635, hommage au roi pour leur châtellenie de Saffré⁴.

La fille de ces derniers, Marguerite de Machecoul, hérita d'eux en 1673 et devint ainsi dame de Saffré. Epouse, séparée quant aux biens, d'Henri de la Chapelle, sire de la Roche-Giffart et marquis de Fougeray, réfugiée à l'étranger comme lui, à cause de son attachement au protestantisme, elle vit ses biens confisqués et donnés par le roi à sa fille Anne-Claire de la Chapelle, femme de Claude de Damas, marquis de Thianges.

Cette dernière dame mourut le 7 juillet 1686, sans postérité, et sa succession fut recueillie par sa tante Louise de Machecoul, veuve de Jacques de Crux, marquis de Corboyer. Celle-ci ne tarda pas à se démettre de la châtellenie de Saffré en faveur de son fils Gabriel-Antoine marquis de Crux, qui rendit aveu pour cette terre au roi en 1684⁵.

Le marquis de Crux mourut en 1713, laissant veuve

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E. 255.

² *Ibidem*, B. 1009.

³ Voy. la description de son *Cabinet de travail* et de sa bibliothèque par M. de l'Estourbeillon dans le *Bulletin de la Société archéol. de Nantes*, XX, 148.

⁴ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B. 1609.

⁵ *Ibidem*, B. V^e Saffré et E. 29.

Françoise de Saint-Martin. L'aîné de leurs enfants était Armand-Gabriel, marquis de Crux, qui prit aussi le titre de sire de Saffré : mais il paraît bien que cette châtellenie échet en partage à un frère puîné de ce marquis, Jean-Antoine de Crux, seigneur de Touvois. Voici, en effet, ce qu'en dit Vaurigaud : « En 1715 le seigneur de Touvois, fils puîné du marquis de Crux, était seigneur de Saffré ; il avait épousé M^{lle} de la Rondelière et, étant revenu d'Angleterre, il habitait parfois le château de Saffré ; quoiqu'ils fussent l'un et l'autre catholiques, on les accusait à Saffré de professer en secret la religion protestante¹. » Ce seigneur de Saffré, qualifié comte de Crux, décéda en 1736, laissant deux enfants mineurs Hardouin et Françoise de Crux ; ce fut le curateur de cette dernière qui fournit en son nom, en 1739, au roi le min^{de} de la terre de Saffré².

Quelque temps après la châtellenie de Saffré fut mise en vente et achetée par Etienne O'riordan de Derryzoe, originaire d'Irlande, qui épousa ensuite à Nantes, le 30 avril 1753, Elisabeth Nagle de Montragle³. Ce nouveau seigneur de Saffré mourut, âgé de quatre-vingts ans, en septembre 1780⁴. Il laissait plusieurs enfants, parmi lesquels une fille, Henriette O'riordan, qui épousa Edme Cottin et lui apporta la terre de Saffré ; ce fut le dernier seigneur du lieu⁵.

Saffré, châtellenie d'ancienneté, relevait à l'origine de la baronnie de Fresnay, dont nous avons parlé à propos du marquisat de Blain comprenant la terre de Fresnay. Mais le sire de Saffré ayant en 1493 acquis tout ce que le seigneur de Fresnay possédait en Saffré et Puceul, réunit ces biens à sa terre de Saffré et rendit dès lors aveu du tout, directement au roi.

Les seigneurs de Saffré achetèrent aussi successivement

¹ *Hist. de l'Eglise réformée de Bretagne*, II, 198.

² *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, V^e Saffré.

³ *Arch. comm. de Nantes*, C. C., 105.

⁴ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, 236⁹.

⁵ *Ibidem* B, 237.

et unirent à leur châtellenie diverses terres seigneuriales en Saffré, Puceul et environs, telles que la Morteraye, le Vau-couronné, les Fosses, le Vanguillaume, la Grossaye, Ville-neuve, etc¹. Mais toutes ces terres ne figurent pas dans les aveux de Saffré rendus au roi, probablement parce que plusieurs d'entre elles relevaient de quelque autre seigneur.

La châtellenie de Saffré comprenait la paroisse entière de ce nom et s'étendait dans les paroisses voisines : Puceul, Nort et Joué. Sa haute justice s'exerçait au bourg de Saffré où se trouvaient l'auditoire, la prison et les cep et collier ; non loin s'élevait le gibet à quatre poteaux.

Par lettres patentes d'Henri II, datées de 1556, le seigneur de Saffré avait droit de tenir une foire au bourg de Saffré à la fête de saint Pierre (29 juin). Il jouissait de toutes les prééminences, droits de fondation et de supériorité, dans l'église paroissiale de Saffré et y présentait la chapellenie de Sainte-Marguerite. Quinze sols de rente lui étaient dus par « chacune fournée de chaux faite au fourneau de Saffré. » Enfin il partageait, en 1501, avec le recteur de Saffré, les dîmes de cette paroisse².

Parmi les mouvances nobles de Saffré figuraient les manoirs de la Bothinière, du Houssay et du Bohallart, le presbytère de Saffré et la maison de la Garde de Dieu où se tenait en 1561 et 1570 l'école paroissiale³.

Dès 1544 le sire de Saffré jouissait du droit de quintaine sur les nouveaux mariés de sa châtellenie⁴.

Vers le milieu du XVI^e siècle René d'Avaugour, seigneur de Saffré, se plut à afféager plusieurs pièces de terre ou maisons, moyennant certaines redevances telles que celles-ci : « une paire d'esperons de fer blanchi et garnis de velours noir, bons, valables et compétens et rendus au chasteau de

¹ *Archives du château de Saffré*, 120.

² *Déclarations de Saffré* en 1561, 1573 et 1614.

³ *Ibidem*. — *Archives du château de Saffré*, 98.

⁴ *Ibidem*. — *Archives de la Loire-Inférieure*, F., 388.

Saffré » — « une paire de gants doublés neufs » — « un espieu bon et tranchant garni de sa hampe » — « un espieu pointu et un tranchant, avec bonnes hampes » — « une trompe de cuivre accoustrée de cuir, rendue au chasteau de Saffré » — « une douzaine d'estriers blancs¹ ».

Le domaine proche de la châteltenie de Saffré comprenait en 1460 : le manoir de Saffré, près du bourg de ce nom, avec ses dépendances contenant 300 journaux de terre — la forêt de Saffré renfermant 2,000 journaux — les bois de la Bothinière (200 journaux), du Gros-Breil (100 journaux) et des Jarries (400 journaux) — le moulin de Saffré².

L'*Aveu* de 1679 est plus explicite : « le chasteau de Saffré avec ses tours, cernoyé de ses douves et pontlevis, avec les bastiments en dehors (de l'enceinte), fuie, estang, bois, vignes, prés, etc. » — Les métairies de la Morteraye, la Grassaye et la Chastenaye — le moulin à vent de Saffré, les moulins de la Morteraye et de la Praye, et le moulin Neuf en Puceul — la forêt de Saffré, etc³.

Ces tours, douves et pontlevis du château de Saffré prouvent que c'était une maison fortifiée. Ogée dit d'ailleurs qu'en 1590 « le prince de Dombes prit le château de Saffré défendu par les troupes du duc de Mercœur. » M. Orioux ajoute que cette prise de Saffré eut lieu au mois de mars 1590, mais que la même année vit les Ligueurs rentrer dans ce château⁴.

Subsistant encore en 1694, le château-fort de Saffré fut démoli au siècle dernier et remplacé à cette époque par un manoir sans caractère architectural qu'habite toujours son propriétaire.

¹ *Archives du château de Saffré* 91, 93, 94 et 98.

² *Ibidem*, 24.

³ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, Nantes, 11^e vol. 227.

⁴ *Dict. de Bret.* (nouv. éd. II, 363 — *Hist. et géographie de la Loire-Inférieure*, II, 363.

SAINT-AUBIN-DES-CHATEAUX (CHATELLENIE)¹

Dans l'Aveu général de la baronnie de la Roche-Bernard rendu après la mort du seigneur du lieu décédé en 1419, figure un groupe de fiefs et de terres qui porte le nom de châteltenie de Saint-Aubin-des-Châteaux². Lorsqu'en 1424 Guy XIV, comte de Laval et sire de la Roche-Bernard, maria sa sœur, Jeanne de Laval, à Louis de Bourbon, comte de Vendôme, il lui donna en dot non seulement la seigneurie de Campzillon, dont nous avons déjà parlé, mais encore cette châteltenie de Saint-Aubin-des-Châteaux, qui ne fit plus dès lors partie de la baronnie de la Roche-Bernard³.

Aussi les registres de la réformation des terres nobles en Bretagne nous disent-ils qu'en 1443 le domaine seigneurial du Plessix en Saint-Aubin-des-Châteaux appartenait au sire de Vendôme. A la mort de Jeanne de Laval, décédée le 18 décembre 1468, Jean de Bourbon, comte de Vendôme, son fils, hérita de Saint-Aubin-des-Châteaux ; ce seigneur, époux d'Elisabeth de Beauveau, mourut le 6 janvier 1477, laissant Saint-Aubin à son fils François de Bourbon, comte de Vendôme, qui jouissait de cette seigneurie en 1479. Celui-ci s'unit à Marie de Luxembourg et décéda le 2 octobre 1495⁴. Son fils aîné, Charles de Bourbon, duc de Vendôme, dut hériter de Saint-Aubin-des-Châteaux comme il hérita de Campzillon, mais au commencement du XVI^e siècle il vendit ces deux seigneuries.

L'acquéreur de Saint-Aubin-des-Châteaux fut le maréchal de France Pierre de Rohan, seigneur de Glé et de la Motte-Glain ; dès 1503 il reçut des aveux en qualité de seigneur de Saint-Aubin⁵.

¹ Commune de l'arrondissement et du canton de Châteaubriant.

² Supplément à la *Généalogie de la maison de Cornulier*, imprimée en 1817, p. 123.

³ Moreri, *Grand diction. histor.*

⁴ *Arch. de la Loire-Inférieure*, E. suppl.

Le maréchal de Gié mourut en 1513 ; ses fils et petit-fils Charles de Rohan et François de Rohan, seigneurs comme lui de Gié et de la Motte-Glain, lui succédèrent également à Saint-Aubin. La fille de ce dernier seigneur, Eléonore de Rohan, épousa Louis de Rohan, prince de Guémené, et lui apporta la châtellenie de Saint-Aubin-des-Châteaux qu'il possédait en 1566¹.

Ce fut probablement leur fils Pierre de Rohan, prince de Guémené et seigneur de la Motte-Glain en 1603, qui vendit la **terre seigneuriale de Saint-Aubin-des-Châteaux**.

Cette châtellenie appartenait, en effet, en 1616, à Esther du Bouchet, douairière de la Prévalaye près Rennes, qui rendit cette année-là un aveu au baron de la Roche-en-Nort pour sa seigneurie de Saint-Aubin-des-Châteaux².

Cette dame, fille de François du Bouchet, seigneur de Sourches, et de Sidoine du Plessix-Liancourt, était veuve depuis 1610 de Julien Thierry, seigneur de la Prévalaye. Elle mourut en 1622 et le 21 novembre son cœur fut déposé dans le chancel de l'église paroissiale de Saint-Aubin-des-Châteaux³.

Après le décès d'Esther du Bouchet la terre de Saint-Aubin fut saisie par des créanciers⁴, mais un des fils puînés de la défunte, désintéressa ceux-ci et devint seigneur de Saint-Aubin-des-Châteaux ; c'était Louis Thierry, époux en 1634 de Françoise Le Goayré et remarié plus tard à Marguerite Beaujouan⁵.

Néanmoins son frère aîné François Thierry, seigneur de la Prévalaye, recut en 1638 les aveux de quelques vassaux de Saint-Aubin-des-Châteaux⁶.

En 1657 Hyacinthe Thierry se trouvait seigneur de Saint-Aubin-des-Châteaux ; il contracta deux unions, d'abord le

¹ De Cornulier, *List des terres nobles du Comté nantais*, 255.

² Additions à la *Généalogie de la maison de Cornulier*, 166.

³ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, 2215.

⁴ *Ibidem*, B, 214.

⁵ *Généalogie ms. de la maison Thierry*.

⁶ *Arch. de la Roche-Montbourcher*.

9 juin 1670 avec Françoise Saguier et plus tard avec Renée Bonnier de la Coquerie, veuve de lui en 1696¹.

René-François Thierry, fils du précédent, hérita de sa seigneurie et mourut en 1738 ; il fut inhumé le 15 mars dans l'église de Saint-Aubin-des-Châteaux. Sa succession fut recueillie par sa sœur, Hélène Thierry, qui avait épousé à Rennes, le 11 octobre 1718, François du Fresne, seigneur de Virel².

Celui-ci décéda le 2 octobre 1755, à son manoir de la Gaudinelaye en Saint-Malo-de-Phily et fut inhumé le lendemain en son enfeu dans l'église de cette paroisse³.

Son fils, Augustin du Fresne, seigneur de Virel et de Saint-Aubin-des-Châteaux, reçu conseiller au Parlement de Bretagne en 1746, avait épousé Marie-Henriette de Coulombe qu'il laissa veuve le 8 août 1785. Henri-Auguste du Fresne, leur fils, né au Plessix en Saint-Aubin-des-Châteaux, fut le dernier seigneur de cette paroisse. Il s'était uni, le 24 mai 1784, à Jeanne-Julie des Isles, fille du seigneur de la Fosse-Hingant et sœur du héros de Nancy.

Faisant encore partie en 1420 de la baronnie de la Roche-Bernard, la châtellenie de Saint-Aubin-des-Châteaux relevait alors directement du duc de Bretagne ; mais lorsqu'elle eut été distraite de cette baronnie elle fut placée sous la mouvance de la Roche-en-Nort et releva de cette dernière seigneurie jusqu'à la Révolution⁴.

Châtellenie d'ancienneté Saint-Aubin-des-Châteaux jouissait d'une haute justice s'exerçant au bourg même de Saint-Aubin et s'étendant dans la paroisse de ce nom et dans celle de Louisfer. Elle avait les droits ordinaires de coutumes et diverses rentes féodales consistant principalement en deniers, avoine et poules⁵.

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure*, E, 2213, V, 177.

² *Ibidem*, E, 2220.

Reg. des sépult. de Saint-Malo-de-Phily.

⁴ *Reg. des mariages de Saint-Coulomb.*

⁵ *Archives d'Ille-et-Vilaine*, C, 183.

⁶ *Déclaration de Saint-Aubin-des-Châteaux en 1420.*

Le domaine proche se composait du manoir du Plessix près le bourg de Saint-Aubin-des-Châteaux, avec chênaie, bois taillis, prairies et métairie — de deux moulins sur la rivière de la Chère, l'un à blé, l'autre à draps, d'un autre moulin à draps à la Chapelle et enfin d'un quatrième moulin à vent sur les landes de Louisfer — d'une « pescherie à prendre anguilles sur ladite rivière de la Chère » — et de quelques dîmes peu considérables¹.

Le vieux manoir du Plessix en Saint-Aubin-des-Châteaux, habitation des anciens seigneurs du lieu, appelé successivement, du nom de ses possesseurs, le Plessix-Prévalaye puis le Plessix-Virel, subsiste encore ; il continue d'appartenir à la famille du Fresne de Virel.

SAINT-MARS-DE-COUTAIS (CHATELLENIE).

La seigneurie de Saint-Mars-de-Coutais dans la paroisse de même nom² a été longtemps possédée par la famille de Saint-Mars. Son premier seigneur connu est Daniel de Saint-Mars vivant en 1152 et 1159³. Vint ensuite Guillaume I^{er} de Saint-Mars signalé en 1214 et 1216, dont le frère Hémery de Saint-Mars fit à des moines la donation d'une vigne en Saint-Léger⁴.

Un autre Hémery de Saint-Mars, paraissant en 1278 et 1288, épousa une dame appelée Théophanie, qui devenue veuve de lui se trouvait en 1300 remariée à Geoffroy de Sion. Guillaume II de Saint-Mars, son fils, donna au mois de mai 1300 une rente de 40 sols à l'abbaye de Villeneuve. Enfin en 1337 un troisième Hémery de Saint-Mars fonda une chapellenie dans l'église abbatiale de Villeneuve où sa mère avait été inhumée⁵.

La maison de Saint-Mars semble s'être éteinte en la per-

¹ *Déclaration de Saint-Aubin-du-Château en 1420.*

² Commune du canton de Machecoul, arrondissement de Nantes.

³ De Cornulier, *Dict. des terres nobles du Comté nantais* 235.

⁴ De la Nicollière-Teijero, *Recue hist. de l'Ouest*, Mémoires, XV, 40.

⁵ *Ibidem*.

sonne d'Olive de Saint-Mars, épouse en 1357 du seigneur d'Ardaine en Sainte-Pazanne. Celui-ci devait appartenir à la famille de la Salle qui s'éteignit à son tour avec Olive de la Salle, femme de Jean du Croisil et décédée vers 1404¹.

La seigneurie de Saint-Mars-de-Coutais relevait de la châtellenie de Machecoul ; comment se fit-il qu'elle tomba un jour aux mains de son suzerain ? Nous n'en savons rien ; mais en 1549 elle appartenait à Claude d'Annebaud, duc de Retz et sire de Machecoul ; celui-ci l'abandonna alors à Jean Foucher, seigneur d'Ardaine, qui prétendait avoir certains droits sur le duché de Retz². Ce Jean Foucher, vivant encore et seigneur de Saint-Mars en 1579, devait être fils de Joachim Foucher et de Marie du Croisil, seigneur et dame de la Salle en Fresnay ; or, la famille du Croisil était alliée aux Sauvage du Plessix Guerriif qui figuraient, comme on l'a vu, parmi les compétiteurs au duché de Retz.

En 1596, Guy de la Chapelle se trouvait seigneur de Saint-Mars-de-Coutais, peut-être par suite d'un premier mariage avec une Foucher ; il laissa veuve Charlotte Heaulme qui se remaria à Louis de Henault. Guy de la Chapelle étant décédé sans postérité, ce fut Jeanne Foucher, femme de Ponce Michaël qui lui succéda en 1598 à Saint-Mars-de-Coutais³.

Au siècle suivant, la famille Fauchet possédait la châtellenie de Saint-Mars-de-Coutais, pour laquelle Guillaume Fauchet rendit aveu au seigneur de Machecoul en 1674⁴. Il est encore fait mention en 1679 de ce Guillaume Fauchet seigneur de Saint-Mars.

Mais au commencement du XVIII^e siècle, nous voyons la famille Boux, propriétaire de la châtellenie de Saint-Mars-de-Coutais qu'elle conserva jusqu'à l'extinction de la féodalité. En 1707, en effet, René Boux, seigneur de Saint-Mars-de-Cou

¹ *Archives de la Loire Inférieure*. V^e Fresnay.

² *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 156.

³ *Ibidem*, 232 et 236.

⁴ *Déclaration de Machecoul en 1674*.

tais et conseiller au Parlement de Bretagne, épousait à Nantes, le 13 mars, Marie-Euphrasie de Cornulier. Il était fils de Julien Boux et de Marie Baudouin, seigneur et dame du Plessis de Casson¹.

Martin Boux de Casson, également conseiller au Parlement de Bretagne, naquit de l'union de René Boux, et lui succéda en la seigneurie de Saint-Mars-de-Coutais. Le 29 avril, 1738, il épousa dans la chapelle du manoir de l'Essongère, en Cordemais, Marie Richard de Pontreau. Cette dame mourut à l'Essongère le 21 mai 1784 et son corps fut transporté à Casson².

Châtellenie d'ancienneté, Saint-Mars-de-Coutais jouissait d'une justice à quatre piliers³. Les documents nous manquent malheureusement sur la constitution de cette seigneurie. Nous savons cependant que ses fiefs s'étendaient, à l'origine du moins, dans les quatre paroisses de Saint-Mars-de-Coutais, Saint-Léger, Fresnay et Sainte-Croix de Machecoul.

Son château, situé au bourg même de Saint-Mars-de-Coutais, était assez bien fortifié pour que le duc de Mercœur crut devoir s'en emparer en 1591. Cette forteresse passait d'ailleurs pour être de ce côté la clef du duché de Retz. Ce qu'il en reste est une belle construction de la fin du XV^e siècle : c'est un bâtiment rectangulaire avec élégante tourelle et fenêtres à meneaux prismatiques, couronnées d'ogives à contre-courbure et crochets⁴.

SAINT-MARS-LA-JAILLE (CHATELLENIE)

Les seigneurs de Vritz, du nom d'Olivier, semblent avoir possédé les premiers la seigneurie de Saint-Mars appelée d'abord Saint-Mars-d'Olivier avant d'être connue sous le nom

¹ *Généalogie de la maison de Cornulier*, imprimée en 1889, p. 207.

² Du Bois de la Patellière, *Notices sur quelques paroisses du diocèse de Nantes*, II, 200 et 201.

³ *Dic^t. des terres nobles du Comté nantais*, 2^e éd.

⁴ Orioux, *Hist. et Géograph. de la Loire-Inférieure*, II, 121.

actuel de Saint-Mars-la-Jaille¹. Le *Cartulaire* de Melleray nous apprend en effet, qu'au commencement du XIII^e siècle Béatrice de Vritz — fille d'Olivier de Vritz et femme de Gefroy de Beaumortier, — donna à cette abbaye une partie des coutumes du passage de Saint-Mars l'Olivier « *in pedagio de Sancto Medardo Lolivier.* » En 1243 les religieux renoncèrent à ce don, moyennant une rente fixe que leur assigna Chotard de Vritz.

Peut-être, par suite d'une alliance avec la famille de Vritz, Yves I^{er} de la Jaille figurant aussi en 1195 et 1242 parmi les bienfaiteurs de l'abbaye de Melleray, devint-il seigneur de Saint-Mars, toujours est-il que ce chevalier mentionné comme tel² fit partie de la cour de la duchesse Constance et fut en 1196 exécuteur testamentaire d'André sire de Varades. D. Morice nous a conservé son sceau à cette dernière époque ; il présente un écusson *d'azur à une croix frettée et alaisée*.

Foulques de la Jaille semble avoir succédé au précédent, son père : il fut témoin en 1212 d'une donation faite par le seigneur de Candé. Il laissa veuve Pétronille de Chazé qui se remaria avec Guillaume Griffier. Nicolas, frère de Foulques, fut après lui seigneur de la Jaille³.

Les successeurs de Nicolas de la Jaille furent Yves II de la Jaille, époux de Marguerite de Châteaubriant, dame de Porcic — Yves III de la Jaille, leur fils — Yves IV de la Jaille, mari d'Isabeau de Coësmes. Tous ces seigneurs sont mentionnés dans une charte de l'an 1300⁴. Le P. du Paz nomme ensuite : Yves V de la Jaille, tué au siège de la Roche-Derrien en 1347 — Yves VI de la Jaille qui épousa Marguerite de Mathaz — Yves VII de la Jaille, mari de Jeanne de Guignen veuve de Guillaume de la Lande — Yves VIII de la Jaille — et enfin Charles de la Jaille⁵.

¹ Chef-lieu de canton, arrond. d'Angers.

² *Diet. des terres nobles du Comté Nantais*, 206.

³ D. Morice, *Pr de l'Hist. de Bret.*, I, 716, 727, 880 et 882.

⁴ *Ibidem*, I, 1137.

⁵ *Hist. généalog. de plus. maisons de Bret.* 174-82.

Ce dernier seigneur mourut sans postérité en 1392 et sa succession fut recueillie par son oncle Jean de la Jaille, fils de Jean VII et de Jeanne de Guignen ; mais lui-même, vivant en 1399, décéda sans enfants et laissa sa fortune à sa sœur Marguerite de la Jaille, femme d'Hardouin de la Porte, baron de Vezins en Anjou, lequel mourut en 1408.

Jean I^{er} de la Porte, sire de Vezins et de la Jaille, fils des précédents, n'eut qu'une fille décédée sans enfants, de sorte que son frère François de la Porte se trouva en 1478 seigneur de Vezins et sire de la Jaille¹.

Ce dernier laissa un fils, Jean II de la Porte, baron de Vezins et sire de la Jaille. De cette union sortit une fille, Marthe de la Porte, qui épousa par contrat du 15 juin 1535, François Le Porc, seigneur de Larchapt, à la condition expresse que leurs enfants joindraient les nom et armes de la Porte à ceux des Le Porc².

Le 12 avril 1548 François Le Porc rendit aveu au baron d'Ancenis pour sa seigneurie de Saint-Mars-la-Jaille ; mais il décéda quelques jours après, le 17 du même mois³.

Il eut pour successeurs, l'un après l'autre, Jean et Jacques Le Porc de la Porte. Ce dernier épousa 1^o en 1556 Claude de la Noue, 2^o Louise de Maillé qu'il laissa veuve vers 1586⁴.

René Le Porc de la Porte, sorti de la première union de Jacques, était baron de Vezins et sire de Saint-Mars-la-Jaille en 1601. Il épousa Antoinette de Maillé de la Tour-Landry, veuve de Claude de la Trémoille, et dut mourir vers 1612.

Antoinette de Maillé eut en douaire la châellenie de Saint-Mars-la-Jaille et convola en troisièmes noces avec Claude Gouffier, duc de Roannois⁵.

¹ *Ibidem*, 337. Dans son *Dictionnaire des terres nobles du Comté nantais*, M. de Cornulier dit par inadvertance qu'en 1474 Jean de Rougé, baron de Derval, céda à Louis de la Trémoille la seigneurie de Saint-Mars-la-Jaille ; c'est de Saint-Mars-la-Pile qu'il s'agit ici. (Voy. du Paz, *Hist. général.* 173).

² *Ibidem*, 337.

³ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, 1008, E, 260.

⁴ *Ibidem*, B, 1012.

⁵ De Carné, *Les Chevaliers bretons de l'Ordre de Saint-Michel*, 311.

A la mort de cette dame Saint-Mars-la-Jaille échut à Marquise Le Pore de la Porte qui avait épousé en 1596 Claude de Bourigan du Pé, seigneur d'Orvault. Elle rendit aveu au baron d'Ancenis en 1620 pour sa terre de Saint-Mars¹. Devenue veuve, elle se démit de cette châtellenie, en 1632, en faveur de son fils aîné, Charles de Bourigan du Pé, seigneur d'Orvault, marié par contrat du 11 novembre 1630, à Prudence Boutin, veuve de Christophe Lingier, seigneur de la Ronde-lière².

En 1646 Charles du Pé prenait encore le titre de seigneur de Saint-Mars-la-Jaille, mais il vendit cette châtellenie dont prit possession, le 7 octobre 1661, Claude de Santo-Domingue, seigneur de Villeneuve et de Saint-Mars. Ce dernier ne conserva pas toutefois cette acquisition longtemps, car dix ans plus tard Jacques Constantin et Marie François, sa femme, se trouvaient propriétaires de Saint-Mars-la-Jaille³.

Les nouveaux seigneur et dame de Saint-Mars n'eurent que deux filles dont l'aînée, Anne-Marie-Gabrielle Constantin, épousa, par contrat du 23 mars 1697, Pierre-Jacques Ferron, seigneur de la Ferronnaye en Calorguen⁴ et lui apporta ses droits sur la châtellenie de Saint-Mars-la Jaille qu'ils possédaient en 1713⁵.

Le fils aîné des précédents, Pierre-Louis-Auguste Ferron, marquis de la Ferronnaye et seigneur de Saint-Mars-la-Jaille, épousa, par contrat du 14 décembre 1722, Françoise-Renée Le Clerc des Emereaux. Il rendit aveu en 1745 pour sa châtellenie de Saint-Mars-la-Jaille⁶ et mourut dans son château de ce nom, le 11 février 1753, âgé de cinquante-quatre ans ; sa veuve lui survécut vingt-cinq ans : elle fut inhumée, le 26 juillet 1778, dans son enfeu seigneurial de Saint-Mars-la-

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure* E. 431.

² *Ibidem*. E. 680.

³ *Ibidem* E. 260 et 1748.

⁴ *Généal. de la famille de l'Esperonniers* 211.

⁵ *Archives de la Loire-Inférieure* E. 439.

⁶ *Ibidem* E. 269.

Jaille, étant décédée la veille au château de Saint-Mars, à l'âge de soixante-et-quinze ans¹.

Leur fils aîné, Pierre-Jacques-Louis-Auguste Ferron, comte de la Ferronnaye, leur succéda à Saint-Mars-la-Jaille ; il s'unit, le 28 Janvier 1751, à Charlotte de Marnays de Saint-André-de-Verceil qu'il perdit le 2 juin 1762². Lui-même mourut en son château de Saint-Mars-la-Jaille, âgé de soixante-et-deux ans, le 5 novembre 1786³.

Quand vint la Révolution la seigneurie de Saint-Mars-la-Jaille appartenait au fils de ces derniers, Pierre-Jacques-François Ferron, comte de la Ferronnaye, qui prit part à l'émigration.

De toute antiquité relevant « prochainement à debvoir de foy, hommage et rachapt » de la baronnie d'Ancenis, Saint-Mars-la-Jaille était considérée comme châellenie d'ancienneté. Nous avons dit qu'à l'origine elle portait le nom de Saint-Mars-l'Olivier⁴.

Ses fiefs s'étendaient en huit paroisses dont deux, Saint-Mars-la-Jaille et Bonnœuvre, dépendaient entièrement de la châellenie qui comprenait seulement une partie des six autres : Pouillé, Mésanger, Teillé, Trans, Riaillé et Maumusson. Toutefois les fiefs de Maumusson relevaient de la baronnie de la Roche-en-Nort⁵.

La haute justice de Saint-Mars-la-Jaille s'exerçait au bourg de ce nom où se trouvaient son auditoire et ses prisons. Non loin se dressaient ses fourches patibulaires. Le seigneur de Saint-Mars avait droit de tenir dans ce même bourg un marché tous les samedis ; il y jouissait des droits de coutumes, trepas et gruerie. Il était fondateur, patron et prééminencier de l'église paroissiale. La cure et le prieuré de Saint-Mars-la-Jaille relevaient de lui⁶.

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, E, 1758.

² La Chesnaye-Desbois, *Dict. de la noblesse*, VII, 956 et 957.

³ *Archives de la Loire-Inférieure*, E, 833.

⁴ *Déclaration de Saint-Mars-la-Jaille en 1745*.

⁵ *Ibidem*. — *Archives d'Ille-et-Vilaine*, C, 1819.

⁶ *Déclaration de Saint-Mars-la-Jaille en 1745*.

Dans cette église de Saint-Mars-la-Jaille se trouvait avant la Révolution l'enfeu seigneurial qui était un vrai monument. Si l'on en croit une note écrite en 1790, ce tombeau ne présentait pas moins de « dix statues ornées d'écussons, paraissant être celles d'anciens guerriers : le tout supporté par une estrade de pierres saillantes attachées au mur à la hauteur de six pieds.¹ »

En Bonneœuvre le prieur — recteur du lieu tenait du seigneur de Saint-Mars-la-Jaille « à simple debyvoir d'oraison, » les terres de son prieuré et sa juridiction en moyenne justice.

La châtellenie de la Guibourgère, en Teillé, relevait aussi de Saint-Mars-la-Jaille « à debyvoir, chacune teste de la Magdeleine, d'un gant senestre de cuir de cerf, housse pour porter oiseau². »

Les seigneuries de Pannecé en Riaillé, des Salles en Mesanger et la haute justice du Houssay en Trans étaient également tenues de la châtellenie de Saint-Mars-la-Jaille³.

A cette dernière châtellenie était annexée la seigneurie de Pouillé : aussi les droits de fondation et de patronage de l'église paroissiale de Pouillé et de la chapelle Saint-Barthélemy, sise audit bourg, appartenaient-ils au sire de Saint-Mars-la-Jaille qui y tenait chaque année une foire le jour Saint-Barthélemy et y levait toutes les coutumes. Le bourg entier de Pouillé, y compris la cure, relevait d'ailleurs de ce seigneur. « A cause de sa dite seigneurie (il avait) droit de contraindre ses vassaux à venir à ladite foire de Saint-Barthélemy avec leurs bestiaux pour la rendre fréquentée : » droit de quintaine sur les nouveaux mariés dans tout le lieu de Pouillé — et « présentation par iceux mariés d'une soule ou boule de bois de la grosseur d'un homme, laquelle doit estre frappée le lendemain de Noël, teste de Sanct-Estienne, chaque année, d'un tillard de bois, par celui qui la fournit.

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure* 51, 282.

² *Déclaration de Saint-Mars-la-Jaille en 1745*.

Loc. cit.

avec le congé du seigneur, sous peine de 3 l. et un sol d'amende! »

Le domaine proche de Saint-Mars-la-Jaille ne manquait pas d'importance.

C'était d'abord le château de Saint-Mars-la-Jaille, bâti près du bourg. en 1334, selon Ogée, par Jean de la Porte² : mais il y a quelque erreur dans cette assertion, car la seigneurie de Saint-Mars-la-Jaille appartenait à cette époque à Yves de la Jaille et ne fut possédée qu'au siècle suivant par Jean de la Porte.

Quoi qu'il en soit, le château de Saint-Mars-la-Jaille était une forteresse assez estimée pour que le prince de Dombes crut devoir placer vers 1590 une garnison royaliste³.

Toutefois le duc de Mercœur s'empara de la place quelque temps après et ses soldats firent de là des courses jusqu'aux portes d'Angers.

Pour enlever ce château aux Ligueurs, les Royalistes eurent recours à la ruse. En 1595 les deux frères Malaguet se chargèrent de l'expédition. « Leur mère avoit une maison qui n'en étoit pas éloignée, où ils assemblèrent secrètement une troupe, avec laquelle ils allèrent s'embusquer un dimanche matin dans un champ couvert de grands genêts, près du château. Pours lors ayant vu sortir les principaux chefs avec les demoiselles et la plus grande partie des soldats pour aller à la messe à la paroisse, le jeune Malaguet, déguisé en fille, s'avança fondant en larmes jusqu'à la tête du pont, et disant qu'elle vouloit parler à Saulaye, gouverneur de la place, au sujet de quelques soldats des siens qui retenoient son père et le maltraitoient. Malaguet étoit suivi de deux soldats déguisés en paysans, qui disoient aussi vouloir parler au gouverneur. Sur cela la sentinelle, qui n'avoit aucune défiance, n'eut pas plutôt abattu le pont-levis, pour leur donner l'entrée, que

Déclaration de Saint-Mars-la-Jaille en 1745

Inst. de Bret. (nouv. éd.) II, 833.

Archiv. de la Loire inférieure. B. 402.

le jeune Malaguet l'ayant joint lui lacha un coup de pistolet et à l'aide des deux autres, le tua et le jeta dans le fossé. Dans l'instant l'ainé Malaguet, sortant de son embuscade, entre dans le château, dont il se rend maître¹».

À la suite de ces guerres de la Ligue les fortifications du château de Saint-Mars-la-Jaille furent détruites en 1618, par ordre du roi². Néanmoins Louis XIV maintint en 1673 le seigneur de Saint-Mars dans son droit de faire faire le guet en son château « par tous les vassaux tenus à y faire la garde à tour de rang quand il plaist audit seigneur³. »

La forêt de la Rouillée en Saint-Mars-la-Jaille, contenant six cents journaux de terre, faisait à l'origine partie de la châtellenie de Saint-Mars ; mais en 1640 Charles du Pé, seigneur de Saint-Mars-la-Jaille, afféagea cette forêt à Michel Le Lou, seigneur de la Motte-Glain, s'y réservant seulement le droit d'y chasser « à cor et à cry » et d'exiger du propriétaire chaque année, outre la rente d'un denier par journal, « une paire d'éperons dorés⁴. »

Le seigneur de Saint-Mars-la-Jaille possédait en cette paroisse, outre le château du lieu, les pourpris et retenue de ce château consistant en bois, étang et prairies — le moulin à eau de Saint-Mars et les moulins à vent de la Moulinière et des Basses-Places — les métairies de la Moulinière, la Grée, Beausoleil, Belair, la Servièrre, la Cadoire et l'Echelle — enfin les closeries du Bourg et de la Haye-Daniel⁵.

Il avait également un beau domaine dans la paroisse de Pouillé, savoir : l'ancien manoir de la Cour de Pouillé, — et les quatre métairies de la Cour, le Domaine, la Herbaudière et la Ploquinière⁶.

Un nouveau château fut en 1774 bâti à Saint-Mars-la-Jaille

¹ *Hist. de la Ligue en Bret.* II. 203 et 206.

² *Revue histor. de l'Ouest*, Mémoires II, 552.

³ *Déclaration de Saint-Mars-la-Jaille en 1745*

⁴ *Archiv. de la Loire-inférieure*, E. 260.

⁵ *Ibidem*, Q.

⁶ *Ibidem*, Q.

sur l'emplacement de l'antique forteresse. Cette construction ravagée en 1793 a été relevée de ses ruines en 1847¹ ; c'est aujourd'hui la fort belle demeure de M. le marquis Ferron de la Ferronnaye, descendants des derniers seigneurs de Saint-Mars-la-Jaille.

SAINT-NAZAIRE (VICOMTÉ).

La seigneurie de Saint-Nazaire dans la paroisse de ce nom² fut un démembrement de l'antique vicomté de Donges. Elle fut créée à l'origine du XV^e siècle, en faveur de Marguerite de Rieux, fille du vicomte de Donges, lorsqu'elle épousa Charles de Coësmes, seigneur de Lucé. Mais Moréri et M. Le Mené se sont trompés sur les dates qu'ils assignent à l'existence de cette dame. Fille, selon eux, de François sire de Rieux, elle dut naître en 1445 et épouser en 1460 Charles de Coësmes³. Or nous avons dès 1425 et aux années suivantes 1428, 1431, etc., une foule d'aveux rendus dans les fiefs de Saint-Nazaire aux deux époux Charles de Coësmes et Marguerite de Rieux. Bien plus, par acte de 1460, le duc de Bretagne accorda répit aux deux mêmes seigneur et dame pour lui faire hommage à cause de Saint-Nazaire, et une charte de 1461 mentionne le rachat dû à ce prince pour cette même terre par suite du décès de Marguerite de Rieux⁴.

De ces actes il résulte que si nous ignorons la date exacte de la naissance de la première dame de Saint-Nazaire, nous savons du moins qu'elle contracta mariage avant 1425 et qu'elle mourut vers 1461.

Sans rien affirmer, nous sommes donc portés à croire que Marguerite de Rieux, dame de Saint-Nazaire, fut cette fille de

¹ Orieux, *Hist. et géogr. de la Loire-Inférieure* II, 160.

Saint-Nazaire chef-lieu d'arrondissement.

² *Grand dict. hist.* V, 511. — *Bull. de la Soc. polym. du Morb.* 1878, p. 19
Archives de la Loire-Inférieure, E. 557 et suppl.

³ *Ibidem* E. 557. — *Inventaire des titres du chât. de Nantes*, 445.

même nom, dont Moreri fait une religieuse, et qui sortit du mariage de Jean II sire de Rieux avec Jeanne de Rochefort, dame de Donges.

François de Coësmes, fils de Charles de Coësmes et de Marguerite de Rieux, succéda à sa mère en 1461 dans la seigneurie de Saint-Nazaire. Sire de Lucé, il avait épousé en 1440 Jeanne Turpin : il vivait encore en 1483, et eut pour successeurs d'abord son fils, Nicolas de Coësmes, vers 1494, époux de Magdeleine de Chourses, et plus tard, son petit-fils Charles de Coësmes en 1523¹. Ce dernier, vicomte de Saint-Nazaire et baron de Lucé, épousa successivement les deux sœurs Jeanne et Gabrielle d'Harcourt, celle-ci en 1526².

Charles de Coësmes mourut en 1543 laissant Saint-Nazaire à sa fille Renée de Coësmes, alors femme de Jean du Plessix, seigneur de la Bourgonnière en Bouzillé. Celui-ci fit hommage au roi de Saint-Nazaire, au nom de sa femme, le 11 juillet 1545. Mais les deux époux vendirent presque aussitôt après leur vicomté, car le 17 octobre 1549 nous trouvons un nouvel hommage rendu au roi pour la seigneurie de Saint-Nazaire par Jean Avril « acquéreur depuis quatre ans d'avec les seigneur et dame de la Bourgonnière³. »

Il est probable que cette vente de la vicomté de Saint-Nazaire fut faite à condition de réméré, car quelques années plus tard, en 1554, Renée de Coësmes, — devenue femme d'Odet de Bretagne, baron d'Avangour, après la mort de son premier mari le sire de la Bourgonnière — possédait Saint-Nazaire de nouveau⁴. Cette dame et son second mari rendirent même aveu au roi, pour cette vicomté en 1584 en qualité « d'héritiers de Charles de Coësmes décédé depuis environ 42 ans⁵. »

Charles de Bretagne, baron d'Avangour, fils des précé-

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E. 539 et 547.

² La Chesnaye-Desbois, *Dict. de la noblesse*, VI, 110.

³ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 1008.

⁴ De Cornulier, *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 200.

⁵ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. Guérande 47.

dents, leur succéda et fit en 1600 hommage au roi pour sa vicomté de Saint-Nazaire¹. Il mourut en 1608, laissant cette seigneurie à son fils Claude de Bretagne, baron d'Avaugour, — né de son union avec Philippette de Saint-Amadour — qui possédait encore Saint-Nazaire en 1630, d'après M. de Cornulier² ; mais cette date paraît contestable, car dès 1624³, Gabriel II, marquis de Goulaine recevait des aveux comme vicomte de Saint-Nazaire. Cette seigneurie lui venait de la succession de sa mère Marguerite de Bretagne, fille d'Odet de Bretagne, baron d'Avaugour, et décédée en 1599.

Gabriel II de Goulaine vendit, le 12 janvier 1635, à Claude de Cornulier, seigneur de la Touche-en-Nozay, la vicomté de Saint-Nazaire, estimée valoir 3375 l. de rente, avec la faculté, pour le marquis de Goulaine, de pouvoir rentrer en possession de cette terre en remboursant 54.000 l. à Claude de Cornulier dans le temps de neuf ans : ce qui fut effectué en 1644 par René de Liscouët, seigneur du Bois-de-la-Roche, en l'acquit du marquis de Goulaine⁴.

Gabriel II de Goulaine entra donc en possession de la vicomté de Saint-Nazaire qu'il donna à sa fille Yolande de Goulaine, mariée en 1647 à Claude marquis du Chastel. Ceux-ci possédaient Saint-Nazaire en 1655, mais ils vendirent cette seigneurie dès le 14 avril 1660, à Jean-Urbain de Carné et à Claude Le Nobletz, sa femme, seigneur et dame de Marsaint⁵.

Les nouveaux vicomte et vicomtesse de Saint-Nazaire firent hommage au roi en 1663. Jean-Urbain de Carné fut assassiné le 2 avril 1674 et son corps inhumé dans l'église de Saint-Nazaire⁶. Quelque temps auparavant, en 1670, il avait marié son fils Jean-Toussaint de Carné avec Jeanne-Nicole Huart, fille du seigneur de Bœuvres. Il lui avait même donné,

¹ *Ibidem*, B. 1009.

² *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 256.

³ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E, 558.

⁴ *Généalogie de la maison de Cornulier* publiée en 1889, p. 63.

⁵ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E suppl.

⁶ Kerviler, *Bio-Bibliogr. bret.* VII, 471.

de son vivant, la terre de Saint-Nazaire, car le 11 septembre 1673 les jeunes époux firent hommage au roi pour cette vicomté et lui rendirent également aveu¹.

Jean-Toussaint de Carné, vicomte de Saint-Nazaire, mourut le 18 novembre 1684 à son château de Colignac en Berrie, mais sa veuve Jeanne Huart vivait encore en 1731. Leur fils aîné Pierre-François de Carné succéda à son père et décéda sans postérité en 1694. La vicomté de Saint-Nazaire passa par suite aux mains d'une sœur du seigneur défunt : Anne-Aimée de Carné qui épousa en 1704, dans la chapelle de Bœuvres en Messac, Jean de Chertemps, seigneur de Seuil. Cette dame mourut dès 1706 et son mari en 1710 ; ils ne laissaient qu'un fils Pierre de Chertemps de Seuil, vicomte de Saint-Nazaire, né en 1705 et décédé lui même en mai 1711.

Perrine-Françoise de Carné, sœur de M^{me} de Chertemps, hérita de son neveu. Elle avait épousé en 1709 Joseph du Boisbaudry, seigneur de Langan. Elle n'eut qu'un fils mort au berceau, perdit son mari en 1730 et décéda elle-même le 15 février 1754².

La succession de M^{me} du Boisbaudry fut recueillie par plusieurs héritiers : la vicomté de Saint-Nazaire — aussi bien que la baronnie de Marsaint qui s'y trouvait unie — tombèrent en indivis aux mains de Jean-Baptiste Camus de Pontcarré, seigneur de Viarmes, comme mari de Françoise-Raoul de la Guibourgère, fille de François Huart de Bœuvres — et de René Bonin, seigneur de la Villebouquay. Cette communauté de propriété constatée en 1760 persistait encore en 1780, car à cette époque nous voyons M^{me} de Viarmes et Bertrand Bonin, seigneur de la Villebouquay — fils et héritier de René Bonin décédé en 1769 — faire des baux de fermes en qualité de « co-seigneurs et possesseurs de la vicomté de Saint-Nazaire et de la baronnie de Marsaint³. »

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure*, E. 1009, et E. 529.

² Kerviler, *Bio-Bibliogr. brete.*, VII, 471.

³ *Arch. de la Loire-Inférieure*, E. 539 et 541.

A la mort de M^{me} de Viarmes, arrivée en 1782, ses deux fils Louis-François Camus de Pontcarré et Louis-Jean Camus de la Guibourgère héritèrent par indivis de la vicomté de Saint-Nazaire et de la baronnie de Marsaint qu'ils possédaient encore en 1789¹, nous avons précédemment parlé d'eux à propos de leur châellenie de la Guibourgère.

Démembrement de la vicomté de Donges, la seigneurie de Saint-Nazaire en gardait le titre de vicomté d'ancienneté ; de même, ses droits de « haulte justice, prééminences et prérogatives » étaient « tels que lesdits droits qu'a et peut avoir le vicomte de Donges en sa vicomté² ».

La haute juridiction de Saint-Nazaire comprenait la grande paroisse de ce nom et une partie des paroisses voisines : Montoir, Escoublac et Saint-André-des-Eaux. Cette juridiction s'exerçait à Saint-Nazaire dans l'auditoire joignant le cimetière de l'église paroissiale, « sous laquelle auditoire sont les prisons³ » : les fourches patibulaires se composaient de quatre piliers.

Le vicomte de Saint-Nazaire était seigneur supérieur et fondateur de l'église paroissiale de Saint-Nazaire bâtie sur l'emplacement d'une partie de l'ancien château.

Il était également supérieur, fondateur et prééminencier de l'église paroissiale de Saint-André-des-Eaux et de la chapelle Notre-Dame audit bourg — de l'église priorale de Saint-Nazaire, de la chapelle Notre-Dame dans le grand cimetière de Saint-Nazaire et des chapelles Notre-Dame de Toutes-Aides, Saint-Philbert et Saint-Sébastien de Pornichet, sises également en Saint-Nazaire — enfin de la chapelle priorale d'Aisnes et de celle de Saint-Joseph de Méan, bâties l'une et l'autre sur le territoire de Montoir⁴.

A cause de son prieuré membre de l'abbaye Saint-Aubin

¹ *Ibidem*, E. et.

² *Déclaration de Saint-Nazaire, en 1584.*

³ *Ibidem, en 1673 :*

⁴ *Ibidem, en 1584, 1673 et 1679*

d'Angers, le prieur de Saint-Nazaire devait au seigneur du lieu « à la feste de Noël, entre les messes de minuit et du point du jour, deux pains de froment d'un sol pièce et deux justes aultrement pintes de vin, le tout rendu audit Saint-Nazaire, au lieu appelé le Plaisir, soubz peine de 60 sòls monnoie d'amende ¹ ».

Plusieurs terres avec juridiction relevaient de la vicomté de Saint-Nazaire, telles que Marsaint, la Motte-Alleman, le Grand-Henleix, le Cleuz, le Boisjollan, la Ville-aux-Febvres, Prémambert, etc. Les seigneurs de Marsaint et du Cleuz étaient tenus de présenter, chacun au vicomte de Saint-Nazaire, le dimanche de la Pentecôte, « à l'issue de la grande messe parochiale et au placitre dudit Saint-Nazaire, soubz peine d'amende, deux belins (beliers) d'un an, couilluz, cornuz et laignuz, ayant deux chefs d'ail sur la teste. » — Le seigneur de la Ville-aux-Febvres devait de son côté offrir au vicomte de Saint-Nazaire, « une fois l'an, lorsque ce seigneur vient dans sa terre de Saint-Nazaire, un esperon marqué du sceau d'iceluy seigneur, et à default de ce doibt le disner audit seigneur, apprécié à un escu ² ».

Au vicomte de Saint-Nazaire appartenaient : le droit de tenir « en sadite ville un marché chaque jeudy et deux foires par an, aux festes de Saint-Jean-Baptiste et de la Sainte-Croix de septembre : » ces foires avaient été concédées par le roi en 1614 au marquis de Goulaine alors seigneur de Saint-Nazaire³. Précédemment une foire se tenait à Saint-Nazaire à la fête de sainte Marguerite — le droit de prendre tous les ans, « de la Mi-careme au dimanche de Pasques-Fleuries, toute la pesche des escluses estant en la ville de Saint-Nazaire et entre l'estier de Méan et la Roche-Percée » — les droits de grand et petit ancrages sur tous les navires passant et arrêtant au port de Saint-Nazaire » — le droit d'avoir

¹ *Déclaration de Saint-Nazaire en 1673.*

² *Ibidem, en 1584 et 1673.*

³ *Arch. du Parl. de Bret. 17^e reg. 347.*

« passage et bateaux pour traverser la rivière de Loire à vis dudit Saint-Nazaire » — droit de « rouage ou coutume sur les vins passant par Saint-Nazaire et Saint-André-des-Eaux » — droit d'avoir « quatre sergents francs de fouages et sergents forestiers pour garder les vignes » — droit de « jouir de tous les gros poissons trouvés en la Loire depuis la Pierre-Percée jusqu'à l'estier de Montoir » etc.¹

En 1545 le duc François II reconnut à François de Coësmes, son chambellan, le droit de bris à cause de sa vicomté de Saint-Nazaire². Voici comment la *Déclaration* de 1584 décrit ce privilège : « quand un navire se brise en la mer, ledit seigneur de Saint-Nazaire a droit de prendre les bris et tenir les biens ainsi trouvés péris et en disposer comme des siens propres, quand ils sont trouvés en la Loire depuis la Pierre-Percée jusqu'à l'estier de Méan. »

Mentionnons encore les droit de philipponage et de balisage : « a droit ledit seigneur de Saint-Nazaire sur les gens morts ès fiefs de Saint-Nazaire, Montoir et Saint-André à la meilleure robe et vestement de chacun homme ou femme décédés, excepté un ; lequel droit s'appelle philipponage et est au choix dudit seigneur de prendre ladite robe ou 5 sols monnoye. » — « Droit de balisage à l'entrée de l'estier de Méan pour servir de marque aux vaisseaux qui entrent et sortent dudit estier ; et est doub 5 sols par chacun d'iceux entrant audit estier, à la charge pour celui qui en jouit de présenter, sous peine d'amende, au seigneur de Saint-Nazaire ou à ses officiers, une fois l'an, le mardy de la Pentecoste, une oie et un chat attachés ensemble à deux pieds de distance l'un de l'autre, et doivent estre mis dans la mer vis-à-vis l'église de Saint-Nazaire, les y laissant jusqu'à ce qu'il y en ait un qui ait noyé l'autre³. »

Le château de Saint-Nazaire, chef-lieu de la vicomté de ce

¹ *Déclarations de Saint-Nazaire en 1581 et 1673.*

² *Arch. de la Loire Inférieure*, B, 539.

³ *Déclarations de Saint-Nazaire en 1584 et 1673.*

nom, se trouvait au bord de la Loire, dans la ville même. Il était très ancien puisque Grégoire de Tours raconte qu'il fut occupé au VI^e siècle par Waroch, comte de Vannes. En 1380 ce château, appartenant encore au vicomte de Donges, avait pour gouverneur Jean d'Ust qui sut éloigner les Espagnols menaçant de s'en emparer.

En 1564 il ne restait plus à Saint-Nazaire que « l'emplacement de l'ancien chasteau et forteresse dudit lieu. » Sur cet emplacement même s'élevait en 1584 l'église de la paroisse : à peine quelques vestiges insignifiants du vieux château-fort apparaissaient-ils à côté du temple.

Outre le château, le domaine proche de la vicomté de Saint-Nazaire comprenait : les halles, l'auditoire et les prisons de Saint-Nazaire — les moulins de la Ville et du Pé en Saint-Nazaire, de Méan en Montoir, et de Baguelot en Saint-André-des-Eaux — la garenne de Faugaret en Montoir — de nombreuses et vastes prairies au bord de la Loire — les marais salants de Pornichet — les îles de Méan en Montoir et Saint-Nazaire — une partie des dîmes de blé et de vin en Saint-Nazaire¹.

La baronnie de Marsaint, dont nous avons parlé, ayant été en 1660 unie de fait sinon féodalement à la vicomté de Saint-Nazaire, cette dernière seigneurie en acquit une plus grande importance. Nous venons de voir qu'en 1635 Saint-Nazaire seul était estimé rapporter 3,375 fr. de rente ; avec l'appoint des revenus de Marsaint la vicomté devint une fort belle seigneurie. Mais aujourd'hui ces vieux souvenirs s'effacent à Saint-Nazaire devant les merveilles du progrès moderne.

Notons cependant l'excellente idée qu'on y a eue de reproduire dans la superbe église paroissiale récemment construite la suite des armoiries des anciens vicomtes du lieu.

LA SALLE EN FRESNAY (CHATELLENIE).

La famille de la Salle posséda d'abord la terre seigneuriale de ce nom dans la paroisse de Fresnay¹. Nous ne connaissons malheureusement pas autre chose de cette maison qui s'éteignit, semble-t-il, en la personne d'Olive de la Salle, femme de Jean du Croisil.

En 1404, Alain du Croisil, issu de cette union, fournit au seigneur de Loyaux le minu de sa terre de la Salle dont il venait d'hériter à la suite du décès de sa mère².

La seigneurie de la Salle appartenait en 1434 à Pierre du Croisil, seigneur d'Ardaine ; en 1473 Jean du Croisil et en 1491 Jacques du Croisil en furent ensuite successivement possesseurs³. Enfin en 1539 vécut Jacques du Croisil, époux de Jeanne Sauvage, dame du Plessix-Guerrieff. A la mort de ce dernier seigneur, sa sœur Marie du Croisil hérita de la Salle⁴ ; elle avait épousé en 1516 Joachim Foucher, seigneur de la Mentonnière, mais la Salle ne demeura pas longtemps entre leurs mains, car dès 1549 nous voyons cette seigneurie possédée par Magdeleine Guibert, veuve de Jean Grignon, seigneur de la Gillière, et par son fils autre Jean Grignon⁵. Ce dernier se trouvait en 1555 tout à la fois seigneur de la Gillière et de la Salle. Ce fut vraisemblablement sa fille, Jeanne-Françoise Grignon, qui épousa Guillaume de la Touche-Limousinière, seigneur dudit lieu, et lui apporta la seigneurie de la Salle dont elle jouissait en 1564⁶.

Françoise de la Touche-Limousinière, fille des précédents, épousa 1^o vers 1580 François Venier, gouverneur du duché

¹ Fresnay commune du canton de Bourgneuf, arrondissement de Paimbœuf.

² Arch. de la Loire-Inférieure, B, V^o Fresnay.

³ De Cornulier, *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 226 et 257.

⁴ *Ibidem*, F, 155 et 600.

⁵ Arch. de la Loire-Inférieure, B, V^o Fresnay.

⁶ De Cornulier, *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 258 — M^o de la Touche-Limousinière, *Revue de la noblesse de France*, en 1668.

de Retz, 2^e vers 1600 Philippe de Servisy (ou Kernisty); elle vivait encore en 1617, possédant la seigneurie de la Salle que lui avaient donnée ses parents¹.

Antoinette Venier, sortie du premier mariage de Françoise de la Touche-Limousinière, reçut également en dot ou en partage la terre seigneuriale de la Salle. Comme sa mère elle contracta deux unions, épousant d'abord Pierre de Bastelart, seigneur de la Marne, puis Antoine Picher, seigneur de Socreux. En 1650 elle jouissait avec ce dernier de la Salle². Cette seigneurie appartint en 1656 au fils d'Antoinette Venier, Emmanuel de Bastelart, gentilhomme de la Chambre du roi. Celui-ci épousa Catherine Ruet et laissa sa terre à son fils Henri de Bastelart qui en fit hommage au roi en 1675³.

Henri de Bastelart, seigneur de la Salle, s'unit à Claudine de Launay qui lui donna en 1678 un fils nommé Henri comme lui et baptisé à Saint-Herblain; mais cet enfant mourut avant son père, car quand celui-ci décéda le 3 mars 1701, ce fut la sœur du défunt, Elisabeth de Bastelart, qui hérita de la châteltenie de la Salle. Cette demoiselle mourut elle-même le 4 mai 1712⁴.

Sa succession fut recueillie par un parent Claude de Char-donnay, seigneur de Bichereil, qui rendit aveu, le 10 février 1713, pour sa châteltenie de la Salle⁵. Toutefois deux ans plus tard cette seigneurie fut vendue judiciairement et acquise, le 6 juillet 1715, par Louis de la Roche-Saint-André, qui en fit hommage au roi en mars 1719⁶.

Le 18 janvier 1759 mourut l'acquéreur de la Salle, laissant cette châteltenie à son fils, autre Louis de la Roche-Saint-André, seigneur dudit lieu. Celui-ci fournit au roi, le 25 octobre suivant, le minif de la Salle. Il avait épousé dès 1750

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure* B. 600.

² *Ibidem*.

³ *Arch. de la Loire-Inférieure* B. 1000.

⁴ *Ibidem* B. V. Fresnay.

⁵ *Ibidem* B. V. Fresnay.

⁶ *Ibidem* B. 1004.

Louise-Gabrielle du Chilleau qui se trouvait veuve de lui en 1773 et fit hommage au roi, au nom de leurs enfants, pour la châtellenie de la Salle le 24 janvier 1775¹.

Mais le 15 mai 1784, Louis marquis de la Roche-Saint-André — probablement l'aîné de ces enfants — vendit, moyennant 306.000 l., sa châtellenie de la Salle à Pierre-Louis de Cébert, gendarme de la garde du roi, et à Marie-Jeanne de Cébert, sa sœur².

Pierre-Louis de Cébert épousa à Notre-Dame de Nantes, le 21 avril 1789, Anne-Henriette Bellabre et fut le dernier seigneur de la Salle en Fresnay.

En 1656 Emmanuel de Bastelart obtint de Louis XIV l'érection en châtellenie de sa seigneurie de la Salle en Fresnay, mais le duc de Retz s'opposa si vigoureusement à cette érection qu'on n'enregistra point les lettres royales. Ce fut le fils d'Emmanuel, Henri de Bastelart, qui obtint du roi de nouvelles lettres patentes datées de mai 1681 et de juillet 1683, enregistrées au Parlement de Bretagne le 12 novembre 1683. A la demande de Louis de la Roche-Saint-André, Louis XV confirma cette érection par des lettres de surannation, datées du 7 juin 1748, et enregistrées à la Chambre des comptes de Nantes le 12 décembre 1748³.

Par ses lettres patentes Louis XIV créa en 1681 la châtellenie de la Salle en Fresnay en unissant à la seigneurie de la Salle : celle de la Noë-Briord en Fresnay qu'avait achetée en 1675 Henri de Bastelart d'avec Henri Le Petit de Vernon, marquis de la Chausserais — la haute justice de la Chaume en Fresnay vendue au même Henri de Bastelart, le 8 décembre 1679, par l'abbé et les religieux de la Chaume — et les fiets et terres de l'Aubinière, la Briancièrre, les Haute et Basse Chovinières, la Fontaine-Brette, la Mounerie et la Touche-Blanche, le tout situé dans la paroisse de Fresnay.

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure* B 3614.

² *Ibidem* B, 600.

³ *Arch. du Parl. de Bretagne* reg. 38. — *Arch. de la Loire-Inférieure* B 121.

De tout temps la seigneurie de la Salle releva de la vicomté de Loyaux annexée au Domaine royal en 1554. Elle demeura sous cette royale mouvance après son érection en châellenie. Mais le manoir de la Noë-Briort et ses métairies relevèrent toujours de la châellenie de Bourgneuf.

La châellenie de la Salle comprenait la paroisse presque entière de Fresnay et s'étendait un peu en Saint-Hilaire de Chaléons et Saint-Cyr en Retz.

Le seigneur de la Salle jouissait d'une haute justice et des prééminences de l'église paroissiale de Fresnay, y ayant « banc à queue et enfeu au chanceau avec litre d'armoiries dedans et dehors¹. »

Il avait droit de tenir quatre foires en « sa ville de Fresnay », l'une, très ancienne, à la fête de saint Barthélemy (24 août) et les trois autres créées par le roi en 1681, le 11 avril, le 14 mars et le 29 octobre. Il levait dans ces foires les droits de « costumes et bouteillage² ».

Le domaine proche de la châellenie comprenait : le manoir de la Salle avec ses cours, pavillons, chapelle fondée de messe, pourpris, etc., le tout contenant 50 journaux de terre entourés de murailles — des bois, prés et vignes — un four banal à Fresnay — les dîmes des fiefs de la Croix et du Bourg, — les moulins à vent de Jugepie ou de la Salle et du Moulin-Neuf, — les métairies nobles de la Maronnière, Gerbaud, la Fraudière et la Breterie, — le manoir de la Noë-Briord et les métairies du Pible et du Tenuet, avec des salines, — enfin les métairies de la Garnaudrie, la Poupardièrre et la Jarrie³.

Il paraît que le manoir ou château de la Salle n'existe plus, car l'*Histoire et géographie de la Loire-Inférieure* publiée récemment par M. Orieux, mentionne en Fresnay comme curiosité archéologique « les ruines du château de la Salle. »

¹ *Déclarations de la Salle en Fresnay, en 1680 et 1713*

² *Ibidem.*

³ *Ibidem.*

SESMAISONS (CHATELLENIE).

La noble famille de Sesmaisons est sans contredit une des plus anciennes du comté nantais. Jean I^{er} de Sesmaisons suivit, avec son frère Hervé, Pierre Mauclerc à la Croisade. A son retour de Terre-Sainte, en 1250, comme il ne s'était sans doute pas enrichi dans cette expédition lointaine, un riche prêtre nantais, Normand de Marchillé, lui donna par testament et à titre d'aumône¹ « tout ce qu'il possédait en vignes, maisons, terres arables, prés, rentes, etc, dans le fief de l'archidiaconé de la Mée, au lieu de la Sauzinière dans la paroisse Saint-Similien de Nantes, pour être partagés entre les héritiers dudit de Sesmaisons, par portions égales, et sans les pouvoir vendre à jamais ni engager qu'à ceux de sa famille. La Sauzinière depuis ce temps c'est point sortie de la famille de Sesmaisons, et le premier partage qui en fut fait se fit par moitié entre le fils dudit Jean de Sesmaisons et sa fille Bonne de Sesmaisons, femme d'Olivier Annet, sous l'autorité et du consentement de Thébaud, archidiacre de la Mée, du fief duquel tous les biens légués ressortissaient² ».

Les généalogistes donnent la succession non interrompue des seigneurs de Sesmaisons à partir de ce Jean I^{er} de Sesmaisons, seigneur dudit lieu et de la Sauzinière, vivant au XIII^e siècle et marié à sa parente Macée de Sesmaisons³.

La terre de Sesmaisons et sa juridiction se trouvaient dans la paroisse Saint-Sébastien de Nantes ; la famille de Sesmaisons en prit le nom ou lui donna le sien. Nous verrons plus loin qu'à cette seigneurie de Sesmaisons furent unies celles de la Sauzinière et de Portechaïres pour former en 1650 la châtellenie de Sesmaisons.

Dedit post decessum suum in puram elemosinam Johanni de Suis Dominus epi Nannetensi et eius heredibus ». (D. Morice *Preur.* de l'*Hist de Bret.* I, 344.)

² Travers, *Hist. de la ville et du comté de Nantes*, I, 369. — Levot, *Biographie bretonne*, II, 848.

³ *Généalogie de la maison de Sesmaisons*, imprimée en 1844.

David I^{er} de Sesmaisons, fils de Jean I^{er}, succéda à son père ; Grand bailli d'Anjou en 1293, il épousa 1^o Marguerite de Champigny, 2^o Olive, de Thouaré. Olivier de Sesmaisons, seigneur dudit lieu, son fils, s'unit en 1299 à Agnès de Derval et reçut en 1331 une sauvegarde de Philippe VI, roi de France. Ce seigneur de Sesmaisons plaida de 1331 à 1335 contre l'évêque de Nantes au sujet de la mouvance de ses fiefs¹.

Vinrent successivement ensuite Jean II de Sesmaisons marié en 1337 à Agnès de Rougé ; leur armoiries se trouvaient jadis dans l'église Saint Similien de Nantes — Guillaume I^{er} de Sesmaisons, époux de Philippote Le Vayer, l'un des compagnons à la guerre du connétable Olivier de Clisson et en 1386 caution de l'évêque de Nantes — et Robert de Sesmaisons qui s'unit en 1401 à Louise de Goulaine et rendit aveu le 24 août 1405, à l'évêque de Nantes pour son fief du Blotereau en Doulon².

Robert de Sesmaisons mourut le 2 février 1425, laissant ses seigneuries à son fils Gilles I^{er} qui, le 15 octobre 1427, rendit aveu au duc de Bretagne pour son fief de Sesmaisons en Couëron³. Ce Gilles I^{er} de Sesmaisons épousa 1^o en 1427 Béatrice du Chastellier, 2^o en 1438 Catherine de Clérembault.

Jean III de Sesmaisons, fils du précédent et fruit de sa première union, s'unit en 1450 à Thomasse de Muzillac ; il devint chambellan de Pierre II duc de Bretagne et rendit aveu en 1461 à l'évêque de Nantes pour ce qu'il possédait en Thouaré .

Ecuyer du duc de Bretagne dès 1452, il fut en 1474 fait prisonnier de guerre et ce duc paya sa rançon en considération des services qu'il lui avait rendus .

¹ *Inventaire des titres du château de Nantes*, 497.

² D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.* III, 57.

³ *Ibidem*, II, 101, 102, 173, 243, 266, 268, 245, 253 et 254.

⁴ *Archives de la Loire-Inférieure* G, 25.

⁵ *Ibidem*, B. v^o Couëron.

⁶ *Ibidem*, G, 24.

D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.* II, 1604, III, 104.

Jean III de Sesmaisons décéda le 31 août 1480 et eut pour successeur son fils, Guillaume II de Sesmaisons, qui fournit en 1481 le minu des fiefs du défunt et épousa Marguerite de Goulaine veuve de lui en 1499¹.

Jacques de Sesmaisons, encore mineur à la mort de son père, hérita de ses seigneuries ; il s'unit, le 20 août 1512, à Anne Eder de Beaumanoir, qui devenue veuve en 1532, se retira à la Berrière, manoir en la Chapelle-Bassemer. Il eut pour successeurs l'un après l'autre, ses trois fils Christophe, François et Jacques. Christophe I^{er} de Sesmaisons fit hommage au roi, le 6 octobre 1539, et lui rendit aveu le 7 juin 1563 pour sa terre de Sesmaisons² ; mais n'ayant eu que des filles de son mariage avec Françoise de Bréhant, il céda à François, son frère puîné, en 1561 la terre seigneuriale de la Sauzinière et en 1564 celle de Sesmaisons³.

François de Sesmaisons fit hommage au roi pour ces deux seigneuries le 26 novembre 1565⁴.

Il épousa d'abord en décembre 1560 Marguerite Poyet, veuve de René Chéminart, seigneur du Chalonge, et plus tard Françoise Fergeon. En 1578 il donna à son tour à un autre frère cadet, Jacques de Sesmaisons, ses terres et seigneuries de Sesmaisons et de Portechaïres⁵ et Jacques en fit hommage au roi le 19 décembre de cette année-là⁶. Toutefois ce Jacques de Sesmaisons mourut probablement sans postérité, car Sesmaisons et Portechaïres vinrent après lui, en 1593, aux mains de son neveu Christophe II de Sesmaisons, fils de François et de Marguerite Poyet.

Christophe II ne conserva pas Sesmaisons qui appartenait

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. v^e Couéron.

² *Ibidem*, B. 1007.

³ *Généalogie de la maison de Sesmaisons*.

⁴ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 1098.

⁵ D'après M. de Cornulier, la seigneurie de Portechaïres en Saint-Sébastien appartenait dès 1462 à Jean III de Sesmaisons (*Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 237).

Archiv. de la Loire-Inférieure, B. v^e 1012.

en 1608 à Michelle de Sesmaisons, femme de César des Vaux, baron de Levaré. Mais le 16 juin 1645 Bertrand et Charles des Vaux, fils de ces derniers, cédèrent Sesmaisons à leur père Claude de Sesmaisons, fils de Christophe II et de Françoise de Lesrat¹. Marié dès 1634 à Barbe Le Bigot, Claude de Sesmaisons, seigneur dudit lieu, avait été reçu la même année maître à la Chambre des comptes de Bretagne ; en 1659 il devint chevalier de l'Ordre du roi.

René de Sesmaisons, fils des précédents, fit hommage au roi, le 24 janvier 1673, et lui rendit aveu le 6 novembre 1680, pour ses seigneuries de Sesmaisons et de Porte-chaires². Il contracta deux unions, d'abord dès 1668 avec Judith Huteau puis avec Guyonne des Champsneufs³. Il mourut en 1686 et fut inhumé « sous la pierre tombale de Sesmaisons, vis-à-vis l'autel de la sainte Vierge » en l'église Saint-Similien.

Charles de Sesmaisons, issu du premier mariage de René, qualifié marquis de Sesmaisons, se maria également deux fois : 1^o en 1701 à Cécile du Pé d'Orvault, 2^o en 1705 à Julie Le Pennec. Il décéda le 27 avril 1730 à l'âge de 53 ans ; sa veuve mourut elle-même âgée de 64 ans, le 28 décembre 1749⁴.

De la seconde de ces unions naquit un fils, Claude-François de Sesmaisons, qui épousa en mars 1743 Marie-Gabrielle de la Fontaine-Sollart. Lieutenant-général des armées du roi, il fit en 1774 hommage à S. M. pour sa châtellenie de Sesmaisons et mourut en 1779⁵.

Cette vieille seigneurie de Sesmaisons appartint en dernier lieu au fils des précédents, Claude-François-Donatien, comte de Sesmaisons, marié en 1778 à Renée de Goyon de Vaudurant, émigré pendant la Révolution et décédé en 1804⁶.

La châtellenie de Sesmaisons consistait surtout en fiefs

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, B. v^o Saint-Sebastien d'Aigues.

² *Ibidem*, B. 1009.

³ *Ibidem*, E. 1226.

⁴ *Archives communales de Nantes*, G. G. 2, et 34.

⁵ *Archives de la Loire-Inférieure*, B. 1042.

⁶ *Généalogie de la maison de Sesmaisons*.

s'étendant autour de Nantes, principalement dans les paroisses Saint-Similien, Saint-Sébastien et Saint-Donatien de cette ville, mais aussi dans quelques autres paroisses voisines, telles que Chantenay, Couëron et Saint-Herblain. Elle était ainsi constituée en 1440 et 1570¹. Il y avait même en la paroisse de Lavau un fief de Sesmaisons avec haute justice, uni dès 1586 à la seigneurie du Chastellier en Bouée et relevant comme cette seigneurie de la vicomté de Donges².

Les fiefs de Sesmaisons en Chantenay, Couëron et Saint-Herblain furent également aliénés vers la fin du XVI^e siècle³, et la seigneurie de Sesmaisons ne se composa plus ensuite que du fief de Sesmaisons et Portechaires en Saint-Sébastien et Saint-Donatien et du fief de la Sauzinière en Saint-Similien.

Le 5 mars 1651 furent publiés au prône de la grande messe paroissiale de Saint-Sébastien d'Aigue⁴, près Nantes, des lettres patentes de Louis XIV données par ce roi en faveur du seigneur de Sesmaisons « portant érection en chastellenie de ladite juridiction de Sesmaisons, des Haute et Basse Portechèzes et de la Sauzinière, avec pouvoir audit seigneur de Sesmaisons de prendre qualité de chastelain et de soy faire servir à ce titre; luy accordant fourches patibulaires à quatre piliers, banc et accodoir près et au costé gauche du grand autel de l'église parochiale de Saint-Sébastien⁵. »

Il ne semble pas que ces lettres patentes du grand roi « données à Compiègne en 1650 et signées *Louis* avec sceau de cire verte⁶ », aient été enregistrées en Bretagne; nous ne les avons pas du moins retrouvées, ni dans les registres du Parlement, ni dans ceux de la Chambre des comptes; mais il est fait mention en 1664 des démarches que faisait alors Claude

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, B, 1008 et V^o Couëron.

² *Ibidem*, E, 454.

³ De Cornulier, *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 262.

⁴ On appelait ainsi autrefois la paroisse qu'on nomme aujourd'hui Saint-Sébastien de Nantes.

⁵ *Archives de la Loire-Inférieure*, E, 3444.

⁶ *Ibidem*.

de Sesmaisons pour obtenir leur vérification par cette dernière Chambre.

La châteltenie de Sesmaisons, érigée en 1650, se composa donc de deux seigneuries distinctes unies par le roi : Sesmaisons-Portechnaires et la Sauzinère, disons quelques mots de chacune d'elles.

1° Sesmaisons et Portechnaires. — Ces deux noms dans les vieux actes féodaux paraissent toujours ensemble, ne désignant qu'un seul fief ; c'était une haute justice relevant directement du roi en sa cour de Nantes. Cette juridiction s'exerçait aux derniers siècles sous le chapitreau de l'église paroissiale de Saint-Sébastien : ses fourches patibulaires s'élevaient « és communs de Jouellin » près de Morteruelle⁽¹⁾ ; elle s'étendait surtout en Saint-Sébastien et un peu en Saint-Donatien. Entre autres droits seigneuriaux, celui de quintaine sur les nouveaux mariés de la paroisse Saint-Sébastien appartenait au sire de Sesmaisons. Une réformation du fief de Sesmaisons en 1769, faite par ordre de Claude-François de Sesmaisons, nous apprend que ce fief consistait surtout en rentes d'argent, d'avoine et de seigle, de chapons et de poules, et d'un certain nombre de barriques de vin².

Portechnaires ou Portechnèzes, anciennement Port-des-Chaires *Portus Cathedrarum*, faisait à l'origine partie des Régaires de l'évêque de Nantes et figure à ce titre dans la charte de Louis le Gros, en 1123.

C'est au village de Portechnaires que s'élevait le manoir seigneurial de Sesmaisons ; il en est encore fait mention dans l'*Aveu* de 1634 en ces termes : « Partie de l'hostel dudit lieu de Sesmaisons situé au village de Port-de-Chesres, ditle paroisse de Saint-Sébastien, consistant en deux chambres haulte et basse, ung pressouer au costé, ung petit jardm au derrière, dans lequel y a une tuye à pigeons³. » Evidemment

¹ *Revue hist. de l'Ouest*, Mémoires, XV, 118.

² *Ibidem*, B. V° Saint-Sébastien d'Aigne, E. suppl.

³ *Archives de la Loire-Inférieure*, B. Nantes, v° Saint-Sébastien.

ce n'était plus là qu'un dernier débris du manoir primitif de Sesmaisons ; mais ce texte a son importance puisqu'il nous prouve l'existence de cette maison noble depuis longtemps disparue. Dans les *Aveux* suivants de la seigneurie de Sesmaisons il n'est point parlé de manoir et cette seigneurie ne consiste plus qu'en un fief sans aucun domaine.

2° *La Sauzinière*. — Nous avons relaté les origines de cette terre noble. Les sires de Sesmaisons y construisirent un manoir qu'ils habitèrent pendant plusieurs siècles, mais qu'ils vendirent en 1781 à François Jogues, secrétaire du roi¹.

La seigneurie de la Sauzinière relevait en grande partie de l'archidiacre de la Mée et pour quelques portions de l'archidiacre de Nantes. Elle jouissait d'une haute justice s'étendant en la paroisse Saint-Similien de Nantes. Néanmoins Claude de Sesmaisons reçut en 1669 de la part du Chapitre de Nantes une assignation à comparaître à l'audience du Présidial de Nantes pour se voir condamné à retirer le banc fermé et armorié qu'il avait fait placer dans le chœur de l'église Saint-Similien, du côté de l'évangile, les chanoines de Nantes étant patrons et présentateurs de la cure de Saint-Similien et l'église dudit lieu se trouvant dans leur fief². Nous ignorons ce qu'il advint de cette chicane, — qui explique peut-être pourquoi les lettres d'érection de la châtellenie de Sesmaisons ne furent pas enregistrées, — mais nous savons qu'on voyait du temps de l'abbé Travers les armoiries des sires de Sesmaisons dans les verrières de l'ancienne église de Saint-Similien et qu'ils y avaient un enfeu devant l'autel de Notre-Dame.

Le seigneur de Sesmaisons avait aussi le droit de faire ses vassaux du fief de la Sauzinière, nouvellement mariés, courir la quintaine à Saint-Similien.

Le domaine proche de la Sauzinière comprenait en 1779 : le manoir de la Sauzinière avec ses galeries, cours, chapelle, colombier, jeu de paume, etc., — les trois étangs du Parc, de

¹ *Diet. des terres nobles du Comté Nantais*, 269.

² *Archives de la Loire-Inférieure*, G, 103.

l'Islet et des Grenouilles — un moulin à eau et deux moulins à vent — des vignes et une métairie, etc¹.

Les sires de Sesmaisons possédèrent aussi en 1680 les terre et seigneurie de Malville en la paroisse de ce nom et les manoirs de Bellanton et de la Patouillère en Saint-Similien et Orvault ; mais tous ses biens ne semblent pas avoir fait partie de leur châtellenie de Sesmaisons.

L'ancien manoir de la Sauzinière est remplacé de nos jours par une habitation moderne propriété de M. Le Lasseur.

SION (CHATELLENIE).

La paroisse de Sion² donna son nom à une antique famille de chevaliers d'origine bretonne, assez richement possédés au moyen-âge. Le premier que l'on connaisse fut Cavallon de Sion qui fut témoin d'une donation faite vers l'an 1070 à Barthélemy, abbé de Marmoutiers, par le baron d'Ancenis³.

Le Cartulaire de Redon nous présente, quelques années plus tard, plusieurs autres membres de la famille de Sion. Ce sont Judicaël, Guérin, Derien et Davin, fils de Glenden de Sion, qui vendent une terre à Roderque, prieur de monastère de Mouais, voisin de Sion et membre de l'abbaye de Redon ; ce sont encore trois fils d'Amuzon de Sion, nommés Judicaël, Riwallon et David, qui prennent à Redon l'habit monastique et donnent à l'abbaye, à cette occasion, différentes terres, entre lesquelles celle de Villarblet près de Mouais⁴.

Ce Judicaël de Sion, fils de Glenden, vivait vers 1104 Il avait lui-même un fils, Alain de Sion, qui engendra Hervé de Sion ; ce dernier tourmenta tellement les habitants de Vil-

¹ *Archives de la Loire Inférieure*. G. 116.

² Commune du canton de Douai, arrondissement de Châteaubriant.

³ D. Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.* I. 437.

⁴ *Cartularium Rotomense*. 354 et 355.

larblet qu'ils vinrent en 1144 trouver Yves, abbé de Redon, pour se mettre sous sa sauvegarde, ce qui leur réussit¹.

En 1172, Guillaume I^{er} de Sion fut témoin d'une fondation faite à Buzay, et en 1201 il fit lui-même du bien à cette abbaye². Il était à la fois seigneur de Sion et de Frossay, et fit en 1228 une donation à l'abbaye de Blanche-Couronne.

Son successeur, Auffroy de Sion, fut aussi un grand bienfaiteur des moines de son temps. Dès 1226, lui et Louise, sa femme, fondèrent dans leur forêt de Domenesche le prieuré de Brillangault, en faveur de l'abbaye de la Roë³. Puis Auffroy donna une maison et une vigne aux religieux du prieuré de Sion fondé par ses ancêtres, avant 1115, pour l'abbaye de Marmoutiers. Enfin en 1248 il abandonna à ce dernier monastère sa chapelle du fief Herbert-Marie, voisine de son château de Domenesche⁴.

Guillaume II de Sion succéda à Auffroy, à Sion comme à Frossay; il épousa Aliette Tournemine, passa en 1252 un accord avec l'abbé de Melleray et parut dans un acte de 1267.

Geoffroy I^{er} de Sion était en 1275 à la cour du duc de Bretagne, en 1294 à l'ost de ce prince, et son nom figure en 1305 dans le testament du duc Jean II⁵. Il épousa Théophanie, veuve d'Hémery de Saint-Mars. Il faut distinguer, semble-t-il, ce Geoffroy I^{er} d'un autre Geoffroy de Sion, probablement son fils, qui appela en 1326 et 1330 au Parlement de Paris d'une sentence rendue contre lui par le duc Jean III. Ce Geoffroy II de Sion, décédé sans postérité, fut le dernier mâle de la branche aînée des sires de Sion⁶. Il laissa ses seigneuries à ses deux sœurs, qui furent, l'une après l'autre, dames de Sion : Jeanne de Sion.

¹ Cart. Redon 287.

² D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 668 et 793.

³ Ms. de l'en l'abbé Moisan, curé de Sion.

⁴ D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.* I, 940. — Domenesche était une seigneurie voisine mais distincte de Sion; nous en avons précédemment parlé.

⁵ *Ibidem*, I, 1049, 1112 et 1159.

⁶ Une branche cadette de Sion se trouvait alors établie à Anguignac, en Thouaenoul, mais nous n'avons pas à nous en occuper ici.

femme d'Armél I^{er}, baron de Châteaugiron, puis mariée en secondes noces à Jean I^{er} sire de Rieux, et décédée en 1360 sans postérité. — et Anne de Sion qui épousa Alain I^{er} seigneur de Saffré¹.

A partir de cette époque, la châtellenie de Sion demeura longtemps aux mains des sires de Saffré que nous connaissons déjà : Alain II de Saffré, fils d'Anne de Sion ; — Jean Tournemine, baron de la Hunaudaye, à cause de sa femme Jeanne de Saffré, laquelle rendit aveu au duc de Bretagne en 1437 pour partie de sa terre de Sion — Gilles Tournemine, leur fils, qui fit la même chose en 1469. — François Tournemine dont la veuve Jacquette de Tréal jouissait en douaire, l'an 1523, de la seigneurie de Sion — et Claude d'Annebault, mari de Françoise Tournemine².

Par contrat du 25 avril 1526, ces derniers vendirent la seigneurie de Sion, moyennant 6,000 l., à Mathurin de la Chapelle, seigneur de la Roche-Giffart en Saint-Sulpice-des-Landes³. Celui-ci, époux de Catherine Thierry veuve de lui en 1541, laissa d'elle plusieurs fils, dont deux, Michel et René, furent l'un après l'autre seigneurs de la Roche-Giffart et de Sion. Michel de la Chapelle, marié en 1524 à Thomase Le Roy, se trouvait en 1541 en possession de la châtellenie de Sion, mais il dut mourir sans postérité. — René de la Chapelle, son frère, seigneur après lui de la Roche-Giffart et de Sion, marié à sa cousine Renée Thierry de la Prévalaye, introduisit le protestantisme dans ses terres, créa ce qu'on appela l'Eglise réformée de Sion et mourut le 11 décembre 1577⁴.

Ce René de la Chapelle avait acheté la châtellenie de Fougeray, et ses descendants les sires de Fougeray, dont nous avons précédemment parlé, possédèrent pendant plus d'un siècle la seigneurie de Sion. Ce furent Louis de la Chapelle, tué

¹ Du Paz, *Hist. général. de plusieurs maisons de Bret.*, 263.

² *Archiv. de la Loire Inférieure*, v^o Sion.

³ *Archiv. du château de Saffré*, 17.

⁴ Vaurigaud, *Hist. de l'Eglise réformée de Bret.*, III, pages XXX-LIII.

au siège de Fougeray en 1595 — Samuel de la Chapelle, mort à la chasse avant 1626 — Henri I^{er} de la Chapelle, tué au faubourg Saint-Antoine de Paris en 1652 — et Henri II de la Chapelle forcé en 1685 de s'exiler en Hollande, à cause de son attachement au protestantisme.

La fortune de ce dernier seigneur confisquée par ordre du roi fut en grande partie employée à satisfaire ses nombreux créanciers. Toutefois la sœur d'Henri I^{er}, Marguerite de la Chapelle, ayant reçu en partage de son neveu Henri II, en 1663, une partie de la châtellenie de Sion, conserva cette seigneurie et demeura dans le pays, habitant au bourg même de Sion le petit manoir de la Masserie qu'elle acheta en 1665¹. Marguerite de la Chapelle fit en 1673 hommage au roi pour sa seigneurie de Sion et lui en rendit aveu en 1677². Mais, par contrat du 15 avril 1680, cette dame vendit la terre de Sion — tout en s'en réservant l'usufruit durant sa vie — à sa nièce Henriette de la Chapelle, fille d'Henri II, marquis de Fougeray ; celle-ci épousa, au mois d'août suivant, René du Bouays, seigneur de Mesneuf et de Saint-Gilles³.

La nouvelle dame de Sion mourut dès le 11 février 1685 et René du Bouays, son mari, le 15 février 1694. Ils laissaient la seigneurie de Sion à leur fils Gédéon-Henri du Bouays, comte de Mesneuf. Ce dernier s'unit, le 24 avril 1703, à Charlotte-Polyxène de Goulaine qui décéda le 25 juin 1736 à la Masserie et fut inhumée dans le chœur de l'église de Sion. Lui-même mourut le 16 janvier 1754 et fut enterré dans l'église Saint-Elie de Rennes. Ces deux époux firent, avant de mourir, l'un et l'autre plusieurs fondations pieuses, en témoignage de leur sincère retour à la foi catholique.

Le seigneur et la dame de Sion ne laissaient point d'enfants et leur succession fut recueillie par quelques parents éloignés, tels que Augustin de Rochechouart, comte de Vihiers,

¹ Vaurigaud, *Hist. de l'Eglise réformée de Bret.* III, page XXX-I, III.

² *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 1669.

³ Vaurigaud, *Hist. de l'Eglise réformée de Bret.* III, p. XXVI.

et François Le Maistre de la Garelaye, évêque de Clermont. Mais ils moururent à leur tour, le comte de Vihiers dès le 31 octobre 1755, l'évêque de Clermont en 1776.

Ils eurent l'un et l'autre pour héritier Jacques-Gabriel Le Clerc, marquis de Juigné¹. Ce seigneur vendit en 1785 la châtellenie de Sion à Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé et baron de Châteaubriant, qui la possédait en 1789.

Châtellenie d'ancienneté, la seigneurie de Sion relevait à l'origine de la châtellenie de Fougeray; mais quand au XVII^e siècle les sires de Sion eurent acheté Fougeray, ils rendirent aveu directement au roi pour leurs deux seigneuries, unies d'ailleurs à celle de Domenesche pour former en 1643 le marquisat de Fougeray. Vingt ans plus tard, en 1663, la châtellenie de Sion fut en partie détachée de ce marquisat et redevint une seigneurie distincte dont les possesseurs continuèrent de rendre aveu au roi.

Voyons donc ce qu'était la châtellenie de Sion distincte de celle de Fougeray.

Cette seigneurie s'étendait en cinq paroisses : Sion, Mouais, Lusanger, Fougeray et Saint-Aubin-des-Châteaux. Sa haute justice, signalée en 1437, s'exerçait au bourg de Sion; elle y avait par suite « droit d'auditoire, prison et geôliers pour la garde des prisonniers, ceps et posteaux armoriés avec colliers à y mettre les délinquants². »

Quant à ses fourches patibulaires, leurs piliers se dressaient sur la lande de la Brosse.

Le sire de Sion avait dans l'église de cette paroisse un banc à queue avec un enfeu dans le chancel et une lisière d'armoiries dedans et dehors, comme seigneur fondateur et prééminencier; il y jouissait, en outre, d'une chapelle prohibitive dépendant de sa terre seigneuriale du Petit-Breil.

¹ Dès 1774 celui-ci, conjointement avec l'évêque de Clermont, avait fait hommage au roi pour la châtellenie de Sion qu'ils possédaient par indivis (*Arch. de la Loire Inférieure*, E. 163).

² *Déclaration de Sion en 1655*.

Il lui appartenait aussi de tenir au bourg de Sion quatre foires par an et un marché tous les mardis¹.

Les mouvances n'étaient pas importantes : les moyennes justices de Lourme et de la Fouaye étaient les principales. En revanche la joyeuse fête du mai se faisait au bourg de Sion, car « le seigneur dudit lieu a droit de faire prendre annuellement par ses forestiers, le lendemain de la Pentecoste, sur l'estendue des terres du tief de Lourme, un jeune chesne avec sa teste et de le faire traisner par ses sergents baillia-gers et planter au milieu de la place du Martray au bourg de Sion, pour servir à l'esbattement de la jeunesse² ».

Enfin les dîmes de la paroisse de Sion « en bled, vin, lin et chanvre » étaient en partie la propriété du seigneur, dont il faut maintenant faire connaître le proche domaine.

C'était d'abord le château de Sion, détruit au XIII^e siècle et dont nous reparlerons à l'instant, et le manoir de la Masserie avec ses jardins, vignes et bois, qu'habitèrent les seigneurs de Sion à la fin du XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e — le manoir et la terre du Petit-Breil, en Sion — l'ancien auditoire converti au XVI^e siècle en temple protestant et joignant dans le bourg de Sion une grande maison appelée la Châtellenie — le nouvel auditoire, les halles et la prison — la maison de la Maladrerie — le four à ban et le pressoir banal (tous ces édifices sis également au bourg de Sion) — les métairies de la Couloire, la Chesnardaye et la Lande — les moulins à eau sur la Chère, dits du Château et du Pont-Godelin — les moulins à vent de Limesle, du Cléray et de Quéneuc — les étangs de Limesle, du Maffay et de Lozeray — l'étang et le moulin des Landes.

Ce qui précède formait la châtellenie de Sion, telle qu'elle subsista de 1663 à 1789 : le tout était affermé, par bail général du 16 juin 1749, moyennant la somme annuelle de 5,500 l.³.

¹ *Déclaration de Sion en 1653.*

² *Ibidem.*

³ *Ibidem, en 1653, 1679 et 1754.*

Mais avant 1663 ce qui suit — demeuré après cette époque uni au marquisat de Fougeray — faisait partie de la seigneurie de Sion :

Les forges de la Hunaudière « avec leurs deux fonderies de fer, trois estangs, fourneaux, halles, magasins et logements pour les forgerons et le maistre des forges » — le manoir et la terre de Limesle « avec sa motte eslevée de terre, entourée de fossés pleins d'eau, et ses garennes » — la forêt de Thiouzé contenant douze cents journaux de terre en 1653 — les bois du Grippay, de Rieux, des Piquemères, de Rougé, des Minières, des Hunaudières et du Perray — une juridiction seigneuriale des eaux, bois et forêts avec un maître particulier et des sergents forestiers francs, etc¹.

Finissons par quelques mots sur ce qui reste du château de Sion, élevé à un kilomètre au sud du bourg, type des forteresses du XI^e siècle et détruit d'après la tradition, vers la fin du XIII^e siècle lorsque finit la branche aînée des sires de Sion.

Voici ce qu'en disent les *Déclarations* de 1644 et 1679 : « L'emplacement d'un vieil chasteau ruiné où l'on voit à présent les douves, levées, attache de pont-levis et partie des forteresses d'iceluy, situé au proche la rivière de la Chère, et au pied duquel est un moulin à eau, nommé le moulin du Chasteau, avec un estang, les prés des Isles et un jardin sur l'emplacement d'une des tours dudit chasteau², »

« L'emplacement du château de Sion — écrit de nos jours M. Maitre — ne différait pas, il y a cinquante ans, de ce qu'il était au XI^e siècle. Deux cerceles de douves larges et profondes, tracées en fer à cheval, appuyaient leurs extrémités sur la rivière de la Chère et enserraient dans leur développement un terre plein qui fut rehaussé avec les déblais, jusqu'à cinq mètres pour supporter une construction très exigüe. Cette première motte qui formait le cœur de la place n'était rien

¹ *Déclarations de Fougeray-a-Sion en 1719 et 1747.*

² *Arch. de la Loire-Inférieure* B. 11^e vol. 143.

par elle-même, toute sa force consistait dans la profondeur et la largeur du fossé qui l'entourait. Les vieillards de Sion ont pu voir, en dehors de la fortification et à côté, une énorme butte de terre en forme de cône qui avait été édiflée en avant pour servir de poste à un guetteur ; c'était une seconde motte, mais celle-là n'avait pas de douves. La rivière, barrée par une chaussée qui refoulait les eaux dans les fossés, formait un réservoir à poisson avec un étang et créait une chute d'eau pour un moulin. Telle était l'installation primitive de nos seigneurs, même quand ils utilisaient une fortification antérieure : la double ceinture, l'étang et le moulin faisaient partie intégrante de la topographie¹. »

SOUCHÉ (CHATELLENIE)

C'est au XIII^e siècle qu'il est fait pour la première fois mention du château et de la seigneurie de Souché dans la paroisse de Saint-Aignan². Orthographié diversement Czouché, Coché et enfin Souché, le nom de cette châellenie fut porté par ses premiers seigneurs : en 1232 vivait Olivier de Coché, sire de la Benaste, dont la fille, Marquise de Coché, apporta vers 1258 à son mari Olivier de Machecoul les seigneuries de Souché et de la Benaste³.

Jean de Machecoul, leur fils, porta longtemps lui-même le nom de Jean de Coché ou de Souché. Ce Seigneur reçut, le 15 septembre 1305, le duc de Bretagne Jean II en son manoir de Souché, lorsque ce prince se rendit à Lyon pour assister au couronnement du pape Clément V. Jean de Machecoul, seigneur de Souché, épousa Eustachie Chabot et mourut le 28 octobre 1308. Leurs fils Girard et Guillaume de Machecoul

¹ Léon Maltre, *Géographie de la Loire-Inférieure*, 383.

² Commune du canton de Bouaye, arrondissement de Nantes.

³ René Blanchard, Introduction au *Cartulaire des sires de Rays*, CXXXV et CXXXIX.

residaient en 1329 à Souché : Girard en était le seigneur et Guillaume, clerc d'église, y exerçait une sorte d'intendance.

Ce Girard de Machecoul, sire de la Benaste, mourut en 1343, et après lui la seigneurie de Souché demeura en mêmes mains que la Benaste jusqu'au temps de Gilles de Rays : c'est dire que Souché fut successivement possédé par Louis de Machecoul, fils de Girard, décédé en 1360 — Catherine de Machecoul, sa fille, femme de Pierre de Craon, morte seulement en 1410 — Jean de Craon, leur fils unique, seigneur de la Suze, — et enfin la fille de ce dernier, Jeanne de Craon, épouse de Guy de Laval dit de Rays et mère du trop fameux Gilles de Rays.

Dissipateur de sa grande fortune, Gilles de Rays vendit vers 1437 sa châtelainie de Souché à Geoffroy Le Ferron. Mais après la mort tragique de son père, Marie de Rays obtint en 1442 le retrait féodal de cette seigneurie en faveur de son époux Prigent de Coëtivy ; l'année suivante, le duc François I^{er} accorda à ce dernier deux ans de répit pour recevoir son hommage de sa terre de Souché².

Malgré cela Geoffroy Le Ferron continua à se prétendre propriétaire de Souché. Il en résulta qu'à la mort de Marie de Rays, arrivée en 1457, son héritier René de Rays, sire de la Suze, envahit et pillla la seigneurie de Souche dont il fit hommage au duc de Bretagne le 2 mai 1462³.

Souché demeura cependant aux mains de la famille Le Ferron ; en 1469 Guillaume Le Ferron, fils de Geoffroy, possédait cette châtelainie. Il avait épousé Jeanne Chauvin et son fils Pierre Le Ferron se trouvait encore en 1493 et 1523 seigneur de Souché⁴.

Peu de temps après François Goheau, seigneur de Saint Aignan, remplaça Pierre Le Ferron à Souché et sa fille,

¹ René Blanchard, *Introduction au Cartulaire des sires de Rays*, p. CXXXIX.

² *Cartulaire des sires de Rays*, n^{os} 85 et 88.

³ *Arch. de la Loire-Inférieure*, F. 197 et 186.

⁴ De l'Estourbeillon, *Archiv. du château de la Mailbardière*.

Louise Goheau apporta cette seigneurie, vers 1530¹ à son mari Jacques de Montberron, baron d'Avoir : celui-ci en fit hommage au roi le 10 décembre 1539².

A la mort de Louise Goheau, baronne d'Avoir, son fils Hector de Montberon devint seigneur de Souché dont il rendit aveu au roi le 8 mai 1556³.

Ce seigneur épousa Radegonde de Noyelle, veuve de lui en 1600; leur fille, Adrienne de Montberon, femme de Louis de La Rochefoucaud, sire de Nully, fit hommage au roi, le 12 juin 1617 de la châtellenie de Souché lui appartenant alors⁴.

René de La Rochefoucaud, fils des précédents, était en 1627 seigneur de Souché : il en fit à cette date hommage au roi⁵. Mais la châtellenie passa ensuite à Marie de La Rochefoucaud, probablement sa sœur, femme de Thomas Simon, qui rendit pour Souché l'hommage accoutumé le 10 mai 1639⁶.

Marie Simon, leur fille, épousa Antoine du Ponceau et lui apporta Souché, pour lequel celui-ci fit hommage le 17 décembre 1672 et rendit aveu le 22 décembre 1678⁷. Toutefois la famille Simon reentra plus tard en possession de Souché appartenant en 1766 à Claude-François Simon, époux de Marie-Anne Briand du Gazil. Quant vint la Révolution M. Simon de Souché émigra et la Nation confisqua le manoir et la terre de Souché.

Longtemps propriété de la puissante maison de Rays, la seigneurie de Souché était considérée comme châtellenie d'ancienneté. Elle n'avait pas cependant une grande étendue, n'ayant guère de fiefs en dehors de la paroisse de Saint-Arman.

¹ De l'Estourbeillon. *Archiv. du Château de la Maillardière.*

Archiv. de la Loire-Inférieure. B. 1007.

² *Ibidem.* B. 1008.

³ *Ibidem.* B. 1009.

⁴ *Ibidem.*

⁵ *Ibidem.*

⁶ *Ibidem.* B. Nantes. 16^e vol. 113.

⁷ *Ibidem.* Q. 103.

En 1519 le roi François 1^{er} permit à Pierre Le Ferron de faire élever sa justice seigneuriale de Souché sur la lande des Brandais en la forêt de Touffon et d'y employer trois poteaux¹.

La châteltenie de Souché relevait directement du Domaine ducal de Nantes. Sa haute juridiction s'exerçait en un auditoire bâti au village des Ecobues.

Au seigneur de Souché appartenaient : un droit de guet au château du lieu et celui de faire « reparer et nettoyer par les vassaux les fossez d'iceluy chasteau » — un droit de « bien » obligeant certains sujets à « fanez, charroyer et engranger les foins des prés de Souché », — un droit sur « les potiers besognant en la chastellenie, lequel est de six pièces à prendre en chaque fournée de pots », — des droits de « ruié, gareune à connils, chasse à grosses bestes et hue, que doibvent les hommes de la chastellenie à toute semonce et requeste, crier un garny d'un baston ferré et croisé, sous peine d'amende². »

Le sire de Souché jouissait encore d'un droit d'usage en la forêt ducal de Touffou : « bois à chauffage et à bastir, pasnage et posson de ses bestes. » Enfin le jour de saint Etienne lendemain de Noël, « les nouveaux mariés de la chastellenie de Souché » étaient tenus de présenter une soule à leur seigneur, « et la doibvent jeter en la prée de Souché³. »

Il y eut à l'origine un château fort à Souché⁴. Le château de Souché, dit Ogée, avec titre de châteltenie, était autrefois une forteresse située dans un marais : il a soutenu plusieurs sièges ; on y voit encore les vestiges de ses fosses⁵.

¹ *Archiv. de la Loire Inférieure*, B. 241.

² *Déclaration de Souché en 1678*.

³ *Ibidem*. — Les Gobets, seigneurs de Souché, possédèrent aussi la Mailhardière en Vertou. Ils y avaient sur leurs vassaux « un droit de quinzaine le jour des noces de chaque noceux marié, consistant en un jallon de vin contenant 2 pots et demi, un plat de bœuf avec de la bonne moutarde et un pain et demi valant 2 deniers » — D'autres tenanciers devaient leur apporter, chaque année, un tison de Noël et le poser dans le cheminée de l'auditoire en criant par trois fois Noël Noël Noël pour Monsieur de la Mailhardière! *Archiv. de la Mailhardière*, 17-18 et 19.

⁴ *Dict. de Bret.* nouv. éd., II, 383.

De son côté, la *Déclaration* de Souché en 1678 s'exprime ainsi : « le chasteau de Souché et ses cour, douves et fossés¹, avec une chapelle dans ladite cour, en l'honneur de saint Jean-Baptiste et de sainte Magdeleine, fondée de messes, les mercredy et vendredy de chacune semaine. »

Le domaine comprenait en outre : un bois futaie de décoration et un bois taillis — des jardins, vignes et verger — l'étang de Souché, — deux moulins à vent « l'un quarré et l'autre turquois », — et la métairie de Beaulieu².

Le tout du domaine de Souché n'était estimé valoir en 1789 qu'un peu plus de 2.500 l. de rente. Mais à ce revenu il fallait joindre, du temps de la seigneurie, les revenus des fiefs consistant en « deniers, froment, avoine, chapons, poules, etc. » et ceux provenant des mouvances féodales³.

THOUARÉ (CHATELLENIE).

Il existait au XIII^e siècle dans la paroisse de Thouaré une famille noble portant ce nom. Comme cette paroisse faisait partie des régaires de l'évêque de Nantes, Guillaume de Thouaré, chevalier, eut une difficulté avec le prélat Galerand au sujet d'un voleur saisi dans ses fiefs ; cette contestation se termina à l'amiable par un accord signé en 1254. A la famille de ce même chevalier devaient appartenir Pierre de Thouaré, chanoine de Nantes en 1274, et Olive de Thouaré, femme vers 1293 de David de Sesmaisons⁴.

Thouaré appartenait dans le siècle suivant aux seigneurs d'Ussé en Touraine, et Jeanne d'Ussé apporta cette châtél-

¹ A cette époque Marguerite Simon (sœur de M^{me} du Ponceau), épouse de Jacques Gicqueau, sieur du Moulin-Robert, possédait une portion du manoir de Souché.

² *Déclaration de Souché en 1678.*

³ *Ibidem.* — *Arch. de la Loire Inférieure*, Q. 3563.

⁴ Commune du canton de Carquefou, arrondis. de Nantes.

⁵ D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.* 1.956 et 1030.

lenie, vers 1378, à son mari Briant de Montejean, sire dudit lieu. Celui-ci vendit Thouaré en 1383 à Gilles d'Elbiest, gentilhomme flaman l que le duc Jean IV avait fait capitaine du château de Nantes¹.

Gilles d'Elbiest était, dès 1388 époux de Béatrice de la Lande. Il mourut le 2 janvier 1423 et fut inhumé dans l'église collégiale de Notre-Dame de Nantes. Jean I^{er} d'Elbiest, son fils, lui succéda dans la seigneurie de Thouaré, dont il fit hommage au duc de Bretagne le 18 avril 1453²; ce seigneur épousa Jeanne du Chastellier et décéda le 29 septembre 1465. C'est à Jean I^{er} d'Elbiest que suscita encore querelle l'évêque de Nantes au sujet des fiefs de Thouaré; cette fois le seigneur de Thouaré fut saisi, retenu prisonnier et excommunié; heureusement pour lui l'affaire fut portée à la connaissance du pape et Jean d'Elbiest fut délivré et indemnisé³. François d'Elbiest, seigneur de Thouaré, fils des précédents, s'était uni à une fille du vicomte de Pommerit; il ne survécut qu'un an à son père, étant mort le 27 septembre 1466⁴. Il eut pour successeur à Thouaré son fils François II d'Elbiest, qui rendit aveu en 1478 à l'évêque de Nantes pour ce qu'il tenait de lui et en 1495 au roi pour sa châtellenie⁵. On ignore l'alliance contractée par ce seigneur de Thouaré décédé le 28 mars 1502.

Jean II d'Elbiest, seigneur de Thouaré, succéda à son père qui précède; mais il mourut le 12 juin 1507 et l'année suivante Jean III d'Elbiest, également sire de Thouaré, fournit au roi le minu de cette châtellenie. Ce seigneur décéda lui-même sans postérité, le 8 septembre 1509. Sa succession fut recueillie par sa sœur Marguerite d'Elbiest, femme de Jean

¹ Du Paz, *Hist. général. de plus. mair. de Bre.* 153 et 104 — De Cornulier, *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 100.

² *Archiv. de la Loire-inférieure*, B. 616.

³ Senot de la Lande, *Notes sur l'histoire de Thouaré* (Bull. de la Société arch. de Nantes, 1892, p. 178).

⁴ *Archiv. de la Loire-inférieure*, V. Bignon.

⁵ *Ibidem*, G. 24 et B. 616.

de Saint-Amadour, seigneur dudit lieu et vicomte de Guignen. Les deux époux rendirent aveu pour Thouaré au roi de France en 1511 et à l'évêque de Nantes en 1515. Jean de Saint-Amadour mourut le 6 juillet 1538, après avoir vaillamment combattu sous cinq rois, il fut inhumé sous un beau mausolée dans l'église de Guignen et nous avons précédemment relaté sa longue et louangeuse épitaphe. Marguerite d'Elbiest, sa veuve, ne lui survécut que deux ans¹.

Claude de Saint-Amadour, leur fils, devenu seigneur de Thouaré fit hommage de cette terre au roi en 1548. Il épousa Claudine de la Touche-Limousinière, dont il eut Philippette de Saint-Amadour : celle-ci fut mariée 1^o à Jean de Rieux, sire d'Assérac, décédé en 1577 ; 2^o à Charles de Bretagne, comte de Vertus et baron d'Avaugour ; ses deux maris firent successivement, en son nom, hommage au roi pour la châtellenie de Thouaré, le premier en 1574 et le second en 1600².

Philippette de Saint-Amadour affectionnait son château de Thouaré où naquirent plusieurs de ses enfants en 1581 et années suivantes. L'évêque de Nantes y vint même tenir sur les fonts baptismaux l'un d'eux en 1584. Antoinette de Bretagne, sa fille, eut en partage la seigneurie de Thouaré et épousa successivement : 1^o Pierre de Rohan, prince de Guéméné ; 2^o en 1624 René du Bellay, prince d'Yvetot, mort en 1627 ; 3^o Pierre d'Esoubleau, marquis de Sourdis. Elle mourut en 1645, laissant la châtellenie de Thouaré à sa fille Anne d'Esoubleau, femme de François de Simiane, marquis de Gordes.

Ce furent ces deux derniers seigneur et dame qui vendirent la seigneurie de Thouaré en 1657 à Anne des Cartes, veuve de Louis d'Avaugour, seigneur du Bois de Kergrois ; cette dame, sœur du grand philosophe René des Cartes, fit hommage au roi pour Thouaré le 13 janvier 1673³.

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, B, 1008.

² *Ibidem*, B 1008 et 1009.

³ *Ibidem*, B 1009 — *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 200.

Par contrat du 12 avril 1704, Anne-Erard d'Avangour vendit la châtellesnie de Thouaré à Joseph Moënier, sieur de la Valtièrre, maître à la Chambre des comptes de Bretagne, et à Marie Langlois, sa femme. Ils en firent hommage au roi en 1713¹.

Le fils de ces acquéreurs, Jacques Moënier, seigneur de Thouaré, reçu en 1728 maître à la Chambre des comptes de Bretagne, épousa : 1^{re} Anne-Rose Moisan ; 2^e en 1736 Françoise Le Grand. De cette seconde union sortit Louis Moënier, seigneur de Thouaré, qui s'unit à Nantes en 1767 à Jeanne de Bougrenet, fille du seigneur de la Tocnaye².

Ceux-ci rendirent, le 14 mars 1774, l'hommage accoutumé pour leur châtellesnie de Thouaré³. Au moment de la Révolution Louis Moënier se trouvait mort, ses trois fils émigrèrent et ses trois filles demeurèrent en France avec leur mère⁴.

Comme nous venons de le dire, la seigneurie de Thouaré, châtellesnie d'ancienneté, se trouvait enclavée dans les regaires de l'évêque de Nantes comprenant la paroisse de Thouaré. Néanmoins ce qu'on appelait la Motte de Thouaré, château primordial de la seigneurie, relevait directement du duc de Bretagne et plus tard du roi de France. Il en était de même du fief de Thouaré en la paroisse de Saint-Jehan de Concelles.

Le reste de la châtellesnie, c'est-à-dire « tous les domaines, fiefs, rentes et devoirs appartenant au seigneur de Thouaré, tant en ladite paroisse de Thouaré qu'en celles de Doulon et de Sainte Luce » était tenu prochement de l'évêque de Nantes « à debyoir de foy, hommage et rachapt⁵ ».

Le seigneur de Thouaré avait droit de haute justice, mais ayant vers 1464 fait élever ses fourches patibulaires à Thouaré

Archives de la Loire Inférieure, B. 400.

² *Archives communales de Nantes*, G. G., 34 et 35.

³ *Archives de la Loire Inférieure*, B. 191.

⁴ *Ibidem*, Q.

⁵ *Ibidem*, B. Nantes, n^o vol. 95.

même et par suite dans le fief des régaires, l'évêque de Nantes les fit renverser¹.

Au même sire de Thouaré appartenaient un droit de pêcherie et un emplacement de moulin au bord de la Loire à Thouaré — un droit de coutumes sur tous les marchands passant en Loire devant l'île de Redefail en Saint-Julien de Concelles — et un droit de quintaine à Thouaré².

Depuis une cinquantaine d'années l'église et le bourg de Thouaré ont été déplacés ; ils se trouvent actuellement à un kilomètre du château.

A l'origine se trouvait au bord de la Loire une petite agglomération formée par l'église, le château et le presbytère ; c'était là le vieux Thouaré ; il n'y subsiste plus que le château. A côté de celui-ci se dresse encore l'antique assiette de la primitive demeure des seigneurs du lieu, la Motte de Thouaré avec ses douves creusées dans le roc vif et que remplissaient jadis les eaux de la Loire. Dès 1478 la tour, surmontant cette motte et dont les ruines apparaissent encore, n'avait plus d'importance : elle était alors occupée par un cellier surmonté d'une chambre. Quant au château lui-même, construction remarquable des XV^e et XVI^e siècles, c'est une belle habitation, où Charles de Bretagne recut, le 11 octobre 1565, le roi Charles IX se rendant à Nantes.

Le domaine proche de la seigneurie de Thouaré comprenait par ailleurs : la cour du château avec ses « colombier, jardins, douves et pont-levis », — des bois, des vignes, et quarante journaux de prairies, — l'auditoire seigneurial — les étangs des Landes, de la Herrière, de Lavau ou du Bourg, du Jouneau et du Terrier, avec leurs moulins, — la métairie de Thouaré, — enfin une portion des anciennes dîmes de la paroisse³.

Il est convenable, croyons-nous, de dire, en terminant cette

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, B, Nantes, 6^e vol. 96

² *Ibidem*, B, 610, G, 24.

³ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B et Q

notice, quelques mots d'une autre seigneurie qui fut pendant plusieurs siècles unie de fait, sinon féodalement, à la châtellenie de Thouaré : nous voulons parler de la Tour de Thouaré.

Nous pensons que c'est cette dernière seigneurie — et non pas la Motte de Thouaré — dont le duc Jean IV fit cadeau, d'après du Paz, à son capitaine de Nantes, Gilles d'Elbiest¹.

Les successeurs de ce seigneur, Jean I^{er} d'Elbiest, son fils, en 1429, François d'Elbiest en 1495 et Marguerite d'Elbiest en 1511 possédèrent la seigneurie de la Tour de Thouaré, dont ils rendirent aveu aux ducs de Bretagne, puis aux rois de France. Mais la dame de Saint-Amadour, tout en laissant à son fils Claude la Motte de Thouaré, en sépara la Tour de Thouaré qu'elle donna en dot à sa fille Gillette. Dès 1530, en effet, nous trouvons celle-ci, Gillette de Saint-Amadour, femme de Louis d'Orsonvilliers, en possession de la Tour de Thouaré : François d'Orsonvilliers, leur fils, en fit hommage au roi en 1556.

Cette seigneurie passa successivement ensuite aux mains de Jean Gazet et Jeanne Morin, seigneur et dame de la Briandière, en 1567 — Jean Gazet, conseiller au Parlement de Bretagne, en 1638 — Jeanne Gazet, femme de Michel d'Espinoze, seigneur de Porteric, en 1640 — Michel d'Espinoze, leur fils, baron de Porteric, en 1681 — enfin Charles marquis d'Espinoze qui vendit en 1786 la terre et les fiefs de la Tour de Thouaré à Félix Locquet de Grandville, fils du dernier marquis de Fougeray².

La seigneurie de la Tour de Thouaré avait son chef-lieu en Port-Saint-Père³ et s'étendait en cette paroisse et en celles de Saint-Léger et de Bouaye ; elle relevait du domaine ducal de Nantes. Elle jouissait d'une haute justice exercée au bourg de Port-Saint-Père — d'un droit de four banal au même bourg

¹ Du Paz, *Hist. général. de tous les seigneurs de Brant.* 364.

² *Archiv. de la Loire-Inférieure.* Is. 1654 et B, 118.

³ Commune du canton du Plessis, arrondissement de Pornic (Loire).

— des coutumes du passage de Port-Saint-Père — et d'un droit de pêche dans le lac de Grandlieu.

Son domaine se composait du manoir de la Tour avec ses deux cours closes de murs, son colombier et ses vignes, ses bois et ses marais — d'un moulin à vent — des métairies de Lozanne, la Noë-Raoul ou la Maugendrie, la Durantière en Port-Saint-Père et le Châtellier en Saint-Léger¹.

Au XVII^e siècle la seigneurie de la Tour de Thouaré devint plus importante parce qu'on y adjoignit la terre et la haute justice de Bouvet ainsi que la terre et la moyenne justice de Beaulieu, le tout en Port-Saint-Père.

LA TOUCHE-CORNULIER (CHATELLENIE)

Entre la ville et le bourg de Nozay² se trouve une belle propriété appelée la Touche : possédée pendant les trois derniers siècles par la famille de Cornulier, qui la fit ériger en châtellenie, elle en prit le nom de la Touche-Cornulier.

Cette terre appartenait au XV^e siècle à la famille Sorin : en 1427 Jean Sorin était en même temps seigneur de Trenoust en Jans et de la Touche en Nozay. Ce devait être l'époux de Jeanne du Moulin, dame de la Touche en 1437, qui fit à cette époque la fondation de la chapellenie Saint-Michel dans l'église paroissiale de Nozay.

En 1444 Pierre Sorin possédait la Touche et en 1498 Jean Sorin vendit cette terre à Bernard de Froisy ; mais en 1504 les héritiers de ce dernier seigneur revendirent la Touche à Jean Trégouët.

Catherine de Veant, vraisemblablement veuve de Jean Trégouët, rendit aveu en 1525 au sire de Nozay pour sa seigneurie

¹ *Inventaires de la Tour de Thouaré en 1511 et 1681*.

² Chef-lieu de canton, arrondissement de Châteaubriant.

³ *Lainé, Généalogie de la maison de Cornulier*, 100. — De Cornulier, *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 7.

de la Touche que vendirent à leur tour, en 1534, Bernard Tré-
gouët et Jean de Veant.

Les acquéreurs de la Touche furent cette fois Pierre Perrault et Perrine Vivien sa femme. Ce Perrault ou Piraud était secrétaire intime de Jean de Laval, baron de Châteaubriant, qui lui donna la terre de Taillecol en Rougé¹ : il mourut sans postérité avant sa femme et Perrine Vivien convola en secondes noces avec Toussaint de Comaille, seigneur de Saint-Melaine en Maroué. Une fille issue de ce second mariage, Claude de Comaille, épousa à Nantes, par contrat du 6 juin 1563, Pierre de Cornulier et lui apporta la terre seigneuriale de la Touche.

Pierre de Cornulier, seigneur de la Touche, mourut à Nantes, le 27 mars 1588 et fut inhumé le 30 dans l'église Sainte-Radegonde de cette ville : sa veuve Claude de Comaille l'y rejoignit le 27 avril 1601².

Claude I^{er} de Cornulier, fils des précédents, trésorier de France et général des finances en Bretagne, hérita de la seigneurie de la Touche. Né en 1568, il épousa à Rennes, par contrat du 6 décembre 1604, Judith Fleuriot, dame de l'Etang : l'un et l'autre moururent en 1645 et furent inhumés dans l'enfeu qu'ils avaient obtenu en la chapelle Saint-Clair de la cathédrale de Nantes. De leur quatorze enfants l'aîné, Pierre de Cornulier, devint seigneur de la Touche qui lui fut donnée dès 1644. Reçu l'année précédente président à mortier au Parlement de Bretagne, ce seigneur épousa à Rennes, par contrat du 17 juin 1632, Marie des Houmeaux : il décéda à son manoir de la Haye en Sainte-Luce, le 13 décembre 1656 : sa veuve lui survécut jusqu'en 1680 et fut inhumée près de lui dans la cathédrale de Nantes.

Claude II de Cornulier, marquis de Châteaufromont et fils des précédents, naquit en 1633 au château de la Touche dont

¹ *Généalogie de la maison de Cornulier* imprimée en 1881, p. 21.

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*.

il devint plus tard possesseur ; président à mortier au Parlement de Bretagne dès 1657 et conseiller d'État en 1662, il mourut à son château de Vair en Anetz, le 29 juin 1700, et fut inhumé dans son enfeu de la cathédrale de Nantes. Il avait épousé : 1^o en 1658 Marie Guyet de la Sourdière, décédée en 1660 ; 2^e en 1663 Renée Hay des Nétumières qui ne mourut qu'en 1718¹.

Toussaint de Cornulier, marquis de Châteaufromont et seigneur de la Touche, naquit à la Touche en 1660 de la première union de Claude II. Il se maria trois fois et eut de sa première femme Françoise Denyau, une fille née à Rennes en 1682 et nommée Elisabeth par la duchesse de Chaulnes. Cette Elisabeth de Cornulier épousa en 1702 Jean-Paul Hay, baron des Nétumières, et reçut en dot la terre seigneuriale de la Touche qu'elle vendit en 1718, pour 89,000 l. à Joachim Darquistade et Françoise Souchay sa femme. Mais François de Montmorency, seigneur de la Rivière d'Abbaretz, qui avait épousé Emilie de Cornulier, demi-sœur d'Elisabeth, obtint des sires de Nozay et de la Roche-en-Nort, seigneurs supérieurs de la Touche, qu'ils retirassent féodalement cette terre et lui en fissent cession ; ce qui eut lieu le 13 août 1718².

François de Montmorency, devenu ainsi seigneur de la Touche, vint habiter ce château où il perdit sa femme le 25 novembre 1721 ; elle fut inhumée dans l'enfeu de la Touche en l'église de Nozay ; lui-même mourut à la Touche en 1748.

Ils ne laissaient qu'une fille Marie-Anne de Montmorency, mariée en 1733 à Louis Le Sénéchal, marquis de Carcado. Cette dame hérita de la seigneurie de la Touche, mais elle la vendit en 1766 à Françoise Bouteiller, dame de la Berrière, veuve de François Berthrand, sieur de Cœuvres. Toussaint de Cornulier, marquis de Châteaufromont, au nom de Jean-Toussaint de Cornulier, son second fils, s'en fit aussitôt ad-

¹ *Généalogie de la maison de Cornulier*, imprimée en 1889.

² *Ibidem*, 401. — 2^e suppl. à la *Généalogie de la maison de Cornulier*, imprimée en 1847.

juger le retrait lignager par sentence des régaires de Nantes en 1767.

Mais Jean-Toussaint de Cornulier, chevalier de Malte, refusant de payer les frais de ce retrait, son père abandonna la Touche à ses autres fils : l'aîné, Toussaint-Charles marquis de Cornulier, vint y habiter de 1767 à 1770 avec sa femme Marie Hay des Nétumières ; puis la Touche échet au troisième fils, Joseph de Cornulier, marié à Louise de Kervenozael et mort sans postérité en 1776. Deux ans plus tard, Toussaint de Cornulier, marquis de Châteaufromont, père des précédents, mourut à son tour, le 9 avril 1778, laissant veuve Marie-Angélique de Cornulier, sa cousine, qu'il avait épousée en 1735 et qui lui survécut jusqu'en 1793. Cette dame, ayant perdu en 1779 son fils aîné Toussaint-Charles de Cornulier, donna l'année suivante la seigneurie de la Touche à l'une de ses petites-filles, Anne-Marie de Lanloup, fille de Joseph comte de Lanloup et de Marie-Anne de Cornulier décédée en 1775.

Anne-Marie de Lanloup épousa en 1789 Jean-Maurice comte de Bellingant, fut la dernière propriétaire de la châtellenie de la Touche et mourut en 1817.

Par lettres patentes données à Paris le 9 février 1611 par Louis XIII, en faveur de Claude de Cornulier, et enregistrées au Parlement de Bretagne, le 11 octobre de la même année, la seigneurie de la Touche fut érigée en châtellenie. Le roi unit pour cela plusieurs terres seigneuriales situées dans la paroisse de Nozay : la Touche que nous connaissons — Toulan, vendue en 1593 par Jean du Fresche à Claude de Comaille, dame de la Touche — la Rivière-en-Nozay, vendue en 1535 par Olivier Morel à Pierre Perrault, seigneur de la Touche — la Croix-Merhan achetée par ce dernier, également en 1535, des enfants de Jamet d'Elven — Rozabonnet vendue en 1595 par Rolland Challot, seigneur de la Roche, à Claude de Comaille — et enfin Procé acquisé en 1604. Tous

¹ *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 270.

ces fiefs et terres furent unis en une seule châteltenie sous le nom de la Touche.¹

Le prince de Condé, seigneur de Nozay, dont relevait principalement la Touche, reconnut à cette terre son érection en châteltenie ; mais il fut convenu entre lui et le nouveau châtelain que la Touche, Toulan et la Rivière jouiraient seules de la haute justice, que Rozabonnet n'aurait qu'une moyenne justice et Procé seulement une basse justice².

Toutefois à ces seigneuries constituant la châteltenie de la Touche-Cornulier, les seigneurs du lieu joignirent plusieurs autres terres formant un ensemble féodal considérable. Ce furent : Beaujonnet en Nozay, vendue en 1535 par Yvonne Simon à Pierre Perrault - le Boisguillaume en Nozay, acheté par le même vers 1537 — la Bourdinière en Puceul et Vay, vendue en 1580 par Gilles Grimaud à Pierre de Cornulier — la Cloustaye en Nozay, vendue en 1593 par Jacques Prioul à Claude de Comaille — la Haye-Poil-de-grue en Nozay, vendue en 1539 par Renée Chomart, femme de François Dollo, à Pierre Perrault — la Héronnière en Nozay, vendue en 1628 par Jean de Francheville à Claude de Cornulier — la Motte-Grimaud en Puceul, Nozay, Saffré et Vay, vendue en 1580 par Gilles Grimaud à Pierre de Cornulier — la Naulhière en Nozay, vendue en 1664 par Jean Garel à Pierre de Cornulier — enfin les Grande et Petite Villates en Nozay, vendues en 1628 par Jean de Francheville à Claude de Cornulier³.

Le sire de Nozay octroya en 1605 à Claude de Cornulier, seigneur de la Touche, l'autorisation d'avoir un banc prohibitif dans le chœur de l'église paroissiale de Nozay, du côté de l'épître et près de la chapelle Sainte-Anne. Cette concession, confirmée en 1630, fut faite au seigneur de la Touche à

¹ *Archives du Parlement de Bret.* 13 reg. des Edits, 308. — Lainé, *Généalogie de la maison de Cornulier*, 100.

² 2^e suppl. à la *Généalogie de la maison de Cornulier*, imprimée en 1847, p. 29.

³ *Etat des terres nobles du comté nantais*.

la charge de tenir ce banc de la châtellenie de Nozay à devoir de foi, hommage et rachat fixé à un écu d'or¹.

Sous ce banc fut creusé un enfeu à l'usage des seigneurs de la Touche-Cornulier. Par ailleurs, ceux-ci présentaient en cette église de Nozay la chapellenie de Saint-Michel fondée en 1537. Ils avaient, en outre, à leur manoir même de la Touche, une autre chapelle également fondée de messes.

L'ancien château de la Touche-Cornulier n'existe plus. Le 17 février 1790 il fut envahi par une troupe de soi-disant patriotes qui le mirent à sac et faillirent l'incendier sous prétexte d'y détruire les titres féodaux². Il est actuellement remplacé par une habitation moderne, propriété de la famille du Bois de Maquillé. Le parc entourant cette maison est fort beau et on y pénètre par un intéressant portail du XVII^e siècle surmonté d'écussons aux armes de Cornulier : *d'azur au rencontre de cerf d'or, surmonté d'une moucheture d'hermine d'argent entre les bois*. Les mêmes armoiries, soutenues par deux guivres ou serpents, se retrouvaient naguères sculptées sur le moulin de Toulau, édifice du XVI^e siècle, tout en granit taillé et orné de moulures du genre de la Renaissance.

LA TOUCHE-LIMOUZINIÈRE (CHÂTELLENIE).

La noble famille de la Touche-Limouzinière, portant pour armes : *d'or à trois tourteaux de gueules*, remonte à Robin I^{er} de la Touche qui épousa vers 1312, selon Potier de Courcy, Isabeau de l'Etang. Dès cette époque, cette famille possédait le manoir de la Touche en la paroisse de la Limouzinière³.

Robin I^{er} de la Touche fut le père de Robin II de la Touche, seigneur de la Touche-Limouzinière, et de Guillot de la Touche

¹ *Genealogie de la maison de Cornulier*, imprimée en 1889, p. 15.

² *Ibidem* 1.9.

³ *Nobiliaire de Bretagne*.

⁴ Commune du canton de Saint-Philbert de Grandfou, arrondissement de Nantes.

auteur d'une branche cadette qui fit en 1668 ses preuves de noblesse et qui subsiste encore.

Robin de la Touche figure dans des actes de 1367 et 1372. Il eut pour successeurs à la Touche-Limouzinière, Jean I^{er} de la Touche, qui fit accord, le 28 octobre 1409, avec sa suzeraine la dame de la Benaste¹, — et plus tard Robin III de la Touche-Marié, par contrat du 17 juin 1430, à Anne de Goulaine².

De cette union naquit Jean II de la Touche, seigneur de la Touche-Limouzinière, époux de Jeanne de Rohan, laquelle fut partagée en 1479 par son frère Olivier de Rohan, seigneur du Gué de l'Isle³.

Furent ensuite possesseurs de la Touche-Limouzinière, l'un après l'autre, Jean III de la Touche dont on ignore l'alliance, — et François de la Touche, son fils, qui épousa Jeanne de Panhort⁴.

Renaud de la Touche, seigneur de la Touche-Limouzinière, fils des précédents, s'unit, par contrat du 22 novembre 1522, à Marquise de Goulaine. Il fit en 1556 ériger en châtellenie sa seigneurie de la Touche. Mais il ne laissa qu'une fille, Claudine de la Touche, mariée à Claude de Saint-Amadour, seigneur de Thouaré ; cette dame rendit aveu en 1566 au sire de la Benaste pour sa châtellenie de la Touche-Limouzinière⁵.

Philippette de Saint-Amadour, issue de ce mariage, hérita de la Touche-Limouzinière. Elle épousa 1^o Jean de Rieux, sire d'Assérac ; 2^o Charles de Bretagne, comte de Vertus et baron d'Avangour. Ce dernier rendit aveu, en 1598, au nom de sa femme, pour la châtellenie de la Touche-Limouzinière⁶.

Claude I^{er} de Bretagne, baron d'Avangour, fils des précédents, devint après eux seigneur de la Touche-Limouzinière ; il mourut en 1637, laissant veuve Catherine Fouquet de la Va-

¹ Archives de la Loire-Inférieure, E, 489.

² Généalogie Ms. de la maison de Goulaine. Bibliothèque de Nantes.

³ Ibidem.

⁴ Généalogie ms. de la maison de Goulaine.

⁵ Archives de la Loire-Inférieure, E, 489.

⁶ Ibidem, E, 519.

rane qui en 1651 rendit aveu pour la Touche-Limouzinière¹.

Leurs fils Louis et Claude possédèrent successivement cette seigneurie : Louis de Bretagne, baron d'Avaugour, mourut dès 1669, sans enfants de ses deux unions avec Françoise de Lude et Françoise de Balzac — et Claude II de Bretagne, comte de Goëlle, époux de Judith Le Lièvre de la Grange, décéda le 7 mars 1699.

Armand de Bretagne, baron d'Avaugour et comte de Vertus, fils de ces derniers, devint alors seigneur de la Touche-Limouzinière qu'il possédait en 1710. Il paraît qu'il vendit cette terre vers 1713 au seigneur de la Roche-Saint-André demeurant au manoir de la Noë en la Limouzinière, car la duchesse de Retz s'opposa alors à ce que le comte de Goulaine formât une demande de retrait lignager pour posséder la Touche-Limouzinière².

Toutefois la famille de Rohan ne tarda guères, croyons-nous, à entrer elle-même — peut-être par un retrait semblable — en possession de la Touche-Limouzinière qui se trouvait en 1766 entre les mains de Charles de Rohan, prince de Soubise et petit-fils de Marie de Bretagne.

Ce grand seigneur mourut à Paris le 4 juillet 1787, ne laissant qu'une fille mariée à son cousin Henri-Louis de Rohan, prince de Guéméné; ceux-ci furent les derniers seigneurs de la Touche-Limouzinière.

A l'origine la seigneurie de la Touche-Limouzinière n'était qu'une simple moyenne justice relevant de la châtellenie de la Benasté. En 1556, par lettres patentes datées du mois de mars, le roi Henri II, voulant récompenser Renaud de la Touche des bons services qu'il lui avait rendus, érigea en châtellenie sa seigneurie de la Touche-Limouzinière. Dans ces lettres le roi autorisait Renaud de la Touche à « édifier chasteau décoré de douves, pont-levis, créneaux et mâchicoulis ».

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, B, suppl.

² *Ibidem*, E, 149.

³ *Archives d'Ille-et-Vilaine*, C, 147.

coulis » — à élever des fourches patibulaires à quatre piliers — et à tenir au bourg de la Limouzinière un marché tous les mardis et quatre foires par an, le 1^{er} jour de mai, le jeudi après la Pentecôte et aux fêtes de saint Laurent et de saint Léonard. Ces lettres royales furent enregistrées en 1557, tant au Parlement de Bretagne qu'à la Chambre des comptes de Nantes. Le duc de Retz n'y mit point d'opposition parce qu'il fut convenu que la Touche-Limouzinière continuerait de relever de sa châtellenie de la Benaste¹.

La châtellenie de la Touche-Limousinière avait une haute justice exercée au bourg de la Limouzinière. Ses fiefs s'étendaient en sept paroisses : la Limouzinière, Saint-Jean de Corcoué, Saint-Etienne de Corcoué, Légé, Grand'Lande, Saint-Philbert de Grandlieu et la Benaste.

Les vassaux de la Touche devaient, entre autres choses, quantité de « biens » ou corvées tant de bœufs que de charrettes, et plusieurs chapons la veille de Noël, en la ville de la Benaste « sous le grand ormeau devant l'église dudit lieu. » Mais un devoir féodal plus intéressant était une joyeuse plantation de mai, accompagnée de plaisantes chansons, la veille de la fête de la Saint-Jean. Voici comment se devait faire à la Limousinière cette réjouissance populaire :

« Est deub un estendart ou mai planté au tenement de Nozerolles par les teneurs dudit lieu, au carrefour dudit lieu, la vigile de la feste de Monsieur Saint-Jean-Baptiste, où chacun des teneurs des tenements de Nozerolles, la Goderie, la Bitaudière, la Villate et la Mobilière doitvent une chanson de rente ledit jour ; et en cas de deffault de planter ledit mai et dire ladite chanson, peut le seigneur de la Touche lever sur chacun des défaillants 7 sols, 6 deniers monnoye d'amenue ou 60 boisseaux d'avoisne². »

Le domaine de la Touche-Limousinière était assez consi-

¹ *Archives du Parl. de Bret.* 3^e reg. des édits, 21. — *Archives de la Loire Inférieure*, B, 54 et E, 519.

² *Déclarations de la Touche-Limousinière en 1566 et 1661.*

dérable, à cause de ses métairies, voici en quoi il consistait en 1651 :

« Le lieu, domaine, chasteau et manoir de la Touche, sis en la paroisse de Nostre-Dame de la Limouzinière, maisons, cours, jardins, colombier, le tout clos de murailles, contenant environ dix charruées de terre et joignant la rivière de la Logue, plus ses bois anciens, prairies, garennes, etc ... Pour lesquelles choses est deub au seigneur de la Benaste, a la Saint-Jean-Décollé, une pipe de vin et 9 sols de rente » — les bois du Roquet — l'étang de Chantemerle — un moulin sur la rivière de la Logue — des vignes et dîmes en la Limouzinière et Corcoué — enfin les métairies de la Touche, Lozinière, le Bois-Bonin, la Petite-Paraye, Chantemerle, Lescomardière, la Touche-Mouët, Laubrière et la Chrestinière¹.

Il paraît qu'aujourd'hui le vieux château de la Touche-Limouzinière est en grande partie ruiné; cependant on y retrouve encore une intéressante construction du Moyen âge « avec portique, arcades ogivales, tourelle et fenêtres à meneaux croisés². »

TOUFFOU (CHATELLENIE).

De toute antiquité féodale, les comtes de Nantes posséderent non loin de leur ville, dans la paroisse du Bignon³, une forêt appelée Touffou où ils aimaient à venir chasser. Ils y construisirent une forteresse qui servit de prison d'Etat maintes fois aux ducs de Bretagne, leurs successeurs à Nantes. C'est dans ce château de Touffou que Pierre Mauclerc fit enfermer en 1223 Amaury de Craun et Jean de Montfort faits prisonniers à la bataille de Châteaubriant. Là fut aussi incarcéré en 1446 l'infortuné prince Gilles de Bretagne.

¹ *Déclaration de la Touche, Limouzinière en 1651.*

² Orioux, *Hist. et géographie de la Loire-Inférieure*, II, 416.

³ Commune du canton d'Aigrefeuille, arrondiss. de Nantes.

Le château de Touffou était le chef-lieu de la seigneurie du même nom qui fut souvent donnée en viager par les ducs de Bretagne : ce fut ainsi le douaire en 1399 de la duchesse Jeanne de Navarre, veuve de Jean IV, et en 1458 de Catherine de Luxembourg veuve du duc Arthur III. Anne de Bretagne donna à son tour la châtelainie de Touffou, en 1490, à Odet d'Aydie, comte de Comminges, puis en 1498 à Jean de Châlons, prince d'Orange¹.

Au siècle suivant, Touffou devint la propriété des barons d'Avaugour, bâtards de Bretagne, et François de Bretagne, comte de Vertus et baron d'Avaugour, possédait cette seigneurie en 1534. On voit aussi par un mandement du roi François I^{er}, daté de 1545, que la seigneurie et la forêt de Touffou appartenaient alors à la dame d'Avaugour².

Quelques années plus tard, en 1564, le roi Charles IX, rentré en possession de Touffou, unit et incorpora la juridiction seigneuriale de ce nom au siège présidial de Nantes.

Les ducs de Bretagne entretenaient soigneusement aux XIV^e et XV^e siècles une bonne garnison dans leur château de Touffou ; nous voyons y figurer comme capitaines Jean de Ponthay (1402), Raoul Eder (1421), Georges Lespervier et Guillaume Ballan³.

Les Etats de Bretagne assemblés à Nantes en 1614 demandèrent au roi la démolition du château de Touffou, ce qui leur fut accordé. On envoya aussitôt des ouvriers pour exécuter cette décision⁴.

Une fois le château détruit, une partie du domaine de Touffou fut aliénée : l'emplacement de la forteresse, une moitié de l'étang, la borderie ou retenue et deux métairies appelées Gastines et l'Hommeau furent afféagés en 1637 à Claude Gouyon, seigneur de la Houdinière, moyennant une rente de

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 42. — D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, III, 843.

² *Archives de la Loire-Inférieure*, B, 571.

³ *Leventaire des titres du château de Nantes*.

⁴ *Ogée Dict. de Bret.* nouv. édit., I, 469.

300 l. et à la charge de rebâter de suite la chapelle du château et d'y faire célébrer chaque semaine une messe pour la prospérité de la famille royale. Mais Claude Gouyon ne tarda pas à céder sa propriété à Guillaume Landaz, seigneur des Bouteilles, en la paroisse de Bignon, qui, le 12 février 1643, fit hommage au roi pour cette partie du domaine de Touffou.

Les successeurs de ce dernier dans la terre des Bouteilles — dont le manoir fut brûlé en 1793 — René Guillocheau en 1680, Toussaint Barre en 1746 et François Berthrand de Cœuvres en 1774, continuèrent de jouir de cette partie de Touffou.

Une autre portion du domaine de Touffou — comprenant quelques dépendances du château, l'autre moitié de l'étang et les trois métairies de Chezleroy, la Cour Neuve et le Chalonge — fut donnée ou vendue à Jean Mercier, receveur des domaines de Nantes, qui en rendit hommage au roi le 12 février 1643, en même temps que son voisin, le seigneur des Bouteilles. Mais cette partie de Touffou changea bientôt aussi de maître, car en 1668 elle était devenue la propriété de l'abbaye de Villeneuve fondée dans la paroisse du Bignon par la duchesse Constance. Le 11 mai 1668, en effet, frère Nicolas Paget, dernier abbé régulier de ce monastère, fit hommage au roi pour cette portion du domaine de Touffou.

Quant à la forêt de Touffou elle fit partie jusqu'en 1789 du domaine royal.

Châtellenie d'ancienneté, la seigneurie de Touffou comprenait la paroisse entière du Bignon et s'étendait dans quatre ou cinq paroisses voisines. Nous venons de voir qu'elle jouissait d'un important domaine proche : outre le château, son étang et ses moulins, une demi-douzaine de métairies et une vaste forêt le constituaient. Sa haute justice s'exerçait, en outre, dans plusieurs fiefs que conserva le roi après la ruine des ruines du château et des métairies.

* *Archives de La Loire-Inférieure*, B. 77 et 1066.

* *Ibidem* B. 1069.

La forêt « de Touffou — écrivait Ogée vers 1778 — contient environ cinq cent trente arpents de terrain, planté en taillis de peu de valeur ; elle était en l'an 1200 d'une étendue considérable, puisque l'abbaye de Villeneuve fut bâtie au milieu de cette forêt, dont elle aujourd'hui éloignée de deux tiers de lieue. En 1460 elle renfermait encore deux mille trois cent dix-huit journaux de terrain¹. »

Actuellement les bois de Touffou ont encore moins d'importance qu'en 1778. Du vieux château ducal les ruines insignifiantes apparaissent au bord de la grande route de Nantes à la Rochelle : si l'on en croit Ogée, « la majeure partie des pierres qui composaient la forteresse a été employée à paver ce chemin². »

UST (CHATELLENIE).

« Au bord du littoral de l'ancien comté nantais, dans cette presqu'île guérandaise, jadis si féconde en vaillants chevaliers, s'élevait au XIV^e siècle, en la paroisse de Saint-André-des-Eaux³, le vieux château d'Ust, berceau de l'ancienne famille chevaleresque de ce nom⁴. »

Cette famille remontait à Olivier d'Ust vivant en 1336 ; vint ensuite Jean I^{er} d'Ust qui rendit aveu au duc de Bretagne vers 1380 et scella en 1392 un acte de son sceau portant : *de sable fretté d'argent de six pièces*. Ce Jean d'Ust, seigneur dudit lieu, fut chambellan du duc Jean V et mourut vers 1421. Son fils, Jean II d'Ust, lui succéda et épousa avant 1439 Marguerite Levesque, dame du Molant ; ils vivaient encore en 1455, mais en 1461 Jean II était mort, car son fils François d'Ust rendit aveu pour sa châtellenie d'Ust, le 18 avril de

¹ *Dict. de Bret.*, (nouv. éd.), I, 469.

² *Ibidem*.

³ Commune du canton de Guérande, arrondiss. de Saint-Nazaire.

⁴ De l'Estourbeillon. *La Noblesse de Bret.*, I, 441.

⁵ D. Morice, *Preuve de l'Hist. de Bret.*, II, Planches, n^o 39.

cette année-là ; quant à Marguerite Levesque, elle décéda le 20 janvier 1464¹.

François d'Ust, sire dudit lieu, mourut lui-même le 9 mai 1483, laissant ses seigneuries à son fils, Jean III d'Ust, seigneur d'Ust et du Molant. Celui-ci épousa Guyonne de la Bintinaye, fille du seigneur de la Grignonaye, et mourut en janvier 1518. Olivier d'Ust lui succéda, fit aveu en avril 1518 et contribua généreusement en 1530 à la construction de l'église des Dominicains à Guérande². Ce seigneur fut remplacé à Ust par Jean IV d'Ust, qui s'unit à Marguerite Lentant et décéda le 1^{er} mars 1558³.

Jean IV sire d'Ust ne laissait que deux filles Jeanne et Françoise. Nous trouvons l'ainée, Jeanne d'Ust, épouse : 1^o en 1559 de Jacques de Champaigné, seigneur de la Montagne, 2^o en 1574 de François Perrault, seigneur de la Fontaine, 3^o en 1601 de Jean de la Bourdonnaye, seigneur de Braz. De ses trois unions cette dame ne laissa point d'enfants, aussi adopta-t-elle pour son héritier présomptif son neveu Jacques du Boberil, fils de sa sœur Françoise d'Ust qui avait épousé en 1562 Vincent de Boberil, seigneur dudit lieu.

Jacques de Boberil succéda à sa tante en 1610 et fut tout à la fois seigneur du Boberil, d'Ust et du Molant ; il fit hommage, le 14 juin 1617, pour sa châtellenie d'Ust. De son union avec Marguerite de Coëtlogon il laissa, en mourant vers 1614, un fils, Jean de Boberil, qui rendit aveu pour la terre d'Ust en 1618.

Mais Jean de Boberil, marié dès 1609 à Helene du Bouexic, ne conserva pas Ust : par contrat du 7 août 1626, il vendit cette châtellenie à René de Kerpoisson, seigneur de Trevénezat, et à Louise de Goesbriant sa femme⁴. Ceux-ci eurent

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, Guérande, 38.

² *Ibidem*, B, 106.

³ *Ibidem*, B, Guérande, 38.

⁴ *Ibidem*, B, 1033.

⁵ *Ibidem*, C, 364.

un fils, autre René de Kerpoisson, qui fut à son tour seigneur d'Ust et laissa cette châellenie à sa fille Louise.

Louise de Kerpoisson épousa d'abord Pierre Bonnier, seigneur de Launay et gouverneur de Guérande, et lui apporta la seigneurie d'Ust pour laquelle ils firent aveu au roi le 3 mai 1679¹. Elle se trouvait en 1696 remariée à Maurice Avril, seigneur de la Chauvière et conseiller au Parlement de Bretagne, qui mourut le 28 octobre 1728.

De ce second mariage était né un fils nommé comme son père : Maurice Avril, seigneur de la Chauvière et d'Ust, rendit aveu le 28 octobre 1730 pour cette dernière seigneurie ; il décéda en janvier 1748, laissant veuve Marie-Josèphe du Chastel. Son fils Anne-Camille Avril hérita de la châellenie d'Ust, mais dut la vendre peu de temps après à Julie Le Pennec, veuve de Charles de Sesmaisons, seigneur dudit lieu.

M^m de Sesmaisons mourut dès le 28 décembre 1749 ; la châellenie d'Ust échut alors à son fils Claude-François, marquis de Sesmaisons, marié en 1743 à Marie-Gabrielle de la Fontaine-Sollart ; ce seigneur décéda en 1779.

Claude-François-Donatien, comte de Sesmaisons, fils des précédents, fut le dernier seigneur d'Ust ; il avait épousé en 1778 Renée de Goyon de Vaudurant et il mourut en 1804².

La seigneurie d'Ust est qualifiée châellenie dans les aveux rendus aux ducs de Bretagne au XV^e siècle et aux rois de France au XVI^e siècle ; mais dans sa déclaration en 1679 elle ne porte point cette qualification qui reparait de nouveau dans l'aveu de 1730. Elle relevait directement du domaine ducal de Guérande.

Ust jouissait d'une haute justice exercée au bourg de Saint-André-des-Eaux et s'étendant dans les trois paroisses de Saint-André, Saint-Nazaire et Guérande. Ses principaux fiefs étaient ceux d'Ust, de Saint-André et des Cleuz.

Parmi les droits féodaux appartenant au seigneur d'Ust

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, Guérande, 65.

² *Généalogie de la maison de Sesmaisons*. (Bibliothèque de Nantes)

notons celui de « philponage » consistant à « prendre une robe ou cinq sols des hommes et femmes mourant estagers en les proche et arrière fiefs de la juridiction ; » — le droit d'exiger de certains vassaux soit « une paire de gants blancs », soit un certain nombre de lamproies, etc.¹

Le sire d'Ust jouissait des prééminences, armoiries, bannière et enfeu dans l'église paroissiale de Saint-André-des-Eaux ; il avait également des « tombes et enfeu » dans la chapelle Notre-Dame au bourg de Saint-André et dans l'église conventuelle Saint-Yves appartenant aux dominicains de Guérande. Enfin il présentait les chapellenies de Saint-Vincent du Quisisio et de Saint-Jacques des Rivières, desservies dans la chapelle de son manoir d'Ust².

Les mouvances de la châtellenie d'Ust étaient assez nombreuses : les principales étaient les seigneuries de Kerpoisson, de Raulieu, de Trévecar, de Coëtas, Saint-Denaz, etc³.

Le domaine proche d'Ust renfermait plusieurs métairies qui lui donnaient de l'importance. C'était d'abord le manoir d'Ust avec sa chapelle, son colombier, ses jardins, étang, bois taillis et vignes, le tout contenant 120 journaux, — plusieurs bois taillis — des moulins à vent en Saint-André et en Saint-Nazaire — plusieurs salines à Sillé — les anciens manoirs de la Ville-Savary, de Trevenegat et de Kerfrézou — enfin les métairies nobles d'Ust, la Ville-Rouaud, Péhant, la Ville-Josse, le Bois de Marlan, Kerfrézou, Beauvran, Pontbihan, Keroland, Villeco, le Bilo, Tréhé et le Groschesne⁴.

VAY (CHATELLENIE)

La seigneurie de Vay dans la paroisse de ce nom⁵ appartenait au XIV^e siècle à une branche cadette de l'illustre fa-

¹ *Déclaration d'Ust en 1679*

² *Ibidem.*

³ *Ibidem, en 1730*

⁴ *Ibidem*

⁵ Vay, commune du canton de Noyal, arrondissement de Châteaubriant

mille d'Avaugour. C'était la branche de Kergrois, en Remungol, formée au siècle précédant par Juhaël d'Avaugour, frère cadet d'Alain d'Avaugour vicomte de Dinan¹. En 1400 Guillaume d'Avaugour rendit aveu au duc de Bretagne pour une portion de sa châtellenie de Vay. Ce seigneur mourut en 1426, ne laissant qu'une fille, Blanche d'Avaugour femme alors d'Olivier de Mauny et remariée en 1430 à Jean de Bellouan.

Cette dame rendit aveu pour sa seigneurie de Vay en 1426 et 1452². Nous ignorons quand elle mourut, mais son second mari, Jean de Bellouan, décéda le 19 août 1473.

Blanche d'Avaugour fit prendre à l'un de ses fils, Louis de Bellouan, le nom d'Avaugour qui conserva sa postérité. Celui-ci devint donc Louis d'Avaugour, hérita de la châtellenie de Vay, pour laquelle il rendit aveu en novembre 1473, et laissa veuve vers 1490 Françoise de Sainte-Flaine, qui rendit cette année-là aveu au nom de Louis son fils mineur³.

Ce Louis d'Avaugour, seigneur de Vay, épousa Jeanne du Cellier ; il fit hommage au roi en 1548 pour sa terre de Vay. Lui et sa femme étaient morts lorsque le 3 juillet 1556 leur fils aîné, René d'Avaugour, mari de Renée de Plouër, rendit aveu au roi pour sa châtellenie de Vay⁴.

Ces seigneurs de Vay possédaient en même temps la châtellenie de Saffré ; nous avons parlé d'eux et de leurs descendants en nous occupant de cette dernière seigneurie. Contentons-nous de rappeler brièvement leur filiation : A la mort de René d'Avaugour, décédé en 1583, Charles d'Avaugour lui succéda ; il mourut en 1613, puis vinrent successivement Samuel d'Avaugour mort en 1633 — Renée d'Avaugour, sa sœur, femme de Gabriel de Machecoul, seigneur de Vieille-vigne — Marguerite de Machecoul, épouse d'Henry de la Chapelle, sire de la Roche-Giffart et marquis de Fougeray (1673)

¹ Kerviler, *Bio-bibliog. breton*, I, 399.

² *Archiv. de la Loire Inférieure* B, V^e Vay.

³ *Ibidem*.

⁴ *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, fonds de Laillé.

— Anne-Claire de la Chapelle, femme de Claude de Damas, marquis de Thianges (1686).

Cette dernière dame mourut sans enfant vers 1693, léguant la seigneurie de Vay à son mari ; le marquis de Thianges se remaria, par contrat du 2 mars 1695¹, à Geneviève de Harlay mais en mourant le 4 janvier 1708 il donna la seigneurie de Vay à la marquise de Moussy, veuve de M. Le Boutellier de Senlis².

La marquise de Moussy légua à son tour la terre de Vay à Geneviève de Harlay, veuve du marquis de Thianges, qui vivait encore et fit hommage de cette seigneurie au roi en 1725. Celle-ci décéda au mois d'avril 1728, laissant la châtellenie de Vay à Antoine de Damas, marquis de Marsilly ; ce seigneur fournit au roi en 1731 le min^u de cette terre seigneuriale mais la vendit peu de temps après³.

Les acquéreurs furent Jacques de Berthou, seigneur de Kerverzio et conseiller au Parlement de Bretagne, et Renée de Crocelay, sa femme, qui reçurent en 1742 les aveux des tenanciers de Vay. Jacques de Berthou devint veuf en 1752 et mourut lui-même le 12 février 1755 ; la seigneurie de Vay échut alors à leur fils aîné, autre Jacques de Berthou, qui s'empressa, le 21 mai 1755, d'en rendre aveu au roi.

Jacques de Berthou, seigneur de Kerverzio et de Vay, conseiller au Parlement de Bretagne, avait épousé en 1744 Julie Champion de Cice ; il mourut à Rennes le 24 juin 1763 et sa veuve lui survécut jusqu'en 1775. Ils ne laissaient qu'une fille Julie-Renée de Berthou, mariée à Rennes, le 6 novembre 1764, à Charles-Sévère de la Bourdonnaye, marquis de Montluc⁴; ceux-ci émigrèrent l'un et l'autre et furent les derniers seigneurs et dame de Vay.

Jean de Bellouan reconnut en 1460 qu'il tenait sa seigneurie

¹ *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, fonds de Laillé.

² *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 1028.

³ *Ibidem* B. 1028 et V^e Vay.

⁴ *Ibidem*.

⁵ *Généalogie de la maison de Berthou*, 21.

de Vay « en juveignerie de la chastellenie de Nozay. » Mais comme certain fief de Vay relevait par ailleurs du domaine ducal de Nantes, les sires de Vay prirent bientôt l'habitude de rendre leurs aveux directement au duc de Bretagne, puis au roi de France. Néanmoins, en 1540 Louis d'Avaugour avoua encore posséder les terre et seigneurie de Vay « en juveignerie du sire de Nozay et à ligence du Comté de Nantes¹. »

Quant au titre de châteltenie que donnèrent à la seigneurie de Vay ses possesseurs aux XVI^e et XVII^e siècles, on ne sait trop sur quoi il était appuyé; toujours est-il qu'il fut condamné par sentence des commissaires de la réformation des Domaines, le 15 juin 1680. Ce qui n'empêcha pas les seigneurs de Vay de continuer à l'employer; d'ailleurs l'Intendant de Bretagne lui-même en faisait autant en 1750, écrivant que « la châteltenie de Vay s'exerce audit lieu et ressortit au Présidial de Nantes². »

La seigneurie de Vay s'étendait surtout dans la paroisse de ce nom et un peu aux environs. Nous avons retrouvé un sceau de sa haute juridiction : il présente les armoiries d'Avaugour de Kergrois : *d'argent au chef de gueules brisé d'une macle d'or* et pour légende : S. DES CONTRAZ DE LA COURT DE VAY³.

Les vassaux des fiefs de Vay étaient tenus de conduire les grains de leur seigneur soit à Redon, soit à Nort. Le sire de Vay levait les coutumes des marchandises passant à Vay et avait le droit de tenir deux foires en ce bourg, à la fête de saint Germain (31 juillet) et à celle de sainte Ursule (16 octobre); il jouissait même d'un droit de bouteillage pour la première de ces foires, laquelle lui avait été concédée par Henri II en 1556⁴.

Quelques petits seigneurs relevaient du sire de Vay; tels étaient ceux du Vauguérin, de Gran et du Vanguillaume,

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 1907.

² *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, C. 1819.

³ *Ibidem*, fonds de Laillé.

⁴ *Archives du château de Saffré*, 91.

ainsi que le sieur de la Hériaye qui devait chaque année à son suzerain « douze échaudés de farine de froment, de 6 deniers pièce¹. »

Le manoir de la Cineraye avec ses « galeries, cours, colombier, jardins et bois » était le chef-lieu de la seigneurie ; mais dans les derniers siècles il prit le nom, qu'il conserve encore, de château de Vay. Cette maison noble, avoisinant le bourg de Vay, jouissait en 1556 d'un pourpris contenant trois cents journaux de terre.

Dépendait aussi du domaine de la châtellenie de Vay, la métairie du Souchay comprenant « une motte de terre cernoyée de douves, appelée le chastel de Liscoët². » Cette motte féodale subsiste au Souchay.

Le domaine de Vay comprenait encore : les étangs de la Rollaye et de Belouzac avec leurs moulins — les moulins à vent de Beauregard et de Pézeril — les bois de la Brosse — les deux tiers des dîmes de Vay — les métairies de la Cineraye, de la Rouxellière, du Brossay, de la Gléraisie et de la Plateraye, etc³.

En 1658 Gabriel de Machecoul afferma sa seigneurie de Vay au prix de 4,160 l. d'argent, plus « quarante verges de toile moyenne rendues à Nantes⁴ ».

VIEILLEVIGNE (CHÂTELLENIE)

Située dans la paroisse de Vieillevigne⁵, la châtellenie de ce nom appartenait en 1359 à Jean Gastineau, époux de Marguerite de Brénezay. Ce seigneur laissa la terre et seigneurie de Vieillevigne à sa fille Jeanne Gastineau, femme de Miles de Machecoul et décédée le 8 août 1407⁶.

¹ *Déclaration de Vay en 1677.*

² *Ibidem, en 1677 et 1755.*

³ *Ibidem.*

⁴ *Archiv. d'Ille-et-Vilaine, fond de Laillé.*

⁵ Commune du canton d'Aigrefeuille, arrondissement de Nantes.

⁶ *Archives de la Loire-Inférieure. B. V^e Vieillevigne.*

Après avoir perdu sa femme Miles de Machecoul rendit aveu au duc de Bretagne, au nom de son fils encore mineur, pour la châtellenie de Vieillevigne. Ce fils était Girard de Machecoul qui épousa, d'après le P. du Paz, Marquise de Penhouët dont il eut, entre autres enfants, deux garçons, Jean et Louis, qui possédèrent successivement Vieillevigne.

Nous voyons, en effet, en 1425 Jean de Machecoul rendre aveu au duc de Bretagne pour ses seigneuries de Vieillevigne et de Grandlieu, et en 1444 Louis de Machecoul agir semblablement pour les mêmes seigneuries¹. Quoique Jean de Machecoul eut épousé Jeanne de Bazouge, il ne laissa point d'enfants et son frère Louis mourut aussi lui sans postérité. Leur succession échut donc à leur cousin, Tristan de la Lande, fils de Jean de la Lande et de Marguerite de Machecoul, laquelle était fille de Miles de Machecoul et de Jeanne Gastineau.

Tristan de la Lande fit aveu au duc en 1460 pour les seigneuries de Vieillevigne et de Grandlieu²; mais il décéda sans enfants, le 29 juin 1466, et laissa ses seigneuries à son frère François de la Lande, époux de Jeanne de Maléstroît, mort lui-même le 19 novembre 1503.

Jean de la Lande, fils des précédents, fit aveu au roi, le 1^{er} juillet 1504, pour ses terres de Vieillevigne et de Grandlieu³. La famille de Machecoul n'existant plus de son temps, il prit pour le faire revivre ce nom de Machecoul — sans avoir pour cela la châtellenie ainsi appelée — et sa postérité le conserva.

Jean de la Lande, dit Jean 1^{er} de Machecoul, épousa Françoise Chasteigner, dame de Bourgon et de la Berlaire, dont il eut un fils appelé comme lui Jean de Machecoul. Lui ou plutôt son fils, rendit hommage au roi en 1540 pour Vieillevigne et Grandlieu⁴.

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. V. Vieillevigne.

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*, B. 1098.

Ce fils, Jean II de Machecoul, était époux en 1559 de Marguerite Baud, mais il avait eu d'un premier mariage contracté avec Bonaventure d'Avaugour un garçon. Jean III de Machecoul, qui lui succéda, épousa Jeanne de Henleix et fit hommage au roi en 1580 pour Vieillevigne, Saint-Etienne de Mermorte, Touvois et Grandlieu.

De l'union de Jean III sortit René de Machecoul qui rendit hommage en 1600 pour les mêmes terres¹. Ce seigneur laissa veuve Louise de Talensac qui, en qualité de tutrice de Gabriel, leur fils mineur, fit un semblable hommage au roi le 18 juin 1608².

Gabriel d'Avaugour, seigneur de Vieillevigne, épousa vers 1630 sa cousine Renée d'Avaugour ; Tailemant des Réaux, nous a laissé le portrait de ces deux époux³. Ils eurent, entre autres enfants, deux filles, Marguerite mariée en 1656 à Henri de la Chapelle, sire de la Roche-Giffart et marquis de Fougerey — et Louise qui épousa Jacques de Crux, marquis de Corboyer, décapité en 1669.

Henri de la Chapelle et Marguerite de Machecoul, sa femme, firent hommage au roi en 1662 pour Vieillevigne, Touvois, Saint-Etienne de Mermorte et Grandlieu ; mais cette dame obtint une séparation de biens et rendit seule aveu en 1679. Après elle Vieillevigne passa à sa fille Anne-Claire de la Chapelle femme de Claude de Damas, marquis de Thianges ; cette dernière mourut en couches, le 7 juillet 1686, au château de Vieillevigne et son enfant ne lui survécut guère⁴.

L'héritage de la marquise de Thianges fut recueilli par sa tante Louise de Machecoul, veuve du marquis de Corboyer. Celle-ci ne tarda pas à se démettre de la châtellenie de Vieillevigne en faveur de son fils Gabriel-Antoine marquis de Crux, qui mourut en 1713 et fut inhumé le 27 septembre au chœur de l'église de Vieillevigne⁵.

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 3100.

² *Ibidem*.

³ *Historiettes*, VI, 38.

⁴ *Revue hist. de l'Ouest*, X (1881).

⁵ *Ibidem*, Documents, XIV, 15.

Le marquis de Crux laissait veuve Françoise de Saint-Martin : leur fils aîné, Armand-Gabriel marquis de Crux, époux en 1721 d'Angélique Turpin de Crissé, hérita de la chàtellenie de Vieillevigne pour laquelle il reçut plusieurs aveux en 1715 et 1716¹, mais il céda ou légua cette seigneurie qui appartenait en 1733 à sa fille ou à sa sœur Eléonore-Gabrielle de Crux, femme de Jean-Baptiste de Rochechouart, comte de Mortemart². Vint ensuite Augustin de Rochechouart, comte de Vihiers, seigneur de Vieillevigne en 1742 et décédé le 31 octobre 1755. L'héritier de ce dernier fut Jacques-Gabriel Le Clerc, marquis de Juigné, qui, en qualité de petit-fils de Louise-Henriette de Crux, fit hommage au roi le 9 août 1774, pour ses chàtellenies de Vieillevigne, Saint-Etienne de Mermorte, Touvois et Grandlieu³. Ce seigneur était en 1788 l'époux d'Antoinette Thiroux de Chaumeville : il émigra quand vint la Révolution et sa terre de Vieillevigne fut vendue nationalement.

Quoique ces terres ne semblent pas avoir été régulièrement unies les quatre seigneuries de Vieillevigne, Touvois, Saint-Etienne de Mermorte et Grandlieu sont demeurées en mêmes mains pendant les trois derniers siècles au moins ; nous consacrerons donc ici une courte notice à chacune d'elles.

1° *Châtellenie de Vieillevigne*.—La seigneurie de Vieillevigne, considérée comme chàtellenie d'ancienneté, relevant directement du duc de Bretagne, puis du roi de France, avait des fiefs dans huit paroisses : Villevigne, Saint-André-treize-Voies, la Benaste, Saint-Christophe, Legé, Saint-Etienne de Corcoué, Saint-Philbert de Bouaine et Montebert.

Le seigneur de Vieillevigne jouissait d'une haute justice, exercée au bourg de Vieillevigne, et du droit de tenir au même lieu un marché tous les lundis et six foires par an, aux fêtes de Saint-Sébastien, Saint-Marc, Saint-Nicolas de mai, Saint

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 539.

² *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 281.

³ *Ibidem*. — *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 102 et 103.

Jean-Baptiste, le lundi après la Miaoult et le jour Saint-André.

Parmi les mouvances de Vieillevigüe signalons les seigneuries de Laudonnière et de la Pillotière, la cure de Vieillevigüe, les prieurés de Saint-André-treize-Voies et de Saint-Jacques de Montaigu, etc².

Le manoir du Bois de Vieillevigüe, situé près du bourg de ce nom, était en 1466 la résidence des seigneurs du lieu. Mais François Chasteigner, ayant épousé au XVI^e siècle Jean I^{er} de Machecoul, lui apporta la maison seigneuriale de la Berlaire³ qui devint le chef-lieu de la châtellemie sous le nom de château de Vieillevigüe.

Ce château de la Berlaire ou de la Brelaye relevait en partie du roi, et en partie du sire de Roche-Servièrre. Il était en 1580 « enfermé de douves et d'eau et d'un estang au-dessous, fermant à pont-levis, avec droit de fuye : auquel chasteau y a chambres haultes, salles et cour entourée de murailles, jardins cernés de murs, prairies, bois fustaye cernant de toutes parts ledit chasteau sauf d'un costé et bois taillifs ».

Le domaine proche du seigneur de Vieillevigüe comprenant, en outre : « un logis au bourg de Vieillevigüe proche l'église et un four à ban au derrière de la dite maison » — une halle et un auditoire — un moulin à vent appelé Moulin de Monsieur proche Vieillevigüe — les métairies de la Goulière, les Tailhies, la Merlatière, les Cormiers et Bonnefontaine, etc⁴.

2^e *Châtellemie de Saint-Etienne de Mermorte*. — Cette seigneurie, comprenant la paroisse de Saint-Etienne de Mermorte⁵, fit pendant longtemps partie de la baronnie de Retz. Raoul sire de Rays possédait en 1238 le château de Saint-Etienne de Mermorte qui appartint à ses successeurs les

¹ *Déclaration de Vieillevigüe en 1679.*

² *Ibidem.*

³ Ce manoir appartenant en 1168 à Hubelin Chasteigner, en 1311 à Jean Chasteigner, en 1469 à Jacques Chasteigner en 1484 à François Chasteigner et en 1499 à Jean Chasteigner (*Dict. des terres nobles (du comté nantais)*, 66).

⁴ *Déclaration de Vieillevigüe en 1580 et 1679.*

⁵ *Ibidem.*

⁶ Commune du canton de Machecoul, arrond. de Nantes.

⁷ *Cartulaire des sires de Rays*, n^o 171.

barons de Retz jusqu'à ce que Gilles de Laval, dit de Rays, le vendit en 1434 d'abord au duc Jean V, puis à Geoffroy Le Ferron. Quoique Marie de Rays, femme de Prigent de Coëtivy, eut retiré Saint-Etienne en 1442, cette seigneurie demeura quelque temps encore à la famille Le Ferron, et Guillaume Le Ferron la possédait en 1467¹.

Mais au XVI^e siècle Saint-Etienne de Mermorte vint aux mains de la maison de la Lande dite de Machecoul ; elle appartenait en 1545 à Jean de Machecoul, seigneur de Vieillevigne, et elle demeura depuis lors jusqu'en 1789 unie à la châtellenie de Vieillevigne.

Le seigneur de Saint-Etienne jouissait d'une haute justice ; il levait une portion des dîmes de la paroisse et était fondateur de la chapelle Sainte-Anne dans l'église paroissiale de Saint-Etienne.

Le château de Saint-Etienne de Mermorte, voisin du bourg de ce nom, était une place forte où commandait, en qualité de capitaine, en 1436, Conan de Vielchasteau². Il subsistait encore en 1580 et dut être démoli à la suite des guerres de la Ligue, car, en 1679, ce n'était plus qu'une « vieille mesure avec douves, à présent gastée et ruisneuse, » entourée d'un étang. Son domaine comprenait aussi un pourpris, un moulin à eau, les deux moulins à vent de Retz et de Lorieire et des garennes « où y a faulses à connils³. »

Actuellement on voit encore à l'entrée du bourg de Saint-Etienne de Mermorte les ruines du château qu'a rendu célèbre son seigneur Gilles de Rays. Ces ruines consistent en débris de tours du XIII^e siècle, avec deux souterrains creusés dans le roc ; dans une belle situation, ces pans de murs dominant de très haut le ruisseau du Falléron⁴.

3^e *Châtellenie de Touvois*. — Cette antique seigneurie, en-

¹ *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 255.

² D. Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.* II, 1294.

³ *Déclarations de Saint-Etienne de Mermorte en 1580, 1679 et 1691*.

⁴ Orioux, *Hist. et géograph. de la Loire-Inférieure*, II, 126.

globant la paroisse de Touvois¹, paraît unie à la châtellenie de Saint-Etienne de Mermorte depuis l'an 1200. Cet état de choses persévéra jusqu'en 1789, de sorte que les deux noms ne sont jamais séparés dans les documents féodaux².

La haute justice de Touvois s'exerçait en un auditoire bâti au bourg de ce nom. En ce même bourg le seigneur du lieu avait aussi droit de tenir trois foires par an et d'y lever les coutumes et trépas, aux lendemains des fêtes de Saint-Nicolas, de la Trinité et de Saint-Vincent.

Le sire de Touvois était fondateur du monastère du Val de Morière, prieuré de femmes, membre de l'abbaye de Fontevrault ; il avait également sous sa mouvance toutes les petites seigneuries de la paroisse de Touvois.

Le domaine proche de la châtellenie de Touvois était assez beau : il comprenait à l'origine un château-fort disparu depuis bien des siècles mais dont il reste aujourd'hui une motte considérable lui servant jadis d'assiette et s'élevant encore au chevet de l'église paroissiale de Touvois. Faisaient, en outre, partie de ce domaine : un four banal, un auditoire, « prison et cachot au dessous » et des halles au bourg de Touvois — la forêt de Touvois contenant « mille charruées de terre » — le moulin à eau de la Cour de Touvois et le moulin à vent des Grands-Champs — le manoir de la Forestrie « avec douves, colombier, jardins et garennes » — les métairies des Grande et Petite Forestrie et des Grands-Champs — les landes des Bignons contenant 200 charruées de terre — enfin une portion des dîmes de la paroisse de Touvois³.

1^{re} Seigneurie de Grandlieu. — Dans la paroisse de Saint-Philibert de Grandlieu se trouvaient deux seigneuries d'une certaine importance. La première était celle de Saint-Philibert formant au XIII^e siècle une châtellenie distincte et appartenant aux sires de Rays, mais réunie bientôt après à leur châtellenie de Touvois⁴.

¹ Commune du canton de Lez, arrondissement de Nantes.

² *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 272.

³ *Déclarations de la paroisse de Touvois en 1589, 1639 et 1691*.

⁴ Chef-lieu de canton, arrondissements de Nantes.

tellenie de la Benaste, dont nous avons déjà parlé ; la seconde était celle de Grandlieu dont il nous reste à dire quelques mots.

La seigneurie de Grandlieu appartenait en 1359 à Jean Gastineau, seigneur de Vieillevigne. Depuis lors, jusqu'en 1789 elle a fait partie de la châtellenie de Vieillevigne.

Cette seigneurie de Grandlieu consistait surtout en la possession du lac de Grandlieu et en une haute justice exercée dans certains fiefs situés au bord de ce lac.

L'aveu de 1580 s'exprime ainsi :

« Le lac ou estang de Grandlieu a sept lieues de tour entre les paroisses de la Chevrolière, Saint-Philbert de Grandlieu, Saint-Lumine de Coutais, Port-Saint-Père, Saint-Léger, Bouaye, Saint-Aignan et le Pont-Saint-Martin.

« Appartient au seigneur de Grandlieu le droit de lief qui est que chacun jedy depuis la Chandeleur jusqu'à Pâques, il fait lever et jouit de tous les poissons qui sont pris es ancraux, baillées et autres texures que les habitants des marais de Saint-Lumine et Saint-Mars tendent ordinairement dans les dépendances dudit lac ; et lesdits pescheurs sont obligés de rendre leurs filets et ancraux, la veille de chacun desdits jeadys et de se trouver dès le matin près de l'estier de Saint-Lumine, ô leurs bateaux, pour prendre ledit seigneur ou son commis et l'aider à faire ledit lief. »

Le sire de Grandlieu possédait un petit manoir, ou métairie noble, appelé Grandlieu et bâti au bord du lac. A cause de cette maison il jouissait en 1466 de plusieurs droits d'usage dans la forêt de Touffou appartenant comme on l'a vu, au duc de Bretagne ; « A droit ledit seigneur de Grandlieu d'envoyer quand bon luy semble dans la forest de Touffou, entre le chemin de la chaussée de Touffou jusqu'au Pellerin, chercher les avettes abeilles es arbres et bois de ladite forest ; » le premier qui les trouve « doit mettre une motte de terre ou

autre marque et enseigne au pied de l'arbre » où il les a trouvées... « A droit aussy ledit seigneur de faire recueillir les coupeaulx des bois que le duc fait abattre en sa forest de Touffou pour les réparations de ses châteaux de Nantes et de Touffou... Enfin a encore droit d'usage, posson et pasnage ledit seigneur pour les bestes de sa mestairie de Grandlieu contiguë audit lac et pour le chauffage du four d'icelle mestairie¹. »

VRITZ (CHATELLENIE)

La paroisse de Vritz² donna son nom à une famille de chevaliers vivant au XII^e siècle. Le premier de ces seigneurs venu à notre connaissance fut Girard de Vritz qui vers 1133 remit son couteau à Brice, évêque de Nantes, quand ce prélat investit solennellement de l'église de Vritz Robert, abbé de Toussaint d'Angers³.

Plus tard Olivier I^{er} de Vritz fit une aumône à l'abbaye de Melleray du temps de Geoffroy de Beaumont, abbé de ce monastère (1177-1192). Il avait épousé Béatrice qui fit de son côté, avant 1199, don aux religieux de Marmoutiers d'une métairie voisine du Loroux-Bottereau.

Ce seigneur laissa deux fils, Olivier et Chotard, qui furent l'un après l'autre possesseurs de la terre de Vritz. Olivier II de Vritz l'aîné, confirma les donations faites par son père à l'abbaye de Melleray. Il n'eut qu'une fille, Béatrice de Vritz, femme de Geoffroy de Beaumontier, qui abandonna aux moines de Melleray ce qui lui appartenait des coutumes du passage de Saint-Mars-la-Jaille⁴.

Chotard de Vritz succéda à cette dame décédée vraisemblablement sans postérité : en 1243 il approuva les générosités de son frère et de sa nièce à l'égard du monastère de

¹ *Déclaration de Grandlieu en 1166*.

² Commune du canton de Saint-Mars-la-Jaille, arrondissement d'Angers.

³ *Bulletin de la Société archéol. de Nantes*, IX, 196.

⁴ Bibliothèque nationale *Recueil Manteau* XXXVI, 102.

Melleray¹. Deux ans plus tard il eut quelques difficultés avec le prieur de Rochelementru, voisin de Vritz.

Nous trouvons aux siècles suivants la famille des sires de Vritz représentée en 1366 par Nicolas de Vritz, en 1378 par Simon de Vritz et en 1419 par Himbault de Vritz².

La seigneurie de Vritz appartint ensuite au XVI^e siècle aux sires de Coëtquen qui possédaient aux environs les terre et seigneurie de Mésanger. Gilonne de Coëtquen, mariée en 1576 à Etienne du Hallay, seigneur dudit lieu, vendit, par contrat du 11 avril 1582, sa châtellenie de Vritz à Claude Simon et Anne Davy, seigneur et dame de la Saulaye en la paroisse de Freigné. Ceux-ci ne laissèrent qu'une fille, Renée Simon, qui épousa, par contrat du 16 septembre 1612, François de l'Esperonnière³.

Depuis lors et jusqu'à la Révolution la seigneurie de Vritz demeura aux mains des sires de l'Esperonnière. François de l'Esperonnière mourut à son château du Pineau le 18 janvier 1662. Son fils aîné, Antoine de l'Esperonnière, marquis de la Roche-Bardoul en Chemillé et seigneur de Vritz, épousa en 1652 Charlotte Goddes, fille du seigneur de la Perrière, et décéda au manoir de la Saulaye le premier janvier 1685 ; son corps fut inhumé dans l'église de Vritz. Il avait un frère cadet, François de l'Esperonnière, qui se qualifiait baron de Vritz et épousa d'abord Marie Jousseau, puis Renée Regnio⁴.

Autre François de l'Esperonnière, fils d'Antoine, devint après lui marquis de la Roche-Bardoul et sire de Vritz ; il s'unit en 1689 à Catherine Constantin de la Varenne et décéda à la Saulaye le 6 septembre 1726 ; lui aussi fut inhumé dans l'église de Vritz ; sa veuve Catherine Constantin lui survécut jusqu'en 1734.

¹ Bibliothèque nationale. *Blancs-Montcauc*. XXXVI, 202.

² Courtaux, *Généalogie de la maison de l'Esperonnière*, 175.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*.

Antoine de l'Esperonnière, fils des précédents, marquis de la Roche-Bardoul et seigneur de Vritz, épousa en 1716 Marie Nepveu, dame d'Urbé : conseiller au Parlement de Bretagne, il mourut, âgé de quarante-quatre ans, en octobre 1734, et fut inhumé dans le tombeau de ses ancêtres en l'église de Vritz.

Son fils Jacques-Thomas de l'Esperonnière fut seulement seigneur de Vritz et conseiller au Parlement de Bretagne : il épousa : 1^{re} au château de la Motte-Glain, en 1746, Louise Robineau de Rochequairie décédée en 1758, 2^e à Saint-Etienne de Rennes, le 29 mai 1781, Marie-Rose de la Bintinaye, fille du seigneur de la Rivière en Tréfumel. Il mourut au château de la Saulaye le 25 octobre 1784 et son corps fut déposé dans l'enfeu de l'Esperonnière en l'église de Vritz.

Il laissait un fils, Antoine-Jacques marquis de l'Esperonnière, qui fut le dernier seigneur de Vritz : né en 1783, il passa la Révolution caché à Rennes, épousa sa cousine Elisabeth de la Bintinaye et ne mourut qu'en 1864³.

M. Courtaux, auteur de la *Généalogie de la maison de l'Esperonnière*, assure que la seigneurie de Vritz était considérée comme châtellenie d'ancienneté⁴. Elle relevait de la seigneurie de la Cornuaille et de la châtellenie de la Motte-Glain.

Elle jouissait des prééminences de l'église paroissiale de Vritz reconstruite en grande partie aux frais de M. de l'Esperonnière ; là se trouvaient son banc armorié et ses tombes prohibitives. Les mêmes droits d'entee, banc et armoiries lui appartenaient en la chapelle Saint-Philippe bâtie en 1588 au village du Préfourré en Vritz⁵.

¹ *Généalogie de la maison de l'Esperonnière*.

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*, 170.

⁴ *Ibidem*.

APPENDICE

Nous terminerons cet ouvrage par des notices sur quelques seigneuries du Comté Nantais, au sujet desquelles des documents plus complets nous ont fait défaut.

LE BOISCHEVALIER (CHATELLENIE).

La seigneurie du Boischevalier, dans la paroisse de Legé¹, faisait partie du Poitou, Legé appartenant alors au diocèse de Luçon. Ce fut de bonne heure la propriété d'une famille noble du nom de Chevalier, portant pour armes : *de gueules à trois clefs d'or, les gardes en haut ; à la bordure cousue d'azur*². Hugues-Olivier Chevalier, seigneur du Boischevalier, conseiller au Présidial de Nantes et mari de Françoise Grandamy, obtint en 1666 l'érection de sa terre en châellenie, et l'autorisation pour lui et ses descendants de prendre le nom du Boischevalier³. Son fils Charles-César du Boischevalier, président au Présidial de Nantes, épousa en 1674 Jeanne de Guichardy et devint maire de Nantes, mais ses jetons en 1677 portent encore *Le président Chevalier, maire de Nantes*. En 1715, Charles-Olivier du Boischevalier possédait la seigneurie de ce nom⁴.

« Le château du Boischevalier, bâti en 1556 est un fort beau bâtiment. Il est flanqué de six pavillons, du milieu desquels s'élève un dôme élégant ; un parc clos de murs l'entoure. Ce château fut presque détruit en 1794 époque à laquelle il servit d'asile aux royalistes Vendéens ; il a été restauré en 1800⁵.

¹ Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Nantes.

² Potier de Courcy, *Nobal. de Bret.* I, 245.

³ De Cornulier, *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 71.

⁴ Kerviler, *Bibliog. bret.* IX, 107.

⁵ Ogée, *Dict. hist. et géogr. de Bret.* nouv. éd. I, 482.

LE BOISROUAUD CHÂTELLENIE

Situé dans la paroisse de Chéméré¹, le château du Boisrouaud était habité en 1430 par sa propriétaire, Eustachie Brochereau, veuve de Jean Mesléart, chevalier. Leur fille, Guillemette Mesléart, apporta le Boisrouaud à son mari, Guillaume de la Loherie, seigneur dudit lieu en Petit-Mars, qui possédait cette terre en 1456².

Alain de la Loherie, issu de cette union, laissa en 1502 le Boisrouaud à sa fille Anne de la Loherie; cette dame épousa successivement : 1° Jean de Trévécarr, seigneur du Verger; 2° Regnaud de Brignac, seigneur de Kervily; 3° enfin Pierre de Plouër, seigneur de la Bastardière³.

La seigneurie appartint ensuite en 1555 et 1587 à Charles de Plouër, — en 1631 à Samuel d'Avaugour, sire de Saffré, fils de René d'Avaugour et de Renée de Plouër, — en 1655 à Renée d'Avaugour, sœur de Samuel et femme de Gabriel de Machecoul, seigneur de Vieillevigne⁴.

Le Boisrouaud suivit ensuite le sort de Vieillevigne et se trouvait en 1762 et 1789 la propriété de Gabriel Le Clerc, marquis de Juigné, dont un descendant le possède encore.

La seigneurie du Boisrouaud, écrit M. du Cornulier, formait une châellenie avec ses annexes de Maubusson, Villemorice, La Hunaudaye, La Sicaudaye et Vue, tous fiefs s'étendant en les paroisses de Saint-Hilaire de Chaleons, Arthon et Chéméré⁵.

Le domaine proche du Boisrouaud comprenait en 1789, le château de ce nom et sa retenue — les métairies du Boisrouaud, Beauchesne, la Jarrie, le Tronc, le Pinier, la Lorie, la Gallarderie, Maubusson, la Petite-Mazure et la Charpenterie — le moulin de Maubusson, etc⁶.

¹ Commune du canton de Bourgneuf, arrondiss. de Nantes.

² *Archiv. de la Loire-Inférieure* E. 607.

³ *Ibidem* E. 606.

⁴ *Ibidem* E. 606 et G. 44.

⁵ *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 20.

⁶ *Archiv. de la Loire-Inférieure* G. Q. 23.

Ruiné par les guerres de Vendée, le château du Boisrouaud a été relevé et son propriétaire l'habite présentement.

BRUC (CHATELLENIE).

Dans la paroisse de Guémené-Penfao¹, le manoir seigneurial de Bruc a donné son nom à l'une des plus anciennes familles de la chevalerie bretonne, portant pour armoiries : *D'argent à la rose de gueules, boutonnée d'or*. Cette famille connue depuis le XI^e siècle, possède encore Bruc de nos jours. Nous ne pouvons songer à faire l'histoire des seigneurs de Bruc dont la généalogie a été plusieurs fois imprimée et se divise en multiples rameaux. Qu'il suffise de signaler les principaux seigneurs du lieu : un sire de Bruc prit part à la conquête de l'Angleterre et se distingua en 1166 à la bataille d'Hastings — Guéthénoc et Guillaume I^{er} de Bruc, se croisèrent l'un en 1190 avec le roi Philippe-Auguste, l'autre, son fils, en 1248 avec le roi saint Louis — Guillaume II de Bruc, époux d'Adelice de Callac, prit part ainsi que ses quatre fils à la guerre de la succession de Bretagne, en défendant la cause de Charles de Blois — Pierre I^{er} de Bruc fut l'un des signataires en 1381 du traité de Guérande — Pierre II de Bruc, époux de Tiphaine de la Noue, dame de Vieillecourt, accompagna en 1425 le duc de Bretagne à Amiens — Guillaume IV de Bruc, fils de Guillaume III et de Perrine de Baulon, fut fait prisonnier en 1487 en allant secourir le duc François II assiégé dans Nantes — René I^{er} de Bruc, fils du précédent et de Guillemette d'Esdrieuc, combattit avec son père et se maria à Raoul-line Provost — Pierre III de Bruc, issu de cette union, épousa Isabelle Goheau de Saint-Aignan et mourut en 1535 — Jean I^{er} de Bruc, leur fils se signala aux guerres d'Italie, s'unit en 1548 à Françoise Durant de la Minière, et décéda en 1560 — enfin Jean II de Bruc, fils de ces derniers, servit éga-

¹ Chef-lieu de canton, arrondiss. de Saint-Nazaire.

ement le roi dans les guerres d'Italie, épousa Jeanne Robelot de la Voltaye, mourut à Nantes en 1584 et fut inhumé en l'église de Guémené-Penfao, dans l'enfeu seigneurial de sa maison.

Il ne laissait qu'un fils Pierre de Bruc décédé jeune dès 1587. et une fille Anne de Bruc, mariée en 1596 à son cousin Guillaume de Bruc, seigneur des Guilliers ; ainsi s'éteignit la branche aînée des sires de Bruc¹.

Guillaume V de Bruc, devenu par sa femme seigneur de Bruc, perdit en 1638 sa compagne, au château de Bruc, et mourut lui-même, fort âgé en 1653 — son fils aîné René II de Bruc lui succéda ; chevalier de l'Ordre du roi et époux de Renée de la Touche, il s'occupa beaucoup d'études historiques dans son manoir de Bruc — vinrent ensuite Louis de Bruc, seigneur dudit lieu, fils du précédent et reçu conseiller au Parlement de Bretagne en 1656; il épousa Lucrèce Boux du Theil — René-François de Bruc seigneur dudit lieu, leur fils, également conseiller au Parlement en 1686, marié à Marie Hubert. — Jean-Baptiste de Bruc, seigneur dudit lieu, aussi conseiller au Parlement mourut à son château de Bruc le 16 juin 1759 et fut inhumé dans la chapelle Saint-Jean de l'église de Guémené ; la veuve Jeanne-Thérèse Le Prestre de Châteaugiron lui survécut jusqu'en 1761 — leur fils, Louis-Jean comte de Bruc épousa à Rennes dès 1738 Anne-Sylvie du Breil de Pontbriant — Enfin Sébastien comte de Bruc s'unit à Paris, en 1768, à Marie de Sassenage².

La seigneurie de Bruc, qualifiée châtellenie aux siècles derniers, relevait de la baronnie de Derval, ou plutôt de la châtellenie de Guémené-Penfao membre de cette baronnie. Au mois de juin 1680, Louis XIV unit en faveur de Louis de Bruc une dizaine de fiefs à sa vieille seigneurie de Bruc ; ces fiefs se nommaient : Toullan, Rieux, Vanguillaume, Boursorhan, la Voltaye, Clisson, le Pont des Drieux, Sanguignac, la Varanne

¹ Kerviler. *Bib. bibliog. bret.* VII, 19 et suiv.

² De Surgères, 2,500 actes de l'état civil

et la Melinnaye¹. C'est à partir de cette union que la terre de Bruc reçut la qualification de châteltenie, quoiqu'il ne semble pas qu'elle ait été régulièrement érigée en ce titre ; peut-être l'érection du marquisat de la Guerche, faite en 1682 en faveur d'un autre membre de la famille de Bruc, fit-elle négliger l'érection moins importante de la châteltenie de Bruc.

Un « rolle rentier de la chastellenie de Bruc, » dressé en 1737² nous apprend que cette seigneurie s'étendait alors dans les trois paroisses de Guéméné-Penfao, Auessac et Conquereul, « y compris le fief de Rieux et Anguignac en Beslé. » On voit figurer dans ce rôle des rentes par deniers, grains, agneaux, poules, chapons, oisons, canes et canetons, œufs et beurre — des dîmes, — quelques journées de bien — certains devoirs de guet et de manger — « un demi cent d'anguilles fraîches et bonnes, valant 20 sols et rendues à Bruc » — une bégasse estimée 5 sols, due à Noël — un « merle vif » à la Saint-Jean — et un cochon de lait à la Magdeleine³.

FÉGRÉAC (CHATELLENIE)

La seigneurie de Fégréac, dans la paroisse de ce nom⁴, était qualifiée de châteltenie parce qu'elle se trouvait un des membres considérables de l'antique baronnie de Rieux ; aussi portait-elle féodalement le nom de Rieux-à-Fégréac.

Vouloir faire l'histoire des seigneurs de Fégréac serait essayer de présenter celle des sires de Rieux, dont la baronnie n'entre pas dans notre cadre ; nous ne l'entreprendrons pas, nous contentant de signaler les faits suivants se rapportant à Fégréac même. Le 12 décembre 1470 Jean sire de Rieux fit aven au duc de Bretagne pour sa seigneurie de Fégréac. — En 1554 Louise de Rieux, épousant René de Lorraine, marquis

¹ *Archiv. du Parlem. de Bret.* 24^e rég. des édits, 158.

² *Arch. de la Loire-Inférieure*, E. 203.

³ Fégréac, commune du canton de Saint-Nicolas de Redon, arrondis. de Saint-Nazaire.

d'Elbœuf, lui apporta Rieux et Fégréac. — Les héritiers de Charles de Lorraine, duc d'Elbœuf, décédé en 1657, vendrent Rieux et Fégréac à Henri de Guénégaud, marquis de Planey, qui fit hommage au roi pour Fégréac en 1662¹. — Le fils de ce dernier seigneur, autre Henri de Guénégaud, marquis de Planey et comte de Rieux, rendit aveu en 1681 au roi pour Fégréac². — En 1697 Noël Danyean, riche armateur de Saint-Malo, acheta Rieux et Fégréac et donna ces terres à sa fille Marie-Elisabeth Danyean lorsque celle-ci épousa en 1707 Charles Huchet, seigneur de la Bédoyère. — Mises en vente de nouveau après la mort de celui-ci, la baronnie de Rieux et sa châtellenie de Fégréac furent achetées en 1761 par Louis de Rieux, marquis d'Assérac, dont le petit-fils Louis-Charles de Rieux, fusillé au Champ-des-Martyrs en 1795, fut tout à la fois le dernier de son illustre maison et le dernier seigneur de Rieux et de Fégréac.

La châtellenie de Fégréac, qualifiée parfois de vicomté, comprenait la paroisse de ce nom et s'étendait en celle d'Avessac. Sa haute justice s'exerçait au bourg de Fégréac où se trouvaient son auditoire, ses prisons, ceps et collier pour la punition des malfaiteurs. Les coutumes et trépas de ce même bourg appartenaient au sire de Fégréac qui jouissait des prééminences des églises de Fégréac et d'Avessac. De belles mouvances nobles, telles que celles du Drenenc, du Brossay, de Penhouët, du Pordo, de la Châteigneraye, etc., appartenaient au seigneur de Fégréac. Quant au domaine propre de ce dernier, il se composait surtout de 47 journaux de prairies et de quelques dîmes ; il n'est point fait mention, à aucune époque, d'un château de Fégréac, celui de Rieux étant tout voisin de cette paroisse à laquelle l'unissait un des plus antiques ponts de la région³.

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 402.

² *Ibidem*, E. suppl.

³ *Ibidem*.

LA MASSAYE (COMTÉ).

D'après M. de l'Estourbeillon ¹ qui s'appuie sur une pièce originale de la Bibliothèque nationale, la seigneurie de la Massaye, en la paroisse de Blain ² fut érigée en comté en 1638 en faveur de Daniel Amproulx.

Nous savons peu de choses des possesseurs de la Massaye, et nous ignorons complètement sa constitution féodale ; nous ne croyons pas d'ailleurs qu'elle eut quelque importance. Cette seigneurie appartenait en 1544 à Grégoire Fougeré et en 1565 à Olivier Guyhard ³. Daniel Amproulx, avocat au Parlement de Bretagne, acheta vers 1638 la Massaye et mourut en 1646. Il laissait de son union avec Catherine de Grimouard un fils aîné, Jean Amproulx, comte de la Massaye maître d'hôtel ordinaire du roi, qui épousa : 1^o le 26 janvier 1630 Jeanne Bouleau, 2^o en 1642 Élisabeth de Marsanne. De ce second mariage sortit Paul-Henri Amproulx, comte de la Massaye et vicomte d'Aulnay, lieutenant-général au gouvernement du Bas-Poitou. Ce seigneur, décédé en janvier 1706, s'était marié, le 11 mai 1700, à Marie-Anne Frezon. Il laissait pour successeur son fils Henri-Gabriel Amproulx comte de la Massaye, maréchal de camp des armées du roi mort le 7 octobre 1764, sans enfant de son union avec Anne Douët qu'il avait épousée à Paris en 1747 ⁴.

D'après M. de Cornulier la Massaye appartint ensuite à la famille de North du Perray ⁵.

LA NOUE-BRIORD (CHATELLENIE).

Construit dans la paroisse de Fresnay ⁶, l'antique manoir de la Nouë ou de la Noë donna son nom à la noble famille de

¹ *La Noblesse de Bret.*, II, 214.

² Chef-lieu de canton, arrondiss. de Saint-Nazaire.

³ *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 192.

⁴ De l'Estourbeillon, la *Noblesse de Bret.*, II, 214-216.

⁵ *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 192.

⁶ Commune du canton de Bourgneuf, arrondiss. de Paimbœuf.

sires de la Noüe portant pour armoiries : *d'argent treillissé de six pièces de sable ; au chef de gueules chargé de trois têtes de loup arrachées d'or.*

Le nom de Briord fut ajouté à celui de la Noüe lorsque Bonaventure Lespervier apporta la terre de Briord à son mari François de la Noüe qui se dit alors seigneur de la Noüe et de Briord, et par contraction de la Noüe-Briord ; cette dénomination resta à sa terre de famille pour la distinguer des autres du même nom¹, quoique Briord ne fut point demeuré longtemps — comme nous l'avons vu précédemment — entre les mains des sires de la Noüe.

Cette famille de la Noüe est très ancienne : Salomon de la Noüe vivait en 1085 et Garnier de la Noüe en 1152 ; Guillaume I^{er}, sire de la Noüe, fut inhumé en 1200 dans l'église de Fresnay où son tombeau existait encore en 1661. — Jean I^{er} de la Noüe, bienfaiteur de Geneston en 1246, choisit sa sépulture en cette abbaye. — Vinrent ensuite Jean II et Jean III de la Noüe dont les obits se célébraient également à Geneston, Guillaume II de la Noüe vivant en 1308 et Guillaume III de la Noüe mort en 1371. — Olivier de la Noüe en 1373 et Guillaume IV de la Noüe en 1384 prêterent serment de fidélité au Duc de Bretagne ; le dernier ne laissa qu'une fille, Jeanne de la Noüe, qui épousa Jean de Bazoges et décéda sans postérité.

La seigneurie de la Noüe échut alors, vers 1452, à un cousin de la précédente dame, Maurice de la Noüe, seigneur dudit lieu en Saint-Étienne-de-Montluc. Ce chevalier mourut en 1463 et ses seigneuries passèrent à son fils Olivier de la Noüe, époux de Jeanne de Laval ; ce dernier décéda lui-même en 1481 et fut inhumé à Fresnay dans l'enfeu de ses ancêtres. — Jean-François de la Noüe, son fils, lui succéda, s'unit à Magdeleine de Châteaubriant et mourut vers 1547. — La succession de ce seigneur fut recueillie par son petit-fils, illustre François de la Noüe, surnommé Bras-fer, dont la

¹ *Inq. de terres nobles du Comté nantais.*

² V^o de Poli, *Précis généalog. de la maison de la Noüe.*

vie appartient à l'histoire de France. Il était issu du mariage de François de la Noüe (mort avant son père) et de Bonaventure Lespervier, dame de Briord.

La Noüe-Bras-de-fer épousa : 1^{re} Marguerite de Téligny, 2^{de} Marie de Luré; il fut tué en 1591 au siège de Lamballe¹. Le fils du célèbre guerrier, Odet de la Noüe, époux de Marie de Lannoy, ne put conserver la seigneurie de la Noüe-Briord qui appartenait en 1599 à Jeanne de la Touche-Limouzinière, femme de François Venier et dame de la Salle-en-Fresnay².

En 1623 François Le Porc de la Porte, baron de Vezins, possédait la Noüe-Briord en qualité de représentant de Claudine de la Noüe, femme de Jacques Le Porc de la Porte; mais cette seigneurie vint bientôt aux mains de Henri Le Petit de Verno, marquis de Chausserais, qui la vendit en 1675 à Henri de Bastelart, seigneur de la Salle-en-Fresnay³. A partir de ce moment la seigneurie de la Noüe-Briord suivit la fortune de la châtellenie de la Salle-en-Fresnay que nous avons précédemment étudiée.

La seigneurie de la Noüe relevait de la vicomté de Loyaux et de la baronnie de Retz. En 1519 le sire de Retz, en considération des services que lui avait rendus Jean-François de la Noüe, conféra à sa seigneurie de la Noüe tous les droits de châtellenie et l'autorisa à construire « chasteau et maison forte à douves et pont-levis⁴. » Nous ne savons malheureusement pas autre chose de la constitution féodale de cette vieille terre seigneuriale.

L'abbé GUILLOTIN DE CORSON,
chanoine honoraire.

Précis général de la maison de la Noüe.

¹ *Dict. des terres nobles du Comté nantais*, 207.

² *Ibidem.*

³ *Précis général de la maison la Noüe* 57 et 127.

FOUILLES

DE

SAINT-MAUR DE GLANFEUIL

(Maine-et-Loire)

PAR LE

R. P. DE LA CROIX



Notre éminent correspondant, le R. P. de la Croix, exécute en ce moment, dans l'abbaye bénédictine de Saint-Maur de Glanfeuil, des fouilles dont les résultats sont appelés à jeter sur l'origine des Bénédictins de France une nouvelle lumière.

L'histoire de ces origines a été écrite en 864, par un abbé de Saint-Maur-des-Fossés, Odon de Glanfeuil. On lit dans ce mémoire : « *Florus se rendit en toute hâte à son domaine appelé Glanfeuil. Au bruit de son arrivée, Harderade et le B. Maur allèrent à sa rencontre.* »

« *En parlant ainsi, il conduisit Maur à sa demeure : Voilà, homme très-saint, ce qui doit vous assurer, à vous et à vos compagnons, la possession de ce lieu et des autres biens que je vous ai conférés.* ».

Cela se passait en 550. Saint Benoît, sur la prière d'Innocent, évêque du Mans, venait d'envoyer en Gaule son disciple préféré, Maur : et dès son arrivée, Maur avait été mis en relations avec le leude Florus.

Le R. P. de la Croix, sur la demande du Révérendissime Père Dom du Coëtlosquet, abbé de Saint-Maur, commença les fouilles dans le préau du cloître du monastère actuel, à

l'endroit où s'élevait l'ancienne église abbatiale, construite au XIII^e siècle et aujourd'hui complètement détruite.

A trois mètres en contre-bas du sol, dans l'emplacement de l'ancienne nef, furent mis à jour des vestiges très-apparents de constructions gallo-romaines, nettement caractérisées par des pans de mur en petit appareil, avec chaînes de briques, par de nombreux débris de tuiles et de poteries, par des traces d'incendie et par l'aire d'une salle bétonnée. Il existait donc là, sous l'ancienne abbaye, une villa gallo-romaine qui, suivant toutes probabilités, est celle-là même qui fut donnée à saint Maur par Florus.

La seconde partie de l'écrit, laissé par Odon de Glanteuil, était ainsi conçue :

« Comme l'emplacement, situé au bord du fleuve, se trouvait fort étroit, resserré qu'il était entre le coteau et le lit de la Loire, ce fut sur la pente de la colline que l'on construisit tout le monastère. Le premier édifice qu'on éleva fut un oratoire de médiocre dimension, qui fut consacré par le B. Maur à saint Martin, confesseur du Christ. C'est là que, par un dessein de Dieu, nous l'avons enseveli lui-même..... Il fut enseveli dans cette même basilique, à droite de l'autel. »

Des fouilles furent entreprises par le savant Jésuite, dans le sol d'une chapelle, consacrée à saint Martin et construite au commencement du XII^e siècle. Elles furent couronnées d'un éclatant succès.

A cinquante centimètres sous le carrelage de la construction du XII^e siècle, fut découvert un édifice primitivement carré, composé d'une nef principale, de 2^m,05^c de largeur entre fondations, avec deux bas-côtés ou couloirs latéraux, vestiges incontestables de la chapelle mérovingienne, élevée par le B. Maur.

Au milieu de cet édifice, du côté de l'épître, fut découvert un sarcophage, présentant tous les signes distinctifs des sarcophages de l'époque mérovingienne avancée. Il est à présumer

que c'est là le tombeau où reposa le corps de saint Maur jusqu'au IX^e siècle, époque à laquelle il fut transporté à Paris.

La troisième partie du texte d'Odon était la suivante :

« Quatre églises furent construites dans l'enceinte monastique.
« La plus grande, où les frères se réunissaient pour l'office du
« jour et de la nuit, fut consacrée en l'honneur du B. Pierre,
« prince des apôtres. La seconde, ainsi qu'on l'a dit plus haut,
« le fut en l'honneur du B. Martin. La troisième, la plus
« petite de toutes, fut dédiée à saint Séverin. Enfin la qua-
« trième, qui s'élevait à une grande hauteur, sous forme de
« tour flanquée de quatre contreforts, à l'entrée du monastère,
« fut bénite en l'honneur du saint archange Michel ».

Or deux de ces chapelles ont été retrouvées par le R. P. de la Croix. La chapelle, consacrée à l'archange saint Michel, est particulièrement intéressante : saint Maur utilisa, pour son installation, une fontaine ou nymphée gallo-romaine, dépendant de la villa primitive.

Grâce à son expérience et à sa science archéologique, le R. P. de la Croix a pu dresser le plan de cette nymphée, ainsi que celui des remaniements opérés par saint Maur.

Quant à la chapelle Saint-Séverin, située sur le flanc du coteau, à 300 mètres environ de la villa, elle n'a été fouillée qu'en partie ; mais les fouilles ont déjà mis au jour des chapiteaux et des colonnes d'un très grand intérêt pour l'histoire de l'architecture religieuse au VI^e siècle.

On le voit, cette campagne a été fructueuse, et ces découvertes, si habilement conduites, vont éclairer d'un jour nouveau le texte d'Odon de Glanfeuil, et mettre fin aux discussions auxquelles, depuis tant d'années, son interprétation donnait lieu.

Extrait d'une communication faite par le R. P. de la Croix à la Société des Antiquaires de l'Ouest, séance du 17 novembre 1889).

A. DORTÉL.

Le Gérant : J. LE BAYON

Yannes. — Imp. LACROIX, 2, place des Lices

EXTRAITS

Des Procès-Verbaux des Séances



SÉANCE DU MARDI 18 AVRIL 1899. à 3 h. 1/2

Présidence de M. le m^e DE BRÉMOND D'ARS MIGRÉ, président

Étaient présents : MM. AUGEARD, DE BERTHOU, BLANCHARD, CALLIER, CARAVANNIEZ, CHARON, CORMERAIS, le m^e DE DION, DORTEL, l'abbé DURVILLE, le chanoine GUILLOTIN DE CORSON, ALC. LEROUX, le v^e P. DE LISLE DU DRÉNET, LE MEIGNEN, DE LA NICOLLIÈRE-TEHEIRO, ORIEUX, DE LA PEYRADE, PIED, POUVREAU, DE RIBIER, SENOT DE LA LONDE, P. SOULLARD, TRUELLE SAINT-EVRON, DE VEILLECHIZE, ABL. VINCENT, le baron CHRISTIAN et le baron GAETAN DE WISMES

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Présentation de M. le c^{te} de Montaigu, député et conseiller général de la Loire-Inférieure, en qualité de membre correspondant. M. le président rappelle que M. de Montaigu, décoré de la Légion d'honneur pour sa belle conduite pendant la guerre de 1870-1871, commandeur de l'Ordre de Pie IX, s'est toujours signalé par un goût éclairé pour l'archéologie, ainsi qu'en témoigne l'excellente reconstruction du beau château de la Bretesche, en Missillac. L'église moderne de ce bourg, remarquable par l'élégance de son clocher et des détails du meilleur style, est due à sa générosité. De plus, en 1886, lorsque le Congrès de l'Association française d'archéologie se réunit à Nantes, Madame la comtesse de Montaigu, venue tout exprès de Paris, fit l'accueil le plus gracieux aux soixante excursionnistes qui, le 3 juillet, visitèrent la Bretesche, Herbignac et Ranrouët (Voir notre Bulletin de 1886, 2^e semestre, p. 16).

M. le c^{te} de Montaigu est élu membre correspondant, à l'unanimité.

M. le président donne lecture d'une lettre de M. le colonel v^e Robert

de Courson qui, résidant désormais à Nevers où il commande le 13^e régiment d'infanterie, donne sa démission de membre titulaire de notre Société. Il est à désirer que M. le colonel de Courson, généalogiste fort érudit et fort attaché à tout ce qui regarde l'histoire de Bretagne, consente à passer dans la catégorie de nos membres correspondants. Le secrétaire lui en fera la demande.

M. le président annonce que plusieurs dons ont été faits à la Société :

1^o *Description de l'église de Saint-Seurin de Bordeaux*, par M. l'abbé Cirot de la Ville, superbe volume, accompagné de nombreuses gravures et fort bien relié. Il nous est offert généreusement par un de nos confrères, M. le v^o René de Bouard, à qui le secrétaire transmettra tous nos remerciements.

2^o *Les lieutenants de Charette : le général de Couëtus, le général Savin, Louis Guérin, Guillaume Faugaret et Gaston Bourdic*, très-intéressante étude biographique, offerte par son auteur, M. Joseph Rousse. Le nom de Louis Guérin n'est plus guère connu que de quelques vieillards, à Saint-Hilaire-de-Chaléons, sa patrie ; il est regrettable que l'on ne donne pas, dans les écoles, quelques notions d'histoire locale.

3^o *Recherches historiques sur la commune du Pellerin*, par MM. René et Alfred de Veillechêze, offert par ce dernier, notre confrère, qui a complété les recherches de son père sur cette partie du comté Nantais.

Le *Bulletin des Bibliophiles Bretons* et les *Légendes locales de la Haute-Bretagne* de M. Sébillot, sont remis à la Société Archéologique de Nantes, récemment admise dans celle des Bibliophiles Bretons. M. Le Meignen, vice-président de cette dernière Société, fait remarquer que la Société Archéologique de Nantes aurait dû en faire partie depuis longtemps, et que c'est par oubli que son admission n'a pas été sollicitée plus tôt. Pour réparer cet oubli, il nous offre toutes les publications des Bibliophiles Bretons, dont il reste des exemplaires disponibles, en échange des numéros non épuisés de notre Bulletin. M. le Président accepte avec empressement cette offre d'échange.

M. Paul Soullard, bibliothécaire-archiviste, annonce à la Société que tous les meubles, livres, cartes, dessins et objets lui appartenant, sont actuellement installés dans la salle du second étage du manoir de la Touche, mise à notre disposition par M. Cormerais, président de la Commission du Musée. Plus tard, nous aurons la salle du

premier étage, à laquelle on accède par le perron, quand M. Cormerais aura pu la faire convenablement préparer.

M. le président, au nom de la Société, remercie M. Cormerais de l'empressement qu'il a mis à loger provisoirement notre bibliothèque, et le prie de ne pas perdre de vue notre installation définitive dans la salle du premier étage du manoir de la Touche.

M. Cormerais répond qu'il fera son possible pour nous donner satisfaction. Tout dépend des sommes qui seront mises à sa disposition. Il désirerait garnir de rayons les murs de notre future salle, avec escaliers et galerie pour accéder aux parties supérieures.

M. le président émet le vœu que les restaurations, boiseries et poutres saillantes soient dans le style du monument (1^{re} moitié du XV^e siècle). Un buste de Jean V qui y mourut, par notre confrère M. Caravanniez, dont le talent de sculpteur est si justement apprécié y serait bien à sa place.

M. le président remet à M. le chanoine Guillotin de Corson la médaille d'or qui lui a été décernée pour ses beaux travaux historiques, prix fondé par M. le marquis de Dion.

M. Guillotin de Corson, en remerciant la Société, rappelle qu'y étant entré en 1865, il en est un des plus anciens membres, et que c'est elle qui a imprimé ses premiers travaux : *Notice sur la châtellenie de Sam*, et *Notice sur les églises et chapelles de Châteaubriant, en 1663*. M. Guillotin de Corson est heureux de la voir encore publier ses études sur les *Grandes Seigneuries de Haute Bretagne*.

M. le président répond qu'une Société est toujours très-flattée de compter parmi ses membres un érudit comme M. Guillotin de Corson, et insiste sur l'intérêt et l'utilité des *Grandes Seigneuries de Haute Bretagne*.

M. Le Meignen observe qu'il serait très-profitable de faire la bibliographie des nombreux travaux historiques de M. l'abbé Guillotin de Corson. Ces bibliographies sauvent de l'oubli d'excellents ouvrages, perdus dans les revues périodiques et les Bulletins des Sociétés. Chaque auteur un peu fécond devrait faire sa propre bibliographie.

M. le président, qui a pris ce soin pour ses propres ouvrages, rappelle que M. Tamisey de la Roë a fait de même, et avec beaucoup de succès et de fruit, et que les anciens élèves de M. Anatole de Montaiglon, professeur à l'école des Chartes, ont publié par souscriptions, en 1891 (Paris, Bouast), la bibliographie de l'œuvre considérable de leur vieux maître. Il est vrai que la *Bibliothèque Bretonne*, de M. Kerviler, contiendra la liste complète de cha-

que auteur breton ; mais elle ne fait qu'entamer la lettre D, et il s'écoulera du temps avant qu'elle soit terminée. M. le président insiste encore sur l'utilité de la bibliographie qui épargne aux nouveaux auteurs des redites et des oublis, et favorise grandement le progrès des études historiques. Comme M. l'abbé Ulysse Chevalier l'a écrit avec beaucoup de raison, en tête de son célèbre *Répertoire des sources historiques*, « la bibliographie est le vestibule de la science ».

M. de Berthou s'occupe, en ce moment, de la bibliographie des nombreux ouvrages de notre plus ancien confrère, le seul de nos membres fondateurs que nous comptons dans nos rangs, et l'un des érudits les plus féconds et les plus estimés de notre province, M. de la Nicollière-Teijeiro. Il espère que le Bulletin pourra accueillir ce petit monument élevé à l'honneur de notre savant confrère, et qui pourra être utile à tous, les travaux de M. de la Nicollière-Teijeiro étant aussi variés que nombreux. Outre l'archéologie et l'histoire, une part importante en est consacrée à la marine et aux marins bretons.

M. le président fait remarquer que plusieurs des ouvrages de M. de la Nicollière-Teijeiro sont devenus de véritables raretés, entre autre l'*Armorial des évêques de Nantes* (Charpentier, 1868), et la *Vie de sœur Saint-Saturnin, née Gabrielle Praud de la Nicollière, fille de la Sagesse* (1862), tirée à 36 exemplaires seulement.

M. le baron Christian de Wismes communique à la Société une lettre de M. Robuchon, le remerciant de s'être occupé de la soirée-causerie sur le Poitou, avec projections, qu'il avait eu l'intention d'organiser à Nantes. M. Robuchon appelle l'attention de la Société sur une série d'excursions le long du littoral poitevin, projetées pour les mois d'août et de septembre prochain. Ce projet, annoncé trop tard l'an dernier, il le reprend cette année, nous envoie son prospectus et demande des adhésions. Ces excursions auraient lieu en trois périodes, du 15 août au 15 septembre.

M. Cormerais communique à la Société la photographie d'un diplôme de Louis le Débonnaire, en date d'Aix-la-Chapelle, 819, relatif à Saint-Philbert de Grandlieu : permission aux religieux de creuser une douve pour la défense de leur monastère. Ce fait d'une centralisation toute romaine, est remarquable, eu égard à la distance qui sépare Aix-la-Chapelle de notre province, alors si reculée. L'original de ce diplôme est aux archives de Saône-et-Loire. Deux reproductions en ont été envoyées par l'Archiviste, à M. Cormerais qui en a placé une à la Mairie de Saint-Philbert et destine au musée celle qu'il nous montre. M. Cormerais exhibe encore quatre vues photogra-

pliques de l'ancienne église de Saint-Philbert de Grandlieu, donnant l'état actuel des travaux et des fouilles, et du plus grand intérêt.

M. le président rappelle que les beaux travaux de M. Maître à Saint-Philbert, qui ont fait connaître un monument carolingien des plus curieux qu'il y ait en France, sont dus à l'appui et aux efforts incessants de M. Cormerais qui a bien mérité de l'Archéologie.

MM. Dortei et Pouvreau donnent lecture d'un article des journaux le *Populaire* et le *Progress*, n° du 17 avril 1899, mentionnant une trouvaille faite au village du Tourboureau, sur la limite de la Chapelle-Heulin et du Pallet. En défonçant le sol, pour y planter de la vigne, un cultivateur a rencontré, à une profondeur de 0^m 55, une cachette soigneusement formée par de l'argile battue, contenant un grand nombre d'objets de bronze, parmi lesquels « une lame solide, en forme de coin aminci, avec un anneau sur le côté ». Il est à désirer que M. le conservateur du Musée puisse retrouver ces objets et en empêcher la dispersion.

M. de la Nicollière-Teijeiro emet le vœu que l'on imprime au prochain fascicule de notre Bulletin, un extrait des *Faibles archéologiques à Saint-Maur de Glanfeuil, Marais et Loire*, communication faite par le R. P. de la Croix à la Société des Antiquaires de l'Ouest, séance du 17 novembre 1898 (Tirage à part, Poitiers, Blais, 1899).

M. Truelle Saint-Evrou engage les sociétaires à parcourir le volume des *Mémoires de la Société Académique de l'Aube*, 1898, déposé sur le bureau. C'est un catalogue descriptif et raisonné des bronzes du Musée Archéologique de Troyes, orné de très nombreuses planches en couleur, comprenant 900 numéros, qui en font un ouvrage des plus remarquables. L'auteur, M. Louis Leclert, en a exécuté lui-même tous les dessins avec un soin et un talent auxquels la Société se plaît à rendre hommage.

LECTURES

1° *La Necropole du Helvécien et les sépultures sous roches de Gubryville*, par M. H. Quilgars. De l'absence de l'auteur, élève de l'École de Louvre, à Paris, le secrétaire donne lecture de cet intéressant travail, dans lequel sont décrites des sépultures placées sous de grosses roches, prises jusqu'ici pour de simples blocs erratiques ou pour des fragments de menhirs brisés. Elles y sont comparées avec des monuments du même genre, reconnus à Umblesara, en Italie.

M. Dortei appuie sur le grand intérêt de cette étude, et fait remarquer que, malgré sa jeunesse, M. Henri Quilgars vient d'attirer l'attention du monde savant sur des sépultures sous roches jusqu'ici

ignorées. M. de Lisle du Drèneuc avait déjà signalé les sépultures de Bogat, en Guérande, analogues à celles du Brétineau (Voir notre Bulletin de 1890) ; mais M. Henri Quilgars a été le premier à décrire les sépultures sous de gros blocs de pierre isolés, nombreuses autour de Guérande.

M. le président et M. Le Meignen attendent beaucoup de M. Quilgars qui a déjà fait preuve d'une rare sagacité, dans ses fouilles de monuments préhistoriques, et qui vient encore de se signaler par la présente découverte. En sortant de l'École du Louvre, il ne peut manquer de briller dans les travaux de ce genre.

2° *Les rues Royale et de l'Évêché*, par M. l'abbé Durville. La rue de l'Évêché a été très fréquentée au moyen-Âge, et a donné passage à bien des entrées solennelles. M. l'abbé Durville nous en fait l'histoire et signale l'idée singulière de la municipalité de 1790, qui lui fit porter le nom de Gerutti, ex-jésuite, ami de Mirabeau, et mort cette même année 1790, sans qu'aucun souvenir le rattachât à notre ville.

En nous parlant de la rue Royale et des difficultés que la municipalité dut surmonter pour son percement, grandement favorisé d'ailleurs, en 1786, par la bonne volonté des Cordeliers dont elle traversait l'enclos, M. Durville nous exhibe le calque d'un très-intéressant plan de cette rue nouvelle, conservé aux archives départementales (série H, fonds des Cordeliers). Ce plan fixe, par rapport à la rue Royale, l'emplacement du Trépied, de la tour Chauvin et du raccord du mur de Pierre de Dreux avec la muraille romaine.

A remarquer, dans cette rue Royale que les solennités de tous les régimes ont illustrée, le n° 7, hôtel Bessard du Parc, dans les fondations duquel on fit d'importantes découvertes archéologiques (Voir *Les Nannètes à l'époque romaine*, par Bizeul).

M. le président félicite M. l'abbé Durville de son savant et spirituel travail.

3° *Un banquet offert aux échevins de la ville de Nantes, en 1753* : note manuscrite appartenant, avec beaucoup d'autres documents curieux, à M. Henri le Lièvre de la Touche, et communiquée par M. Senot de la Londe. Le détail du banquet des échevins manque malheureusement : la note, avec les vins de Cap-Breton, de Nantes, de Champagne et de Bordeaux, le café, les liqueurs, la vaisselle et les verres cassés, s'en monte à 872 livres quant au banquet offert aux huissiers, gardes et violons, le menu en est détaillé. Le total du banquet monte à 1015 livres, 3 sols, environ 3000 fr. d'aujourd'hui.

4° *Sceau de M. du Fou, maire de Nantes, 1815*, par M. de la Nicol-

lière-Teijeiro qui rappelle d'abord la biographie de M. du Fou, d'après le *Livre Doré de l'Hôtel-de-Ville*. Il ajoute qu'en 1815, M. du Fou montra la plus grande fermeté, pendant le séjour de l'armée prussienne dans nos murs, ce qui ne l'empêcha pas de veiller, avec beaucoup d'humanité, à ce que les malades et blessés étrangers fussent convenablement soignés. Le roi de Prusse l'en récompensa par la croix de l'Aigle Rouge, d'abord de la Sincérité, ordre fondé en 1705 et réorganisé en 1731. Ce sceau, inédit et supérieurement gravé, vient de Tours, où la matrice en est conservée. Il reproduit l'aigle du blason des du Fou, accompagnée de la croix de l'Aigle Rouge. La légende en abrégé n'a pu être encore expliquée.

Plusieurs membres se demandent s'il ne s'agirait pas ici du sceau de l'Aigle-Rouge, accompagnant le diplôme de cet ordre, délivré à M. du Fou, et si l'aigle du sceau ne serait pas celle de Brandebourg.

Cette opinion ne paraît pas admissible, puisque la matrice de ce sceau est conservée à Tours.

La séance est levée à 6 heures moins un quart.

Le secrétaire général.

P. DE BERTHOUE.

SÉANCE DU MARDI. 2 MAI 1899. à 3 h. 1/2.

Présidence de M. le ^{marquis} de BRÉMOND D'ARS MIGRÉ, président.

Étaient présents : MM. DE BERTHOUE, CHARON, DORTEL, l'abbé DURVILLE, DE LAURIÈRE, DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO, H. DE LA PEYRADE, PIED, RIARDANE, DE RIBIER, SENOI DE LA LONDE, P. SOULLARD, le docteur TACHARD, TRUELLE SAINT-EVRON, DE VEILLECHÈZE, le baron CHRISTIAN DE WISMES.

Le procès verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président fait allusion à la conférence sur Bossuet, qui doit être faite ce soir, dans la salle des Enfants-Nantais, par M. Brunetière, de l'Académie française. M. Brunetière n'est arrivé à Nantes qu'aujourd'hui-même, vers 4 h.; et M. le président regrette de n'avoir pu, avec M. le Conservateur du Musée, lui faire les honneurs de nos collections nantaises et du palais Dobrée. Il a tout ôté heureux que l'illustre académicien voulût bien assister à notre séance et nous adresser la parole. M. le président lui a fait remettre une lettre exprimant nos souhaits de bienvenue, nos vœux et nos regrets, en même temps qu'un exemplaire des discours prononcés au cours

de la séance d'installation de notre nouveau Bureau, dans lesquels, il est fait mention de la fête du cinquantenaire de Châteaubriant à Saint-Malo, au mois d'août 1898, et de l'éloquente conférence, prononcée à cette occasion par M. Brunetière, qui excita le plus vif enthousiasme chez tous ses auditeurs.

Election de M. Joseph de Charette, en qualité de membre correspondant. M. le président rappelle que la famille de Charette, nantaise par excellence, fournit six maires à notre ville, en l'espace de soixante ans, et des sénéchaux et présidents au siège présidial de Nantes, pendant plus de cent ans. MM. de la Nicollière-Teijeiro et l'abbé Durville insistent sur les services rendus à notre ville par la famille de Charette, qui suffiraient à la rendre populaire à Nantes, indépendamment de ses illustrations militaires. M. Joseph de Charette est élu membre correspondant, à l'unanimité.

M. le président donne lecture d'une lettre de Don Ramon O'Callaghan, qui nous offre un volume intitulé : *Manuscrits de la cathédrale de Tortose (Catalogne)*, et demande à faire partie de notre Société, en qualité de membre honoraire, comme il l'est déjà d'un grand nombre de sociétés savantes. Cette affaire est renvoyée au comité.

M. le président rappelle que l'Association Bretonne doit tenir son congrès annuel dans une localité de notre département. Il avait entendu parler de Pornic, et, pour s'en assurer, écrivit à M. Le Bihan, de Saint-Brieuc, secrétaire de cette Association. Ce dernier lui a répondu que rien n'était encore fixé ; mais qu'il nous fera connaître le lieu et l'époque du congrès, aussitôt que le Bureau de l'Association Bretonne en aura décidé.

Une réunion de notre Société Archéologique sera organisée au lieu de réunion de ce congrès.

M. le président donne encore lecture d'une lettre de M. le ^{cr} de Marsy, président de la Société Française d'Archéologie, fondée par M. de Caumont, lui annonçant que le congrès de cette Société se tiendra à Mâcon, du 14 au 21 juin 1899, et invitant à y prendre part ceux de nos confrères qui en auraient le loisir.

De plus, une circulaire de la Commission de l'Exposition de 1900 nous a été remise, avec invitation à exposer les objets curieux dont nous pourrions disposer. Cette circulaire qui regarde plutôt la Commission du Musée, sera examinée par le comité.

Deux brochures nous ont été offertes : 1^{re} *Lettres inédites de l'ami des hommes et du bailli de Mirabeau* (Digne, 1899), par M. de Berluc-Perussis, ancien président de l'Académie d'Aix, qui saisis

toutes les occasions de nous montrer la sympathie et l'intérêt qu'il porte à nos travaux. (Voir le procès-verbal de notre séance du 7 mars 1899).

2^e *Notice historique sur Dinard* (tirage à part, extrait de la *Revue de Bretagne et de Vendée*), par M. le chanoine Guillotin de Corson, notre confrère. M. le Président donne lecture d'un intéressant passage de cette notice, concernant le débarquement des Anglais à Dinard, en 1758, et les affreux désordres commis par leurs troupes dans tous les environs. Il fait remarquer combien il est facile d'intéresser les sociétés locales par des monographies de ce genre, et quel champ est ouvert aux travaux de nos érudits qui voudront s'attacher à l'étude détaillée de nos petites villes.

M. le président annonce l'heureuse acquisition, faite pour le Musée par M. le conservateur, des haches de bronze, dernièrement trouvées au Tourboreau, entre la Chapelle-Heulin et le Pallet (Voir le *Populaire* et le *Progrès* du 17 avril, et le procès-verbal de notre séance du 18 avril 1899).

Il fait mention du rapport lu par le R. P. de la Croix à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, sur les fouilles de Saint-Maur de Glanfeuil, en Anjou (Voir le *Nouvelliste de l'Ouest*, du 30 avril 1899).

Enfin, M. le président a reçu de M. Hanotaux, de l'Académie française, et de M. Frédéric Mistral, l'illustre poète, deux cartes le remerciant, ainsi que M. Le Meignen, des discours prononcés par eux, lors de l'installation du nouveau Bureau, et dans lesquels était fait l'éloge de leurs œuvres.

M. H. de la Peyrade, qui a trouvé à la Tremissinière une liste des membres de la confrérie de Saint-Georges en Saint-Donatien, est prié de vouloir bien la publier dans notre Bulletin.

Exhibition, par M. Georges Charon, de deux objets anciens. 1^{er} Un fer de pique ou peut-être du viroton d'une très-grosse arbalète, attribuable au XV^e siècle; 2^e Un fer triangulaire, plat et mince, vissé sur une douille légère à pans, qui semble avoir armé une boulette de berger (XVIII^e siècle).

LECTURES

1^{re} *Introduction au Desnonort de Raymond Lulle* (1275 environ-1315), par M. de Berthou. Résumé de la vie de ce célèbre Majorcain. Quant au *Desnonort*, mot catalan qui signifie *la Tristesse*, c'est un coup d'œil rapide, jeté par l'auteur lui-même sur ses travaux, ses projets de croisade et ses grands dessein, dont il s'efforce de prouver et l'utilité et la possibilité. Le texte en vers catalans, composé de

69 strophes de 12 vers, chaque strophe sur une même assonance, a été copié sur le manuscrit de la Bibliothèque de Palma, capitale de l'île de Majorque, et sera offert, accompagné d'une traduction française, à quelque société du pays où le catalan est encore en usage.

2^e *Les vieilles rues de Nantes : rues des Caves* (Maurice Duval), *des Pénitentes, d'Enfer, Garde-Dieu*. M. l'abbé Durville, en nous faisant l'histoire de ces diverses rues, presque maison par maison, nous fait profiter de ses longues et patientes recherches dans les archives de notre ville. Ce travail, qui sera un des principaux chapitre de notre Bulletin, est accompagné du calque d'un très-curieux plan, dressé par Hénou, en 1782 (Archives départementales, série C), à l'occasion de la construction de la nouvelle Chambre des Comptes de Bretagne. Ce plan fixe exactement la situation de l'ancienne Chambre des Comptes qui bordait, à l'Est, la place de la Préfecture actuelle, et au fond du jardin de laquelle fut construite la nouvelle Chambre.

Tout ce quartier englobé, par Pierre Mauclerc dans la nouvelle enceinte de 1226, était jadis occupé par des vignes, des vigneron et les ouvriers des divers corps d'états consacrés aux soins et à la conservation du vin. L'on y trouvait, outre la rue des Caves, la « rue où l'on ploye les cercles ».

A remarquer que la chapelle des Pénitentes, construite quelques années avant 1682, se trouve indiquée sur le célèbre plan, autrefois conservée au château de Nantes et aujourd'hui transporté aux archives du ministère de la guerre, et dont la copie, exécutée en 1840, est conservé aux Archives départementales. Ce plan n'est pas daté ; mais la remarque de M. l'abbé Durville, au sujet de cette chapelle, nous montre qu'il n'est que de peu antérieur à 1682.

A propos de la rue d'Enfer, M. le président fait observer que ce nom vient sans doute d'*infra. inferius*, allusion à sa situation basse par rapport à une autre. L'étymologie donne souvent à des noms de rues un sens tout différent de celui qu'on leur attribue de nos jours. C'est ainsi qu'à Bourges, la *rue du Vieux Poirier* tire son nom du latin *emporium* et signifie : *rue du Vieux-Marché*.

3^e M. le président donne lecture d'une remarquable poésie de M. Joseph Rousse, sur la cathédrale de Dol. La description de ce célèbre monument y est d'une vérité frappante, et la poésie de M. Rousse est un tableau en vers aussi élégants que corrects. Aussi M. le président fait-il remarquer que c'est avec raison que l'on a dit : les vrais poètes sont de vrais peintres. L'on peut comparer cette description de la cathédrale de Dol avec celle de la cathédrale de Nantes dans *Les Chants d'un Cêtre* du même auteur.

M. le baron Christian de Wismes ajoute qu'il a connu, à Pornic, un frère de M. Rousse, ancien capitaine au long-cours, mort jeune encore, et qui était un aquarelliste de grand talent, poète, comme son frère, quoique dans une autre branche de l'art.

Vu l'heure avancée, M. de Ribier demande que sa lecture d *Un voyage à Maastricht en 1807* soit remise à la prochaine séance.

La séance est levée à 5 h. 12.

Le secrétaire général,

P. DE BERTHOU.

SÉANCE DU MARDI 6 JUIN 1899, à 3 h. 12.

La première tenue au manoir de la Touche, salle provisoire du second étage.

Présidence de M. le m^s de BRÉMOND d'ARS-MIGRÉ, président.
Étaient présents MM. DE BERTHOU, BLANCHARD, CARAVAN-
NIEZ, CHARON, DORTEL, l'abbé DURVILLE, le commandant DE
MONTFESSUS, DE LA PEYRADE, PIERRE RIARDANT, DE RIBIER, le
v^o DE SÉCILLON, P. SOULLARD, DE VEILLECHÈZE, le baron
CHRISTIAN et le baron GAETAN DE WIMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président fait remarquer que nous nous réunissons aujourd'hui, pour la première fois, dans notre salle provisoire du manoir de la Touche où nous devons être plus tard installés définitivement.

Il lit ensuite deux lettres de MM. de la Nicollière-Toljéro et Le Meignen, s'excusant de ne pouvoir assister à notre séance, et une autre lettre, de M. le comte de Montargu, remerciant la Société de son empressement à l'accueillir parmi ses membres correspondants.

M. le président a demandé à M. Anatole de Barthelémy, membre de l'Institut, dans quelles conditions les sociétés savantes pourraient prendre part à l'exposition de 1900. Le savant académicien a répondu que l'on n'était pas encore fixé sur l'emplacement disponible, et que le plus prudent serait d'écrire au Ministère, en demandant des instructions. Il paraît fort inutile d'exposer nos quarante volumes qui personne ne lirait, et il serait d'ailleurs à craindre que nos manuscrits les plus rares, comme ceux de 1822 et 1860, fussent égarés dans le

transport. Aussi M. le président pense-t-il qu'un bon compte-rendu de nos travaux, condensé sur un tableau bien clair, et rédigé d'après la livraison de nos *Noces d'or* et nos tables générales, serait suffisant. Nous pourrions ainsi obtenir une médaille ou une mention. M. Anatole de Barthélemy sera informé de ce projet.

M. le président croit utile de mentionner, au cours des séances, les œuvres publiées par nos confrères, soit en volumes à part, soit dans d'autres revues, afin que nous puissions nous associer à leurs travaux et à leurs succès.

Dans la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, M. Joseph Rousse vient d'achever son beau drame en prose, *Le château de Machecoul*.

M. le baron Christian de Wismes a publié une brochure sur l'américanisme, aussi fortement pensée qu'élégamment écrite. Quelles que soient sur ce sujet tout moderne les idées personnelles de chacun, nous serons cependant tous d'accord pour rendre hommage au talent qu'a montré notre confrère dans cette belle étude.

M. le baron Gaetan de Wismes, dans l'*Annuaire du conseil héraldique*, de 1899, a fait paraître aussi un remarquable sonnet, dédié à M. Kerviler, et intitulé : *Combat suprême*.

Enfin, notre savant confrère, M. Orieux, indépendamment de ses deux importants travaux, parus dans notre Bulletin de 1898, *Les biens de l'église de Nantes, d'après la charte de Louis Le Gros*, et *Le général de la paroisse de Batz, 1737-1738*, a tiré de son *Histoire et Géographie de la Loire-Inférieure* (Nantes, Grimaud, 1895, 2 vol. in-8°), un intéressant chapitre pour la *Ville de Nantes et la Loire-Inférieure* (Nantes, Grimaud, 1898), intitulé : *Excursion dans la contrée Guérandaise*, étude toute d'actualité au moment du congrès de l'Association Bretonne, qui paraît devoir se réunir cette année, à Guérande.

M. le président ayant en effet entendu dire que le congrès de l'Association Bretonne se tiendrait à Guérande, nous choisirons cette époque pour notre invitation à la Société Polymathique du Morbihan, afin que ses membres puissent, dans un même déplacement, visiter Nantes et Guérande. Dans la prochaine séance, le comité devra se décider au sujet de cette invitation.

M. le président trouve qu'il y a lieu de tenir une séance générale le 4 juillet prochain, avant de clore notre année, afin que les travaux de la Société ne soient interrompus que le moins longtemps possible.

Il rappelle l'intérêt qu'il y aurait à analyser tous les Bulletins que nous envoient de nombreuses Sociétés savantes. Plusieurs sont fort

remarquables. Ainsi le dernier numéro de la *Revue Archéologique* (par MM. Bertrand et Perrot), mars-avril 1898, contient le compte-rendu des fouilles opérées à Suse, en 1897 et 1898, par M. J. de Morgan qui continue brillamment les travaux de M. Dieulafoy sur cette région.

Le dernier numéro du *Journal des Savants* a fait paraître un très intéressant article sur la sorcellerie égyptienne, qui prouve que les anciens étaient bien plus avancés dans les sciences physiques, notamment en optique, qu'on ne le croit généralement. Beaucoup de secrets naturels leur étaient familiers.

L'étude de l'antiquité fait ressortir une singulière concordance entre les arts, aux époques reculées. M. le commandant de Montessus, notre confrère, qui a étudié l'archéologie américaine du Mexique, y a trouvé de nombreux points de rapprochement avec l'archéologie égyptienne et chaldéenne.

Les arts de tous les pays semblent avoir une commune origine. Dans la *Cité antique*, M. Fustel de Coulanges a fait la même remarque au sujet de certains rites religieux et funéraires.

A ce propos, M. le président mentionne un cachet égyptien, dont il fait usage pour fermer ses lettres, et dont l'inscription a été déchiffrée par M. Maspéro. Il est de l'époque du pharaon Thoutmosis III. et porte la légende : *Ammon existe*, c'est-à-dire : Dieu existe.

M. Riardant demande si on ne pourrait pas faire, après chaque séance, l'analyse sommaire de tous les ouvrages reçus dans le mois, ainsi que cela se faisait autrefois dans notre Société. A notre prochaine rentrée, on pourrait essayer de reprendre cet usage qui attirerait l'attention sur les mémoires principaux des Bulletins que nous recevons.

LECTURES

1^{re} *Un voyage à Maëstricht en 1807*, par M. de Ribier, d'après le manuscrit autographe de l'auteur, Jean-Baptiste de Ribier du Châtelet, né au château de Layre (près Saïgues, Cantal) en 1779, mort en 1844, auteur d'un dictionnaire statistique du département du Cantal (1824), réédité en 1852, par l'Association Cantalienne.

Ce voyage qui nous est résumé avec beaucoup de talent et d'esprit, par notre confrère, comprend trois grandes étapes : la première de Bort (en Auvergne) à Paris, la seconde de Paris à Bruxelles, la troisième de Bruxelles à Maëstricht qui était alors chef-lieu du département de la Meuse-Inférieure.

Dans la première, le voyageur rencontre sur sa route Clermont,

Gannat, Moulins, Nevers, Cosne, Nogent, Montargis, Nemours, et Fontainebleau. Quelques observations et souvenirs sur Montferrand, dont la réunion à Clermont paraissait alors impossible, sur les ruines d'un château près le Montpensier, et le château de Sales, luxueusement restauré à la moderne, sur un officier évadé des bagnes d'Alger, sur Nevers, sa cathédrale et son fameux couvent, chanté par Gresset, sur la foire de Montargis et sur Nemours et son canal, nouvellement terminé pour l'arrivée de Pie VII, à l'occasion du sacre de l'Empereur, sont les points saillants de ce chapitre. L'auteur entra à Paris par Essonne, Fromenteau et Villejuif, et descendit au bureau de la rue Dauphine.

Il prit la diligence pour Bruxelles, rue Notre-Dame-des-Victoires, et traversa, dans ce parcours, Senlis, Péronne, Cambrai, Valenciennes, Mons, Soignes et Halle. A Cambrai, dont les remparts, comme ceux de Péronne, étaient condamnés, il remarque, dans la cathédrale, le tombeau de Fénelon et un tableau imitant, à s'y méprendre, une sculpture en bas-relief. A Valenciennes, ruiné par les Autrichiens en 1790, il voit des prisonniers anglais, puis il traverse la forêt de Soignes, infestée, dix ans auparavant, par une bande de brigands, dits *chauffeurs*, admire, dans la cathédrale de Halle, une belle lampe, faite d'une coupe d'onyx antique, garnie d'un pied et de bees d'argent, ainsi que le tableau représentant la sainte Vierge recevant dans son tablier les boulets du duc d'Albuquerque, et sauvant ainsi la ville. Il y voit même plusieurs de ces boulets dans un coffre. Enfin il arrive à Bruxelles.

La police y était sévère, car on y rencontrait beaucoup de malfaiteurs chassés de Paris, et d'ailleurs les Brabançons aiment le tumulte. L'Empereur venait d'y faire restaurer Sainte-Gudule.

De Bruxelles au terme du voyage, l'auteur nous montrera rapidement Louvain, Tirlemont, Liège et Wiset. Au cours de la route, il signale le beau château impérial de Saacke, de style grec, avec un énorme dôme. La vue s'étend de là sur une grande étendue de pays. Puis viennent Coorbeck, Tirlemont, ville brûlée depuis 1704 et perdue au milieu de son ancienne enceinte fortifiée. Aux environs, trois monticules de terre indiquent les sépultures d'un général espagnol et de ses deux fils, tués au temps du duc de Parme, et on remarque plus loin une antique chapelle mérovingienne. Quant à la ville de Saint-Trond, brûlée par les Autrichiens après Fleurus, elle offre tristement une cathédrale, des rues et des faubourgs en ruines. A Liège, l'auteur s'embarque, sur la Meuse, pour Maestricht, où il parvient, après une escale à Wiset.

La description de Maëtricht et des environs est particulièrement intéressante. Au pied du fort Saint-Pierre, s'ouvre une immense grotte, avec de nombreuses galeries, s'étendant jusqu'à Liège où se trouvèrent les corps de deux Récollets égarés. On y voit une chapelle souterraine, taillée dans le roc avec tous ses accessoires, qui servit pendant la Terreur. De ces carrières d'une roche friable, on tira, en 1780, un crocodile pétrifié, transporté, en 1804, au muséum de Paris. Le château de Fouquemont, détruit par le duc d'Albe en 1567, offre encore de belles ruines.

Quant à la ville, on y remarque un bel Hôtel-de-Ville, avec une horloge à carillon, jouant la *Marche des Barbares de Lomské*, et *Lorsque dans une tour obscure des Prisonniers*, airs alors à la mode. La cathédrale, sous le vocable de saint Gervais, premier évêque et patron du pays, contient le sépulcre de ce saint et le monument du comte de Tilly. La voûte en est si solide que l'on a pu établir au-dessus des magasins à grain. A Saint-Nicolas, le tabernacle est garni d'un mécanisme qui fait sortir les vases sacrés et descendre le Saint-Esprit. Le pavage est semé de nombreuses tombes de métal et de marbre. Quelques détails sur les maisons, propres mais incommodes, sur la dévotion plus exubérante que sérieuse des habitants, et sur l'histoire de la ville où tout le monde, sauf un homme et une femme, fut massacré, en 1579, par l'armée du duc d'Albe, complètent ce récit. Il se termine par la mention d'un curieux usage : la ville entretenait 13 pauvres, nommés les *Douze Apôtres* et le *Bon Dieu*.

M. le président, en remerciant M. de Ribier, fait remarquer l'intérêt des anciens itinéraires. D'abord simples journaux de route, les changements incessants que subissent les villes et les monuments en font bientôt de véritables documents historiques et archéologiques.

2^e M. Charon présente un beau spécimen de l'âge de pierre, provenant du Grand-Pressigny Indre-et-Loire, et acquis par lui en vente publique. C'est un *nucleus* de silex, d'où l'on a tiré, par des chocs exécutés sous un angle déterminé, toute une série de lames de couteaux et de pointes de lances ou de fleches. Les traces en sont très-visibles. Cette pièce est du genre de celles que l'on appelle vulgairement, à cause de leur forme, des *livres de beurre*. Comme une des extrémités est assez amincie pour être embrassée par la main d'un homme, M. Charon pense que ce silex a pu aussi servir de massue. Il pèse 6 livres, sa longueur est de 0^m, 50^c.

3^e M. l'abbé Durville nous fait aujourd'hui l'histoire du port Com-muneau et de la rue Saint-Léonard, consciencieuse étude qui est accueillie avec le plus grand intérêt. Il y joint le calque d'un plan de De Vigny, conservé aux Archives départementales.

L'histoire curieuse du fort en terre, élevé en 1568 sur l'emplacement de la place actuelle du Port Communeau, et non encore terminé en 1592, est une des parties principales de ce travail. C'était une espèce de montagne de terre, avec une caverne ou casemate au milieu. Il ne servit point et les malfaiteurs en firent bientôt leur repaire. Une partie en fut donnée aux Pénitentes en 1702 et 1757, et Cacault, l'auteur du fameux plan de Nantes de 1756, reçut aussi de la Ville, à titre de présent, une portion des terrains qui devinrent la place du Port Communeau. Cette place s'appela d'abord *place d'Aiguillon* et un grand marché s'y tenait. Quant à la rue de Strasbourg qui y débouche et dont le projet datait du XVIII^e siècle, percée seulement sous le second Empire, elle porta d'abord le nom de *rue de l'Impératrice*.

La chaussée du Port Communeau était percée de plusieurs moulins, dits *moulins Constant*, dès le XI^e siècle, et dont l'un, pour avoir servi de moulin à poudre à la Ville qui les avait achetés des religieuses du Ronceray, porta le nom de *moulin à harnois*. Les moulins Gillet occupaient l'autre extrémité de cette chaussée, vers la rue Talensac, sur laquelle elle se dirigeait.

L'ancien *hôtel de Bretagne* devait être une des constructions des Pénitentes, datant de 1754 environ.

Après avoir recherché la place de la fameuse rue de l'Echellerie qui a tant exercé la sagacité des archéologues, et fait l'histoire de la Retraite des femmes, fondée en 1733 par les Pères Jésuites, de l'Ecole de chirurgie, et du jardin de l'Arbalêtrie, sur l'emplacement duquel fut élevé le Museum jusqu'en 1874, M. l'abbé Durville s'occupe du jeu de paume dans lequel, le dimanche 17 mai 1649, joua la troupe Dufresne, dont Molière faisait partie.

Bien qu'il ait eu à Nantes plusieurs jeux de paume, notamment dans la *douve des Arquebusiers* (cours St-André actuel), de 1618 à 1669, et rue Basse-du-Château, ainsi que le fait remarquer M. Soullard, cependant il n'y a pas lieu de repousser la vieille tradition nantaise d'après laquelle Molière joua dans le jeu de paume de la rue Saint-Léonard, démoli en 1836, et dont le souvenir est conservé par une plaque de marbre, apposée en 1837 par Verger (l'auteur des *Archives Curieuses*), sur la maison portant le n^o 17 de cette rue, aujourd'hui façade d'une droguerie. Ce jeu de paume existait déjà en 1586, et quatre ans après Molière, en 1652, une autre troupe de comédiens obtint la permission d'y jouer, ce qui peut porter à croire qu'il servait habituellement de théâtre aux troupes ambulantes.

1^{re} De la valeur de la chronique dite de Saint-Brieuc, introduction

d'une thèse sur notre plus ancienne histoire générale de Bretagne, qui va des origines à 1416. Dans cette vaste compilation, œuvre d'un clerc de la chancellerie ducale qui écrivait dès 1363, les faits sont généralement dénaturés par le patriotisme breton de l'auteur. Son principal mérite est de nous avoir conservé une bonne copie de la *Chronique de Nantes* (utilisée d'ailleurs par M. R. Merlet, éditeur de cette chronique). Quelques bons renseignements peuvent être tirés de la partie que l'auteur a composée d'après les souvenirs personnels. D'ailleurs de nombreuses lacunes et d'étonnantes erreurs ne permettent pas de considérer la *Chronique de Saint-Brieuc* comme un travail définitif. C'est plutôt un amas de matériaux, destinés à être mis en œuvre dans un sentiment breton poussé à l'extrême.

5° M. le baron Christian de Wismes nous fait ensuite le récit d'un fait inédit des guerres de Vendée, précédé d'un intéressant coup d'œil généalogique sur la famille de Louis de la Roche Saint-André qui en fut le héros.

Louis de la Roche Saint-André, fils de Louis et de Gabrielle du Chilleau, avait épousé Marie de Carcouët. Ayant appris qu'un groupe de prisonniers devait être conduit de Beauvoir à Challans, pour y être exécuté par ordre de Charette, il se rendit dans cette dernière localité et leur sauva la vie. Ce fait d'humanité est attesté par un républicain qui en fut le témoin, ce qui lui donne la plus grande authenticité.

Louis de la Roche Saint-André se signala ensuite à la prise de Pornic, prit part à l'attaque de Nantes et fut tué à la bataille de Savenay.

Cette famille perdit plusieurs de ses membres au cours de la même guerre, à Quiberon et sur l'échafaud révolutionnaire, notamment le vénérable abbé de la Roche Saint-André, guillotiné à l'âge de 80 ans. Voir *Un martyr de Carrier*, par le baron de Wismes, dans la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1894, 1^{er} semestre.

La séance est levée à 6 h. 14.

Le secrétaire général,

P. DE BERTHOUD.

ÉTUDES

SUR LE VIEUX NANTES

LA MOTTE & LE COURS SAINT-ANDRÉ¹

Dernièrement, le Cours Saint-André offrait le spectacle lamentable d'un champ de bataille au soir de la mêlée. Ils jonchaient, en grand nombre, le sol de leurs longs cadavres, ces arbres qui pendant longtemps avaient fait l'orgueil du Cours et la joie des promeneurs. Combien avaient dû retentir lugubrement, dans le cœur de ceux qui les aimaient, les coups secs de la hache qui les abattait avec tant d'indifférence ! Il est si triste de voir disparaître des arbres avec lesquels on a vieilli, ces bons amis que l'on retrouve tous les jours, avec la même fidélité, sous sa fenêtre ; et qui, ne sachant pas vous refuser un service, sont toujours prêts à vous accorder leur ombre quand vous venez la chercher à leurs pieds.

Pauvres arbres ! pourquoi avaient-ils vieilli ? pourquoi la faux du temps, ou plutôt la serpe des hommes, les avait-elle mutilés ? Pourquoi étaient-ils devenus inutiles ? Pourquoi, d'un sol épuisé, leurs racines ne tiraient-elles plus qu'une maigre sève impuissante à alimenter un luxuriant feuillage ? Pourquoi ?.. Ne pourrions-nous pas adresser tous ces *pourquoi* à l'humanité ?

¹ Cette étude a déjà paru dans *l'Espérance du Peuple* de cette année, n° 65 et suivantes. En la redonnant, sur des sollicitations trop flatteuses, dans le *Bulletin de la Société Archéologique*, nous lui conservons sa forme première. Cependant nous lui avons fait quelques additions, et nous indiquons les sources où nous avons puisé.

Il vient, pour tout et pour tous, un moment où l'on est incapable de remplir la fonction pour laquelle on existe. Les administrations qui ont à considérer, dans les êtres, moins les services rendus que les services à rendre, vous font entendre la sentence : « Arbre inutile, pourquoi t'obstiner à occuper une place que tu ne peux plus remplir et qu'un autre remplira avantageusement ? *Quid terram occupas, inutile lignum ?* »

Cette sentence dure, mais raisonnable, que chacun entendra à son heure, a été portée contre les arbres du Cours Saint-André par la municipalité nantaise, au dernier automne, et voilà pourquoi ils ne reverront pas le printemps :

Fatal oracle d'Epidaure !
Tu m'as dit : Tes feuilles, vieux bois,
A tes pieds tomberont encore,
Mais c'est pour la dernière fois !...

Nous avons laissé emporter silencieusement leurs cadavres, sans faire part de leur chute à ceux qui les connaissaient et les aimaient. Les colonnes de l'*Espérance du Peuple* étaient occupées si agréablement par d'intéressants discours que, pendant ce temps, nous n'avions qu'à nous taire¹.

Disons que nous le faisons volontiers, non seulement pour le plaisir que l'on goûte à entendre ou à lire de belles choses, mais encore par prudence.

Virgile parle, dans ses « Bucoliques », de l'oison qui élève ses cris discordants parmi des cygnes harmonieux :

« *Argutos inter strepere anser olores*². »

Ce souvenir classique n'eût pas manqué de venir à l'esprit de quelque malin lecteur. La comparaison, pour être juste, n'est pas flatteuse pour tout le monde : n'ayant aucune chance d'être placé parmi les cygnes, était-il bien prudent de faire lever... cet oison ?

¹ Les discours de M. H. Le Meignen et de M. le Marquis de Bremond d'Ars ont aussi été publiés dans le *Bulletin de la Société Archéologique* : 1899, premier fascicule, p. 4-50.

² *Eglog.* IX.

Aujourd'hui que notre attention n'est plus détournée par les attraits qui la captivaient si heureusement, nous irons de nouveau au bois, bien que les lauriers soient coupés et emportés. Nous étudierons ce qu'a été, dans les siècles passés ce quartier de Nantes, occupé actuellement par le Cours Saint-André.

En ce faisant, nous aurons le plaisir de répondre à l'un des vœux de la *Société Archéologique* qui a entrepris un travail sur toutes les rues et quartiers du vieux Nantes.

Dans son remarquable discours, que nos lecteurs ont pu admirer à cette même place, M. H. Le Meignan, président sortant de la docte Société, a rappelé ce désir.

Peut-être pourrions-nous nous plaindre de la trahison avec laquelle, dans l'impénitence d'un récidiviste qui aggrave encore son cas, il a fait connaître au public des paroles trop flatteuses à notre égard, et qu'il eût été bon de laisser vieillir d'un cent ans, sous triple serrure, dans un musée inaccessible à nos contemporains. Mais nous aimons mieux lui prouver que nous ne lui en gardons pas de rancune, en nous empressant de répondre à son appel, et en coopérant à un travail intéressant dont tous les Nantais lui sauront gré d'avoir pris l'initiative.

Si la *Société Archéologique*, si ses distingués Présidents trouvent dans cette étude, entreprise sous leurs auspices, quelque chose de nature à être utilisé dans l'œuvre qu'ils poursuivent, ce sera pour ces lignes le plus grand honneur.

CIMETIÈRE DE SAINT-CYR

PREMIER CIMETIÈRE DES PROTESTANTS

Tout près de l'enceinte primitive de Nantes, à l'endroit où s'allonge aujourd'hui le Cours Saint-André, s'élevait autrefois une modeste éminence. Elle était loin de présenter la régularité géométrique de l'esplanade actuelle. C'était le temps où les collines n'avaient pas encore été abaissées. Un nom moins

distingué que celui de *cours*, le nom de *motte*, la désignait d'une façon plus pittoresque.

Son nom de Saint-André lui venait d'une humble chapelle située presque à ses pieds.

Cette chapelle, antérieure aux invasions normandes, desservait une petite abbaye aussi humble qu'elle. Elle fut donnée, à la fin du X^e siècle, à l'évêque de Nantes par le duc Alain, dans un acte dont le texte nous est parvenu. En 1063, l'évêque Quiriac la céda à son Chapitre. Reconstituée à d'autres époques, elle existe encore, travestie en fourneau municipal dans la rue Saint-André.

La Motte s'étendait entre les deux chemins représentés aujourd'hui par cette rue et par la rue Saint-Clément. La rue Saint-André conduisait, le long de son flanc, du pont de Barbin à Nantes. Elle entraînait dans l'ancienne ville par une porte qui perçait son enceinte septentrionale, entre la place de la Préfecture et la place Dumoustier.

Sur cette voie, à la sortie de la ville, s'élevait, avant le XIII^e siècle, une église dédiée à Saint-Cyr, et dont le cimetière occupait une partie de la Motte Saint-André.

C'est dans ce cimetière que la *Chronique de Saint-Brieuc* place le fait suivant dont nous lui empruntons le naïf récit :

« Un soir qu'un homme sortait de Nantes pour aller à la campagne, il passait par le cimetière de Saint-Cyr, situé près des murs de cette ville. Tandis qu'il le traversait, touché par le souvenir des fidèles qui y reposent, il bénit les âmes dont les corps s'y trouvaient. Sur-le-champ, il les entendit lui répondre : « Amen ! amen ! » jusqu'au moment où il parvint au cimetière de Saint-André, situé tout près de là. Ce fait le surprit grandement et toutes les fois que, dans la suite, il repassait à travers ce cimetière, il rappelait à ceux qui l'accompagnaient la réponse étonnante qu'il y avait entendue¹. »

¹ Cette partie de la *Chronique de Saint-Brieuc* a été publiée sous le titre de *Miracula Ecclesie Nannetensis*, par M. R. Morlet, à la suite de « *La Chronique de Nantes* » p. 146.

« Des faits semblables, dit l'abbé Travers, qui n'ont d'autres garants que la *Chronique de Saint-Brieuc*, dont l'auteur donne souvent des fables, mettent notre jugement en suspens. Je ne puis les assurer, mais le récit en est si naïf et si simple que je ne puis le nier. Il est certain que l'on voyait alors à la sortie de la ville, près des murs, un cimetière de Saint-Cyric, et plus bas, un cimetière de Saint-André. Il ne reste plus rien de l'un ni de l'autre, mais on voit encore (en 1748), près de l'Espron ou du Trépier, les vestiges d'une porte de ville, ouvrant du côté du cimetière de Saint-Cyric¹. »

Le cimetière de Saint-Cyr nous rappelle aussi un autre vieux souvenir. C'est là qu'à mêlé sa cendre à la poussière du sol un brave meunier qui, au XI^e siècle, a donné son nom à des moulins autrefois bien connus à Nantes : les *Moulins-Coutant*. Nous n'avons guère le temps de nous arrêter à exhumer son souvenir. Nous reparlerons de lui quand, en nous approchant des bords de l'Erdre, notre attention sera attirée par le tic-tac de son moulin. On consacre tant d'articles à ceux qui ont contribué d'une façon quelconque à tuer leurs semblables, que l'on peut bien consacrer quelques lignes à rappeler la mémoire de ces pacifiques pères nourriciers à qui nos ancêtres ont dû la continuation de leur précieuse vie.

L'église de Saint-Cyr se trouvait sur le tracé de la nouvelle enceinte que le duc Pierre Mauclerc voulait donner à la ville de Nantes, au XIII^e siècle. Détruite dans cette circonstance, elle fut reportée sur un autre point de la paroisse du même nom, appelée depuis Saint-Léonard. Elle était à l'angle des rues Saint-Léonard et Garde-Dieu, derrière le jardin de la Mairie. Autour de la nouvelle église, on ouvrit un nouveau cimetière, et l'antique cimetière de Saint-Cyr, qui se trouvait hors les murs de Nantes, finit peu à peu par être abandonné. D'après Travers, il aurait subsisté jusque vers 1528 ; et, les années qui suivirent, on l'aurait tellement oublié que, dans

¹ Travers, *Histoire de Nantes*. T. I, 175

des discussions de cette époque, on se demandait qu'elle était sa véritable situation¹.

Si, cependant, comme l'affirme un document que nous citons plus bas, les paroissiens de Saint-Léonard se rendaient chaque année, en procession, à ce cimetière, au jour du sacre, il est difficile d'expliquer cet oubli.

Tout en négligeant de se servir de leur premier cimetière, les paroissiens de Saint-Léonard en conservèrent la propriété.

Quand les Calvinistes voulurent profiter des avantages que leur procurait l'Edit de Nantes, ils songèrent à se faire inhumer dans ce cimetière délaissé.

En 1601, M. de Turcant, « commissaire député par le Roy pour l'exécution de l'Edit de ceux de la religion prétendue réformée », demanda au Bureau de la Ville qu'on leur assignât une place pour leur cimetière. La chose fut loin d'aller suivant ses désirs. Le maire n'y mit pas grand empressement, et les paroissiens, menacés d'être dépossédés, y mirent la plus grande opposition. Le maire et le procureur syndic de la Ville représentèrent au commissaire « les difficultés qui sont maintenant de trouver des places pour servir de cemitières ausdits de la religion, du costé de Saint-Clément, et l'opposition formée des paroissiens de Saint-Léonard, sur ce qu'on auroist monstré certain endroit sur la motte de Saint-André, près la Croix, qu'ils disent estre le cemitière de Saint-Léonard, et ce qui se seroit passé tant lors que depuis, en cette affaire, et aultres lieux qui auroient esté montrés audit commissaire². »

De leur côté, les paroissiens de Saint-Léonard adressèrent aux autorités la supplique suivante³ :

MESSIEURS,

Messieurs les commissaires députez de Sa Magesté pour l'exécution de l'edict de paciffication en Bretagne. Supplient humblement

¹ Travers, *Histoire de Nantes*, II. 238.

² *Ibidem.*, t. III, 13.

³ Requête à M^{rs} les commissaires députés de Sa Majesté pour demeurer en possession d'un cimetière qui est près la grosse tour de cette ville de Nantes, où se fait la procession du sacre, (Archives départ., II. 353, p. 194.)

et vous remonstrent les recteur et parroissiens de la parrasse de Saint-Léonard de Nantes, comme de tout temps immémorial ilz sont en pocession et jouissance d'un cimetière qui est près de la Grosse Tour de ceste ville d'un costé, d'aulture costé le logis et jardin de la trésorerie de l'église de Sainct Pierre dudit Nantes. et des deulx bouts la terre de la juridiction du chapitre dudit Nantes. lequel cimetière est siitué en la juridiction du prieuré de Sainct-Eur et Saincte-Julitte, auquel ilz ont accoustumé l'aller en procession à la feste du Sacre, et qu'ils auroient tousiours bien faiet entretenir, sinon depuis les troubles derniers que messieurs de ceste ville ont prins partye dudit cimetière pour bastir un espron au pied de ladite tour, qui est cause que le reste est à présent inutile, attendant lesdits suppliantz faire clore et murailler et mettre en meilleure reparation le reste de leur cimetière, pour leur servir comme auparavant ; et d'aautant qu'il est venu à cognoissance auxdits suppliantz que ceulx de la prétendue religion demandent avoir partye de ce qui reste dudit cimetière, pour enterrer leurs morts, ne seachant que soit terre sainte et patrimoine de l'Eglise, auquel il ne leur est aucune-ment loissible de toucher, à cette occasion lesdictz suppliantz vous presante (sic) leur requeste et opposition ad ce que leur dit cimetière ne soiet baillé ausdites de la prétendue religion. Ce considéré,

MESSIEURS,

Vous plaise voir les actes cy attachées¹, et ordonner que lesdits suppliants demoureront en leur antienne pocession de leur dit cimetière, comme estant terre beniste, domaine de l'église et en fief de l'église, et ferez justice.

Signé : Gardenhault, rect. — Merlaud. — René Moraud. — Macé. — Bortaud. — Chauvet. — Gailloteau. — J. B. Boullay. — Martin Pillavoine. — J. Briquet. — Le Senecal. — Delafont. — Allayre. — Rousseau. — Pierre des Hommes, etc . .

En raison de ces considérations, ils demandaient à être maintenus dans leurs anciens droits.

Mais M. de Turcant, en quête d'un cimetière pour les protestants, ne voulait reculer ni devant le maire de Nantes, ni devant les paroissiens de Saint-Léonard. « Il entendit

¹ Ces actes ont disparu.

neantmoins en bailler ung de son autorité du costé de ladicte motte. »

Bien que le registre de la Mairie ne fasse pas connaître les suites de l'affaire, « on croit, écrivait Travers vers 1748, que le cimetière des Calvinistes fut établi en bas de la Motte de Saint-André, vis-à-vis le fort de Mercœur. Quelques ossements humains, découverts en ce lieu, il y a peu de temps, semblent confirmer cette croyance. Lors de cette découverte, le . . . 1744, la Ville, qui était en procès avec le Chapitre, touchant la propriété de la Motte, en fit dresser le procès-verbal pour lui servir dans l'affaire pendante au Conseil'. »

Les Calvinistes ne furent inhumés que pendant peu de temps dans ce premier cimetière. En 1655, ils étaient de nouveau en instance près du Bureau de la Ville, pour lui en demander un autre. La Ville leur en assigna un dans la paroisse de Saint-Nicolas, dans le quartier traversé aujourd'hui par la rue d'Orléans.

Cette rue, où passent aujourd'hui tant de vivants, pourrait être pavée avec les crânes de ceux qui y ont été inhumés. Elle occupe une partie des vieux cimetières qui se sont appelés, suivant les époques : *Cimetière des Saints-Innocents*, *Cimetière de Sainte-Catherine*, *Cimetière des Suppliciés*, *Cimetière des Huguenots*.

Ceux qui s'y promènent joyeusement le soir, à la lumière éblouissante des globes électriques, ont-ils à la pensée tous ces lugubres souvenirs ? Oh ! si, sous la poussée de tant de débris humains, le sol allait se soulever sous leurs pas !

Ce second cimetière des Calvinistes ne fut pas encore leur dernier. En 1726, à la suite de lettres patentes du Roy, datées du 24 mars de la même année, la Ville désigna, pour servir de cimetière aux étrangers appartenant à cette religion, un emplacement qui se trouvait vers la place du Palais-de-Justice et la rue Mercœur.

' Travers, *Histoire de Nantes*, III 434

Le cimetière de Saint-Cyr, déjà fouillé au temps de Travers, l'a été encore depuis notre historien.

Lors de l'aplanissement de la Motte Saint-André, le Bureau de ville ordonna de surveiller les fouilles qui devaient survenir au cours de ce travail et d'en dresser le procès-verbal. On en rédigea deux sur la matière, et tous les deux parlent d'un grand nombre de tombes découvertes tant sur la Motte Saint-Pierre que sur la Motte Saint-André.

Voici un extrait de celui qui fut rédigé à la suite d'une Commission du 6 février 1764 :

« Nous nous sommes transportés au bas de la Motte Saint-André, à l'endroit où l'on élargit maintenant une allée, vis-à-vis la rue de la Motte, qui conduit à la Chambre des Comptes et au chemin de la Grosse Tour ; lesdits Robinet et Cacaault nous ont fait voir une espèce de terrain sur lequel se sont trouvées plusieurs pierres d'ardoise, en forme de tombe, et une grande tombe de la même pierre tendre que celles trouvées sous le Cavalier de la porte Saint-Pierre, avec plusieurs ossements, laquelle tombe, rompue dans un bout, ne portait aucune inscription, et a été transportée pour servir de monument, à l'Hôtel-de-Ville, par ordre du Bureau, qui l'a payée aux ouvriers qui l'avaient trouvée enterrée.

« Après quoi, nous avons chargé les adjudicataires d'avertir le Bureau de toutes les choses remarquables, comme tombes, inscriptions, médailles, pièces de monnaie de toutes sortes, que les ouvriers pourraient trouver en fouillant et déblayant les terres, pour servir au besoin ; ce qu'ils nous ont promis de faire, et ont signé avec nous le présent procès-verbal, que nous continuerons à mesure qu'avanceront les travaux de la promenade des Cours'. »

Les préoccupations qu'indiquent ces paroles font le plus grand honneur à ceux qui les ont écrites. Elles accusent dans les anciens édiles de la ville de Nantes, et dans l'échevin Mallet, dans le syndic Groleau, dans l'architecte Ceineray, dans le greffier Buord, des goûts archéologiques que l'on

¹ Ce procès-verbal a été publié par M. J. G. Renoul, dans son étude sur « *les Cours Saint-Pierre et Saint-André* ». Annales de la Société Académique de Nantes, 1860, p. 335.

serait tenté de croire incompatibles avec l'esprit commercial des Nantais de ce temps.

C'est dommage que ces archéologues dans l'âme n'aient pas songé à se réunir pour former une Société. Notre Musée archéologique regorgerait de richesses plus grandes encore, et la Société Archéologique serait plus que centenaire. C'est là une grande qualité, sinon pour les personnes, du moins pour les Sociétés, surtout pour celles qui par leur nature vivent de l'amour de tout ce qui est vieux.

Nous ignorons malheureusement ce que sont devenues les tombes dont parle le rapport précédent. Les expressions qui les désignent permettent cependant de leur attribuer une très haute antiquité. Il n'y a nulle témérité à les croire de l'époque mérovingienne, et à reculer jusqu'à ces temps anciens l'ouverture du cimetière de Saint-Cyr et la fondation de l'église qu'il entourait.

LA TENUE DES CARONS. — LA TENUE DE TORCÉ

ET LES DEUX BOURDONS DE LA CATHÉDRALE

Avant de quitter ce côté de la Motte Saint-André, vous plaî-t-il de vous asseoir sur sa pente qui regarde l'Erdre ? Nous ne franchirons pas même du regard ce vaste étang formé dans la rivière par la chaussée de Barbin et celle des Moulins-Contant ; notre esprit et nos yeux seront assez occupés par ce que cette motte nous offrira sur ses flancs, à son sommet, à ses pieds.

Les terrains qui nous séparent de l'Erdre, et où un square gracieux prolonge agréablement aujourd'hui la belle ligne de nos Cours se partagent entre deux tenues principales : la tenue des *Carons* et la tenue de *Torcé*. Ces tenues, dont il est très souvent question dans les documents relatifs à la topographie de ce quartier, appartenaient à deux chapellenies.

La tenue des *Carons* se trouvait du côté de la chapelle Saint-André. Elle dépendait de la maison que vous voyez émerger

de ces jardins, sur votre droite, à l'endroit d'où part un double chemin : l'un vers la grosse tour, dans la direction de la Préfecture ; l'autre, en passant par le haut de la Motte, dans la direction de la porte Saint-Pierre.

Elle est en partie dans la paroisse Saint-Clément, sous le fief du Chapitre, en partie dans la paroisse Saint-Léonard, sous le fief de la prieure de Saint-Cyr et Sainte-Julitte.

Cette tenue appartenait autrefois à deux frères, Jehan et Jacques Caron. En fondant une chapellenie à la Collégiale de Notre-Dame, le 30 janvier 1540, ces deux prêtres, du diocèse d'Angers, lui assignèrent ce fonds, qu'elle posséda jusqu'à la Révolution¹.

A la suite, venait immédiatement un logis moins important, avec son jardin, possédé en 1485 par M^e Jehan Guilon, curé de Saint-Denis, en 1508 par M^e Phelippes Alix, en 1624 par Ec^{le}. Michel Biré, s^r. des Brosses, et en 1646, par h. h. Jan Augereau, m^e tanneur en Grande Biesse.

Puis, de ce jardin jusqu'aux douves de la ville, s'étendait le long de l'Erdre, la tenue de Torcé.

Elle appartenait en 1458 à Missire Jehan de Rouville, vice-chancelier de Bretagne, qui fit construire la maison. Un aven, rendu en 1508 à la prieure de Saint-Cyr, la définit ainsi : « une maison et jardin derrière, sis à la Mothe Saint-André, entre jardin à M^e Phelippes Alix, d'un costé, et d'autre costé, les douves de Nantes, une terre gaste entre deux, habitant (aboutant) d'un bout à la rivière d'Erde et par le devant à ladite Mothe Saint-André. »

Son nom lui venait de Torcé, paroisse située dans l'Ille-et-Vilaine. Il lui a été légué par Maître Jehan Deno, chanoine de la Cathédrale, chescier de Notre-Dame, recteur de *Torcé*, d'Ancenis, de Freigné, de Mésanger et d'Herbognac, licencié es lois et conseiller du Roy.

Le bon chanoine était aussi connu sous le nom de sa première paroisse que sous son nom patronymique. Ses contem-

¹ Archiv. Départ. II. 355 p. 336.

porains l'appelaient couramment, et les actes qui le concernent l'appellent souvent à l'exemple de ses contemporains, du seul nom de *Torcé*.

Les deux noms qu'il avait à son service reposent aujourd'hui bien silencieusement. Et pourtant, pendant longtemps, nul ne fut cause d'autant de bruit dans toute la ville de Nantes.

N'entendez-vous pas dans la direction de la Cathédrale une sonnerie superbe, dont le fond est formé par la voix de deux grosses cloches ? Ce sont les voix de « saint Jehan-Baptiste et de saint Jehan l'Évangéliste » qui se font entendre non plus dans le désert, mais « en l'ung des portaulx de ladite église ». Écoutez bien ce qu'elles disent : dans leur balancement rythmique, vous n'aurez pas de peine à distinguer les deux noms de : *Deno, Torcé ; Deno, Torcé*.

Elles se plaisent, en effet, à répéter à l'envi des deux noms de leur donateur. C'est le généreux recteur de Torcé qui, au mois d'août 1521, a fait à la Cathédrale le don princier de 4,000 livres, pour faire fondre deux cloches en l'honneur de ses patrons, saint Jean-Baptiste et saint Jean l'Évangéliste. Le marché en a été passé, le 22 novembre 1522, avec « honneste homme Charles Foubert, natif et originaire, comme il dit, du diocèse de Chartres, et à présent demeurant dans la ville de Blays ».

« Par ledit marché, le dit Foubert sera tenu et a promis faire fondre et composer à ses propres coustz, despens, mises, charges et intérêts, totalement et entièrement, et fournir de toutes choses à ce pertinentes fors et excepté seulement estain, cuyvre et aultre métal, dedans la fin du mois de mars prochain venant, pour ladite église en l'honneur de Dieu, de la Benoïste Vierge Marie, Messeigneurs saint Jehan-Baptiste, et saint Jehan l'Évangéliste, deux grosses cloches et campanes à estre mises, colloquées et apposées au pinacle de ladite église estant vers septentrion et vers les maisons épiscopales dudit lieu, savoir l'une d'icelles du poiz de quinze mil livres et l'autre de dix mil livres, duquel métal seront tenuz les dits sieurs chanoines et chappitre et à leur vouloir et discrétion seul-

lement et uniquement ; et des parsus savoir, de terres, brique, boys, charbon, faire la fousse, moules, fer, argiles et toutes autres choses pour fondre, composer et soutenir les dits moules et aultres affaires, ledit fondeur, à ses despens, fournira et sera tenu, et a promis fournir ; quelles cloches et chacune seront et sera tenu faire ledit fondeur bonnes, sonnantes et resonnantes, levées, neeties et près la fournaise, avec engins que ledit fondeur sera tenu faire ou faire faire à ses despens.

« Dict et conditionné et convenu entre parties que si lesdites cloches ou l'une d'icelles ne se trouveront competetement sonnantes et resonnantes, que ledit fondeur sera tenu et a promis les reiffondre et en faire reiffusion, et les reiffaire et reiffondre à ses propres coustz et despens, sans que lesdits sieurs luy en soient tenuz en aucune rescompense.

« Et outre ce que dessus, ledit fondeur a promis ayder à conduire et monter lesdites cloches audit clocher ou pinacle, en le poyant de ses labours et peines à la raison ; et quand lesdites cloches seront en leur lieu oudit pinacle montées, se elles ne se trouvent pareillement bonnes, sonnantes et resonnantes, de ayder à les desceindre aux despens, coustz et mises desdits sieurs du Chappitre, et celui fondeur les refondra à ses despens.

« Et ont esté marché et convention susdits faictz à gré des parties, pour la somme et nombre de quatre cens soixante livres monnoie tournois, quelle somme lesdits sieurs et Chappitre ont promis poyer, numbrer et compter, faire poyer, numbrer et compter audit Foubert, fondeur acceptant, savoir au commencement de l'œuvre, comme se commencera, une portion de ladite somme, au milieu de la continuation de l'œuvre une aultre portion, et à la fin de ladite œuvre également l'aultre portion, lesdites cloches premièrement bien et competetement sonnantes et resonnantes.' »

Ce marché ne nous donne que le prix de la fonte des cloches ; le reste des 4.000 livres dut passer à l'acquisition des 25.000 livres de métal, que le Chapitre devait fournir, et aux frais accessoires qu'une telle entreprise entraînait.

La grosse cloche actuelle de la Cathédrale, fondue en 1841, ne pèse, paraît-il, que 10.000 livres ; celle du Bouffay, transportée dans le beffroi de Sainte-Croix, 16.000. A lui seul, Maître

¹ Archives du Chapitre, *Conclus. Capital*.

Jehan Deno fit monter dans la tour nord de la Cathédrale deux bourdons égaux aux deux plus gros bourdons de la ville de Nantes. Nous ayons bien raison de dire que nul, dans la ville, ne fut cause de plus de bruit.

Du reste, la générosité du recteur de Torcé ne fut pas épuisée par ce don magnifique. En 1505, il avait déjà fondé le double de la Conception à la Collégiale¹ ; en 1510 et en 1520, les chapellenies de Saint-Martin et de Miséricorde à la Cathédrale². Deux ans après la donation des deux cloches, il donna encore à la Cathédrale une lampe d'argent du poids de 10 mares et du prix de 176 livres, 17 sous, 6 deniers.

Tout en consacrant la plus grande partie de sa fortune à ces fondations religieuses, il n'oublia pas les fondations de charité ; sensible à de grandes misères humaines, il légua à l'Hôpital de Nantes une rente de 50 livres, « pour recevoir à faire leurs couches toutes les pauvres femmes et filles enceintes », montrant ainsi, comme le plus grand nombre des bienfaiteurs des hôpitaux, que la charité ne fleurit nulle part aussi bien que dans les cœurs où fleurit la Religion.

Maître Jehan Deno mourut le 13 août 1524, après midi. Il fut inhumé à la Cathédrale, dans la chapelle de Brehaut située du côté du tombeau des Carmes. Il était chanoine depuis 1505, et, avant ce temps, avait été envoyé en ambassade à Rome, lors de la nomination de Pierre du Chafault à l'évêché de Nantes, pour porter au Pape ses lettres de nomination.

Son œuvre se résume toute en ces deux mots qu'on aurait pu inscrire sur sa tombe : beaucoup de bruit, et pourtant beaucoup de bien.

La tenue de Torcé eut à souffrir, pour son intégrité, du voisinage des fortifications de la ville. Durant les troubles de la

¹ *Église royale et collégiale de N.-D. de Nantes*, par M. de la Nicollière, p. 393.

² Archives du chapitre.

³ Travers. T. II. 296.

Ligue, le duc de Mercœur la fit entrer en partie dans ces fortifications.

Le Chapitre de Notre-Dame qui avait demandé des dédommagements à ce sujet, ne les obtint que quelques années plus tard. En 1607, nous apprend Travers, « la Ville et le Chapitre convinrent, le 28 juin, d'accorder un dédommagement, sous la condition que le Chapitre donnerait, du restant de sa tenue, le terrain nécessaire pour le chemin qui conduit à la Grosse Tour. L'étendue de ce terrain fut déterminée le 28 février 1608, et le chemin qui conduit de la motte Saint-André fut ouvert¹ ».

LA DANSE DES DAMES. — LA FAIENCERIE

Maintenant que nous nous sommes un instant reposés à regarder l'Erdre et à entendre le son des cloches, si nous faisons le tour de notre Motte ? A partir de l'Erdre, en remontant jusqu'à la porte de Saint-Pierre, notre vue est arrêtée par les fortifications. Si nous vous en racontions l'histoire, ainsi que celle de ces monuments dont les flèches ou les faîtes s'élèvent au-dessus de ces remparts, ce serait l'histoire de tout Nantes qu'il faudrait vous raconter.

Mais, tout près de l'Erdre, à une faible distance de la Grosse Tour qui prend un bain de pieds dans la rivière où elle se mire, ne découvrez-vous pas une petite esplanade qui se rattache au bastion de Saint-André ?

C'est la *danse des Dames*. La danse des Dames ? Ce nom, direz-vous est bien singulier. — D'accord, mais vous allez en comprendre l'explication.

A quoi servirait d'être dame, si l'on n'avait des caprices.

¹ Travers, T. III, 154. — A partir de cette date, ce chemin figure dans les aveux rendus pour la tenue de Torcé. Voici celui du 21 mars 1624 : « Corps de logis couvert d'ardoise avec sa cour au-devant et jardin au bout, vulgairement nommé la tenue de Torcé, estans du domaine dudit Chapitre de Notre Dame, bournez d'un costé vers galerie, maison appartenant à Escuyer Michel Buré, s^r des Broses, d'autre costé le chemin, qui conduit de la motte Saint-André à la rivière d'Erdre, d'un bout ladite motte Saint-André, d'autre bout ladite rivière d'Erdre. (Arch. dép., H. 355.)

et d'être grande dame, si l'on ne pouvait s'en payer de grands ? C'était sans doute l'opinion de la duchesse de Mercœur qui fut autrefois de fait, sinon en titre, la reine de Nantes.

Quand, en 1590, le duc de Mercœur commença le bastion de Saint-André, qu'il signa de sa double croix de Lorraine, semblable à celle que l'on peut encore voir sur certaines parties du Château, la duchesse songea à utiliser pour son plaisir une partie du terrain voisin. Le 29 octobre 1591, le Bureau de la ville, toujours plein de déférence pour la noble dame, « fit marché, dit Travers, avec plusieurs ouvriers de Lamballe, pour bêcher, aplanir et rendre commode à la danse des Dames, dont Madame de Mercœur était la principale danseuse, le terrain de la Motte de Saint-André, depuis l'éperon de la casemate jusqu'à la descente au port de la Grosse Tour. » Ce port avait alors une autre situation qu'aujourd'hui¹. »

Il est à croire que la Ville dut s'apercevoir, et l'on peut le savoir autrement que par l'expérience, que la danse des Dames ne va jamais sans la danse des écus.

Du reste, avant de disparaître, la Danse des Dames connut les humiliations de la déchéance, et finit par être foulée par des pieds moins nobles que ceux pour lesquels elle avait été faite.

C'est ce que nous apprend un voyageur du commencement du XVIII^e siècle. « Nantes, dit-il, est une ville de plaisir et d'ouvrage pour le peuple, et surtout les ouvriers ; ceux-ci ont un lieu nommé la Danse des Dames, vis-à-vis le bastion et au bas de la Motte Saint-André, où ils se divertissent fort, pendant les soirées d'été. Les marins n'y vont guère, mais souvent les commis négociants et les écoliers². »

Passons de la Danse des Dames à un établissement moins frivole.

Nantes, au XVI^e siècle, avait vu s'établir une verrerie dans le quartier de ce nom, par les soins d'un gentilhomme verrier d'Italie, Jean Fer, frère d'Augustin Fer, le fondateur de la

¹ Travers, T. III. 63.

² Cité par Guépin, *Hist. des Progrès de la ville de Nantes*, p. 110.

verrerie d'Héric. Mais la ville n'avait pas encore de faïencerie. Ce ne fut qu'en 1752 qu'elle s'enrichit de cette nouvelle industrie.

Le 21 février 1751, les sieurs Leroy de Montillier et compagnie présentèrent une requête au Bureau de la ville pour obtenir la permission d'élever une fabrique de faïence au bas de la Motte Saint-André, entre la Motte et les murs de la ville.

Le Bureau fut favorable à leur requête et au mois d'août 1752, la Mairie adressa au gouverneur la lettre suivante :

« MONSEIGNEUR,

« Nous apprenons par M. Bellabre, seneschal et maire de cette ville, qui est actuellement à Paris, que le sieur Leroy de Montillé avait présenté une requête au Conseil pour obtenir la permission de faire fabriquer ici toutes sortes d'ouvrages de fayence, et que cette requête vous avait été renvoyée pour avoir votre avis.

La persuasion où nous sommes, Monseigneur, que cet établissement serait très utile à nos concitoyens, nous engage à vous supplier de lui être favorable. Le sieur Leroy a déjà fait de grandes dépenses tant en bâtiments qu'en essais de terres de différentes espèces qui se trouvent aux environs de cette ville et qui sont propres à cette sorte d'ouvrages. Plusieurs d'entre nous sont témoins que ces essais ont réussi et qu'on y pourra fabriquer de la fayence qui aura la propriété singulière de souffrir le feu le plus ardent sans que l'émail en soit aucunement endommagé.

L'intérêt de nos concitoyens se trouve donc ici réuni avec celui du sieur Leroy. Il ferait sans doute une perte immense s'il ne pouvait obtenir la permission qu'il demande, mais nous croyons pouvoir dire aussi avec vérité que le public serait privé par là d'un très grand avantage. »

Avec une telle recommandation la nouvelle manufacture ne pouvait manquer d'être autorisée. Elle prit un développement si rapide que quelques années plus tard, son propriétaire, le s^r Bellabre successeur du s^r Le Roy, ambitionna pour elle le titre de *manufacture royale*. Il s'adressa aux Etats de Bretagne

¹ Verger, *Archives curieuses de la ville de Nantes*, T. III, 130.

qui consignèrent ainsi sa demande dans les registres de leur greffe, à la date du 12 décembre 1760.

Sur le rapport d'une requête présentée par le sieur Bellabre qui exposoit qu'en 1751, le sieur le Roy de Montellier et compagnie établirent une manufacture de faïence dans laquelle ils en firent fabriquer de toutes les espèces et d'une qualité supérieure à celle des manufactures du royaume ; ce qui porta Sa Majesté à approuver cet établissement par arrêt de son conseil du 7 mars 1752 en permettant audit sieur Le Roy de continuer sans interruption de faire fabriquer de la dite faïence ; ce qu'il fit et s'attacha à lui donner la perfection dont elle pouvait être susceptible ;

Que le sieur Bellabre qui a succédé audit sieur Le Roy et compagnie dans la propriété de ladite manufacture, a continué de l'augmenter, tant en ouvriers qu'en bonté et beauté de la faïence, de sorte qu'aujourd'hui et mêmes depuis quelques années, il en fait de toutes espèces et dans telle forme qu'il plaist à ceux qui lui demandent.

Pourquoy et eu égard aux autres motifs exposés dans sa requête, il réclamait la protection des Etats et les suppliait en conséquence de charger leurs députés et procureur général syndic d'obtenir pour lui au Conseil le titre de manufacture royale,

De laquelle requête lecture ayant été faite,

Les Etats ont chargé et chargent leurs députés et procureur général syndic qui iront à la Cour, de solliciter, pour la manufacture de faïence dudit sieur Bellabre, le titre de manufacture royale afin de donner un lustre à la dite manufacture et d'y pouvoir mieux contenir les ouvriers, et de faire en conséquence tout ce qu'ils estimeront convenable¹. »

« Il y a tout lieu de croire, ajoute Verger dans ses *Archives curieuses*, que cette manufacture était près de la rue Royale et du lieu où a été bâtie la maison de M. Bessard du Parc. Quand on en a creusé les fondements, nous y avons vu une grande quantité de débris de poterie moderne². »

Un acte de vente de l'hôtel situé sur le Cours Saint-André, derrière l'hôtel de la Division militaire, permet de connaître assez exactement l'emplacement de cette faïencerie.

¹ Arch. départ., C. 444. f. 257.

² Verger, *Archives curieuses*, T. I. 144.

Dans cet acte, du 22 août 1778, Joseph-François de Robineau, chevalier, seigneur de Bougon, et Jean-Vincent son frère, écuyer, vendent pour 130,000 livres à dame Marguerite Roy, veuve de Pierre Cottin, de Saint-Domingue, une maison et hôtel nouvellement construits vis-à-vis le Cours connu précédemment sous le nom de Motte Saint-André, entre maison et hôtel de M. d'Aux, maison au sieur Pineau ; par derrière, maison ou terrain ci-devant *fayencerie* ; par devant, Cours Saint-André, rue entre deux'.

C'est donc derrière l'hôtel d'Aux, aujourd'hui occupé par la Division militaire, et derrière l'hôtel voisin, que se trouvait l'établissement du sieur Leroy de Montillier.

Cette première faïencerie eut un tel succès, qu'elle excita dès lors une concurrence à laquelle le Bureau de la ville dut remédier.

En 1753, Nantes en était déjà à sa troisième fabrique de faïence. Mais le sieur Lhote, qui avait établi ses fours et fourneaux sans la permission des autorités ni l'autorisation du Roi, en fut pour ses frais. Il présenta inutilement sa réclamation au Bureau. Le Bureau lui répondit « qu'il ne pouvait permettre l'établissement d'une nouvelle fabrique de faïence, parce qu'il y en a déjà deux, et que ce serait causer leur ruine que de souffrir la concurrence d'une troisième. Il se plaignit que le bois de chauffage avait déjà augmenté d'un quart, depuis l'établissement des deux autres manufactures, et que ce serait nuire au public que d'en favoriser une autre. Enfin, comme le sieur Lhote était médecin, il prétendit qu'un médecin ne pouvait devenir un bon fabricant de faïence². »

Il faut avouer que cette dernière raison était loin d'être aussi bonne que la première. Ceux qui l'alléguèrent ignoraient probablement le début du quatrième livre de l'Art Poétique de Boileau :

Dans Florence, jadis, vivait un médecin.

¹ Archives départ., G. 255.

² Verger. *Archives curieuses*. T. III. 144.

Pour avoir été mauvais médecin, Claude Perrau n'en devint pas moins un excellent architecte. Rien n'empêche qu'on ne sache, tout à la fois, et ordonner de très bons onguents et les faire mettre dans des petits pots de sa façon.

La seconde raison avait alors, à Nantes, quelque valeur. Bien que le pays fût assez boisé, on craignait que de trop nombreuses manufactures ne consumassent plus de bois que les forêts n'avancent à en produire.

Cette crainte de voir manquer ce combustible perce encore dans les lettres d'autorisation d'une seconde verrerie pour la fabrication de *cannerettes* ou *cannettes*. Un habitant de la Rochelle ayant voulu, vers 1782, introduire à Nantes cette « branche de commerce très intéressante pour la traite des Nègres », et dont la Hollande avait jusqu'alors la spécialité, ne put faire autoriser sa verrerie qu'à condition de se servir de charbon de terre. On trouvait, du reste, ce charbon dans le pays. Les mines de Nort et de Montrelais étaient depuis quelque temps en pleine exploitation.

Le Bureau de la ville, qui voyait une incompatibilité entre la faïencerie et la médecine, croyait que la première pouvait mieux s'accommoder de la géométrie. Vers cette même époque elle laissa s'élever vis-à-vis de la place Viarme « une manufacture de faïence, entreprise par le sieur Cacaut, le même qui leva le plan de la ville et des faubourgs de Nantes, en 1756 et 1757¹. »

De ces manufactures, aucune n'a laissé de souvenirs. Plus tard, vers l'extrémité de la chaussée de la Madeleine, il s'éleva une autre faïencerie qui, en disparaissant, a du moins eu un avantage. Elle a laissé un nom plus propre à la continuation de l'ancienne rue des Fumiers. Après l'avoir désaffectée, elle en a désinfecté jusqu'au nom.

¹ *Dictionnaire géographique, historique, etc...* par l'abbé J. Joseph Expilly

UNE CORDERIE

Dirigeons-nous maintenant, en longeant les douves de la ville, vers la porte Saint-Pierre, que l'on peut encore voir encadrée dans ce que l'on continue d'appeler, d'une expression, désormais bien prétentieuse, le Palais épiscopal.

Les abords de la porte étaient autrefois encombrés de plusieurs petites constructions. La rue Saint-Clément se continuait en séparant les deux mottes jusqu'à cette porte, côtoyant les maisons qui bordaient presque sans interruption la Motte Saint-André. Dans une enquête de 1521, un témoin atteste qu'il y avait alors cinquante ans « il vit les maisons dudit Saint-Clément estre du costé devers la motte Saint-André, jusques près les douves du belouard dudit Saint-André à distance de ladite douve de douze ou quinze pieds¹ ».

Lors des guerres entre la Bretagne et la France, les nécessités de la défense firent abattre toutes ces maisons. On éleva à leur place « des fortifications considérables, et entre autres les tours, boulevards et porte de Saint-Pierre servant d'entrée à la dite ville, qui ont esté faites en l'an 1534, comme il se justifie (1682) au chiffre marqué à la décoration et armes qui sont au-dessus du pont-levis prochain de la herse de ladite porte Saint-Pierre² ».

Afin que son terrain, occupé précédemment par des maisons, ne restât pas inutile, le Chapitre l'affirma à des cordiers. En novembre 1528, il permit à « Thomas Michel, cordier, d'élever une loge sur la Motte Saint-André, ainsi que de planter des pieux et tout ce qu'il faut pour faire des cordes³. La même année, il avait déjà affermé un emplacement voisin à Pierre Coaislier, pour trois ans.

Les deux cordiers payaient leur ferme en produits de leur

¹ Archives départ., G. 250.

² Archives départ., G. 250. Document de 1682, p. 17.

³ Arch. du Chapitre. *Conclus capitul.*

métier. D'après leur bail, « ils fourniront des cordes, bien et deument, pour aultant qu'il en fauldra et sera requis en avoir durant lesdits troys ans : savoir ledit Thomas Michel les deulx grosses cloches que feist fere en son vivant defunct maistre Jehan Deno, recteur de Torcé, estantes en l'un des porteaulex de la dite église; et ledit Coaislier, les troys plus grosses cloches de l'autre portal d'icelle église¹ ».

Nous avons déjà fait connaissance avec les deux grosses cloches de la tour nord de la Cathédrale. Les termes de ce bail nous apprennent que, si la tour sud en avait de moins grosses, elle en avait un plus grand nombre. Parmi ces dernières, on entendait alors la cloche *Clair*, la cloche *Félix* et la cloche *Paul*.

La cloche *Paul* ne sonnait que depuis trois ans. Elle avait été fondue en 1525. Elle pesait 3.092 livres et demie. Le Chapitre avait donné au fondeur trente livres pour la fondre, et trente sous pour la monter dans le clocher. Il avait lui-même, comme d'ordinaire, fourni le métal; il en était resté 987 livres.

Les deux tours de la Cathédrale étaient donc dès lors assez élevées pour recevoir leurs cloches. Le marché pour la translation des cloches dans la tour méridionale du nouveau portail, avait été conclu en 1508, et, en 1509, il était en voie d'exécution¹.

¹ Arch. départ.

² Pour en finir avec la vieille sonnerie de la Cathédrale, nous empruntons à un registre écrit vers 1777 les détails suivants qui ont leur intérêt. Il serait assez facile de les compléter, mais cela nous entraînerait trop loin.

« La sonnerie de Saint-Pierre passe pour une des plus belles du royaume, par ses accords et par la grosseur de ses cloches, qui sont au nombre de 13, dont deux du côté de l'Evêché.

La plus grosse, nommée *Charles*, fut donnée en 1552, ainsi que le porte son inscription, par Jean Desnos, chanoine, fut refondue et augmentée de plus de moitié en 1653, par les libéralités de Louis 13^e (sic pour 14^e) et nommée par Charles de la Porte, gouverneur de la ville et château de Nantes, elle pèse 18.134 livres.

La 2^e nommée *Louise*, a été refondue en 1708, par la munificence de Louis 14^e. M. le comte de Toulouse fut son parrain. (C'est selon les apparences celle de 9.000 livres qui fut fondue en 1565.)

La plus grosse de l'autre clocher se nomme *Marie*. Elle fut fondue en 1667.

Mais nous nous apercevons que nous nous laissons encore entraîner au plaisir d'entendre sonner les cloches, et le lecteur va trouver que le défaut de ces babillardes est communicatif. Bouchons nos oreilles pour nous arracher à ces sirènes ; et, en flâneurs qui se délassent d'un plaisir par un autre, regardons tourner la roue de nos cordiers.

Elle tourna longtemps sur la Motte Saint-André, travaillant pour bien des choses et pour bien des personnes. Elle tourna pour les cloches, afin de les faire sonner, pour les navires, afin de tendre leurs voiles, pour les criminels, afin de les garrotter et, parfois, de les pendre. Elle tourna pour tous les gens de cordes, et pour tous les gens à ficelles, qui quelquefois ne valent guère mieux que les premiers. Elle tourna, retourna, tourna encore, au chant du cordier, tantôt avec une paresseuse lenteur, tantôt avec une rapidité vertigineuse ; elle tourna tant enfin que, comme on vient à bout de tout, le cordier, lui aussi, se trouva au bout de sa corde, ainsi que le bail qui lui permettait de faire tourner sa roue.

Enfin, la roue fit son dernier tour, et pendant que la terre continuait de tourner encore, s'arrêta. Ce fut vers 1650, au temps où les Nantais commençaient à songer à l'embellissement de leur cité, et à se dire que le commerce n'est pas tout

Le duc de Mazarin, maréchal de la Meilleraye, gouverneur de la ville et château de Nantes, en fut le parrein : c'est celle sur laquelle frappe l'horloge.

La 2^e se nomme *Pierre*, fut aussi fondue en 1663 et eut le même parrein.

La 3^e s'appelle *Victor*, fondue en 1708, dont le duc d'Estrées parrein.

La 4^e, *Rogatienne*, sans nom de parrein fut fondue en 1687, c'est celle qui sonne le sermon, vespres, l'Angelus, etc.

Les quatre du carillon se nomment : *Pierre*, *Paul*, *Similien*, et *Gohard*, furent fondues en 1663 sans nom de parrein ny de poids, comme toutes les précédentes à l'exception de la première.

Enfin deux autres que l'on nomme de la paroisse, fondues en 1741, dont M. le M^{re} de Brancas, gouverneur de Nantes, fut parrein, et finalement les deux appaux de l'horloge et la commande.

Il faut 40 hommes pour les sonner pendant une demi heure parce que 12 relèvent au bout d'un quart d'heure ceux des grosses cloches et du carillon.

Outre la beauté de la charpente de Saint Pierre, elle est encore remarquable, parce qu'étant de châtaigner, il ne s'y engendre jamais d'araignées. Il y a 100 marches de l'église à l'horloge, 100 autres jusqu'au clocher et 80 jusqu'aux plates-formes, de 6 pouces chacune. Archives du Chapitre.

pour une ville, mais que l'on fait beaucoup pour elle en paraissant ne sacrifier quelque chose qu'à son agrément.

La situation exceptionnelle, pour ne pas dire unique au monde, du vaste terrain qui s'étend entre deux beaux cours d'eau, les avait frappés ; et, rêvant d'avance ce que nous contemplons aujourd'hui, ils plantaient les premiers jalons de cette longue promenade qui unit l'Erdre à la Loire, et fait circuler si largement sur ce point de Nantes les deux choses qui contribuent le plus puissamment à la salubrité d'une ville : l'air et le soleil.

Dans la transformation de Nantes qui commença avec le XVIII^e siècle, le Bureau de la ville devait rencontrer des difficultés de toutes sortes. Il fallait se heurter à tant d'intérêts divers, que, de ces heurts, on pouvait craindre, non seulement de nombreux froissements avec les personnes, mais encore des obstacles insurmontables pour le but poursuivi.

Hâtons-nous d'ajouter que les corps religieux, que les Communautés de Nantes firent dans ces circonstances, le plus souvent, plus que leur devoir. Au lieu de profiter de leur puissance pour s'opposer aux desseins de la Ville, au lieu d'exiger des indemnités déraisonnables dont la réclamation fait parfois renoncer à d'utiles projets, ils favorisèrent avec la meilleure grâce des projets dont leurs intérêts particuliers n'étaient pas sans souffrir.

Telle a été la conduite des Jacobins, lorsque fut agrandie la place de leur nom ; des Cordeliers, lorsqu'on fit la place de la Préfecture ; des Calvairiennes, lorsqu'on fit la rue du Calvaire.

Si nous avons à traiter des rapports de l'Edilité nantaise avec les Communautés religieuses, dans la transformation de la ville de Nantes, on verrait que, sauf de très rares exceptions, explicables et excusables, ils ont été des meilleurs, et ont mérité à ces Communautés, de la part de la Ville, les remerciements les plus élogieux¹.

Du reste, les Communautés ne faisaient que suivre l'exem-

¹ V. plus loin *rue Royale*.

ple de l'Evêque de Nantes. Quand, faute d'argent, on était sur le point d'interrompre les travaux des Cours Saint-Pierre et Saint-André, nous le verrons, le premier, s'inscrire sur la liste de souscription entreprise pour la continuation de ce travail ; et, lors de l'ouverture de la rue de l'Evêché et de la rue Royale, il consentit si volontiers au morcellement de son domaine, que le Roi lui-même tint à lui en exprimer sa satisfaction. Dans ses lettres patentes du 30 décembre 1763, Louis XV, en effet, allègue, parmi les motifs de son approbation à l'ouverture de ces rues, qu'il veut « encourager le zèle des maire et échevins de Nantes pour l'embellissement d'une des principales villes de son royaume, et donner à l'Evêque de Nantes des preuves de sa satisfaction à y contribuer ».

Le Chapitre s'inspirait des mêmes sentiments et trouva « que sa corderie avait mauvaise grâce sur la dite motte qui est la plus belle promenade à la dite ville, de ce côté-là ».

La corderie et sa loge devaient, en effet, faire triste figure sur la motte, « vis-à-vis du Collège ». Mais enfin elle rapportait. Or, si rabougri que soit un arbre fruitier dans un jardin, les gens pratiques le gardent tant qu'il rapporte : ils font passer la satisfaction du goût avant celle de la vue, l'utilité avant l'agrément.

Le Chapitre laissa de côté l'utilitarisme et sacrifia sa rente. « Comme l'intérêt, dit un titre de 1682, n'a point esté préféré par lesdits sieurs du Chapitre à l'embellissement, décoration et commodité publiques, ils consentirent très volontiers à la destruction qui fut faite, trente ans sont ou environ, de la loge et corderie qui ne convenait fort bien sur la dite motte qui est la plus belle sortie et promenade de toute la ville »¹, et le cordier de la motte Saint-André, ainsi que celui de la motte Saint-Pierre, condamné, mais moins cruellement qu'Ixion, au supplice d'une roue qui tourne sans relâche, alla

¹ Archives départ., G. 230.

recommencer ailleurs à balancer sa personne dans l'éternel va-et-vient de ses pas à reculons.

UN GIBET

De la corde au pendu, de la corderie à la potence, la transition est si naturelle que nous n'en chercherons point d'autre pour parler du gibet de la Motte Saint-André.

Un sentiment que les criminels ont toujours trouvé mauvais a, de tout temps, poussé les hommes à enlever la vie à ceux qui l'avaient d'abord enlevée à leurs semblables. Pour le faire, on se sert, depuis cent ans, de la guillotine ; auparavant, dans notre pays, on se servait de la potence.

Au lieu d'être dressée pour la circonstance, elle régnait d'une façon permanente, tantôt dans une lande déserte, afin que son aspect salubre détournât de l'exécution du crime ceux à qui la solitude du lieu en avait fait concevoir la pensée et en faisait espérer l'impunité ; tantôt près d'un chemin passant, ou aux portes d'une ville, pour assurer une plus grande publicité au châtement.

Il y avait autant de potences que de hautes justices : et, comme ces hautes justices étaient assez nombreuses, le sol était un peu hérissé de gibets de deux à quatre poteaux.

Laissons de côté les autres gibets de Nantes, pour ne nous occuper que de celui de la Motte Saint-André.

C'était le gibet du Chapitre : il était à l'usage exclusif de tous les criminels condamnés à mort pour une faute commise sur le fief capitulaire, à Saint-Clément, à Saint-Donatien, à Saint-Similien, à Doulon, à Sainte-Luce et autres lieux.

Le Chapitre, comme l'Evêque, comme les archidiacres, comme plusieurs personnages ou corps religieux, avait droit de haute justice sur toute l'étendue de son fief. Il devait donc avoir, lui aussi, son gibet, et était obligé de le faire servir quand les criminels le mettaient en nécessité de le faire. Autrement son fief eût été dépouillé de sa plus haute

prérogative ; et le gibier de potence, délivré de toute crainte, se fût réfugié et eût pullulé sur ses terres, au grand détriment de ses vassaux.

Du reste, le Chapitre ne rendait la justice, à aucun degré, ni par lui-même ni par aucun de ses membres. Pour l'exercer il avait une cour séculière, dont il avait le droit de créer les officiers.

A la fin du XV^e siècle, le gibet du Chapitre, avec ses deux poteaux, se dressait près le moulin du Chapitre, qui était situé derrière le couvent actuel des Ursulines, à l'intersection de la Petite-Rue Saint-Clément et de la rue des Orphelins. Le même champ portait alors la vie et la mort.

De Saint-Clément, il fut transporté à Sainte-Luce, comme nous l'apprend une enquête de 1521. « Dit, outre, ledit tesmoing que, environ le temps de vingt-cinq ans derniers, il vit, près le moulin à vent desdits Doyen et Chapitre, estant près cette dite ville de Nantes, en ladië paroisse de Saint-Clément, une justice patibulaire à deux postz, en laquelle ce tesmoing vit pendre et exécuter un homme qu'il ne scait nommer, qui avait occis et mis à mort une femme ou fille de la paroisse de Sainte-Luce, au fié desdits Doyen et Chapitre, et dit que, à présent, ledit gibet est en la paroisse de Sainte-Luce, près le bois de la Magdeleine ».¹

Le gibet n'était pas au bout de ses translations. Il revint de nouveau à Saint-Clément et fut planté sur la Motte Saint-André. Il y était en 1555 ; des titres postérieurs mentionnent une exécution faite sur la Motte, à cette date. Peut-être y fut-il transféré en 1552, à l'occasion de la création des foires dont nous parlerons plus loin.

Un gibet n'a jamais été déplacé sur un champ de foire. Pour désagréable que soit sa vue, elle n'en est pas moins utile. Nos ancêtres aimaient à donner aux ancêtres des autres de macabres leçons de choses, pour les détourner de leurs desseins criminels. En regardant une potence comme un

¹ Archives départ., G. 230.

meuble, comme un ornement de champ de foire, ils donnent à entendre que, dans ce temps-là, les foires n'étaient pas fréquentées exclusivement par les honnêtes gens. La vieille expression *s'entendre comme larrons en foire* date du temps où les champs de foire étaient des champs de manœuvre pour les larrons.

La bonne opinion que l'on peut avoir des temps anciens ne doit pas aller jusqu'à nous faire croire que le gibet de la Motte Saint-André n'eut pas, de temps en temps, quelque légitime occasion de servir. On ne l'avait pas planté pour y être un arbre de décoration. La vue lugubre d'un pendu se balançant, en tournant sur sa corde, au souffle des vents, même aux portes de leur ville, n'était point faite pour produire sur les anciens Nantais les impressions choquantes qu'elle causerait à la délicatesse de leurs descendants. Quand nos ancêtres tenaient leur criminel, ils n'avaient pas peur de

Voir les corbeaux percher sur ses côtes, la nuit,
Et la lune passer à travers son squelette.¹

Cependant, le gibet ne servait pas qu'à des exécutions réelles ; on l'employait encore pour des exécutions moins terribles et plus goûtées des criminels, qui aimaient mieux être condamnés à son ignominie qu'à ses tortures. Des temps meilleurs ayant enfin lui pour eux, par une substitution à l'humanité de laquelle, à moins d'être ingrats, ils durent être sensibles, on cessa de suspendre à la potence leur personne : on se contenta d'y accrocher leur effigie.

Comme l'exécution n'entraînait pas mort d'homme, on n'y regarda plus de si près, et pour un condamné que l'on se rappelait avoir vu pendu réellement, en fouillant bien le lointain de ses souvenirs, on put en voir toute une compagnie figurant en même temps en image à ce singulier tableau d'honneur.

¹ V. Hugo, *Légende des Siècles*.

La vieille potence, qui avait connu d'autres temps et d'autres mœurs, étant enfin tombée (peut-être en tomba-t-elle de dépit), il se trouva, au commencement du XVIII^e siècle, plusieurs individus à mériter la honte du gibet. Les misérables avaient été condamnés à être pendus, mais en effigie. Or, le Chapitre n'avait plus d'instrument propre à ce genre de supplice. Il dut y pourvoir, et, dans sa délibération du 22 février 1701, considérant que, pour faire exposer le tableau des coupables, il faut faire ériger une potence sous le fief du Chapitre, il décida qu'on en fera une sur la Motte Saint-André¹.

Cette dernière potence fut clémente à la corporation des criminels. S'ils y furent pendus en plus grand nombre, par une compensation bien appréciable pour eux, ce ne fut plus qu'en image.

Les gens que vous tuez, monsieur, se portent bien.

fait dire Corneille à l'un des interlocuteurs de son *Menteur*. Si un pendu par effigie, venu sous la potence voir balancer son image, y rencontra un jour un officier de la Cour du Chapitre, il put, en plissant ses lèvres du sourire de l'ironie ou de celui de la reconnaissance, lui exprimer le même sentiment.

Les criminels ne furent pas les seuls à gagner au nouveau mode d'opération. Les beaux-arts en ressentirent aussi le bienfait. Il fallait commencer par faire peindre « le tableau » des condamnés. C'est ce qu'on appelait les « faire effigier ». En 1737, seulement, le Chapitre fit « effigier quatre criminels » et donna pour cette besogne 60 livres au peintre Mongu². Soixante livres pour quatre, cela mettait chacun à cinq écus. Si le tableau était tant soit peu artistique, si l'effigie était ressemblante, c'était se payer leur tête dans les prix doux.

Toutefois, pour une potence, en venir à ce rôle, c'était de

¹ Archives du Chapitre. *Délibér. capitul.*

² *Ibidem.*

général, d'une façon banale, en support d'enseigne. Sous ce rapport, la seule rue Saint-Clément pouvait rendre des points à la Motte Saint-André. Avec ses nombreuses hôtelleries au devant desquelles, aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, pendaient pour enseigne le *Chapeau-Rouge*, le *Cheval-Blanc*, l'*Escu de France*, l'*Escu de Bretagne*, l'*Homme Sauvage*, l'*Image de Saint-Michel*, l'*Image de Sainte-Barbe*, le *Plat-d'Étain*, la *Rose*, l'*Ours*, le *Grand-Turc*, la *Teste-Noire*, en un mot tout un musée, la rue offrait un coup d'œil plus pittoresque et plus artistique que la Motte à laquelle elle aboutissait.

Dès lors, en présence d'une concurrence toujours croissante contre laquelle, avec ses deux maigres poteaux, notre inoffensive potence ne pouvait plus lutter, elle n'avait plus qu'à disparaître. C'est ce qu'elle eut le bon goût de faire, probablement lors de la création des Cours. Elle a été, depuis, remplacée agréablement par d'autres arbres d'un aspect plus récréatif.

Comme, dans la connaissance que nous avons faite avec elle, nous nous sommes tous tenus constamment à ses pieds, position la moins désagréable des deux qu'elle pouvait nous offrir, nous ne lui en voudrons pas de son existence. Paix à ses cendres, au cas qu'elle ait été brûlée ; et aussi paix aux cendres des misérables qui y ont été pendus !

UN CHAMP DE FOIRE

LES FOIRES DU CHAPITRE, LEUR TRANSLATION SUR LA PLACE VIARME

Nous avons dit quelque part que l'on trouverait aussi dans nos notes quelques détails sur les foires du département, comme dans les almanachs.

Avant de commencer à courir toutes les foires, ce que nous ferons de manière à ne scandaliser personne, nous nous arrêterons aujourd'hui à celles qui se tenaient aux portes mêmes de Nantes, sur la Motte Saint-André.

Cette Motte a vu naître quatre vieilles foires nantaises. Toutes les quatre devaient leur origine au concours de peuple qui s'établit, aux jours de fêtes patronales, autour de quatre monuments religieux du quartier : les foires de la Saint-Marc, de la Saint-Clair, de la Saint-André et de la Saint-Antoine.

Le voisinage de la Cathédrale explique suffisamment l'origine de la foire de la Saint-Clair, qui se tient actuellement au 11 octobre, lendemain de la fête du saint.

« Je devine l'origine de la foire de la Saint-André, va s'écrier un lecteur : parions qu'elle est née autour de la petite chapelle qui a donné son nom à la motte où nous sommes. »

— Parfaitement deviné ! La spontanéité de votre observation fait le plus grand honneur à votre perspicacité. C'est bien à un pèlerinage à la chapelle de Saint-André, que commença la foire du 1^{er} décembre, lendemain de la fête de l'Apôtre. Mais la foire de la Saint-Marc, le 25 avril ? Vous n'apportez pas le même empressement à nous en révéler l'origine. Allons ! cherchez bien ! Une prime si vous la découvrez !

Un temps ! Deux temps ! Trois temps ! Vous n'y êtes pas encore ? Vraiment ! notre dialogue d'un instant court grand risque de dégénérer en monologue, ou de retomber dans le silence qui s'établit entre deux interlocuteurs, quand le second, à l'exemple du premier, donne sa langue au chat.

Disons-le à votre décharge : vous êtes bien excusable d'ignorer l'origine de cette foire. Vous êtes beaucoup trop jeune pour avoir vu même les ruines de la chapelle de Saint-Marc ; et si les documents qui la mentionnent ne vous sont point tombés sous les yeux, vous ne pouvez guère soupçonner son existence.

La chapelle de Saint-Marc s'élevait autrefois vers l'angle formé par la rue Traversière et la rue Saint-Clément, entre la colonne Louis XVI et l'ancienne Visitation.

Si elle ne se trouvait pas en dehors de la Motte Saint-André, nous ébaucherions ici son histoire ; mais si nous venions à traverser la rue Saint-Clément, nous rencontrerions la vieille

Aumônerie de Notre-Dame-hors-les-Murs et le Collège Saint-Clément, la Visitation, l'Oratoire, les Boucheries et l'Auditoire du Chapitre, en un mot tant de choses, que, même en étant bref sur chacune d'elles, nous n'en finirions plus.

Il suffit, pour notre sujet, de rappeler que depuis les temps les plus anciens, le 25 avril, la procession solennelle de la Saint-Marc, pour toute la ville de Nantes, se faisait à cette chapelle. Elle s'y fit régulièrement tant que la chapelle fut dans un état convenable. Mais dans les deux derniers siècles, par suite de son délabrement, le but et l'itinéraire en furent plusieurs fois modifiés.

Enfin, en 1732, après des alternatives de fidélité et d'infidélité, le Chapitre se décida à abandonner la vieille chapelle pour une raison qui touche précisément au sujet que nous traitons.

« Le 30 mars de cette année, Messieurs du Chapitre ayant remarqué que la procession du jour de saint Marc ne peut aller au Collège de Saint-Clément avec la commodité et la décence convenable, à cause du tumulte et embarras que cause la foire qui se tient le même jour sur la Motte Saint-André, ont arrêté que, à l'avenir, la dite procession se fera dans l'église des religieuses de Sainte-Claire, et qu'au retour on passera par les rues de Saint-Vincent et de Notre-Dame¹ ».

Plus tard, le Chapitre revint en partie sur cette décision. Les foires dont nous parlions ayant été transférées sur la place Viarme, la procession de la Saint-Marc reprit son ancienne direction, tout en changeant de but ; le 24 avril 1761, le Chapitre décida que cette procession aura lieu à l'Oratoire, « parce que la foire ne se tiendra pas sur la motte de Saint-André. »

La foire de la Saint-Antoine, moins ancienne que les autres, dut commencer vers la fin du XV^e siècle, lorsque le duc François II fit élever, en l'honneur du saint, la chapelle desservie aujourd'hui par les Missionnaires de l'Immaculée-Conception.

¹ Archives du Chapitre, *Délibér. Capitul.*

Ces foires sont sorties d'assemblées qui durent se réunir de très bonne heure autour de ces quatre lieux de pèlerinage. Leur institution officielle n'eut cependant lieu qu'en 1552, en dédommagement de ce que le Chapitre avait perdu dans l'agrandissement du Château, à la fin du XV^e siècle.

Après la destruction et desmolition des maisons, jardins, rue et venelle de l'Espicière et chemin conduisant de la porte de Saint-Pierre à Richebourg et à la chapelle Saint-Anthoine ou chapelle au Duc, lesdits sieurs du Chapitre voyant le terrain de leur fief et juridiction vague et publique, pensèrent à quelle utilité il pourrait, en cet estat, servir; et après une sérieuse réflexion, ils advisèrent que ledit lieu ne pouvait convenir mieux qu'à un champ de foire et de marché; et comme cette place estoit en la paroisse de Saint-Clément ainsi que celle de Saint-André, lieu patibulaire de leur juridiction, ils se pourveurent vers Sa Majesté, et obtinrent, en l'an 1552, deux lettres patentes pour la tenue de foires aux jours des fêtes de saint Marc, saint Anthoine, saint André et saint Cler, et un marché de tous les lundis de l'année en laditte paroisse de Saint-Clément, avec une permission de bastir une halle, des banes et des loges pour tenir les marchandises à couvert¹.

Ces lettres d'Henri II, datées de Châlons et de Saint-Germain-en-Laye, les 28 mars et 8 mai 1552, furent enregistrees à la Cour de Nantes le 28 octobre de la même année.

Comme elles autorisaient toutes sortes de marchandises, les deux Mottes ne furent pas de trop pour leur tenue.

Les marchands de bestiaux occupaient la Motte Saint-André et les marchands merciers, potiers et autres, le haut de la Motte Saint-Pierre, à prendre, dit un acte de 1681, depuis le devant du Collège en descendant au-devant de l'église des Peres de l'Oratoire, et plus bas, et ainsi, et autant qu'il se trouve de marchandises à estaller².

Pendant longtemps ces foires se firent sur nos Mottes. Mais quand la foire nantaise et les *Gabrières* eurent été trans-

¹ Arch. départ. G. 7. 2.

² Ibid.

férées sur la place Viarme, à la suite des lettres patentes de 1752, on songea à fixer sur la même place les foires du Chapitre.

On profita de la transformation de la Motte Saint-André. Les travaux qu'on venait d'y faire, les jeunes arbres qu'on venait d'y planter, ne demandaient-ils pas qu'on en éloignât des assemblées qui pouvaient détériorer les uns et les autres ?

Ce furent les motifs plausibles mis en avant par la Ville. Étaient-ils bien les seuls ? Le Chapitre, éclairé par les lumières de ses avocats, ne le crut pas, et les procédés de l'Édilité nantaise, en cette circonstance, laissent à penser que les avocats du Chapitre avaient été clairvoyants.

Au fond, sans avouer ses véritables desseins, le Bureau de Ville cherchait à faire sortir du fief du Chapitre et à accaparer à son avantage les foires fixées sur ce fief par les lettres d'Henri II.

« Il n'en avait nul droit, puisqu'il faut parler net ; »

Mais il sut si bien agir qu'il parvint à réaliser une partie de ses desseins, sans pouvoir cependant accomplir jusqu'au bout la spoliation qu'il méditait.

Les débats auxquels donna lieu cette translation nous font connaître beaucoup de détails intéressants pour notre histoire locale. Cette raison nous excusera si nous nous étendons un peu longuement à les raconter.

Les premiers efforts faits près du Chapitre, par le Bureau de Ville pour le déplacement de ces foires, remontent à 1760.

Le 11 avril de cette année, M. de Ramaceul, chanoine syndic, a représenté que M. Gellée de Prémion, maire de cette ville, l'avait engagé au nom de la communauté de ladite ville, de prier M^r du Chapitre de consentir que la foire du jour de saint Marc ne se tienne pas, cette année, sur la Motte Saint-André, à cause des ouvrages qui s'y font et des arbres qui y ont été plantés depuis peu. Sur quoy le Chapitre ayant délibéré, mondit sieur de Ramaceul et M. de la Tullaye, aussy chanoine, ont été nommés commissaires pour examiner les titres concernant l'établissement desdites foires, et pour con-

sulter deux avocats sur la demande faite de la part de la Communauté de Nantes.

Le maire ne demandait le déplacement de la foire de la Saint-Marc que pour cette année, à l'occasion des circonstances particulières qui motivaient cette demande. Les avocats consultés par le Chapitre virent plus loin. Le Bureau de la Ville ne voulait-il pas profiter de ces circonstances pour enlever définitivement ses foires non seulement à la Motte Saint-André mais encore au fief du Chapitre ? N'essayait-il pas, dans ce dessein, de déplacer d'abord le champ de foire, espérant secrètement que, ce premier résultat obtenu, les foires parties du faubourg Saint-Clément n'y reviendraient plus ?

La perspicacité des avocats du Chapitre leur fit découvrir sinon le piège, du moins le danger. Dans l'intérêt qu'ils portaient à leur partie, ils le lui signalèrent et lui conseillèrent de veiller à ce que ces foires dont le Chapitre avait la jouissance ne sortissent pas de son fief, même pour un an.

Des le lendemain de cette consultation, le 12 avril, « Messieurs du Chapitre s'étant assemblés extraordinairement après les Compagnies. M. de Ramaceul, chanoine sindic, a fait raport que, suivant les intentions de la compagnie, M. de la Tullaye et luy, ayant consulté les sieurs Angebault et Cocault de Villeauduc, avocats, touchant la demande faite par les sieurs maire et échevins de cette ville, tendant à ce que les foires qui se tiennent sur la Motte Saint-André soient transférées, lesdits sieurs avocats estiment que le Chapitre ayant obtenu des lettres patentes pour l'établissement desdites foires, il est intéressé à empêcher que la tenue en soit transférée et fixée hors de son fief, attendu le préjudice que les vassaux dudit fief, et entre autres les habitants de Saint-Clément, en souffriront, et pour d'autres bonnes considérations.

Sur quoy, le Chapitre a chargé mondit sieur de Ramaceul d'envoyer copie desdites lettres patentes à M^e Fournier procureur du Chapitre au Parlement afin qu'il veuille, pour s'opposer, en cas de besoin, à ce que lesdits maire et échevins obtiennent un arrest sur requête, qui leur permette de transférer lesdites foires hors le fief du Chapitre. »

— *Arch. de l'Évêq. de l'Église Cathol.*

En notifiant sa résolution au Bureau de Ville, le Chapitre signala à son attention le mauvais état de la Motte. La fête de saint Marc arrivait dans quelques jours seulement : il était grand temps de faciliter les abords de l'ancien champ de foire, pour la foire qui devait bientôt s'y tenir.

Le 15 avril, « M. de Ramaceul, chanoine syndic, a représenté que l'entrée du champ de foire de la Mote Saint-André se trouve actuellement très angustée, à cause que les s^{rs} maire et échevins de cette ville n'ont fait, jusqu'à présent, baisser et aplanir le terrain de ladite Mote qu'aux environs et en deçà de la dite entrée ; ce qui la rend de plus difficile accès par son élévation.

Sur quoy mondit sieur de Ramaceul a dit avoir conféré avec les s^{rs} Angebault et Cocaud, avocats, lesquels ont été d'avis que le Chapitre fasse notifier auxdits s^{rs} maire et échevins, à ce qu'ils aient à faire élargir suffisamment l'entrée dudit champ de foire avant le jour Saint-Marc; et que, faute à eux d'y pourvoir, le procureur fiscal du Chapitre mettra sa requête devant les juges de la juridiction dudit Chapitre, afin qu'il soit ordonné qu'à la diligence dudit procureur fiscal, l'entrée dudit champ de foire sera rendue libre et commode pour la tenue de la foire du jour de saint Marc ; sur quoy le Chapitre a arrêté de suivre l'avis desdits avocats. »

Le Bureau de Ville sembla d'abord se rendre volontiers aux réclamations du Chapitre.

Le 18 avril, « Mr Thomas Joseph Le Beau, procureur fiscal de la juridiction du Chapitre, étant entré audit Chapitre, a déclaré que les s^{rs} maire et échevins de cette ville luy ont dit avoir donné des ordres pour que, le jour de saint Marc, l'entrée du Champ de foire soit libre et suffisamment large pour que les chevaux et bestiaux y puissent passer commodément et arriver audit Champ de foire sans inconvénient ; sur quoy a été arrêté que ledit procureur fiscal examinera en temps et lieu si lesdits ordres ont été exécutés. »

Mais ces belles paroles des maire et échevins étaient de celles que l'on donne si libéralement dans l'espérance d'endormir un trop confiant adversaire, et de l'empêcher de prendre, en temps utile, des mesures nécessaires au maintien de ses droits.

Contrarié de n'avoir pu, dès cette année, attirer la foire de saint Marc sur la place Viarme, le Bureau de la Ville voulait du moins empêcher qu'elle ne se tint sur la Motte Saint-André. Il s'était arrêté à une demi-mesure : en déplaçant le lieu de la foire, ne serait-ce que de quelques pas, il obtenait une partie de ce qu'il voulait. Une fois déplacée, on pouvait multiplier les raisons et les obstacles pour l'empêcher de revenir à son lieu d'origine. Commençons par arracher l'arbre ; on trouvera, après, des raisons pour le planter où l'on voudra. Aussi pendant que le Chapitre s'en remettait au bon billet délivré à son procureur fiscal, le Bureau de la Ville méditait d'autres desseins qui ne devaient se révéler qu'aux derniers jours.

Enfin le jour de la saint Marc arriva. Qui eut tout lieu d'être désagréablement surpris ? Ce fut le Chapitre en apprenant, la veille de la foire, les mesures prises contre lui par le Bureau.

Le 24 avril, « M. de Ramaceul, chanoine syndic, a représenté qu'il a eu avis par M. le procureur du Roy, que les maire et échevins de cette ville n'ont point donné ordre pour que l'entrée du Champ de foire de la Mote Saint-André fut élargie et aplaniée suffisamment pour que les chevaux et bestiaux y puissent arriver commodément, le jour de saint Marc, et que, même, ils ont arrêté d'envoyer des archers et autres gens pour empêcher que la foire dudit jour se tienne sur ladite Mote de Saint-André, et pour la faire tenir au-devant du Collège et de la Maison de l'Oratoire.

Sur quoi le Chapitre délibérant a arrêté que M^e Thomas Joseph Le Beau, son procureur fiscal, qui a été mandé pour cet effet au Chapitre, fera notifier dans l'instant auxdits maire et échevins, dans la personne de leur greffier, une sommation tendante à ce que ladite entrée du Champ de foire soit élargie, déclarant en outre que le Chapitre s'oppose à ce qu'il soit rien innové dans la tenue des toires de la Mote Saint-André, et que demain l'un des juges de la juridiction du Chapitre, accompagné dudit M^e Le Beau, se transportera audit Champ de foire pour dresser procès-verbal de ce qui s'y passera, pour ensuite prendre les mesures convenables pour la conservation des droits du Chapitre. »

Le Bureau de Ville ne se tint pas pour battu. La foire passée, il revint à la charge avec une ardeur excitée par le

désir de réparer son premier insuccès. Démasquant peu à peu ses batteries, il laissait voir qu'il voulait enlever au fief du Chapitre non seulement la foire de saint Marc, mais toutes les autres qui lui avaient été concédées.

En présence de ces dispositions, le Chapitre résolut d'employer tous ses efforts pour défendre ses droits sur le terrain même où ils étaient attaqués. Cinq jours après la tenue de la foire de Saint-Mars, le 30 avril, il prenait la délibération suivante :

Sur ce qui a été représenté que les maire et échevins de cette ville prenaient des mesures pour faire transférer dans le fauxbourg du Marchix les foires qui se tiennent sur les Motes de Saint-André, le Chapitre a arrêté d'envoyer à M. de Languedoue, chanoine, qui est actuellement à Paris, les lettres patentes portant établissement desd. foires dans l'étendue du fief du Chapitre, en la paroisse de Saint-Clément, afin qu'il puisse faire dresser une requête au nom du Chapitre, en opposition à celle que lesdits maire et échevins doivent présenter pour obtenir la translation desd. foires ».

Le Bureau de Ville avait chargé l'Intendant de Bretagne de transmettre au Roi la requête dans laquelle il demandait cette translation. Dans son amour pour la conciliation, le Chapitre décida de s'en remettre sur tous ses points de discussion avec la Ville, à l'équité du même Intendant.

Le 24 septembre 1760, — M. de Ramaceul, chanoine syndic, a représenté que les maire et échevins de cette ville prenaient des mesures pour obtenir permission de faire transférer sur la place de Viarme, en la paroisse Saint-Similien, les trois foires qui se tiennent sur le mote Saint-André aux jours de saint Marc, saint Clair et saint André, en vertu des lettres patentes accordées au Chapitre par le roi Henri second, et que lesdits maire et echevins ont, pour cet effet, remis à monsieur Le Bret, intendant de cette province, la requête qu'ils ont l'intention de présenter à Sa Majesté, pour obtenir ladite permission.

Sur quoy le Chapitre délibérant a chargé mondit sieur de Ramaceul d'engager mondit sieur l'Intendant qui est actuellement dans cette ville, de vouloir bien se faire rendre compte de toute les diffi-

cultés et contestations que lesdits maïre et échevins ont fait naître, à l'occasion des droits appartenants au Chapitre, dans l'étendue des mottes de Saint Pierre et de Saint-André, qui sont dans la mouvance du fief du Chapitre, et de déclarer à mondit sieur l'Intendant que le Chapitre consent de s'en rapporter à ses lumières et à son équité s'il veut bien régler toutes lesdites contestations sur les pièces et mémoires instructifs qu'on lui fournira. —

L'Intendant de Bretagne était déjà intervenu dans d'autres questions, soulevées entre la Ville et le Chapitre, à l'occasion de la mouvance et de la propriété des Mottes Saint Pierre et Saint-André. De part et d'autre on avait eu à se féliciter de son arbitrage. Dans cette circonstance encore, on conclut que « plus fait douceur que violence » ; et le Bureau de Ville put se convaincre que l'on gagne toujours quelque chose à n'employer que des procédés courtois dans les difficultés qui mettent aux prises des personnes ou des corps qui ont tout lieu de s'estimer et de se respecter mutuellement.

Grâce à cette intervention pacifique, le Bureau de Ville obtint facilement dès la foire de Saint-Clair, ce que ses procédés inconvenants n'avaient pu lui faire obtenir à la foire de Saint-Marc.

Le 9 octobre, « M. de Ramaceul, chanoine syndic, a représenté que M. l'Intendant de cette province, qui est actuellement à Nantes, à l'occasion de la tenue des États, lui a déclaré qu'il seroit à souhaiter que la foire qui se tient sur les mottes de Saint-André et Saint-Pierre, le lendemain de la fête de saint Clair, fut transférée, cette année, dans une autre place, à cause des ouvrages qui se font actuellement sur lesdites mottes et auxquels la tenue de ladite foire pourroit nuire, ou causer quelques relâchements ; mais, attendu que cette foire, ainsi que celle des jours de saint Marc et de saint André se trouvent dans l'étendue du fief du Chapitre qui en possèdent l'établissement, mondit sieur l'Intendant a remontré que M. du Chapitre l'obligerait beaucoup s'ils veulent bien convenir que la foire du 11 de ce mois ne se tienne pas, cette année, sur les mottes de Saint-André et de Saint-Pierre.

Sur quoi l'affaire mise en délibération, le Chapitre a déclaré qu'il se fera toujours un grand plaisir de déférer ses demandes et repré-

sentations qui luy seront faites de la part de mondit sieur l'Intendant ; et, en conséquence, ledit Chapitre a consenti et consent que la foire qui se tient tous les ans sur lesdites motes, le lendemain de la fête de saint Clair, soit transférée, pour cette fois seulement, sur la place de Viarme, dans l'étendue de la paroisse de Saint-Similien, sans que le présent consentement puisse être tiré à conséquence pour l'avenir, ny qu'il puisse préjudicier ou déroger aux droits, actions et prétentions du Chapitre, tant à l'égard desdites foires que de tous autres objets qui peuvent l'intéresser ».¹

En se rendant avec une déférence si respectueuse aux simples représentations de l'Intendant de Bretagne, le Chapitre montrait sa bonne volonté, mais n'entendait pas abandonner ses droits. Il ne consentait à la translation sur la place Viarme d'une de ses foires, celle de Saint-Clair, que pour cette fois seulement. Il réservait l'avenir.

La foire de Saint-André suivait de trop près celle de Saint-Clair pour qu'un arrangement définitif pût intervenir entre les parties. Le Chapitre, continuant de montrer ses bonnes intentions, appliqua à cette seconde foire la décision qu'il avait déjà prise pour la première. Par délibération du 28 novembre 1760, il consentit « à ce que la foire de Saint-André se tint sur la place Viarme, aux mêmes conditions de la délibération du 9 octobre, concernant celle de Saint-Clair. »

Mais, malgré ces concessions particulières, la question de principes restait toujours pendante, sans qu'on pût leur opposer des faits librement consentis.

La Saint-Marc de l'année suivante vint apporter au Chapitre une nouvelle occasion d'affirmer ses droits près de l'arbitre à l'équité duquel il en avait confié la défense.

Le 8 avril 1761, « M. de Ramacoul, syndic, a été chargé d'écrire à M. Le Bret, intendant de cette province, pour lui exposer qu'attendu que son indisposition l'a empêché de donner la décision sur les contestations mues entre le Chapitre et les maire et échevins de cette ville, il est de l'intérêt du Chapitre que la foire du jour de Saint-Marc se tienne cette année sur la motte de Saint-André. »

¹ Arch. du Chap. *Delib. Capitul.*

Le Chapitre se borna à cette attestation de ses droits. Le Bureau de Ville, mieux inspiré que l'année précédente, suivit les conseils de l'Intendant.

Le 23 avril, il prit une délibération portant que M. l'Intendant de cette province ayant marqué au bureau dudit corps de Ville de prendre des arrangements avec le Chapitre touchant la foire du jour de Saint-Marc, le Bureau déclare que, quoique ladite foire se tienne pour cette fois sur la place de Viarme, ladite tenue de foire n'y celle de la foire de Saint-Clair et de Saint-André ne pourra préjudicier aux droits du Chapitre, jusqu'à la décision des contestations soumises au jugement de mondit s^r l'Intendant. »

En attendant, pour éclairer la religion de l'arbitre, le Chapitre composa un savant mémoire¹, dans lequel il rappelle ses griefs contre la Ville, et réfute des prétentions récentes appuyées sur des faits en partie faux, en partie mal interprétés.

Nous aurons ailleurs d'autres occasions de citer différents passages de ce mémoire. Voici ceux qui concernent les foires que l'on voulait arracher au Chapitre, au mépris de droits incontestables et jusque-là incontestés.

Passant maintenant à l'examen de la requête des maire et échevins, tendant à ce qu'il plaise à Sa Majesté leur accorder la permission nécessaire de transférer à la place de Viarme toutes les foires ou marchés de bestiaux qui se tenoient ou devoient se tenir sur la mote Saint-André, on observera 1^o que les maire et échevins, comme on l'a déjà dit, soutinrent avec force, en 1741, la nécessité de ces foires et prétendirent que les affrègemens que le Chapitre avoit fait sur la mote Saint-André pouvoient les faire cesser tout à fait, ce qui causeroit un préjudice considérable au public et surtout aux habitans de la campagne. Or, puisqu'il est certain et avéré que la suppression ou translation de ces foires causera un grand préjudice au fief du Chapitre et à ses vassaux dans la paroisse de Saint-Glement, peut-on sans violer la justice, si ce n'est dans le cas d'une nécessité absolue, ôter aux enfans et aux habitans d'un lieu le pain

¹ Premier mémoire pour le Chapitre de l'église de Nantes, contenant ses griefs et ses demandes relativement aux ouvrages et changemens faits sur les motes de Saint-Pierre et de Saint-André. (Arch. du Goup.)

et héritage qui leur appartiennent légitimement, de tems immémorial, pour les transporter ou distribuer à des étrangers ?

2^e Les maire et échevins prétendent que la commodité, la sûreté et la satisfaction des Labitans exigent que les foires de la mote Saint-André soient transférées à la place de Viarme. Le Chapitre répond que l'on peut prendre un arrangement pour la tenue de ces foires dans le quartier de Saint-André, sans incommoder les habitans et sans gesner ny endommager la promenade. Suivant cet arrangement, on laissera les bestiaux seulement se tenir et se vendre sur le côté de la mote Saint-André, ainsy qu'il s'est pratiqué jusqu'icy ; la vente des cochons se fera dans la petite place, qui se trouve au milieu du fauxbourg Saint-André, et qui est suffisamment spacieuse pour les contenir. La vente des chevaux se fera à la barrière Saint-André et au-delà où il y a un emplacement plus que suffisant pour en contenir autant que sur la mote Saint-André. L'épreuve ou essay des chevaux s'y fera même plus commodément et avec plus de sûreté qu'elle ne se faisoit anciennement sur la mote Saint-André. En conséquence de cet arrangement, personne n'auroit lieu de se plaindre, et les foires continueroient de se tenir dans l'étendue du fief du Chapitre. Nulle nécessité, par conséquent, de les transférer à la place de Viarme. L'arrangement qu'on vient de proposer est le même qui s'observe à Rennes, aux jours de foires qui se tiennent dans le fauxbourg de la Magdelaine, où il n'y a aucune place publique. Sans chercher au loin des exemples de cet arrangement, il se pratique aux foires de Pirmil et de Pont-Rousseau, à l'extrémité des ponts de Nantes.

3^e Les maire et échevins demandent par leur requette que les mêmes droits qui se perçoivent aux foires de la mote Saint-André au profit de la communauté de Nantes, soient perçus à la manière accoutumée et sur le même pied, lors des foires qui se tiendront sur la place de Viarme. Ils avoient déjà soutenu, dans leur opposition aux afféagemens que le Chapitre fit en 1741, que les droits de coutume qui se lèvent aux foires de la mote Saint-André apartiennent à leur communauté. Mais le Chapitre prouva sans réplique, que les droits qu'ils s'attribuoient sur ces foires étoient imaginaires ; qu'ils confondoient les *droits d'octroi* qu'ils sont fondés à exiger aux portes ou barrières de la ville, avec les *droits de foires* ; que c'étoit au Chapitre seul que la concession de ces foires avoit été faite suivant le titre constitutif de leur établissement, qui ne peut être contesté par les maire et échevins, lesquels n'avoient été autorisés qu'en 1558 à percevoir l'octroi de deux sols par chaque cheval aux portes de la ville, au lieu que les foires de la mote Saint-André sont établies des

1552: qu'ils n'ont donc aucun titre qui les autorise à lever des droits de coutume aux foires de la mote Saint-André: qu'en conséquence il n'en est fait aucune mention dans les anciens actes de fermes qu'ils ont consentis de leurs prétendus droits de coutume sur les foires qui se tiennent dans les autres faubourgs de la ville: qu'en effet lorsque quelque particulier s'est ingéré soit de leur part, ou de son propre mouvement, de vouloir exiger des droits de coutume aux foires de la mote Saint-André, les officiers de la juridiction du Chapitre les en ont empêchés, et les ont obligés de se retirer. En un mot, ils n'ont pu, jusqu'à présent, justifier par aucun titre qu'ils soient fondés à exiger quelques droits aux foires de la mote Saint-André quoyque sommés de communiquer ce titre, s'il existe: et si, depuis quelques années, ils ont employé les foires de la mote Saint-André, dans les actes de fermes de leurs droits, et si, en conséquence, leurs fermiers ont perçu, à l'insçu du Chapitre, quelques droits sur la mote Saint-André, ce sont des actes furtifs qu'on doit qualifier d'innovation condamnable, de vraie usurpation, et même de vexation. »

En quatrième lieu, les maire et échevins prétendaient non seulement que la Ville percevait des droits aux foires de la Mote Saint-André, mais que le Chapitre n'en levait aucun, et que, par conséquent, il n'avait aucun intérêt à s'opposer à la translation de ces foires dans un autre lieu.

Le Chapitre, il est vrai, n'envisageant que le bien public et l'avantage des habitants de Saint-Clement, n'avait pas demandé permission, en 1552, de lever à son profit quelques droits de coutume pendant la tenue de ces foires. Mais fallait-il en conclure qu'il n'avait aucun intérêt à les garder?

— Si les maire et échevins, avant de rédiger et présenter leur requête, avaient voulu sincèrement connaître combien la tenue des foires sur la mote saint André est intéressante pour le Chapitre, ils devraient d'abord jeter les yeux sur les lettres patentes portant établissement desdites foires et dont copie fidèlement garantie et phillipinée fut signifiée le 23 août 1147. Il y aurait eu là que le roy Henry second permet au Chapitre de faire construire et édifier des halles, bannes, loges et étans pour tenir à l'usage et à couvert les marchandises et les marchands. Or le louage de ces différentes choses ne rapportait-il rien au Chapitre, et par suite, pouvait-on conclure qu'il

n'était pas intéressé à conserver les avantages que le roi leur avait accordés ?

« Secondement, si les maire et échevins vouloient sçavoir au juste si la translation des foires de la mote Saint-André sera préjudiciable au fief du Chapitre, que ne consultoient-ils soit le général des habitants de la paroisse de Saint-Clément, soit ces habitants même en particulier. S'ils se donnent la peine de s'en informer surtout aux aubergistes et aux marchands tenants boutique, ils seront témoins des gémissements qu'ils poussent déjà sur le tort que la translation des foires va leur causer, si elle a lieu. Les uns soutiennent que les profits que les jours de foires leur apportoient étoient suffisans pour payer une moitié, d'autres un tiers, d'autres un quart de leur loyer. Tous sont d'accord à dire qu'ils ne peuvent continuer de tenir, à moins d'une notable diminution, les fermes des maisons et boutiques qu'ils occupent à la proximité du Champ de foire. Le préjudice que la translation des foires causera au Chapitre pourrait-il être mis dans une plus grande évidence ?

« Pour engager le Chapitre à consentir à cette translation, les maire et échevins ont encore mis en usage deux moyens ; mais en vérité ils ne méritaient pas de trouver place en leur requette.

« Le premier consiste à dire que les travaux et embellissement faits et à faire dans ce quartier tendent évidemment à une grande amélioration du fief du Chapitre. Mais sans rappeler icy la perte des terrains considérables que ces travaux enlèvent au Chapitre, n'est-il pas notoire que les locataires un peu aisés des maisons neuves qui étaient sur la mote Saint-Pierre en étaient bientôt dégoûtés ? En effet, les rendez-vous qui s'y font, les bruits, les danses, les querelles continuelles qu'on entend toutes les nuits pendant l'été sur ces promenades, en rendent le séjour et le voisinage très désagréable. Ceux qui aiment prendre l'air et avoir de la tranquillité chez eux, cherchent des maisons et jardins de campagne à l'extrémité ou au delà des fauxbourgs. On doit s'attendre qu'il se commettra sur ces promenades des duels, des meurtres, des vols et autres crimes dont la poursuite incombera aux officiers de la juridiction du Chapitre. N'est-ce pas là une charge bien désagréable et bien onéreuse pour des seigneurs de fief ? Au reste, ce n'est point icy une chimère : le cas est arrivé plus d'une fois, le Chapitre est en état d'en fournir la preuve. »

Au soutien de ce moyen, on avait allégué que la maison située devant le portail de l'église des Minimes avait tellement augmenté de valeur, qu'au lieu de 14.000 livres on en offrait

actuellement 19,000. Le Chapitre répond que les années précédentes, on en avait offert 21,000 ; « malgré ces offres, les propriétaires ne l'abandonnent point à moins de 24,000. Ce n'est donc que la misère des temps et la cessation du commerce qui ont empêché qu'elle n'ait été portée à sa juste valeur. D'ailleurs elle ne joint point la promenade de la mole Saint-Pierre, et par conséquent, elle n'est point exposée aux incommodités et inconvéniens que l'on éprouve dans les maisons qui ouvrent sur cette mole. »

Le second moyen employé par les maire et échevins pour engager le Chapitre à accorder la translation des foires de la motte Saint-André, consiste à dire que M. l'Evêque de Nantes n'a fait aucune opposition lorsqu'il a été question de transférer sur la place de Viarme qui, selon eux, relève de Sa Majesté, les foires qui se tenoient sur la place de Bretagne, laquelle est sous le fief des Régulaires de l'évêché.

On répond que le cas où se trouvait M. l'Evêque est si différent de celui où se trouve le Chapitre qu'on doit être surpris qu'on ait fait usage d'un pareil moyen.

1^o La place de Viarme relève pour une partie considérable du fief des Régaires de l'Evêché. Il y a, à la vérité quelques maisons bâties dans les anciens fossés de Mercœur, qui relèvent du Roy ; presque toutes les maisons de la place de Bretagne relèvent de Sa Majesté. Les maire et échevins auroient dû s'assurer de la vérité des faits qu'ils avançaient.

2^o Outre que les mêmes droits dont jouissait M. l'Evêque lui ont été conservés, cette translation a procuré à son fief une augmentation et amélioration considérable. La rue des Hauts-Pavés est devenue commerçante ; on y a construit à neuf beaucoup de maisons ; il s'y est établi des auberges commodes et logeables et un grand nombre de boutiques ; en sorte que, soit que les marchands se tiennent et se logent dans le fauxbourg du Marchiz, soit qu'ils logent sur les Hauts-Pavés et aux environs de la place de Viarme, ils se trouvent presque tous dans l'étendue du fief de l'Evêché.

3^o La foire nantaise, quant aux bestiaux, se tenoit cy-devant, pour la plus grande partie, au-devant et aux environs du monastère de Sainte-Elisabeth ; et de là pour se rendre à la place de Viarme, il n'y a pas une distance de cent pas. Quand on supposeroit que la foire nantaise et celle des guibrées se seroient tenues en entier sur la place de Bretagne, ce qui est notoirement faux, ces deux places ne sont éloignées l'une de l'autre que d'une portée de fusil.

Après l'exposé de ces raisons dont le développement met-
tait amplement à néant les prétentions de la Ville, le Chapitre
concluait ainsi :

Si, nonobstant le préjudice que la translation des foires de la
motte Saint-André causera au fief du Chapitre, Sa Majesté juge à
propos d'en ordonner l'exécution :

1° Les droits accordés au Chapitre par les lettres patentes qu'il a
obtenues en 1552, luy seront conservés pour les exercer toutes et
quantes fois qu'il voudra ;

2° Il sera défendu à toute personne de lever aucun droit de cou-
tume sur les chevaux et bestiaux, dans le champ de foire ou à son
entrée et sortie, sauf à la communauté de Nantes de faire lever ses
droits d'octrois aux portes et barrières de la ville ;

3° Il sera posé un poteau avec une plaque de cuivre ou une pierre
un peu élevée dans un lieu relevant du Chapitre, le plus près de la
place de Viarme que faire se pourra, sur laquelle plaque ou pierre
sera mis une inscription portant que les foires des jours de Saint-
Marc, Saint-Clair et Saint-André appartiennent au Chapitre, aux-
quelles foires il ne se lève aucun droit de coutume.

En somme, le Chapitre prévoyant, après tout ce qui venait
de se passer, qu'il était inutile de chercher à retenir sur son
fief les foires si vivement convoitées par la Ville, voulait
s'assurer, en quelque lieu qu'elles fussent transférées, le
maintien de ses droits.

La réponse faite par le Bureau de Ville au Mémoire du
Chapitre, montre que les conclusions précédentes touchaient
précisément le point sensible¹.

« Sur le neuvième chef, lisons-nous dans cette réponse,

« Le Chapitre a senti toute la force des réponses que luy ont faites
les maire et échevins, en 1764. On luy a fait voir qu'il y avait néces-
sité de transporter ces foires, qu'il n'étoit plus possible de les tenir
sur la motte Saint-André. Le Chapitre n'auroit pas dû en douter

¹ Réponse des maire, échevins et procureur du Roy, syndic de la Ville et
communauté de Nantes, aux conclusions définitives prises par MM. les
doyen, chanoines et Chapitre de l'église cathédrale de Nantes du 1. février
1764. Arch. du Chapitre.

dans ses nouvelles conclusions : il s'écrit sur le préjudice notable que cette translation causera à son fief, il demande avec modération des droits qu'il n'a jamais eu, il demande pour le dommagement à en jouir privativement et cela pour l'uniformité des foires. Le Chapitre s'expliquait bien différemment sur ces articles dans sa production signifiée aux maire et échevins le 23 août 1747. On y lit que ces foires ne sont que de petites assemblées dont la durée n'est tout au plus que de cinq à six heures. Est-ce donc là le préjudice énorme que doit souffrir le fief du Chapitre qui n'avoit pas droit sur ces foires que leur établissement sur son terrain ? La Ville seule est autorisée à y percevoir des droits, les maire et échevins *s'opposent formellement* aux nouvelles conclusions prises par le Chapitre et persistent dans leurs réponses de 1764. »

La réponse était en partie à côté de la question. Il ne s'agissait pas de savoir combien la tenue des foires de la Motte Saint-André pouvait durer en 1747 ; mais de vérifier si, en 1760, les aubergistes et autres voisins de la motte trouvaient dans les bénéfices que leur procuraient ces foires, de quoi payer le quart, le tiers ou la moitié de leur loyer. C'est ce que le Chapitre avait avancé. Une enquête ouverte sur ce point, et il était facile de l'ouvrir, aurait établi plus exactement si la translation des foires préjudiciables aux intérêts des vassaux ne l'étaient pas, par contre-coup, à ceux du seigneur du fief ; point que la réponse du Bureau se garde bien de toucher.

Le Bureau répétait encore que le Chapitre n'avait « aucun droit sur ces foires que leur établissement, et que la Ville seule était autorisée à y percevoir des droits ». Le Chapitre pouvait renvoyer sa partie adverse à la lecture des lettres patentes de 1552, et répéter, à son tour, que ces lettres lui accordaient le droit d'élever « que halles, des étiaux et des loges », qu'il était libre de louer. Il pouvait aussi faire remarquer au rédacteur du mémoire qu'il s'obstinait à confondre les droits d'octroi avec les droits de fief. Les premiers se levaient à l'entrée de la ville, aux barrières établies sur les différents chemins qui y conduisaient, sur tous les objets soumis à ce

droit qui entraient en ville ; les seconds ne se percevaient qu'au champ de foire seulement, sur les objets qui y étaient étalés en vente. Le Chapitre reconnaissait à la Ville les droits d'octroi qu'elle avait obtenus en 1558 : il lui niait seulement les droits de foire. La Ville ne prouvait nullement que ces derniers lui appartenaient, et la réponse, faite sur ce point dans les mémoires du Chapitre, continuait d'avoir toute sa valeur.

Du reste, la réponse, faite par le Bureau de Ville au mémoire du Chapitre, dut paraître faible à l'arbitre choisi de part et d'autre.

Le maire et les échevins s'opposaient « formellement aux nouvelles conclusions prises par le Chapitre ». Or ce furent précisément ces conclusions qui prévalurent. Grâce à la médiation de l'Intendant de Bretagne, le Chapitre consentit à la translation définitive de ses foires : consentement que son mémoire laissait prévoir.

Mais, de son côté, la Ville s'obligea « à faire placer à perpétuité et à ses frais un poteau sur le terrain dépendant du domaine ou fief du Chapitre, au plus près possible de la place Viarme, sur lequel poteau il y aurait une plaque où seraient inscrits ces mots : *Les foires de Saint-André, de Saint-Marc et de Saint-Clair appartiennent au Chapitre.*

Que l'on compare ces engagements, dont Verger a publié le texte¹, d'après les archives municipales, avec la troisième des conclusions du mémoire du Chapitre ; ce sont à peu près les mêmes expressions.

Dans cette lutte soutenue avec des armes inégales, le Chapitre perdit son champ de foire devenu un champ de bataille. Mais ce ne fut pas sans l'avoir bravement défendu ; et le poteau que dut élever la Ville rappela, pendant quelque temps, qu'il n'avait pas été vaincu complètement.

Aucun lecteur n'a sans doute souvenance d'avoir jamais vu ce poteau. La Ville elle-même se souvient-elle bien de cet

¹ *Arch. Cur.*, T. III, 242.

engagement qu'elle avait pris à perpétuité ? Les droits de foires, pour n'être plus perçus par le Chapitre, en sont-ils moins soldés par les marchands qui les fréquentent ?

L'étude du passé montre que, sur bien des points, il n'y a pas eu diminution de charges du côté des contribuables, mais seulement substitution de personne ou d'institution, du côté de ceux qui perçoivent les impôts.

C'est toujours la fable de la Fontaine. L'âne à beau changer de maître, son bât n'en est point allégé. On paie pour plusieurs choses autant et plus qu'autrefois ; mais on les paie à d'autres. C'est pour celui qui paie une très discutable et, en tout cas, une très mince consolation.

D'après les lettres de 1552, le Chapitre avait droit à quatre foires, fixées aux fêtes de saint Marc, de saint Antoine, de saint Clair et de saint André.

La fête de saint Antoine de Padoue, à qui était dédiée la chapelle des Minimes, arrive le 13 juin. C'est donc aux environs de ce jour qu'il faudrait chercher la foire établie en l'honneur de ce saint. Or, Nantes n'a pas de foire depuis le 8 juin jusqu'au 8 juillet. A la Ville de voir s'il est de son intérêt de replacer au tableau de ses foires, en faisant valoir des droits anciens, une foire qui a été officiellement concédée.

Peut-être, cependant, les lettres d'Henri II sont-elles, sur ce point, périmées par une prescription contraire, plus que centenaire. On peut, en effet, remarquer que la foire de la Saint-Antoine ne figure pas avec les autres, sur le poteau que la Ville devait élever en reconnaissance des droits du Chapitre, qui en jouissait encore en 1678.

Les marchands parlent parfois de foires perdues. La nôtre s'est-elle perdue, lors du transfert des autres, sur le chemin de la Motte Saint-André à la place Viarme ? Ce serait sortir de notre compétence que de promettre une récompense honteuse à qui la trouvera.

Pour terminer cet article de foires, ajoutons que les droits sur deux d'entre elles avaient été concédés au Chapitre, en 1063, par l'évêque Quiriac

Le texte de la concession ne parle que de la « dîme de ces deux foires, *decimam duorum fororum* ». Ce texte est trop vague pour que l'on puisse connaître quelles sont, parmi les trois plus anciennes foires du Chapitre, les deux que l'évêque lui avait accordées .

UN CHAMP DE BLÉ

DES VIGNES

Notre chapitre sur la corderie de la Motte Saint-André nous a révélé le nom du cordier Pierre Coueslier. Le bon cordier avait, et la chose s'explique, plus d'une corde à son arc. En même temps que cordier, et à ses moments perdus, il était aussi laboureur. Quand il avait assez fait tourner sa roue, qui n'était point la roue de la Fortune, il mettait la main à la charrue ; et, comme son champ était tout près de sa corderie, il pouvait jouir chaque jour du plaisir de voir croître le froment qu'il avait lui-même semé.

Malheureusement, son champ se trouvait aussi trop près des fortifications de la ville, et il arriva un jour où il sentit les inconvénients de cette proximité.

Pierre Coueslier négligea-t-il d'afficher une défense d'y déposer des délivres ? Négligea-t-on de tenir compte de cette défense ? N'y vit-on pas, comme parfois, une invitation, une provocation à faire la chose défendue ? Le fait est que, en 1535, il sema et ne récolta rien.

Il n'eut pas même la consolation de manger son blé en herbe. Comme on réparait alors les fortifications de Nantes, du côté de la porte Saint-Pierre, on déversa sur son pauvre champ, en temps inopportun, toutes les terres que l'on put retirer des douves.

On devine ce que devint la moisson sous cette couche épaisse d'un fumier douteux ou, pour le moins, intempestif. Au lieu de quinze septiers de froment qu'il espérait tirer de

ses vingt-cinq boisselées de terre, tout, jusqu'à la semence, fut perdu.

Son propriétaire, un docteur ès-droits, ne voulut pas voir dans ce cas un cas de force majeure : il n'en exigea pas moins du cordier la somme de dix livres tournois, ferme annuelle du champ.

Lutter contre un tel propriétaire eût été téméraire. Un docteur ès-droits connaît toutes les ficelles de son métier, comme un cordier celles du sien. Mais, dans l'espace, les ficelles du premier valaient mieux que celles du second.

Pierre Coueslier le comprit ; menacé d'une contrainte par voie de justice, il adressa la supplique suivante à tous ses concitoyens :

« A Messieurs les capitaine, gens de justice, nobles, bourgeois, manans et habitans de ceste ville de Nantes,

« Vous remonstre très humblement Pierre Couellier, cordier, demeurant en la parouesse de Saint-Clément, hors ceste dicté ville de Nantes, que, comme ainsi soit qu'il tienne par ferme, seix ans sont, ou plus, une pieese de terre contenant vingt-cinq bouessellées de terre ou environ estans siis et située auprès de la porte Saint-Pierre, lez de la boucherie dudit lieu, et soit ainsi que, en l'an mil V^e trante cinq, icelle pieese de terre ledit suppliant eust fait ensementer en fourmant et que les terriers que l'on tiroit des douves dudit lieu de Saint-Pierre eussent été mys et portez en icelle pieese de terre auparavant la saison de cueillir le gaignaige y estant semé, en laquelle pieese de terre, icelle année, ledit pouvre suppliant eust peu eudrir le nombre de quinze septiers fourmant ou environ ; quelle pieese de terre lui couste par chacun an de ferme la somme de dix livres tournois, et n'en avoir sceu ni peu, dempuis, faire son profit, et neantmoins messire Olivier Richard, docteur ès-droits, conseiller du Roy nostre sire, en sa court de Parlement, lequel Richard a contrainct ledit suppliant nommé ci-dessus, de lui payer icelle ferme, et le vieult contraindre par voye de justice, ce qu'il ne peut totalement faire sans vostre bonne ayde et récompense, pour ce qu'il n'a peu jouir de ladiete ferme à raison desdits empeschemens, que la terre n'a rien apporté. »

« Le Conseil de Ville, ajoute l'abbé Travers, ayant de faire

droit à la requête de Coueslier, nomma deux commissaires pour se transporter sur les lieux : il accorda le lendemain, sur leur rapport, cent sols de dédommagement au suppliant¹. »

Dans ce qu'il exploitait, le brave cordier n'était pas seulement fermier. Il était en partie propriétaire. En 1541, nous le retrouvons, rue Saint-Clément, avec Bastienne Sublonnet, sa femme, maître d'une maison couverte d'ardoises et d'un jardin d'une boisselée et demie². Tous les cordiers de nos jours n'en ont pas autant.

Les vingt-cinq boisselées de terre, labourées par Pierre Coueslier, touchaient-elles sa corderie sur la Motte Saint-André ? En étaient-elles séparées par la rue Saint-Clément ? Il est difficile de déterminer exactement sa situation, mais il est certain que l'on voyait alors du blé mûrir tranquillement (excepté les années où l'on curait les douves), aux portes mêmes de Nantes.

Avec du froment mûri sur les terrains qu'occupent nos Cours, on pouvait autrefois se faire des pains de fantaisie, accessibles à toutes les bourses. En faire aujourd'hui serait une fantaisie que personne ne peut plus se payer.

Dans sa fécondité inépuisable, notre vieille Motte ne se bornait pas à produire d'excellent froment. Les champs de vigne y côtoyaient les champs de blé. Pain et vin, elle tirait tout de son sein pour ses chers Nantais.

L'existence de vignes dans ce quartier, où les constructions ne laissent plus de place pour la grande culture, est mentionnée dans de nombreux aveux rendus au Chapitre, aux XV^e et XVI^e siècles, comme on peut le voir en compulsant le fonds du Chapitre, aux Archives départementales³.

L'abbé Travers, en dépouillant les titres de la Ville, est arrivé à la même constatation. Il nous apprend que la Ville acheta, le 13 décembre 1449, une maison « avec son courtil

¹ Travers, *Hist. de Nantes*, II, 307.

² *Archives départ.*, G, 250.

³ *Ibid.*, G, 250-258.

derrière, fons et appartenances, sis hors cette ville de Nantes, près la Motte Saint-André, entre l'hostel et jardin de la degrepie (veuve) Jehan Brient, ung qui fut Jehan Le Roux, les *vignes* Raoullet Guiolle, les *vignes* Jehan le Poitevin et le chemin qui conduit de l'hôtel dudit Guiolle au long la douve, à Saint-André, d'une et autres parties. Cette vente, pour la somme de vingt escus d'or de pois, au prix chacune pièce de vingt-cinq sols monnaie de Bretagne¹.

« La quittance du 20 février suivant, ajoute-t-il, dit que cette maison était hors de la porte Saint-Pierre en allant à la Motte Saint-André. Ces débornements nous font voir la Motte Saint-André couverte de maisons et de vignes, et un chemin entre les vignes et la douve conduisant à Saint-André.

On connaît le salut enthousiaste adressé à l'Italie par Virgile, au souvenir de la fécondité de son sol nourricier :

« Salve, magna parens frugum, Saturnia tellus²! »

Quitte à passer pour être de Marseille, nous n'hésiterons pas à dire que si Virgile avait connu notre Motte, s'il lui avait vu produire tant de choses en si peu de terrain, il lui eût réservé le poétique mouvement et les belles expressions de son salut.

Une terre si plantureuse eût convenu à merveille pour un jardin des plantes. Peu s'en fallut qu'on ne l'appliquât à cette destination. Le projet d'embellissement de Nantes, fait en 1764 et approuvé en 1766 mentionne, en effet, à l'article 22 : « Un *Jardin royal des plantes*, au bout du cours des Etats, l'ancien jardin étant dans la situation la plus défavorable à son objet ».

Ce jardin des plantes figure dans le plan du cours des Etats dressé en 1763 et approuvé par l'Évêque de Nantes et par le Bureau de la ville le 30 décembre de cette année. Il devait occuper les terrains où s'élève aujourd'hui l'usine de l'éclairage électrique ; mais cet article du projet de Cameray n'a pas été exécuté.

¹ Teavern, *Hist. de Nantes*, II, 8.

² Géorgiques, I, II, 177.

UN JEU DE QUILLES. — LE PAPEGAUT

LE MANÈGE. — L'ÉCURIE DU DUC. — LA COURSE DE BAGUES

Ce n'était pas encore assez pour la Motte Saint-André d'entrouvrir généreusement son sol pour la production des choses nécessaires à l'homme ; elle lui prêtait libéralement sa surface, afin qu'il pût y goûter d'innocents plaisirs.

Autrefois, même dans les villes, on aimait à se livrer en plein air ou sous de longues galeries, à des jeux de grand exercice. Les quilles, les boules, les jeux de paume, comptaient d'ardents amateurs. On trouvait de ces jeux dans différents endroits de la ville, surtout dans les lieux situés en dehors de la circulation, à l'ombre des grands arbres.

Notre Motte, avec sa situation aux portes de la ville, devait attirer l'attention des amateurs de ces jeux. Elle était assez retirée du chemin pour que les parties commencées ne fussent pas à chaque instant interrompues par les passants. D'un autre côté, sa vue sur la rue principale qui conduisait de ce côté à Nantes, offrait de quoi occuper la flânerie des simples curieux et alimenter la conversation des entr'actes. Joueurs et curieux, y trouvant leur compte, utilisèrent de bonne heure la Motte pour un jeu de quilles. Dès 1528, nous en trouvons un de mentionné en ces termes : *Ludum quillarum super glebam sancti Andree, in feodo Capituli*¹.

Quelles bonnes parties de quilles durent faire alors les bourgeois de Nantes, à la vue des remparts de leur ville, sur un coin de leur motte raboteuse, aplani pour la circonstance et gazonnée d'une herbe dans laquelle leurs pas seuls traçaient un sentier irrégulier, dans le beau désordre rural qu'y faisait régner la présence simultanée d'un cimetière, d'une corderie, d'une vigne, d'un champ de blé, et, en plus, de quelques broussailles pour compléter le pittoresque du tableau !

¹ Archives du Chapitre. *Conclus Capituli*.

Notre âge ne comprend plus guère ces plaisirs et les dédaigne comme trop primitifs. On peut se demander si ceux qu'il tend à leur substituer, tout en étant plus raffinés, sont aussi bienfaisants. Les jeux auxquels se livraient nos ancêtres, mettant en mouvement tous les muscles de leur corps, leur procuraient un exercice aussi salubre qu'agréable. La morale et l'hygiène n'y perdaient rien ; l'esprit y trouvait un délassement complet et le corps y retrepait sa santé et sa vigueur. C'était le vieux jeu ; mais le vieux jeu avait vraiment du bon. **Avis à notre pauvre anémique de génération !**

Le sentiment qui poussait les anciens Nantais à chercher des délassements dans les exercices salubre, leur avait fait fonder, sur notre Motte et près d'elle, deux établissements intéressants.

L'un, celui du Papegaut, couronnait la tour qui s'élevait non loin de la Motte, aux environs de la Préfecture, et qui, de cet établissement, portait le nom de tour du Papegaut.

Le jeu du Papegaut, en usage depuis longtemps à Nantes, avait été institué officiellement par le duc François II, dans des lettres du 1^{er} mai 1482, complétant d'autres lettres de 1471.

Les considérations qui poussent le duc à accorder à cette institution un précieux privilège, prouvent que l'on n'a pas attendu jusqu'à nos jours pour prendre de bons moyens de former d'excellents défenseurs pour la patrie.

François II rappelle qu'il est « expédient et utile chose avoir et entretenir en nostre pays grand nombre de bons archiers, experts et ydoines au jeu et exercice de l'arc ; que, de présent, plusieurs des bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Nantes, fréquentans ledit jeu de l'arc, ont fait remonstrer que, chacune feste, ils sont comme continuellement à l'exercice d'iceluy jeu ; et que plusieurs jeunes gens en grand nombre se appliquent henter et se usiter à l'exercice dudit jeu, tellement que, se besoing en estoit, l'on y en trouveroit en grant abundance ».

« Désirans, continue-t-il, atraire nosdits bourgeois et habi-

tans de Nantes, à usiter et aprendre ledit jeu de l'arc, et en iceluy se occuper aux jours de dimanches et autres festes de l'an, quant possible et convenable leur sera, pour servir, si le cas advenoit, au bien de toute la chose publique de nostredit pays, avons aujourd'huy... pour donner volenté et attraict aux jeunes gens de aprendre l'art et industrie du jeu de l'arc, franchy, quicté et exempté... celuy d'eulx qui, selon l'art dudit jeu, sera Roy par chacun an au temps advenir, pour l'année de sa Roiauté seulement, de toutes tailles, aides, dons, emprunets, guet, rièreguet, garde de porte et de touz aultres subsides et subvencions personnelz quelxconques, mys sus ou a meptre de par nous ou noz subcesseurs en nostre dite ville.»

Et avecques, de plus ample grâce, luy avons donné et donnons par ces présentes l'impost de vingt pippes du vin du creu de l'evesché de Nantes, que, par chacun an, durant ladite roiaulté, celuy Roy fera vendre par détaill en sa maison ou aultre meson en nostre dite ville de Nantes, la part que bon luy semblera »¹.

Nous n'entrerons pas plus avant dans l'histoire du jeu du Papegaut : elle est en dehors de notre programme. Mais, du haut de la Motte Saint-André, voyant, sur une tour voisine, une manière de grand télégraphe aérien ou de sémaphore, nous avons simplement voulu vous en donner l'explication. C'est là que, chaque année, au premier mai, des jeunes gens de Nantes, en essayant d'abattre à coup de flèche « ung enseigne d'oiseau nommé pappegaut, assis au bout d'une haulte perche et sur une haulte tour », cherchaient à décrocher, pour l'année, une royauté à laquelle étaient attachés des avantages aussi précieux. »

Dans d'intéressantes projections et d'agréables conférences faites devant un public d'élite, comme celui qui fréquente toujours les séances de Saint-Stanislas, M. l'abbé A. Soreau a

¹ Publié dans *les Privilèges de la ville de Nantes*, par M. de la Nicollière p. 72.

donné une curieuse reproduction du vieux jeu du papegaut¹. Heureux collègue où, sous la direction d'éminents professeurs, les élèves se délassent des études le plus sérieuses par les distractions les plus agréables !

Point n'est besoin du « *compelle intrare, forcez-les à entrer* », pour ses séances : on y vole au premier avertissement, car il suffit de connaître les hommes de goût qui les préparent, pour savoir que tout en nous sera charmé : les oreilles, les yeux, l'esprit.

Les jeux de tir ont remplacé le jeu du papegaut. Mais là encore, si l'on compare les récompenses du vainqueur, on peut constater que la récompense du Roy des archers valait bien celle du premier tireur d'aujourd'hui.

Tous les rois s'en sont allés ; ceux qui tenaient leur royauté de leur naissance, comme ceux qui la tenaient de leur propre adresse, ou d'autres qualités personnelles. Mais l'habile tireur qui, dans un concours, aura logé le plus de balles dans la cible, ne se prendra-t-il pas à regretter le temps où son adresse, au lieu d'être récompensée même par un vase de Sèvres, l'aurait été par l'honneur et les profits d'une avantageuse royauté d'un an ?

Parmi les exercices agréables et utiles auxquels se livre notre jeunesse, nous citerons les exercices du manège. Nos ancêtres en connaissaient le plaisir et se le payaient sur la Motte Saint-André.

Ce fut en 1618, pendant la tenue des États à Nantes, que l'on songea à l'établir ce manège, sur l'initiative du duc de Montbazou². Le 15 novembre, le Bureau de la Ville arrêta de le bâtir. Mais comme le terrain sur lequel il en projetait la construction appartenait au Chapitre, il lui en demanda la permission. Les chanoines la lui accordèrent par délibération du 24 décembre³, et bientôt la jeunesse nantaise, passionnée

¹ Verger en a publié une lithographie dans ses *Archives curieuses de la Ville de Nantes*, T. I, 318.

² Travers, T. III, 222.

³ Archives du Chapitre, *Conclaves Capitul*.

pour l'équitation, prit la direction de notre Motte pour faire connaissance avec « la plus noble conquête que l'homme ait jamais faite, » et apprendre à dompter et à conduire « ce fier et fougueux animal qui partage avec lui les fatigues de la guerre et la gloire des combats¹ ».

Ce premier manège de Nantes occupait le haut de la Motte Saint-André. Il était voisin de la *Thrésorerie*, tenue appartenant au Trésorier de la Cathédrale.

Ainsi, pendant que, au bas de la Motte, les dames, dans leurs exercices frivoles, soulevaient sans gloire la poussière sous leurs pas de danseuses, au haut de la même Motte, les hommes, dans des distractions dignes d'eux, faisaient trembler le sol sous le pas de leurs coursiers. Jaloux de conserver la supériorité qu'ils tiennent de leur sexe, ils tenaient à la montrer non seulement dans le choix de leurs exercices virils, mais encore dans la situation des lieux auxquels ils s'y livraient.

Il semble que ce sol était prédestiné à être foulé aux pieds des chevaux. C'est vers cet endroit qu'était située, en 1475, l'écurie du duc François II. Travers la trouvant mentionnée dans un compte de miseur en 1476, ajoutait : « On ne peut dire où était l'écurie du duc à Saint-Clément². » Désormais, il est possible de le dire. Un aveu de 1475 parle d'un herbergement situé « près le boulevard de la porte Saint-Pierre, auquel herbergement est à présent l'*escuerie* du duc, près d'une vigne, sur le pavé, comme l'en vait de l'aumosnerie de Saint-Clément à la Motte Saint-André. »

Les ducs avaient, en la paroisse de Sainte-Croix, entre la place du Bouffay et la rue du Port-Maillard, une autre écurie dont nous n'avons pas à nous occuper pour l'instant.

Notre premier manège nantais aboutit, au bout de cent ans, à un four. « Au mois de septembre 1709, que le bled estoit excessivement cher, il fut construit pour l'utilité de l'habitant, par

¹ *Buffon*, T. II, 157.

² *Travers*.

l'ordre de M. l'Intendant, deux fours à cuire pain ; l'un au corps de garde de la place du Bouffay, l'autre au manège près le faubourg Saint-Clément et la Motte Saint-André, pour lesquels fut payé 467 livres 10 sols¹ ».

Pour bien des entreprises, on constate que l'on a fait un four ; étant donnée la durée de la vie humaine, ce serait un grand avantage si, pour le reconnaître, il était besoin d'attendre cent ans.

Le manège semble n'avoir été utilisé que peu de temps sous sa nouvelle transformation. « Le manège, écrivait Travers, vers 1750, existe encore, mais il ne sert plus². »

Quelques années plus tard, en 1762, il était occupé par les écuries de la Ville. Il fut alors question d'y transférer l'école de Chirurgie, établie dans la tour du Connétable en Saint-Nicolas. Mais le terrain qu'il occupait étant estimé de 8 à 10.000 livres, la ville trouva plus avantageux de transférer cette école au fort Saint-Léonard, dans un quartier où elle possédait un terrain de moindre valeur.

Le vieux manège ne resta pas longtemps sans acquéreur. La ville le vendit, le 22 août 1769, à M. Mabile-Desgranges, à raison de 26 sous le pied carré. « Il paraît, dit Verger³, qu'il ne restait que quelques pans de murs de ce manège depuis longtemps en ruine. » De cette ruine nous verrons, plus loin, sortir, comme le phénix de ses cendres, un bâtiment plus beau qui s'élève sur la rue Sully, et domine le cours Saint-André.

Avant la construction du manège, on se livrait en plein air, sur la Motte Saint-André, à l'un de ses exercices les plus courus. C'est là, en effet que les Nantais venaient *courir la bague*.

« La course de bague, dit le *Dictionnaire de Trévoux*, est un exercice de manège que font les jeunes gens pour montrer leur adresse, lorsqu'avec une lance, courant à toute

¹ Archives municip. de Nantes, CC. 198.

² Travers, T. III, 222.

³ Archives curieuses, T. III, 265.

bride, ils emportent une bague suspendue au milieu de la carrière à une potence ». Le jeu, on le comprend, était divertissant et attirait de nombreux curieux de toutes les classes. La Ville construisait des échafaudages pour permettre aux gentilshommes de mieux le suivre, et, en 1562, le miseur inscrivait sur son livre de dépenses l'article¹ suivant :

« Pour deux douzaines de clous d'un double et six clous d'un liard, pour coustre des madriers aux chaffaulx qui sont sur la Motte Saint-André, où se mectent les gentilz hommes à veoirs courir la bague : 6 s. 6 d.

Pour ung quartron de clous croches, à tendre la tapisserie sur lesdits chaffaulx : 2 s. »¹

Si le miseur qui écrivait ces lignes revenait voir les tribunes qu'on élève parfois sur nos cours, pour mieux contempler certains spectacles, il pourrait dire avec raison : « Ce ne sont pas les premières que ce sol ait portées. Ouvrez mes vieux livres, vous verrez qu'autrefois avec des madriers et des tapisseries, nous en faisions tout autant. »

LA CROIX

LA PROCESSION DES RAMEAUX

Nous avons déjà tiré bien des choses de notre Motte ; et peut-être a-t-elle été pour quelques lecteurs comme une boîte à surprises.

Y trouverons-nous encore quelque chose ? Oui, et il nous reste à parler de ce qu'elle a jamais porté de mieux pour les chrétiens, le symbole de notre salut : la Croix.

La piété de nos ancêtres aimait à multiplier les croix sur les chemins ou sur les places publiques. Il était rare qu'aux abords des villages, des bourgs et des villes, on n'en rencontrât pas une à saluer. Les principaux chemins qui aboutissaient à Nantes passaient devant une croix qui annonçait l'entrée de

¹ *Invent. des arch. municip.*, par M. de la Nicollière CC. 300.

la ville. La croix du Marchix se dressait sur la route qui conduisait, en se bifurquant plus loin, soit à Vannes, soit à Rennes ; celle de Gigant, sur un autre chemin ; dans une île de la Loire, une croix célèbre, la plus belle de toutes, donnait son nom au pont de la Belle-Croix.

La Motte Saint-André, qui dominait une des principales entrées de Nantes, formait naturellement un si beau piédestal pour une croix, qu'on serait étonné que le Chapitre n'eût pas songé à s'en servir. Aussi les anciens Nantais firent-ils mieux que d'en élever une : ils en élevèrent deux.

Si l'on étudie la configuration de l'ancienne motte, on constate que son sommet présentait une surface oblongue plutôt que circulaire, se prolongeant entre la rue Saint-Clément et la rue Saint-André, suivant un axe, qui, partant de la rue Saint-Clément, aboutirait actuellement au bas du cour, à la rue d'Argentré. Chacune des extrémités de cet ovale était ornée de sa croix.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler de la croix qui se trouvait dans le cimetière de Saint-Léonard : elle se dressait à la fin de la Motte, de l'autre côté de la tenue de la *Trésorerie*. On l'appelait la croix de Saint-André, parce qu'elle dominait la rue de ce nom.

Cette première croix appartenait au fief de Saint-Cyr. C'est à ses pieds que, chaque année, la prieure de Saint-Cyr percevait de ses vassaux ou, plutôt de ses vassales, son curieux droit de chanson.

Ce devoir était dû, dit un acte de 1508, sur tous et chascuns les nouveaux mariés de son fief. « Quelle chanzon ils doyvent dire le lundi prochain des grans Pasques, devant la croez estante au cymetiere dudit lieu de Saint-Léonard, et, en defaut de ce faire, en doivent l'amande a ladicte dame, a la discrecion de son juge dudit lieu¹ ».

Le devoir de chanson est assez souvent mentionné parmi

¹ Arch. départ. H. 36.

les redevances des prieurés tenus par des religieuses. Il était à la charge de la mariée qui s'en acquittait ordinairement le soir même de ses noces, avec une solennité dont le récit nous entraînerait trop loin.

L'autre croix s'élevait à l'entrée de la Motte, du côté de la rue Saint-Clément. Elle appartenait au fief du Chapitre. Aussi voit-on le Chapitre intervenir à propos de son déplacement.

« Le 8 avril 1609, le Chapitre permit à M. Juchaut d'éloigner la croix qui est sur la motte, près du collège, et de la transporter un peu plus loin sur la même motte Saint-André, devant la porte dudit collège¹. »

En usant de cette permission, M. Juchaut crut pouvoir placer ses armes au sommet de la croix transférée par ses soins. Cette entreprise, si elle eût été tolérée, aurait pu, dans la suite, nuire aux droits du Chapitre. Aussi les chanoines ordonnèrent-ils, le 2 mai suivant, « d'effacer les armes de M. Juchaut, apposées au sommet de la croix transférée par lui de son ancienne place dans une autre, près du collège². »

Dans la suite, il y eut entre les parties un accommodement. et les chanoines prirent, le 3 septembre 1610, la détermination suivante : « Pourveu que M. Juchaut face mettre les armes du Chapitre en la face principale du globe du croisillon de la Croix regardant la rue de Saint-Clément, ils lui permettent de faire apposer les siennes au derrière avecque cette inscription : « *Hanc crucem, Capituli permissione, restaurari et transferri curavit Dominus Juchaut, stemmataque sua apponi*³. »

« C'est avec la permission du Chapitre que M. Juchaut a pris soin de restaurer et de transférer cette croix, et d'y apposer ses armes. »

Si le Chapitre eût toujours pris des précautions aussi prudentes, il n'eût pas été si souvent, à la suite de tolérances ou

¹ Arch. du Chapitre. *Délib. Capit.*

² *Ibidem.*

³ *Ibidem.*

de concessions bienveillantes, dépouillé de ses droits les plus anciens.

Du pied de la croix de Saint-Clément, nous pourrions, si nous avions le temps d'y rester, observer bien des choses. Une entrée de ville prête matière à tant d'observations ! Mais, allez-vous dire, si nous nous arrêtons maintenant à regarder tout ce qui se passe dans la rue, nous n'allons plus en finir : autant s'attarder sur un pont jusqu'à ce que l'eau ait fini de couler.

Patience ! nous sommes au pied de la Croix : il fait bon d'y être ; pour mériter de reposer à ses pieds après notre mort, restons-y quelques instants, de notre vivant.

D'ailleurs, nous voilà au temps de Pâques fleuries¹ ou des Rameaux ; nous n'allons pas avoir à attendre longtemps, pour contempler un spectacle qui ne manque pas d'intérêt.

N'entendez-vous pas encore sonner à toutes volées les cloches de la Cathédrale ? Leurs voix harmonieuses fondues ensemble, servent de fond à des voix humaines dont les chants pieux se font entendre de plus en plus distinctement. Attention ! les chants se rapprochent ; fixez les yeux sur la porte Saint-Pierre, et votre curiosité mise en éveil sera satisfaite selon votre désir.

Déjà paraît la Croix ornée de romarins en fleurs ; elle sort de la ville, s'avancant lentement, majestueusement. Elle est suivie d'un défilé qui vous semble interminable. On dirait, pensez-vous, que toute la ville de Nantes fait partie de la procession.

Vous avez raison de le penser. Examinez bien le clergé ; vous y reconnaîtrez non seulement le clergé de la cathédrale, composé de chapelains et de chanoines, mais vous y retrouverez tous les curés de la ville. Il n'y a, en effet, qu'une seule bénédiction des Rameaux et qu'une seule procession pour toute la ville de Nantes. Par délibération du 3 avril 1175, « les

¹ Cet article a paru dans *l'Esprit du Peuple*, au temps des Rameaux.

chanoines ont décidé, avec le consentement du seigneur vicaire général que, au jour des Rameaux, la bénédiction des Rameaux se fera dans la Cathédrale seulement, et non ailleurs, et que la procession et la prédication se feront ensuite au Champ-Fleuri¹. »

Mais où donc est ce Champ Fleuri, et pourquoi le nomme-t-on ainsi ?

Champ-Fleuri, *Campus Floridus*, est le nom d'un des cimetières de Saint-Clément. Au XVI^e siècle, la paroisse avait deux cimetières, l'un appelé « Vieil cimetière », entre la Motte et la petite rue Saint-André ; l'autre, entre cette dernière rue et les terrains occupés par l'Hôtel du Grand-Monarque, s'étendait depuis la rue Saint-Clément jusqu'à la rue Saint-André.

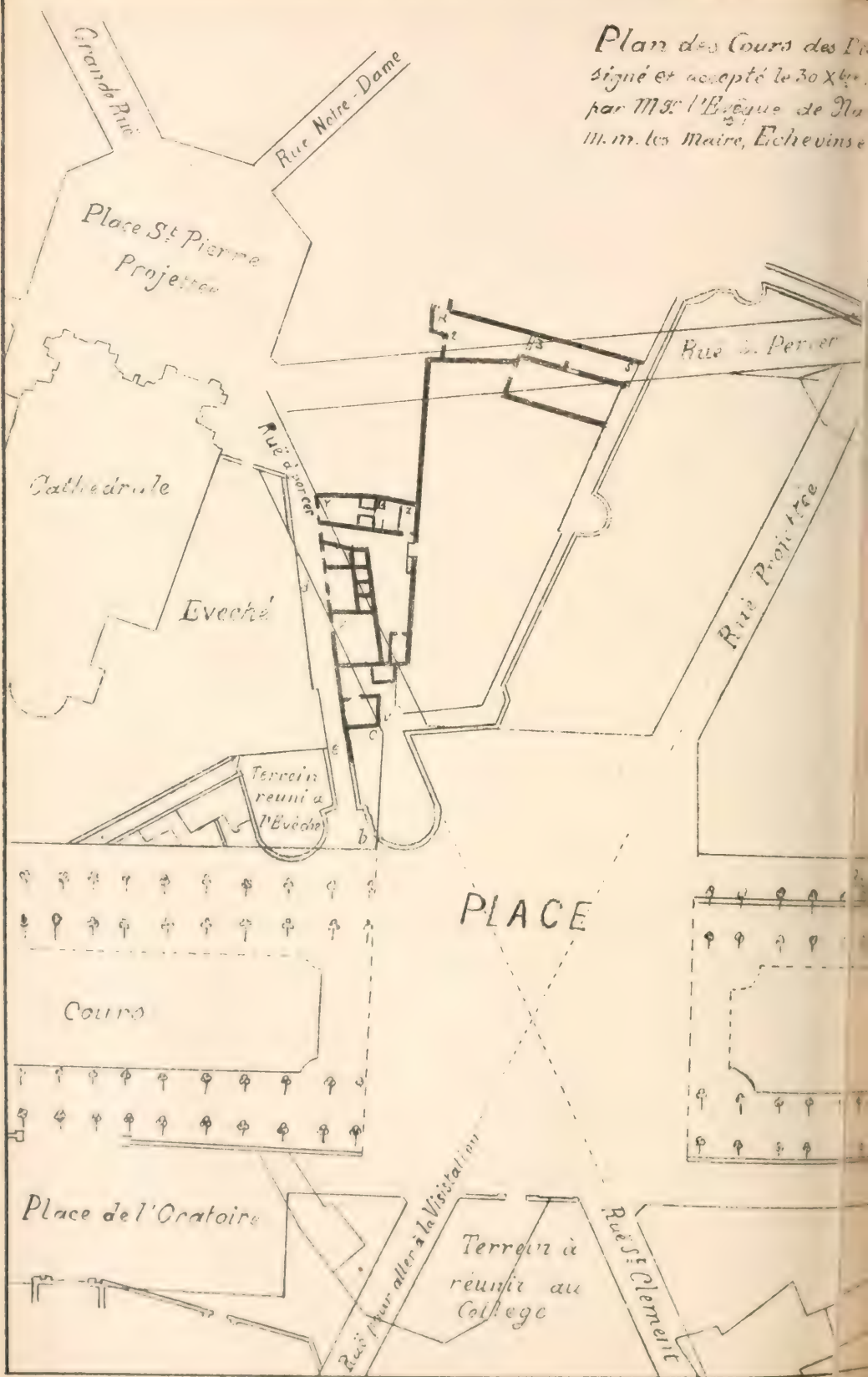
C'est à ce dernier que la procession de la Cathédrale se rendait au dimanche des Rameaux. La croix du cimetière était fleurie de romarins ou de buis, par les soins du propriétaire de la maison de Bellestre, maison acquise par les Ursulines quand elles s'établirent à l'endroit occupé aujourd'hui par le Lycée. Le propriétaire devait, en plus, orner de romarins le tombeau de Jean IV, situé dans le chœur de la Cathédrale, et fournir aux chanoines les rameaux de la fête. Peut-être est-ce à l'ornementation de ce cimetière au jour de Pâques Fleuries, qu'il devait son nom de Champ-Fleuri.

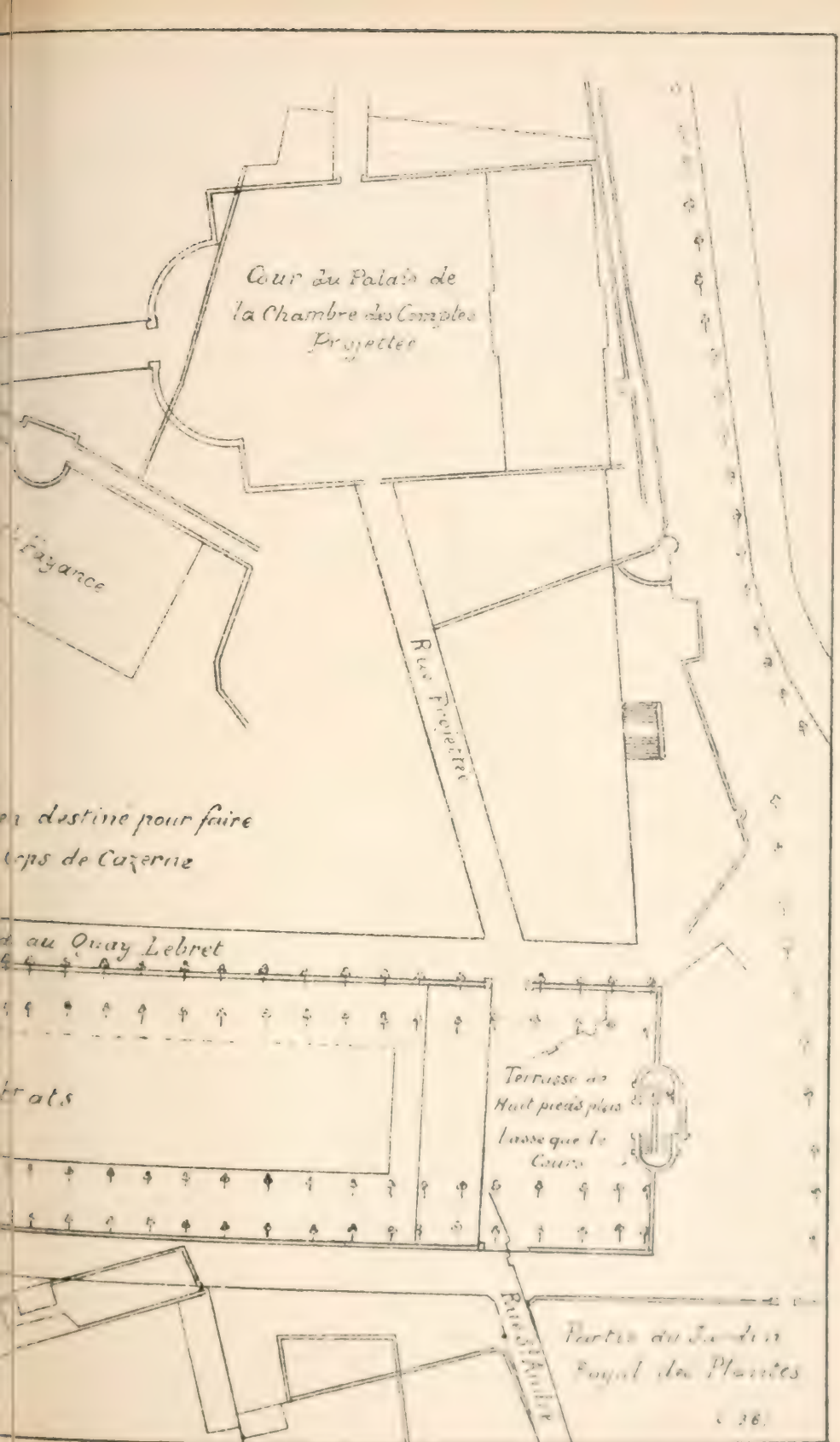
En quittant le cimetière, après avoir entendu le prédicateur, la procession retournait à la ville. Elle en trouvait la porte fermée ; et c'est devant la porte de ville que le premier chœur entonnait le *Gloria, laus*, auquel le second chœur répondait du haut des remparts. Puis la procession rentrait à la Cathédrale, et les curés retournaient dans leur paroisse sans autre cérémonie, la messe du jour des Rameaux.

La procession des Rameaux se fit au cimetière de Champ Fleuri jusqu'à la Révolution. En 1765, elle s'était faite, par exception, autour de la place de Saint-Pierre. C'était le temps

¹ Archives du Chapitre. *Conclus. Cap*

Plan des Cours des P.
 signé et accepté le 30 Xbre
 par M^{re} l'Evêque de Na
 m. m. les Maire, Echevins e





où les mottes Saint-Pierre et Saint-André se transformaient et devenaient les beaux Cours que nous admirons. Les travaux d'aplanissement rendaient la procession impossible. Aussi le Chapitre décida-t-il que « la procession des Rameaux se ferait cette année autour de l'église, attendu que le chemin d'entre les mottes de Saint-Pierre et de Saint-André, depuis la porte de la ville jusqu'à l'entrée de la rue Saint-Clément, est mauvais ».

Plus tard, la mesure devint définitive, et le 11 mars 1788 le Chapitre ordonnait que « la procession, ne pouvant plus se faire au cimetière de Saint-Clément, se fera autour de la place de Saint-Pierre ».

Ainsi l'ancien usage qui, le jour des Rameaux, entraînait la ville de Nantes au cimetière de Champ-Fleuri avait été aboli avant la Révolution.

TRAVAUX DE TERRASSEMENTS

CRÉATION DES COURS

Il est des terrains, et aussi paraît-il des personnes, dont la destinée est d'être toujours bêchés, et, employons le mot bien qu'il ait le tort de ne pas être de l'Académie française, « rebêchés ». Victime de l'aigle qui le prend pour perchoir, le malheureux Prométhée, dont les entrailles renaissent sans cesse exprès pour une charcuterie horrible, est l'image de ce que les siècles leur réservent sans relâche. Pics, pioches, hoyaux, charrues, bêches et pelles, instruments de toute sorte, droits ou recourbés, à une, deux ou trois dents ou davantage, que les hommes ont inventés pour déchirer le sein de la terre, ne s'entretiennent constamment luisants qu'à leurs dépens.

Si nous avons besoin d'une excuse pour une cruauté dont la mère nourricière des humains ne s'est jamais plainte, c'est qu'elle ne nous donne rien à moins d'y être forcée. Il faut lui déchirer le sein pour y trouver soit notre nourriture, soit le

fer et l'or, dont nous ne savons pas toujours faire un bon usage ; il faut le lui déchirer encore, pour en faire sortir nos habitations , il faut le lui déchirer enfin pour y rentrer lui rendre la poussière qu'elle nous prête pendant quelques instants.

La Motte Saint-André a eu le sort de ces terrains. Quand et par qui lui fut donné le premier coup de pioche ? On a, direz-vous, perdu le souvenir de faits plus importants ; c'est possible, cependant le fait se rattache aux origines les plus lointaines de Nantes ; car l'élévation de cette Motte semble tenir au système de fortification employé par les plus anciens habitants de la Ville.

Examinez la situation de Nantes au confluent de l'Erdre et de la Loire. La position de la Ville sur la rive droite du grand fleuve, fait supposer que ses premiers habitants venaient par la voie du Nord. Ils descendaient le cours de la Loire, quand, l'Erdre leur barrant le passage, ils suspendent leur pérégrination. Pendant qu'une partie de la tribu franchit les obstacles qui avaient arrêté un instant sa marche, l'autre s'installe à demeure fixe dans cet endroit protégé sur deux de ses côtés par des cours d'eau.

Mais dans cet espace triangulaire que ces premiers habitants occupent, il restait un côté sans défense : et c'était précisément celui par lequel, en descendant la Loire ou l'Erdre, on aboutissait à la ville naissante. De là, nécessité de fortifier ce côté afin qu'il ne restât pas exposé à toutes les incursions.

Est-ce ainsi qu'ont raisonné et agi les premiers habitants de Nantes ? En étudiant la configuration du terrain, on est fortement tenté de le croire.

Depuis les temps les plus anciens, la ville de Nantes était limitée par la Loire, les marais de l'Erdre et trois Mottes situées l'une à la suite de l'autre, à l'orient de la Ville, entre ces deux cours d'eau.

Ces trois Mottes étaient celles de Saint-André, de Saint-Pierre et du Château-Gaillard. Cette dernière s'élevait, en

partie, sur le terrain situé entre la rue Malherbe, la rue du Lycée, la rue Félix et l'établissement des Missionnaires de l'Immaculée-Conception.

Chacune de ces Mottes commandait un chemin qui entraît à Nantes. La Motte du Château-Gaillard commandait la route qui longeait la Loire et remontait vers Doulon; la Motte Saint-André, la route qui longeait ou traversait l'Erdre; la Motte Saint-Pierre, la route intermédiaire qui venait dans la direction de Saint-Clément et passait au pied des deux Mottes de Saint-Pierre et de Saint-André.

Ainsi donc sur ce point de Nantes, le seul qui ne fût pas naturellement fortifié nous trouvons un barrage artificiel composé de trois élévations formant chaîne, de la Loire, ou plutôt du Seil qui s'y jetait, à l'Erdre, et au pied desquelles passent les trois plus anciens chemins qui, de temps immémorial, conduisaient de ce côté à Nantes.

En étudiant ces faits, il semble difficile d'admettre que ces Mottes aient poussé là toutes seules. Elles doivent se rattacher au premier système de fortification employé par les Nantais. Qui sait si elles n'ont pas été formées avec la terre qu'ils tirèrent en creusant les fossés utilisés plus tard lors de l'élévation des remparts de la ville par les Romains.

Ceux qui ne voudront point admettre l'existence si ancienne de nos Mottes, préféreront peut-être ramener leur origine aux grands travaux de saint Félix. Fortunat nous parle de ces travaux en termes magnifiques. On ne le comprend pas toujours, et depuis des siècles les Nantais se demandent de quels travaux il veut bien parler. Mais ce qu'on voit incontestablement dans ses vers, c'est que saint Félix a été un grand remueur de terres; il a élevé des collines, il a creusé des fossés. Qui sait s'il n'a pas entassé sur nos Mottes toutes les terres qu'il a tirées du canal qui porte son nom?

Quoiqu'il en soit de ces hypothèses, il est certain que le sol de la Motte Saint-André fut remué au moins dans les temps mérovingiens. Quand nous avons parlé du cimetière de Saint-

Cyr nous avons rappelé la découverte de tombes qui remontent à ce temps.

En descendant d'un bond jusqu'au XV^e siècle, nous voyons qu'on fit alors au bas de la Motte Saint-André quelques travaux de fortification : on porte sur le haut de la Motte les terres que l'on retire des douves¹. « Par un marché arrêté en 1480, Mathelin de la Roc accrut et élargit partie de la douve de Saint-Pierre pour la somme de neuf vingt-cinq livres monnaie : il fallut pour ces ouvrages abattre quelques maisons sur la Motte de Saint-André, dans le fief de Saint-Cyr ; la prieure s'étant plaint que la mouvance de son fief avait diminué par cette destruction, la ville lui accorda une rente annuelle en récompense. Elle fit la même justice au Chapitre auquel elle s'obligea de continuer vingt-deux sols monnaie de rente qu'il recevait sur une des maisons abattues sur le fief de Saint-Cyr : la ville acquitte ces rentes encore aujourd'hui (1750). »

Au siècle suivant, les guerres religieuses donnent l'occasion d'aplanir une partie de la Motte. En 1568, les calvinistes menaçant la ville de Nantes², « on aplanit, dit Travers, la Motte de Saint-André jusque vis-à-vis du ranchi de la Grosse Tour. » *L'Estat de fortification plus requise en ceste ville de Nantes*, du 22 septembre 1568, demande aussi « pour régaler la Motte Saint-André devant le Trépier, trente pionniers, attendant achever ce qui reste au Trépier. »

Quelques années plus tard, Mercœur fortifie Nantes aussi de ce côté³. On emploie à ces fortifications des gens de la campagne et des *Lamballais*. La Bretagne, et particulièrement le pays de Lamballe, avait dès lors la spécialité de fournir des terrassiers pour les grandes entreprises. Guillaume Rouxeau, receveur et miseur de Nantes, nous apprend dans son compte ce que coûtèrent ces premiers travaux. Nous donnons son compte tel que nous le trouvons, sans endosser la responsabilité des erreurs qui peuvent s'y rencontrer.

¹ *Travers*. T. II. 162.

² *Ibidem*, 409, 412.

³ *Ibidem*, T. III. 40.

Mémoire du nombre de gens des paroisses des champs qui sont venus travailler sur la motte Saint-André, jusque au nombre de 4.547 hommes que j'ai payé à deux souz par jour 116 écus.

Item j'ai payé à 550 Lamballays qui ont travaillé à ladite motte Saint-André à dix souz par jour chacun, qui est pour les tous 87 écus et demie.

Item j'ai payé pour 854 hommes qui ont travaillé au fort de la Grosse Tour et au fort du Moulin à Harnois, depuis le 12 mai 1590, au prix de 3 souz par jour, suivant les ordonnances et reiglement. 42 écus 42 souz.¹

En 1596, ces travaux furent poussés avec plus d'activité encore. « Il fut résolu d'employer les pauvres valides aux retranchements de la douve de Saint-André, et à ceux de la motte du même nom. On y travaillait le 25 juin 1596, comme nous l'apprend une délibération de cette date. Ce travail se continua l'an suivant. Le bureau, par un arrêté du 22 mai 1597, ordonne à son miseur de faire faire 821 hottes, et le 29 juin, il lui ordonne de payer la fonte de 82 livres de plomb en morceaux pour être distribué aux pauvres que la ville employait à porter la hotte sur la motte de Saint-André.

Ce travail commencé au mois de mai 1597 fut continué jusqu'à la fin de juin et au delà : il n'en reste autre chose aujourd'hui (1750) que l'aplanissement de cette motte.² »

Tous ces travaux de fortification ne devaient pas servir. Du moins ne furent-ils pas inutiles : ils procurèrent à une foule de pauvres les moyens de gagner leur vie honnêtement.

Le temps venait où l'on devait remuer le sol de la Motte Saint-André non plus pour fortifier mais pour embellir la ville de Nantes. Aux œuvres exigées par les nécessités de la guerre allaient enfin succéder les travaux d'art et d'agrément que peut se permettre un pays assuré de la paix.

Entre-temps, le Nantais continuait à bêcher et à creuser sa motte : histoire de n'en pas perdre l'habitude, ou si l'on aime mieux, de se préparer au travail gigantesque auquel, au XVIII^e siècle, il devait s'y livrer.

¹ *Invent. des Arch. municip. CC. 129.*

² *Travers, T. III. 86.*

C'est ainsi que l'on avait ouvert une carrière sur la Motte Saint-André. Cette carrière eut une carrière assez agitée. La possession en est revendiquée tantôt par la Ville, tantôt par le Chapitre. Dans une circonstance c'est la première, dans une autre c'est le second qui donne la permission d'y puiser : si bien que l'on peut se demander si, avec la carrière de la Ville qui se trouvait dans les douves de Saint-André,¹ il n'y en eut pas une autre appartenant au Chapitre et située sur un autre point de la Motte.

L'histoire de cette carrière appartient surtout à la discussion qui eut lieu entre le Chapitre et la Ville au sujet de la propriété de la Motte. Elle trouvera plus naturellement sa place quand nous aborderons plus tard cette discussion.

Avant d'en finir avec l'histoire ancienne de notre Motte, rappelons que son sol s'ouvrit aussi, dans un temps de peste, pour recevoir les cadavres de tous les animaux errants. Voici une délibération municipale qui dut être funeste à plus « d'un gros mâtin » et peut-être aussi, si la mode en était alors, à de gentils petits toutous.

Du dimanche 15 jour d'octobre 1631, après 8 heures du matin en la maison commune de cette ville de Nantes, présens M^r de la Chapelle Blanchard, procureur du roy, maire, M^{rs} de la Ramée Charete, de Chambriand Michel, de Beausoleil François, de L'homeau Garreau, de la Rablais Allaire, du Verger Guiton, cons^{ers} et échevins.

Il est commandé à tous ceux qui ont chiens en ville de les resserrer et empescher de courir les rues ou les envoyer aux champs, à peine que si on les trouve par cy après ils seront tués, ensemble les pourceaux et autres bêtes immondes, et ordonner estre fait quelque charnier et autre fosse très profonde sur la Motte Saint-André de trois pieds large pour y mettre tous les gros mastins qu'on void par la ville pour chacun desquels sera donné trois sols à ceux qui les auront assomez et traisnez dans ledit charnier, et sera la présente ordonnance bannie à son de trompe².

Ainsi les siècles anciens nous montrent le Nantais toujours courbé sur sa pelle à bêcher et à rebêcher sa Motte. Il est, à

¹ *Travers*, T. III. 68.

² *Ibidem*, 283.

la lettre, attaché à sa glèbe : on a mis un vaisseau dans ses armes, mais ce grand remueur de terres mériterait qu'on le représentât non seulement avec une ancre, mais encore avec une bêche et qu'on lui donnât une devise légèrement modifiée à son usage « *anchora et aratro* ».

Mais ce fut surtout au XVIII^e siècle qu'il bouleversa de fond en comble toute sa Motte. Il n'est pas de castor à remuer autant de terre et à le faire plus heureusement. Où sa motte est trop haute, il l'abaisse, où elle est trop basse, il l'élève, où elle est de travers, il la redresse, et finit par en faire une esplanade régulière qui commence à la hauteur d'un rez-de-chaussée pour finir à celle d'un premier étage avec une vue splendide à son extrémité.

Le premier inspirateur de tous ces travaux fut le maire de Nantes, Gérard Mellier, à l'activité duquel Nantes fut si redevable sous tous les rapports.

Il voulut utiliser pour l'agrément de la ville, ces deux mottes qui se trouvaient à sa sortie. On ne s'était contenté jusque-là que de planter quelques ormeaux sur l'une d'elles : mais on n'y avait pas encore entrepris ces grands travaux qui en changèrent complètement la physionomie.

Gérard Mellier commença par la Motte Saint-Pierre. La transformation qu'on en fit, donna aux Nantais l'idée d'étendre à la Motte Saint-André les travaux entrepris sur la Motte voisine ; et les successeurs de Gérard Mellier prirent à cœur de continuer son œuvre.

Malheureusement, ils voulurent agir en maîtres sur un terrain qui ne leur appartenait pas, ou sur lequel ils n'avaient, en tous cas, que des droits douteux.

La Motte Saint-André appartenait depuis le XI^e siècle au Chapitre de Nantes. Elle lui avait été donnée en 1063 par l'évêque Quiriac qui la détacha du domaine de l'évêché, en faveur de son Chapitre. Les termes de la donation sont formels. Elle comprend, sur ce point, tout le terrain qui s'étend entre le fief de Saint-Cyr et la rue Saint-Clément¹.

¹ D. Mor., *Pr. T.* I. 461.

On connaît la direction de la rue Saint-Clément ; le fief de Saint-Cyr occupait le bas de la Motte du côté de l'Erdre : si bien que toute la Motte Saint-André ne relevait que des deux fiefs du Chapitre et de Saint-Cyr, et que la Ville elle-même payait une rente au Chapitre et à la prieure de Saint-Cyr, pour les parcelles de terre qu'elle avait afféagées de l'un ou de l'autre dans la suite des temps.

Par suite de cette donation, le Chapitre, d'après l'usage en vigueur au XI^e siècle, était devenu seigneur et propriétaire des terrains concédés. Il resta seigneur de la totalité de ce terrain jusqu'à la Révolution qui détruisit les fiefs : il resta propriétaire de toutes les parties qu'il n'avait pas afféagées à d'autres. Les servitudes qu'il avait laissé s'établir sur certains de ces terrains, dans l'intérêt de ses vassaux, ne lui en enlevait pas la propriété du fonds.

Des principes aussi simples auraient dû, dès l'abord, porter la Ville à respecter les droits du Chapitre, propriétaire du fond de la Motte. Il lui eût été facile de s'entendre avec lui pour l'exécution des travaux qu'elle poursuivait.

Mais au lieu de recourir aux procédés qui apaisent, la Ville employa ceux qui irritent. Elle voulut dépouiller le Chapitre de ses droits séculaires. Sans tenir compte soit de nombreux aveux qui les relataient, soit de faits incontestables qui montraient le Chapitre dans la possession constante de la Motte en litige, sans montrer les titres grâce auxquels elle aurait été substituée aux droits anciens du Chapitre, elle prétendait avoir fait depuis longtemps acte de propriétaire sur cette Motte, et citait quelques faits qu'elle expliquait à son avantage, bien qu'on pût en tirer d'autres conclusions.

Il n'est pas de notre dessein de raconter ici plus longuement le différend qui surgit alors entre le Chapitre et la Ville. Nous avons le regret de constater que M. J. C. Renou l'a présenté sous un jour défavorable au Chapitre, qui agit dans la circonstance comme un propriétaire qu'on veut exproprier sans façon. Les principes que nous venons de rappeler repla-

cent la question sous son véritable jour. Quant aux détails de la lutte, nous les exposerons plus longuement quand nous nous occuperons de la Motte Saint-Pierre. La question de propriété de ces deux Mottes est la même : il vaut mieux renvoyer à la même étude les documents et les raisonnements de nature à faire la lumière sur un point qui fut alors longuement débattu.

Relativement à la Motte Saint-André, un premier arrangement intervint entre les deux parties le 28 juin 1752. Grâce à cette transaction la Ville devint propriétaire de la Motte, moyennant une rente féodale de 10 livres tournois en faveur du Chapitre. Elle pouvait aliéner à des particuliers les terrains vagues qui lui seraient inutiles pour la formation du Cours. Le Chapitre conservait sa mouvance sur tous ces terrains, ainsi que ses droits de lods et ventes sur ceux que les concessionnaires de la Ville céderaient à d'autres dans la suite des temps.

Libre, par suite de cet arrangement, de disposer à son gré des terrains de la Motte, la Ville prit d'abord tout ce qu'il lui fallut pour la formation du Cours Saint-André et des rues voisines, et vendit un peu plus tard le reste à des particuliers. N'étant plus désormais entravée dans la poursuite de ses projets, elle décida de réunir les deux Mottes et de n'en faire qu'une promenade unique ayant vue d'un côté sur l'Erdre et de l'autre sur la Loire. Un arrêt du Conseil d'Etat approuvant le 22 avril 1755 les projets de de Vigny, autorisa la Ville à « opérer la jonction des deux Mottes Saint-Pierre et Saint-André pour n'en faire qu'une promenade de la Loire à la Grosse Tour. »

L'idée de ce projet était, au fond, excellente, mais de Vigny en conçut l'exécution d'une façon défectueuse. Sur son plan de 1755, les deux cours Saint-Pierre et Saint-André, au lieu de présenter la ligne droite qu'ils nous offrent aujourd'hui, ont la forme d'une charnière se repliant le long des anciens remparts de Nantes : au centre, une plantation d'arbres en

de mi-cercle annonçait solennellement l'entrée de la ville par la rue de l'Évêché.

Il est juste cependant de reconnaître que, au point de vue du pittoresque, ce projet avait un grand avantage. Il respectait les vieux murs de l'enceinte de Nantes. Avec leurs tours crénelées qui les dominaient, ces vénérables remparts servaient de fond à la promenade et l'embellissaient d'un décor qui a aussi son charme puissant. De grands ormeaux qui se détachent sur des remparts grisâtres ornés de lichens, de mousses et de quelques touffes de fougères, d'œillets, de giroflées ou de marjolaines, donnent à un paysage, chaque année à l'époque où les feuilles jaunissent, et tombent en tournoyant, sous la lumière déjà plus pâle et fraîche du soleil d'automne, une beauté mélancolique à laquelle il est difficile de rester insensible, et qui délasse des beautés des autres spectacles et des autres saisons.

Pour goûter ces impressions, il eût suffi aux Nantais de s'asseoir sur les bancs des Cours. Il leur faut aller aujourd'hui les chercher ailleurs : les vieux murs qui les avaient défendus, qui leur rappelleraient tant de souvenirs, et qui leur auraient procuré le charme poétique de ces rêveries innocentes, ont eu le sort de toutes les choses humaines : *mortalia facta peribunt*, disait Horace. Pour détruire leurs propres œuvres, les hommes se mettent de la partie, quand ils voient que le temps n'y suffit pas.

La modification apportée au projet de Vigny portait sur plusieurs points. Le principal était le redressement de direction du Cours Saint-André ; au lieu de conserver l'axe de l'ancienne Motte, il était ramené dans l'axe du Cours Saint-Pierre. Entre les deux cours une place rectangulaire était substituée à la plantation d'arbres en demi-cercle qui devait précéder la rue de l'Évêché.

L'exécution de ces projets grandioses demandait de grandes ressources. Celles dont pouvait disposer la Ville furent bientôt épuisées, mais elle avait des habitants jaloux de son embellis-

sement et qui, sans en être sollicités, furent les premiers à venir au secours de sa détresse.

A leur tête se distingua l'évêque de Nantes, Mgr de la Muzanchère. Dans son désir de voir continuer des travaux qui contribuaient si grandement à la décoration de sa ville épiscopale, et qui en même temps assuraient du pain aux classes ouvrières, il prit l'initiative d'une souscription publique qui offrait d'avancer à la Ville, sans intérêt et pour dix-huit mois, les sommes dont elle avait actuellement besoin dans ce but.

Le texte suivant montre qu'il y avait à Nantes des hommes aussi généreux de bourse que de cœur.

Nous soussignés ayant été informés que MM. les Maire et échevins de cette ville seront incessamment forcés de faire discontinuer les travaux commencés sur la Motte Saint-Pierre et la Motte Saint-André, faute des fonds nécessaires à cette dépense ; considérant que nombre d'habitants : tailleurs, menuisiers, cloutiers, cordiers et autres artisans, dans les circonstances présentes de la guerre, n'ont d'autres ressources, pour se procurer du pain et les autres nécessités absolues de la vie, que ce qu'ils peuvent gagner à ces sortes d'ouvrages auxquels ils s'emploient journellement ; et touchés de compassion et de l'extrême misère à laquelle tant de citoyens se trouveraient réduits par la cessation de ces travaux, nous sommes portés à offrir à nos dits sieurs les maire et échevins les sommes par chacun de nous souscrites, remboursables dans dix-huit mois, sans aucun intérêt ; à la charge et condition qu'elles seront par eux employées à la continuation desdits travaux, qu'il sera nommé l'un d'eux, par le Bureau assemblé, pour en faire la recette, qu'ils passeront délibération pour l'acceptation de notre offre, et qu'ils rendront une ordonnance sur le miseur de la ville, laquelle ils feront approuver par l'Intendant de cette province, pour le remboursement de la somme totale, dans le susdit délai de dix-huit mois, en la faveur de celui de Messieurs qui sera chargé d'en faire le recouvrement à l'échéance, pour rembourser à chacun de nous la somme qu'il aura fournie.

Nantes le 13 mai 1759.

Mgr. de la Muzanchère s'inscrivit à la tête de cette souscription pour une somme de 900 livres, sa générosité fut imi-

tée par d'honorables familles nantaises ¹ qui souscrivirent pour des sommes variant de 900 livres à 300. Cette première souscription produisit 31.000 livres qui furent acceptées par délibération municipale du 29 mai, et les travaux purent continuer encore quelque temps.

Mais l'argent fondait dans cette entreprise gigantesque. Après avoir fait appel à la générosité des Nantais, Mgr. de la Muzanchère frappa à une autre porte. Membre des États de Bretagne, il profita de leur tenue à Nantes pour leur demander un secours, pour la continuation des travaux. Sa démarche est ainsi consignée dans le *registre du Greffe des États de Bretagne*, à la date du dimanche 21 septembre 1760².

Sur la représentation qui a été faite par Mgr l'Evêque de Nantes que les travaux commencés pour la promenade publique de la motte Saint Pierre de cette ville avoient cessés faute de fonds de la part de la Communauté à qui il en coûtoit déjà considérablement pour ce qui a été fait jusqu'à présent, que si les Etats vouloient bien se porter à leur accorder une somme, outre l'agrément qu'ils procureroient à la Ville, ils feroient en cela une grande charité qui feroit subsister un grand nombre de pauvres qui travailleroient dès demain à cet ouvrage, et qu'il étoit persuadé que messieurs les Commissaires du Roy approuveroient la délibération qui seroit prise à ce sujet ; après qu'il en a été délibéré :

Les Etats ont ordonné et ordonnent qu'il sera fait fond, dans la présente tenue, de la somme de 15 000 livres qu'ils ont accordée et accordent pour la continuation et perfection des travaux en question ; de laquelle dite somme de 15.000 livres ils ont prié M. de la Bois-

¹ Voici le nom des souscripteurs : MM Millain, Budan, Libault, Gellée de Premion, Foucault, Guil. Grou, Bouteiller Glémeau, Bouteiller père et fils, Portier frères, Lepage, Villeboisnet père, Villeboisnet fils, et Progée souscrivirent aussi pour 900 livres. Michel, de la Touche Montaudoine, Quérard, Chaurand, Bertrand de Cœuvre, O'Schiel, de Seigne, pour 600. Bidon, pour 500 ; Huguet et Maublane, pour 450 ; Lecomte, pour 400 ; Gresleau, Montaudoine de la Clartière, Lemasne, de Luynes de la Buffetière, pour 300 ; Joubert du Collet, Dom. Deurbroucq, Monnier, de Luynes, Cadou, Louis Grou et Jacques Mercier, pour 250. Les comptes des miseurs de Nantes en mentionnant le remboursement fait aux souscripteurs des sommes qui leur étaient dues renferment parfois quelques détails qui peuvent être intéressants pour leurs familles.

² Arch. Départ. C. 444. f. 46.

sière leur trésorier de faire l'avance, afin de continuer les dits ouvrages, sans aucun retardement, et ont, en conséquence, nommé et nomment pour veiller à l'exécution de la présente délibération : de l'église : M. l'Abbé de la Chaume et M. le Député du Chapitre de Quimper ; de la noblesse : M. de Sécillon de Villeneuve, et M. de la Blottière fils ; et du tiers : M de Prémion maire, et premier député de Nantes, et M. Bordage septième député de ladite ville ; et ont, en outre, les Etats prié MM. les présidents des Ordres de demander à messieurs les commissaires du Roy leur agrément et approbation pour le fond sy dessus ordonné.

L'Évêque de Nantes et le président des Ordres allèrent aussitôt trouver les Commissaires du Roy, et dès le 22 septembre purent rendre compte aux Etats de l'heureux succès de leur mission.

M. l'abbé de Polly, abbé de la Chaume, a rendu compte à l'assemblée de l'emploi des 15 000 l. que les Etats avoient bien voulu accorder par leur délibération du 21 septembre dernier pour la perfection et embellissement de la promenade de la Motte Saint-Pierre de cette ville ; que toute l'assemblée avoit vu par elle-même les progrès des travaux qui avoient été faits jusqu'à présent ; que la commission s'étoit donné tous les soins pour que la somme de 15.000 l. fût employée avec toute l'économie et la célérité possible ; et afin qu'il n'y eût aucune confusion dans le compte qu'ils en rendoient et qui-avoit été vérifié, ils avoient exigé qu'il y eût différentes classes pour les journées des ouvriers, que ces ouvriers étoient des pauvres de tout Age et la plupart mendiants, qu'ils avoient employés aux dits travaux et qui avoient trouvé dans les libéralités des Etats le moien de subsister, que toute la dépense jusqu'à ce jour se montait à 15.148l.

La commission avoit désiré de voir les ouvrages finis et la promenade dans sa perfection avant la séparation de l'assemblée, mais que malgré son activité, son économie, il restoit encore bien de l'ouvrage à finir et que les fonds manquoient, et que suivant le devis estimatif des ouvrages qui restoit à faire, il eût fallu une somme de 17.000 pour mettre le tout à sa perfection.

Les Etats se rendirent encore aux désirs de leur commission. Ils accordèrent une seconde somme de 17.000 ; ce qui joint aux 15.000 déjà accordées porta à 32 000 leur allocation à des travaux purement nantais. C'étoit un beau denier ; ils payaient

grandement l'hospitalité que Nantes leur accordait alors pour leur tenue. La Ville leur fut reconnaissante et, pour perpétuer le souvenir de leur générosité, donna aux deux Cours en formation le nom de Cours des États.

Mais, comme le dit le Psalmiste « un abîme appelle un abîme : *abyssus abyssum invocat* ». Plus on allait, plus il fallait d'argent pour combler un gouffre qui se creusait toujours plus. Les 32,000 livres des États avaient pris le chemin des 31,000 livres de la souscription Nantaise et des sommes dépensées antérieurement. On voyait la fin de tout, excepté celle des travaux.

Cependant les Nantais devenaient de plus en plus impatients de jouir de leurs Cours. Le duc d'Aiguillon, si zélé pour l'embellissement de Nantes, partageait leur impatience et prenait les moyens de la satisfaire enfin.

La Ville engagée alors dans d'autres travaux négociait un emprunt de 300,000 livres. Elle ne pouvait rien faire de plus pour les Cours. Son bureau eut l'idée de recourir à un moyen qui avait déjà réussi, et fit appel à la générosité du public pour emprunter par voie de souscription les 36,000 livres qui lui semblaient nécessaires pour l'achèvement d'ouvrages qui ne pouvaient que se détériorer si on les laissait en cet état.

Dans la délibération municipale du 23 novembre 1763, M. le Maire a représenté que Mgr le duc d'Aiguillon, témoin oculaire de l'impatience du public pour la perfection du Cours des États et autres ouvrages en dépendant, a donné ses ordres au sieur Ceineray, architecte-voyer de la ville, de travailler incessamment aux opérations nécessaires pour y parvenir, ce que le sieur Ceineray a exécuté avec toute la diligence possible. En conséquence, il a remis un devis estimatif des ouvrages à faire, montant à 36,000 l. à Mgr le duc d'Aiguillon qui l'a fait aussitôt passer au Bureau de Ville, pour prendre une délibération conforme à l'attente publique ; mais que l'état actuel des affaires de la Communauté ne lui permettant pas de se livrer à cette dépense, qu'elle ne pouvait faire que

dans quelques années, il est à présumer que tous les bons citoyens ayant à cœur ces embellissements, qu'ils peuvent en quelque façon regarder comme leur ouvrage, puisqu'ils ont voulu faire l'avance des premiers fonds, témoigneront le même zèle qu'ils firent paraître à ce sujet en 1759; qu'il est un moyen aisé, à peu près semblable à celui qu'on employa alors avec succès, pour faire jouir incessamment le public de ces embellissements dans toute leur perfection; que ce moyen serait celui d'un emprunt par forme de souscription libre ou de loterie, dont chaque billet serait de 50 livres, jusqu'à la concurrence de 36,000 livres; ladite somme remboursable par la communauté en six paiements égaux de 6,000 livres chacun, et ce, sans intérêts, d'année en année, à partir de 1765 suivant le numéro des billets tirés au sort. »

Le Maire de Nantes se hâta d'envoyer à l'Intendant de Bretagne qui était alors M. de Flesselles, la délibération municipale accompagnée de la lettre suivante :

MONSEIGNEUR,

Jay l'honneur de vous envoyer une délibération prise par le Bureau, à l'effet d'emprunter une somme de 36,000 liv. pour achever et perfectionner le Cours des États : Monseigneur le duc d'Aiguillon donne l'exemple, et j'espère que nous remplirons cette somme : elle sera remboursable en six années par forme de loterie; tout le monde paroît désirer qu'on y travaille afin de jouir promptement de la beauté et de l'agrément de cette promenade, qui, je crois, sera une des plus belles du royaume : nous vous supplions, Monseigneur, de vouloir bien autoriser notre délibération afin que nous puissions profiter de la présence de Mgr le duc d'Aiguillon, qui certainement nous procurera beaucoup de signatures.

Jay l'honneur d'être avec un profond respect, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur

Nantes le 27^e novembre 1763!.

S. JOUBERT DU COLLET.

L'Intendant approuva la délibération, et M. Le Roux, miseur de la Ville, fut choisi pour recueillir le montant de la souscription.

¹ Arch. Départ. C. 290.

Elle fut assez heureuse, sans atteindre cependant la somme qu'on en espérait. Les actions étaient de 50 l. Il y en eut 52 seulement à n'être pas placées, et le miseur recueillit au lieu des 36.000 livres, 33.400.

Le duc d'Aiguillon s'inscrivit le premier pour une somme de 1000 livres et après lui l'évêque de Nantes pour celle de 300. Les communautés imitèrent l'exemple des particuliers. La Chambre des Comptes souscrivit pour 4.600 l., le Chapitre de la Cathédrale pour 1000 ; le Chapitre de la Collégiale pour 300 ; MM. du Présidial pour 300 ; la Communauté des Procureurs pour 1.200 ; celle des Chirurgiens de Nantes pour 500 ; celle des Notaires pour 600 ; la Société de lecture pour 400.¹

¹ Liste des autres souscripteurs des 33.400 livres consacrées à la continuation des travaux des Cours Saint-Pierre et Saint-André.

MM. De la Guère, de Broc, de Becdelièvre, Balleroy, Luker, Fontenelle, Maneigre, de la Muzanchère, l'abbé de Hercé, Daux fils, de Boissière, le comte de Bruc, Mlle de la Roche. MM. Grou, Portier, Grou le jeune, Libault, Garry, des Ridelières, Rozée, Bertrand de Cœuvre, Querard, Langevin, Walot, Guibaud, Shiell, Bouteiller, Deluynes, Michel, Suvalds et Hey, Marcorelle, Ballan fils, Simon Deurbrouq, Ve Le Masne et Praud. MM. Rigo, Lasnier, Domingue Deurbrouq, Romanet, Beauvoir, Deguer, Budan, de la Clauzerie, Mercier, Geslin, Deucher, Clanchy, Orry, de Marville, Wilfesheim, Jogues, G. de Seigne, Chancourtois, Prebois, Wov. White, Arnous, Martel, Touchy, Souhigaray, Perisselle, le Clerc, Glemeau, Dulac, Tobin, Louis Huguet, Strilch, Belloc, le Bourg, Dhawelose, Odiette, Le Masne, Rivet de la Fournerie, Isembert, Vanneuerin, Le Bouthaud, Schweighauser, Philippon, Jamet, Kuister, Minier, Coeslier Gallouin, Sarrebourg, Ducros, Cavel, de la Coste, Allote de la Fuye, Bailly, Sumnel Gay, Graslin, Dupé de Martel, Mertens, Cottineau et la Souchais, de Premion, de Varanchamp, Hocquart, Lecomte, de Rancy, Guymond, Graslin, Bellabre, le sénéchal de Nantes, Maussion, Bordage, Le Bouché de Letardière, le Meneust, L. Drouin, de Ferrière, Cotteau, Bellabre, recev. des Fouages, Fox, Chauran, Forget, le Chevalier le jeune, Keill, Castillon Duperron, Babut, Roche, Hughe, Chancerel, Pierre Lejeune, Chiron, du Collet, Lantimo, Greslan, Lebeau, Guérin de Beaumont, Berouette, Millet, l'abbé de Regnon, l'abbé de Polly, l'abbé de Laubrière, l'abbé Querversio, Galloüin, curé de Saint Laurent, le Breton, curé de Saint-Similien, Grillaud du Pavillon, Dugué Treven, R. Thiercelin, Pronzat de Langlade, Dubois de Pacé, Miouille, Villebonnet, Hamart, le chev. de Boisbrient, Mr. Trémisnière, Couraud, Girandeau, Bouchardière, Chiron, Belloc, Carié, Couraud l'aîné, Dervaux, Frichart, Garreau, Franc, Huguet, le Comte, le Roux, Doyard, Danguy, Geffray et Maublanc, de Jasson, le chev. de la Blottière, l'abbé Luker, de Bruc du Cleray, du Gouyon, St. Mars Brossier Boutier, Barrin, le Blond de la Tour, des Hurlières, Bidon, Desgazes, l'abbé Ogereau, de Bruc, Alexandre, de Menou, des Monty, de la Roche St-André, Mabile, des Dodieres, le chev. de Montplai-

Pour un placement sans intérêt dont les souscripteurs ne devaient commencer à être remboursés que dans deux ans, et pouvaient attendre jusqu'à huit ans, c'était, en somme, un succès à l'honneur des habitants de Nantes.

Grâce à ce nouvel appoint on put pousser les travaux bien près de la fin. Voici le compte que le miseur rendit de cette somme : il nous mettra à même de suivre la marche de ces derniers travaux.

20.700 l. payées au sieur Antoine Robinet adjudicataire des 9 et 10 décembre 1763, des ouvrages des débiays et remblays de terre, ainsi que des démolitions de parties des murs pour l'applanissement et achèvement des Cours des États tant du côté de la Loire que du côté de l'Erdre, également que de la place qui partage ledit Cours des États comme aussy pour la nouvelle plantation des arbres dudit Cours sous la caution de François Cacaault, suivant les quatre quittances... rendues avec le procès-verbal de renable desdits ouvrages rapporté..... le 2 janvier 1765.

301 l. 4 s. pour 422 chartées de pierre employées dans les murs dudit Cours des États, et pour le transport des débris de la Tour de Saint-Pierre.

13.648 l. payées au sieur Louis Laillaud architecte, savoir 13.600 pour les ouvrages de maçonnerie et pierres de tailles pour les murs et perrons du Cours des États faits par le sieur Laillaud conformément aux plan, profil et élévation qui en ont été faits par le sieur Ceineray architecte-voyer de ladite Ville, agréé par Mgr le duc d'Aiguillon suivant délibération du Bureau de la Ville du 31 décembre 1763¹, portant marché avec ledit sieur Laillaud desdits ouvrages, et 48 l. pour augmentation d'ouvrage.

361 l. 2 s. pour livraison des banquettes pour le couronnement du mur séparant les deux Cours.

sir, Hay, le comte de Treves, Plumart de Rieux, Gampert, Vanberchem, Bernard de la Turmelière, Binet de la Blotière, Ferronière, Fresneau, Duval de Chassenon, Cottineau, Lory Desclos, Rousseau, Gravé de la Martinière, F. Romanet, G. Gallon, P. Lachaup, Berthaud du Marais, Renou du Rocher, P. Bordage, F. Pineau, Rochette, Claude Lory, Debec, Coleno, Edelin de la Praudière, Cicongne, Le Meneust de Boisbriant, le chev. Walsh, C. Drouin, Chardonnet, de Luynes, V^e. Morandais, de la Pelouse, Vatar, de la Chapelle Coquerie, Pat^r Walsch, Le Horeau, C. Drouin de Borda, de la Pommeraye, V^e Tollenare, Boissonnière, Gruet, Cadou, Benit Breton, Fouray de la Granderie, Conier de la Botinière.

¹ Cf. Verger, *Arch. Cur.* III, 229.

372 l. 5 s. pour achat de marches et tablettes.

127 l. 13 s. pour journées et matériaux employés à la taille et pose des marches des trois perrons du Cours des États.

423 l. pour la démolition de 35 toises 6 pouces cubes d'une partie du mur de Ville joignant une des tours de la porte de Saint-Pierre à raison de 12 l. la toise (1764).

102 l. pour la démolition de 14 toises cubes des murs du parapet de la tour de la porte de Saint-Pierre, du côté du nord.

180 l. pour la démolition d'une partie du couronnement de la tour de la porte Saint-Pierre jusqu'au dessous des consoles de grison qui supportoient les machicoulis.

120 l. pour la démolition des parapet et corbelais de la partie du mur de Ville depuis le bastion joignant la grosse tour de la porte Saint-Pierre, jusqu'à celle qui est au milieu de la courtine, régnaant le long de la Motte Saint-André (1764).

275 l. au sieur Lefevre, jardinier, pour le prix de 200 arbres qu'il a fourny : savoir 100 tilleuls à 1 l. 10 s. pièce, et 100 ormeaux à 1 l. 5 s. (1764).

111 l. au nommé François Cormerais, jardinier, pour journées employées à planter les ormes et tilleuls sur le Cours des États (1764).

200 l. pour démolir six assises de pierre de taille et de grison de la tour de la porte de Saint-Pierre¹.

On aurait pu croire, après la plantation des arbres faite en 1763, que tout était fini, et qu'on n'avait plus qu'à les laisser croître. Mais les Nantais insatiables rêvaient toujours pour leur belle promenade de nouveaux embellissements.

« En 1776, dit M. Renou, le Bureau de Ville désirant donner à la promenade des deux cours un aspect plus monumental, décida que sur les deux façades, du côté de la place, serait élevé un mur d'appui surmonté d'une belle balustrade en fer, et que quatre portes seraient ouvertes dans cette clôture. Le 2 mars, il prit à cet égard une délibération qu'il soumit à l'Intendant général, mais cet administrateur refusa cette fois de souscrire à cette demande.

Il répondit le 4 avril.

¹ Arch. départ. C. 290.

Les ouvrages importants dont la Communauté est chargée et qu'elle ne peut faire exécuter faute d'argent, ne permettent pas de s'occuper d'un projet de pur agrément qui, s'il avait lieu, nécessiterait une dépense de plus de 14.000 livres, puisque si l'on formait des embellissements sur la partie de la promenade du côté du midi, il conviendrait d'en faire autant sur la partie vers Nord. D'ailleurs, en supposant que la Communauté eût pourvu à tous les ouvrages essentiels, celui qu'elle propose aujourd'hui ne pourrait avoir lieu, car les nivellements qui ont été donnés lors de la formation du Cours des Etats et de la place d'Armes se trouvant défectueux, on a été obligé d'en donner de nouveaux, suivant lesquels la place et le cours doivent être abaissés. La dépense des ouvrages relatifs à ce déblaiement montera à environ 40.000 livres, suivant le devis qui en a été dressé et qui a été approuvé par M. de Bacquencourt le 2 août 1774, etc. »

La réponse était sage. La Ville arrêta là ses projets d'embellissement. Le génération nantaise de cette époque avait d'ailleurs assez travaillé et assez payé; elle pouvait laisser quelques travaux de détail à faire aux générations suivantes appelées à jouir, sans peine, de l'œuvre gigantesque qu'elle avait poussée à un tel degré de perfection.

LES CONSTRUCTIONS.

LA MAISON DU CHAPITRE, L'HÔTEL D'AUX, L'HÔTEL MONTAUDOUIN

Le Cours Saint-André était terminé. Les arbres qu'on y avait plantés lui donnaient la beauté et la fraîcheur de leur ombrage; mais, si le nouveau Cours, malgré la grâce de sa jeunesse, ne rappelait pas en tout le Paradis terrestre, il le rappelait du moins par l'absence d'habitations humaines dignes de ce nom.

De part et d'autre, en dehors de l'esplanade, on ne voyait que de pauvres bicoques éventrées, que remparts ébréchés, que tours découronnées. C'était un désordre qui n'avait rien de beau, et qui n'était nullement un effet de l'art; un tohu-bohu de ruines qui n'offraient pas plus de pittoresque que de sécurité.

Il fallait donner à cette magnifique promenade un cadre majestueux qui en fît ressortir encore le caractère de grandeur. Au lieu de palais indépendants les uns des autres, tous beaux en eux-mêmes mais construits chacun selon le caprice d'un propriétaire ou d'un architecte, si on élevait une suite d'hôtels ayant tous grand air, unis les uns aux autres et faisant régner, tout le long de cours, des lignes en harmonie avec l'esplanade qu'ils étaient destinés à encadrer ? La décoration d'une place ne se ressentirait-elle pas elle aussi de l'application du précepte d'Horace :

« Denique sit quidvis simplex dumtaxat et unum. »

Que tout ce que vous faites soit marqué au coin de la simplicité et de l'unité ? »

Tel fut le sentiment de Ceineray. Il trouva, pour compléter l'embellissement du Cours, cette suite de façades d'une simplicité si harmonieuse et si grandiose ; à tous les monuments qui devaient sortir de terre des deux côtés du Cours, il donna le même uniforme, mais un uniforme de son choix, et qu'ils portent tous superbement.

L'architecte, dans l'exécution de son plan d'ensemble, fut grandement aidé par le Chapitre. Ce fut lui qui, en sa qualité de seigneur du fief, fut le premier à donner l'exemple pour la construction.

Voyez ce majestueux immeuble qui s'élève entre la rue Lebrun et l'impasse Audran. Ne remarquez-vous pas ces riches balcons de fer forgé qui règnent au premier étage ? Au centre du dessin, plusieurs cercles encadrent encore une clef et une épée placées en sautoir. Ce sont les armes du Chapitre, ses titres de propriété, sa signature sur cet édifice qu'il a fait construire.

De tous les monuments qui dominent le Cours Saint-André, c'est là le premier-né. Les deux édifices voisins se sont empressés de sortir de terre presque aussitôt, à son image et à sa ressemblance, et en 1771, les trois frères avaient fini leur croissance et atteint la même hauteur.

« En 1769, lisons-nous dans un registre de cette époque, fut commencée la façade de maisons qui prend depuis le coin de la rue Saint-Clément à descendre le faubourg Saint-André. Les trois premières ont été finies en 1771 ; à cette occasion l'entrée de la rue Saint-Clément fut baissée de plus de six pieds pour donner une pente plus douce à l'ouverture de la ville. » (*Arch. du Chapitre*).

La première de ces trois maisons, celle qui fait l'angle de la rue Saint-Clément et de la rue Sully, a été construite par Ceineray sur le terrain que lui donna la Ville. Le Chapitre de son côté ne traita pas moins bien notre architecte. En sa qualité de seigneur du fief, il devait percevoir les droits de lods et ventes dus pour la mutation de propriétaire. Sur la demande de Ceineray il lui remit le tiers de ces droits.

« Le 14 septembre 1767, M. de Ramaceul, chanoine syndic, a représenté que MM. les maire et échevins de cette ville ont cédé au sieur Ceineray, voyeur de cette dite ville un terrain ou emplacement situé sur la Motte Saint-André et près l'entrée de la rue Saint-Clément, lequel contient 2,200 et quelques pieds, à condition de le tenir et relever du fief et seigneurie du Chapitre ; et qu'en conséquence ledit Ceineray prioit MM. du Chapitre de luy accorder une remise sur les lods et ventes qui leur sont dues à l'occasion de ladite cession et transport. Sur quoy le Chapitre délibérant a arrêté de faire remise du tiers desdits lods et ventes en faveur dudit sieur Ceineray, si l'acte de cession dudit terrain avec son évaluation est présenté et communiqué au Chapitre dans les trois mois de sa date¹ ».

Le Chapitre ne borna pas sa générosité envers Ceineray à cette réduction d'un tiers sur les droits de vente. Près de la maison que l'architecte construisait alors se trouvait un petit terrain dont il avait besoin.

« Par délibération du 6 mars 1769, le Chapitre permet au sieur Ceineray, voyer et ingénieur de la ville, de disposer d'un petit terrain joignant celui que les maire et échevins lui ont accordé à l'entrée de la Motte Saint-André, à condition de tenir le tout sous la mouvance et directe du fief du Chapitre. »

¹ *Arch. du Chapitre. Registre des affaires extérieures.*

Ceineray avait fait construire cette maison non pour y habiter, mais pour la vendre. A peine terminée, elle trouva un acquéreur. En 1773, Jean-Baptiste Ceineray, architecte-voyer de la ville, céda à n. h. Augustin Malary, négociant à Saint-Nicolas, la maison qu'il a fait bâtir sur le Cours des États, au coin de la rue et paroisse Saint-Clément, comprenant le rez-de-chaussée, le premier et le second étages ; d'un côté la rue, par le devant la place d'Armes, de l'autre côté le pavé et ruelle qui la sépare de celle du Chapitre de Nantes. Le prix de vente est de 54.000 livres, dont 30,000 pour le sieur Ceineray, 15.200 à M. René Louis d'Aux père, 8,800 à dame Françoise Boisselot épouse d'éc. Phil. Louis de Cornibert, pour vente consentie à titre de réméré par contrat du 31 août 1771¹.

En marge de l'acte de vente est inscrit le reçu des droits dus au Chapitre, avec la réduction accordée à Ceineray par la délibération du 14 septembre 1767. En voici le libellé.

« Comme syndic du Chapitre de l'Eglise de Nantes, j'ai reçu de M. Malary, négociant à Nantes, acquéreur de la maison employée au présent contrat, la somme de 4,000 l. pour les lods et ventes dudit acquêt, le Chapitre lui ayant fait remise du surplus, attendu la promesse faite par le vendeur de faire construire une nouvelle maison sur le fief du Chapitre.

A Nantes le 29 décembre 1773,

PHELIPON, chanoine syndic.

Nous verrons, dans plusieurs autres actes, le Chapitre faire encore la remise d'une partie de ses droits de vente, afin d'encourager les propriétaires à élever des édifices le long du nouveau Cours.

A la suite de la maison de Ceineray, dont elle est séparée par une rue qui, en 1771, avait 13 pieds et demi de largeur², vient la maison du Chapitre,

¹ *Arch. départ. G.* 257.

² *Ibidem.* C. 327.

Le terrain sur lequel elle a été élevée, près de l'ancienne Trésorerie, appartenait de tout temps au Chapitre en toute propriété. La transaction passée avec la Ville ne regardant que la cession des terrains vagues de la Motte Saint-André, le Chapitre était demeuré propriétaire de ce terrain et songea en 1766 à l'utiliser.

Le 2 juin 1766 « M^{rs} Branlard, de Ramaceul et Gauvain, chanoines, ont été nommés commissaires pour examiner de quelle manière il convient que le Chapitre dispose des emplacements situés sur la mote Saint-André et qu'il n'a pas cédés aux maire et échevins, par la transaction passée à Rennes le 16 mars dernier ; et pour régler ce qui sera dû par les prêtres de l'Oratoire pour les terrains qu'ils ont renfermés et réunis à leur maison ».

Les commissaires pour mieux s'acquitter de leur mission prirent l'avis de différents avocats. Il leur parut convenable, avant toute chose, d'employer un des emplacements de la Motte Saint-André à la bâtisse d'une maison. Le Chapitre, dans une délibération du 18 mars 1767, les chargea « de faire dresser un plan et un devis estimatif d'une maison à construire s'y a lieu sur la mote Saint-André ».

Au bout de deux ans, le 6 mars 1769, M. Branlard chanoine présenta au Chapitre les plans et devis de la maison qu'il avait arrêté de faire construire et fut autorisé à en conclure le marché « aux conditions les plus avantageuses pour le Chapitre que faire se pourra ».

Les travaux ne tardèrent pas à commencer. Ils furent confiés à M^r François Perraudau, architecte habituel du Chapitre.

Le Chapitre n'était pas en fonds pour entreprendre une construction d'une telle importance. Or il connaissait assez son Évangile pour se rappeler la parole divine : « Quel est celui qui voulant construire une tour, ne comptera pas attentivement ce qu'il lui faut, pour voir s'il aura de quoi l'achever ? de peur qu'en ayant jeté les fondements et ne pouvant l'achever, tous ceux qui le verront ne commencent à se moquer de lui en

disant : Cet homme avait commencé à bâtir, mais il n'a pu achever¹ ».

Comme il voulait payer régulièrement tous ceux qu'il mettait en œuvre, le Chapitre commença par faire un emprunt.

Le 1^{er} mai 1769, sur ce qui a été représenté que le Chapitre aurait résolu et devant de faire construire une maison sur deux emplacements se joignant et situés sur l'un des côtés de la mote Saint-André et que, suivant les conventions faites avec l'entrepreneur de la bâtisse de cette maison, le Chapitre lui doit faire payer une somme de 10.000 livres dans la première semaine de ce mois, qu'ainsy on ne pouvoit se dispenser d'emprunter la susdite somme, ainsy que toutes celles qui doivent être payées audit entrepreneur pendant la durée de ses ouvrages... comme aussy les autres sommes nécessaires pour frayer aux dépenses imprévues que cette bâtisse pourra occasionner, le Chapitre délibérant a donné et donne pouvoir et procuration à M. Phelippon et à M. Gauvain chanoines, d'emprunter, pour et au nom du Chapitre, les sommes nécessaires pour fournir au payement de la bâtisse de la maison dont il s'agit.

L'emprunteur avait trop bonne réputation non seulement d'honnêteté, mais encore de solvabilité. Il trouva facilement les sommes qui lui étaient nécessaires. De 1769 à 1772, le Chapitre put ainsi se procurer une somme de 67.920 livres. Les Ursulines de Redon lui prêtèrent 2.000 livres, les Chartreux 3.000, les religieuses de Clisson 5.000, le recteur de Quilly 1.220 livres, différents particuliers fournirent le reste.

Les travaux payés au gré de l'entrepreneur allèrent bon train. En janvier 1771 la maison du Chapitre était en état d'être affermée pour la Saint-Jean prochaine.

Le premier locataire de cette maison fut François-Yves Toubanc du Ponceau qui, par acte du 9 janvier 1771, afferma pour sept ans le petit appartement du rez-de-chaussée, pour la somme de 350 livres. M. Galbaud du Fort afferma pour le même temps le principal appartement du rez-de-chaussée pour 380 livres ; et Jean Davi de la Mercredière, l'appartement au premier étage du côté de la maison de M. Mabile des

¹ S. Luc. 14. 28.

Granges, pour 450 livres. Le 8 mai un nouveau locataire Henri François de la Haie Moricaud afferma le premier appartement du second étage pour 450 livres¹. On le voit, la maison du Chapitre ne resta pas longtemps à louer. C'est si agréable d'être logé dans un bel appartement et d'avoir affaire à un bon propriétaire par dessus le marché!

La maison du Chapitre devait coûter, prix convenu avec l'entrepreneur, 64.000 livres : elle revint à 72.000. Le 20 décembre 1773, François Perraudau délivre au Chapitre un reçu final de 80.400 livres pour le prix de cette maison et d'une autre bâtisse située à Saint-Clément. L'immeuble du Cours Saint-André, comprenant deux maisons, fut vendu comme bien national le 15 mai 1792 pour la somme de 70.000 livres².

Ceux qui ont supprimé le traitement des membres du Chapitre auraient dû, s'ils avaient eu quelque souci de la justice, commencer par rendre à la vénérable Compagnie les sommes que l'Etat a retirées de la spoliation et de la vente de ses biens. Parce qu'une société a un caractère religieux, il ne s'ensuit nullement qu'on ait le droit soit de lui voler son capital, soit, quand on le lui a enlevé, de ne pas en payer ou de cesser de lui en payer les intérêts.

La troisième maison du Cours occupe l'emplacement de l'ancien manège dont nous avons parlé plus haut. Elle est séparée de celle du Chapitre par l'impasse Audran. Il semble que c'est à cette impasse qu'il faut rapporter une contestation au sujet de l'alignement de la maison du Chapitre. En 1771, Madame Bertrand et Mademoiselle Vandenbosche s'opposèrent à cette construction sous prétexte qu'elle empiétait sur une rue précédemment de 24 pieds de largeur et qui n'en avait plus que 11 1/2. Cette troisième maison a été connue sous le nom de maison Mabile des Granges³.

Le miseur de Nantes mentionne dans son compte une som-

¹ Arch. du Chap. *Délib. Cap.*

² Arch. *dép.* Série q.

³ Arch. *départ. C.* 327, V plus haut p. 255

me de 6,507 l. 9 s. 6 d. reçue de M. Mabile des Granges, auditeur de la Chambre des Comptes, acquéreur du terrain ou emplacement connu sous le nom de vieux manège avec le terrain vague au devant, pour le prix de 26 s. le pied carré, conformément à la délibération de la communauté du 16 septembre 1769, la contenance dudit terrain étant évaluée 5.005 pieds 9 pouces carrés. (*Arch. départ*).

Les terrains de ce côté des Cours ne semblent pas avoir atteint la valeur qu'on avait cru d'abord leur voir atteindre. Le vieux manège vendu 6,000 l. avait été estimé 10.000 quelque temps auparavant.

En descendant vers la rue Saint-André, au delà de l'impasse Vignole, s'élève encore une maison dans le genre des précédentes. Elle n'a encore qu'une moitié de son fronton. Peut-être est-ce la maison construite par François Perraudau, architecte du Chapitre. Dans son compte, il se dit redevable d'une somme de « 4,000 l. pour l'emplacement que le Chapitre lui a cédé et accordé vers le bas de la Motte Saint-André et où il fait actuellement construire une maison au joignant de celle qu'il a vendue au sieur du Collet cy-devant maire de cette ville. »

Ainsi, du côté de Saint-Clément, tous ces vastes immeubles qui se ressemblent furent construits de vingt à trente ans avant la Révolution.

Passons maintenant de l'autre côté du Cours.

En vertu des arrangements pris avec le Chapitre, et de l'abandon fait par le Roi à la Ville, tous les terrains situés à partir de l'hôtel de la Division militaire jusqu'à la rue d'Argentré, entre les rues Tournefort et Royale, appartenaient à la Communauté. Par adjudication du 23 mars 1770, elle céda à M. Robineau de Bougon¹ et à telles autres personnes qu'il nommera dans l'année « la totalité du terrain et emplacement situé le long du Cours des Etats à l'ouest, comme sous le nom

¹ Le premier enchérisseur de ce terrain avait été M. Treven du Gué, receveur général des octrois de Nantes.

de la Motte Saint-André, contenant environ 77.407 pieds à raison de 11 sols chaque pied carré. Ladite adjudication fut faite sous le cautionnement de M. d'Aux seigneur dudit lieu, à condition 1° que ledit sieur Robineau sera tenu de déblayer ledit terrain à ses frais ; 2° qu'il le bâtera en hôtels ou maisons conformément aux plans d'élévation et de décoration qui seront approuvés par la Communauté, et ce dans six années consécutives à compter dudit jours 23 mars, ou qu'en tout cas il élèvera toutes les façades dans ledit délai. »

Soit que cette première cession ait été suivie d'une autre faite dans les mêmes conditions, soit que la contenance de ce terrain se soit trouvée, après nouvel arpentage, plus considérable qu'on ne l'avait cru d'abord, le compte du miseur de Nantes accuse une somme de « 49.445 l. reçue de MM. d'Aux et Robinault de Bougon acquéreurs, par moitié, des terrains et emplacements situés sur la Motte Saint-André, à raison de 11 s. le pied carré, suivant la délibération du 23 mars 1770, approuvée le 18 par l'Intendant pour 89.901 pieds carrés.

Le Chapitre pour encourager les acquéreurs à élever sur le Cours les constructions qui devaient compléter son embellissement, fit encore remise au seigneur de Bougon du tiers des droits de vente, et en reçut 3.647 l. 16 s. 5 d. Il s'engageait de plus dans le cas où lesdits acquéreurs revendraient en détail dans les quatre ans, le terrain qu'ils venaient d'acheter, à ne pas réclamer d'autres droits de vente pour cette nouvelle cession².

Ce vaste terrain n'avait été acheté que 11 sols le pied carré mais les déblais à y faire devaient en augmenter considérablement le prix de revient. « Le déblayement des terres, dit un registre du Chapitre, a commencé le 14 may 1770, avec hottes et tombereaux, a duré trois mois et a coûté 20.000 livres. Les terres ont été jetées au bout du Cours dans les marais ».

Maître de la partie de ce terrain qui avoisinait la place

¹ Arch. départ. C. 327.

Arch. du Chapit. Délibér. du 23 mars.

d'Armes. M. René Louis d'Aux y fit aussitôt construire le magnifique hôtel qui a longtemps porté son nom.

L'hôtel était en construction en 1771. D'après une délibération du 21 septembre 1771, la Ville vendit 7.187 pieds carrés de terrain à M. d'Aux joignant la maison qu'il fait bâtir sur le Cours des Etats, à 11 s. le pied carré. Il y eut encore erreur dans l'arpentage et le miseur dans son compte de 1771-1772 accusa une somme de 3.990 l. 5 s. pour 7.255 pieds carrés au lieu de 3.952 l. 17 s., prix des 7.187 pieds marqués dans l'acte de vente¹.

L'hôtel d'Aux est une des œuvres les plus remarquables de Ceineray. A l'occasion du grattage dont il doit être, lui aussi, périodiquement victime, comme les bâtisses les plus vulgaires, il a été l'objet d'une intéressante étude signée « UN NANTAIS » ; signature sous laquelle il est facile de reconnaître l'érudit et spirituel conférencier du collège Saint-Stanislas.

Nous ne pouvons mieux faire que d'emprunter à cette étude un trait qui montre le grand désintéressement de Ceineray et qui prouve, ce que nous lirons plus loin dans une lettre d'un de ses contemporains, qu'il travaillait surtout « pour l'art et pour l'honneur. »

« L'œuvre était achevée et, sur la demande du propriétaire, Ceineray présenta son état des dépenses ; mais quelques jours après, M. d'Aux lui renvoie le compte, avec l'apostille : inexact.

Un homme surpris, ce fut le pauvre architecte ! Il compare les devis et les dépenses, examine tout en détail. Impossible de découvrir une erreur !

Le compte, renvoyé à M. d'Aux, revient une seconde fois, avec cette observation : Vous vous trompez, Monsieur, votre compte n'est point exact.

Cette fois-ci, c'est trop fort ! Ceineray n'y tient plus ; il se fâche, tempête et adresse à son client une lettre des plus irritées.

¹ Arch. départ. C. 327. B. Compte du miseur.

C'était ce qu'attendait M. d'Aux.

« Mon cher Ceineray, lui écrit-il, je vais vous dire ce que j'ai trouvé d'inexact dans votre compte : c'est le chapitre des émoluments ! Quand on a su produire une œuvre comme celle que vous avez créée pour moi, on mérite une somme dix fois plus élevée que celle que vous réclamez.

« Venez dîner demain chez moi et réglons ce dont je crois vous être redevable. »

Ceineray se rendit à l'invitation, encore un peu furieux du tour qui lui avait été joué ; mais quand il vit tous les convives le sourire sur les lèvres, il finit lui aussi par se dérider.

Cependant, on eut beau dire et beau faire, il persista à ne rien changer dans son compte et n'accepta que ce qu'il avait fixé d'abord.

L'Art, en premier lieu ; l'argent ensuite, pensait-il, dût-on vivre et mourir pauvre !

Ceineray vécut et mourut pauvre. Lui qui avait élevé tant de somptueuses demeures, n'eut pour finir ses jours qu'un misérable appartement au 4^e étage, rue de la Fosse, maison Mérot.

Son nom tomba dans l'oubli.

Ce n'est qu'en 1838 qu'on se souvint un peu de ses services et qu'on donna le nom de Ceineray à la partie du quai de l'Erdre qui déborde au nord l'Hôtel de la Préfecture.

Voilà tout ce que Nantes a su faire pour honorer l'homme dont la vie fut employée à créer et à embellir nos places, nos quais et nos promenades...

C'est peu ! » *Espérance du Peuple*, 4 mai 1899.

L'hôtel d'Aux tient son nom des seigneurs d'Aux qui laissent aussi leur nom au château d'Aux, autrefois la Hibaudière, en Saint-Jean-de-Boiseau.

Pendant la Révolution, il a servi de siège à l'Institut national situé d'après les *Etrennes nantaises* de l'an III et de l'an IV, « à la maison d'Aux, place de la Liberté. »

En 1800, il devint l'habitation du Préfet de la Loire-Inférieure.

rieure, et, par conséquent la Préfecture. C'est en cette qualité qu'il reçut, le 8 août 1808, Napoléon I^{er} et l'impératrice Joséphine¹. L'hôtel de la Chambre des Comptes n'était encore occupé que par les bureaux de l'Administration du département.

Le Préfet resta à l'hôtel d'Aux jusqu'en 1828, et alla enfin s'installer près des bureaux. L'Administration militaire entra alors en arrangement avec les propriétaires de l'hôtel pour y installer le Lieutenant général commandant la XII^e division. Depuis ce temps, il a été appelé l'hôtel de la Division militaire : il est aujourd'hui le siège du quartier général du XI^e Corps d'armée.

Les différentes destinations qu'il a subies depuis qu'il a cessé d'appartenir à la famille des seigneurs d'Aux, lui ont fait perdre leurs armes qui décoraient son fronton. Ces seigneurs, originaires du Poitou, portaient : *Coupé au 1 d'azur à trois roquets d'argent, au 2 d'argent au lion de gueules qui est Armagnac*. On constatera qu'il est plus facile de rétablir leurs armes dans une étude sur leur hôtel que de les restituer sur l'écu d'où elles ont été effacées.

Derrière l'hôtel d'Aux se trouvait l'hôtel Cottin. Nous en avons déjà dit un mot dans notre article sur la Faïencerie.

En 1794, la compagnie Marat établit son corps-de-garde dans la maison Cottin, placée aussi rue du Peuple Français.

La maison Cottin, située derrière l'hôtel d'Aux, occupait une partie de l'ancienne faïencerie dont les terrains s'étendaient jusqu'à cette rue. L'immeuble ayant issue sur deux rues, on a pu se servir, tantôt de l'une, tantôt de l'autre, pour désigner sa situation.

Les autres hôtels de la rue Tournefort, en descendant vers l'Erdre, ont été construits à des époques postérieures et même de nos jours, mais avec la même façade que les précédents. Il est regrettable, pour la régularité du Cours, que les hôtels

¹ Le duc d'Angoulême y descendit le 2 juillet 1814, et le duc de Bourbon, le 9 août 1815.

élevés entre la rue d'Argentré et l'Erdre se soient affranchis de cette belle uniformité. La différence considérable des niveaux entre les terrains, constituait sur ce point une grande difficulté. Quel que soit, au point de vue de l'architecture, le mérite des hôtels qui occupent le bas du Cours Saint-André, cette difficulté n'a pas été heureusement vaincue, du moins pour lui.

La rue qui longe ces hôtels a été formée en même temps que le Cours. Elle porte le nom de *Tournefort* depuis le 18 novembre 1791 en souvenir de Joseph Pitton de Tournefort, l'illustre botaniste, né à Aix en Provence l'an 1656, et mort le 28 décembre 1708. Elle s'appelait précédemment rue *Laubépin*.

Nous n'avons pas l'intention d'étudier maintenant la formation de la place Louis XVI. La Motte Saint-André nous a retenu si longtemps hors les murs de Nantes, qu'il finit par être temps d'y pénétrer. Quand nous aurons parcouru les rues de la vieille ville, nous repasserons par cette place et nous nous y arrêterons plus longtemps, ainsi que sur la Motte Saint-Pierre dont nous n'avons dit que peu de choses jusqu'ici.

Cependant en nous dirigeant de l'hôtel d'Aux à la porte Saint-Pierre, il est difficile de ne pas remarquer ce monument aux belles et larges proportions qui, du côté de la ville, fait tout le fond de la place Louis XVI.

C'est l'hôtel Montaudouin. Il tire son nom d'une des plus célèbres familles d'armateurs nantais du XVIII^e siècle. Il a été élevé sur les plans de Mathurin Crucy, l'émule de Ceine-ray. Situé sur la même place que l'hôtel d'Aux, non seulement il contribue à décorer cette place, mais son voisinage permet de comparer deux des œuvres les plus remarquables de nos grands architectes, et de distinguer les caractères divers de leur talent.

On a dit plusieurs fois qu'il avait été construit en 1790. Ce renseignement semble avoir été emprunté à Mellinet. Une supplique adressée par Madame Montaudouin et dont nous

donnons le texte dans l'article sur la rue Chauvin montre que l'édifice était en état de recevoir des locataires quelques années auparavant¹.

Plus heureuses que les armoiries des seigneurs d'Aux, les armoiries des Montaudouin se voient encore dans le fronton de leur hôtel. Elles portent : *d'azur à un mont de six coupeaux d'or, mouvant de la pointe de l'écu.*

L'hôtel Montaudouin est aussi désigné sous le nom d'hôtel des Colonnes. La salle du péristyle est actuellement le siège du Cercle Louis XVI ; nous y trouvons ce cercle depuis 1878.

Ces terrains faisaient autrefois partie des fortifications de la ville. De la rue de l'Evêché à la rue Chauvin, le rempart suivait l'alignement de la place actuelle. Quelques pas avant la rue Chauvin, il faisait un angle, et se repliait dans la direction de cette rue qu'il traversait en diagonale vers son milieu, pour aboutir au n° 7 de la rue Royale. Tout le long du rempart régnait une douve de 24 pieds.

Le roi ayant abandonné à la Ville pour son embellissement le sol des fortifications, celle-ci se mit d'abord à les démolir. Un compte que nous avons cité plus haut, donne quelques détails intéressants sur la démolition des vieilles tours situées dans ce quartier. Après avoir délié l'injure des temps, elles résistaient encore à celles des hommes ; et ce n'était qu'avec peine et beaucoup d'argent qu'on parvenait à en enlever quelques assises.

Une des tours à démolir celle sur laquelle devait passer la rue de l'Evêché « fut donnée pour la démolition au s^r Minée chirurgien, qui ne finit de la détruire qu'en 1772. »

N. H. Julien Minée, maître en chirurgie, époux de d^e Marguerite Nidelet, avait, aux environs de cette tour, une boutique qui fut démolie pour la formation de la place. En échange de ce terrain, la Ville lui en avait concédé un autre situé rue Félix entre la rue Malherbe et la rue du Lycée, et sur lequel

¹ *La Commune et Milice*, t. 1, 316

il fit construire un des hôtels qu'on y voit. A force de tourner autour de l'Evêché, la famille Minée finit par y pénétrer. Le chirurgien y entra pour remplir ses fonctions à l'occasion de l'embaumement des évêques. Un autre Julien devait y entrer plus tard en qualité d'évêque constitutionnel de la Loire-Inférieure.

Commencée en 1760, la démolition des tours et des remparts de Nantes n'était pas encore terminée en 1777. En cette dernière année, elle fut poussée plus activement. Voici ce que nous lisons dans un registre contemporain que nous avons déjà eu l'occasion de citer.

« Le commerce ayant considérablement augmenté, cette raison permit à la Communauté de Ville et à M^r Gelée de Premion, maire, de seconder les vues qu'ils avaient de faire des entreprises utiles et considérables. En conséquence, on démolit en 1777, tous les murs de ville depuis l'ancienne porte de Saint-Pierre. On enleva tout le jardin des Régulaires, l'audience même, concédé en 1764, par le feu Evêque à la Ville pour former la rue Royale et vendre, aux particuliers qui y viendront bâtir, des emplacements. Toutes les terres et graviers du déblayement furent portés par tombereaux dans le marais de Barbin pour y former la levée qui conduit à cette chaussée. Elle doit avoir 54 pieds de largeur, et bordée d'ormes ; la rue Royale, 40 pieds de large. »

Ces terrains améliorés par ces travaux préliminaires furent plus faciles à vendre. La Ville les vendit en deux lots.

Le premier fut acquis par M. de Martel fils, le 25 mai 1782. L'acte de vente lui donne pour bornes, à l'orient la place d'Armes (place Louis XVI) ; au septentrion maison à M. d'Aux, et rue formant cul de sac ; à l'occident rue entre la Cathédrale et la Chambre des Comptes (rue Royale) ; au midi, rue entre la susdite rue et la place d'Armes (rue Chauvin), sa contenance était alors estimée de 15,603 pieds. ¹

¹ Arch. Départ. C. 327. — Arch. Municip. BB. 107.

M. de Martel semble avoir agi dans cette vente pour madame Montaudoïn de la Clartière. Ce fut elle qui paya le terrain à la ville 20 sols le pied carré. D'après un arpentage plus exact la contenance de ce terrain fut ramenée de 15,003 pieds à 15,104, pour lesquels elle paya 15,104 livres¹.

L'acte de vente oblige l'adjudicataire à bâtir dans les sept ans pour la totalité du terrain, et dans les quatre ans la façade donnant sur la place, il devait aussi prolonger son bâtiment au-dessus de la rue.

Le second lot fut vendu par la Ville, le 1^{er} mars 1783 au sieur Espivent de la Villeguerray. L'acte dit qu'il dépendait de l'ancien hôtel des Régaires, et qu'il avait pour bornes : à l'orient la place d'Armes ; à l'occident, l'audience des Régaires ; au midi, le terrain de la ville vis-à-vis l'Évêché et la rue qui conduit à Saint-Clément ; au nord le terrain de M. de Trévélec et la rue transversale qui conduit de la place à la rue Royale. Sa contenance était de 6,908 pieds : il fut vendu 2 livres 5 sols, le pied : plus du double du prix du terrain voisin. Cette différence considérable peut tenir à la situation de ce terrain borné par la place et par deux rues importantes : la rue de l'Évêché et la rue Royale.

En 1783, ce lot appartenait à Madame Dulac. Par l'acte de vente l'acquéreur est tenu de commencer à bâtir au plus tard en mars 1784, et de continuer son bâtiment de manière qu'il soit parachevé dans le courant de 1786².

Les terrains de cette partie de la place Louis XVI se trouvent, sur les anciens plans, séparés par deux rues.

La première, qui fait le coin de la place, en symétrie avec la rue de l'Évêché n'a jamais existé qu'en projet. Bien qu'on la trouve terminée sur le plan de Nantes de l'an III, elle est toujours restée à l'état de cul-de-sac. En 1791, il fut pourtant question de lui donner son issue sur la rue Royale. Le 20^m

¹ *Arch. de la part. B. Compte de miserie, 1783-1784.*

² *Ibid. C. 317 Cl. compte le miserie.*

article du rapport de la Commission du 28 mars est « d'ouvrir de nouveau la rue que l'on a fermée partant de l'hôtel Daux pour arriver aux Pénitentes, en coupant la rue Royale ». Mais cet article n'a pas été exécuté.

Cette impasse a reçu à la Révolution le nom de Balechoux. J. J. Balechoux, né à Arles en 1715, s'est rendu célèbre par ses gravures et est mort en 1765.

Le voisinage de la rue Chauvin a dû empêcher ce cul-de-sac de devenir une rue. La communication entre la place Louis XVI et la rue Royale étant assurée, on aura été moins pressé d'avoir, tout près, une autre rue qu'on ne pouvait ouvrir sans de grandes difficultés.

La seconde rue qui traverse ces terrains passe sous le péristyle de l'hôtel des Colonnes : nous en reparlerons plus loin ¹.

Grâce à ces constructions, le Cours avait, dès la fin du siècle dernier, l'aspect qu'il présente aujourd'hui. Du côté de la rue Sully, il comptait autant d'hôtels : celui de Ceineray, celui du Chapitre et les deux qui ne présentent qu'une moitié de fronton, attendant toujours la partie qui doit les compléter. Du côté de la rue Tournefort, il y a eu plus de constructions ; mais il reste encore une brèche qui interrompt d'une façon disgracieuse la belle ligne de façades régulière rêvée par Ceineray. Elle devait pourtant être élevée dans les six ans qui suivirent la vente que la Ville fit de ces terrains, mais plus d'un siècle a déjà passé depuis ces six ans. Peut-être le XX^{me} siècle complètera-t-il sur ce point l'œuvre du XVIII^e pour laquelle le XIX^e a fait si peu.

Les Nantais, on le comprend, étaient des lors fiers de leurs belles promenades. Nous trouvons l'expression de leurs sentiments dans les auteurs de ce temps. Voici d'abord ce que Le Brun écrivait en 1755, et ce que d'Expilly lui empruntait en 1766.

« Cette promenade qui embrasse les deux mottes de Saint

¹ V. rue Chauvin, p. 329.

Pierre et de Saint-André et réunit dans son milieu les aspects les plus riants de la Loire et de l'Erdre, forment les plus beaux points de vue du royaume.

Elle est composée de quatre grandes allées garnies d'ormeaux, avec des sièges. La principale a 100 pieds de largeur. Les allées collatérales, dont une du côté du levant et les deux autres du côté du couchant, ont chacune 30 pieds de largeur. Le tout sur 282 toises de longueur d'une à l'autre.

On construira dans la suite, à chacun des bouts de ce Cours, un grand escalier dont l'un, au midi et sur la Loire, conduira au futur quai de Richebourg ; et l'autre au nord et sur l'Erdre, conduira sur le marais de Barbin, qui doit être exhausé, et où l'on pratiquera des allées, des bosquets, etc. Lorsque tout cela aura été porté à son dernier degré de perfection, ce sera un des plus beaux Cours et une des plus belles promenades de France. »

Ogée, qui écrivait vingt ans plus tard, nous donne son appréciation non seulement sur le Cours lui-même mais encore sur les édifices qui le bordent¹.

« On trouve à Nantes, dit-il, six à sept promenades publiques, non compris les avenues de la ville, qui ne sont pas les moins agréables. La plus belle de toutes est le cours des Etats et la motte Saint-Pierre : elle aboutit du côté du midi à la rivière de la Loire, et du côté du nord, à celle de l'Erdre. Elle est décorée d'un bosquet de tilleuls plantés en quinconce et de quatre rangs d'ormeaux, avec des sièges, de distance en distance. Son point de vue est admirable : on y découvre sur la Loire et sur la prairie de Mauves aussi loin que la vue peut s'étendre ; et, au midi, on a la perspective du côteau de Saint-Sébastien, décoré de plusieurs maisons de plaisance et d'une campagne riche et fertile.

Au nord, on voit le port de Barbin, qui communique à la promenade par une levée de terres rapportées qui a coûté de

¹ Dictionnaire, T. II, p. 211.

grandes sommes d'argent au Bureau de Ville. Cette levée qui ne subsiste que depuis trois ans resserre l'Erdre dans un lit plus étroit, et a remplacé les marais, d'une odeur désagréable et malsaine, qui bordaient les deux côtés de cette rivière.

C'est aujourd'hui une promenade très fréquentée, que l'on peut comparer aux fameux boulevards de Paris. D'un côté est un petit bois de haute futaie, et de l'autre, au bas du Cours, sont les jardins et quelques marais presque desséchés, où l'on a dessein de planter un mail. Lorsque l'ouvrage sera fini ce sera sans contredit une des plus belles promenades de France. Ce qui augmente encore la beauté de ce lieu sont les magnifiques édifices, qui sont à droite et à gauche, et qui paraissent plutôt des palais que des maisons occupées par des particuliers. »

Le XIX^e siècle a apporté quelques modifications à nos cours. Il a eu l'heureuse inspiration de décorer, avec les statues de quatre de nos gloires bretonnes, les grands escaliers qui le terminent. Il a placé la duchesse Anne et le connétable de Richemont en face le château sur le Cours Saint-Pierre ; et nos deux autres connétables Duguesclin et Clisson, sur le Cours Saint-André. Ces statues sont l'œuvre du sculpteur Dominique Molchenet. D'après Mellinet, elles auraient été placées en 1819, d'après d'autres auteurs, de 1820 à 1822. Dernièrement, elles ont été refaites. On a voulu conserver l'ancien modèle non pas qu'il fût un chef-d'œuvre, mais simplement pour ne rien changer à cette partie de la décoration.

Autrefois le Cours Saint-André était « orné en sa grande allée d'un gazon continu et de deux espèces de trottoirs sablés et formant les deux allées collatérales. » Ces paroles que Guy-mar écrivait en 1792 nous expliquent le rectangle intérieur que présentent les anciens plans du Cours.

Toute la première moitié de ce siècle, l'allée du milieu était en contre-bas des allées latérales : un talus gazonné retenait les terres des deux côtés. Cette allée fut comblée en 1858 ou 1859, et aujourd'hui toute la surface du Cours est unie.

Mellinet place aussi en 1825 un nivellement de l'esplanade de ce Cours. Il ne précise pas en quoi consiste ce nivellement¹. Avec ces travaux nous mentionnerons, en 1839, la plantation de trente-six bornes de pierre reliées par des chaînes qui séparent le cours de la place Louis XVI.

Il manquait quelque chose au bas du Cours, entre le grand escalier et l'Erdre. L'exposition nantaise de 1886 a laissé sur ce point un heureux souvenir de son passage. On avait déjà, depuis 1862, transformé ce terrain en place entourée d'une enceinte de murs à hauteur d'appui. De cette place on fit, pour l'exposition, un jardin que l'on trouva si agréable qu'on résolut, à la satisfaction universelle, de le laisser après l'exposition. C'est ainsi que fut créé le square qui complète si agréablement la ligne de nos Cours depuis la Loire jusqu'à l'Erdre. En 1888, on éleva, sur les murs qui le clôturaient, une grille en fer qui assure la plus grande sécurité aux arbres, qui y croissent, et à tous les êtres humains qui viennent y chercher le grand air, le soleil, les distractions, le repos.

Le Cours Saint-André a reçu, lors de sa transformation le nom de *Cours des Etats* qui lui était commun avec le Cours Saint-Pierre. La Ville de Nantes avait ainsi voulu témoigner sa reconnaissance aux Etats de Bretagne pour la générosité avec laquelle ils avaient alloué 32.000 livres à la continuation des travaux des Cours. Cependant, dès avant la Révolution, il était parfois désigné sous son nom actuel qui rappelait au peuple la vieille Motte Saint-André. Il reçut le 28 novembre 1791 le nom de Cours de la Fédération.

Le Cours Saint-André avait donné son nom à la cinquième des sections qui divisaient Nantes. Le « citoyen Brun aîné », imprimeur d'almanachs en fut offusqué. Le 12 nivôse an II, voulant insérer dans son almanach « le nom des 18 sections de Nantes, il pria le Conseil de changer les noms de saints et de saintes que porte chacune d'elles, et qui rappelleraient

¹ *La Commune*, etc. T. I, 376. — J. C. Renou.

d'antiques nomenclatures, en des noms républicains. » La section du Cours Saint-André fut une des plus mal partagées dans la nouvelle nomenclature. Le nom qui lui échut fut celui de section des *sans-culottes*. La proposition du citoyen fut adoptée : mais la section ne tarda pas à déposer son nom malsonnant pour prendre celui de Démosthènes.

Du reste, certaines gens de cette époque volaient au devant du ridicule, par horreur des simples mots de saint ou sainte. Les nomenclatures qui mettent les nouveaux noms imposés alors aux rues, en présence des anciens, disent que le Cours de la Fédération s'appelait autrefois *Cours André*.

Notre Cours ne garda pas longtemps son nom révolutionnaire : il s'en était débarrassé dès le temps de l'Empire, il prit en 1809 le nom de Cours Saint-André qu'il porte aujourd'hui.

Pour en finir avec notre Cours, revenons aux arbres dont la chute, à l'hiver dernier, nous a déterminé à faire une étude que nous ne prévoyons pas alors devoir être si longue : car lorsque l'on creuse quelque chose, soit un sujet, soit un terrain, on ne sait jamais tout ce que le travail entrepris découvrira.

Il y a eu plusieurs plantations d'arbres sur le Cours Saint-André. La première plantation se fit en 1760. Dans la requête présentée au Roi pour la translation des foires du Chapitre sur la place Viarme, une des raisons que l'on allègue en faveur de ce déplacement c'est que les bestiaux pourraient faire du dommage aux arbres nouvellement plantés.

Cette première plantation ne réussit pas complètement. Dans les années suivantes on dut combler les vides que la mort avait faits parmi les arbres. Outre la plantation faite par le sieur Lefeuvre et mentionnée dans le compte dont nous avons déjà donné un extrait¹, nous en trouvons d'autres encore. En 1763, le miseur de la Ville paya 129 l. pour 125 ormeaux fournis par le sieur Lauranceau négociant, pour remplacer

¹ V. plus haut p. 278

ceux qui sont morts : ils furent plantés par Th. Poupelard et par Cormerais. Les ormeaux diminuèrent de prix dans la suite, à moins qu'ils n'aient diminué seulement de grosseur ; et en 1767, on paya au « sieur Lefebvre, jardinier, 83 l. pour la vente de 100 pieds de fayeuks de Hollande et 100 pieds d'ormeaux pour planter sur les Cours publics de Nantes¹ ».

Ces arbres eurent, pour des ormeaux, une existence éphémère. Ils durèrent moins que les familles des jardiniers qui les ont plantés et dont on retrouve encore les noms parmi nos grands jardiniers nantais. En 1806, les arbres de 1760 étaient remplacés par d'autres sur les deux Cours, et aujourd'hui, on chercherait en vain, parmi les ormeaux qui les ombragent, des vétérans de la première promotion.

Et maintenant, jeunes arbres qui remplacez dans votre espèce, comme les hommes dans la leur, les générations éteintes, continuez de répandre sur les Nantais les bienfaits auxquels les ont habitués vos prédécesseurs. Croissez, et étendez au loin vos rameaux et votre ombrage. Soyez bons pour tous les êtres qui recourent à votre hospitalité : pour les oiseaux qui gazouillent dans vos branches, pour les enfants qui s'ébattent à vos pieds. L'été, versez une ombre douce et fraîche à ceux que la chaleur chasse de la demeure où ils étouffent ; l'hiver, secouez jusqu'à votre dernière feuille, afin de laisser passer plus librement les rares rayons d'un pâle soleil pour le vieillard engourdi qui vient chercher sur les bancs des Cours une effluve de chaleur qu'il ne trouve pas à son foyer sans feu.

Si vous avez à souffrir de l'ouragan ou de la foudre, soyez seuls à en souffrir : être funestes à ceux qui se réfugient à vos pieds pendant la tempête, serait une trahison de l'hospitalité.

Si vous avez à écraser quelqu'un de votre chute, réservez-en le bienfait pour le mécréant qu'un peu d'or pousse à propager ce qu'il sait être mal : mais respectez toujours l'homme de bien utile à sa famille et à son pays.

¹ *Arch. départ.* Compte du miseur.

Vous avez pris racine dans un siècle dont on a dit bien du mal, et qui, sur sa triste fin, a réservé à tous ceux qui aiment la France la douleur de la voir troublée au dedans, insultée au dehors.

Ce siècle, vous ne le touchez que du pied : puisse votre tête s'épanouir et atteindre son dernier développement dans la sérénité d'un siècle plus heureux : d'un siècle qui soit pour l'humanité l'âge d'or et non plus seulement le règne de l'or et de sa corruption.

Pour nos arrière-neveux qui nous devront votre ombrage, à ce premier bienfait ajoutez-en un autre : celui d'un utile enseignement.

Quand, sans penser à nous, ils viendront à vos pieds, prendre notre place, rappelez-leur qu'il en est des institutions et des sociétés comme des arbres. L'homme peut faire beaucoup pour les unes comme pour les autres, mais il ne fait pas tout ; et son œuvre, s'il ne compte que sur ses seules forces, est vouée à la stérilité. « J'ai planté disait saint Paul, Apollon a arrosé, mais c'est Dieu qui a donné l'accroissement. *Ego plantavi, Apollo rigavit, Deus autem incrementum dedit.* ¹ »

Si, dans l'esprit de tous ceux qui viennent respirer votre ombre, vous insinuez cette vérité incontestable, vous aurez été pour tous ceux qui auront à vieillir avec vous, jeunes arbres, l'instrument du plus grand bienfait.

P. S. — En refaisant l'escalier du bas du cours (septembre 1899), les ouvriers viennent de trouver une plaque de cuivre de 0 m. 25 carrés, portant une inscription : « *Département de la Loire-Inférieure, ville de Nantes.* La promenade du cours Saint-André a été prolongée sur une longueur de 24 mètres par M. le comte de Brosses, membre de la Légion d'honneur, préfet du départ. de la Loire-Inf. M. de Saint Aignan, chev. de S. Louis, maire ; M. Demolon fils, inspecteur-voyer. Nantes, le 2 Sept. 1818. »

¹ I. Cor. 1. 12.

I. RUE DE L'ÉVÊCHÉ

De la place Louis XVI à la place Saint-Pierre.

*De 1791 à 1809, VII^e section ;
depuis 1809, II^e arrondissement.*

Les rues, comme les livres dont parle Horace, ont aussi leurs destinées : *Habent sua fata libelli*. Après avoir été longtemps foulées aux pieds des hommes, ce qui est leur destination naturelle et leur unique raison d'être, on les retire de la circulation. La nature qui ne perd jamais ses droits, et qui guette le moment où l'on met la rue à la retraite, se jette avec empressement sur le terrain abandonné par les hommes ; et en pleine grand'ville, une luxuriante végétation s'épanouit sur des surfaces précédemment blindées de pavés épais.

C'est le sort qu'a fini par rencontrer une des principales et des plus anciennes rues de Nantes : celle qui introduisait dans la ville du côté de l'orient

En se dirigeant aujourd'hui de la Colonne Louis XVI à la Cathédrale, on voit sur la gauche, soit à travers des planches assez mal jointes, pour favoriser la curiosité des passants, soit par-dessus des débris de vieux murs, croître toutes sortes de plantes, voire même des arbres qui feront bien de grandir vite pour cacher les misères au milieu desquelles ils poussent si librement.

Si nous avions été consulté sur le choix de ces arbres, nous aurions conseillé d'y planter des saules pleureurs. Leur tristesse cadrerait parfaitement avec la désolation de cette vieille voie aujourd'hui abandonnée, et de ces ruines qui la bordent. Toutes les vieilles voies éprouvent le sentiment de celle de

Sion : elles pleurent quand on n'y passe plus : *Via Sion lugent eo quod non sint qui veniant ad solemnitates.*

Il y a déjà plus d'un siècle que cette voie ancienne a été abandonnée. Elle traversait une porte de ville dont les bases avaient été posées par les Romains, et dont le couronnement avait été refait au XV^e siècle, en même temps que le palais épiscopal auquel elle doit sa conservation.

C'est par elle qu'a passé toute l'histoire ancienne de Nantes : les évêques, aux jours de leur intronisation solennelle, quand ils se rendaient de l'aumônerie Notre-Dame à la Cathédrale, portés par quatre illustres barons du comté nantais ; le duc de Bretagne et plus tard des rois de France, quand pour faire leur entrée dans leur bonne ville de Nantes, ils préférèrent la porte de Saint-Pierre à sa rivale, la porte de Saint-Nicolas : les processions nombreuses où s'empressait le Tout-Nantes du temps, et qui, à la sortie de la porte Saint-Pierre, se dirigeaient, depuis le temps le plus ancien, le jour des Rameaux, au cimetière de Champ Fleuri ; le lundi de Pâques, à Saint-Donatien, où l'on n'attendait pas toujours la fin du sermon pour aller manger les œufs de Pâques, comme on le fait encore aujourd'hui, mais sans aller en entendre même le commencement ; le jour de la Saint-Marc, à la chapelle Saint-Marc située à la sortie même de la ville ; le mardi de la Pentecôte, à une distance moins accessible aux jambes des infirmes, jusqu'à Doulon.

Cette porte, par laquelle avait passé tout l'ancien régime, a été frappée en même temps que lui. Quand elle fut condamnée, avec un peu de clairvoyance, les prophètes du temps auraient pu prédire la fin de ce régime. Le prophète Ezechiel, en parlant d'une porte de ville, avait dit : « Elle sera fermée après le passage du prince ; on y placera le trône sur lequel le prince siégera. » Ainsi en a-t-il été de la porte Saint-Pierre : elle a été fermée après le passage de l'ancien régime ; c'est son souvenir qui y demeurera attaché. — *Eritque eliusa Principi, Princeps ipse sedebit in ea.* » (Ezech. 41).

L'ancienne rue de l'Evêché, qui commençait à la porte Saint-Pierre, avait le défaut de ne pas se trouver dans l'alignement de la rue Saint-Clément. Malgré ses longs et loyaux services, ce fut la cause de sa condamnation.

Autrefois, au sortir de la ville, cette voie se dirigeait du côté de Saint-Clément, en suivant différents circuits commandés par les travaux de défense de la porte ou par la forme des Mottes entre lesquelles elle passait. On ne pouvait alors se rendre compte de ce que présentait de désagréable à l'œil et d'incommode pour la circulation, une déviation d'axe dans deux rues qui aboutissaient à une même place, et que leur situation appelait à se continuer. Ce ne fut qu'après la formation des Cours que l'on remarqua ce double inconvénient.

Dans ses projets d'embellissement de la ville, approuvés par arrêt du Conseil du 22 avril 1755, de Vigny avait déjà songé à y remédier. Le premier article de ce projet consiste « à former, à l'entrée de Paris, une rue alignée *le plus qu'il se pourra* à la rue Saint-Clément, et conduisant à la place Saint-Pierre. »

Ce premier article avait souri au Bureau de Ville, et dans les observations dont il accompagna le plan de de Vigny, il disait :

« Rien ne décore plus une ville que des entrées riantes et gracieuses; et c'est ce qui manque à celle-ci. La rue proposée, alignée à celle de Saint-Clément, dont l'intervalle sera rempli par une plantation en demi cercle, ne peut faire qu'un fort bel effet; mais il est à craindre qu'on ne trouve des difficultés dans l'exécution, par la nécessité où l'on est d'entamer considérablement des propriétés ecclésiastiques dépendantes de l'évêché et du Chapitre de Nantes, lesquelles leur sont d'autant plus précieuses que depuis l'édit de 1749, il ne leur est pas permis de les remplacer¹. »

¹ *Arch. départ.* Observation sur la forme et le fond de l'arrêt du Conseil du 25 avril 1755, faite en conséquence de la délibération du 2 juin dernier, pour être présentée à M. le duc d'Aiguillon commandant pour Sa Majesté dans la province de Bretagne. — Série C. 325.

De Vigny voulait aligner la nouvelle rue de l'Evêché à celle de Saint-Clément « le plus qu'il se pourra ». On ne pouvait changer la direction de cette rue qu'en faisant une brèche dans l'enceinte de la ville. Or le roi n'avait pas encore décrété la suppression de cette enceinte. Ce ne fut que peu de temps après qu'il autorisa cette suppression.

En 1757, Cacault fit un plan général de la ville plus exact que celui de de Vigny ; et Ceineray, travaillant sur ce plan, en vertu des ordres du seigneur duc d'Aiguillon, proposa vingt-cinq changements au projet de son prédécesseur.

Le premier de ces changements concernait la rue de l'Evêché. Il consistait « à éloigner un peu de l'évesché la rue qui doit être faite à l'entrée de la ville, du costé de Paris, afin que cette rue soit dans la direction de celle de Saint-Clément, et de la Haute-Grande-Rue, en traversant la place de Saint-Pierre. »

Le nouveau projet ne fut approuvé par lettres patentes, dans son ensemble, que le 7 mai 1766 ; mais la ville, comptant d'avance sur cette approbation n'avait pas attendu cette date pour préparer la matière de ces travaux importants.

Une des craintes du Bureau de Ville, comme il le manifestait dans les observations que nous venons de citer, était « de rencontrer des difficultés par suite de la nécessité où l'on était d'entamer considérablement des propriétés ecclésiastiques dépendantes de l'Evêché et du Chapitre de Nantes. »

La suite lui montra combien cette crainte était peu fondée. La Ville n'eut qu'à se louer de ses relations avec l'Evêque et le Chapitre. De part et d'autre on parvint facilement à s'arranger à l'amiable, tout en sauvegardant les intérêts des biens dont l'Evêque et le Chapitre ne jouissaient que comme usufruitiers.

Dès le 30 décembre 1763, le Bureau de Ville se transporta à l'Evêché par déférence pour la dignité épiscopale. Il y tint extraordinairement le siège de sa délibération, et tratta avec l'Evêque au sujet des deux rues nouvelles pour lesquelles

on avait besoin de son concours. Ces deux rues, celle de l'Evêché et celle de la rue Royale, traversaient son domaine : d'un seul tènement, où se trouvaient l'auberge, le tribunal, les prisons et la chapelle des Régaires, ainsi que les servitudes de l'Evêché, elles faisaient plusieurs tronçons, multipliant ses propriétés, mais sans les agrandir.

L'évêque de Nantes était alors Mgr de la Muzanchère. Le prélat avait déjà donné plusieurs preuves du vif intérêt qu'il portait à l'embellissement de sa ville épiscopale. En 1759, lorsque les travaux des Cours Saint-Pierre et Saint-André étaient sur le point d'être interrompus, on l'avait vu ouvrir une souscription pour procurer les ressources nécessaires à la continuation des travaux, et s'inscrire le premier sur la liste pour une somme de 900 livres

Dans une autre circonstance, le 21 septembre 1760, il avait recommandé ces mêmes travaux aux Etats de Bretagne réunis à Nantes, et obtenu de leur bienveillance une première somme de 15,000 livres, en faveur de la ville et des pauvres que tous ces terrassements faisaient subsister.

Avec de tels sentiments, on pouvait prévoir que l'Evêque n'hésiterait pas à sacrifier une partie de son domaine, si l'exécution de ces projets grandioses d'embellissement et d'utilité publics le demandait.

C'est ce que le Bureau de Ville se fit un devoir de constater dans le compte-rendu de la délibération du 30 décembre 1763, au registre du Greffe de la municipalité de Nantes.

« Le procureur du Roi sindic, y est-il écrit, ayant remontré au Bureau, le susdit jour 24, que Mgr l'évêque de Nantes, toujours disposé à entrer dans les vues de Mgr le duc d'Aiguillon pour l'exécution de plusieurs projets d'utilité publique, de commodité et d'embellissement, ce digne prélat en donne aujourd'hui 30 décembre de nouvelles preuves.

En effet, pour faciliter l'ouverture d'une nouvelle rue qui correspond à celle de Saint-Clément, pour entrer directement en ville sur la place de Saint-Pierre, passant sur la place du Cours, et traversant

le terrain et maison des Réguaire, domaines de l'évêché, Mgr l'Evêque consent de céder, à titre d'échange ou de dédommagement, à la Communauté de Ville, en pleine propriété et jouissance avec la facilité d'en disposer par la suite comme elle avisera bon être, savoir : l'auberge des Réguaire, les maisons, cours, jardins et tous les terrains en dépendant, affermés pour la somme de 4,450 l. aux clauses et conditions cy après.

Savoir : 1^o Qu'il sera payé audit seigneur Evêque de Nantes et à ses successeurs audit Evêché, sur les deniers d'octroi et patrimoniaux de la Ville et Communauté de Nantes... une rente foncière et perpétuelle de 1200 livres.

2^o Mon dit seigneur Evêque demande qu'on lui abandonne en pleine propriété et à ses successeurs audit Evêché, la tour et les parties de terrain qui se trouvent du côté du Palais épiscopal, même la portion des Réguaire qui se trouvent du même côté après l'ouverture de la rue ; lequel terrain est désigné par les lettres a, b, c, d, e, f, et lavé en bleu sur ledit plan levé par le sieur Ceineray, architecte voyer de la Ville, et la partie des Réguaire lavée en même couleur et comprise entre les lettres v, x, parce que aussi, ledit seigneur Evêque consent, pour le bien public et la beauté de la rue, que la partie de la cour du Palais épiscopal marquée en jaune sur ledit plan, soit supprimée et fasse partie de la rue à percer ».¹

Il fut, de plus convenu que la Ville accorderait une indemnité pour la reconstitution « des écuries et autres ménageries que ledit seigneur Evêque sera dans le cas de faire sur ledit terrain concédé, en remplacement des ménageries et écuries qu'il démolira pour l'exécution des projets, et une indemnité pour le fermier ; enfin que ledit seigneur Evêque pourra faire abattre à ses frais la tour et les autres ouvrages compris dans les terrains à lui cédés, et en employer les matériaux. »

La délibération municipale fut approuvée par lettres patentes, données à Versailles le 19 juin 1764.²

« Les Maire et Echevins de Nantes, disent les lettres, nous ont fait

¹ Arch. départ. G. 328.

² Arch. départ. : *Lettres patentes du 19 juin 1764*. B. 104. 14.

observer que par un traité inséré dans la délibération arrêtée le 30 décembre 1763, au palais épiscopal où le Bureau de la Ville en corps se serait transporté, le sieur Evêque de Nantes désirant entrer dans les projets d'utilité publique, et faciliter l'ouverture d'une nouvelle rue qui corresponde à celle de Saint-Clément, pour entrer directement dans la ville, sur la place Saint-Pierre, passant sur la place du Cours et traversant les terrain et maison des Réguaire, domaine de l'Évêché, aurait cédé à titre d'échange en pleine propriété et jouissance, l'auberge des Reguaires et maison et jardin en dépendant. »

Puis, après avoir rappelé la partie de la délibération qui concerne l'ouverture de la rue Royale, et dont nous parlerons plus loin, ces lettres finissent en approuvant dans l'ensemble cette délibération, « pour seconder, disent-elles, le zèle des sieurs exposants pour l'embellissement d'une des principales villes de notre royaume, et donner au sieur évêque de Nantes des preuves de la satisfaction du Roy de son attention à y contribuer ».

La délibération municipale du 30 décembre 1763. et les lettres patentes du 19 juin 1764 ne concernaient la démolition que des servitudes de l'Évêché, situées de l'autre côté de la rue.

Restait à entamer le Palais épiscopal lui-même qui, s'avancant sur la rue nouvelle, la barrait à moitié, et ne lui laissait, à son entrée, qu'une largeur de 18 pieds au lieu de 30 qu'elle devait avoir sur tout son parcours. A l'autre extrémité de la rue, près du portail de l'Évêché, le mur de clôture de la cour faisait aussi saillie sur la rue nouvelle, à laquelle il ne laissait qu'un dégagement de 16 pieds 6 pouces.

L'expérience a toujours montré combien sont dangereuses des rues passantes ainsi étranglées à leurs deux issues. Mgr de Frélat de Sarra étant venu à mourir, le maire crut qu'il était bon de profiter de la vacance du siège épiscopal pour obtenir la condamnation de toute la partie de l'Évêché qui empiétait ainsi sur la voie.

Il écrivit, à cet effet, la lettre suivante à l'Intendant de Bretagne.

MONSEIGNEUR,

L'élargissement des rues est, pour la ville de Nantes, un objet de la plus grande importance, à cause des accidents continuels de personnes foulées ou écrasées sous les pieds des chevaux ou sous les roues d'une voiture.

Une rue des plus passantes de la ville de Nantes est la rue de l'Evêché, qui n'a que 18 pieds de largeur à une extrémité, et 16 pieds à l'autre. Or cette rue, par laquelle on se rend au Cours, est en même temps le passage que traversent les voyageurs qui arrivent et qui partent par la route de Paris.

Nous vous en remettons, Monseigneur, un plan qui démontre que l'étroitesse actuelle (sic) du local expose tous ceux qui y passent à des dangers imminents.

Il est, Monseigneur, de la plus vive urgence, d'élargir ce passage : et l'élargissement ne peut se faire que par la coupure de quelques petites parties des bâtiments de l'Evêché, dont le retranchement ne ferait aucun tort au palais épiscopal ou à ses accessoires, d'autant que la Communauté de Ville est dans le cas de les remplacer, ou à peu près, par un de ses terrains contigus à l'Evêché, comme il est marqué sur le plan, et d'indemniser, s'il le faut, pour le surplus, à dire d'experts.

Ces sortes d'arrangements sont sujets d'ordinaire à beaucoup de difficultés qui entraînent des lenteurs ; et comme rien n'est plus stimulant que la conservation des citoyens, qui chaque jour courent risque d'être écrasés dans un passage aussi étroit et aussi fréquenté, nous saisissons la malheureuse circonstance de la mort de notre respectable Evêque, digne de regrets, pour tâcher d'obtenir que son successeur fasse ce qu'il eût fait lui-même.

Nous ignorons les moyens d'engager ce successeur inconnu à se prêter à un besoin public auquel son zèle pastoral doit l'intéresser ; et, dans cet embarras, nous avons recours à vous, Monseigneur, en vous suppliant de nous continuer, dans une circonstance aussi celere (sic) et aussi importante pour la ville de Nantes, les bons offices que vous lui avez toujours accordés ; il seroit question de prendre les devants avant sa nomination, et qu'on pût même le faire consentir à une réserve de tant par an sur le revenu de l'Evêché, pour l'em-

ployer à rebâtir le palais épiscopal qui, faisant le pendant de l'hôtel d'Aux, rendrait régulière la place d'Armes, et seroit une décoration pour notre ville, à l'arrivée de Paris.

Nous sommes avec un profond respect, Monseigneur, vos très humbles et obéissants serviteurs,

Les officiers municipaux de Nantes,

BERROUETTE, maire.

A Nantes, le 27 septembre 1783.¹

Cette lettre fut aussi funeste au palais épiscopal qu'utile à la rue qu'il domine.

Si vous jetez un regard sur le vieil Evêché, il vous sera facile de vous convaincre qu'il a subi une mutilation lamentable. Le mauvais raccord du mur qui longe la rue, avec le corps du bâtiment, est visible aux yeux les moins clairvoyants. On n'a pris aucun soin de conserver aux fenêtres le caractère architectural du reste de l'édifice.

Si, aujourd'hui, le vieux palais de Guillaume Guéguen ne bat plus que d'une aile, c'est qu'il a sacrifié l'autre au salut des passants et à la régularité de la rue. Lui saura-t-on gré de ce premier sacrifice ? L'amputation dont il a souffert lui conservera-t-elle l'existence ?

Il verra encore la fin de ce siècle : mais d'étranges bruits de mort circulent à son sujet. Pourtant, qui sait ? Il y a souvent à ne point mourir des gens dont tout le monde considère la mort comme prochaine. Peut-être à la fin du siècle prochain, si quelques-uns de nos lecteurs actuels se sont oubliés à y vivre, le trouveront-ils encore là, debout, à son tournant, à regarder, avec sa vieille indifférence, emporter les cadavres des Nantais au cimetière du Grand-Brigantin.

La rue de l'Evêché se trouva terminée à point pour honorer la mémoire d'un jésuite, et ne déposa son nom clérical de l'Evêché que pour prendre celui de Cerutty qui l'était encore

¹ Arch. départ. Série C. 328.

plus. Il est vrai qu'on peut se demander si le baptiseur révolutionnaire de nos rues nantaises voulut récompenser Cerutty d'avoir eu cette qualité, plutôt que de ce qu'il fit pour faire oublier qu'il l'avait eue. Cerutty (les Jésuites sont capables de tout, même quand ils sont sortis de la Compagnie) avait fini par être député. Il était grand ami de Mirabeau, qui l'honorait de sa confiance et aussi... de ses emprunts. Il mourut à Paris en 1792, fort à propos pour que les Nantais songeassent à conserver son souvenir, en donnant son nom à une rue.

Mais il s'est passé pour lui ce qui s'est passé pour d'autres astres de deuxième ou de troisième ordre qui ont brillé sous d'autres cieux. Ce nom n'attendit même pas la fin de l'Empire pour disparaître des noms de nos rues : et aujourd'hui il n'y en a guère à Nantes à se douter que, pendant quelques années, la rue de l'Evêché a porté le nom d'un étranger qu'aucun souvenir particulier ne rattachait à Nantes, ni même à bien savoir ce qu'était Cerutty. Quand on croit devoir changer les noms de rues, on devrait tâcher d'avoir la main plus heureuse, et ne pas peindre à l'eau, sur les plaques qu'on pose à leurs coins, des noms que la première pluie peut effacer.

II. — RUE ROYALE

De l'Évêché à la Place de la Préfecture.

1791-1809, VII^e section ; depuis 1809, II^e arrondissement.

La reconstruction du palais de la Chambre des Comptes, aujourd'hui la Préfecture, était une invitation à ouvrir une rue pour joindre directement le nouveau palais à la Cathédrale. Autrefois la Chambre des Comptes, située près la Grosse Tour qui dominait la Motte Saint-André, n'avait d'issue sur l'intérieur de la ville que par la rue des Caves, aujourd'hui rue Maurice Duval.

Elle avait grand besoin de voies de dégagement¹. Elle en trouva deux du même coup, la rue Royale et la rue d'Aguesseau. Une troisième, rue qui devait lui donner accès sur le Cours Saint-André, par l'angle correspondant à celui de la rue d'Aguesseau, est toujours restée, comme on le voit sur un plan de 1787, à l'état de « cul-de-sac ».

L'idée de relier la Cathédrale à la Cour des Comptes fait le plus grand honneur à celui qui l'a conçue. La suppression des murs d'enceinte de Nantes n'ayant pas encore été décrétée, au

¹ Ce motif est ainsi développé dans une lettre écrite par le maire, M. Gellée de Prémion, le 9 août 1770. « Il ne reste que l'ouverture de la rue pour démasquer le palais de la Chambre. Lorsque nous les examinâtes la première fois, et depuis lorsque vous l'avez vu avec M. le duc de Duras, vous avez été l'un et l'autre, frappés de la nécessité de cette rue. Je viens de vous rappeler la situation de ce grand morceau d'architecture. On ne s'y serait jamais déterminé, si l'on n'avait compté le découvrir par l'ouverture projetée, laquelle le montrera dans toute sa beauté, de la place de la cathédrale centre de la ville. Cette rue nouvelle ne donnera presque communication qu'à l'édifice et sera d'ailleurs comme indifférente et sans usage pour le commerce public. Les finances de la communauté ne lui permettront peut-être pas de plusieurs siècles de faire les frais de cette ouverture. Ainsi je ne crois pas qu'on puisse se dispenser de mettre encore cet objet sur le compte du Roi et de la Province, sinon ce monument restera longtemps enfoui. » (Arch. départ. C. 491.)

moment où de Vigny travaillait à son plan d'embellissement de la ville, il ne pouvait pas songer à une rue qui perçait cette enceinte sur deux points différents.

Mais le Roi ayant ordonné cette suppression, Ceineray travailla sur le plan dressé par Cacault en 1757, fit des modifications nombreuses au plan de son prédécesseur, et proposa en troisième lieu, dans son projet de 1761, « de former de la place Saint-Pierre une rue qui conduira à la Chambre des Comptes ».

Là encore, on aurait pu se heurter à de grandes difficultés. La nouvelle rue commençait par traverser sur un second point le domaine épiscopal, et finissait par enlever une partie de l'enclos des Cordeliers.

C'était même, dans le domaine épiscopal, une des parties les plus importantes qui était appelée à disparaître : le tribunal de l'Évêque, autrement les Régaires.

Déplacer un tribunal, un auditoire de juridiction, offrait autrefois les plus grandes difficultés. Un tribunal ancien attestait visiblement, par sa vétusté même, l'ancienneté du droit de justice qui s'y exerçait. La reconstruction d'un auditoire, surtout s'il n'était pas reconstruit sur la place de l'ancien, faisait élever tôt ou tard des doutes et engendrer des chicanes et même de longs procès sur l'existence de ce droit. On était tenté de le croire nouveau comme le bâtiment lui-même, et on l'accusait d'avoir été usurpé.

Or les Régaires, vaste ténement qui comprenait le tribunal et les prisons nécessaires à l'Évêque pour l'exercice de son importante juridiction temporelle, se trouvaient sur le tracé de la rue nouvelle. Au morcellement de son domaine épiscopal s'ajoutaient donc, pour le Prélat, d'autres inconvénients qu'il pouvait juger plus grands encore.

Mais nous avons déjà dit que ces considérations tirées de son intérêt particulier n'arrêtaient pas Mgr de la Muzanchère, quand il s'agissait de l'intérêt public : et l'Évêque sacrifia son auditoire.

Dans la délibération du 30 décembre 1763, où se traita la question, il fut cependant convenu que « l'auditoire actuel des Régaires et les logements en dépendant ne seraient détruits que lorsque la rue projetée qui doit conduire de la place de Saint-Pierre au nouveau palais de la Chambre des Comptes, aura été ouverte, auquel cas la communauté sera obligée d'en bâtir un autre à ses frais, dans le lieu marqué sur le plan par les lettres R. 2. 3. suivant le profil et élévation qu'en a dressé l'architecte de la ville¹ ».

La reconstruction des Régaires se fit longtemps attendre. Après la démolition de l'ancien tribunal, la Ville ne se pressait nullement d'en rétablir un autre. Le 22 avril 1777, l'Evêque de Nantes, Mgr de Sarra, adressa au parlement une requête dans laquelle il expose que, « par le traité intervenu entre lui et la Ville, il avait été convenu qu'après la démolition du tribunal des Régaires, la Ville en ferait rétablir un autre; mais qu'il a vu avec surprise que depuis l'époque de cette démolition, la Communauté ne se disposoit point à réédifier cet auditoire, et n'offroit même pas, jusqu'à cette réédification, un lieu convenable dans l'Hôtel de Ville, pour l'exercice de sa juridiction. »

Provisoirement, pour abriter son tribunal, l'Evêque dut recourir à l'hospitalité du Chapitre, et, dans sa délibération du 4 juin 1777, le Chapitre consentit « que les officiers des Régaires et Messieurs de l'Officialité tiennent leurs audiences et rendent leurs jugements dans l'auditoire de sa juridiction, pendant deux ans ».

Enfin, en 1781, l'auditoire des Régaires fut reconstruit d'après un devis de 8,456 l. 6^s non pas à l'endroit primitivement désigné, vers le n° 5 de la rue Royale, mais sous le fief du Roi « à vis les maisons et écuries de M. d'Aux, et à vis la place d'Armes » (place Louis XVI)².

Les terrains abandonnés à la Ville par ce traité, et possédés

¹ Ce plan se trouve aux *Archives départementales*. C. 367.

² *Inventaire des Arch. municip.* par M. de la Nicollière. DD. 265.

jusqu'alors par l'Evêque de Nantes, étaient, de leur nature des terres nobles. Cette qualité en rendait la vente difficile. La Ville qui voulait céder à des particuliers, pour des constructions, les parties que la rue laissait libres¹ sur chacun de ses côtés, sollicita, en 1778, et obtint un arrêt royal qui leur ôta ce titre et les déclara roturiers.

Le même fait se produisit lors de la transformation du quartier Graslin. Les terres qualifiées du titre de nobles ne trouvaient aucun acquéreur, et l'on dut les faire déclasser pour mieux les vendre.

En quittant les Régaires, un peu plus bas, vers la Préfecture, la nouvelle rue devait rencontrer la faïencerie dont nous avons parlé à propos de la Motte Saint-André².

Dans une délibération du 16 mars 1771, approuvée le 8 juin par l'Intendant de Bretagne, la Ville entra en arrangement avec le propriétaire de cette manufacture, aux conditions marquées dans l'acte suivant.

« Traité passé avec le S. Souiret du Coudray, propriétaire d'une manufacture de faïence près le palais de la Chambre des Comptes, suivant lequel, pour l'indemniser du terrain qu'on lui prend sur celui de lad. manufacture : 1° tant pour achever la place commencée que pour ouvrir la nouvelle rue en face du Palais servant à communiquer de cette place à celle de Saint-Pierre, led. terrain contenant 10,953 p.-q.

2° De celui qui avait été ci-devant cédé par son auteur près le pont de Saint-Pierre, faisant.	1,600
Total	12,553

La Communauté lui cède en échange : 1° Un terrain faisant, d'un côté, le coin de la rue qui descend du Cours de Saint-André à la place du Palais, et de l'autre face, sur lad. place ; led. emplacement contenant 6,438 p.-q.

2° Le terrain faisant face d'un côté sur lad. place et de l'autre sur la rue à percer, led. emplacement contenant. 1,474

Parce qu'il démolira à ses frais les parties de l'ancien

¹ Arch. départ. C. 328.

² V. page 213.

mur de ville, seulement sur la place projetée, dont les matériaux lui resteront, ainsi que ceux dépendant des bâtiments de la faïencerie qui seront démolis pour l'ouverture de lad. rue.

3° Le terrain formant l'ancienne casemate, entouré de deux côtés par les remparts, et du 3^e par partie de l'ancien terrain de la manufacture, et du dernier par la rue Royale ; led. emplacement contenant.

5,503

Total 13,415

Les 3 trois terrains évalués à 5 s. le pied.

Mais comme lesd. 3 parties de terrain seraient trop considérables, tant par leur étendue que par leur valeur, il a été arrêté qu'on ne les céderait aud. s. du Coudray, qu'à la charge de donner à la Communauté un terrain en triangle, contenant 25 pieds de longueur sur la base et 15 sur sa hauteur perpendiculaire, et parce qu'en outre il comptera incessamment aux mains du miseur une somme de 600 liv., pour indemnité résultante de la valeur des terrains à lui concédés, et pour les frais et droits de lad. concession, et à condition qu'il ne pourra bâtir que conformément aux élévations qui lui seront données par la communauté¹. »

Les travaux n'allaient que lentement et, en 1786, la Ville n'avait pas encore traité avec les Cordeliers, pour l'acquisition des terrains qui devaient entrer dans la rue Royale et dans la place de la Chambre des Comptes.

Il est vrai qu'elle n'avait pas attendu cette époque pour abattre leurs clôtures et traiter leur enclos en pays conquis. Elle connaissait les sentiments des religieux, et ceux-ci, à leur tour, la laissaient faire, comptant sur son équité.

Enfin dans la délibération municipale du 16 septembre 1786, le maire « mit sur le bureau un plan levé par le S^r Reconné, ingénieur des Ponts-et-Chaussées de Bretagne, et vérifié le 5 mars 1785 par le S^r Cruey, architecte-voyer de cette ville ». Il fit connaître, à cette occasion, les offres faites par les Cordeliers relativement à la rue Royale, l'élargissement de la rue des Pénitentes, et une nouvelle rue qui devait aller de la place des Cordeliers à celle de la Chambre des Comptes.

¹ Arch. dép. C. 333.

« Les Cordeliers, est-il dit dans le compte rendu de cette délibération, consentent à abandonner tout le terrain nécessaire à la formation de la rue Royale et de la place du Palais de la Chambre des Comptes, en échange d'un terrain désigné et de l'emplacement des murs et tours de la ville, depuis l'endroit où ledit mur est coupé par la rue Royale projetée jusqu'à l'extrémité de leur terrain attenant à celui de Messieurs du Chapitre de la Collégiale ; ils abandonnent 10 354 pieds et demi, pour 3.990 pieds et demi quarrés de terrain, et pour l'excédent, c'est-à-dire 6.364 pieds quarrés, demandent 7,955 livres, à 25 sols chaque pied quarré ».

En même temps, ils faisaient une proposition relativement à la formation de la rue d'Aguesseau, et que nous rapporterons quand nous parlerons de cette rue.

La délibération du 16 septembre 1786, où l'on s'occupa du traité de la Ville avec les Cordeliers, est tout à l'éloge des deux parties.

« M. le Maire, continue le procès-verbal, a représenté qu'il doit aux PP. Cordeliers de cette ville la justice d'instruire le Bureau qu'à l'occasion des différens retranchemens qui ont été faits successivement à leur enclos pour la formation du palais de la Chambre des Comptes et de la rue Royale qui communique de cette place à celle de Saint-Pierre, ils ont montré autant de désintéressement, d'honnêteté et de condescendance que l'on pouvait en attendre d'eux, sans murmurer ni se plaindre. Ils ont vu la Communauté de Ville détruire en plusieurs endroits, la clôture de leur enclos, diminuer l'étendue de leurs possessions et en disposer à sa volonté. Ils ont supporté avec la même tranquillité le dommage qui s'est ensuivi de la démolition des murs de leur enclos : ce qui donna lieu de croire que leur grande sécurité ne s'est soutenue que par la persuasion où ils ont été constamment que la Communauté leur accorderait un dédommagement raisonnable et proportionné à leur perte lorsqu'elle en serait indispensable de s'en occuper ; que le temps de leur rendre justice semble être arrivé ; que la Communauté fait travailler actuellement à la construction du pavé de la rue Royale, et l'alignement de cette rue exigeant le retranchement d'une nouvelle partie de leur enclos et la démolition du mur qui le renferme, cette conjoncture est une époque

où la Communauté ne peut se dispenser de répondre à leur requête et de les traiter avec tous les égards que méritent leurs bons procédés envers la Communauté et aussi favorablement que l'équité le permettra¹».

Le Bureau, entrant dans les sentiments du maire, considéra que « la requête des PP. Cordeliers méritait d'être favorablement accueillie, tant par rapport à leur intérêt particulier que par rapport à celui du public ; que la Communauté ne peut se dispenser de leur accorder une indemnité raisonnable, tant pour le terrain qu'elle a retranché de leurs possessions que pour les clôtures qui leur ont été démolies, et divers autres dommages ; que, du côté du bien public, elle ne peut se dissimuler qu'il eût été difficile de concevoir et de présenter un projet qui fût plus avantageux au quartier qu'ils habitent et au reste de la ville, que celui d'ouvrir sur leur terrain une nouvelle rue de communication entre la ville et le palais de la Chambre, et d'aliéner la majeure partie de leurs possessions pour y bâtir des maisons, tant sur cette rue que sur la place, la rue Royale et celle des Pénitentes ; qu'il est constant que si, dans leur projet, ils avaient pris un intérêt moins vif qu'ils n'ont fait au bien général, cette place et cette rue sur lesquelles il n'aurait pu être bâti de maisons, fussent demeurées inhabitées et désertes ».

En conséquence, le Bureau arrêta de traiter avec les religieux aux conditions suivantes.

Les PP. Cordeliers céderont 1^o : 6,103 pieds de leur terrain : pour la rue qu'ils se proposent d'ouvrir dans leur enclos, et qu'ils feront applanir et paver à leurs frais.

2^o : 9.513 pieds 1/2, pour la formation de la place et de la rue Royale.

3^o : 531 pieds, pour le redressement et l'élargissement de la rue des Pénitentes.

De son côté, la Communauté abandonnait aux Cordeliers,

¹ Archives départ., H 289

« les murs et tours de la ville, à prendre depuis l'endroit où le mur est coupé par la rue Royale projetée jusqu'à l'extrémité de leur terrain attenant à celui des chanoines de la Collégiale, plus la partie du terrain qui sera réuni au leur par le redressement de la rue des Pénitentes, enfin celui en forme de triangle joignant leur propriété, qu'elle s'est réservée par son traité avec les sieurs Peret et Fourmi; lesdites trois parties de terrain de la contenance de 3,990 pieds et demi carrés.

Le traité était des plus avantageux pour la Ville. Le subdélégué de l'Intendant de Bretagne en fit ressortir les avantages dans la lettre suivante qu'il écrivit à l'Intendant pour en obtenir l'approbation.

Nantes, le 5 novembre 1786,

MONSEIGNEUR,

J'ai l'honneur de vous renvoyer, avec le plan qui y est joint, la délibération de la Communauté de Ville, contenant le traité qu'elle a fait avec les Cordeliers, pour l'ouverture d'une rue au milieu de leur terrain, qui aboutira au palais de la Chambre des Comptes, et pour l'élargissement de deux rues anciennes.

Il y a longtemps que la Communauté aurait dû s'occuper de ce traité. Le palais de la Chambre des Comptes, le seul monument qui soit encore dans cette ville, est sans issues commodas et entouré de mazures. L'arrangement pris avec les Cordeliers donnera les moyens de parachever la rue Royale et d'en ouvrir une nouvelle essentielle au service de la Chambre; les ouvertures et le redressement des anciennes rues mettront ces Religieux à portée de vendre des emplacements qui seront bientôt couverts de maisons utiles aux citoyens et nécessaires pour la décoration de la place. La somme que la Communauté s'oblige à payer aux Cordeliers n'est pas excessive. Les fonds de la Ville y sont ménagés par rapport aux intérêts, qui par une clause expresse, ne commenceront à courir que du jour qu'elle pourra légalement mettre le traité à exécution, clause qui aurait dû être stipulée dans le traité fait avec M. Montaudoin.

Je suis avec un profond respect,

MONSEIGNEUR.

Votre très humble et très obéissant serviteur

BAILLY.

¹ Arch. départ. C. 328

Une telle lettre ne pouvait manquer son effet. La délibération du Bureau de la Ville fut approuvée par lettres patentes données à Versailles en mai 1787, et enregistrées à la Chambre des Comptes, le 19 février 1788. Dans leur long texte, elles reproduisent les considérations que nous venons de rapporter.

Avec ces documents, les Archives Départementales conservent le plan géométral dressé par le sieur Recommencé, sous-ingénieur des Ponts-et-Chaussées, et approuvé le 5 octobre 1786¹.

Ce plan nous donne le tracé de la place de la Préfecture, de la rue Royale, de la rue d'Aguesseau et de la rue Maurice Duval. A l'angle correspondant à l'angle d'où part la rue d'Aguesseau, on voit une amorce de rue, avec la rubrique : *cul-de-sac*. Cette rue en est toujours restée à son état rudimentaire ; il est fâcheux pour la régularité de la place, qu'il ne se soit pas rencontré d'autres Cordeliers ou d'autres religieux dans ce coin.

Outre ce détail, ce plan contient des indications importantes sur les deux anciennes enceintes de la ville de Nantes. On y voit que l'enceinte romaine traversait la rue Royale, à une distance de 60 toises à partir de l'angle formé par cette rue et la place de la Préfecture du côté des Cordeliers, à gauche en descendant à cette place. La casemate qui se trouvait devant la tour du Trépied commençait à cette 60^e toise, sur la gauche et descendant la rue presque à son alignement.

De la tour du Trépied, fortifiée par cette casemate, se détachait, en formant un angle presque droit avec le mur de l'enceinte romaine, le mur nouveau construit par Pierre de Dreux, dans la direction de l'Erdre.

Ce dernier mur traversait la rue Royale et aboutissait presque à l'angle formé par cette rue et par la place de la Préfecture, du côté des Cours. La tour Chauvin était située de ce côté à une distance de 6 à 8 toises à partir de l'angle de la rue. L'enclos des Cordeliers était limité par les murs des

¹ *Ibid.* H. 289, nous publions ce plan.

deux enceintes. L'enceinte romaine avait été utilisée pour leur chapelle du côté de l'Évangile, et continuait en dehors de la chapelle à les séparer des terres de la Collégiale, jusqu'à la tour du Trépied. La nouvelle enceinte leur servait de clôture depuis ce point jusqu'à celui où elle débouchait sur la place de la Préfecture, à cinq toises environ de l'angle formé par la place et par la rue Royale.

L'affaire qui traîna le plus longtemps fut celle de la maison de M. Paris, chanoine de la Cathédrale.

Cette maison appartenait au Chapitre qui l'affectait à la prébende de l'un de ses membres. Elle se trouvait à l'entrée de la rue Royale et sur la place de Saint-Pierre ; et sa démolition entraînait dans les plans de la Ville. Le Chapitre demandait qu'on en bâtit une nouvelle de valeur correspondante, aux environs de la Cathédrale. Comme la France était alors en guerre, la Communauté pouvait se contenter de n'en payer actuellement que le revenu estimé 2.400 livres à la charge de la rebâtir quand la paix serait faite « sur un terrain et sur un devis dont on conviendrait ».

« Il serait un autre moyen, écrivait le 22 octobre 1781 M. Lincoln, sous-maire de Nantes, bien plus avantageux pour la Communauté, et qui nous a été suggéré par M. l'abbé Paris, ce seroit de faire réunir le prieuré de Vertou près Nantes, au Chapitre de la Cathédrale (qui est aujourd'hui et nous croyons, pour la première fois à la nomination du Roy,) à la charge d'abandonner gratuitement au profit de la Communauté de Ville, non seulement la prébende de M. Paris, mais encore celle de M. l'abbé Phelippon qui en est voisine, et qui, en la supprimant, donneroit une ouverture sur la place de Saint-Pierre, et découvreroit en entier la Cathédrale. Nous ignorons, Monseigneur, si cette réunion est praticable. Nous n'avons point encore voulu en conférer avec Messieurs les Chanoines avant d'avoir votre approbation et vos ordres ».¹

¹ Arch. départ. C. 338.

L'Intendant de Bretagne à qui cette lettre était adressée, répondit le 27 janvier que « cette demande paraissait de nature à éprouver beaucoup de difficultés », et la chose en resta là.

Il est à croire que les conditions du Chapitre ne durent pas plaire à la Ville. La maison en question était encore debout en 1791, et la Commission des Travaux publics inscrivait, dans son rapport du 28 mars 1791, l'article suivant : « 21° Achever la rue Royale qui doit aboutir à Saint-Pierre, en achetant la maison qui sert de prébende à M. Paris, chanoine ». Du reste, la Révolution déjà commencée allait bientôt mettre à l'encan tous les biens de l'Église, et simplifier toutes les difficultés qui avaient pu arrêter ceux qui désiraient les acquérir.

Malgré cet encombrement qui se rencontrait à son issue sur la place Saint-Pierre, la rue Royale était cependant livrée au public. Du moins on peut le croire, en constatant que son pavage était terminé. Les comptes du miseur de la Ville rapportent à la date du 29 février 1788 que la Ville a donné 1050 livres à Basile Henri, sur les 4,200 qui lui étaient dues pour pavage de la place de la Chambre des Comptes et de la rue Royale.

Mise en possession des différents terrains qui bordaient la rue et la place nouvelle, la Ville les céda à des entrepreneurs qui y construisirent des hôtels. Le moment n'était guère favorable pour la construction, et, en 1792, Guimar, dans ses *Annales Nantaises*, dit que la rue Royale ainsi que la place de la Chambre des Comptes, étaient encore peu bâties.

On y voyait cependant l'hôtel Cotin de Melville qui eut, pendant la Révolution, son heure de célébrité. Les titres de l'époque le placent rue Royale. En parlant de la faïencerie de la Motte Saint-André, nous avons cité un acte de vente, en 1778, de l'hôtel situé derrière l'hôtel d'Aux, à une dame Roy, veuve de Pierre Cottin de Saint-Domingue. Les dépendances de cet hôtel atteignaient par derrière « un terrain ci-devant fayencerie » et pouvaient avoir une issue sur la nouvelle rue

Royale. Peut-être est-ce sur ce point que l'hôtel Cottin de Melville avait été édifié.

Dans la suite on construisit, dans cette rue et sur la place de la Préfecture, les hôtels que nous y remarquons. Nous empruntons à Mellinet la date de construction et les noms des architectes des hôtels suivants :

Hôtel Commequiers, 1790 ; Mathurin Cruey, architecte.

Maison Jalabert, n° 14, 1822 ; M. Gilée, architecte.

Maison Brunelière, n° 8, 1835 ; M. Chagniau, architecte.

Maison Gilée, n° 5, 1836 ; M. Gilée, architecte.

Maison Duparc, 1837 ; M. Liberge, architecte.

Hôtel de Pimodan, n° 19, 1837 ; M. Chagniau, architecte.

Maison Bertrand-Fourmaud, n° 9, 1838 ; M. Gilée, architecte.

Chacun de ces hôtels peut avoir son histoire ; elle est trop récente pour que nous nous occupions de la rechercher. Il en est cependant un que nous serions inexcusable de ne pas signaler plus particulièrement à l'attention des archéologues. C'est l'hôtel qui porte le n° 7 et qui a été construit par M. Bessard du Parc. On y a fait, lors de sa construction, en octobre 1837, des découvertes archéologiques importantes, mentionnées dans d'intéressants rapports. Par l'étude des plans dressés pour la formation de la rue Royale, on arrive à conclure que cet hôtel occupe l'emplacement de la casemate située au devant de la tour du Trépied.

Quant à la rue elle-même, il nous suffit d'avoir parlé de ses origines, sans nous attarder à raconter son histoire. Dans son siècle unique d'existence, elle en a vu plus que d'autres dont on ignore à quelle époque elles ont été foulées aux pieds pour la première fois : « *In brevi explevit tempora multa* ».

Si jeune ! Et avoir déjà vu tant de révolutions ! Vraiment les événements humains se pressent comme les flots de la mer, portant, comme eux à leur surface, pour les déposer le long du rivage, d'insignifiants débris qui surnagent au désastre des hommes et des choses que la tempête a engloutis pour jamais !

C'est par cette rue qu'ont passé, depuis un siècle, tous les régimes qui ont gouverné la France. Avec des cortèges brillants, ils y ont défilé tantôt au milieu d'acclamations enthousiastes, devant des balcons ornés de décorations superbes et chargés, comme de belles corbeilles, de fleurs humaines brillantes, tantôt au milieu d'un silence glacial, devant des fenêtres ou des persiennes systématiquement fermées.

Elle tient à justifier en tout son nom de rue Royale, qui lui a été donné dès sa naissance. Baptisée officiellement du nom de rue Royale le 28 novembre 1791, elle fut, peu de temps après, appelée rue du Peuple Français¹, nom qu'elle s'empressa, dès la Restauration, de laisser pour reprendre celui dont elle avait été dépouillée. La République de 1848 lui donna le nom de rue du Département ; l'Empire lui restitua, en 1852, son nom de rue Royale. Elle le porte encore : espérons qu'elle ne se le verra pas enlever par une de ces tracasseries mesquines qui, sans honorer les administrations qui peuvent y recourir impunément, agacent, sans profit pour personne, les habitants d'un quartier, troublent l'administration des postes et la mémoire des facteurs, et préparent des tortures à ceux à qui, un jour ou l'autre, il prend la fantaisie de s'occuper de l'histoire des vieilles rues.

¹ Guépin dans son *Histoire de Nantes* identifie la rue Royale avec la rue Napoléon, ouverte en 1807 ; Mellinet place à cette même date l'ouverture de la rue Napoléon, mais ajoute qu'elle se trouvait près de l'Hôtel-de-Ville. *Milice*, etc. T. I. 314). Les *Étrennes Nantaises* donnent raison sur ce point à Mellinet contre Guépin. Elles commencent à mentionner la rue Napoléon à partir de 1809 et continuent de le faire les années suivantes concurremment avec la rue du *Peuple Français*, distinguant ainsi ces deux rues. De plus, elles placent la rue du *Peuple Français* dans le *deuxième* arrondissement, quartier de la *Préfecture*, et la rue Napoléon dans le *troisième* arrondissement, quartier de l'*Hôtel de-Ville*.

III. — DE LA RUE ROYALE A LA PLACE DU CHANGE

Entre l'ancienne enceinte de la ville et la nouvelle due à Pierre de Dreux.

A partir du n° 7 de la rue Royale, nous sommes sortis de l'enceinte romaine de la ville de Nantes. Les quartiers que nous aurons à visiter jusqu'à la place du Change, où nous trouverons l'entrée occidentale de cette ancienne enceinte, font partie de l'agrandissement de Nantes dû, au XIII^e siècle, à Pierre de Dreux.

La pensée de prolonger les remparts de la ville jusque sur les bords de l'Erdre, était venue à Guy de Thouars ; et le duc avait commencé à mettre à exécution le projet que Pierre de Dreux son successeur devait poursuivre de telle façon qu'il y a plus spécialement attaché son nom.

Les *Chroniques Annaux* placent en 1226 l'agrandissement de cette partie de l'enceinte de Nantes. C'est en cette année que Pierre de Dreux détruisit « l'église de Saint-Cyr et fit des fossés nouveaux à travers les terres de l'église et les cimetières¹. »

La sentence portée en 1248 contre le duc par Otto, évêque de Porto, relate avec plus de détails les mêmes faits, mais sans en faire connaître la date. « De plus, dit-elle, le même comte fit faire des fossés et des barbacanes en dehors de la ville, sur la terre de l'église de Nantes. Pour faire ces fossés, il a détruit les maisons des hommes de l'église ; il a fait démolir complètement l'église paroissiale de Saint-Cyr, et exhumer les corps des cimetières. Dans cette église étaient des religieuses : il en a fait détruire complètement la demeure, de telle sorte que depuis ce temps les paroissiens n'ont plus d'église, et qu'il n'y a plus de religieuses en cet endroit². »

C'est donc bien à Pierre de Dreux qu'il faut attribuer l'exécution de ces travaux. Mais le projet en avait été préparé par son prédécesseur. Les religieuses du Ronceray d'Angers,

¹ D. Morice, *Irr.* I, p. 116.

² *Ibidem.*, p. 556.

dont dépendait le prieuré de Saint-Cyr, conservaient dans leurs archives deux actes en latin, l'un de Guy de Thouars, l'autre de la duchesse Constance, son épouse, par lesquels on leur assignait une rente de 6 livres sur la prévôté de Nantes, en compensation des terrains que leur enlevaient les nouveaux projets¹.

En l'absence du texte du premier arrangement, on peut présumer qu'il avait été fait à l'amiable, et que les démêlés que causa à Pierre de Dreux l'exécution des projets de son prédécesseur, vinrent surtout de la façon brutale et sans scrupule dont il les exécuta.

Les terrains englobés dans la nouvelle enceinte, avaient été jusqu'alors occupés en grande partie par des vignes et des jardins. Depuis le XI^e siècle, plusieurs titres nous montrent l'existence de vignes entre les murs de Nantes et les marais de l'Erdre.

Le meunier Coutant, dont nous parlerons plus longuement quand nous nous occuperons des moulins auxquels il a laissé son nom, possédait vers 1060, en cet endroit, deux quartiers de vignes. Au XII^e siècle, nous y retrouvons d'autres vignes qui s'étendent depuis le cimetière de Saint-Cyr jusqu'à l'Erdre. Vers 1128, Jean Petit acheta ce « courtil de vigne » des religieuses du Ronceray.

Dans la vigne se trouvait une maison. Jean Petit acheta le tout pour 60 sous, une rente de 12 deniers, payable à la fête des saints martyrs Cyr et Julitte, une corvée pour faire le foin, et une journée pour faire les vendanges. Il donna de plus à chacune des dames qui accompagnaient la vénérable abbesse, et qui consentaient à cette vente, ce qu'il lui plut de leur donner de ses deniers.

Cette acquisition semble n'avoir été faite qu'à titre de viage.

A sa mort, Jean Petit laissa la moitié de ce courtil, avec la

¹ « Cinq titres, dont deux en latin, contenant le don de 6 livres de rente par le duc de Bretagne pour les fossés de Nantes, par G. duc de Bretagne, renté par Constantine veuve d'au » *Arch. départ.*, II. 334.

maison qu'il y avait fait construire, à sa femme, l'autre moitié à ses deux enfants. Les héritiers allèrent trouver l'abbesse lui demandèrent et obtinrent l'autorisation de posséder tranquillement et à perpétuité cette vigne, aux conditions déjà convenues.¹

Placerons-nous aussi de ce côté de l'Erdre ou de l'autre côté la vigne d'Astralabe, chanoine de Nantes, que sur une simple similitude de nom, on a identifié avec le fils d'Abélard? Elle était située, vers 1150, près des moulins Contant, « prope

VENDEDO VINETI JUNIA FLUVIUM HERDI

' Quoniam quæ litterarum custodie commendantur melius atque tenacius posteris in memoriam reducuntur, coemptionem quæ inter moniales S. Marie Caritatis et Johannem Parvum facta est, ne de ipsa inter subsequentes nostros, quod absit, controversia oriatur, scribimus, et eam sub legitimo scripto cognoscendam legamus.

Hic itaque Johannes, cognomento Parvus (emit) curtillum vineæ quæ est a domo Garini filii Aufredi usque ad domum Bruni et a cimiterio usque ad flumen Herde, in qua etiam domus Blandini vicarii sita est. Hanc, inquam, vineam emit Johannes, ab abbatisa venerabili S. Marie, Hildeburgi scilicet et monialibus ejus; deditque conventui pro ea habenda in ipsa emptione LX solidos, annuum vero censum, in festivitate sanctorum martyrum Cyrici et Julite, XII denarios, bidennum etiam ad fenum faciendum, et ad vindemiandas diem unum vineas. Hanc iterum predicta abbatisa ibidem addidit exceptionem quod si ipse vineam illam vendere vellet, ipsis monialibus emere volentibus, levius quam cuilibet alieno daret, et nulli alie monastice congregationi eam dimittere liceret, singulis autem dominabus quæ tunc cum abbatisa aderant, et quarum assensu hoc totum factum est, ex denariis suis ad libitum suum dedit; quarum nomina hec sunt: Hisilia tunc cellaria, Adalais tunc prior Sancti Cirici, Placentia, Vigolendis, Agnes filia Gauterii; de clericis ipsius abbatisse: Radulfus sacrista, magister Guibertus, Hugo tunc capellanus Sancti Laurentii; de clientibus: Garinus, Losduc, Boselinus; de Nannetensibus: Aitoinus, Lambertus filius Josberti et plures aliorum nomina longum est enumerare.

Cum vero Johannes mortem sibi imminere sentiret, hujus curtili partem unam cum domo quam in eo fecerat uxori sue Angor, alteram vero partem duobus infantulis cognatis suis, Petrulo et Ranerio, dedit et post mortem suam habere concessit. Qui post mortem ipsius ad abbatisam accedentes, assensum ejus quesierunt et habuerunt ut quiete vineam illam tenerent et in perpetuum possiderent, retenta tamen illa priori conditione. Hunc ultimæ concessionis interfuerunt: soror abbatisse Beatrix, Adalais, Odio Habita, Petronilla. Maria, Auburgis: Hugo tunc archipresbiter, Roaudus, Robertus de Jugniaco, Philippus, Rennulfus. Ad cujus rei auctoritatem quando possessiones hac possessione investivit, abbatisa præcepit hoc scriptum sub exographi munitione fieri. *Cartul. du Rouessan*, publié par M. Moreau, p. 461 R. 2, C. 7.

molendina Constancii ». Peut-être se trouvait-elle, elle aussi, du côté où nous sommes. Mais pour fixer sa position exacte, nous attendrons la découverte d'un cadastre de Nantes qui puisse remonter à ces temps.

Ces vignes semblent avoir provigné de ce côté par-dessous les remparts de Nantes, jusque dans l'enceinte ancienne de la ville. C'est bien, en effet, à l'intérieur de cette enceinte, que nous croyons pouvoir placer la vigne donnée, en 1074, par le prêtre Poitevin à l'abbaye de Quimperlé. Elle était située, ainsi que sa maison, près de l'église même de Notre-Dame¹.

Si étroite que fût l'enceinte primitive de Nantes, les anciens Nantais y trouvaient donc encore un coin pour y cultiver l'arbre cher à Noé.

Les vieux auteurs, qui ont rattaché sérieusement l'origine de Nantes au patriarche ou à ses enfants, auraient pu fortifier leur thèse d'une preuve aussi concluante que les autres. Ces antiques fondateurs de Nantes ne se sont pas contentés de laisser le souvenir de l'arche dans le vaisseau des armes qu'ils ont données à notre ville : ce n'est qu'en leur en attribuant l'origine, qu'on peut expliquer l'ancienneté de cette culture, nous allons dire de ce culte de la vigne à Nantes. C'est de l'arbuste qui joua un si mauvais tour à leur père, que doit venir directement, et précieusement apporté par eux, le premier cep planté sur le territoire nantais.

Avec les vignes, nous trouvons dans ce quartier de Nantes tout ce qui est nécessaire pour faire ou conserver le vin. Une des rues que nous aurons à parcourir, sans pouvoir dire exactement laquelle, est appelée en 1234 : la rue où l'on a *coutume de ployer les cercles*, « super viam in qua circuli plicari solebant »². Dans une autre, nous trouvons des celliers. Celui des moines de Redon, établis au prieuré de Notre-Dame, était à la place où fut construite l'église de Saint-Léonard. Le nom de rue des Caves a rappelé jusqu'à notre siècle tous ces anciens souvenirs.

¹ *Cartul. de Quimperlé*, publié par L. Maître et P. de Berthou, p. 487.

² *Arch. départ.* H. 341

IV. — RUE CHAUVIN

De la place Louis XVI à la rue Royale

1791-1809, VII^e section ; depuis 1809, II^e arrondissement.

Cette rue ne figure pas dans les premiers plans des cours et de la place Louis XVI. L'idée semble en être venue à Ceineray. On la trouve sur un de ses plans daté de 1773.

Elle passe sous le péristyle de l'hôtel Montaudouin, dont nous parlons à propos des constructions de la Motte Saint-André. Ce péristyle plongeait l'entrée de la rue dans une obscurité qui la rendait dangereuse. Le 21 janvier 1785, Madame de Montaudouin adressa au Bureau de la Ville une supplique « disant que le pavé au devant de sa maison située sur la place d'Armes et celui de la *rue des Régaires* n'étant point fait, il lui est impossible, ainsi qu'à ses locataires, d'habiter sa maison... Comme le passage sous le pérystille se trouve très sombre et devient par là dangereux dès la brume, en ce qu'il offre aux malfaiteurs des endroits commodes pour se cacher, madame v^e de Montaudouin de la Clartière, supplie messieurs les officiers municipaux d'ordonner qu'on place sous la voûte de ce passage un reverbère qui donnera à ses locataires plus de sûreté par un passage qu'ils redoutent »¹.

La rue Chauvin, qualifiée de rue nouvelle sur un plan de 1783, porta le nom de rue des Régaires comme l'indique cette supplique. On lui donna ce premier nom parce qu'elle avait été prise en grande partie sur le ténement des Régaires, tribunal de la juridiction temporelle de l'Evêché. Le 28 novembre 1791, elle prit le nom de rue Chauvin, en souvenir du

¹ *Invent. des Arch. municip.* 1910, 22.

chancelier de Bretagne mort de faim et de misère, en 1482, dans une des tours de l'enceinte de Nantes.

Quelques auteurs ont cru que la rue Chauvin passe sur l'emplacement de la tour où fut enfermée la victime de Pierre Landais. La rue, vers son milieu, occupe, en effet, une partie de l'emplacement d'une ancienne tour de l'enceinte de Nantes : mais cette tour était connue sous le nom de tour de Pierre de Dreux : la tour où mourut Guillaume Chauvin se trouvait au bas de la rue Royale vers l'angle formé par cette rue et par la place de la Préfecture, à l'emplacement de l'immeuble n° 16.

V. — PLACE DE LA PRÉFECTURE

1791-1809, VII^e section ; depuis 1809, II^e arrondissement.

Avant de nous engager dans la rue des Caves, jetons un coup d'œil sur ce qui est aujourd'hui la place de la Préfecture, où aboutit la rue Royale.

La place de la Préfecture était loin d'avoir la régularité parfaite que lui a donnée Ceineray. Formée d'un côté par la Chambre des Comptes, et, du côté opposé, par de grands murs qui se coupaient presque à angle droit, elle avait l'aspect triste et froid de ces cours qui ne sont égayées par aucune fenêtre, ces yeux vivants des maisons. Ces murs étaient les remparts de la ville et la clôture des Cordeliers.

Partant de la tour du Papegaut, située du côté du Cours Saint-André, et dont l'emplacement est aujourd'hui occupé, non pas par la Préfecture, comme l'avance Verger¹, mais par la rue d'Argentré, le rempart aboutissait en droite ligne sur la place actuelle à une faible distance de l'angle de la rue opposée à la Préfecture. De là, faisant une inflexion, il atteignait l'autre angle de la même place, formé par la rue Royale. Le mur d'enclos des Cordeliers se détachait de ce point, et venait atteindre, vers le milieu, le côté de la place qui se trouve actuellement entre la rue Maurice Duval et la rue d'Aguesseau. Sur la place, pour tout ornement, un puits, et une modeste chapelle. Tout près, mais derrière le mur de clôture des Cordeliers, s'élevait la tour où Guillaume Chauvin, chancelier et premier président de la Chambre des Comptes, mourut de misère, et à laquelle il avait donné son nom avant de le donner à une rue.

En se rendant à leurs graves occupations, les *gens des Comptes*, comme on les appelait, ne devaient guère être distraits par la contemplation de brillantes devantures ; et

¹ *Archives curieuses de Nantes*, t. II, 89.

l'aspect de cette tour, de lugubre souvenir, devait rappeler à ceux d'entre eux qui étaient au faite des honneurs que, même ailleurs qu'à Rome, la Roche Tarpéienne est bien près du Capitole. Mais la buvette de la Chambre des Comptes, (car notre vieille Chambre des Comptes, comme toute Chambre moderne qui se respecte, avait aussi sa buvette,) ne tardait pas à les arracher à ces tristes pensées, en leur procurant les distractions qui leur avaient manqué le long du chemin.

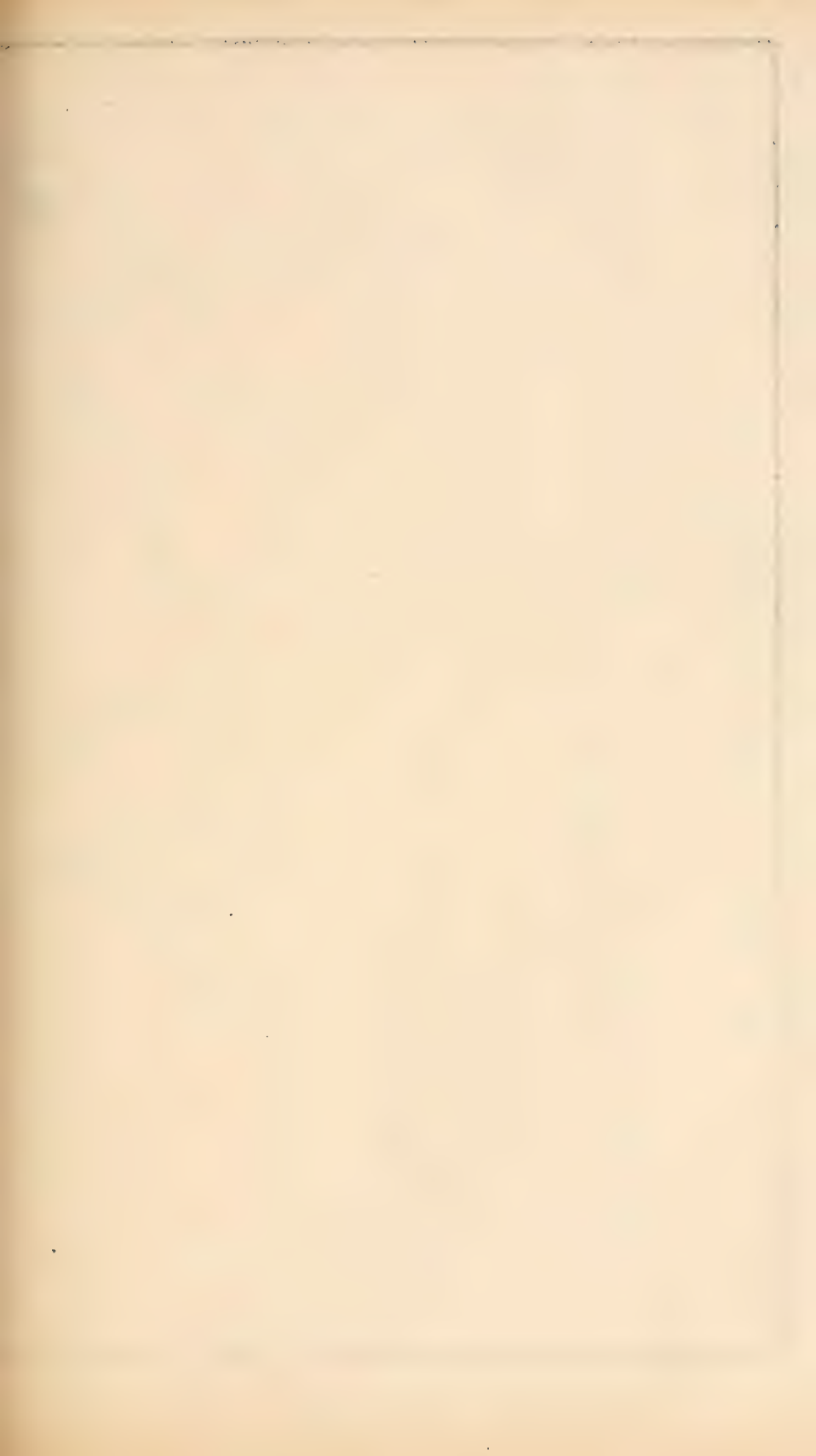
De Vigny avait essayé de mettre un peu de régularité dans le désordre des lignes qui bornaient cette place. Sur son plan, elle se termine en hémicycle, du côté opposé au palais de la Chambre. Mais aucune rue n'aboutissant à cet hémicycle, la place continuait à n'être qu'un couloir, et l'hémicycle, restant en dehors de toute circulation, n'eût pas tardé à montrer que l'herbe qui sort du pavé des villes peut être aussi drue que l'herbe des champs.

En faisant descendre la rue Royale au milieu de la place de la Préfecture, Ceineray paraît à ces inconvénients divers. Ce que l'on avait précédemment appelé la *cour de la Chambre des Comptes* cessait d'être une cour pour devenir une véritable place : et le nouveau Palais, loin d'être acculé au fond d'un quartier qui ressemblait de bien près à une impasse, régnait en maître sur tous les édifices voisins.

Cependant dans le plan de 1763, on conserve à cette place l'hémicycle qui la terminait du côté de la rue Royale qui coupait cet hémicycle en deux quarts de rond. Un plan de 1786 lui donne des proportions plus grandes et la forme qu'elle a encore : elle forme un carré régulier qui comprend avec la place actuelle toute la cour, aujourd'hui grillée, qui se trouve devant l'hôtel de la Préfecture.

Au temps de l'ancien palais, il y avait sur cette place une plantation d'arbres en quinconce. On aura jugé avec raison que cette plantation masquerait le principal ornement du quartier, et on la supprima.

La place de la Préfecture devait d'abord s'appeler *place*



PLAN GÉOMÉTRAL DE L'ENCLOS DES CORDELIERS DE NANTES

ET DES PLACES ET RUES QUI L'ENTOURENT

Sur lequel la rue dite des Cordeliers projetée sur leur terrain pour communiquer de la place Royale à la rue des Pénitentes vis-à-vis la rue Garde-Dieu et tracée et adoptée par la Communauté de Ville.

L'adit plan dressé par le *se* Reconnu sous-ingénieur des Ponts-et-Chaussées, à la réquisition des Religieux Cordeliers et vérifié par nous sous-Ingénieur architecte et voyer de la Communauté de Ville pour être et demeurer annexé au traité de ce jour fait entre ladite Communauté et lesdits Religieux Cordeliers, a l'effet de régler les dédommagements qui leur sont dus; tant pour leurs clôtures et les terrains pris et à prendre pour l'exécution de la rue et place Royale, que pour l'élargissement et le redressement de la rue des Pénitentes.

Les terrains en jaune sur la place et rue Royale contiennent ensemble Le petit triangle [en jaune] formant un des angles de la place et rue Royale cédé au *se* Fourmy par délibération de la Communauté de Ville.

L'élargissement de la rue des Pénitentes pour la portion vis-à-vis l'église.

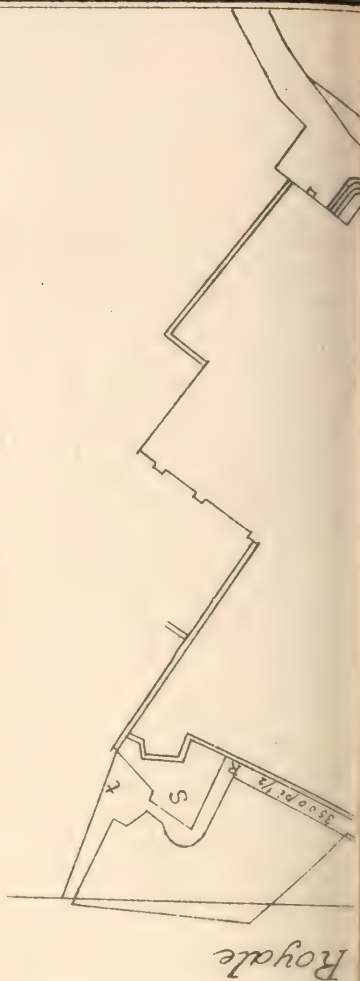
Et pour la portion vis-à-vis la rue Garde-Dieu.

	9 230 ¹ / ₂
	283 ¹ / ₂
	534 ¹ / ₂
	310
TOTAL des terrains pris et à prendre.	10 357 ¹/₂
	6 163 ¹ / ₂

NOTA — La nouvelle rue projetée des Cordeliers contient cy.

Terreins cédés aux Cordeliers en nature de dédommagement. Le petit triangle que la Communauté de Ville s'est réservé par son traité avec le <i>se</i> Fourmy.	283 ¹ / ₂
L'emplacement du mur de ville et tours jusqu'au joignant les terrains du Chapitre de Notre-Dame.	3 500 ¹ / ₂
Le terrain de la rue des Pénitentes, rentrant dans celui des Cordeliers par le redressement de ladite rue.	254
Les trois quarts de terrain dû aux Cordeliers montent à la quantité de.	6 337 ¹ / ₂
Estimés à 15 s. Forme une somme de 7 955	

Copie semblable à l'original



Cuel de Sac

Rue

*Terrein dépendant
des Cordelliers*

Rue des Caves

Place De La Chambre
De Comptes

$$\frac{9230 \pi^{1/2}}{\alpha} \alpha$$

6.283.6

62836

2

62836

2	Rue des Penitentes
---	--------------------

A. p. very common in S. Laguna. 12 March
Alt. near 1500

W. M. M. M. M.

Copies, unlabelled & Original arrived at Bureau & coll.
P. 16 > ca 1780.
Mexico, Ca 5 october 1786
100

Wm. H. W.

68-289
f

Royale. Une lettre écrite au nom de la Chambre des Comptes à la date du 10 janvier 1782¹, lui donne ce nom qu'elle conserva jusqu'à la Révolution. A cette époque elle prit le nom de *place du Département*.

Elle a porté ce nom officiellement jusqu'à nos jours, bien que le public la désignât depuis longtemps déjà sous le nom, plus naturel, de *place de la Préfecture*. Enfin, après plus de 60 ans, on a régularisé sa situation; l'administration lui a enlevé définitivement son nom de place du Département que quelques savants étaient seuls à se rappeler; et, aujourd'hui, elle a le droit de porter celui sous lequel elle a toujours été le plus connue.

VI. — PALAIS DE LA CHAMBRE DES COMPTES

AUJOURD'HUI LA PRÉFECTURE.

I. — L'ancien palais.

« De quelque superbe distinction que se flattent les hommes, dit Bossuet dans sa magnifique oraison funèbre d'Henriette d'Angleterre, ils ont tous une même origine, et cette origine est petite. »

Ce que Bossuet disait des hommes peut aussi s'appliquer à leurs monuments. Du palais le plus orgueilleux à la plus pauvre chaumière, ils sortent tous de terre; et le sol sur lequel s'épanouissent nos édifices les plus superbes a parfois servi à des usages si humbles que, par respect pour la gloire de ces édifices, on serait tenté de ne pas rechercher l'histoire de ce sol avant eux. Le plus beau jardin d'Athènes, le *Céramique*, un des plus beaux palais de Paris, les *Tuileries*, durent leur nom à de modestes fabriques de tuiles. Le sol d'où s'élève aujourd'hui majestueusement le palais de la Préfecture a eu une destination de beaucoup plus humiliante.

« Je meurs pour ne pas dire un terrible secret. »

¹ *Arch. départ.*, C. 494.

s'écrit la Phèdre de Racine. Si terrible que soit pour la gloire de la Préfecture le secret que nous avons à dire, nous aimons mieux encore le révéler que de mourir; et, après avoir pris les précautions oratoires précédentes, pour préparer les Nantais à ce que notre révélation peut avoir de pénible pour leur amour-propre, nous leur déclarerons, enfin, que leur ville, au XV^e siècle, avait fait, de l'emplacement de la Préfecture, son lieu de répurgation.

Comme cet emplacement relevait du fief de la prieure de Saint-Cyr et Sainte-Julitte, la ville lui payait chaque année, de ce chef, une rente de 12 sols, 6 deniers.

Voici, en effet, ce que nous extrayons à la date de 1458 des comptes rendus à la prieure par son receveur ou son fermier.

« Le miseur de la ville de Nantes, sur un jardrin où autrefois estoit une maison que tenoist mestre Guillaume Brient, lequel en a fait transport es bourgeois de la dite ville pour mettre les bourriers que on tire de ladite ville, et ont promis fere l'acquit envers madite dame. . . . XII^s. VI^d.

Vers la fin de ce XV^e siècle, nous trouvons soit ce terrain, soit celui qui l'entoure, sortant peu à peu de son abjection et s'acheminant lentement vers sa gloire future.

Parcourons les « lettres et contrats d'aquêts de la maison où tient la Chambre des Comptes en la rue des Cayes, près la grosse Tour de Nantes¹. » La transaction porte sur la maison possédée en 1482 par « Guillaume Dionis premier varlet de chambre du duc, entre meson qui fut à dom Jehan Durand que tient à présent Julien Talhoet, jardin autrefois à Pierre Davaugon, à présent à Dom Pierre Thohellet, la rue et pavé qui conduit du carfour du Port-Communau à la grosse Tour, et les jardrins des Cordeliers. » Guillaume Dionis la cède à Guyon des Moulins pour 35 sous de rente, à savoir 30 pour le vendeur, et 5 pour la fabrique de Saint-Léonard.

¹ Arch. départ.¹¹ 69

Cette première vente semble n'avoir pas tenu : en 1493, les héritiers de Guillaume Dionis cèdent à Pierre Riou à Jeamyne Pitault sa femme leurs « jardin et pièces de terre sis en cette ville de Nantes près la grosse Tour entre terre et jardin es religieux de saint François, terre et jardin qui fut à messire Jehan Lemée presbtre, diacre de N.-D. terre et jardin qui fut à Julien Talhouet, ferant par le devant à la rue et pavé qui conduit de la grosse Tour au carrefour du Port Communau¹ ».

Cette seconde cession se fit pour une rente annuelle de 25 sols dont 5 pour la fabrique de Saint-Léonard : les nouveaux acquéreurs s'obligeaient en outre à édifier dans les cinq ans une maison « de 40 livres monnoie. »

Les rares maisons qui avaient poussé jusqu'alors dans les jardins du quartier étaient loin d'être des palais : elles étaient pour la plupart couvertes de « glé » ou de chaume, comme celle que « seours Roberde Reverdi et Francoise de Seillons, religieuses de la tierce ordre de Saint-Francois », vendirent au même endroit à Pierre Le Royer.

Dans l'acquisition qu'il faisait, en 1508, de ces pauvres chaumières, M^r Pierre Le Royer, s^r de la Bauche, receveur des impôts et fouages de l'évesché de Nantes, n'agissait pas en son nom. Il était le mandataire du roi de France, Louis XII, époux d'Anne de Bretagne et, à ce dernier titre, intervenant dans les affaires du duché.

Un roi de France acheter de pareilles bicoques ! Que voulait-il en faire ? — Voici.

La duchesse Anne avait enfin transporté à Nantes la Chambre des Comptes. Par mandement du 5 février 1495², elle en avait fixé le siège dans sa maison de Montfort ou de la Suze, qui avait appartenu au trop fameux Gilles de Rais.

¹ *Arch. départ.* G. 486. D'après Travers, il y eut à ce sujet de 1501 à 1504 trente huit contrats « que l'ancien *Inventaire des titres de la Chauxée* n° 987 réferre être dans une seule liasse. » *Proc.* II. 219.

² D. Mor. *Pr.* III. 739 ; *Trav.* II. 236 ; *Hist. de la Chambre des Comptes*, par H. de Fourmont p. 29. Voir, *Arch. l'ac.* T. I.

« Après avoir esté aduertis , disait dans ce mandement Charles VIII, premier époux de la duchesse, que, en nostredite ville de Nantes y a une belle et grande maison à nous appartenant, appelée la maison de Montfort, où souloit demeurer feue notre cousine la duchesse Catherine, qui, de present n'est aucunement occupée , ne appliquée à nostre proffist, qui seroit à ce très propre et aisée, avons advisé, deliberé et ordonné faire approprier et accommoder ladite maison , et icelle establee à doresnavant tenir nostredite Chambre, sans plus l'appliquer à aultres usaiges.

« Savoir faisons que nous, les choses dessus dites considérées, mesmement qu'il est plus convenable et honorable que nostredite Chambre soit tenue en lieu et maison à nous nue-ment et directement appartenant que en lieu de louaige, et par emprunt ; et en sera nostredite Chambre, qui est et doit estre de grande auctorité et efficace, plus reverée et honorée...

Pour ces causes et aultres à ce nous mouvans, nous establissons ladite maison appelée la maison de Montfort, en nostredite ville de Nantes, à doresnavant servir et estre appliquée à tenir et exercer nostredite Chambre des Comptes. »

Ce mandement était resté sans exécution. La Chambre était encore à Vannes en décembre 1498. Elle n'en sortit qu'en 1501 à la suite de deux nouveaux mandements , l'un de Louis XII, du 1^{er} janvier, l'autre de la reine Anne, du 21 février.

L'hôtel de la Suze n'ayant pas paru à la Chambre pouvoir être utilisé pour ses séances, elle les tint provisoirement aux Cordeliers.

C'était pour édifier un palais de la Chambre des Comptes que Louis XII et Anne de Bretagne faisaient acheter, en 1508, les maisons et jardins qui occupaient le terrain situé entre la rue des Caves et les murailles de la ville, à partir de la grosse Tour et le long de l'Erdre.

Louis XII mourut avant d'avoir pu exécuter son projet. Son successeur, François I^{er}, commença, en 1515, la construction du palais. Faute de ressources, l'ouvrage fut souvent in-

terrompu et traîna en longueur. Le 9 novembre 1543, le roi fit encore acheter une maison aboutissant à la Chambre, pour y placer les archives. Enfin le bâtiment fut terminé sous Henri II, et une statue équestre de ce roi, placée sur la porte d'entrée de l'ancien palais, rappela, jusqu'au temps de Travers, le roi sous lequel « le bâtiment de la Chambre a eu sa perfection¹. »

L'ancien palais de la Chambre ne put remplir que pendant deux siècles la fin pour laquelle on l'avait construit.

On connaît la fable de l'âne que son maître charge et surcharge sans cesse d'un fardeau léger. Chacun de ces légers fardeaux accumulés sur une même échine contribua à former un poids qu'elle finit par ne plus pouvoir porter ; et La Fontaine nous montre son « pauvre baudet si chargé qu'il succombe. »

Ce fut un peu, révérence parler, l'histoire de l'ancien palais de la Chambre des Comptes. Avec les « Gens des comptes », il était aussi destiné à abriter les archives du Roi et de la Province. Accumulées pendant longtemps dans toutes les chambres du palais, ces archives commencèrent par faire fléchir les poutres de chaque chambre. Le fléchissement des poutres entraîna l'écartement des murs.

Quel fut le volume ou la liasse d'archives, quel fut le parchemin ou la feuille de papier qui produisit un effet en apparence si disproportionné à sa cause ? Il est difficile de répartir les responsabilités quand on a affaire à des masses. Toujours est-il que l'ensemble de ces parchemins et de ces papiers finit par avoir raison d'un édifice auquel chacun d'eux, pris isolément, eût paru bien léger. .

Au milieu du XVIII^e siècle, des caves aux greniers, toutes les salles de la Chambre des Comptes étaient encombrées d'archives sous lesquelles les planchers ployaient. On ne voyait partout, en dedans que piliers pour soutenir les poutres.

¹ Travers, II, 256, 257.

au dehors que poutres pour étayer les murs. Dans un pareil délabrement, on eût dit un vieillard passant ses dernières années sur des béquilles en attendant la chute dont on ne se relève plus.

De temps en temps, la chute d'une pierre, signe avant-coureur de celle du monument dont elle se détache, venait rappeler les officiers de la Chambre des Comptes au danger de leur situation. D'abord, ils ne s'émurent pas trop de cette épée de Damoclès toujours suspendue sur leur tête. Mais enfin la répétition de pareils accidents leur fit songer à veiller à leur propre salut et à la conservation des archives du Roi ; et dans le livre de leurs audiences ils consignèrent à la date du 5 avril 1759 les faits qui les déterminèrent à agir.

« Le procureur-général du Roy entré au bureau a remontré qu'il a reçu avis de la rupture de plusieurs pierres de taille et d'autres efforts qui se sont faits depuis peu de jours dans différens endroits du bâtiment de la Chambre, et qui donnent lieu de craindre une ruine prochaine.

Il a rappelé à la Compagnie qu'en l'année 1750, de semblables accidents l'avoient porté à mettre sa remontrance, sur laquelle la Chambre auroit ordonné et fait faire une visite exacte de ses bâtimens, par des architectes experts en présence de l'ingénieur du Roy ; mais qu'en conséquence de leur avis on n'auroit pas jugé devoir entreprendre des réparations très coûteuses qui n'auroient pu sauver de l'injure du tems un bâtiment caduc et ruiné, et qu'on se seroit contenté de pourvoir à sa seureté momentanée par des réparations provisionnelles, un grand nombre d'étais et tous les moyens que la prudence avoit suggérés.

Qu'enfin malgré ces précautions, de nouveaux accidents viennent de donner de vives allarmes, et ne permettent pas de différer un moment à s'assurer s'y n'y a pas un risque évident pour le depost précieux des titres du Roy et pour tous les officiers de cette compagnie d'estre ensevelis sous les ruines de la Chambre.

Pourquoi le procureur général a requis qu'il plaise à la Chambre ordonner que par devant tels de messieurs qui seront commis à cet effet et en présence dudit procureur général, il sera fait incessa-

ment une nouvelle visite d'experts, pour, sur leur rapport, estre pris telles mesures qui seront vues appartenir, même pendant la vacance de la Chambre si le cas requiert célérité.

Fait au parquet le 5 avril 1759, *signé* : H. A. S. DE LA TULLAYE.

La Chambre faisant droit sur la remontrance du procureur général du Roy, a ordonné et ordonne que, par devant M^e François Maurille Macé de la Lande, conseiller et M^e du présent semestre, et Philippe François Galbaud du Fort, conseiller et M^e du semestre de septembre, à cette fin commis, il sera, en présence du procureur général du Roy, incessamment et de jour à autre, attendu l'importance de la chose, fait état et procès-verbal de la situation des murs, poutres et planchers des différens bâtimens de la Chambre par les sieurs Jean Baptiste Ceineray, architecte de la Ville et Jacques Bontoux architecte, auquel procès-verbal le sieur Le Febvre, ingénieur du Roy de laditte ville sera prié d'assister.

Fait en la Chambre des Comptes, les semestres assemblés, à Nantes lesd. jour et an 5 avril 1759. *Signé* H. BECDEMIÈRE.

Il y avait péril en la demeure. Dès le lendemain les Commissaires dressèrent un minutieux procès-verbal de l'état déplorable où se trouvait le palais de la Chambre des Comptes. Le procureur général demanda aux experts si ce bâtiment ne pouvait pas encore servir quelque temps. Leur réponse ne leur laissa pas le moindre doute sur ce point.

« Sur quoy, nous susdit ingénieur, après avoir pris l'avis desd. sieurs Ceineray et Bontoux qui s'est trouvé conforme au nôtre, estimons que sans entrer dans le détail sans fin de l'indigence extreme de ces batimens, il suffisait de les examiner dedans et dehors pour reconnoistre et pouvoir affirmer que leur caducité menace, de moment à autre, et le corps des officiers de la Chambre et les dépôts de papiers précieux pour le Roy et pour la Province qu'ils renferment, de les ensevelir sous leurs ruines, si le service continuait dans l'état actuel des choses; qu'ainsi, on ne doit pas hésiter à prendre les plus promptes mesures, d'abord pour assurer quelques parties qu'il est pressant d'étayer, et ensuite travailler à l'enlèvement des archives dont le poids et le volume énorme qui remplissent la plupart des logemens les écrasent de longue main et les font pericliter à vue d'œil aujourd'hui.

Qu'à l'égard de la continuation des fonctions des officiers de la Chambre dans le même bâtiment, après les papiers enlevés, il se pourrait faire qu'il n'y eût pas de risques imminens à courir pendant quelque temps ; mais que le service ne pouvant subsister que très peu par l'état du bâtiment, et par l'inconvénient des papiers éloignés, le plus prudent et le plus expédient seroit de s'établir ailleurs, en même temps qu'ils feront enlever les archives.

Qu'enfin le dépérissement de ces bâtimens qui, dans le principe, n'étaient pas d'une construction capable de supporter les fardeaux dont on les a chargés par succession de tems, et les efforts violents qui en ont résulté tant pour la maçonnerie que pour la charpente même dans les parties qui ont le moins souffert, rendroient comme inutile toute la dépense qu'on pourroit faire pour en rétablir tout ce qu'il y a de defectueux, parce qu'on ne pourroit former qu'un mélange de vieux et de neuf qui ne peuvent jamais faire de liaison, ni une force égale, et que le seul parti qu'il y ait désormais à prendre, comme à tous les edifices d'une trop grande ancienneté, est de tout démolir dès les fondations déjà reprises cy-devant en beaucoup d'endroits, pour le reconstruire avec la solidité nécessaire et, en même temps, dans une forme plus convenable aux objets d'une Chambre des Comptes ; les dits jour et an que dessus.

LEFEBVRE, CEINERAY, J. BONTOUX¹.

Ce procès-verbal étoit assez peu rassurant. La Chambre menacée dans sa sécurité pour ses officiers et pour ses archives, l'expédia au Conseil d'Etat avec le devis des réparations à faire pour mettre son palais en état de continuer ses services. C'en fut assez pour déterminer le Conseil à décider la translation de la Chambre et de ses archives dans le couvent des Cordeliers qui se trouvait tout près de là.

Vu au conseil d'Etat du Roy le procès-verbal en forme de devis estimatif dressé le 6 avril 1759 et autres jours suivans par le sieur Le Fèvre ingénieur en chef à Nantes, les sieurs Seyneray et Bontoux architectes et autres experts, par devant les sieurs Macé de la Lande et Galbaud du Fort, conseillers et M^s de semestre en la Chambre des Comptes de Nantes, en présence et à la réquisition du sieur de la Tullaye, procureur général du Roy en ladite Chambre, par lequel

¹ *Ordonné le 10 mars 1760.*

procès-verbal il est constaté que le palais de ladite ville de Nantes occupé par lad. Chambre des Comptes est un ancien bâtiment très caduc qui menace une ruine prochaine, et que les réparations qu'on pourroit y faire pour préserver les officiers de cette compagnie des accidents qui sont à craindre, et pour mettre en sûreté le dépôt des titres de Sa Majesté et de ceux du public pourraient monter à 64 135 l. 10 s. 9 d. sans que ces réparations, toute considérables qu'elles soient, puissent procurer à ce bâtiment la solidité et la durée convenable, à cause de sa mauvaise construction ; les ordres adressés au s. Le Bret, intendant et commissaire départi en Bretagne pour faire procéder à la vérification dudit état et devis estimatif ; le procès-verbal et devis dressé en conséquence, de l'autorité du s. Intendant, par le s. Gellée de Prémion, maire et subdélégué à Nantes, accompagné par le s. de Villeminot, ingénieur des Ponts et chaussées, en date des 11 et 12 juillet 1759, et autres jours suivants : duquel procès-verbal il résulte que les réparations à faire audit bâtiment pourront monter à la somme de 65.710 l. 2 s. 1 d. sans néanmoins qu'on puisse s'assurer qu'elles rendront cette maison plus solide à cause de sa mauvaise construction, et étant nécessaire d'en prévenir la chute ; vu aussi l'avis dudit s. Le Bret, intendant et commissaire départi en Bretagne ; oui le rapport de s. de Silhouette¹ conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances ;

Le Roy étant en son conseil a ordonné et ordonne que le siège de la Chambre des Comptes de Bretagne sera incessamment transféré de l'ancien palais où cette Chambre est établie à Nantes, dans la maison et couvent des Cordelliers de ladite ville, en vertu du présent arrêt, et sans qu'il en soit besoin d'autre, pour être placé dans les lieux et endroits dudit couvent, qui pourront être cédés par lesdits religieux pour cet usage, où seront aussi établies les archives de ladite Chambre, en prenant les précautions nécessaires pour causer le moins d'incommodités que faire se pourra, sauf à pourvoir dans la suite de la manière qui paraîtra la plus convenable au paiement des loyers qui pourront être dûs auxdits religieux.

Ordonne en outre Sa Majesté, que pour parvenir au transport des titres et papiers des archives de ladite Chambre et pour en éviter la perte ou divertissement, il sera nommé par les officiers de ladite Chambre, deux commissaires lesquels en présence du garde des archives et du procureur général ou de son substitut feront enliasser,

¹ C'est ce contrôleur général qui a laissé son nom aux dessins connus sous le nom de *silhouette*.

feeler et numéroté par paquets ou liasses lesdits titres et papiers, sur chacun desquels paquets ou liasses chacun d'eux fera apposer le cachet de ses armes, pour, ensuite, lesdites liasses être transportées au couvent des Cordeliers, où les mêmes commissaires se rendront avec ledit procureur général ou son substitut et le garde des archives à l'effet de reconnaître par eux lesdites liasses et leurs cachets, pour être ensuite lesdits titres et papiers remis entre les mains du garde des archives ; dont et de quoy il sera dressé un procès-verbal par lesdits sieurs commissaires qui pourront aussi prendre au sujet telle autre précaution qu'ils jugeront convenable, pour l'ordre et la sûreté des papiers, après néanmoins en avoir référé à la dite Chambre des Comptes.

Veut Sa Majesté que les frais nécessaires pour les étayemens de l'ancien palais, comme aussi pour le transport au couvent des Cordeliers des titres et papiers qui composent les archives de la Chambre, ensemble pour toutes les réparations indispensables qui seront à faire dans les lieux et endroits qui seront cédés par lesdits religieux Cordeliers, soient pris sur les fonds destinés à l'entretien dudit ancien palais, sans préjudice des mesures à prendre par la suite pour parvenir à la réédification dudit ancien palais de la ville de Nante.

A l'effet de quoi, il sera incessamment dressé par l'ingénieur ou architecte qui sera choisi et nommé par ledit sieur Intendant et Commissaire départi en Bretagne, des plans, élévation et devis estimatifs de la reconstruction ; pour lesdits plans et devis faits et envoyés au Conseil par ledit sieur Intendant avec son avis, être par Sa Majesté ordonné ce qu'il appartiendra. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 7 octobre 1759.

Signé : PHELPEAUX.

Cet arrêt du Conseil d'Etat fut revêtu de lettres patentes données à Versailles le 29 novembre 1759. La Chambre les enregistra le 9 janvier 1760 ; et, dans sa séance du 12 janvier elle ordonna que « le siège et les archives de la dite Chambre seront incessamment transférées au couvent des Cordeliers, et qu'il est d'autant plus nécessaire d'exécuter les ordres de Sa Majesté à cet égard que le moindre delay pourrait exposer les officiers de cette compagnie, et le déposit des titres à

estre ensevelis sous les ruines du bastiment de la Chambre dont la caducité est constatée. »

Sur la réquisition du procureur du Roi, elle commit M^{rs} « Charles-Joseph-Julien Proust doyen et Jean-Baptiste-Louis Chotard conseiller et maître du présent semestre, M^{rs} Jacques Léonard doyen, et Jacques Mosnier, conseiller et maître du semestre de septembre, pour, en présence du dit procureur du Roy, vacquer à l'examen de la partie du couvent des Cordeliers qui pourra estre cédé à la compagnie par lesdits religieux ».

Les Commissaires firent leur rapport et l'on commença, aux Cordeliers, les réparations nécessaires pour la translation. Dans sa séance du 27 mars, la Chambre décréta que l'on profiterait de la fermeture de Pâques pour transporter au nouveau local la plus grande partie de ses bancs, bureaux et tables sous la surveillance de ses commissaires. Elle ordonna en outre que « par devant lesdits commissaires, il sera fait état et procès verbal, avant de placer lesdits meubles, de la longueur, largeur et forme desdits bureaux, des bancs où siègent tous messieurs, également des appartements qu'ils occupent pour le tout estre remis dans l'état qu'ils se trouvent actuellement, autant que faire se pourra, lorsque le palais sera réédifié. »

Par toutes ces précautions minutieuses, la Chambre s'évitait, pour plus tard, tous les ennuis qui viennent des réclamations des uns et des autres ; réclamations dont il est difficile de contrôler la justesse quand pour les appuyer ou pour les combattre on ne peut apporter que de lointains souvenirs

Les délégués de la Chambre firent, le 1^{er} avril 1760, un procès-verbal détaillé de l'état des salles de l'ancien palais et de leur ameublement. Nous n'emprunterons à ce document que la description de la salle principale.

¹ *Archiv. départ.* Livre des audiences de la Chambre des Comptes, B. 671, f. 23.

« De l'austre costé du vestibule, est la porte d'entrée du grand bureau dont la salle a 45 pieds de long sur 25 de large tapissée et garnie de tableaux : I un grand Christ placé au-dessus du banc de MM. les Présidens, au costé duquel son quatre thèses encadrées en cadres dorés ; en retour, du costé gauche de MM. les Présidens est le tableau de Henri IV ; de l'austre costé de la fenestre et au-dessous, celui de la reine Anne d'Autriche tenant par la main Louis XIV et Monsieur encore enfants ; enfin celui de Louis XIII à cheval placé au bas de laditte salle, et en face du bureau. »

Parmi les salles qu'il décrit, le procès-verbal en mentionne une qu'il appelle le *Bureau de la Reine*, sans nous apprendre, la raison de cette dénomination. Il donne ensuite les détails sur l'ameublement des pièces du palais, les bancs des Présidents longs de 13 pieds et contenant 6 fauteuils recouverts d'une étoffe verte, etc.¹.

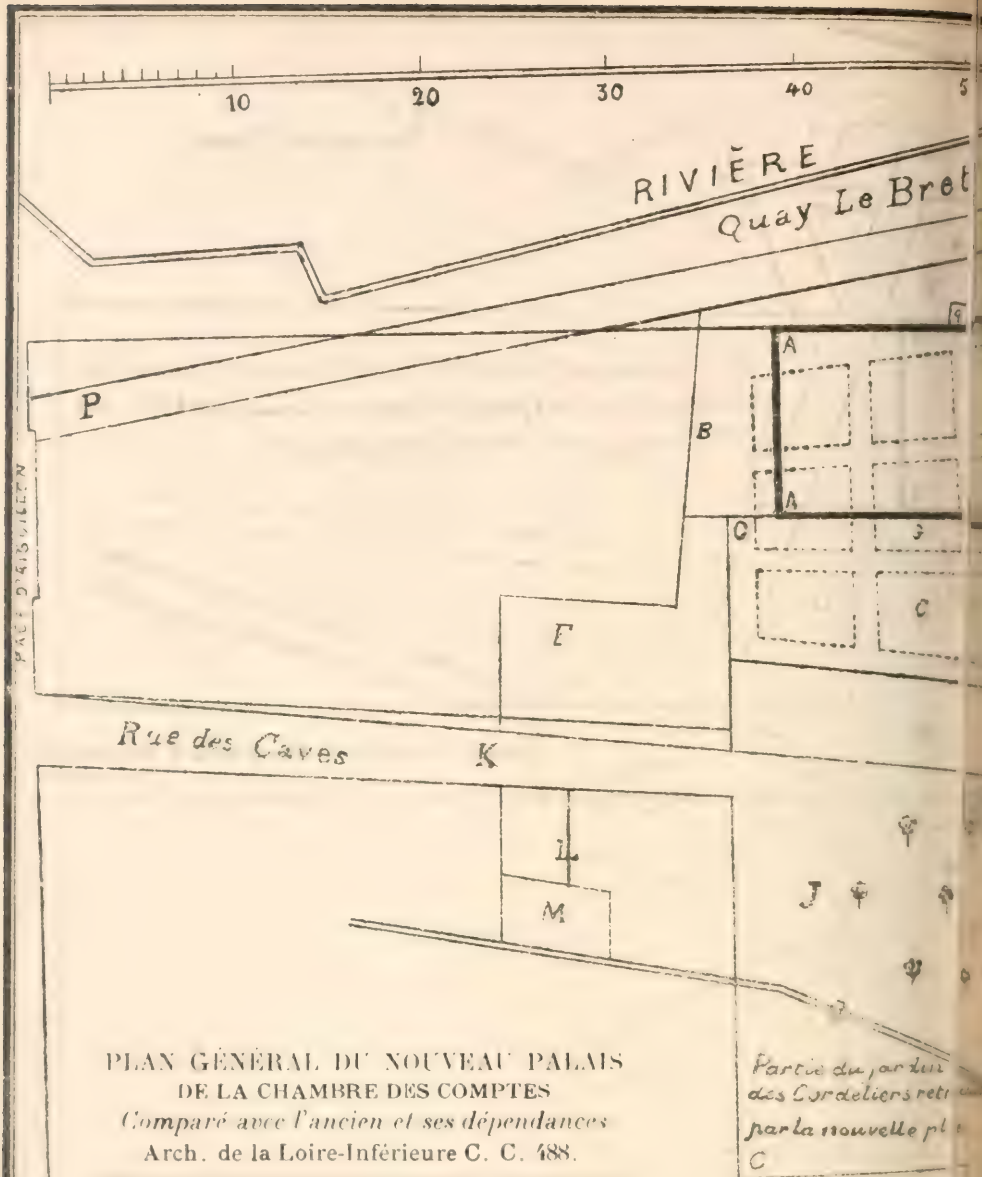
La décision du 27 mars fut la dernière prise par la Chambre des Comptes dans son vieux palais. Dans la même séance, elle décida qu'elle serait vacante à « partir de ce jour 27 mars, jeudi avant le dimanche des Rameaux, jusqu'au lundi 14 avril, suivant immédiatement le dimanche de la Quasimodo². »

Les Commissaires mirent si bien à profit leurs vacances, que la Chambre trouva tout prêt aux Cordeliers à sa rentrée de Pâques.

Dans sa séance préliminaire du 14 avril « après avoir mandé les gens du Roy, les correcteurs et auditeurs venus au bureau maîtres Estienne Mabile, René Angevin, René Frémond père et Pierre Bocher conseillers secrétaires auditeurs, Toussaint, Pierre Barre avocat général, et Henri-Anne-Salomon de la Tullaye, procureur général » la Chambre ordonna que « à commencer du jour de demain, 15 du présent mois, elle tiendrait ses séances aux dits Cordeliers, pour y rester désormais jusqu'à la reconstruction de son palais.

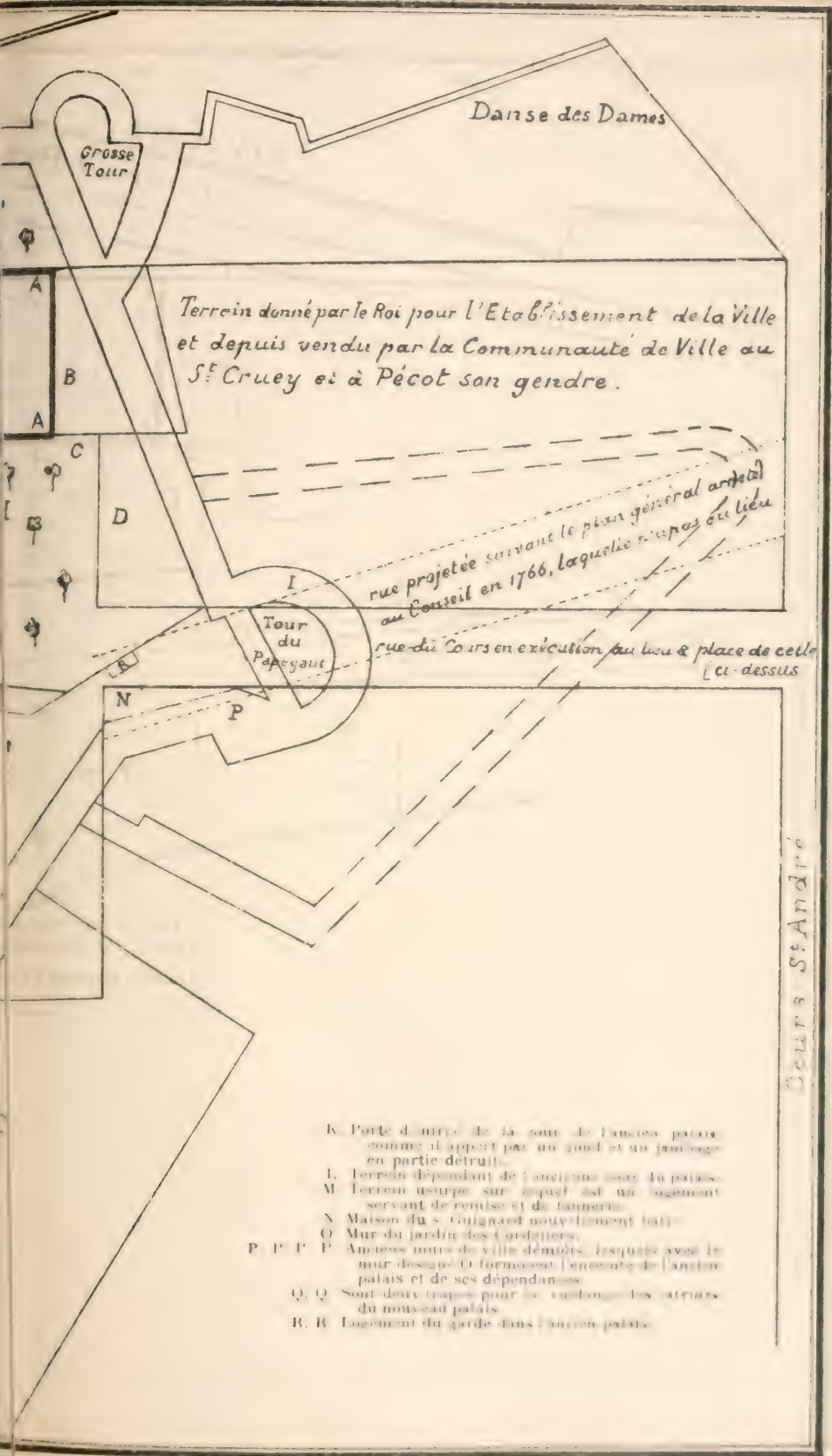
¹ *Arch. départ.* B, 490. Procès-verbal de l'ancienne chambre : 1^{er} avril 1760.

² *Arch. départ.* Livre des Audiences B, 671.



Légende

- A. A. A. A. Bâtiment du nouveau palais
- B. B. Deux petites cours à l'orient et à l'occident pour isoler le principal corps du bâtiment et du palais
- C. C. C. C. Nouvelle place royale cotée sur le plan d'embellissement de la ville de Nantes
- D. Terrain destiné à bâtir l'appartement du garde des livres et archives
- E. F. L'Ancien bâtiment du palais détruit, dont la partie F en ruine existe encore.
- G. G. Le jardin de l'ancien palais.
- H. H. Jardin du garde des archives, avant la destruction de l'ancien palais.
- J. J. Cour de l'ancien palais dans laquelle étoit un puy



Elle devait rester aux Cordeliers plus longtemps qu'elle ne le pensait alors. La construction du nouveau palais allait durer plus de vingt ans ; et la Chambre qui ne se doutait guère que ses jours étaient déjà comptés, ne devait plus avoir que dix ans pour jouir de ce palais si désiré et dont la construction fut pour elle si laborieuse.

Si elle eût pu prévoir l'avenir qui l'attendait à brève échéance, peut-être se fût-elle contentée d'ajouter quelques poutres pour mieux étayer encore son vieux palais branlant, et prolonger son existence de quelques années jusqu'au jour où ils seraient, suivant l'expression de Malherbe, « tombés tous les deux d'une chute commune ».

Mais construire, à son insu, pour d'autres, est une chose qui arrive souvent sur la terre, non seulement aux hommes mais encore à tous les êtres vivants : et Virgile constatait que les oiseaux qui fond un nid ne le font pas toujours pour eux.

Sic vos non vobis nidificatis, aves.

Tel a été le sort de l'hôtel actuel de la Préfecture. Elevé aux frais du Roi et de toute la Bretagne, par les soins de la Chambre des Comptes, il n'a pas tardé à servir d'autres. Ceux qui l'ont construit et payé n'en ont joui que dix ans à peine ; ils n'en ont eu ni pour leurs peines ni pour leur argent.

II. — Le nouveau palais. — Devis. — Ressources.

La translation de la Chambre des Comptes ayant été officiellement décidée, il fallut s'occuper des fonds nécessaires pour la reconstruction de son palais. La première question à trancher était de savoir qui en paierait les frais. Le palais devant servir au Roi et à la province, n'était-il pas convenable de partager la dépense entre l'un et l'autre ?

Ce premier point fut décidé par le contrôleur général des finances dans la lettre suivante datée du 2 septembre 1760.

Monsieur,

« J'espérois que la dépense à faire pour la reconstruction du bâtiment de la Chambre des Comptes de Nantes dont il a été cy-devant dressé, sous les ordres du Conseil, des plans et devis, pourroit s'imposer sans inconvénient sur la Province conformément à l'usage pratiqué depuis longtems dans les autres provinces et généralités du royaume, où les frais de la reconstruction des auditoires ou palais de justice s'imposent en entier sur les justiciables du ressort. Mais M. Le Bret, qui a été consulté sur cela, ayant assuré que la province de Bretagne étoit hors d'état de supporter cette charge et que, pour pourvoir aux frais de la reconstruction projetée montant à 240.000 livres, il ne voyoit de ressources que dans la bonté du Roy et dans les secours que pourroient fournir les Etats de la Province, j'en ay rendu compte à Sa Majesté qui paroît disposée à concourir aux frais de cette reconstruction, dans la même proportion que les Etats y contribueront eux-mêmes : ce qui est d'autant plus juste qu'ils ont le même intérêt à la conservation du dépôt confié à la Chambre. Il n'est donc plus question que de sçavoir ce que les Etats pourront faire de leur côté. C'est sur quoy je vous prie de les pressentir et de les engager à fournir dans cette occasion le plus de secours qu'il sera possible. J'espère même que vous voudrez bien me faire part du succès de vos démarches à cet égard afin que je puisse prendre sur le tout les ordres définitifs de Sa Majesté.

Je suis, etc...

Les Etats sollicités à ce sujet firent, dans leur séance du 17 novembre 1760, une première allocation de 40.000 livres. Le Roi par un arrêt du Conseil d'Etat du 26 décembre de la même année donna la même somme ; et en 1762, les lettres patentes que nous publions vinrent confirmer ce don de 80.000 livres et régler leur mode d'emploi.

Louis, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à nos amés et féaux conseillers les gens tenant nostre Chambre des Comptes à Nantes, salut. Nous estant fait représenter l'arrêt rendu en nostre Conseil d'Etat, nous y étant, le 26 décembre 1760, par lequel nous aurions destiné la somme de 40,000 l. pour être employée au rétablissement du bastiment de notre Chambre des Comptes de Nantes et ordonné que cette somme seroit payée sur les ordon-

nances du sieur Le Bret, Intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos ordres dans notre province de Bretagne, à l'entrepreneur de la reconstruction dudit bastiment, suivant l'employ qui en seroit fait en dépense, sous son nom, dans nos Etats des bois de ladite province de Bretagne qui seroient arrestés en notre Conseil pour les ordinaires des années 1761 et 1762 à raison de 20.000 livres par an ; par lequel arrest nous aurions encore ordonné qu'en rapportant, par le receveur général des domaines et bois de ladite province, ledit arrest avec les ordonnances dudit sieur Intendant et quittances dudit entrepreneur sur ce suffisant s. ladite somme de 40.000 livres seroit passée et allouée en dépense dans ses états et comptes des ordinaires des mêmes années ; et nous étant fait aussi représenter une délibération des Etats de notre dite province de Bretagne du 17 novembre de la même année 1760, par laquelle il a été fait fonds de pareille somme de 40.000, pour aider à la reconstruction dudit bastiment ; sur les representations qui nous auroient été faites, nous aurions reconnu qu'une économie bien conduite sous les yeux des officiers de notre dite Chambre des Comptes seroit préférable à toute autre voye, tant pour la solidité de la construction de cet édifice que pour en ménager la dépense et prévenir toutes les difficultés qui pourroient survenir de la part d'un entrepreneur, dans le cas où la nécessité exigeroit quelque changement soit dans les plans, soit dans les devis ; par autre arrest de notre Conseil d'Etat du 22 may 1762, nous aurions expliqué nos intentions à cet égard, et ordonné que, pour l'exécution d'iceluy toutes lettres nécessaires seroient expédiées à quoy voulant parvenir ;

A ces causes, de l'avis de notre Conseil qui a vu led. arrest dont extrait est cy attaché sous notre contrescel, nous, conformément à iceluy, et de notre science certaine, pleine puissance et autorité royale, avons confirmé, et par ces présentes, signées de notre main, confirmons, en tant que de besoin, le don par nous fait d'une somme de 40.000 livres à prendre sur le fonds de nos bois de notre dite province, suivant l'arrest de notre Conseil du 26 décembre 1760, pour servir à payer partie du prix du bastiment de notre dite Chambre des Comptes de Nantes ; et approuvant et autorisant la délibération des Etats de notre province de Bretagne du 17 novembre de la même année 1760, par laquelle ils ont fait un fonds de pareille somme de 40.000 livres pour estre employée au paiement des ouvrages dudit bastiment, nous ordonnons que le don par nous fait de la dite somme de 40.000 livres, ensemble le fonds de pareille somme fait par les Etats, seront employés sans aucun divertisse-

ment au paiement des travaux mentionnés aux devis et détails estimatifs, qui ont été ci-devant dressés par le sieur Ceineray architecte, et autres qui seront jugés nécessaires pour la perfection dudit bastiment dont nous avons bien voulu vous confier la direction économique; à l'effet de quoy lesdites sommes et celles qui pourront estre destinées à l'avenir au même usage, soit par nous, soit par les Etats de notre dite province, seront remises et payées au receveur des Epices de notre dite Chambre : savoir le don par nous fait et ceux que nous pourrions faire par la suite à ce sujet, sur les ordonnances du sieur Intendant et Commissaire départi en Bretagne et le fonds déjà accordé par les Etats, et ceux qui pourront l'estre par eux à l'avenir, sur les ordonnances du sieur Gouverneur pour nous en notre dite province, et en son absence sur celles du Commandant en chef et dudit Commissaire départi, ou, en cas d'absence du dit sieur Gouverneur et dudit sieur Commandant en chef, sur celles dudit sieur Commissaire départi seul.

Voulons qu'en rapportant, par le receveur général de nos domaines et bois de la dite province, le présent arrest, ou copie d'icelui dûment collationnée, avec les ordonnances susdites et les quittances du receveur des épices de notre dite Chambre des Comptes sur ce suffisantes, ladite somme de 40,000 livres et autres qui seront par nous destinées à cet objet soient passées et allouées en dépense dans les états et comptes dudit receveur général, partout où il appartiendra, sans difficulté, en vertu dudit arrest et des présentes et sans qu'il en soit besoin d'autres.

Si vous mandons que ces présentes vous ayez à faire registrer et le contenu en icelles garder observer et exécuter selon leur forme et teneur sans y contrevenir, car tel est notre bon plaisir. En témoin de quoy nous avons fait mettre notre seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le vingt-deuxième jour de may l'an de grâce 1762, et de notre règne le quarante-septième.

Signées. LOUIS.

Plus bas : par le Roy, signées PHELYPEAUX, et scellées¹.

Ces lettres patentes assignaient pour la nouvelle construction une somme de 80,000 livres. Sans rechercher si d'autres allocations n'étaient pas venues suivre cette première, quelques auteurs ont avancé que l'hôtel de la Préfecture n'avait coûté que ce faible prix.

¹ *Arch. départ.* livre des Mandem., T. LIII. f. 9.

Un tel monument pour 80.000 livres ! Qu'on nous ramène donc au XVIII^e siècle, et nous verrons les administrations ne pas hésiter à s'endetter, (ce qu'elles n'aiment pourtant guère faire, on le sait), pour faire même d'une caserne un véritable palais.

La vérité est tout autre. L'exposition des faits montrera que la main d'œuvre était alors plus considérable, et, que, dès ce temps, entre les devis dressés pour un monument et le prix auquel il revient en réalité, il y avait parfois un écart de moitié.

D'après la première estimation donnée par Ceineray, avant toute étude, à M. Gellée de Prémion, le monument devait revenir au moins à 200.000 livres, au plus à 300.000. Le devis dressé sérieusement par notre architecte monte d'après une estimation renfermée dans une lettre du 4 juin 1760, à la somme de 236.317 livres 17^s 8^d. A la date du 2 septembre il est porté en chiffres ronds à la somme de 240.000 livres.

La charge de la construction devant être supportée moitié par le Roi, moitié par la province de Bretagne, il fut d'abord décidé que le Roi prendrait chaque année pendant huit ans sur les revenus de sa forêt du Gavre une somme de 15.000 livres, et que les Etats feraient pendant six ans une allocation annuelle de 20 000. En ce qui concerne le Roi, cette décision fut ensuite modifiée, et il procéda comme les Etats par annuités de 20.000 livres qu'il prenait sur les revenus de ses bois en Bretagne.

Mais on ne tarda pas à se convaincre qu'on serait plus vite à bout des 240.000 livres que du travail entrepris. Dès l'année suivante, dans sa lettre du 13 août 1761, Ceineray, après une étude plus approfondie des difficultés qu'il devait rencontrer, entrevoyait que la dépense pouvait aller de 290.000 à 291.000 livres ; et ce chiffre ne devait pas encore être son dernier.

Les Etats, dans leurs tenues successives de 1762 et de 1764, avaient déjà renouvelé leur allocation annuelle de 20.000 livres. Avec celle qu'ils avaient décrétée en 1760, ils avaient payé leurs

120 000 l. Le Roi, de son côté ayant fait les mêmes versements, les 240.000 livres portées au devis se trouvaient épuisées et le monument était encore loin d'être fini. En 1766, les Etats allouèrent une nouvelle somme de 40 000 livres à prendre sur leurs exercices de 1767 et 1768. Avec les 40.0 0 l. que le Roi obligé, par son engagement, de suivre la générosité des Etats, devait fournir pour sa part, on arrivait à une somme de 80.000 livres qui, ajoutée à celle des 240.000 l. du premier devis, donnait pour la dépense déjà faite celle de 320.000 l.

La Commission de la Chambre des Comptes crut devoir composer pour sa justification le mémoire suivant qui abonde en détails intéressants sur la conduite des travaux.

MÉMOIRE *

Les Commissaires nommés par la Chambre des Comptes de Bretagne pour veiller suivant les ordres du Roy à la construction de son nouveau Palais exposent qu'il est nécessaire de faire de nouveaux fonds pour mettre cet édifice à sa perfection. Mais comme les fonds faits jusqu'icy semblent déjà excéder le prix auquel on avoit porté cet objet par une première estimation, ils ont l'honneur de remettre sous les yeux du Roy et de ses ministres qu'il fut fait en 1760 un projet d'édifice dont le devis estimatif montait à environ 245.000 l. mais que ce projet n'a pas eu lieu et qu'on y en a substitué un nouveau sur les observations de Messieurs de l'Académie d'architecture et par les ordres de Messieurs les Commandant et Intendant de Bretagne et de feu M. de Courteille intendant des finances, autorisés par le Roy à ordonner en cette partie. Telle est la principale raison de l'insuffisance de la première estimation, le nouveau plan étant infiniment plus orné et plus coûteux que l'ancien : d'ailleurs son estimation n'avoit compris que la construction de l'édifice, et il faut observer que, quoique les officiers de la Chambre des Comptes aient fait à leurs propres frais la dépense considérable de leur transport, de celui de leurs papiers et de leur établissement au couvent des Cordeliers, il a cependant été pris sur les fonds destinés au bâtiment près de 40.000 l. pour le paiement des plans et de tout ce qui y a rapport, le salaire de l'architecte, le loyer de la maison

* *Archiv. départ.* t. 420.

des Cordeliers et celui du garde d'archives et autres frais nécessaires et ordonnés par le Roy et qui continueront jusqu'à la perfection de l'ouvrage quoiqu'ils n'aient pas été ni pu estre compris dans l'estimation qui en a été faite.

Plusieurs circonstances ont concouru à augmenter la dépense. Celle des fondations a été excessive. Lors de leur ouverture à plus de 40 pieds de profondeur et 20 pieds au dessous du lit de la rivière, il survint pendant quatre mois de l'été des pluies continuelles. Les nouvelles publiques ont annoncé cet événement et fait honneur à l'habileté de l'architecte qui sut vaincre les obstacles, épuiser les eaux, soutenir les terres à plusieurs reprises, mais qui fut obligé, pour y réussir à des frais incroyables et absolument imprévus.

Les fonds destinés aux bâtimens n'ayant été faits qu'à raison de 40.000 l. par chaque année, il n'a pas été possible de faire, dans les temps utiles, l'amas des matériaux qui depuis le commencement de l'entreprise ont, à la connoissance publique, presque doublés en raison de la quantité d'édifices commencés à la fois sur les bords de la Loire et dans la ville de Nantes ; et la même cause a fait augmenter aussi la main d'œuvre qui d'ailleurs a dû monter à proportion des prix excessifs des denrées.

L'architecte malade depuis longtemps, est actuellement dans un état à ne pouvoir travailler ni même répondre. Ainsi les Commissaires ne peuvent estimer ce qu'il reste à faire et en apprécier la valeur. Dès que l'architecte pourra travailler, ils lui en feront faire un état exact avec l'estimation du prix des ouvrages. Ils ne peuvent quant à présent que rendre, en général, compte de l'état actuel qui annonce un besoin pressant de nouveaux fonds.

La cage du bâtiment est à sa fin. On achève d'y poser la couverture.

Il reste à faire le grand escalier à deux rampes, tous les planchers, les plafonds, le pavage, carrelage et parquets, l'enduit intérieur, une partie des sculptures extérieures et toutes les intérieures, toutes les menuiseries généralement en croisées, portes et lambris, toute la serrurerie avec les grilles des archives, vitrages, peintures, toutes les cheminées et ce qui est un objet considérable les armoires des archives, les bureaux, bancs, la chapelle et tous les meubles, les égouts et aqueducs pour le passage des eaux tant du bâtiment que de la place, les perrons, l'esplanade et pavage tant de la place que du contour des bâtimens, ce qui entraîne l'expropriation du rocher et de la tour voisine.

Ce mémoire accompagné de l'estimation de travaux à faire, surprit désagréablement le contrôleur général des finances. Loger une administration dans un palais ! C'est pour Paris ou pour Versailles. Mais pour une ville de province, n'est-ce pas un peu prétentieux ?

Sauf rectification, ce sentiment ne fut peut-être pas tout-à-fait étranger à la rédaction de la lettre suivante datée de Versailles, la ville où les palais ne coûtent rien. Le nom de *M. Dagay*, inscrit simplement à l'un de ses angles désigne qu'elle fut adressée à l'Intendant de Bretagne, qui était alors François-Marie, comte d'Agay chev. seigneur de Villers.

A Versailles, le 27 décembre 1768.

MONSIEUR,

Messieurs de la Chambre des Comptes de Nantes, demandent de nouveaux fonds pour achever le bâtiment qui est destiné à leur logement, et m'ont envoyé un état des dépenses qui y restent à faire et qui montent à plus de 118.000 francs. Je n'ai pu me dissimuler, en examinant cet état, que ces dépenses iraient même beaucoup plus haut. Il est bien étonnant qu'un bâtiment présenté d'abord comme un objet de 240.000 francs ait déjà coûté 320.000 francs, ce qui fait 80.000 francs au-delà de ce qui avait été d'abord demandé, et qu'il faille encore une somme aussi exorbitante pour l'achever. Si il est juste et nécessaire de ne pas laisser une pareille entreprise imparfaite, il ne l'est pas moins de mettre des bornes aux dépenses qu'elle peut occasionner, d'éviter toutes celles qui seraient superflues et de veiller à l'emploi des fonds qui y sont destinés. Vous voudrez bien, en conséquence, vous faire représenter les plans qui ont été arrêtés, faire vérifier les ouvrages qui ont été faits, et l'emploi des deniers qui ont été fournis jusqu'à présent, et pareillement vérifier et estimer ceux qui restent à faire et m'envoyer le tout le plus promptement qu'il vous sera possible avec les observations dont vous jugerez les différents objets susceptibles, et votre avis sur la manière la plus avantageuse dont il pourrait être procédé à la confection des ouvrages qui restent à faire ; je vous joins ici l'état que M. de Beedelievre m'a adressé. Quant aux autres pièces qui peuvent vous être nécessaires, vous les trouverez, soit dans vos

bureaux, soit à la Chambre des Comptes, et je prévien^s M. de Becdelièvre de la mission dont je vous charge, afin qu'il vous procure tous les renseignements qui peuvent vous être nécessaires. Je suis Monsieur,

Votre très humble et très affectionné serviteur,
D'INVAU¹.

L'Intendant répondit en faisant le plus bel éloge des Commissaires de la Chambre et de Ceinery, et en montrant les avantages qu'il y avait pour tout le monde à assurer les ressources pour terminer promptement les travaux.

Saint-Brieuc, 15 janvier 1769.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 27 du mois dernier, par laquelle, en me témoignant votre étonnement de ce que le bâtiment de la Chambre des Comptes de Nantes présenté d'abord comme un objet de 240.000 l. ait déjà coûté 320.000... et qu'il faille encore plus de 118.000 pour l'achever, vous me chargez de faire vérifier les ouvrages qui ont été faits, etc...

Les détails économiques de cet ouvrage ont été confiés à M^{rs} de la Chambre des Comptes, et je me suis assuré qu'ils s'en acquittent avec un zèle et une vigilance qui a peu d'exemples, jusqu'au point que depuis le commencement de la construction jusqu'à présent, il y a toujours sur les travaux deux de ces Messieurs qui se relèvent alternativement à tour de rôle et qui veillent avec beaucoup de soin à la vérification du nombre et du prix des journées d'ouvriers, à l'achat et aux frais de transport des matériaux. Il y a, de plus, des commissaires choisis par la Chambre qui se font rendre tous les deux mois un compte soutenu de quittances et de l'état contrôlé des journées.

L'ouvrage est dirigé par le sr. Ceineray, habile architecte, dont la probité est reconnue à Nantes généralement. Son salaire annuel n'est porté qu'à 2.000 l. Aussi MM. de la Chambre sont-ils persuadés que l'honneur le conduit beaucoup plus que l'intérêt. Vous pouvez donc compter, Monsieur, qu'il ne s'est glissé aucun abus dans la partie économique, et que M^{rs} de la Chambre veillent à cet objet avec

¹ Arch. départ. G. 490.

autant d'attention qu'ils le feraient si la dépense de la construction du palais était sur leur compte. Ce n'est donc point leur faute si les dépenses montent beaucoup plus haut qu'on ne l'avait prévu.

Par les dispositions de l'arrêt du conseil qui ordonne la construction du Palais, MM. les Commandant et Intendant en cette province ont été chargés de veiller à la construction du plan dressé par le sieur Ceigneray architecte et de faire, s'il en était besoin, les changemens convenables. C'est sur leur ordre que, pour donner au bâtiment plus de noblesse et de solidité, on a refondu le premier plan et qu'on a considérablement augmenté la dépense. Le plan rectifié sous les yeux de M. de Courteille par l'avis de l'Académie d'architecture est entre les mains du sieur Ceineray, signé de M. le duc d'Aiguillon. :

Puis après avoir rappelé les détails renfermés dans le mémoire que nous venons de reproduire, l'auteur de la lettre continue ainsi :

L'état de ce qui reste à faire, montant à 118 526 livres 15^s qui a été dressé avec soin par le s^r Ceineray dont on ne doute ni de la probité ni des talens, doit être regardé comme exact. Cependant s'il avoit été possible à MM. de la Chambre d'obtenir dans le cours des années 1769 en 1770, un fond de 120.000 livres au lieu de 80.000 qu'ils ont à espérer, le bâtiment seroit promptement porté à sa perfection, et il en résulteroit quelques avantages : le premier d'économie ; en ce que les frais annuels de loyers et salaires consomment plus de 5 000 livres par an ; le second, de décence et d'utilité publique ; en ce qu'il est essentiel de hâter le retour de la Chambre dans un lieu convenable pour l'exercice de ses fonctions, et surtout de retirer promptement les titres du Roy et de la province d'un lieu très humide où ils se pourrissent.

Le 3^e c'est que la Chambre ne se dissimule point que la demande qu'elle fait tous les deux ans et au Roy et aux Etats devient disgracieuse et ennuyeuse, et que Sa Majesté, son conseil de finance et la province désirent ardemment la fin de cette entreprise.

Je suis avec beaucoup de respect...

Le contrôleur général répondit sur un ton qui contraste avec celui de sa première lettre. Ce n'est plus le ton rogue d'un employé qui s'emballe sans vouloir entendre raison ; c'est le ton poli de l'homme bien élevé qui cherche à revenir

sur ses actes pour s'en faire pardonner l'emportement, et détruire la mauvaise expression qu'il a conscience d'avoir produite en se laissant aller à un moment de mauvaise humeur.

A Versailles le 20 janvier 1764.

MONSIEUR,

J'ay reçu votre lettre du 15 de ce mois en réponse à celle que je vous avois écrite le 27 décembre dernier relativement aux ouvrages qui restent à faire pour la perfection des bâtimens de la Chambre des Comptes de Nantes. Je n'ai jamais douté que Messieurs de la Chambre des Comptes n'eussent pas parfaitement répondu à la confiance qu'on leur a témoigné sur cet objet. Ce que vous remarquez sur leur zèle à surveiller eux-mêmes les travaux et les dépenses, me confirme dans l'opinion que j'avois à cet égard. Mais ayant mis sous les yeux du Roy la demande qu'ils ont faite de nouveaux fonds, et Sa Majesté ayant désiré, pour pouvoir statuer sur leur quotité, avoir une connoissance exacte des ouvrages qui restent à faire de leur nécessité et l'objet de leur dépense, il est nécessaire que vous me procuriez ces éclaircissemens. Ils doivent resulter : 1^o de la comparaison de ces ouvrages avec ceux annoncés par les plans qui ont été arrêtés, afin de reconnoître s'ils y sont compris, si ils sont indispensablement nécessaires ; 2^o de l'estimation de ces differens ouvrages afin de pouvoir fixer d'une manière invariable l'objet de la dépense. Il est donc nécessaire que vous vous fassiez présenter les plans qui ont été arrêtés définitivement et les devis relatifs à ces plans qui ont dû être dressés ; que vous fassiez vérifier si les ouvrages restant à faire et contenus dans l'état fournie par Messieurs de la Chambre des Comptes et que je vous envoie sont compris dans ces plans et devis, si tous ces ouvrages sont nécessaires, si on ne pourrait pas diminuer la dépense de ceux qui n'intéressent par la solidité du bâtiment, soit parce qu'elle auroit été portée trop haut, soit même en retranchant tout ce qui tendroit à une magnificence à laquelle les circonstances actuelles ne permettent pas de se livrer. Vous voudrés bien faire faire une estimation détaillée de chacun des objets, m'envoyer votre avis sur leur nécessité, et sur la manière que vous croirés la plus convenable pour leur exécution soit en continuant à les faire faire par économie, ou en prenant la voye de l'adjudication. Vous voudrés bien aussi vérifier si tous les ouvrages annoncés comme n'étant pas compris dans les devis sont indispen-

sables, faire faire l'estimation détaillée de ceux que vous jugerez tels, examiner surtout avec soin si tous ces ouvrages doivent être à la charge du Roy ou de la Province ; ou si quelques-uns, notamment l'aplanissement de la place, le pavé de cette place, l'ouverture de la rue, la démolition des murs de ville ne devroient pas être faites par la ville à ses frais, et m'envoyer votre avis sur le tout.

J'ai principalement remarqué dans l'état différens objets qui m'ont paru susceptibles d'économie : neuf cheminées de marbre, une ou deux dans les pièces principales seroient bien suffisantes, les autres pourroient être en pierre ; des parquets dans cinq bureaux : cette dépense, ou au moins la majeure partie, peut être économisée en substituant des carreaux au moins dans le plus grand nombre des bureaux.

La quantité de sculpture ne pourrait-elle pas être réduite, au moins celle en bois.

La dépense de l'achèvement de l'escalier me paroît bien forte et pourroit peut être se trouver susceptible de quelque économie, ainsy que celle de la menuiserie et de la ferure des armoires, au pourtour des murs du dépôt des archives. Si la nécessité contraint de faire ce qui est indispensable, si il est d'une bonne économie de ne point plaindre les dépenses qui tendent à la solidité des ouvrages, le malheur des circonstances exige aussy qu'on se renferme uniquement dans ces objets ; et MM. de la Chambre des Comptes sont assurément trop bons citoyens et magistrats pour ne pas sentir la nécessité de ne point s'écarter de ces principes, et ne pas désirer de donner l'exemple de la fermeté inébranlable à s'y conformer. Je suis Monsieur,

Votre très humble et très affectionné,
D'INVAU.

Les dernières observations de cette lettre sont des plus judicieuses. Quand les ressources abondent, on comprend qu'on mène l'entreprise d'un trait jusqu'à sa dernière perfection. Mais quand on manque de finances, sans jamais hésiter à faire actuellement les dépenses qui tendent à la solidité des ouvrages, ne peut-on pas remettre à plus tard celles qui n'ont pour objet que le fini des travaux ? Pourquoi se presser d'embellir de plafonds, de sculptures et de peintures des salles qui ne devront servir qu'à un moment qu'on ne peut encore prévoir ? Il suffit pour l'embellissement d'une ville que l'ex-

térieur d'un monument soit complètement achevé. Ceux qui ne pénétrèrent pas à l'intérieur attendront patiemment une ornementation qu'ils n'auront guère l'occasion de voir ; ils ne seront nullement jaloux si on laisse à d'autres l'occasion de la payer.

Cette correspondance ne resta pas sans fruit. Elle procura à la Chambre des Comptes une nouvelle allocation de 20.000 livres de la part des Etats et de 20.000 de la part du Roi.

Cependant les fonds alloués tardaient à venir, et la Chambre, à bout de finances, se décida à suspendre provisoirement les travaux. Dans sa séance du 10 juillet elle arrêta de faire venir Ceineray à son bureau, le lendemain, pour lui notifier cette mesure. Sa délibération du 11 juillet nous fait connaître l'état exact de ses fonds : elle n'avait encore aucune dette, c'était pour ne pas en contracter que la prudence lui faisait prendre cette décision.

La Chambre en conséquence de son arrêté du jour d'hier, les gens du Roi mandés, et venu au bureau M^e Oliv. René de Kermasson substitut du procureur général du Roy lequel en qualité de receveur des deniers destinés à la reconstruction du Palais de la Chambre a déclaré n'avoir dans sa caisse qu'une somme de 9.000 livres qui est le restant fait de tous les fonds jusqu'à ce jour pour ladite reconstruction, sur laquelle somme de 9.000 livres il est dû celle de 1.200 l. aux Révérends Pères Cordeliers pour le loyer des appartements où la Chambre tient ses séances et celles de 300 l. due au s. Perrier garde des archives pour son loyer et ouy le s. architecte touchant l'état actuel de la batisse dudit palais, a ordonné et ordonne provisoirement aud. Ceineray de congédier samedi prochain, 15 du présent mois de juillet, tous les ouvriers employés audit bâtiment ; comme aussi de rendre au 1^{er} août prochain pour tout délai un compte général en recette et dépenses des deniers qu'il a reçus et employés à lad. reconstruction et de ceux provenant de la vente des matériaux de l'ancien bâtiment et de remettre au greffe de la Chambre tous les plans du nouveau palais. La Chambre a arrêté qu'il sera écrit incessamment par MM. les Commissaires à M. le duc de Duras, commandant dans la province et à M. l'Intendant pour les prier de pourvoir à de nouveaux fonds¹.

¹ Arch. départ., Livre des audiences de la Chambre B. 672. f. 54.

Grâce à la visite du duc de Duras et de l'Intendant de Bretagne les travaux ne furent suspendus que peu de temps.

Les Commissaires chargés par la Chambre de veiller à la construction de son nouveau palais, ont fait rapport au bureau que M. le duc de Duras et M. l'Intendant de Bretagne se sont transportés sur ce bâtiment le jeudi 24 août dernier, et qu'ayant été instruits par lesd. Commissaires que la Chambre par son arrêt du 11 juillet dernier avoit ordonné la cessation des travaux jusqu'à la rentrée des fonds ordonnés par le Roy et par les Etats, mesdits sieurs les Commandant et Intendant ont insisté sur la nécessité de continuer d'employer les fonds de 20.000 l. faits par le Roy, et de 20.000 assignés par la Province en la dernière assemblée des Etats suivant et au désir de leur délibération du 5 mars 1769.

Sur quoi la Chambre, semestres assemblés, délibérant a chargé ses Commissaires d'ordonner au s. Ceineray architecte de faire incessamment un plan et devis des armoires destinées à ses archives et de conclure en conséquence un marché qui sera par ledit architecte envoyé à MM. les Commissaires des Etats et ensuite exécuté jusqu'à la concurrence de 20.000 l. accordées par les Etats, sauf à être achevé lorsqu'il y aura des fonds à suffire. Et quant à la somme des 20.000 l. accordée par le Roy, la Chambre a pareillement ordonné suivant l'avis de mesd. sieurs les Commandant et Intendant qu'elle sera employée, à mesure qu'elle rentrera, aux travaux qui seront jugés les plus pressés¹.

Malheureusement la Chambre ne pouvait pas réussir à toucher les 20.000 livres accordées par les États dans leur délibération du 5 mars 1769. Elle éprouvait alors le supplice de Tantale à la suite de difficultés survenues au sujet du fronton de son palais.

En accordant ces 20.000 livres les États avaient mis pour condition que « l'écusson des armes de la Province sera placé » sur le bâtiment dudit palais « mi-parti des armes de France, et mi-parti des armes de Bretagne, de la même façon qu'il l'est sur le Palais du Parlement à Rennes ».

Les États tenaient expressément à ce que l'on remplit cette condition. Ils avaient pris à leur charge la moitié des frais de

¹ *Arch. départ.* B. 612, f. 60.

la reconstruction de ce palais. L'apposition à son fronton des armes pleines de France leur paraissait une main-mise du Roi sur un monument construit aussi avec les ressources de la Bretagne : leur susceptibilité bretonne n'était pas seule en jeu ; ils voulaient inscrire sur le monument leurs titres de propriété à côté de ceux du Roi.

Avant de délivrer les 20.000 livres promises, ils nommèrent une Commission chargée de s'assurer si cette condition avait été remplie¹. Le 22 janvier les Commissaires des Etats de Bretagne répondirent que les « armoiries du Roy et de la Province ne se sont point trouvées telles qu'elles doivent être, conformément à la délibération des Etats ». Par réponse du 30, leurs « co-députés » les invitèrent à constater par un procès-verbal l'état des choses. En conséquence les Commissaires se transportèrent le 5 février, au nouveau palais. Ils reconnurent que « dans le fronton au-dessus de la porte d'entrée soutenu de quatre colonnes, vers le midi, est sculpté en relief sur pierre l'écusson de France plein avec tous ses attributs, et au derrière dudit Palais, du côté du nord dans le fronton, aussi soutenu de quatre colonnes et vers lequel il n'y a que des ouvertures de croisées, est aussi sculpté en relief sur pierre l'écusson plein de Bretagne avec les attributs des trois Etats ».

Les Etats s'offusquèrent de voir ces armes pleines de France sculptées sur la façade principale pendant que les armes de Bretagne étaient reléguées ainsi au second plan.

Leur Commission considérant que les conditions prescrites par la délibération des Etats du 5 mars 1769 n'avaient point été remplies, arrêta, le 13 février 1770, que la somme de 20.000 livres ne seraient pas délivrée².

La situation demeurait critique : faute de ressources, il était impossible de continuer le bâtiment. Il y eut à ce sujet une longue correspondance échangée entre Nantes, Rennes et Versailles, sans qu'il en sortit aucune solution.

¹ *Arch. départ. C.* 410.

² *Arch. départ. C.* 421.

Enfin M. Gellée de Prémion interrogé sur l'état de la question fit, à la date du 9 août 1770, un mémoire dans lequel il expose les faits et les accompagne de remarques faites avec le bon sens le plus judicieux.

« Il me reste pour vous satisfaire sur un article de votre lettre du 11 juillet dernier, à examiner la difficulté des Etats au sujet des écussons mis sur les deux faces de ce bâtiment. Ces deux faces ont chacune un fronton semblable soutenu de quatre colonnes. Sur l'un sont les armes du Roy avec tous les attributs qui conviennent à la Majesté royale ; sur l'autre les armes de la Province avec la couronne ducale accompagnée des attributs des trois Etats.

Je sais qu'avant de se déterminer sur ces écussons la question des armes mi-parties fut longtemps agitée entre les commissaires de la Chambre et l'architecte. L'Académie d'architecture fut consultée. Sur son avis, M. de Courteille régla le parti qu'on a pris. Les commissaires de la Chambre qui n'étoient chargés que de l'économie de la construction ne pouvoient que suivre ce qui étoit décidé par ceux qui avoient la partie ordonative.

Je suis persuadé qu'on s'est arrêté à ce qu'il y avoit de mieux. Il me semble que vous fûtes de cet avis, ainsi que M. le duc de Duras, lorsque vous vîtes ensemble, l'an passé, ce bâtiment. On peut dire qu'il a deux façades égales : l'une sur une place, l'autre sur un quai. C'est cette dernière qui porte les armes de Bretagne. Elle est beaucoup plus exposée aux regards que l'autre, puisqu'outre le quai qui est une promenade publique pendant les beaux jours, elle est vue d'un pont auquel aboutissent les routes de Rennes, de Vannes et un grand fauxbourg de Nantes. Les ermines sont multipliées sur l'une et l'autre façade autant que les fleurs de lis. Si l'on eût opté (*sic*) pour les armes mi-parties, il eût donc fallu les répéter des deux côtés, ce qui est contre l'usage. Comment eût-on pu arranger les accompagnemens analogues ? Enfin la chose est faite ; elle a été réglée par ceux qui avoient droit de le faire. elle ne peut porter préjudice aux droits de la province puisqu'il y a parité entière dans les ornemens. Il en coûterait 12 à 15.000 livres pour réformer ces frontons qu'il faut démonter en entier. Il est donc à désirer qu'on les laisse subsister dans l'état qu'ils sont ».

Ce qui peut avoir donné des doutes, c'est l'exemple du palais de Rennes. Mais la différence est considérable. On ne pouvait pas se dispenser à Rennes de mettre les armes mi-partie, parce que ce palais n'a qu'une façade sur la place, le derrière a sa façade opposée

ne pouvant être vue. Il y a même à Rennes un exemple qui justifierait peut-être ce qui a été fait à Nantes : sur le fronton entre le présidial et l'hôtel de ville, on ne voit que les armes de Sa Majesté¹.

Les Etats se rendirent à l'excellence de ces raisons. Dans leur séance du 12 novembre 1770, pour ne pas se déjuger, ils approuvèrent d'abord, « l'opposition formée par la Commission intermédiaire, au délivrement de la somme de 20.000 l. qu'ils avaient accordée par délibération du 5 mars 1769... attendu que l'écusson des armes de la Province n'a point été placé sur ledit bâtiment de la manière prescrite par la délibération susdite.

« Cependant vu la difficulté de changer les frontons sans une dépense considérable, et la nécessité de pourvoir à la sûreté des titres des Etats, ils donnent main-levée de ladite opposition ; ordonnent néanmoins que le surplus de ladite délibération aura son plein et entier effet.

Il n'est pas hors de propos de faire remarquer que la question des armes à placer au fronton du palais de la Chambre des Comptes a été tranchée dans ce siècle d'une façon à laquelle ni la Chambre ni les Etats ne pouvaient songer. Sur la façade principale du palais on a biffé les fleurs de lys, et l'écusson ne porte plus qu'un champ d'azur. Sur la façade qui donne sur le quai Ceineray, des blocs de pierre informes enfoncés dans le fronton attendent ce qu'il plaira au sculpteur d'en dégager.

Avec cette somme de 20.000 livres, les Etats en accordèrent un peu plus tard une autre de 15.000, ce qui porta à 35.000 livres la nouvelle somme à donner par le Roi.

En 1776 dans leur séance du 20 novembre les Etats allouèrent encore une somme de 35.000 à prendre sur deux exercices, savoir 17.500 en 1777, et 17.500 en 1778. Le Roi ayant de son côté accordé ses 35.000 livres ce fut encore de ce chef une seconde somme de 70.000 livres².

¹ *Arch. départ. C.* 491.

² *Arch. départ. C.* 492.

En résumé, il y eut donc d'alloué par le Roi et par les Etats pour la construction du palais de la Chambre, à différentes époques jusqu'à 1776.

1760, 1762, 1764.	240.000	livres
1766.	80.000	»
1774.	70.000	»
1776.	70.000	»
total	460 000	livres

Si à cette somme on ajoute 10.000 livres que le Roi donna en 1782 pour l'ameublement de la Chambre, il est facile de voir qu'on est loin des 80.000 livres que, d'après quelques auteurs, une entreprise aussi importante aurait coûté.

III. — L'Architecte.

L'arrêt rendu par le Conseil d'Etat le 7 octobre 1759 laissait à l'Intendant du Roi en Bretagne le soin de choisir un architecte pour la reconstruction du nouveau palais de la Chambre.

Il ne s'agissait nullement de ne faire qu'une grande bâtisse assez vaste et assez solide pour abriter toutes les archives déjà recueillies et celles que les années apporteraient encore. On voulait donner à la construction nouvelle le caractère de beauté et de grandeur que des monuments publics construits aux frais de l'Etat, et pour des siècles, devraient toujours avoir.

Nantes avait encore à cette époque la bonne fortune de posséder un architecte de grand mérite : Jean-Baptiste Ceineray.

Epris de la beauté harmonieuse de l'architecture grecque, Ceineray s'en inspirait heureusement dans ses compositions. Il laissait volontiers ces ornements excessifs, ces sculptures un peu lourdes, ces balcons débordant dans les rues, sur des consoles énormes, et toutes les formes contour-

nées et capricieuses cherchées alors par une architecture opulente qui montrait une grande puissance dans les détails, sans parvenir toujours à un ensemble d'un effet correspondant à tant d'efforts.

Quelques lignes lui suffisaient pour produire au loin, dans ses monuments, une impression de grandiose. L'hôtel de la Préfecture, l'hôtel de la Division Militaire, les hôtels du Cours Saint-André, l'hôtel Deurbroucq sur le quai de l'Île Gloriette, les constructions des quais Brancas, Fleissyelles, et du Port Maillard et de la place du Bouffay sont tous d'une superbe ordonnance. Ils se profilent sur les places, à l'extrémité des rues ou le long des quais avec une élégance de lignes admirable. Leurs frontons majestueux, leurs ailes aux proportions calculées d'une manière si harmonieuse les font vraiment régner dans les quartiers qu'ils embellissent.

Ne cherchez pas dans ses œuvres cette profusion de beautés de détails dans lesquels se complaît une ornementation trop minutieuse. Ceineray les dédaigne, bien qu'il sache, quand il le veut, les employer. Mais il a le sentiment de ce qu'il faut pour l'embellissement d'une ville. Il sait que pour remplir agréablement pour la vue ces longs espaces que présentent les quais ou les places, de grandes lignes harmonieuses produiront au loin plus d'effet que des sculptures coûteuses dont le passant n'a pas toujours le loisir d'étudier les beautés. Il se préoccupe avant tout de l'effet d'ensemble. De là la raison de la sobriété des ornements dans son style. Mais, grâce à son art qui lui fait trouver en tout les proportions les plus justes, il manie les lignes, même les plus simples, avec une telle habileté qu'il en tire toujours l'effet le plus heureux et pour le monument en lui-même et pour le quartier où s'élève ce monument.

Tel était l'architecte auquel, par une inspiration qu'on ne saurait trop louer, fut confié le soin d'élever le nouveau palais de la Chambre des Comptes.

M. Gellée de Prémion, maire de Nantes, ne fut pas étranger

à ce choix. Il avait vu Ceineray à l'œuvre et éprouvait autant d'admiration pour son talent que pour sa probité. Même avant l'arrêt du 5 octobre 1759, par lequel le Conseil d'Etat abandonnait à l'Intendant de Bretagne le soin de choisir un architecte, le maire de Nantes avait déjà arrêté ce choix.

« J'ai chargé, écrivait M. Gellée de Prémion, le 22 juillet 1759, le sieur Ceineray, le plus habile de nos architectes, de faire des plans et devis estimatifs du nouvel édifice. Comme il doit être réfléchi, il ne pourra me les donner bien pro[chainement]. La plus grande difficulté à surmonter venant de [la dépense] à faire pour cette réédification, afin d'en connaître à peu [près] l'objet, j'ai demandé audit Ceineray où elle pourroit aller. Il croit que le moins sera de 200.000 livres et le plus de 300.000. »¹

Ceineray se mit à l'œuvre et présenta un premier plan au Bureau de la Chambre, le 31 décembre 1760. La Chambre, semestres assemblés, nomma commissaires : M^{re} Proust doïen et François, conseillers maîtres du présent semestre, Mosnier et le Bonnetier, conseillers maîtres du semestre de mars, pour examiner ledit plan, et sur le rapport qu'ils en feront à la Compagnie estre ordonné ce qu'il sera vu appartenir. »²

L'examen d'un tel plan lui fut favorable, la Chambre sur le rapport de ses Commissaires, approuva « les plans et façades, parce que néanmoins les pannonneaux des armes de Sa Majesté et de la Province y seront apposés dans l'endroit le plus apparent dudit palais. »

La Chambre n'eût pas été bretonne, si elle eût oublié de faire placer à l'endroit le plus apparent du palais, les armes de la Province. Cette question des armoiries, nous le disons plus haut, excita aussi la susceptibilité des États de Bretagne. Nos vieilles assemblées provinciales gardaient avec un soin jaloux l'honneur de leur province, et ne manquaient jamais les occasions de protester contre les empiétements du pouvoir cen-

¹ *Arch. départ.* C. 490.

² *Arch. départ.* Livre des Audiences, B, 671. p. 47.

tral qui tendait à leur enlever peu à peu jusqu'au souvenir de leur autonomie.

Ce premier plan approuvé par la Chambre ne fut pas exécuté. Une lettre que nous avons citée plus haut nous apprend qu'il fut « refondu » et, en août 1761, une lettre de Ceineray nous le montre occupé à cette refonte.

MONSIEUR,

J'ay l'honneur de vous donner avis que je compte finir dans les premiers jours de la semaine prochaine, tous les plans, profils, élévations et les devis pour la construction du Palais de la Chambre des Comptes. Je vous prie de vouloir bien me marquer si je vous les enverrez ou si je les ferez passer en droiture à Monsieur le Duc d'Aiguillon, comme vous l'avez marqué à M. de la Tullaye.

Les obstacles que j'ai rencontrée en voulant placer cet édifice dans une autre position que celle qu'on lui avoit d'abord assignez m'ont obligé de revenir à cette première situation, qui d'ailleurs est la plus convenable tant pour la décoration de la ville que pour la commodité. J'ay obvié à la grande dépence qu'il eut falut faire pour établir les murs sur le roc, en prenant le party de piloter ; quoy que cette dépence soit assez considérable, il s'en faut de beaucoup qu'elle soit aussy grande que celle qu'occasioneroit les épuisemens d'eau qu'il faudroit faire pour fonder les murs sur le roc, lequel est 7 ou 8 pieds au dessous du lit de la rivière d'Erdre. Par ce que j'ay de calcul fait, j'entrevois que le montant de toute la dépense pourra aller à deux cents quatre vingt dix ou onze mille livres, compris le bâtiment détaché qu'il m'a falut faire pour le logement du garde d'archive, lequel doit estre logé par le Roy et qui ne peut l'estre dans le corps du palais.¹

J'ay l'honneur d'estre avec respect, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CEINERAY.

A Nantes ce 13 Aoust 1761.

Il est de tradition que les plans doivent sommeiller quelque temps dans les cartons des administrations diverses. On les

¹ Lettre de l'Intendant du 15 janvier 1769.

¹ Arch. départ. C. 490

assimile parfois un peu trop aux livres dont Horace a dit « laissez-les sous presse jusqu'à la neuvième année *nonum premantur in annum*. »

Serait-ce qu'un plan est une des choses qui gagnent à vieillir ? C'est en tous cas une question oiseuse. Les Bureaux qui gardent longtemps les plans qu'on leur confie ne l'ont jamais fait dans cette préoccupation.

Les plans de Ceyneray échappèrent à cette tradition générale. Les formalités nécessaires, à leur acceptation ne se firent attendre que quelques mois ; et, dans sa séance du 3 juin 1762, la Chambre s'arrêta aux décisions suivantes :

La Chambre, semestres assemblés, vu l'arrêt du Conseil et lettres patentes sur icelui en date du 22 mai 1762, concernant la réédification du palais de la Chambre y enregistrés en ce jour, et pour s'y conformer, a nommé M. de Beedelievre, Premier Président, M^{rs} les doyens de l'un et de l'autre semestre, MM. de Beaumont et le Bonnetier, cons^{lers} m^{es} du présent semestre, MM. de la Gourtière et de la Louayrie du semestre de septembre et M^r le procureur général, commissaires pour y vaquer sous les clauses qui leur ont été agréables et qui suivent.

ARTICLE PREMIER. — Sur la connaissance qu'a la Chambre des talents, de la capacité et probité du sieur Ceyneray, architecte de cette ville, qui a dressé les plans et devis dudit bâtiment, vus, vérifiés et approuvés par le Conseil qu'il remettra sous deux mois à la Chambre, l'a chargé de la conduite de cet édifice aux conditions qui suivent et auxquelles il sera obligé de se conformer sous peine de révocation ; la Chambre s'en réservant la liberté et d'en nommer un autre en son lieu et place, si elle n'en était pas satisfaite, auquel cas ledit s^r Ceyneray serait tenu de remettre à son successeur tous les dits plans et devis, sans pouvoir demander autres paiements et honoraires que ceux qui lui seraient dus au jour où il cesserait de conduire ledit bâtiment.

ART. 2. — La Chambre après en avoir conféré avec M^r le duc d'Aiguillon, commandant en chef dans cette province en l'absence du Gouverneur, a accordé au s^r Ceyneray la somme de 3,000 livres pour dresser et faire de tous les plans et devis estimatifs et de construction qu'il a faits et qu'il fera pour ledit bâtiment et 1,500 livres d'appointement par chacun an, et tant et si longtemps qu'il y vaquera

et en outre, quand il sera obligé de faire quelques voyages autorisés par les commissaires, pour achat de matériaux, il lui sera passé la somme de douze livres par chaque journée; les dites sommes à prendre et non autrement sur les fonds qui seront remis au receveur des épices de la Chambre par le Trésorier des États et par le Receveur général des domaines et bois de la province.

ART. 3. — Le sieur Ceyneray à qui il sera fait lecture et donné communication du présent arrêté, s'obligera par une déclaration qu'il fera au greffe de la Chambre, d'exécuter en droit foy, tous les articles qui le concernent; en conséquence de donner connaissance au Commissaire de semaine de la quantité d'ouvriers qu'il emploiera et de tous les marchés considérables qu'il fera concernant ledit bâtiment, qui seront chiffrés et approuvés par cinq Commissaires au moins; sera tenu ledit sr architecte de leur présenter tous les deux mois, son compte dont les articles de dépenses, seront soutenus de quittances ou états d'ouvriers, de mémoires soldés, de marchés approuvés, comme est dit ci-dessus, par lesdits Commissaires, et de toutes les pièces qui seront jugés nécessaires pour justifier desd. dépenses; lesquels comptes et acquits seront déposés au coffre secret par les dits sieurs Commissaires, parce qu'aussi ledit sieur Ceyneray ne pourra faire aucun changement dans l'exécution desdits plans et devis sans leur approbation expresse et par écrit.

ART. 4. — L'un des Commissaires sera chaque semaine chargé spécialement de veiller à la dite direction avec la liberté de se substituer, de se transporter au moins une fois par jour sur les lieux, pour y prendre connaissance du nombre des ouvriers, l'état des matériaux et de tout ce qui a rapport audit bâtiment; et il rassemblera les Commissaires au moins au nombre de cinq, toutes les fois qu'il le jugera convenable ou qu'il y aura quelque observation à faire ou quelque chose à décider.

ART. 5. — Comme par l'arrêt du Conseil du 22 mai dernier, il a été prévu qu'il pourrait être nécessaire dans l'exécution de faire quelque changement au plan dudit bâtiment, il est expressément convenu que lorsqu'il s'agira desdits changements ou qu'il se présentera des difficultés de quelque nature que ce soit, il en sera, par lesdits Commissaires, référé à la Chambre, pour en être donné avis à MM. les Commandant et Commissaire départy.

ART. 6. — Les Commissaires se pourvoiront vers MM. les Commandant et Commissaire départy pour obtenir des ordonnances tant sur le Trésorier des États que sur le Receveur général des domaines et

bois à fur et à mesure que les fonds deviendront nécessaires, toutes fois après avoir examiné les comptes du sr Ceyneray de façon cependant qu'il ne soit point en avance observant de ne demander par chaque année que la somme de vingt mille livres sur chacun d'eux, conformément aux arrêts du Conseil du 26 décembre 1760 et du 22 mai dernier, et à la délibération des États du mois de novembre de la dite année 1760.

ART. 7. — La Chambre a arrêté de donner pour honoraires au Receveur des Épices nommé par l'arrêt du Conseil et lettres patentes ci-dessus, la somme de deux cents livres par chaque année de recette, et il ne pourra délivrer d'argent qu'en vertu d'ordonnance signée de cinq Commissaires au moins.

ART. 8. — La Chambre a approuvé les ventes des matériaux de démolition que le sr Ceineray a fait, et l'autorise à celles qu'il pourra faire, en rendant un compte exact aux Commissaires dont il sera pareillement fait déport au coffre secret. Fait et arrêté en la Chambre lesdits jour et an 3 juillet 1762.

Signé : H. DE BECDELIEVRE.

Ces articles furent proposés à l'acceptation de Ceineray. Il vint le 14 août déclarer au Greffe de la Chambre qu'il « se soumettait à pur et à plain à leur exécution dans tout ce qui le concerne pour la conduite dudit bâtiment ».

Ceineray s'occupa pendant plusieurs années de la conduite de son entreprise sans rencontrer d'autres difficultés que celles que lui avait fait prévoir le choix du terrain. Tous les Commissaires de la Chambre chargés de la surveillance des travaux l'honoraient de leur considération. Les lettres diverses dans lesquelles il est question de sa personne, rendent hommage à sa probité et à son talent. Mais ce talent devait précisément exciter contre lui des rivalités professionnelles et il lui fallut chèrement payer l'honneur tardif de laisser son nom au quai sur lequel il a élevé l'un de ses chefs-d'œuvre.

Dès 1775, percent des manœuvres plus ou moins loyales pour lui enlever la conduite des travaux. Avec la Commission de la Chambre, on avait aussi chargé une Commission intermédiaire de surveiller ces travaux au nom des États. De

commissions chargées d'un même objet ne s'entendent pas toujours. Chacune, dans son indépendance, va de son côté sans s'occuper de l'autre, et les œuvres auxquelles elles sont attelées, loin d'avancer, courent souvent risque de verser dans le fossé pour y rester jusqu'au moment où elles ne seront plus confiées qu'à une seule direction.

La Commission intermédiaire avait en vue un autre architecte, tandis que la Commission de la Chambre voulait conserver Ceineray. On en vint même jusqu'à essayer d'arracher ses plans à l'architecte malade qui n'avait pourtant pas démérité. Ceineray refusa de les donner. Dans un billet du 11 septembre 1775, il déclare qu'il ne les délivrera qu'avec l'autorisation de la Commission de la Chambre. Grand émoi de la part de la Commission intermédiaire irritée de ce juste refus. L'affaire est portée en haut lieu. La Commission de la Chambre prend fait et cause pour son architecte ; elle écrit qu'elle ne pense pas pouvoir « le renvoyer sans raison et que certainement il y aurait une injustice marquée et un vernis déshonorant sur sa personne et sa conduite. » Enfin grâce à l'appui qu'il trouve dans cette circonstance, Ceineray sort triomphant de ce premier assault.

Il en était à peine remis qu'il lui fallut en supporter un autre, au sujet de l'escalier monumental, la principale beauté du palais de la Chambre.

Le premier auteur de toutes les tracasseries dont il eut à souffrir de 1778 à 1781, était Hénon, dessinateur bien connu par les vues anciennes qu'il nous a laissées de Nantes. Ce que nous avons à en dire ne fera guère honneur à son caractère : il est regrettable, pour sa mémoire, qu'il ait montré qu'un habile dessinateur peut-être parfois l'auteur de mauvais desseins.

Hénon avait conçu un projet de grand escalier qu'il jugeait, naturellement, supérieur à celui de Ceineray. N'ayant pu le

¹ Arch. départ. C. 321

faire accepter par la Commission de la Chambre, il cherchait à le faire accepter par les Etats. En attendant, il avait l'œil constamment fixé sur celui que Ceineray faisait construire. Son observation continue lui fit un jour découvrir dans cet escalier une poutre cassée. Vite dans une lettre du 26 décembre 1778, il révéla le fait aux Etats, en signalant les efforts de son rival pour masquer les traces de sa construction défectueuse. Il envoya lettres sur lettres, requêtes sur requêtes : sa copie manuscrite ne lui suffit bientôt plus pour faire connaître les défauts qu'il trouve dans le projet qu'on a préféré au sien : il a recours à l'imprimerie. Il fait ses observations dans un premier mémoire, puis en 1780 dans un second ; bientôt toute la ville peut lire les « *Nouvelles réflexions sur l'escalier commencé à construire au Palais de la Chambre des Comptes, à Nantes, de l'imprimerie de P. J. Brun, 1780* » Il en appelle au témoignage du célèbre Perronnet qui avait visité l'escalier de Ceineray le 25 juin 1778, fait nommer une commission d'experts pour examiner si la plate-bande du premier palier n'a pas fléchi, met tout en œuvre pour humilier Ceineray qui dans une contre-expertise met à néant les allégations des premiers experts.

Il n'est pas de notre compétence de juger si les modifications proposées par Hénou étaient heureuses. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la conduite du dessinateur fut sévèrement jugée par des hommes dont l'amitié était un honneur et un bienfait pour Ceineray. La lettre suivante, avec ses expressions un peu crues, montre en quels sentiments M. Gellée de Prémion, maire de Nantes, avait notre architecte et son détracteur.

Nantes 15 mai 1779

Il me semble, Monsieur, qu'on ait resolu d'assassiner le pauvre Ceineray qui le premier a donné à Nantes le goût de la belle architecture. Sa santé faible de naissance, délabrée depuis 7 ans au point de menacer d'une ruine prochaine, est encore attaquée par cette troupe de polissons qui se prétendent aussi habiles que lui et qui ne sont pas dignes d'être ses dessinateurs. Vous vous rappelez qu'un bar-

bouilleur nommé Hénou qui n'a pas fait une étable qui ne sait pas lever un plan de 100 toises, envoia pendant les États derniers 5 à 6 plans du grand escalier de la Chambre des Comptes imaginé par lui avec un verbiage immense pour prouver que ce projet étoit préférable à celui de M. Ceineray. Il attaquait aussi une tablette vue par M. Perronnet et que cet ingénieur avoit jugé devoir être mise en expérience pour prononcer sur sa solidité. Les États méprisèrent cette critique et renvoyèrent au bureau de la Commission intermédiaire de Nantes l'examen du procès-verbal rapporté par trois prétendus experts sur cette tablette. Ils disoient qu'elle avoit baissé sur son milieu. Le contraire fut reconnu évidemment par tous ceux qui la virent et par un habile architecte étranger qui passa ici. La cabale enragée vient de faire un nouvel effort contre cet honnête homme ; les mêmes plans les mêmes fausses réclamations ont été envoyées au ministre. C'est pousser l'arrogance et la fausseté au dernier point. Outre la secousse fâcheuse qui peut éteindre un sujet aussi estimable que M. Ceineray, ce bâtiment de la Chambre commencé il y a 20 ans ne finit point, ne sert point à cette compagnie ; ce qui occasionne de la dépense en loiers pour la loger en attendant, et, qui bien pis est, ce qui peut occasionner l'entier déperissement et peut-être l'incendie des archives de la Province qui sont depuis cette époque dans un magasin très combustible où elles pourrissent. M. l'Intendant est sollicité depuis deux mois par la Commission intermédiaire de terminer cette dernière difficulté et l'achèvement de ce palais. Peut-être va-t-il être arrêté encore par ce dernier assaut de l'ignorance à la vertu. Si l'on a encore des doutes, il faudra des architectes de l'Académie pour les lever. Nouvelles longueurs, nouvelles dépenses. Ainsi, Monsieur, vous rendrez un grand service à votre patrie, à toute la Province, en obtenant de M. de la Bove, comme il le peut d'un mot, de terminer ce ridicule procès par une ordonnance conforme à l'avis de la Commission ; ou s'il veut une nouvelle vérification, il n'y a ici qu'un seul homme neutre et habile qui puisse en être chargé le sieur Crucy, architecte que vous connaissez. Je devrais aussi demander qu'on punit Hénou et ses méprisables adhérents, s'il y avait des loix contre cette infamie. C'est le pendant de celle du Présidial contre M. de Beaumont et moi.

Adieu, Monsieur, vous connaissez toute l'étendue et l'énergie de mes sentiments pour vous.

PREMIER.

Cette lettre étoit adressée à Cacault alors à Paris. Chargé de la faire parvenir à l'Intendant de Bretagne, qui étoit alors

Gaspard Louis Case baron de la Bove, il l'accompagna d'un billet dans lequel, pour la vivacité des expressions, il renchérit encore sur celle du maire de Nantes. Lisons plutôt ce billet. Hénon y est exécuté de main de maître pour la seconde fois.

« Cacault a l'honneur d'assurer monsieur de la Bove de son respect, et de lui envoyer une lettre qu'il vient de recevoir de M. Premion. M. L'Intendant trouvera dans cette lettre des représentations fort justes. Cacault connaît fort bien Hénon. C'est un sot et un ignorant, il a vu ses plans et mémoires au sujet de la Chambre des Comptes à Rennes, il n'y a pas de raison, il est vraiment fâcheux qu'un pareil bousillage arrête une besogne intéressante.

Paris, ce 19 mai 1779¹.

Avec les approbations de M. de Prémion, de Crucy, de Cacault, l'architecte humilié par ses adversaires pouvait se passer de leurs approbations.

Ajoutons qu'Hénon avec ses productions encombrantes ne réussit qu'à ennuyer les Etats. Nous trouvons dans une lettre des Commissaires des Etats une critique non seulement du fond de ses requêtes, mais encore de la forme qu'il leur donnait. « La manière dont cette requête est conçue, dit une lettre du 8 janvier 1779, ne prouverait pas les talents littéraires du sieur Hénon. » Nous citerons ailleurs une lettre d'Hénon qui mettra le lecteur à même de vérifier la justesse de cette appréciation.

Humilié dans son amour-propre, Ceineray eut à connaître encore des souffrances d'une autre nature. Les lettres que nous avons transcrites nous ont appris qu'il travaillait surtout pour l'art, pour l'honneur. Mais l'art et l'honneur sont d'un faible secours dans la lutte pour la vie. La cigale est bien imprudente de chanter quand sa nourriture de chaque jour n'est pas assurée.

C'a toujours été un peu le défaut des artistes. Dans leur poursuite de l'idéal, ils relèguent les préoccupations matérielles

¹ *Archiv. départ. C. 392*

au dernier plan. Heureux quand leur situation de fortune les met à même de se laisser aller à toutes leurs rêveries : mais quand ils ne tirent leur pain que péniblement du travail de chaque jour, arrive un moment où ils auront à souffrir de privations cruelles que d'autres, moins bien doués qu'eux sous le rapport de l'intelligence, ne connaîtront jamais. Ceineray eut aussi à lutter contre ces difficultés de l'existence. Ses plans du palais de la Chambre lui avaient été payés 3.000 livres ; ses honoraires d'architecte avaient été fixés à 2.000 livres par an. Il travailla sous ce régime jusqu'au 27 septembre 1775 : à partir de cette date, il fut convenu que, sur tous les travaux qui restaient à faire, on lui donnerait tant du cent.

En 1781, il voulut toucher ses honoraires. Il s'attendait à à recevoir 18 deniers par livre. Le subdélégué de l'Intendant trouva cette demande exagérée. « M. le premier Président, M. le Procureur général, et M. le marquis de Beudelièvre, écrivait-il, le 29 mai 1781, jugent qu'il sera très bien payé en lui accordant le vingtième, et je pense comme eux : le sieur Ceineray s'étant très peu occupé de cet ouvrage et ayant d'ailleurs été logé gratuitement jusqu'à l'année dernière¹ ».

Ceineray qui comptait recevoir une somme de 9.000 livres, la voyait réduite d'un tiers, puisqu'au lieu des 18 deniers qu'il espérait par livre on ne lui en donnait qu'un sol. Ce fut pour lui une déception cruelle. Sous l'impression de ce sentiment, il écrivit en ces termes à l'Intendant.

C'est avec la plus vive douleur, Monseigneur que [je] vient d'apprendre que mes honoraires pour les plan, coupes, profils, devis de construction, d'estimation et conduite des ouvrages pendant 6 ans et 2 mois, sont réglés à 6.074 l. ce qui ne fait que le sol pour livre de la dépense...

Permettez moi, Monseigneur, de mettre icy sous vos yeux le tableau de ma situation, après avoir remplis 24 ans la place d'architecte de la ville : ma mauvaise santé, jointe à la perte presque totale de la vue, j'ai été obligé il y a trois ans et demie d'abandonner

¹ Arch. départ. C. 496.

presque toute les affaires et de me retirer à la campagne ; ma fortune ne consistant que dans 900. liv. de rente, il ne m'étoit pas possible de vivre à la ville, je fondois toutes mes espérances sur ce qu'il me reviendrait de la conduite des ouvrages de la Chambre des Comptes, et sur les 100 pistoles que les officiers municipaux me promirent pour ma retraite ; depuis trois ans et demi, je n'ai encore rien touché, ce qui m'a considérablement endetté. Je viens, pour satisfaire quelques uns de mes créanciers, d'envoyer à Paris un contrat sur le Roy portant 300 liv. d'intérêt, pour le fondre en argent. Le banquier que j'en ai chargé m'a marqué n'en pouvoir retirer que 3.400 l. : me voila donc réduit à 600 l. de rente, et toutes mes dettes ne sont pas acquittées. J'ai recours à vous, Monseigneur, je réclame vos bontés et votre justice.

J'ai l'honneur d'estre avec un profond respect, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur.

CEINERAY.

Nantes, le 28 Octobre 1783¹.

Avec cette lettre, le 19 février 1784, il adresse encore à l'intendant une supplique dans laquelle il rappelle qu'il était d'usage d'accorder aux architectes, pour les édifices particuliers, 2 sols par livre, et que ce qu'on lui offrait mettait ses journées au prix de celle d'un appareilleur.

Mais toutes ces démarches restèrent inutiles. Dans une lettre du 4 mai 1784, les commissaires des Etats répondirent : « nous pensons comme nos codéputés de l'évêché de Nantes que ses honoraires ne peuvent être augmenter ; nous sommes en conséquence d'avis que le S. Ceineray soit débouté de sa demande à ce sujet, et qu'il soit payé sur les fonds à ce destinés, seulement de la somme de 2.104^l 18^s 6^d, qui lui est due de reste de celle de 6.074^l 18^s 6^d, à laquelle monte le sol pour livre de la somme de 121.498^l 10^s 8^d, qui est le prix des ouvrages exécutés sous la conduite de cet architecte » ; et ce fut en effet de ces 2.104 livres seulement qu'il fut payé le 15 mai.

Nous n'avons pas les éléments suffisants pour juger la conduite de la commission de la Chambre et de celle des Etats dans cette circonstance. L'honorabilité de ceux qui composaient

¹ Arch. départ. C. 494.

ces commissions doit nous faire croire qu'ils observèrent les lois de la justice. Mais la lettre de Ceineray est si navrante que l'on regrette qu'ils n'aient pas cédé aux inspirations de la bonté.

Dans notre étude sur *Mathurin Rodier*, nous avons vu que les premiers architectes de la cathédrale ont rencontré de la part du Chapitre une commisération plus grande. La postérité n'en voudra jamais aux Mécènes dont la générosité aura évité une souffrance aux artistes. Le nombre des véritables artistes est relativement si rare qu'il faudrait profiter de leur court passage sur la terre, pour tirer de leur talent ou de leur génie le maximum qu'il peut donner. En leur épargnant une souffrance ou une gêne, peut-être les aura-t-on mis dans l'état d'âme qui leur est nécessaire pour doter l'humanité d'un chef-d'œuvre de plus.

IV. — Les Travaux

Le choix de l'emplacement qu'occupe actuellement l'hôtel de la Préfecture est dû à de Vigny. Dans le plan qu'il dressa en 1755, « la Chambre des Comptes à reconstruire » est située le long du « quay neuf », aujourd'hui quai Ceineray.

Quand il fut question de commencer les travaux, il y eut à ce sujet quelques hésitations. Les sondages préliminaires accusaient, d'un côté, le roc presque à fleur de terre, de l'autre, un sol sans consistance, dans lequel il faudrait jeter des fondations de plus de quarante pieds de profondeur.¹

En présence de ces difficultés, on chercha si le voisinage ne présenterait pas des conditions de reconstruction moins coûteuse et plus solide ; et on songea un instant à établir le nou-

¹ Un registre de ce temps, donné aux *Archives du Chapitre*, par M. de l'Épertière, parle « de la difficulté que l'on a eu pour épuiser les eaux des fondations qui sont à 48 pieds 2 pouces de profondeur, à compter du sol du vestibule, où enfin on a trouvé le roc pendant que dans la partie de l'est, il est à 3 pieds ».

veau palais sur le terrain des Cordeliers. C'eût été détruire toute l'harmonie du quartier qui se réformait alors ; on eut la bonne pensée de ne pas s'arrêter à ce dessein et de revenir au premier projet.

Il fut donc décidé que le nouveau palais de la Chambre des Comptes serait acculé au fond du jardin de l'ancien palais, jusque sur le quai de l'Erdre, appelé alors quai Le Bret, et dont, dans cette circonstance, on modifia l'alignement. L'ancien palais qui était sur le devant de la cour, à la place marquée aujourd'hui par la grille de la Préfecture, devait tomber pour faire une place devant le nouveau.

Nous avons raconté plus haut toutes les démarches qui précédèrent le commencement des travaux. Le premier Président de la Chambre, M. de Beudelièvre, les résume avec une grande netteté dans la lettre suivante qui nous replacera rapidement sous les yeux l'ensemble de ces faits déjà connus.

A Nantes, le 12 novembre 1761.

M. de la Tullaye vous a instruit, Monsieur, pendant mon absence, du travail que le sieur Ceineray a fait cet été et précédemment au sujet des plan et devis estimatifs du bâtiment de la Chambre des Comptes. Vous lui avés répondu de façon à nous confirmer dans l'opinion où nous étions que vous estiés très disposé à accélérer cette affaire, dont la terminaison est très importante, non seulement pour nous qui sommes très mal logés aux Cordeliers, mais pour le public dont nous avons dans notre depost les titres de famille et de terre. Ceineray a envoyé à M. le duc d'Aiguillon son ouvrage dès qu'il a été fini, et M. le Duc en passant hier, a raisonné avec moi sur les mesures qu'il y avoit à prendre pour mettre enfin la main à l'œuvre. Il approuve fort les plan et devis estimatifs ; il m'a dit qu'il les avoit examinés, et qu'il les avoit fait examiner par les ingénieurs qui étoient avec lui au Port-Louis. Comme vous pourriés, Monsieur, avoir perdu de vue cette affaire qui même, je crois, avoit toujours été traitée directement par M. l'Intendant, je vous rappellerai en deux mots ce qui s'est passé à cet égard. La caducité dangereuse où étoit notre bâtiment nous ayant déterminé à en faire faire un procès-verbal par Ceineray et Bontou, auquel nous engageasmes M. Lefèvre,

ingénieur de Roy, d'assister, nous l'envoyâmes à M. le Contrôleur général, c'était alors M. de Silhouette. Il l'envoya à M. Le Bret qui¹ en fit faire un autre par le S. Villemainot. Les deux procès verbaux s'accordèrent parfaitement et conclurent l'un et l'autre à la nécessité absolue qu'il y avoit de reconstruire ce nouveau bâtiment. En conséquence, Ceineray eut ordre de faire un plan. M. Bertin, devenu contrôleur général, m'écrivit que le Roy consentoit à contribuer pour moitié aux frays de cette reconstruction, parce que les Etats fourniraient l'autre moitié, et qu'ainsy j'eusse à les engager à donner le plus qu'il seroit possible. Les Etats accordèrent 40,000 francs. J'en donnay sur le champ avis à M. le contrôleur général, M. de Courteille, qui écrivit à M. Le Bret, le 4 février dernier, et lui envoya un arrêt du Conseil du 26 décembre 1760, par lequel Sa Majesté accorde 20,000 fr. par an sur les bois de Bretagne. Comme aujourd'hui, Monsieur, vous partagés avec M. le duc d'Aiguillon les fonctions de M. l'Intendant absent, il me chargea hier de vous écrire aujourd'hui, pour vous prier de lui envoyer à Paris par le premier ordinaire et cette lettre et l'arrêt du Conseil et, en un mot, toutes les instructions que vous pourrés, afin qu'il puisse, pendant son séjour là haut, mettre cette affaire en train de finir. Je vous auray, Monsieur, bien de l'obligation de ce que vous voudrés bien faire pour une compagnie qui vous regarde toujours comme un de ses membres.

M. le duc d'Aiguillon est bien changé : il avoit eu la fièvre samedi dernier, et depuis ce temps il a toujours des douleurs par tout le corps. Malgré cela il faut courir ; quel métier ! Je suis avec le plus sincère attachement, Monsieur.

Votre humble et très obéissant serviteur,

BECDÉLIÈVRE.¹

L'intérêt que M. de Becdelièvre témoignait à cette entreprise étoit tout naturel de la part du premier Président de la Chambre. La Chambre devoit lui en exprimer sa reconnaissance, en associant la marquise de Becdelièvre au duc d'Aiguillon, dans une cérémonie toujours solennelle pour l'histoire d'une construction.

Les travaux, approuvés en 1762, commencèrent en 1763. Les fondations en furent jetées le 19 juillet de cette année. Les

¹ Arch. départ., C. 490.

pluies continuelles vinrent augmenter les difficultés que l'architecte rencontrait dans la nature du terrain. Mais, par son habileté, il se tira heureusement des difficultés prévues et imprévues, et, le 6 septembre, le duc d'Aiguillon et la marquise de Beccdelièvre, première présidente, purent poser la première pierre du nouveau bâtiment.

Pour perpétuer le souvenir d'un tel événement, on grava sur une plaque de cuivre incrustée dans cette première pierre l'inscription suivante :

REGNANTE LUDOVICO XV.
OPTIMO PRINCIPE,
LUD.-JOAN.-MAR. BORB. DUCE PENTHEVERIO
PROVINCIAE FELICITER GUBERNANTE,
ILL. AC FOT. DOM. EMM.-ARM. *DUPLESSIS-RICHELIEU*
DUX AIGUILLONIUS
PAR. FRANC. REG. ORD. EQ. TORQ. NOB. GEN.
MIL. LEGAT. GEN. ALSATIÆ PRÆSES,
REG. ARMORICÆ PRÆFECTUS, COMITAT. NANNET. PRÆTOR
PROVINCIAE DEFENSOR FUSIS AD S. CATUODUM ANGLIS,
ARTIUM TUTOR ET CULTOR, NANNET. ALTER CONDITOR,
IN COMMUNI TEMPORUM DIFFICULTATE, REGE ET ARM. COMITIS
OPES LARGIENTIBUS, etc.
ÆDIFICATÆ SUPREMÆ HUIUS RATIONUM REGIARUM CURÆ
PRIMUM HUNG-CE LAPIDEM POSUIT,
ANNO DOMINI M. DCC. LXIII, DIE SEPTEMBRIS VI.
PROTO-PRÆSIDE, D. D. HILARIONE-FRANCISCO MARCHIONE
DE BECDELIÈVRE
DECANIS, D. D. JACOBO LEONARD DE LA RABELAIS ET
CAROLO JOSEPHO JULIANO *PROUST*;
MAGISTRIS COMPUTORUM D. D. JAC.-FRANC. *DE LA GOURTIÈRE*
PET.-JOAN. *LE GRAND DE BEAUMONT*
JOAN-BAPT.-LUD. *CHOTARD DE LA LOUAIRIE*
ET LUD. *LE BONNETIER*;
SUMMO PROCURATORE REGIO D. HENRICO-ANNA-SALOMONE
DE LA TULLAIE
NOBILIBUS OPERIS MODERATORIBUS.
DUCE ET AUCTORE J.-B. *CEINERAY*, ARCHIT.

¹ Nous empruntons le texte de cette inscription à Greslan. Il est plus complet que celui qu'en a donné Ogée.

On nous permettra de donner le sens de cette inscription pour ceux qui ne connaissent pas le latin.

« Sous le règne de Louis XV, excellent prince ; Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre, gouvernant heureusement cette province ; Illustre et puissant seigneur Emmanuel Armand Duplessis-Richelieu, duc d'Aiguillon, pair de France, chevalier de l'ordre du Roi, noble génois, lieutenant-général des armées, gouverneur de l'Alsace, commandant en Bretagne, lieutenant-général du comté nantais, défenseur de la Province, lors de la défaite des Anglais à Saint-Cast, protecteur et ami des arts, second fondateur de Nantes, a posé la première pierre de ce palais de la Chambre des Comptes, élevé grâce aux ressources fournies, au milieu de la difficulté générale des temps, par le Roi et les Etats de Bretagne, le sixième jour de septembre de l'an du Seigneur MDCCLXIII. Furent chargés de la conduite des travaux : le premier président, M. H. Franç. marquis de Beedelievre ; les doyens MM. Jacq. Léonard de la Rablais, et Charl.-Jos.-Jul. Proust ; les maîtres des Comptes : MM. Jacq.-Franç. de la Gourtière, Pierre-Jean Le Grand de Beaumont, Jean-Bap.-Louis Chotard de la Louairie, et Louis Le Bonnetier. le procureur général du Roi, M. Henri-Anne-Salomon de la Tullaie ; sur les plans et sous la direction de J.-B. Ceineray, architecte ».

L'entreprise alla lentement, par suite des difficultés d'argent dont nous avons donné une idée précédemment. L'ensemble du bâtiment était cependant terminé en 1772. On en était alors à la toiture, comme nous le prouve ce récit d'un vol qui y fut fait¹.

« Le 12 novembre 1772, le sr Jean-Baptiste Ceineray, architecte du palais de la Chambre aiant demandé à entrer au bureau, lui venu, a dit que visitant hier avec des ouvriers les réparations à faire sur le toit et comble du dudit palais neuf, ils auroient remarqué ensemble qu'il avoit été volé une plaque de plomb d'environ 8 pieds de long servant à couvrir une partie du faitage d'icelui palais. et à demandé

¹Arch. départ. B. 672 f. 121.

les ordres de la Chambre au sujet. Lui retiré et la Chambre y délibérant, mandé et venu au bureau les gens du Roy, la Chambre a ordonné et ordonne que par devant M. Jean-Baptiste-Louis Chotard et en présence de M. l'avocat général du Roy, il sera descendu demain, 8 h. du matin sur les lieux, pour faire état et procès verbal de l'état des choses ; accompagné dudit s^r Ceineray, pour le tout rapporté à la Chambre, être ordonné ce qu'il sera vu appartenir ».

Dans la suite, les travaux traînèrent davantage encore. La lettre qui nous donne quelques détails sur l'incendie des archives en 1774, dit que « le nouveau palais de la Chambre dépérit tous les jours faute d'être fini ». En 1775, le conflit entre la commission intermédiaire des Etats et la commission de la Chambre, retarda encore les travaux. En 1776, le 23 octobre, on envoie des billets d'invitation pour la construction du grand escalier, à Laillaud, Peccot, Béranger, Berry, Biret le jeune, Suet et Perraudau ; et pendant les années de 1777 et de 1778, on s'occupe de ce travail. Mais les tracasseries d'Hénon et la guerre avec les Anglais viennent en entraver la marche. Ceineray joue vraiment de malheur. Son fournisseur de pierres « M. Germain négociant à Crazanne, à Saint-Savinien-du-Port », lui fait par mer une expédition de blocs de crazanne. Surviennent les Anglais qui coulent le vaisseau, et la pierre blanche va paver le fond de la mer¹.

Enfin les années 1780 et 1781 voient la fin des travaux des différents chantiers. Le 10 février 1780, Antoine Peccot demande qu'on reçoive son ouvrage de maçonnerie. Les autres corps d'état l'imitent successivement. C'est le maître serrurier Julien Cosnier qui rend bientôt son renable ; puis le marbrier Sébastien Leysner, d'Angers, le sculpteur des anges de l'ancien autel de la cathédrale, adjudicataire de 8 cheminées de marbre au palais de la Chambre ; puis Charles Robinot qui demande qu'on reçoive ses sculptures, puis les menuisiers, les peintres et tous ceux qui ont pris part à la construction.

Le Palais n'était pas encore complètement terminé ; cepen-

¹ Arch. départ. C. 494.

dant il paraissait en état de servir : aussi le 5 octobre 1781, le Roi donna-t-il les lettres patentes pour le retour de la Chambre et des archives dans le local qui leur était destiné.

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à nos amés et féaux conseillers les gens tenans notre Chambre des Comptes à Nantes, salut.

Tous les ouvrages qui restaient à faire au nouveau bâtiment qui a été construit dans notre ville de Nantes, pour y tenir vos séances, et pour le dépôt de vos archives, étant actuellement achevés, ou devant l'être incessamment, nous n'avons pas jugé devoir différer de vous mettre en état de l'occuper conformément à sa destination, et nous avons ce jourd'hui rendu à cet effet, en notre Conseil, un arrêt, pour l'exécution duquel nous avons ordonné que toutes lettres seraient expédiées.

A ces causes, de l'avis de notre Conseil, et vu ledit arrêt cy attaché, sous le contrescel de notre chancellerie et conformément à iceluy, nous vous avons ordonné, et par ces présentes, signées de notre main, vous ordonnons que vous ayez à vous transporter incessamment dans ledit bâtiment, et à y continuer à tenir vos séances, en la manière accoutumée ; comme aussi que vous ayez à y faire transporter les titres et papiers contenue dans vos archives, à l'effet d'y être déposés dans les endroits à ce destinés¹...

La Chambre trouva que ce retour était un peu précipité.² Le grand escalier n'était pas encore fini ; il y en avait bien un petit, capable de rendre les mêmes services : mais le grand convenait mieux à la solennité de ses séances : d'ailleurs les officiers de la Chambre se disaient entre eux, et l'expérience leur eût sans doute donné raison, que, s'ils prenaient possession de leur palais avant la fin de tous les travaux, le grand escalier resterait pendant longtemps inachevé³.

Cependant, comme les lettres patentes du 5 octobre étaient formelles, la Chambre jugea à propos de faire ses observations, pour excuser le délai qu'elle mettait à se conformer à la volonté du Roi³.

¹ *Arch. départ.*, Liv. des mandemens, LVII.

² *Arch. dép.*, C. 494.

³ *Ibidem*, B. 673.

Ce 20 novembre 1881, vu par la Chambre l'arrêt du conseil du 5 octobre dernier, les lettres patentes sur icelui du même jour portant l'ordre de transférer le siège des séances de la Chambre des Comptes du couvent des Cordeliers au palais qui lui est destiné, l'arrêt d'avant faire droit rendu sur les dits arrêt du Conseil et lettres patentes en date du 3 de ce mois, qui commet des commissaires pour rapporter procès-verbal de l'état, circonstances et dépendances dudit Palais tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; vu ensemble ledit procès-verbal en date du 8 suivant, oui le rapport desdits commissaires et tout considéré : La Chambre, semestres assemblés, attendu qu'il est constaté par le procès-verbal susdaté que le palais qui lui est destiné n'est pas encore en état d'être occupé, a ordonné et ordonne qu'il sera envoyé une expédition dudit procès-verbal à M. Ancelot, secrétaire d'Etat ayant le département de la Province de Bretagne, une autre à M. Joly de Fleury, ministre ayant le département des finances, et qu'il y sera joint un Mémoire pour les prier d'assurer Sa Majesté du désir qu'à la Chambre d'obéir à ses ordres, dont l'exécution n'a été retardée que par l'impossibilité absolue où la Chambre s'est trouvée, lui demander ses bons offices auprès du Roy pour en obtenir les objets de dépenses nécessaires pour sa translation et, en tant que besoin, la réintégration dans les terrains de l'ancien Palais. Fait en la Chambre des Comptes de Bretagne, à Nantes lesdits jour et an.

Signé BECDELIEVRE.

En attendant, elle pressait les travaux plus activement encore ; et le 29 novembre 1782, Ceineray rendait son renable définitif à MM. l'abbé de Hercé, Jaquelot et Gellée de Prémion, membres de la commission des Etats¹.

Le palais de la Chambre reconstruit, on s'occupa de son ameublement. Le Roi et des Etats y concoururent comme ils avaient déjà concouru à sa reconstruction. Une lettre de M. Joly de Fleury, datée du 10 avril 1782, annonça au premier Président de la Chambre que le Roi lui accordait 10.000 livres à cet effet².

Cette allocation, doublée de celle de 10.000 livres que les Etats devaient accorder dans le même but, parut insuffisante

¹ *Arch. départ.*, C. 494.

² *Ibidem*, B. 673. Séance du 11 mai.

à la Chambre. Elle pria Sa Majesté de suppléer à cette insuffisance « soit par d'autres sommes plus propres à remplir l'objet de leur destination, soit par un prest des tapisseries et autres meubles pris au garde-meuble de la Couronne ».

Sans nous occuper plus longuement de cette question d'ameublement, disons que l'adjudication des fauteuils et tapisseries de la Chambre fut faite en faveur de Thomas Courtois, demeurant Ile Feydeau, et que Langlas fils et Lemasle avaient soumissionné comme lui.

Enfin, le jour approchait où la Chambre devait prendre possession de son nouveau palais.

Le samedi 1 juin 1782, « délibérant sur son entrée prochaine dans le nouveau palais qui lui est destiné », elle nomma « commissaires MM. le premier Président Mauvillain et Thiercelin, conseillers maîtres du présent semestre, et MM. de la Vau et Baudry de la Bretinnière, conseillers maîtres du semestre de septembre, pour travailler à tous les détails qui concernent son ameublement et lever généralement toutes les difficultés qui pourraient retarder son entrée dans ce nouveau palais, et les a autorisés de plus à signer tous les marchés qui seront à faire, et à donner en conséquence toutes les ordonnances nécessaires. La Chambre engage aussi M. le premier Président à se charger d'écrire à MM. de la commission de Nantes, qu'elle lui donne pouvoir de recevoir les clefs du bâtiment et d'en donner un récépissé¹ ».

Puis, lecture faite au Bureau de l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 octobre 1782, revêtu des lettres patentes de Sa Majesté, elle ordonna d'enregistrer au greffe lesdits arrêts et lettres patentes, « pour avoir effet bien et deuement, suivant la volonté du Roy ».

En vertu de l'autorisation de la Chambre, le premier Président reçut le lendemain du secrétaire de la Commission « les clefs du bâtiment et lui en donna un recepissé » ainsi conçu :

¹ Arch. départ. B. 673. f. 186.

« J'ai reçu du s. Vaudet les clefs du nouveau palais destiné à la Chambre des Comptes.

A Nantes, le 2 juin 1782.

BEUDELIÈVRE¹ ».

Toutes les formalités étant enfin remplies, la Chambre qui, dans sa séance du 1 juin, avait décidé qu'elle se transporterait à son palais « incessamment », fixa, dans ses séances du 5 et du 6, sa translation au 7 juin. Ce fut ce jour qu'elle prit possession du palais dont la construction avait coûté un demi-million, duré près de vingt ans et que la Révolution devait bientôt destiner à un autre usage.

Il ne restait plus à la Chambre qu'à prendre possession de sa chapelle. L'ancien palais n'en avait pas, et les officiers de la Chambre étaient obligés d'aller aux Cordeliers pour leur messe d'entrée, à l'ouverture des séances de chaque semestre. Dans le nouveau palais on n'oublia pas d'en mettre une, dont le service fut confié aux Cordeliers qui restèrent ainsi les aumôniers de la Cour des Comptes.

Comme la Chambre était de la paroisse de Saint-Léonard, ce fut sur les registres de cette paroisse que fut inscrit l'acte suivant :

« Le 5 mai 1783, a été fait la bénédiction solennelle de la chapelle et autel du palais de la Chambre des Comptes de Bretagne située en cette paroisse, par Mgr l'Illustrissime et Révérendissime Jean-Auguste de Fretat de Sarra, évêque de Nantes ; après laquelle cérémonie, il a été célébré la Sainte Messe à basse voix, chanté le *Te deum*, accompagné de nous recteur, revêtu de notre surplis et en étole, et de plusieurs autres ecclésiastiques du clergé de notre paroisse, en présence de nos seigneurs de la Chambre des Comptes ».

Cette bénédiction permit à la Chambre de jouir de sa chapelle. Elle avait entendu aux Cordeliers la messe du Saint-Esprit, à l'ouverture de son semestre de mai : elle l'en-

¹ Arch. départ. C., 194.

tendit dans son palais, à l'ouverture de son second semestre, le lundi 1^{er} septembre 1783¹.

Nous avons suivi jusqu'ici la conduite des travaux : avant de quitter notre monument, arrêtons-nous un instant à le considérer. En voici d'abord l'extérieur. La description que nous en donnons a été faite par Greslan, en 1766, au moment où le palais était en pleine construction. Pour la faire, l'auteur semble s'être inspiré du plan en même temps que des travaux déjà réalisés. Il n'est pas impossible que les notes lui en aient été fournies par Ceineray.

« Cet édifice a 192 pieds de longueur sur 70 de largeur. Le milieu de la façade, du côté de la place projetée, consiste en un avant-corps, composé de quatre grandes colonnes isolées et d'ordre ionique, de 3 pieds 6 pouces de diamètre, posées sur un socle continu. Cet avant-corps sera terminé par un grand fronton, dans lequel seront les armes du roi. Au milieu sera la porte d'entrée, accompagnée de deux grandes fenêtres, qui éclaireront un beau vestibule. Les deux arrière-corps sont percés chacun de 6 fenêtres, entre lesquelles est un pilastre de même ordre et diamètre que les colonnes. Le tout sera couronné d'un entablement, orné de dentiers et surmonté d'une balustrade qui régnera au pourtour de l'édifice.

« Le milieu de l'autre façade du côté de la rivière d'Erdre, est semblable à la précédente, excepté qu'il n'y a point de pilastres entre les fenêtres. Les deux bouts sont seulement ornés de deux grands pilastres avec refend. Dans le fronton de l'avant-corps sont les armes de la province de Bretagne.

« Au fond du vestibule, dont il a été parlé, se voit un très grand et bel escalier, à deux rampes, qui conduit au premier étage, où seront tous les bureaux, tous très grands et bien décorés. La partie à droite du rez-de-chaussée est composée de plusieurs grandes salles, voûtées dessus et dessous, des-

¹ Arch. départ., B. 673, f. 196.

tinées au dépôt des archives. La partie à gauche contient plusieurs pièces pour des logements¹ ».

Pénétrons maintenant à l'intérieur de l'édifice : nous aurons pour nous conduire le procès-verbal qu'en ont dressé, le 8 novembre 1785, Alex.-Jul.-Armand Delavau et Jacq.-Franç. Mauvillain, sieur de Beausoleil, accompagnés de l'expert Perraudau. Cet acte étant trop long, nous n'en donnerons qu'une partie.

1° Entrez dans le vestibule et l'ayant fait mesurer, le sieur Perraudau nous a fait voir... qu'il a 35 pieds 7 pouces de longueur, et que le plafond est en plâtre, à cadre et compartiments, orné de fleurs de lys et d'hermines, qu'il y a trois portes feintes en boizure, chacune à deux vantaux, et une quatrième de même structure à droite en entrant, qui communique à la chambre destinée pour le suisse du palais ; qu'il y a deux colonnes cannelées qui prennent leur naissance dans les marches qui montent au premier pallier du grand escalier cy après ; qu'à vis ces deux colonnes sont deux pilastres tracés pour être cannelés ; qu'il y a deux niches qui nous ont paru destinées à placer des statues ; qu'au surplus, il y a deux croisées vitrées et grillées de barreaux de fer, donnantes sur la cour dudit palais.

Dans la chambre du suisse il y a une croisée vitrée et grillée comme dans les précédentes, donnant sur la cour, une petite cheminée de tuffau, un escalier de bois pour monter à l'entresol ; elle donne sur une des chambres des archives. Arrivez sur le premier pallier du grand escalier faisant face à la principale porte d'entrée, entre les deux colonnes cy devant, l'expert nous a fait remarquer qu'au dessus dudit pallier et sur partie des marches qui montent au second pallier du même escalier, règne une platte bande voutée en tuffeaux ; que de chaque côté du premier pallier, il y a une porte à deux vantaux dont celle à droit en montant conduit sous la voute dudit escalier, ainsi que la porte à gauche qui y conduit également, de même que pour parvenir dans une grande salle au retz-de-chaussée, et dans celles destinées pour établir le greffe. — La voute est éclairée par deux croisées vitrées et grillées de barres de fer, donnantes sur la rivière d'Erdre.

L'escalier... monte en deux rampes à balustres, l'une à droit et l'autre à gauche sur un grand pallier, ou repos, au niveau du pre-

¹ *Description de la ville de Nantes* par Greslan, Hubelot et D. D...

mier étage, où est une grande porte à deux vantaux, pour entrer dans les appartements cy après ; lesd. rampes et balustres sont, ainsi que les marches de l'escalier, en pierre de crassanne, le pourtour de la cage est en tuffeaux, avec tablettes saillantes et rentrantes, plinthe et corniche ; l'escalier est plafonné en plâtre avec cadres garnis de moulures d'architecture, et une corniche dans leur pourtour... il est éclairé par trois croisées vitrées qui donnent sur la rivière d'Erdre... A l'entrée dudit escalier, sont deux pieds d'estaux avec des moulures, pour soutenir la buttée des rampes, et disposés pour recevoir des groupes.

Entrez dans la grande salle dite des Procureurs, par la porte ouvrante sur le grand escalier cy dessus, l'expert nous a fait remarquer qu'elle a 58 pieds 9 pouces de longueur, sur 30 pieds 3 pouces de largeur ; que le plafond est en plâtre avec corniches dans son pourtour... qu'il y a cinq croisées vitrées donnant sur la façade de la cour, que les murs de la dite salle sont ornés de pilastres et tablettes saillantes, décorés de fleurs de lys, d'hermines et de trophées en sculpture relevée en bosse sur lesd. tablettes et pilastres, à l'exception seulement de deux panaux à vis les croisées, qui sont unis, sans aucun ornement ; qu'il y a 8 grandes portes, chacune à deux vantaux, avec médaillons et draperies au-dessus, compris celle qui ouvre sur le grand escalier, pour entrer dans les chambres cy après, à l'exception de deux qui sont peintes, joignant les deux angles du mur qui sépare ladite salle d'avec celle du grand bureau, du côté d'occident.

Ayant fait ouvrir les deux vantaux de la porte qui renferme la chapelle, pratiquée dans le mur de la salle du côté vers orient, avons vu qu'il y a un autel en tombeau, uni, qu'à la table il n'y a point de pierre sacrée, que dans la façade de l'autel, il y a un cadre pour recevoir un tableau.

Passez dans la salle destinée pour le grand bureau et dite grande salle d'audience, vers occident... avons vu qu'elle a 48 pieds 6 pouces de longueur, sur 29 pieds 6 pouces de largeur... qu'il y a 4 portes à deux vantaux avec attiques au-dessus la menuiserie, qui communiquent aux cabinets et chambres cy après, non compris celle d'entrée, que lad. salle d'audience est lambrissée sur trois façades, d'un lambris de 4 pieds 1/2 de hauteur ; qu'elle est éclairée par 4 croisées vitrées du côté de la cour ».

Suivent les procès-verbaux de deux cabinets au fond de cette salle ; de la salle destinée pour la chambre du Conseil, avec sa cheminée en marbre et ses deux croisées donnant sur

l'Erdre ; de la salle destinée pour MM. les auditeurs, avec sa cheminée de marbre, ses trois croisées vitrées donnant sur l'Erdre ; de la chambre destinée pour le parquet de MM. les gens du Roy au derrière de la chapelle, avec sa cheminée de marbre surmontée d'une attique en menuiserie, et ses deux croisées sur la cour ; de la chambre destinée pour servir de bureau à MM. les correcteurs, ayant trois croisées l'une vers orient, et les deux autres vers midy ; de la chambre destinée pour MM. les députés des Etats, ayant trois croisées, l'une vers orient, et les deux autres vers le nord ; des chambres du rez-de-chaussée destinées à déposer les archives. La première, au bas de l'escalier est voûtée : il y a deux piliers qui soutiennent les naissances des voûtes ; trois croisées vitrées et grillées donnant sur la cour ; la seconde, à gauche en entrant dans celle cy-dessus, voûtée comme la précédente avec piliers, est éclairée par deux croisées vitrées et grillées donnant sur l'Erdre ; la troisième, à droite en entrant dans la première, voûtée avec seulement un pilier qui reçoit la naissance de la voûte, a deux croisées sur la cour ; la quatrième a sa porte de communication avec la précédente, est voûtée, a quatre piliers qui soutiennent les naissances des voûtes et trois croisées vitrées et grillées sur l'Erdre.

Puis viennent le cabinet destiné au garde des archives, avec une fenêtre donnant sur l'Erdre ; la chambre destinée aux huissiers, donnant dans la grande salle des procureurs, ayant deux croisées vitrées sur l'Erdre ; la chambre du rez-de-chaussée, destinée à servir de greffe et une grande salle au rez-de-chaussée, à droite en descendant le petit escalier, ayant trois croisées sur l'Erdre.

Enfin, au-devant de l'entrée du palais, règne un perron composé de quatre marches en hauteur, lequel a 51 pieds de longueur sur 9 pieds de saillie au-delà de la façade. Pour entrer au palais, est une grande porte à deux vantaux de 8 pieds de largeur, qui communique au vestibule, et deux colonnes en dehors de chaque côté de l'entrée¹.

¹ Arch. départ., B. 526.

V. — Les Archives. — Les Cordeliers.

Le Palais de la Chambre des Comptes était destiné à servir non seulement aux séances de cette Cour, mais encore à la garde des archives du Roi et de celles de la province de Bretagne. Il est facile de se rendre compte de l'importance de ce dépôt, lorsque l'on considère le temps qu'il avait mis à se former, et l'intérêt des pièces de toute sorte qu'il renfermait.

Aussi le Roi, les députés des Etats de Bretagne, les membres de la Chambre des Comptes, veillaient-ils avec le plus grand soin sur un dépôt aussi précieux. Pour tous, les archives étaient non seulement des témoins authentiques du passé, les plus sûrs pour en reconstituer l'histoire, et en rétablir la véritable physionomie; c'étaient encore des titres officiels qui, dans des discussions continuelles, permettaient aux uns et aux autres de faire valoir leurs droits contestés.

Les différents documents cités précédemment renferment des preuves nombreuses de l'intérêt que tous portaient alors aux archives. L'histoire de leur translation et de leur séjour aux Cordeliers tient de si près à celle de l'histoire du Palais de la Chambre, qu'il ne nous semble pas hors de notre sujet d'en dire ici quelques mots.

L'arrêt du Conseil d'Etat qui ordonnait la translation de la Chambre aux Cordeliers réglait aussi, avec les indications les plus minutieuses, la manière dont on devait y faire le transport des archives. Dans sa séance du 14 avril 1760, la Chambre prend les moyens de se conformer au second article de cet arrêt.

« Pour le transport des titres, papiers et armoires qui les contiennent, elle a nommé M^{re} Pierre-Jean Legrand de Beaumont et Jean Legrand de Lumion, conseillers et maîtres à cette fin commis », afin de procéder à ce transport en prenant les précautions indiquées par les lettres patentes du 29 novembre 1759¹.

¹ Arch. départ., B. 671, f. 27 et 31.

Mais le dépôt d'archives, accumulées dans toutes les salles du palais de la Chambre, se trouva alors si considérable qu'on ne put les loger toutes dans les salles cédées à cet effet par les Cordeliers. Les Commissaires, forcés par cet encombrement d'interrompre leur commission, en référèrent à la Chambre. Celle-ci, sur leur représentation ordonna, dans sa séance du 18 juin 1760, que « attendu l'exigence du service du Roy et la seureté de ses dépôts, il seroit fait incessamment, et de jour à autre, les réparations nécessaires et les dispositions convenables dans la remise que tient actuellement à ferme la veuve Richard desdits pères Cordeliers, et écurie y attenante, pour y placer ce qu'il reste de papiers desdits dépôts » dans les greniers. Malheureusement cette remise et les autres salles dans lesquelles la Chambre des Comptes fut alors forcée d'enfasser ses archives, n'étaient guère destinées à les recevoir, et le séjour que tous ces titres y firent devint funeste à leur conservation.

Ce fut d'abord le poids des armoires bondées de parchemins et de volumes qui (ils étaient coutumiers du fait) défonça encore les planchers. De ces meubles éventrés il eût été facile d'enlever leurs trésors, si le procureur général avait veillé sur eux avec moins de soin.

Le 14 mars 1770, le procureur général, étant entré au bureau, a dit :

MESSIEURS,

Nous venons d'être instruit que par la caducité des lieux où se trouvent quelques uns des titres et papiers qui composent les dépôts de la Chambre, plusieurs armoires se seroient considérablement enfoncées, en sorte que quelques-unes ont été rompues et que cet accident menace les dits titres et papiers d'une déperdition totale, s'il n'y étoit incessamment pourvu ; pourquoi nous requérons que, par les architectes qui seront choisis par la Chambre, et en présence des commissaires qui seront nommés à cet effet, il soit descendu dès ce jour dans lesdites archives, rapporté, si besoin est, état et procès verbal de leur situation, et pris, par eux, telles mesures provisoires qui seront vues nécessaires pour la conservation instante des

titres du Roy : pour, passé de ce, être sur le rapport des dits sieurs commissaires, statué ultérieurement ainsi qu'il appartiendra.

Sur cette requête, la Chambre nomma des Commissaires et ordonna « qu'en présence des commissaires, les titres, comptes et acquits dont lesdites armoires sont remplies et chargées, en seront tirés par le garde des Archives, qu'ils seront portés dans la grande salle du dépôt dudit garde, usant de toutes les précautions nécessaires pour leur conservation, jusqu'à ce qu'ils puissent être remis dans les armoires préalablement réparées¹ ».

Mais c'est de l'humidité du local que les archives eurent surtout à souffrir. Ce fut là la cause qui contribua le plus à leur détérioration. Différents procès-verbaux en font une description lamentable. On a bien raison de dire, et la chose est vraie pour les administrations comme pour les particuliers, que les déménagements finissent par être aussi désastreux qu'un incendie.

Du reste, pendant leur séjour aux Cordeliers, les titres de la Chambre des Comptes ne furent pas même exempts des risques de ce dernier et radical moyen de destruction. On dirait même qu'ils profitèrent de ce court séjour pour se payer ces risques deux fois en deux ans.

La première fois, ce fut deux ans après le défoncement des armoires et des planchers.

Le 10 septembre 1772, l'avocat général du Roi, entre au bureau, a dit :

MESSIEURS,

Nous nous croions obligé de faire part à la Chambre du danger que court le 8 de ce mois, jour de la Nativité de la Sainte Vierge, le dépôt précieux qui vous est confié; dépôt si intéressant pour le Roi et pour la province.

Depuis la translation de la Chambre chez les PP. Cordeliers, en

¹ Arch. départ., B. 672 et C. 491.

avril 1760, pour la réédification de son nouveau palais, vous n'aviez redouté que l'humidité des endroits presque sous terrains qui renferment un tel dépôt, et vous aviez cherché à éviter les risques de feu en préférant, dans l'alternative où vous étiez réduits, ceux de l'humidité qui sembloient ne devoir être que momentanés, plus tôt que d'y remédier par un moyen qui, malgré toutes les précautions possibles, auroit pu tourner à la destruction de ce qu'il auroit dû conserver.

Cependant cette sage prévoyance a pensé être inutile : ledit jour 8 de ce mois, comme nous étions au Greffe sur les 9 heures du matin pour recherches extraordinaires, le feu se manifesta assez violemment par flamme et une épaisse fumée, dans la cheminée d'un père Cordelier, laquelle répond aux principales pièces contenant vos archives.

Nous nous y transportâmes sur le champ, et, le secours promptement donné, l'accident n'eut point de suite. Mais un pareil accident pouvoit et peut arriver dans des temps, à des heures moins propres à pouvoir y être remédié aussi promptement, et donner lieu par conséquent à un embrasement total.

Une pareille considération nous fait requérir qu'il plaise à la Chambre employer tous les moyens que lui dicteront sa prudence et son zèle pour tâcher de prévenir par la suite jusqu'à l'appréhension d'un pareil malheur.

Signé : R. BUDAN¹.

La Chambre fit droit à la remontrance du procureur général. Elle ordonna de faire boucher la cheminée où le feu avait pris naissance, et de recommander aux Cordeliers « d'avoir soin de tenir nettes toutes les cheminées adjacentes à ses archives et greffe ».

Il paraît que le principe *non bis in idem* n'est pas d'une application constante. Deux ans plus tard, les archives retombaient pour la seconde fois dans le même danger, et ne devaient leur salut qu'à la préparation d'un sermon.

On parle parfois de discours incendiaires : de bonne fois, on aura de la peine à qualifier de cette épithète le sermon qui a préservé de l'incendie le plus riche dépôt d'archives de la Bretagne.

Le Président de la Chambre des Comptes s'émut avec raison

¹ Arch. départ., B. 672, f. 130.

des dangers auxquels étaient constamment exposées les archives, et profita de la circonstance pour presser l'achèvement du Palais qui les garderait avec plus de sûreté. Il écrivit à ce sujet la lettre suivante :

MONSIEUR,

Le feu a pris la nuit du 2 au 3 au couvent des Cordeliers de cette ville, dans une chambre des dortoirs qui règne au-dessus des archives de la chambre. Le P. Troussart, gardien de ce couvent, occupé toute la nuit d'un sermon qu'il devait prêcher le matin, a averti assez à tems pour arrêter les progrès des flammes. Sans cette circonstance heureuse, toutes les archives eussent été consumées, sans apparence d'en pouvoir conserver aucun titre, l'intérieur du couvent n'étant que de colombage, sans aucun mur pour les séparer. Voilà, Monsieur, la seconde fois que l'on craint pour ce dépôt, depuis 17 mois. La première fut moins inquiétante ; le feu n'avait pris que dans une cheminée ; mais comme le couvent est très aisé à être incendié, le moindre feu donne de grandes inquiétudes. Il seroit bien à désirer, Monsieur, que Sa Majesté voulût prendre en considération la sûreté d'un dépôt aussi intéressant que celui de la Chambre. En parachevant le Palais on éviteroit ce malheur. Dans l'état où il est, la dépense sera moins grande pour l'achever que ne le seroit celle de rétablir les titres qui se trouveroient brûlés. Chargé, Monsieur, par Sa Majesté de veiller au bien de la Province, vous voudrez bien appuyer auprès de M. le Contrôleur-général, sur la nécessité de parachever le Palais de la Chambre qui dépérit tous les jours, faute d'être fini, et qui expose les archives à périr ou par le feu ou par l'humidité.

Je suis avec respect, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

BUROT DE CARCQUET.

Nantes, 5 avril 1774¹.

Tant que les archives restèrent aux Cordeliers, ces préoccupations pour leur conservation agitérent ceux à la vigilance et à la responsabilité desquels leur garde avait été confiée. Enfin l'achèvement du palais de la Chambre leur fit espérer le

¹ *Arch. départ.* C. 491.

retour de tant de titres dans le lieu où leur garde serait plus facile. La Commission intermédiaire des Etats écrivit à ce sujet la lettre suivante. Des archivistes de profession ne donneraient pas de conseils plus judicieux sur l'utilité de conserver même des documents actuellement illisibles, dans l'espoir que l'on peut trouver, un jour ou l'autre, des procédés capables de rétablir ces écritures effacées.

Rennes le 8 mars 1782.

MESSIEURS.

Les justes inquiétudes que vous avez témoignées sur les risques auxquels les titres de la Province sont exposés, ont déterminé les Etats à faire, malgré l'épuisement de leurs finances, de nouveaux efforts pour contribuer à la perfection du palais destiné à vos séances et au dépôt de vos archives.

Nous n'avons, Messieurs, rien négligé pour accélérer les travaux qui restoient à faire ; ils sont achevés et le ministre nous a assuré que les lettres patentes nécessaires pour votre translation vont vous être adressées.

Vos vues et les nôtres, Messieurs, ne peuvent être dirigées que par le bien public. Dépositaires des titres du Roy ainsi que de la Province et des particuliers, vous êtes témoins du dépérissement où ils sont par l'humidité du lieu qui les renferme. Ce dépérissement ne peut que s'accroître, si on ne s'empresse pas de les retirer de ce dépôt, et le préjudice qui en résulteroit deviendrait irréparable.

Nous connaissons votre zèle, Messieurs, et nous sommes persuadés qu'un motif d'intérêt public aussi puissant vous paraîtra de nature à n'être balancé par aucune autre considération. Nous vous prions, conformément à la charge que les Etats nous ont donnée, de vouloir bien accélérer le transport de ces archives.

M. le Comte de Boisgelin nous a fait part de la conférence qu'il a eue à ce sujet avec M. le premier président et avec quelques membres de votre Compagnie. Il nous a informés avoir appris de ces messieurs que plusieurs liasses sont tellement imprégnées d'humidité qu'on craint que la vie des hommes qui les transportent ne soit exposée ; qu'enfin une partie des titres est altérée à un tel point qu'on ne peut plus les lire, et qu'il regardoit comme nécessaire de brûler tous ceux dont l'écriture est effacée.

Vous savez, Messieurs, qu'avec des précautions on parvient à desseicher les papiers les plus humides et à les rendre lisibles. On connoît en effet, et on peut découvrir encore, des procédés pour rétablir l'écriture effacée par l'injure des tems. Plusieurs des titres qui se trouvent ainsi altérés peuvent être de la plus grande utilité à une infinité de familles, et nous sommes bien certains que, considérant qu'il n'y a aucun inconvénient à les conserver, qu'il y en auroit au contraire beaucoup à les brûler, vous n'adopterez point ce dernier parti.

Quand aux risques que peuvent courir les hommes qu'on emploiera à transporter les archives, il est des moyens de prévenir ces risques. Votre prudence, Messieurs, en déterminera le choix et nous ne redoutons pas que le vœu de la Province ne soit incessamment rempli.

Nous sommes avec respect¹...

Tant d'inquiétudes, allaient avoir leur terme, et les archives allaient bientôt retourner au lieu d'où elles avaient été exilées pendant vingt ans.

Dans sa séance du 11 mai 1782, la Chambre arrêta qu'il sera nommé des commissaires pour procéder au plus prochain transport des archives et du greffe dans le nouveau palais. En conséquence, elle a commis et commet M^{rs} Armand René Vollaige de Vaugirault, Jacq.-Joseph-Antoine Pays de Bouillé, Jean-François-Auguste Daburon de Mantelou, Ch.-Jean-Baptiste Poupard, Auguste-Claude de la Roche de la Ribellerie, Joseph-Marie-Thomas de la Quinvrays, Marin-Jean Boutillier de la Chèze, Gabriel-Claude-François Maussion du Joncheray, conseillers maîtres du présent semestre, et Maîtres Pierre-Auguste Merlaud de la Clartière, Hyacinthe-Michel Berthelot de la Glétais, J.-Baptiste-Marc-Pascal, fils, conseillers maîtres du semestre de septembre, pour vaquer à ladite translation ».

En vertu de cette délibération, les archives réintégrèrent leur domicile. Elle y trouvèrent, dans d'admirables salles voûtées, une installation presque luxueuse qui contrastait avec

¹ Arch. départ., C. 493

l'indigence de l'endroit qu'elles laissaient. On ouvrit, pour leur passage, dans l'enclos des Cordeliers, une brèche dont le rétablissement fut payé 6 livres, trois ans au plus tard, le 11 janvier 1785¹.

Quand, le 2 août 1782, on en fut rendu aux titres entassés dans la remise des Cordeliers, on put constater les ravages qu'y avaient faits l'humidité et les rats. On en trouva « la plus grande partie pourrie, rongée et confusément entassée ». Le procès-verbal en aurait été long à dresser ; l'examen en aurait demandé plusieurs années ; il ne restait plus d'endroit pour les placer. La Chambre encombrée de l'excès de ses richesses, mais de richesses en mauvais état, « ordonna de les mettre dans les sacs ficelés et cachetés,... pour conserver l'intégrité du dépôt des archives ».

On mit dans les greniers du nouveau palais toutes les pièces que les autres salles ne purent contenir. Mais l'humidité dont ces pièces étaient demeurées imprégnées, commença bientôt à détériorer les planchers. Le 20 mars 1784, le procureur général demanda à ce qu'on enlevât des greniers toutes les archives inutiles qui les chargeaient. La Chambre qui tenait malgré tout à leur conservation, décida, le 4 septembre, qu'on les « mettrait dans une grande salle qui restait de l'ancien palais² ».

La Révolution, qui approchait à grand pas, devait traiter de tout autre façon ces documents si précieux pour l'histoire. En quelques années, en quelques mois, elle fit contre les archives, plus que l'humidité, plus que tous les rongeurs ensemble n'avaient pu réussir à faire pendant des siècles. Elle ne leur fit pas, heureusement, tout le mal qu'elle leur voulait ; elle n'en eut pas le temps, et les tristes vandales de cette époque virent leur œuvre d'anéantissement combattue par des Français soucieux de conserver les souvenirs d'un passé qui

¹ *Arch. départ.*, B. 673. f. 252.

² *Ibidem.* B., 673 f. 191, et 230.

n'était pas sans gloire, d'un passé que le présent est bien insuffisant à faire oublier.

Malgré les pertes qu'il a subies à cette époque, le dépôt des archives de la Chambre des Comptes est encore de la plus grande importance, non seulement pour Nantes, mais encore pour toute la Bretagne.

Confié à la garde de M. L. Maître, il trouve dans son archiviste actuel, le zèle, la sollicitude, le dévouement que lui ont témoignés tous les commissaires des Etats ou de la Chambre des Comptes, et dont nous avons essayé de donner une idée par ce que nous avons dit plus haut. L'activité incessante avec laquelle M. L. Maître procède au classement de tant de titres divers, et suffit à faire de si nombreux inventaires, pour toutes les séries de ses Archives Départementales, est pour le chercheur un secours des plus précieux. Ses deux aides dévoués apportent au public, avec une complaisance que rien ne lasse, le volume ou la liasse qu'il demande, sur l'indication de ces inventaires. Certes les procédés peu encourageants en honneur dans certains bureaux, n'ont pas encore pénétré dans ce vénérable asile du passé. Si les bons procédés du vieux temps devaient un jour quitter toutes les administrations modernes, nos Archives et nos Bibliothèques nantaises seraient l'endroit où ils se réfugieraient.

Aussi est-ce avec le plus grand plaisir qu'y retournent tous ceux qu'intéresse l'étude du passé dans les documents, qui connaissent le mieux son histoire. Ils y trouvent la satisfaction d'une curiosité qui n'a rien de coupable ; ils y oublient un présent qui n'est pas sans tristesse, et parfois se délassent un instant, avec les morts, d'avoir à vivre avec les vivants. ...ne serait-ce, ce qui peut encore arriver de temps en temps, que pour mieux apprécier le plaisir de revenir parmi eux.

Dès qu'il s'était agi de transférer la Chambre des Comptes, pendant la construction de son palais, on avait songé aux Cordeliers. Leur couvent était à proximité de la Chambre ;

leur chapelle lui servait chaque année pour la messe de rentrée, à l'ouverture de ses séances. A l'avantage de faire un déménagement dans les conditions les moins coûteuses, se joignait pour les membres de la Chambre celui d'habiter dans un pays connu et ami.

Les religieux se laissèrent faire ; les Commissaires de la Chambre commencèrent par choisir les pièces du couvent qui pouvaient convenir à leur but, remettant à plus tard le soin de fixer le loyer à payer chaque année, pour cette occupation d'une partie du couvent.

Une fois la Chambre installée dans leurs salles, les Cordeliers demandèrent qu'on voulût bien au moins fixer le prix de ce loyer. Le 10 avril 1760, ils adressèrent une supplique qui fut renvoyée au maire de Nantes, et au sujet de laquelle celui-ci répondit la lettre suivante.

A Nantes, le 20 avril 1760

MONSIEUR,

Vos m'avez fait l'honneur de m'envoyer, le 10 de ce mois, la requête cy jointe, par laquelle les religieux Cordeliers de Nantes demandent que l'on fixe le loier de la portion de leur couvent qu'ils ont cédé pour servir à l'établissement du siège et des archives de la Chambre des Comptes, conformément à l'arrêt du Conseil du 7 8bre dernier, et qu'il y ait un fonds assigné pour le paiement. J'ai été, comme vous le demandés, avec M. le Premier Président de la Chambre et le sieur Ceineray architecte, voir les parties de ce couvent occupées tant par les différens officiers que par les archives ; et comme ces religieux donnent pour comparaison le couvent des Jacobins de Nantes, où le siège presidial a été établi pendant quelques années lors de la reconstruction du Palais, j'ai aussi été examiner les parties de ce dernier couvent occupées par ce siège et qui furent payées sur le pied de 1000 l. de loier. Le sieur Ceineray a jugé que la proposition étoit comme de 10 à 8 entre les lieux occupés dans le premier et dans le second de ces couvents, ou que s'il y a la valeur de dix pièces remplies par la Chambre des Comptes aux Cordeliers, il y en avait la valeur de 8 aux Jacobins ; que d'ailleurs les appartemens des Jacobins sont beaucoup plus surs, plus decens et plus commodes, qu'ainsi il n'esti-

me qu'à 1200 le loier des Cordeliers, et je trouve cette estimation très forte.

Il est très à désirer, Monsieur, que la Communauté de Nantes, déjà accablée de tant de charges, ne soit pas encore assujettie à celle-ci et il me semble bien plus juste que ce loier soit pris sur les fonds qui seront accordés pour la reconstruction du Palais de la Chambre. Il a été fait à cette occasion des réparations très urgentes et très utiles à ces appartemens des Cordeliers. Le reste de leur maison paraît assés grand pour leurs besoins. Ils pourraient donc attendre sans beaucoup d'incomodité le paiement de ce loier, lorsque les fonds seront faits, et s'il y avait trop de retardement, on pourrait leur accorder quelques acomptes des deniers de la Communauté, laquelle en seroit remboursée par les mêmes fonds. Le S. Ceineray qui a donné un temps considérable à faire les plans et devis du nouveau palais, à qui il est dû des honoraires proportionnés à son travail et à son talent, et qui est plus dans le cas d'en avoir besoin, sera bien obligé d'attendre.

Je suis avec un très profond respect, Monsieur.

Votre très humble et obéissant serviteur.

GELLÉE DE PREMION.

Conformément à cette lettre, le loyer à payer aux Cordeliers pour l'occupation de leurs salles, fut fixé à 1200 livres. Mais la question fut de savoir qui devait les payer. Dans sa lettre, le maire de Nantes détournait de la ville cette obligation nouvelle. C'était d'un excellent administrateur. Mais en avertissant les Cordeliers de ne pas réclamer ce paiement à la Ville, il ne leur disait pas à qui s'adresser.

Or, la Ville mise ainsi à part, grâce à l'habileté de son maire, il y avait encore pour les religieux trois caisses différentes où ils pouvaient frapper; celle du Roi, celle de la Province, celle de la Chambre des Comptes. Il eût été bon de commencer par désigner la caisse chargée d'assurer ce service. Mais comme on ne l'avait pas fait d'une manière définitive, chacun renvoyait à l'autre les Cordeliers et leurs requêtes, et ils étaient ainsi dans la situation d'une personne munie d'un mandai en

bonne et due forme, et que les employés d'un bureau se balottent de guichet à guichet.

Par suite de ces circonstances, on commença de bonne heure à ne pas payer les Cordeliers. Leurs premières requêtes pour obtenir leur paiement remontent aux premiers temps de la translation de la Chambre. On se rendit cependant à la justesse de leurs demandes, puis on les paya avec assez de régularité jusqu'en 1769.

A cette époque survint dans cette régularité une première interruption importante. Pendant sept ans, les Cordeliers ne reçurent rien. La détresse de leur couvent poussa le gardien à adresser au Contrôleur général une nouvelle requête qui fut envoyée à Versailles le 27 février 1777 : nous en donnons une partie.

MONSEIGNEUR,

En 1762, par un édit du Roi, MM. de la Chambre des Comptes de cette ville, forcés d'abandonner leur ancien palais tombant en ruines par vétusté, ont été transférés dans notre couvent dont ils occupent la plus grande partie. Citoyens avant d'être religieux, cet ordre nous rappelant que nous pourrions encore être utiles à la patrie, nous sacrifiâmes avec joye notre aisance à ses besoins. La plus grande, la plus commode portion de notre communauté devint dès lors depositaire des archives de la province et des droits respectifs des citoyens. Chargés des réparations de ces bâtiments immenses, nous avons jusqu'ici veillé avec le plus grand soin à la conservation d'un dépôt si précieux ».

Puis rappelant qu'ils ont été payés jusqu'en 1769 de la somme de 1.200 livres, fixée pour le loyer par l'Intendant, ils ajoutent que depuis ce temps, malgré leurs réclamations multipliées, ils n'ont rien reçu, et qu'il leur est dû d'arriéré 8.400 livres.

« Si la justice, ajoutent-ils, dont le temple est au fond de votre cœur avait besoin, Monseigneur, de traits attendrissans pour vous intéresser à la requête des supplians, je vous peindrais, Monseigneur, une communauté uniquement fondée sur la charité publique dont les canaux desséchés par l'opinion portent à peine jusqu'à nous les

denrées de la première nécessité. Je vous montrerais le tableau trop fidèle de l'avidité de nos créanciers, qui, effrayés du retard d'un paiement dont nous avons nourri leur patience, s'arment contre nous du glaive des lois pour nous contraindre : la porte des crédits se ferme à leurs cris : leurs plaintes devenues publiques détruisent dans les autres tout germe de confiance, et pour la rétablir nous nous voyons [forcés d'emprunter à constitut 5.000 livres, sur une paroisse de cette ville ».

Enfin, comme conclusion de leur requête, ils ajoutent :

« Nous osons, Monseigneur, attendre cet acte de justice de la bienfaisance qui a dirigé tous vos pas depuis que la France s'applaudit de vous voir à la source de ses richesses. Elle croit contempler Sully à côté de Henri IV, méditant de concert le bonheur de la nation. Elle sourit à l'aspect de ce consolant tableau qui nous force à croire que, sensible à la justice de notre demande, vous prendrez les moyens les plus prompts pour la rendre efficace.

Fondés sur toutes ces raisons, nous osons, Monseigneur, attendre de Votre Grandeur qu'il sera incessamment ordonné ou que nous soyons payés de la somme de 8.000 liv., pour sept années échues le 2 février de la présente, sur les fonds destinés par Sa Majesté, à la réédification du Palais, ou de nous voir mis par Sa Majesté sur l'état des fonds de cette province, dans quelque partie qu'il vous plaira. Monseigneur, assigner aux supplians.

Ils ne cesseront d'adresser au Ciel les vœux les plus ardens pour la conservation de Votre Grandeur.

Fr. Etienne, gardien du couvent des religieux Cordeliers de la ville de Nantes¹ ».

Cette requête navrante obtint encore aux Cordeliers pour cette fois, le paiement de ce qui leur était dû. Mais il était dit que ces bons religieux ne devaient être payés qu'à coup de requêtes. Il y a, en tout et partout, des gens avec qui on ne se gêne jamais : pour la Chambre des Comptes, les Cordeliers étaient de ces gens-là. En 1781, il leur était encore dû trois années de loyer. Leur requête de cette année fut improductive. Ils la recommencèrent le 1^{er} octobre 1782², ajoutant, avec un senti-

¹ *Arch. départ.*, C. 491.

² *Ibid.*, C. 493, et 494.

ment de tristesse en plus, qu'il leur était dû le loyer de quatre années.

Tout le monde reconnaissait pourtant la justice de leurs réclamations. En se renvoyant leur requête de commission à commission, celle qui la renvoyait ne manquait pas de l'apostiller d'une bonne parole à l'usage de l'autre ; mais le moindre grain de mil eût mieux fait l'affaire des Cordeliers que toutes ces stériles recommandations.

Nous ne nous sommes occupé, dans cette étude, que du palais de la Chambre des Comptes, à partir de son installation à Nantes. *L'Histoire de la Chambre des Comptes de Bretagne* par M. de Fourmont, renferme sur le fonctionnement de cette Cour, les événements auxquels elle a été mêlée, les officiers qui en ont fait partie, les détails les plus complets et les plus intéressants. Nous ne pouvons qu'y renvoyer le lecteur.

Pour la plus grande intelligence de quelques documents que nous avons cités, nous ajouterons cependant quelques détails sur la composition et le fonctionnement de la Chambre des Comptes, à l'époque où elle reconstruisit son palais.

Elle était partagée en deux séances ou semestres ; le semestre de mars et celui de septembre, ouvrant tous les deux par la messe du Saint-Esprit célébrée aux Cordeliers, et à laquelle la Cour assistait en grande cérémonie. Au premier semestre étaient employés : le Premier Président, trois autres présidents, dix sept conseillers maîtres, quatre conseillers correcteurs et dix sept conseillers auditeurs. Au second semestre : le Premier Président, quatre autres présidents, seize conseillers maîtres et autant de conseillers, correcteurs et auditeurs que dans le premier ; il y avait en tout huit présidents, y compris le premier, trente-trois conseillers maîtres, huit conseillers correcteurs et trente-quatre conseillers auditeurs, au total quatre-vingt-trois magistrats.

Le parquet consistait en deux avocats généraux, un procureur général, et un substitut du procureur général. Il y avait, en outre, deux greffiers en chef, un principal comme greffier,

neuf huissiers, un garde des archives, un payeur des gages et sept procureurs¹.

VI. — La Préfecture

Le palais de la Chambre des Comptes avait été construit aux frais du Roi et de la Bretagne, à l'usage de toute la province. C'était le département de la Loire-Inférieure qui devait le plus en profiter.

La Chambre ayant été supprimée le 2 septembre 1790, par un édit de l'Assemblée nationale, son palais resta vacant. Plusieurs auteurs ont rapporté que la Préfecture y fut installée en 1800. Il faudrait ici s'entendre sur les mots.

Les *Étrennes nantaises* de l'an IX (1800-1801), les premières qui eurent l'occasion de mentionner la Préfecture, la mettent *place de la Liberté*, c'est-à-dire place Louis XVI.

Ce fut, en effet, sur la place Louis XVI, appelée tour à tour place de la Liberté ou place Joséphine, à l'hôtel d'Aux, que le préfet habita jusqu'en 1828². Or d'après l'usage du temps, la Préfecture était l'habitation du préfet : on la distinguait des Bureaux de l'Administration qui étaient, eux, à l'ancienne Chambre des Comptes. Ce sont donc ces bureaux, distincts de la Préfecture, qui durent être installés en 1800 dans l'ancien Palais de la Chambre.

Cette différence entre la Préfecture et ses bureaux est expressément indiquée dans tous les projets qui ont rapport à la réunion de l'une et des autres. En 1825, on chargea Ogée « des travaux pour l'établissement de la Préfecture de Nantes dans l'ancien palais de la Chambre des Comptes, occupé par les bureaux de l'Administration générale du Département ».

Ces projets se rattachaient à une décision prise en 1823 par

¹ *Description de la ville de Nantes*, par Gressan.

² Il tenait cet immeuble en location. En 1811, il y eut au Conseil général projet d'acquiescer l'hôtel d'Aux estimé de 150 à 160 000 francs pour y fixer la Préfecture. En 1819, le Conseil revint sur ce projet d'acquisition.

le Conseil général : d'après cette décision le Palais de la Chambre devait servir de logement au Préfet. Le local disponible étant trop étroit, on dut acquérir, des héritiers du sieur Sui-reau, restaurateur, la maison remplacée aujourd'hui par le bureau de poste de la Préfecture, et un terrain appartenant à M. Demangeat.

On construisit, en 1826, sur ce terrain une aile parallèle à l'autre qui se trouvait du côté de la rue d'Argentré, près de la maison de M. de Régnon¹.

A cette occasion, on conçut le projet d'isoler le Palais de la Préfecture de la place, par une cour fermée d'une grille. Comme le terrain appartenait à la Ville, on le lui échangea pour un autre situé dans la corderie Brée, afin que la Ville pût aussi faire une place derrière l'Hôtel des Monnaies, aujourd'hui Ecole des sciences, alors en construction. Cet échange avait été autorisé par une ordonnance royale du 4 mai 1825. La grille qui ferme la cour fut faite par Bertrand Fourmaud, ingénieur mécanicien, et était placée en 1829.

La construction des deux ailes était à peine terminée, qu'on cherchait à transférer la Préfecture dans un autre endroit. On songea un instant à la fixer au Bouffay, à la place du Palais de Justice qui, de son côté, serait venu remplacer la Préfecture au palais de la Chambre des Comptes.

La majorité du Conseil général avait été sinon pour cette première translation, du moins pour la seconde. Depuis 1819, il lui souriait de voir les tribunaux occuper ces belles et vastes salles édifiées pour la Chambre des Comptes.

La minorité repoussait ce projet, par intérêt pour la conservation de ce beau palais. Elle tremblait à la pensée de voir « détériorer ce palais par une population nombreuse dont les sabots et les souliers ferrés briseront en peu de temps ces

¹ En 1834, il avait été question d'ouvrir, à la place de ces deux ailes, des ruelles de 5^m20 de largeur, allant de la place de la Préfecture au quai, mais ce projet qui, en isolant la Préfecture, empêchait ses bureaux de s'agrandir, ne tarda pas à être abandonné.

parquets faits avec tant de soin », sans parler d'autres dommages longuement énumérés dans l'exposé de son opinion.

Le projet de translation de la Préfecture au Bouffay fut bientôt abandonné. Il eut contre lui deux projets dont on s'occupa plus sérieusement. Les uns voulaient la transporter à l'Oratoire, les autres sur le Cours Henri IV. Ceux qui la voulaient à l'Oratoire faisaient remarquer qu'il n'était occupé que par trente gendarmes auxquels on pourrait facilement construire une gendarmerie. Avec l'acquisition de l'hôtel Lelasseur qui séparait la chapelle de l'Oratoire de la maison de Belle-Isle, et des constructions nouvelles, le projet demandait 480.000 francs pour son exécution.

Il en coûtait 10.000 francs de moins pour la construction d'un nouvel hôtel à l'extrémité du Cours Henri IV. C'était un admirable emplacement pour un monument.

Il est certain que les architectes d'alors réclamaient sans cesse cette extrémité du Cours pour y placer les édifices dont ils étaient chargés.

C'est ainsi qu'on y plaça successivement le Muséum en 1824, la Préfecture en 1831 et années suivantes, le Palais de Justice en 1839, et peut-être d'autres monuments encore. On les y plaça... en projet seulement, ce qui était beaucoup moins coûteux. Mais, en réalité, le Cours Henri IV qui espérait peut-être enrichir encore sa beauté de celle d'un monument remarquable, après tant de projets, a fini par ne rien avoir. Les différents palais qu'il attendait ont fait comme Cambrouge qui le garde : ils ne se sont pas rendus.

Pendant plusieurs années, à chacune de ses sessions, le Conseil général remit sur le tapis la question de la translation de la Préfecture sur le Cours Henri IV : on y aurait construit un nouvel hôtel, sur le plan de Saint-Félix Scheult. En 1835, il adopta, à la majorité de 18 voix contre 8, 1^o le projet de translation du Palais de Justice du Bouffay à l'hôtel de la Préfecture ; 2^o le projet de la translation de la Préfecture sur le Cours Henri IV, sans voter cependant les fonds nécessaires pour ces deux déplacements.

Mais toutes ces études et toutes ces démarches n'aboutirent à rien, et la Préfecture est restée dans le palais que ses bureaux occupaient depuis le commencement du siècle.

Cependant, comme le local devenait trop étroit pour le service des bureaux de l'Administration, on a, depuis, acquis les immeubles voisins pour l'agrandissement de ces bureaux. Le Conseil général eut à s'occuper de cet agrandissement en 1855. Sa Commission était d'accord en principe pour la reconstruction des bâtiments élevés en 1826 ; elle ne différait d'avis avec le Préfet, que sur les plans à adopter.

« Le plan qui a été soumis, dit-elle dans son rapport, présente le double inconvénient de trop rapprocher les futurs bâtiments de ceux de l'hôtel, et de ne pas harmoniser les lignes des nouvelles constructions avec celle du bâtiment principal. En adoptant ce plan, on compléterait la faute qui a été commise lorsqu'on a, pour ainsi dire, plaqué au seul monument moderne que possède la ville, la construction vulgaire et disgracieuse qui forme l'aile nord de la Préfecture¹ ».

Cependant, malgré l'avis de la Commission, et sur la proposition du Préfet, le Conseil général vota les 193.000 francs nécessaires pour l'expropriation des immeubles n^{os} 4 et 5 du quai Ceineray, et pour la reconstruction des bureaux.

L'œuvre de Ceineray a-t-elle gagné à ces nouvelles constructions, et les accessoires qui ont déjà le défaut de trop masquer les côtés de l'ancien palais de la Chambre des Comptes le font-ils bien ressortir dans toute sa majesté ?

Cette question étant toute d'actualité, replongeons-nous dans l'étude du *Vieux Nantes*, pour n'avoir point à y répondre.

Arch. départ., Rapports des Conseils généraux à ces différentes dates.

VII. — RUE D'AGUESSEAU

De la place de la Préfecture à la rue des Pénitentes

De 1791 à 1809, VII^e section ; depuis 1809, II^e arrondissement.

Cette rue a été prise tout entière dans l'enclos des Cordeliers. Son acte de naissance se trouve dans la requête que les religieux présentèrent au Bureau de Ville, le 16 septembre 1786, et dont nous avons parlé en nous occupant de la rue Royale.

« Les PP. Cordeliers se proposent, dit la requête, d'ouvrir sur leur terrain, par une diagonale, une rue de 26 pieds de largeur, qui communiquera de la place du Palais de la Chambre des Comptes aux rues des Pénitentes et Garde-Dieu, et demandent que la Communauté leur paye l'emplacement de cette rue, qui contient 6.103 pieds ».

Le Bureau n'eut garde de refuser cette offre. « Du côté du bien public, dit le procès-verbal de la délibération, la Communauté ne peut se dissimuler qu'il eût été difficile de concevoir et de présenter un projet qui fût plus avantageux au quartier qu'ils habitent et au reste de la ville que d'ouvrir sur leur terrain une nouvelle voie de communication entre la ville et le palais de la Chambre des Comptes ».

Les Cordeliers cédèrent le terrain de cette rue à 6 sols le pied : c'est le prix le plus bas mentionné dans toutes les cessions de terrain faites à cette époque dans ce quartier. Dans les différents marchés que nous avons déjà rapportés, la valeur moyenne est de 20 à 25 sols le pied. Le Bureau céda parfois des terrains avoisinant les murailles ou les tours de la ville à 11 sols le pied ; mais à la charge pour l'acquéreur de faire des déblais ou des remblais parfois très onéreux.

Les lettres patentes qui autorisaient les Cordeliers à céder

à la Ville les terrains dont elle avait besoin, les autorisaient aussi à vendre aux particuliers les parties de leur enclos qui longeaient les nouvelles rues et places. Le 22 mars 1789, ils vendirent à MM. Pierre-Benoît Le Lubois, receveur des fouages, demeurant au Port-au-Vin, Pierre Desprez, demeurant au Pont de Sauvetout, Paul Martin Bouhier de la Bréjolière, contrôleur des actes et correspondant de la Trésorerie des États, demeurant île Feydeau, pour eux ou pour d'autres : 1° le terrain entre la place de la Chambre des Comptes, la rue des Pénitentes et la rue Saint-François ; 2° le terrain entre la rue Royale, la place de la Chambre des Comptes et la rue Saint-François, faisant 64 pieds sur la place et 42 et 36 sur la rue, en tout 48,500 pieds, pour 30,000 livres argent et une rente de 9 tonneaux et 3 septiers de froment de Machecoul, mesure de Nantes »¹.

Tout le terrain sur lequel s'élèvent aujourd'hui les maisons faisant le n° 19 de la rue Royale, et bordant la place de la Préfecture depuis cette rue jusqu'à la rue Maurice Duval, avait donc été détaché de l'enclos des religieux, avant la vente de leur couvent comme bien national.

L'acte de vente précédent donne à la nouvelle rue le nom de rue Saint-François. On comprend facilement que les Cordeliers lui aient donné ce nom. Elle l'avait encore à la date du 28 mars 1791. Le 22^e article du rapport de la Commission des travaux publics parle de « ramener la rue de Saint-François de manière à ce qu'elle tombe perpendiculairement sur la rue Royale ». Ce projet eût détruit la régularité de la place de la Préfecture. Heureusement qu'il ne fut pas exécuté. La rue Saint-François prit, le 28 novembre 1791, le nom de rue d'Aguesseau, avec lequel elle paraît dans le plan de Nantes de l'an III. Ce même plan donne également le nom de d'Aguesseau à la rue actuelle d'Argentré, bien que cette rue ait porté, dès cette époque, ce dernier nom.

¹ Arch. départ., H. 289.

La personnalité du chancelier d'Aguesseau, l'une des plus hautes gloires de la magistrature française est trop connue pour que nous nous arrêtions à en parler. Aussi ne rappellerons-nous que pour mémoire qu'Henri-François d'Aguesseau, né à Limoges le 7 novembre 1668, mourut le 9 février 1751. En écrivant son nom d'*Aguesseau* nous suivons l'usage le plus répandu. Il paraît cependant qu'il se nommait *Daguesseau* et qu'il a toujours signé ainsi.

Tout un côté de la rue d'Aguesseau est occupé par l'établissement des religieuses de la Retraite : nous parlerons de cet établissement dans notre article sur les Cordeliers dont elles occupent l'ancien couvent.

La maison qui fait le n° 1 de la rue et l'entrée de la maison de la Retraite est l'ancien hôtel de Sesmaisons, construit en 1838, par M. Chagniau architecte.¹ Le terrain comme le reste du couvent, appartenait alors à l'Evêché. L'hôtel fut construit sous la condition expresse que, après la mort de Madame Victorine-Marie-Thérèse Leloup de Chasseloire, veuve de M. Humbert de Sesmaisons, la construction appartiendrait au propriétaire du fonds. En 1861, M^{lle} Dominique transporta son établissement de la rue Félix dans cette maison qu'elle afferma de Mgr Jaquemet, évêque de Nantes.

¹ Mellinet., T. I., 360.

VIII. — RUE DU REFUGE

De la place de la Préfecture à la place Dumoustier

11^e arrondissement.

Cette rue doit son nom à l'établissement du Refuge dirigé par les religieuses de N. D. de Charité, dites aussi religieuses du Refuge. Ces religieuses, qui habitent aujourd'hui rue de Gigant, occupèrent la maison des Cordeliers de 1812 à 1825. Les *Étrennes Nantaises* cessent de donner le catalogue des noms de rues à partir de 1817. A cette date, elles ne mentionnent pas encore la rue du Refuge. C'est donc de 1817 à 1825 que cette rue dût s'ouvrir. Il serait facile de trouver à la Mairie des renseignements sur ce point.

Il y eut au n° 1 de la rue, une Salle d'Asile. construite en 1837, par M. Gilée architecte, sur l'initiative de Mgr l'Évêque de Nantes.

Toute la rue a été prise sur l'ancien enclos des Cordeliers : on y voyait dernièrement encore une partie de l'enceinte romaine de Nantes, mur épais, d'une maçonnerie rouge, qui surplombait la rue, et qui était la continuation du mur romain dont une partie existe encore dans l'enclos des Dames de la Retraite.

IX. — RUE D'ARGENTRE

De la rue Tournefort à la place de la Préfecture

De 1791 à 1809, VII^e section ; depuis 1809, II^e arrondissement.

Cette rue, qui se butte aujourd'hui aux terrassements du Cours Saint-André, rejoignait autrefois directement la rue Saint-André, sans être obligée de faire le détour que le Cours lui impose. Sa direction dans l'axe des rues Saint-André et des Caves prouve qu'elle n'est qu'un tronçon de l'ancien chemin qui conduisait le long de l'Erdre à Nantes. On pourra même conclure de ce que nous allons dire, qu'elle est le point où ce chemin se bifurquait. Tout en continuant sa direction entre les marais de l'Erdre et les murs de la ville jusqu'au Change, il envoyait un embranchement qui entraînait directement dans la ville, par une porte située près de la tour du Trépied.

La forme actuelle de la rue d'Argentré remonte à la fin du dernier siècle.

Le plan approuvé en 1763 par l'Évêque de Nantes et le Bureau de Ville, contenait l'indication d'une rue qui partait de la place actuelle de la Préfecture dans la direction du Cours, mais en inclinant vers l'Erdre. Cette direction n'a pas été maintenue. Elle est encore indiquée dans un plan dressé par Hénou en 1782 ; mais un autre plan qui reproduit ce dernier, et qui ne peut lui être postérieur que de quelques années, indique avec « la rue projetée suivant le plan général arrêté au Conseil en 1766, laquelle n'a pas eu lieu », une autre rue partant du même point dans la direction actuelle de la rue d'Argentré, et ajoute que cette dernière est en voie d'exécution.

La rue, dans ses deux directions, traversait la tour du

Papegault. La vieille tour devenant gênante, sa condamnation fut mise à l'ordre du jour¹.

« Il y a longtemps, lisons-nous dans une lettre du 6 octobre 1762, que tout le monde désire que la tour du Papegault soit abattue. Il est certain qu'elle masque tout le quartier de la Chambre des Comptes, et qu'elle masquera le nouveau palais qui va se construire et qui sera un beau monument pour la ville de Nantes. La Chambre des Comptes offre de faire abattre cette tour à ses frais, parce qu'elle pourra disposer des matériaux pour son bâtiment² ».

Mais la tour était protégée par des chevaliers qui pouvaient la défendre. Elle servait aux exercices de la compagnie du Papegault, placée alors sous la protection du marquis de Brancas. C'était pour la compagnie et pour la tour un appui avec lequel il fallait compter.

On ne put s'empêcher de faire cette observation dans la délibération municipale du 16 octobre 1762.

« A l'égard de la démolition de la tour du Papegault, des murs de ville et ouvrages avancés qui l'environnent, elle paraît comprise dans les parties à supprimer pour former une rue qui aura son issue à la promenade du Cours des Etats, suivant le plan général du S^r de Vigny... approuvé par arrêt du Conseil du 22 avril 1755, ainsi que par le nouveau qu'a dressé et mis sur le bureau le S^r Ceineray, en rectification dudit plan général... Mais on croit devoir faire observer que, depuis plus de cent ans, la compagnie des Chevaliers du Papegault, créée par les ducs de Bretagne, confirmée dans ses privilèges par nos Rois, et actuellement sous la protection de M. le Marquis de Brancas, notre gouverneur, se sert, tous les ans au mois de mai, de cette tour pour ses exercices publics... qu'il est donc nécessaire, si cette tour est démolie, d'indiquer à la compagnie des Chevaliers du Papegault un autre endroit pour y faire leurs exercices publics »³.

¹ *Arch. départ.*, C. 489.

² *Ibidem*, C. 490.

³ *Ibidem*, C. 490. V. plus loin, quai Ceineray.

On s'arrêta à ce dernier parti : il fut convenu qu'on indiquerait à la compagnie des Chevaliers du Papegault un lieu sûr et convenable pour leurs exercices publics, et la démolition de la tour fut décidée.

En principe, cette démolition devait être à la charge de la Chambre des Comptes : mais, malgré sa proposition, la Chambre jugea peut-être que cette démolition serait trop coûteuse, et la tour continua jusqu'en 1770 de narguer ceux qui avaient conjuré sa ruine.

Cependant sa fin approchait. Le 6 octobre 1770, la Ville adjugea au sieur d'Aux, père, pour la somme de 4.957 l., « la démolition et déblai de la tour ci devant dite du Papegault et du cavalier en dépendant, situés au bas du Cours des États, près la Chambre des Comptes »¹.

Un sursis vint encore prolonger ses derniers jours. Comme elle était voisine d'un entrepôt de charbons, le propriétaire de l'entrepôt adressa en 1771 à la Ville une requête pour lui demander « d'accorder un délai à M. d'Aux auquel a été adjugée la démolition de la Grosse Tour et des anciens murs de ville qui sont aux environs, joignant le magasin de charbons de terre »².

L'arrêt de mort était cependant sans appel : il fut suivi cette fois de l'exécution. Dix ans plus tard, on avait fait de la tour et de cette partie des fortifications, table rase ; et le Bureau de Ville, par délibération du 29 juillet 1780, approuvée par l'Intendant de Bretagne le 6 septembre de la même année, vendait aux sieurs Crucy père et fils, « pour 20.955 l., un terrain vague en forme de hache, avec les emplacements des murs de ville qui y sont enclavés, contenant ensemble 19.050 pieds carrés de superficie, bornés à l'orient par la rue qui descend le long du cours des États, du côté du palais de la Chambre, au midi par la rue qui doit conduire de la place dudit palais sur le Cours, à l'occident en partie, par un terrain,

¹ *Arch. départ.*, C. 327. Cf. Comptes des maîtres et *Arch. municip.* BB. 104.

² *Arch. municip.* EE. 151.

nouvellement acquis des héritiers Néret, par ledit sieur Crucy père, à la charge de faire bâtir dans l'espace de 6 années des maisons sur ledit terrain, et de payer la somme de 20.955 l. pour la valeur desdits 19.050 pieds¹ ».

Ainsi finit la tour du *Papeguay* ou du *Papegault* qui avait si longtemps servi à la jeunesse nantaise pour exercer et montrer son habileté au tir. En même temps que la tour, devait aussi tomber l'institution. Les papegaults de la province de Bretagne furent supprimés par délibération du 31 décembre 1768 et arrêt du Conseil d'État du 7 mars 1770, si bien que la Ville n'eut pas à se préoccuper de chercher un autre endroit pour les exercices des chevaliers du Papegault².

Il a été conservé un dessin très curieux et plein d'humour des exercices solennels auxquels ces chevaliers se livraient au pied de leur tour. Verger, dans ses Archives curieuses, a publié une reproduction de ce dessin qui nous montre avec l'intérieur de la tour, des spectateurs Nantais vêtus de costumes plus pittoresques que les complets à la mode aujourd'hui.

Pendant sa démolition, la vieille tour a aussi été dessinée par Hénou. On connaît ce dessin où la Chambre des Comptes paraît dans toute la beauté d'une jeunesse qui contraste avec les ruines qui l'avoisinent³. Voici la lettre moins connue par laquelle Hénou dédia son œuvre aux États :

¹ Arch. départ. B, comptes de miserie 1739 ; et C. 327.

² Idem, B. 110, f. 277.

³ Cette vue perspective de la Chambre des Comptes est du 15 décembre 1775. Du côté opposé à la tour du Papegaut, deux hommes chargés sortent d'un établissement situé dans l'angle et dont le portail est surmonté d'un fronton. La position de cet établissement correspond à celle de la Faïencerie dont nous parlons plus haut, p. 211.

Hénou nous a laissé une vue perspective de l'ouverture du jeu de Papegaut, prise en 1744 et mise au net en 1770, ainsi qu'une « vue de la tour des chevaliers du Papegault et des débris de la Motte Saint-André, dessiné dans le fond des marais vis-à-vis Versaille par Ant. Hénou, architecte et peintre, à Nantes le 3 de septembre 1762 ». Ces différents dessins très curieux sont exposés au Musée d'Archéologie ou Musée Dobrée, dans la petite salle qui se trouve au bas du grand escalier.

A nos seigneurs, nos seigneurs les Commissaires des États de Bretagne députés dans Lévêché de Nantes.

Mes seigneurs, je croirais manquer au profond respect que je vous doit si je ne vous suppliais de recevoir une des premier estampes de l'hotelle Royale de la Chambre des Compte de Bretagne qui vient d'estre gravée d'après mes desseins, sous la protection de monseigneur le Maréchal duc de Duras : ce tableaux lui fut présenté par monsieur le comte de Menou, commandant de cette ville, en présence de l'illustre noblesse de cette Province. Ce dessein représente la démolition des anciens murs de ville et la tour des chevaliers du papegault, qui forme un contrace gracieux à la vue et démontre en même temps l'ancien et nouveau bâtimens dont les vestige en prouve l'antiquité, ce qui pouroit bien servir de témoignage à l'histoire de cette ville. C'est un honête citoiens que vous obligerez, dont les mœurs sont irréprochable, qui fera des vœux au ciel pour vos respectable personnes.

HÉNON, à Nantes ce 20 de février 1776¹.

Cette lettre, comme un commissaire des États l'écrivait d'une requête d'Hénon, ne prouve pas le talent littéraire de son auteur. Nous devons cependant savoir gré à ce dessinateur de nous avoir conservé le souvenir de vieux monuments nantais complètement disparus. Il eût mieux fait de perdre moins de temps et de papier en tracasseries contre Ceineray, et d'employer plus de l'un et de l'autre à reproduire ces vénérables monuments.

Par son acquisition du 29 juillet 1780, Crucy augmentait le terrain qu'il avait acquis l'année précédente. Une délibération municipale du 17 septembre 1779 avait cédé au sieur Crucy, père, charpentier, et Antoine Pecot, son gendre, entrepreneur, pour 394 l. 16 s. à 24 sols le pied, 329 pieds carrés d'un terrain appartenant autrefois aux héritiers Nêret².

La Ville avait acheté ce dernier terrain pour la formation du Cours Saint-André. D'après les comptes de son miseur elle payait « au sieur André Nêret, propriétére de maison,

¹ *Arch. départ.*, C. 488.

² *Ibidem.* C. 333.

etc., situées au bas de la Motte Saint-André, une rente de 220 l., au principal de 4.400, et à « Missire Louis-Marie Néret, prêtre, propriétaire de maison, cour, jardin et terres en dépendants, situés au bas de la Motte Saint-André, dont la communauté a disposé pour la construction de la promenade de ladite Motte Saint-André, 380 l. par an, au principal de 7.600 livres ».

Le terrain des héritiers Néret se trouvait auprès de la tour du Papegault. Cette famille avait un jardin dans ce quartier dès le siècle précédent. En 1679, la Ville arrenta « un lieu vague et inutile, situé au bas de l'éperon de terre du Papegault, à prendre depuis le bout de la muraille du jeu de longue paulme jusqu'à la muraille qui enferme le jardin de Louis Néret, trompette, à aller joindre la Motte Saint-Pierre, au bout de la perrière, moyennant 10 s. de rente ».

Avec le terrain des héritiers Néret, la Ville en avait aussi acquis d'autres dans ce quartier, pour la formation des Cours. C'est ainsi qu'elle payait à « éc^r. Thomas Fachu s^r. de Saint-Méry, ancien major du régiment de Bresse, propriétaire de maisons et terrains scittués au bas de la Motte Saint-André, 250 l. par an, au principal de 5.000 l. ; et au chapitre de N.-D. propriétaire de maisons et de terrains au même endroit, 450 l. par an, au principal de 9.000 l. ».

Une partie de ces différents terrains a passé dans le Cours ou dans les rues qui le longent. Ceux qui ne furent pas utilisés furent vendus à Crucy pour qu'il y construisît des maisons. Ces maisons devaient être édifiées dans les 6 ans qui suivirent la vente. Il y en eut, dès lors, de construites : la maison faisant le n° 2 de la rue d'Argentré fut confisquée par la Révolution sur le s^r Michel, et vendue le 1^{er} thermidor an III, pour 176.500 l. Les hôtels réunis de MM. de Regnon et de la Rochette furent construits en 1830 sur le plan de Saint-Félix Seheult et Lalande architectes, ainsi que l'hôtel Maurice

¹ *Invent. des Arch. municip.* DD. 69.

qui donne sur le Cours Saint-André. La maison qui fait l'angle de la place de la Préfecture et de la rue d'Argentré était aussi construite avant la Révolution.

La tour du Papegault a porté parfois le nom de tour des Arquebusiers, parce que les chevaliers de la compagnie y tiraient de l'arquebuse. En 1682 le fief de la prieure de Saint-Cyr est limité par « la douve et tour où se tire le papegay, autrement le papegaud des arquebuziers et arballestriers dudit Nantes¹ ».

Elle était aussi autrefois² désignée plus souvent sous le nom de Grosse Tour : nom qui fut porté également par la tour voisine, située sur le bord de l'Erdre. Ce fait est bon à être signalé, autrement on pourrait tomber sur ce point dans une confusion excusable.

Cette tour était percée d'une porte et traversée par un chemin qui conduisait de la chapelle Saint-André à Saint-Léonard³. Un titre de 1535 mentionne d'une part « le chemin qui conduit de la Chapelle Saint-André à la Grosse Tour », et d'une autre « la rue et pavé qui conduit de l'église de Saint-Léonard à la porte de la Grosse Tour ».

L'entrée de Nantes par cette tour n'eut cependant jamais l'importance de l'entrée par la porte Saint-Pierre. Aussi était-elle loin d'être défendue par les mêmes fortifications. Il semble même que la porte de la tour donnait directement dans le fossé. Du moins en était-il ainsi à la fin du XVII^e siècle, comme nous l'apprend un procès-verbal dont nous donnerons un extrait dans notre article sur le *Jeu de paume de Molière*.

¹ Arch. départ., H. 352 et 356., titres des 1537, 1630 et 1682.

² Rue et pavé qui conduit de l'église de Saint-Léonard à la Grosse Tour. 1484 (H. 283) rue de la Grosse Tour. — Dite rue et pavé qui conduit de ladite Grosse Tour à l'église de Saint-Léonard 1529 (353), chemin qui conduit de Saint-André à la Grosse Tour. 1540. — De la chapelle de Saint-André à la porte de Grosse Tour. 1555. — Rue et pavé qui conduit de la Grosse Tour audit Saint-André 1624. — Pavé qui conduit de la chapelle de Saint-André à la Grosse Tour des harquebusiers. 1669. (Arch. départ. H. 355, 356.)

³ H. 355, p. 335.

et à la fin du XVI^e comme on peut le voir par le passage suivant de Travers :

En 1590, « la porte de la Grosse Tour, donnant sortie dans le fossé et entrée à la Chambre des Comptes, fut ouverte par délibération du 26 janvier. Le duc de Mercœur avait commandé de l'ouvrir. Cette porte très ancienne était murée depuis longtemps. On y fit un corps de garde¹ ».

Il est difficile de dire à quelle époque remontait ce « long-temps » dont parle notre historien. De 1498 à 1558, la Grosse Tour avait son portier qui était le même que celui de la porte du Port-Communeau².

Mais la réouverture de cette porte ne tarda guère à créer des inquiétudes, dans la temps de guerre où l'on se trouvait, « Un simple pétard le pouvait enlever. Il fut avisé et délibéré, le 4 juin, d'en défendre l'approche par une muraille de huit pieds de hauteur, et d'épaisseur proportionnée, faite en forme d'une fausse braie, qu'on fermerait d'une bonne porte. » Ce petit ouvrage subsistait encore au temps de notre auteur (1750)³.

Ces différents obstacles nécessités par la défense de la ville empêchèrent même tellement, à certaines époques, la communication sur ce point, que la place de la Chambre des Comptes est appelée, dans plusieurs titres, *Cour* de la Chambre des Comptes, et qu'au siècle dernier à l'entrée de la place, du côté de la rue Maurice Duval, on voyait encore les gonds d'une porte qui fermait l'entrée de la Cour⁴.

Cependant la porte ancienne que l'on rouvrit en 1590, et les différents textes que nous citons prouvent que si ce passage a été intercepté pendant quelque temps, il existait à une époque très reculée, et fut le plus souvent utilisé pour la communication entre cette partie de Nantes et le faubourg Saint-André. Quand on ouvrit la rue d'Argentré. On ne créa donc

¹ Trav., III, 37.

² Invent. des Arch. municip., EE, 15.

³ Trav., T. III, p. 41.

⁴ Arch. départ., C. 489., plan d'Hénon.

pas une voie nouvelle, mais on redonna à une vieille voie l'importance qu'elle avait, et que la construction des remparts et de la tour lui avait fait perdre en partie.

La rue d'Argentré reçut ce nom le 28 novembre 1791. Elle avait déjà eu le temps de prendre le nom de rue Kervégan. Ce dernier nom lui venait sans doute de Daniel de Kervégan, maire de Nantes depuis 1789. On lui a depuis restituer l'honneur dont ses contemporains l'avaient dépossédé, et la rue du Milieu porte actuellement son nom.

Bertrand d'Argentré, célèbre jurisconsulte et historien breton, est né à Vitré en 1519, et est mort en 1590. Dans le plan de Nantes de l'an III, la rue figure à tort avec le nom de rue d'Aguesseau.

Eglise Saint-Cyr.

C'est dans la rue d'Argentré que nous croyons devoir placer l'ancienne église de Saint-Cyr et Sainte-Julitte, démolie par Pierre de Dreux, pour l'agrandissement de Nantes.

Les titres qui nous apprennent cette destruction disent expressément que, pour faire ces fossés nouveaux, Pierre fit détruire complètement l'église paroissiale. Dans cette église, il y avait des religieuses dont il détruisit complètement les maisons¹.

Nous devons donc chercher l'emplacement de l'église du monastère et du cimetière détruits sur le parcours de l'enceinte qui fut élevée alors.

Or cette enceinte, qui partait de la tour du Trépied, atteignait l'angle formé actuellement par la place de la Préfecture et par la rue d'Argentré. Elle faisait de là un détour dans la direction de cette rue, laissait dans son axe une tour énorme appe-

¹ « Fecit insuper idem comes fieri fossata et barbicanas intra civitatem, in terra Ecclesiæ Nannet, et pro fossatis faciendis diruit domos hominum Ecclesiæ, et fecit omnino destrui ecclesiam S. Cyriaci parochialem, exhumatis corporibus de cimiterio, in qua ecclesia erant moniales, et destruxit omnino domos earum, ita quod parochiam ex tunc non habeant ecclesiam, nec moniales sunt ibi ». D. Morice, *Pr.* I. 335.

lée dans les titres les plus anciens, *la Grosse Tour*, et plus connue sous le nom de *tour du Papegant* ; puis, de ce point extrême, se repliait vers l'Erdre qu'elle suivait jusqu'au Port-Communeau.

Grâce à cette première donnée, nous ne chercherons l'église de Saint-Cyr ni à gauche ni à droite de cette enceinte, mais dans sa seule direction. Une seconde donnée va nous indiquer sur quel point de ce parcours nous devons en fixer l'emplacement.

On admettra tout d'abord que l'église devait se trouver sur un passage. Dans une étude précédente nous avons rappelé l'existence d'une porte de l'enceinte romaine, près de la tour du Trépied. Cette porte nous indique la direction suivie par le chemin qui venait de Saint-André.

Si l'on fait attention que le rempart construit par Pierre de Dreux se trouve dans l'axe de la rue Saint-Denis, on sera porté à croire qu'il a suivi la direction d'une voie qui portait de la rue d'Argentré, passait sous la porte du Trépied, et aboutissait, en suivant la rue Saint-Denis et celle des Carmélites, à la place des Jacobins, si mal nommée place du Port-Maillard.

Si ce rempart n'eût suivi que le chemin, il n'eût pas rencontré d'église ni de monastère à démolir. Mais, arrivé dans la rue d'Argentré, nous le voyons faire un détour, pousser une pointe et aussi une tour dans la direction de la Motte Saint-André. Ne serait-ce pas en poussant cette pointe, en s'écartant du passage, qu'il aurait rencontré les édifices gênants pour sa direction ?

Les modifications survenues dans ce quartier ne laissent guère de chances de retrouver les fondations d'une ancienne église. Mais l'église était entourée d'un cimetière. L'histoire trouve au fond de la terre des documents qui échappent plus facilement à la destruction des hommes et des temps.

¹ V. *Bulletin de la Société Archéologique*, année 1898, p. 121 : *Les anciens fiefs de Nantes, du X^e siècle à la Révolution*.

Dans son entreprise, Pierre de Dreux exhuma un grand nombre de corps. Il dut les rencontrer dans les excavations nécessaires pour les fondements du rempart et pour la formation des douves. Mais le cimetière s'étendait en dehors du terrain qu'il prenait, et la partie de ce terrain, qui ne fut pas alors utilisée, garda les vieilles tombes qu'on ne découvrit que plus tard.

La partie de ce cimetière qui se trouvait hors les murs de la ville servit encore pendant quelque temps à la paroisse, comme nous l'avons vu plus haut dans une requête des paroissiens de Saint-Léonard¹. Puis le nouveau cimetière qui se trouvait autour de la nouvelle église fit négliger et oublier l'ancien. On connaissait encore sa situation exacte en 1601. D'après cette requête, il était « situé près de la Grosse-Tour, et il en avait été pris une partie pour bastir un esplan au pied de la dite tour ».

A la fin du XVII^e siècle, on a encore le souvenir de ce cimetière. Dans une production de titres à l'appui des droits de la prieure de Saint-Cyr, on allègue que son fief s'étendait autrefois « en dehors de l'enclos de la ville de Nantes. Quand l'on fit les fossés et murailles de la Grosse-Tour, l'on prit les terres du fief et juridiction de Saint-Cyr pour faire ledit fossé, dont il demeura encore partie de ladite terre qui est au fauxbourg de Saint-André, et auquel lieu, et proche iceluy, estoit le cimetière de ladite église de Saint-Léonard, comme est encore reconnu puis peu de temps, ayant ouvert ledit endroit pour tirer de la pierre, où l'on a trouvé des ossements de personnes² ».

Les travaux entrepris pour la formation du Cours Saint-André vinrent encore mettre à jour quelques tombes de cet ancien cimetière. Le procès-verbal du 6 février 1764 lui assigne en d'autres termes, une place correspondante à celle que nous lui connaissons déjà au bas de la Motte, près de la Grande

¹ V. plus haut p. 262.

² Arch. départ. H. p. 354.

Tour. Il est « à l'endroit où l'on élargit maintenant une allée, vis-à-vis la rue de la Motte qui conduit à la Chambre des Comptes et au chemin de la Grosse Tour ». C'est là que l'on trouve plusieurs pierres d'ardoise, en forme de tombe, et une grande tombe de la même pierre tendre que celles trouvées dans le cavalier de la porte Saint-Pierre, avec plusieurs ossements¹. »

Or cette allée qu'on élargissait était la rue Tournefort, et le cimetière se trouvait dans cette rue, vis-à-vis la rue qui conduit de la Motte à la Chambre des Comptes, c'est-à-dire vis-à-vis la rue d'Argentré, qui était alors représentée par le chemin qui entraît sous la porte de la tour du Papegaut.

La tour du Papegaut occupait donc l'emplacement d'un ancien cimetière. On en avait pris une partie au XIII^e siècle pour creuser les fossés de l'enceinte de Nantes ; on en prit une autre partie au XVI^e, pour faire l'éperon de la tour, mais comme le cimetière avait une certaine étendue, il en resta toujours une partie pour en conserver la trace.

Cet endroit étant le seul de ce quartier où les remparts de Pierre de Dreux rencontrent un cimetière, il nous semble qu'il n'est pas téméraire d'y fixer, avec précision, l'ancien cimetière de Saint-Cyr dont nous avons parlé plus haut, et par conséquent la première église de la paroisse de Saint-Léonard, ainsi que le premier monastère des religieuses du Roncerai.

L'église de Saint-Cyr avait été construite en 1038, par Budic, comte de Nantes, et par son épouse Adois. Le texte de la fondation a été publié par D. Lobineau et D. Morice, et dernière-ment par M. Marchegay. En voici la traduction : « L'an de l'Incarnation » MXXXVIII, moi Budic, comte de la cité de Nantes, et Adois » mon épouse, voyant que l'église construite anciennement près » les murs de notre ville de Nantes, en l'honneur des saints mar- » tyrs Cyr et Julitte, sa mère, était complètement abandonnée,

¹ V. plus haut, p. 304.

« par suite de la dévastation des païens ou des Normands, et
« aussi par suite de la vétusté et d'une très-longue continua-
« tion de dommages, nous avons déploré son sort avec cle-
« mence, et touchés de ses misères lamentables, nous avons
« commencé à la rétablir, à partir de ses fondements, à nos
« frais, pour notre salut et celui de nos parents ; et afin que
« nos successeurs puissent se rappeler, grâce à ces lettres, ce
« que nous avons donné de notre patrimoine à ce lieu saint en
« l'honneur desdits martyrs, et pour les religieuses que nous
« y établirons pour y servir Dieu sous la règle de saint Benoît,
« tant pour le présent que pour l'avenir, nous avons ordonné
« qu'on fît une charte qui rappelle à tous ceux qui la liront ce
« que nous avons donné, à savoir : Bois Gundran, situé entre
« Orvaut et Vigneux, sur le cours de l'Ausans¹, avec ses terres
« cultivées et non cultivées, ses bois et ses prés, que nous
« avons donnés pour la restauration de l'église de Saint-Cyr
« et pour l'entretien des religieuses qui y serviront Dieu, afin
« qu'elles le possèdent en tout temps, tranquillement, sans
« réclamations, ni redevances ».

Budic et son épouse moururent avant de terminer leur œuvre. Leur fils, Mathias, s'inspira de leurs intentions et établit à Saint-Cyr les religieuses du Roncerai, appelées aussi de la Charité d'Angers.

« Toute chose digne de mémoire, dit-il dans l'acte de don-
« tion, doit être consignée au moyen des lettres, afin de ne pas
« tomber plus tard en oubli. C'est pourquoi, moi, Mathias,
« comte de la cité de Nantes, j'ai voulu, pour nos successeurs,
« confier à la mémoire des lettres que l'humble et vénérable
« abbesse du monastère de Sainte-Marie d'Angers, nommée
« Letburgis, est venue à notre cour, nous a priés, nous et les
« nôtres, avec une grande douceur de langage, de lui donner
« dans la ville de Nantes un lieu où elle pourrait établir la
« règle de ses religieuses. Que nous l'ayons fait volontiers,

¹ Le Bois-Gundran est devenu Belle-Croix, d'où l'on a fait Belle-Croixant. L'Ausans est devenu le Cher. Cette charte est dans H. Mss. Fr. 1. 426.

c'est ce que montre le témoignage de cette charte : car nous
« avons donné le monastère de Saint-Cyr, situé hors des
« murs de Nantes, avec toutes ses dépendances, audit monas-
« tère de Sainte-Marie et à dame Letburgis abbesse, pour
« notre conservation et pour la délivrance des âmes de mon
« père Budic et de ma mère Adois, la comtesse, qui, de leur
« vivant, ont édifié ce monastère et l'ont destiné à une règle
« de religieuses, afin qu'elle les possède, ainsi que toutes les
« choses qui y seront attachées par notre don fait d'après les
« lois, aussi longtemps que le siècle durera, sans aucune ré-
« clamation, pour en disposer et en ordonner à son gré ».

D'après Travers, cet acte serait « très suspect de supposition : le Roncerai n'a jamais possédé les églises de Notre-Dame et de Saint-Vincent », que la continuation du texte donne à l'abbesse.

Nous ferons cependant remarquer que la prieure de Saint-Cyr recevait une rente du recteur de Saint-Vincent. En 1390, Rolland Gendron, recteur de cette paroisse, reconnaissait devoir à religieuse dame, la prieure des prieurés du Bourges-Moutiers et de Saint-Cyr unis ensemble, une rente de 10 sous, payée depuis très longtemps par ses prédécesseurs. Il est assez croyable que l'origine de cette rente remontait à un arrangement intervenu au sujet de l'église de Saint-Vincent, à la suite de la donation du comte Mathias.

Malgré la solennité de ces actes, les religieuses du Roncerai se virent enlever peu à peu, par suite du malheur des temps, les droits qu'elles avaient sur l'église de Saint-Cyr. Ils leur furent restitués en 1129, par Conan, comte de Bretagne, fils du comte Alain et d'Ermengarde. L'acte de cette restitution fut passé à Nantes aux ides de mars 1128¹. Il y avait alors à Nantes un grand nombre d'évêques de la province, réunis pour un concile ; la restitution eut pour témoins l'archevêque de Tours, les évêques d'Angers, de Rennes, de Léon et du Mans, ainsi que Pierre Abélard, abbé de Saint-Gildas de Rhuy.

¹ Travers, I, 19. Testes dans D. Mor. Fr., I, 38.

² Anst. 007000, II, 38.

³ 20 mars 1128 (correspondant au 1^{er} mars 1128).

L'église construite vers 1038 par le comte Budic en remplaçait une plus ancienne et dédiée également à Saint-Cyr. Le comte nous apprend lui-même qu'il avait trouvé cette église « complètement abandonnée, par suite de la dévastation des païens et des Normands ».

A la suite des invasions, Alain Barbe-Torte l'avait déjà donnée, en 952, à l'abbaye de Landevenec¹; mais pour des motifs inconnus, cette donation était restée sans effet, et les injures du temps venant s'ajouter aux outrages des hommes, l'église présentait, quatre-vingts ans plus tard, l'état de désolation qui avait touché Budic et son épouse Adois.

A quelle époque pouvait remonter cette église primitive ? Nos différents historiens n'ont pas hésité à en fixer la date. Si l'on en croit Albert le Grand, elle aurait été construite par Eusèbe, évêque de Nantes, qui y aurait été inhumé en 464.

D'après la Chronique de Saint-Brieuc, elle serait aussi du V^e siècle, mais reconnaîtrait un autre fondateur. Chose assez singulière ! ceux qui auraient construit l'église de Saint-Cyr au V^e siècle, portent les mêmes noms que ceux qui la reconstruisirent au XI^e : ils se nommaient Budic et Hazeyise. « Après la mort d'Anne, épouse de Budic, dit cette chronique, il épousa une autre noble dame du nom d'Hadevisse. Ils voulurent tous les deux reconstruire l'église de Saint-Cyr de Nantes, mais la mort les en empêcha ».²

Retrouver au V^e et au XI^e siècles un même fait attribuable à des personnages de même nom, serait une palinodésie curieuse ; mais il est bien à craindre que le compilateur de la Chronique de Saint-Brieuc ne nous ait donné ici un échantillon de la façon dont il composait son histoire.

Nous avons vu, en effet, comment un comte Budic et son épouse Adois, tous deux d'une existence incontestable, ont

¹ « *Ecclesiam sancti Cyrici extra civitatem* ». D. Morice, IV, 1, p. 140.

² *Defuncta Anna uxor Budici, ipse fuit ecclesiam sancti alii edificandam nomina nomine Hazeyisa. Ecclesiam s. Cyrici minus obnoxio interfecti unum reedificare sed non potuerunt morte praeventi*. 30 Mar., IV, 1, p. 11.

reconstruit l'église de Saint-Cyr et furent empêchés par la mort de compléter l'œuvre qu'ils avaient projetée. C'est ce fait du XI^e siècle, fait connu par des actes authentiques, que notre chroniqueur reporte au V^e. Embarrassé par le nom de l'épouse de son comte Budic, il la fait mourir, pour lui en donner une autre dont le nom concorde mieux avec les faits qu'il veut concilier. C'est ainsi que, grâce à la mort d'Anne, Budic se retrouve l'époux d'*Hazevis* ou d'*Advis*, qu'il appelle *Hazenisia* pour *Hazevisia*.

Le témoignage de la Chronique de Saint-Brieuc¹ ne serait donc pas d'un grand poids en faveur de la haute antiquité de l'église de Saint-Cyr. Nous n'avons aucun moyen de contrôler la valeur de celui d'Albert le Grand sur ce point. Bien que son histoire ne soit pas un chef-d'œuvre de critique, il a pu connaître avec certitude certains faits dont les preuves ont disparu. Sa réputation de crédulité empêche de croire en général tout ce qu'il avance ; mais quand on descend dans le détail des faits dont il n'indique pas les preuves, on constate, parfois avec surprise, que les traditions qu'il rapporte sont confirmées par des documents ou des faits qu'il n'a certainement pas connus.

En ce qui concerne l'église de Saint-Cyr, il n'est nullement invraisemblable qu'elle ait été construite au V^e siècle. La nature des tombes qu'on trouva en 1764, prouve que le cimetière qui l'entourait remonte à une très haute antiquité. La « grande tombe, de la même pierre tendre que celles trouvées sous le cavalier de la porte Saint-Pierre », eût été très curieuse à examiner : on eût pu peut-être en fixer la date, en la comparant aux pierres tombales trouvées à Saint-Similien et à Saint-Donatien.

¹ Le *Bulletin de l'Association Bretonne* publiera prochainement la thèse de M. P. de Berthou sur la valeur historique de cette compilation. Cette question est des plus intéressantes, pour l'histoire de Bretagne. La trop grande autorité dont à jour cette Chronique a été cause pour nos anciens historiens d'un grand nombre d'erreurs.

X. — RUE DES CAVES aujourd'hui MAURICE DUVAL

De la place de la Préfecture à la place du Port-Communeau

De 1791 à 1809, VII^e section ; depuis 1809,

I^{er} arrondissement.

La rue des Caves était autrefois occupée par les caves des habitants de Nantes. Un titre de 1402 mentionne une maison située sur la rue « par ou len vet des Changes... ès caves de ladite ville de Nantes ». Dans les villes fermées, on éloignait des habitations toutes les servitudes et les accessoires qui auraient occupé trop de terrain. De nos jours encore, dans les campagnes, les celliers sont séparés des maisons d'habitation.

Ce nom de Caves était aussi donné alors à une porte de ce quartier. En 1411, nous trouvons « une meson ferante au pavé par lequel l'on veit de Saint-Léonart à la porte des Caves », et par derrière « les murs et closture de la ville¹ ». Un rôle rentier de 1426 mentionne en même temps une maison située « rue des Caves, près le moulin Coustans, le *Portal* ou *Porte des Caves* et un courtil près la *Porte des Caves*, entre les murs de la ville d'un costé, et maisons devers la rivière d'Erdre ».

Cette porte des Caves s'appelait, en 1486, d'un autre nom : porte de Saint-Cir. Jehan Apvril, de la Sausaie, possédait à cette date un « jardrin, ou chemin du Portal de Saint-Cir, autrement des Caves² ».

La porte des Caves était probablement la porte de l'enceinte qui donnait accès, de ce côté, sur la rivière d'Erdre et sur les Moulins Coutans. Son nom de Saint-Cir lui venait soit de la paroisse, soit du prieuré dont le fief s'étendait de ce côté.

La rue des Caves remplace une partie du vieux chemin qui, venant de la chapelle Saint-André, faisait le circuit de l'ancienne enceinte de Nantes. Cette direction nous est indiquée

¹ Arch. départ. II 340 et 343

² Arch. d u Chap.

par différents titres qui mentionnent les uns un « chemin qui conduit de la chapelle à Saint-André à la porte de la Grosse Tour », les autres « une rue qui conduit de la porte de la Grosse Tour à l'église de Saint-Léonard ».

Elle allait autrefois de l'église Saint-Léonard jusqu'à la Chambre des Comptes. La construction du Fort Communeau la coupa en deux parties qui continuèrent à porter l'une et l'autre le même nom.

En 1678, la partie qui allait de l'église Saint-Léonard au Port-Communeau, s'appelait indifféremment rue des Caves ou rue Saint-Léonard. La partie qui conduisait du Port-Communeau à la Chambre des Comptes s'appelait aussi *petite rue des Caves* ou *rue de la Chambre des Comptes*¹. Mais l'usage le plus répandu à toutes les époques, est de donner simplement à cette rue le nom de rue des Caves qu'elle a porté jusqu'à nos jours. Elle l'a laissé pendant la Révolution, pour porter celui de *Cochin* jusqu'à la Restauration, reprit alors son vieux nom de rue des Caves, et le laissa encore en 1857, pour celui de *Maurice Duval* qu'elle porte aujourd'hui.

Le nom de Cochin a été illustré par plusieurs personnages, principalement par Henri Cochin, né à Paris en 1687 et mort en 1747, après s'être distingué dans le barreau, et par Charles Nicolas Cochin, graveur célèbre, né à Paris en 1715 et mort le 29 avril 1790.

Les noms de *d'Argentré* et de *d'Aguesseau* donnés alors à des rues voisines, feraient penser qu'on a voulu placer dans le quartier de la Chambre des Comptes des noms tirés de la magistrature. L'époque de la mort du célèbre artiste en gravure autorise aussi à croire qu'il attirait alors l'attention publique, et que Nantes, dans la réformation de ses noms de rues, ne l'a pas oublié.

Maurice Duval a été préfet du département de la Loire-Intérieure de 1832 à 1840.

¹ Rue des Caves, qui conduit de l'église dudit Saint-Léonard au Port Communeau. *Arch. Dép.* terrier de 1678. B. T. 2.

Religieuses de Sainte-Elisabeth.

Nous avons parlé plus haut d'une modeste chapelle qui se trouvait sur la place, vers l'entrée de la rue des Caves. C'était la chapelle des sœurs du *Tiers Ordre de Saint-François*, autrement appelées les *Nonnettes* ou religieuses de *Sainte-Elisabeth*.

Ces religieuses s'établirent dans ce quartier vers la fin du *XV^e* siècle. Leur couvent se trouvait dans la rue des Caves, vers l'angle qui fait face à la Préfecture, entre la rue et l'enclos des Cordeliers. Elles avaient pour but « de prendre et de recevoir les filles de Messieurs de cette ville et faubourgs, et leur apprendre leur estat et instruyre aux bonnes mœurs ».

Quand Louis XIII passa à Nantes, elles profitèrent de son passage pour lui demander le terrain nécessaire pour la construction de cette chapelle. Le roi le leur accorda par lettre donnée à Nantes le 25 août 1614, « pour y fere bastir et construire une chapelle, afin d'y entendre la messe sans qu'elles soient tenues d'aller fort loing pour ouir le service divin, comme elles sont ».

La Chambre des Comptes, en vérifiant les lettres royales, ordonne que lesdites religieuses pourront « fere bastir et construire ladite chapelle de 32 pieds de long sur 22 de large, y compris l'espaisseur des murs, joignant le jardin des Cordeliers et leur logis, et ne pourront élever leur pignon de plus de 24 pieds. Ne sera faite aucune ouverture en ladite cour qu'à voir (verre) dormant, à la charge de tenir ladite chapelle à fief amorti, devoir de prières et oraisons, et que le jour de saint Louis sera célébré messe pour la prospérité et santé du Roy, et qu'aux plus haults et éminants lieux d'icelle, seront mis et eslevées de relief les armes de Sa Majesté, et que la construction ne pourra estre sans y appeler M^{rs} Pierre Roulin, Pierre de Monti et Louis Miron, cons. maistres qu'elle a à ceste fin commis ».

Les nonettes ne restèrent que peu de temps dans ce quartier, après la construction de leur chapelle. Les Capucins ayant quitté leur couvent du Marchix pour aller habiter leur nouveau couvent de la Fosse, vendirent leur ancien, pour 18,000 livres, aux Religieuses, en 1630. Nous les y retrouverons un jour sur la place à laquelle elles ont laissé leur nom de Sainte-Elisabeth, si, du pas dont nous allons, nous avons le temps d'y parvenir.

Elles vendirent leur ancien couvent à N. H. Etienne de Moucheron, éc., s. de la Pichonnaie, et à N. H. Julien Macé, s. de la Boissière, garde de la Chambre des Comptes.

La partie vendue au premier le 15 septembre 1632, comprenait la chapelle. A la mort d'Etienne de Moucheron, en 1675, elle passa à son fils aîné Julien¹.

La partie vendue à Julien Macé le 7 mai 1631 appartint ensuite à son fils Jean Macé s^r du Verger, (1678-1695) demeurant à Richebourg, et, à sa fille, Dame Jeanne Macé, veuve de Julien Meneust, s. de l'Oiselière. Cette dernière vendit sa part, le 7 septembre 1676, à Claude de Cornulier, s. de Lucinière, du Vernay le May, la Gazoire et abbé de Blanche Couronne. Cette maison, située à l'angle de la rue des Caves et de celle des Pénitentes, en remontant vers les Cordeliers, appartenait, en 1724, à M. le Président de Cornulier, et en 1779 à messire Amaury Charles Boux de Casson, propriétaire « de l'hôtel anciennement appelé de Cornulier et actuellement de Casson² ».

¹ *Arch. départ.*, H. 288 et H. 355.

² *Invent. des Arch. com.*, DD. 277.

RUE DES CAVES (Maurice Duval)

RUE DE LA CHAMBRE DES COMPTES

1678

1724

Côté de midi, en allant des Cordeliers à la Chambre des comptes.

1. M. de Cornulier.
2. Jean Macé, s. du Verger.
3. Ec. Julien Moucheron.
4. La Chambre des Comptes, cour, et jardins.

A droite en entrant par la rue des Cordeliers.

	To.	P.	Po.
1. M. le Président de Cornulier.	7	2	—
2. M. Baudry.	9	2	—
3. M. de la Griollaye.	9	2	6
4. <i>Idem</i> jusqu'à la Chambre des Comptes.	2	2	—

1. Pour tout ce côté, v. *les religieuses de Sainte-Elisabeth.*

Côté de septentrion.

- | | Long. | Prof. |
|---|-------|-------|
| 1. M ^{lle} Belot. | 25 | 102 |
| 2. Le s. du Verger Macé. | — | — |
| 3. Maison de la chapellenie de la Jallière. | 13 | 49 |
| 4. Le s. Chauveau. | 84 | 128 |

A gauche en entrant par la rue des Cordeliers.

	To.	P.	Po.
1. M. La Gremillère.	3	2	—
2. M. Chiron.	8	2	—
3. Au Chapitre N.-Dame.	1	5	6
4. M. de la Griollaye jusqu'à la Ch. des Compt.	14	—	—

1 « Maison faisant le coin de la rue des Caves, comme l'on va à la Chambre des Comptes, à déf. M^e Pierre Texier, à présent à Pierre Texier son fils, 1557 ; maison entre la maison à feu M^e Hubert, s. de la Thébaudière et la maison de la chapellenie de Saint-Cosme et Saint-Damien ; d'un bout la rue qui conduit à la Chambre des Comp-

1 A la suite de l'article sur chaque rue, nous donnerons pour celles qui remontent au XVII^e siècle, quelques indications sur les immeubles qui s'y rencontrent et sur leurs propriétaires. Ces détails, si arides qu'ils paraissent, ont leur intérêt au point de vue de la topographie et au point de vue des familles.

Nous empruntons les indications de la première colonne aux registres de la *Réformation des Domaines, de 1678* ; celles de la seconde à l'*Etat du Toisé et de la dépense pour la réfection de tout le pavé de la ville de Nantes*, imprimé chez N. Verger, en 1724.

Les deux colonnes donnent en premier lieu les noms des propriétaires en 1678 et en 1724. Le premier chiffre qui suit ce nom dans la première colonne, indique la largeur de l'immeuble, ou sa façade sur la rue ; le second, sa profondeur, d'après l'estimation faite en pieds, au XVII^e siècle. Les chiffres de la seconde colonne indiquent « le toisé réduit de chaque façade » l'estimation est faite en toises, pieds et ponce : *To. P. Po.* On remarquera que la largeur attribuée par cette estimation à la façade de chaque immeuble concorde peu avec celle que leur donne l'estimation de la première colonne. Nous nous contentons de publier ces documents sans chercher à les concilier.

A la suite des colonnes nous reconstituons en partie, d'après différents titres, la suite des propriétaires de chaque numéro.

tes, faisant le coin à aller au Port-Communeau et d'autre bout la muraille de la ville de Nantes, vendue par Guillaume Texier, éc. s. de la Pongnardièrre en la Chapelle-sur-Erdre, fils de Pierre Texier, à René Le Royer, éc. s. de la Motte, 1566 ; adjugée le 3 décembre 1669, à d^{lle} Renée Haultebert v^e de n. h. Gallais Belot, s. de la Galmelière, et Louis Belot, fils du s. de la Galmelière (H. 356) ; 1662, La demoiselle Belot ; 1722, les héritiers d'éc. Louis Belot, fils du s. de la Galmelière ; 1724, M. de la Galmelière, appelé dans l'*État du toisé*, *M. La Gremillère*.

2 N. h. Guillaume Macé, auditeur des Comptes, et damoiselle Claude Beraud son épouse 1600 ; au s. du Verger Macé, 1669, 1682, par acquisition d'avec les Hubert ; vendue en 1714 par Franç. Bernard des Vaux (s. de l'Oiselière) époux de damoiselle Pélagie de Cornulier, à Mathurin Chiron, greffier de l'Hôtel-Dieu, qui la revendit, en 1730, à n. h. Ollivier de Kermasson, époux de Madeleine de Costa.

3. Chapellenie de la Jallière présentée, par le s. de la Jallière Le Bel, 1669, desservie en l'église de Saint-Léonard. Cette maison fut vendue le 21 messidor an III, pour 24,000 livres.

4. Maison « proche la petite porte pour entrer dans la cour de la Chambre des Comptes » ; Anne Ménardeau veuve de M^e Jacques Hubert, s. de la Thébaudière (Le Cellier) 1554 ; à d^{lle} Roberte Hubert, fille d'un autre Jacques, 1640 ; puis à Louise Feilleteau, fille unique de Roberde Hubert, épouse de n. h. Isaac Chauvau, d^e du Rafflé (Château Thébaud) ; à n. g. Estienne Chauveau prêtre ets a sœur Claude, héritière de ladite Feilleteau ; s. de la Basse Barronnays et du Rafflé 1699-1684 ; à éc. Estienne Le Grand de la Griollais, prévôt de la connétablie et maréchaussée de Bretagne 1724. M. Maillard de la Gournerie, M^e des Comptes, y mourut le 9 novembre 1770.

XI. — RUE DES PÉNITENTES

De la place du Port-Communeau à la rue Saint-Jean.

*1791-1809, VII^e et VIII^e sections ; depuis 1809, II^e et
III^e arrondissements.*

Au sortir de la rue des Caves, nous rencontrons en face de nous, l'établissement des Pénitentes. Son aspect triste et austère répond bien à son nom.

On en a attribué la fondation à un pieux et zélé missionnaire du diocèse, René Lévêque, fondateur de la communauté de Saint-Clément, né à Gorges en 1624, et mort à Paris en 1704. « Les Filles Pénitentes, dit Travers¹, doivent leur commencement au zèle du même missionnaire, Dom Lévêque ». Ogée, l'abbé Tresvaux et d'autres auteurs venus depuis Travers, ont répété les mêmes renseignements.

L'époque à laquelle écrivait Travers lui permettait de découvrir plus exactement que nous ne pourrions actuellement le faire, les origines de cette fondation. En lui donnant René Lévêque pour auteur, il devait avoir de graves raisons. Il est cependant assez étrange que les Pénitentes dans les titres de leur maison, n'aient pas conservé un souvenir plus persistant de leur fondateur.

Voici, en effet, tout ce que nous trouvons dans une notice manuscrite de la première moitié du XVIII^e siècle, sur l'origine de cet établissement

« Feu madame Marguerite Lory, veuve de François Bienvenue, a commencé l'établissement de la maison de Sainte-Marie-Madeleine, dite des Pénitentes, dans l'année 1671, dans le même endroit où elle est actuellement établie. Elle prit leur conduite dans la même année.

¹ *Travers*, t. III, 443.

Il y eut beaucoup de difficultés et d'opposition pour cet établissement. Feu madame de Luigné et plusieurs des plus distingués de la ville, sollicitèrent.

Feu Mgr le duc de Chaune accorda sa protection à la dame de Bienvenu, et se trouva à toutes les assemblées de la Ville pour ce sujet.

Après plusieurs délibérations, la Ville enterrina leur demande ».

La notice ajoute ensuite ces quelques détails sur la fondatrice.

« Feu Madame Bienvenu, veuve environ l'âge de 27 ans. se donna toute à la dévotion et aux bonnes œuvres de charité. Elle s'était mise sous la conduite du P. de Gonelieux, Jésuite, et, après, du P. de Belleme, dès qu'elle étoit même dans le monde.

Son attrait particulier étoit le salut des âmes dévoyées qui lui fit faire des actions héroïques.

Sans m'arrêter à dire le merveilleux de la vie de feu M^{me} Bienvenu, qui pourrait passer pour des miracles de charité, de confiance en la Providence, et de faits dont ses premières filles ont été témoins et dont plusieurs ont été l'occasion, par des événemens extraordinaires, etc....

Quand M^{me} Bienvenu a commencé cet établissement, elle avait 35 ans. Elle est décédée le 31 mars 1694, en odeur de sainteté, à la soixantième année de son âge ».

Cette ancienne notice que nous donnons d'après l'original, avec ses phrases incomplètes et incorrectes, ne fait comme on le voit, aucune allusion à René Lévêque. Parmi les directeurs spirituels de la fondatrice Marguerite Lory, veuve Bienvenu, elle ne cite que le P. de Gonnelieu, Jésuite bien connu par la traduction de l'Imitation qui porte son nom, et le P. de Belleme.

Sans vouloir enlever à René Lévêque la gloire d'avoir contribué à la fondation de l'établissement des Pénitentes, nous avons cru devoir signaler cette absence de son souvenir dans les titres de la maison. Du reste, même en admettant que le pieux missionnaire ait été le fondateur des Pénitentes, il avait cessé longtemps avant sa mort d'en être le directeur. Cette qualité appartenait en 1684 à Math. Terrier, grand vicaire et officiel de Nantes, et recteur de Saint-Denis.

Le nouvel établissement fut grandement favorisé par l'évêque de Nantes, Gilles de la Baume Le Blanc, désireux d'arracher au mal les malheureuses que la misère ou un instant d'aveuglement y avait entraînées. Les lettres patentes accordées aux religieuses par Louis XIV, et datées de Saint-Germain-en-Laye, au mois d'août 1679, nous font ainsi connaître le zèle du Prélat :

« Les Directeur et Supérieur de la maison des Filles Pénitentes de la Magdelaine de notre ville de Nantes, nous ont très humblement fait observer que nostre amé et féal conseiller messire Gilles de la Baume Le Blanc, evesque de Nantes, ayant reconnu combien il seroit utile, pour l'édification du public et salut des filles débauchées, d'avoir un lieu de retraite où elles puissent estre receues avecq charité et faire pénitence de leurs fautes, il avait pris un soin particulier de la maison où elles se trouvent actuellement et leur ayant dressé des statuts et prescript des règles pour une meilleure vie, elles les ont observées avec tant de soumission et dans une si exacte clôture qu'il y a lieu d'en espérer un heureux succès¹ ».

Les religieuses de Sainte-Marie-Madeleine trouverent dans Gilles de Beauveau, successeur de Gilles de la Baume Le Blanc, la même bienveillance que dans son prédécesseur. Le dernier janvier 1684, le prélat unit à la maison des Pénitentes la chapellenie de Saint-Martin, avec ses fonds et revenus, consistant principalement dans la maison voisine où les religieuses avaient déjà établi leur chapelle.

Veillant sur le spirituel de la maison avec autant de soin que sur son temporel, Gilles de Beauveau donna aux religieuses des « réglemens dans l'esprit des constitutions des religieuses de la Visitation, ayant particulièrement à cœur de les former à l'esprit intérieur d'humilité, de charité de saint François de Sales, sous des vœux simples de chasteté et d'obéissance ».

¹ L'original, muni de son sceau, est actuellement aux archives de l'État et enregistré à la Chambre des Comptes. *Archiv. Nation.*, B. 86, p. 118, et à la Bibliothèque. *Archiv. municip.*, BB. 24.

Bientôt ces vœux simples ne suffirent plus à la ferveur des pieuses religieuses : elles aspirèrent à en faire de solennels. « Pour cet effet, elles supplièrent feu M. l'abbé de la Bâte, vicaire général de ce diocèse et leur supérieur, de demander à feu Mgr de Sanzay, lors évêque de Nantes, de rédiger un corps de constitutions convenables à leur institut, sous la règle de saint Augustin, avec les vœux solennels d'obéissance, pauvreté et chasteté, et un 4^e de direction des Filles Pénitentes, et de les apuier par sa recommandation auprès de N. S. Père le Pape Benoît XIII, de sainte mémoire ».

Le Souverain Pontife exauça leurs désirs : le 23 juillet 1729, il leur accorda des bulles qui érigeaient leur maison en monastère de religieuses de Sainte Marie-Madeleine. L'original des bulles existe encore, muni de son sceau de plomb, aux archives de l'Evêché. Elles furent confirmées par des lettres patentes, enregistrées à la Chambre des Comptes en 1731¹.

Le succès de plus en plus croissant du nouvel établissement forçait les religieuses à agrandir leur enclos. Elles acquirent, le 17 octobre 1701, un immeuble qui se trouvait entre leur maison et le Fort-Communeau. L'abbé Pierre François Monnier sieur de Bois-Foucaut, frère de Messire Joseph Monnier sieur de la Valtière, le leur céda au prix de 9000 livres, bien qu'il valût davantage, en considération du bien que les religieuses avaient déjà fait et de celui qu'elles pouvaient encore faire. Sur les 9000 livres, il n'en fut payé par argent comptant que 6000. Quant aux 3000 dont les religieuses devaient payer les rentes, « M. l'abbé de Boisfoucaut leur a fait remise par charité, de tous les intérêts, pendant plus de vingt ans qu'il a vécu ; et par son testament, il a fait la remise des trois mille livres qui lui étaient dues. La communauté s'est chargée, par le contract de vente de ladite maison, d'une fondation d'un *Libera* tous les lundis et vendredis : ladite maison fait partie du chœur, de la sacristie, tout le cloître »².

¹ Arch. départ., B. 160, t. 1, 180

² Arch. de l'Evêché.

Cette maison relevait du fief de la prieure de Saint-Cyr Mais, « attendu que ladite maison est destinée à la gloire de Dieu et pour le bien publicq, par un sentiment de piété et de charité, afin de participer aux prières et oraisons qui s'y feront à l'advenir, la prieure fit remise auxdites Filles Pénitentes de ce qu'elles lui doivent pour les droits de lods et ventes de ladite maison par elles acquise, qui pouvaient monter à 150 livres, et fixa l'indemnité due pour bien de main-morte à 9 livres de rente foncière¹ ».

Par suite de cette acquisition, les religieuses se trouvaient voisines du Fort-Communeau dont nous parlerons plus loin. Le 24 décembre 1701, elles adressaient à la ville une requête pour en obtenir la concession. Elles représentent dans cette requête que ce fort « sert de retraite à tous les vagabons et aux personnes débauchées. C'est là où ils cachent pendant la nuit leurs crimes et leurs désordres, et que par des violences trop fréquentes ils rendent le voisinage de ce lieu très dangereux ».

Les maire et échevins les débarrassèrent de ce triste voisinage. Par délibération du 17 mars 1702, ils accordèrent aux religieuses, à la charge d'acquitter une redevance annuelle de 32 livres 9 sols, « l'usage d'un terrain inutile appelé le Fort Communeau, et qui était de la contenance de 148 pieds de longueur sur 9 pieds de largeur² ».

Les religieuses conservèrent l'usage de ce terrain jusqu'en 1757, où la ville le reprit, en grande partie, pour la formation de la place du Port-Communeau³. Cette diminution sensible de leur enclos les privait d'un jardin aussi nécessaire à leur santé qu'à celle de leurs pensionnaires qui se condamnaient à la clôture. Elles trouvèrent un nouveau terrain le long de la même rue ; mais elles durent le payer bon prix. « Le propriétaire, écrivant la supérieure en 1765, profite de notre triste

¹ Arch. départ. II 354.

² *Ibidem.*, B. 102, f. 103.

³ V. plus loin l'article consacré à cette place.

position et veut nous vendre ce terrain cent sols le pied. En conséquence, il nous demande 20.000 livres pour 122 toises carrées. C'est payer la convenance bien cher ». Elles durent se résigner cependant à payer cette somme sans réduction.

Nous avons vu précédemment que les Cordeliers avaient cédé leur terrain à la ville 6 sous et 25 sous le pied. Pour un terrain situé dans le même quartier et séparé seulement par la rue, la différence était grande. La ville rencontrait dans les Communautés des vendeurs plus accommodants.

Sans raconter dans le détail l'histoire de cet établissement, nous rappellerons, en passant, le souvenir d'une de ses principales bienfaitrices, Renée Haye, épouse de Claude de Cornulier. A la mort de son mari, elle se retira dans la maison voisine des Pénitentes, afin de s'associer plus facilement à leur vie de bonnes œuvres et de prières. Elle mourut dans cette retraite le 27 avril 1718, et choisit la chapelle des Pénitentes pour lieu de son dernier repos¹.

Cette chapelle, accompagnée d'un petit cimetière, se trouvait sur la droite, en remontant de la place du Port-Communeau aux Cordeliers. Une vue du Palais de la Chambre des Comptes, reproduite par Guépin dans son *Histoire de Nantes*, montre à l'arrière-plan un petit clocher qui correspond à sa situation.

Il est certain qu'elle était construite en 1682; mais il est aussi certain qu'elle ne l'était pas avant 1671, année où s'établirent les Pénitentes.

Les Archives départementales conservent un plan qui passe pour antérieur à cette date². La chapelle des Pénitentes figurant sur ce plan, il est juste d'en rapprocher la date plus près de la fin du XVII^e siècle que de son commencement. Elle figure également sur le plan de Nantes, connu sous le nom de Fer et publié dans l'*Histoire de Nantes* de Guépin.

Généalogie des Cornulier, p. 32.

² Une réduction de ce plan a été donnée par M. Vincent, dans l'ouvrage publié sur la Ville de Nantes et la Loire-Inférieure, à l'occasion du Congrès pour l'avancement des sciences, tenu à Nantes en 1898.

L'établissement des Pénitentes compta jusqu'à plus de 100 personnes. Outre la chapelle et son petit cimetière, il comprenait le cloître et toutes les salles nécessaires à la vie commune des religieuses, 95 chambres et le jardin. Par suite de ses agrandissements successifs, il s'étendait à la fin entre la place du Port-Communeau, la rue des Pénitentes, la maison du Bois-Jouan et la rue d'Enfer.

Les religieuses y restèrent jusqu'à l'époque de la Révolution. Comme les Ursulines et les Visitandines, elles refusèrent alors de prêter serment. Sur ce refus, le 23 septembre 1791, on leur intima l'ordre de renvoyer toutes leurs pensionnaires, âgées de moins de 25 ans. En février 1793, elles durent s'en aller elles-mêmes définitivement.

Leur maison conventuelle fut vendue comme bien national, pour 123,000 livres, le 23 frimaire an II. On vendit ainsi, pour 4.600 livres, une autre maison qui leur appartenait rue Garde-Dieu¹.

La rue à laquelle l'établissement des Pénitentes a laissé son nom est ainsi désignée dans les anciens titres :

« 1329, chemin par où l'on va du manoir des Cordeliers aux moulins Coutans. — 1402, rue et pavé qui conduit de l'église des Frères Mineurs au Port-Communal. — 1423, rue et chemin qui conduit de l'Ostel des Frères Mineurs de Nantes au Port-Communal, — 1424, chemin et pavé come len vait des Frères Mineurs au Port-Communal. — 1436, chemin par où len va de Saint-Jean au Port-Communal. — 1460, grand chemin et pavé qui descent de Saint-Jehan de l'Ospital au Port-Communal. — 1470, rue et pavé qui conduit de Saint-Jehan de Nantes au Port-Communal² ».

Nous avons déjà dit ailleurs³ pourquoi nous ne croyons pas qu'on puisse identifier cette rue avec la rue Perdue, *réens par*.

¹ Arch. départ., série A.

² *Ibidem.* II, 340.

³ *Les anciens fiefs de Nantes*, Bulletin de la Soc. Archéol. 1888, p. 115.

ditus, dont il est question dans un titre qui concerne le premier établissement des Cordeliers *sur le fief de l'Évêque*. Le fief épiscopal ne s'étendait pas jusque-là.

A partir du XVII^e siècle, la rue des Pénitentes est souvent appelée *rue des Cordeliers*. Au XVIII^e, elle porte tantôt ce nom, tantôt celui de *rue des Pénitentes*.

Le plan de Gacault la coupe en trois parties, à chacune desquelles il donne un nom différent. Il appelle *rue des Cordeliers* la partie qui va du carrefour Saint-Jean à la rue Garde-Dieu ; *rue des Pénitentes*, la partie qui va de la rue Garde-Dieu à la rue des Caves ; et *rue Garde-Dieu* la partie qui va de la rue des Caves au Port Communeau, et qui se confond avec la place du Port-Communeau. Aucun titre ne donne à une partie quelconque de cette rue ce nom qui était porté alors, et de puis longtemps, par la rue qui le porte encore aujourd'hui.

La rue des Pénitentes s'est appelée, de l'an III à 1816, rue Bacon. Ce nom a été illustré surtout par deux Anglais ; le célèbre moine Roger Bacon, à qui l'on a attribué l'invention de la poudre, et qui vécut de 1214 à 1294 ; et François Bacon, magistrat et philosophe, né à Londres en 1561 et mort en 1626.

En 1816, elle reprit son nom de rue des Pénitentes qu'elle porte encore actuellement.

La rue des Pénitentes séparait autrefois la VII^e section de la VIII^e. Elle sépare aujourd'hui les II^e et III^e arrondissements.

Les Cordeliers. — Les Dames du Refuge. — Les Dames de la Retraite.

Nos historiens sont loin d'être d'accord sur la date de fondation du couvent des Cordeliers. Les uns la reculent en 1232, les autres la rapprochent en 1296. D'autres adoptent des dates intermédiaires, parfois sans d'autre raison qu'une erreur de typographie qui s'est glissée dans l'auteur qu'ils ont consulté.

¹ *Tréviers* T. I p. 356, 359.

La dernière de ces dates est de beaucoup trop moderne : la première pourrait être exacte, mais ne nous paraît pas s'appuyer sur des documents d'une authenticité incontestable.

D'après Albert Le Grand, l'évêque Henri aurait consacré à Nantes l'église de Saint-Michel, le 22 septembre 1232. Notre auteur ne nous fait pas connaître la source de ce renseignement : mais, depuis, on a suppléé à cette lacune. Mellinet, en plaçant en 1232 la consécration de la chapelle Saint-Michel ajoute, à titre de pièce justificative, cette inscription : « *Reverendissimus pater noster Henricus episc. nann. hoc templum const. die viges. secund. mens. sept.* ».

Si cette inscription était authentique, la moitié de la question serait tranchée : il ne resterait plus qu'à prouver que les Cordeliers étaient établis à la chapelle de Saint-Michel dès l'époque de sa consécration.

Mais Mellinet a emprunté si souvent à Fournier ses inscriptions lapidaires, qu'on a lieu de se demander si celle que nous venons de citer n'est pas du nombre de ces emprunts. Or Fournier a tant composé de ces inscriptions avec des bouts de phrases coupées dans nos divers historiens et adaptées, au plus grand mépris de la critique la plus élémentaire, que la simple rencontre d'une inscription dans son recueil fait, dès l'abord, éprouver un doute contre son authenticité.

S'il fallait maintenir que la consécration de la chapelle Saint-Michel et l'établissement des Cordeliers à cette chapelle, eurent lieu en 1232, il s'ensuivrait de là que le convent de Nantes serait le plus ancien de tous les couvents fondés en Bretagne par les Frères Mineurs. Celui de Quimper est, il est vrai, de la même année ; mais en supposant que les Cordeliers assistèrent à la construction de leur chapelle, on arriverait à reconnaître que la fondation de Nantes doit avoir sur celle de Quimper une priorité de quelques mois.

En dehors de ces allégations et de ces documents sujets à

¹ *La Commune et la Milice.*, T. I, 234.

discussion, voici ce qui est incontestable. En 1246, les Cordeliers étaient en constructions sur le terrain qu'ils ont occupé jusqu'à la Révolution. Ce fait est constaté par une charte de l'abbaye du Roncerail¹. Nous n'avons pas le texte complet de cette charte : mais l'analyse qui en a été conservée dans un inventaire des titres de l'abbaye, en dit assez pour éclaircir ce point de l'histoire des Cordeliers.

D'après cette charte, le duc de Bretagne fait une donation au prieuré de Saint-Cyr, en échange du lieu où les *Frères-Mineurs construisent ou feront construire*. Si le duc donnait une indemnité au prieuré pour ce lieu dont il disposait en faveur des Cordeliers, c'est que la prieure de Saint-Cyr en prétendait autrefois la mouvance. Les religieux avaient donc alors quitté la maison où ils s'étaient établis dès leur arrivée à Nantes. C'était cette maison « dans laquelle ils avaient coutume d'habiter et située dans le fief de l'Évêque, dans la rue appelée rue Perdue² », que l'Évêque de Nantes échangeait en 1252, après leur départ, avec l'abbé de Saint-Gildas-des-Bois. D'où l'on peut conclure que, en 1246, ils en étaient déjà à quitter leur installation provisoire et à s'établir dans leur couvent définitif. Ceux qui ont fixé l'établissement des Cordeliers à Nantes en 1296, se sont donc trompés au moins d'un demi-siècle ; ceux qui l'ont fixé à 1232, six ans seulement après la mort de saint François d'Assise, ont été beaucoup plus près de la vérité.

Le couvent reconnaissait pour fondateurs les seigneurs de Rieux. On peut croire que le duc de Bretagne s'était contenté

¹ Item deux autres titres en latin datés de l'an 1246, portant que Jean, duc de Bretagne, a donné par échange audit prieuré (de Saint-Cyr) « *quasdam plateas, ortos et murum saracenicum ad edificia facienda vel fulcienda, cum assensu et voluntate eorum ad quos proprietas et dominium pertinebat, videlicet abbatissa et conventus monasterii Sancti Sulpicii, Proceptoris militum Templi in Aquitania et aliorum quibus pro dictis rebus satisfacimus competentem* ». Les dites choses en échange du lieu auquel « *Fratres Minoris ordinis insculcant et edificaturi sunt* », sis « *prope Saltu Canon versus cellarium in quo ecclesia S. Crici noviter est constructa* ». (Arch. départ. H. 331 p. 2)

² D. Morice. *Pr. T.* I. 933. Cf. les *Anciens fiefs de Nantes* Bulletin de la Soc. Archéol. 1878 p. 123

de concéder seulement le terrain, et que la famille de Rieux fit les frais des constructions. Les titres des Cordeliers donnent souvent la qualité de fondateur à cette illustre maison qui avait son enfeu dans le chœur de la chapelle : ils rappellent que la fondation fut faite par Guillaume de Rieux et Jeanne de Machecoul, son épouse¹.

Guillaume de Rieux mourut en 1310, dans un voyage en Espagne. Son corps ramené à Nantes fut inhumé dans la chapelle des Cordeliers². Au siècle dernier, on y voyait encore son tombeau. Ce seigneur a dû être un des grands bienfaiteurs de la maison. Si elle n'avait été fondée qu'en 1296, il aurait pu en être le fondateur ; mais il est difficile de lui reconnaître ce titre pour un établissement qui existait dès 1246.

Sans entrer plus avant dans l'histoire des Cordeliers, une simple visite à leur chapelle, dont il existe encore de belles ruines, ne serait pas sans intérêt. Des personnages célèbres y eurent leur tombe, d'illustres familles du pays nantais, leur enfeu. Mais dresser simplement le catalogue de tous ceux qui y furent inhumés depuis le prince Robert fils de Jean, duc de Bretagne, mort le 10 février 1259, serait encore trop long.

Relevons cependant, en passant, une double erreur au sujet de ces sépultures. A la date de 1313, Mellinet place dans cette chapelle « une tombe, en marbre noir, d'Arthur second du nom, duc de Bretagne ». D. Morice a donné la reproduction de cette tombe³. Elle se trouvait, en effet aux Cordeliers ; mais aux Cordeliers de Vannes, et non à ceux de Nantes.

¹ Comme ainsi soit que, de toute ancienneté, l'église, maison et convent des Cordeliers de Nantes soit de fondation de la maison de Rieux, faict messir et construire par feuz de bonne mémoire Messire Guillaume de Rieux et Dame Jeanne de Machecoul, son épouse, en laquelle église est l'enfeu général des ancestres de ladite maison, au chœur et chapelle à costé du grand autel. *Arch. départ.*, H. 286.

² D. Morice, *Hist.* T. I, 228. En rapportant ce fait dans ses *Antiquités et anecdotes de la ville de Nantes*, 1768, P. Brun ajoute que ce seigneur « avait fondé les Cordeliers avec sa femme Louise de Machecoul, l'an 1167 ». Ce qu'on a vu plus haut ne permet pas d'admettre une date si tardive pour la fondation des Cordeliers.

³ *Ibidem.*, p. 229.

L'autre erreur regarde la sépulture du malheureux Chalais, exécuté en 1626, sur la place du Bouffay. Dans la *Description de Nantes* en 1766, par Greslan, nous lisons : « Dans la même église des *Carmes*, et dans la chapelle de la *Contractation* ou des Espagnols, on voit le tombeau du trop fameux Talleyrand, comte de Chalais ».

Il y a là, évidemment, une distraction de notre auteur. La chapelle de la *Contractation* ou de la Nation d'Espagne était la chapelle la plus célèbre de l'église des Cordeliers. C'était aux Cordeliers, et non aux Carmes, que l'on voyait le tombeau de Chalais.

L'enclos des Cordeliers s'étendait autrefois jusqu'à la rue Maurice Duval. Cependant, dès le XV^e siècle, à la suite de cessions à des particuliers, il avait cessé d'être limité par la rue.

Un aveu du 5 mai 1682 déborne ainsi le couvent.

« La maison conventuelle, composée d'église, chapelles,
« sacristie, cloaistre, cours, dortoirs, infirmerie, salles, escu-
« ries, caves, celliers et autres logemens et jardins, le tout
« enclos et circuit de murailles, contenant par fondz sur la rue
« qui conduit du carefour Saint-Jean au Port-Communeau,
« 405 pieds, et de profondeur 296 pieds, y compris une place
« vague au devant de l'entrée de l'église, au devant de la maison
« qui autrefois appartenoit, au sieur du Plessis-Bauchet, cy
« devant enfermée de murailles et portes pour servir de cour
« audit couvent, et depuis délaissée vague par lesdits religieux
« pour servir d'issue et remise de carosse et chères à ceux qui
« vont en leur église ; borné du costé vers orient, les murailles
« et clostures de cette ville ; vers midy, jardin et logement
« dépendant de la chanterie et chefcerie de N.-D. et à Mons.
« du Tertre Poulain, chanoine, et aux cause ayans dud. sieur
« du Plessis-Bauchet ; vers occident, lad. rue qui conduit dudit
« carefour Saint-Jean au Port-Communeau ; et vers septentrion,

¹ Publié dans *Nantes ancien*, par Dugast-Matifeux, p. 399.

« par endroit la cour de la Chambre des Comptes, et par
« autres, maisons qui appartiennent à messieurs de Mou-
« cheron, de Cornulier et du Verger Macé¹ ».

Cet enclos fut diminué à la fin du XVII^e siècle par la formation de la rue Royale, de la rue d'Aguesseau et de la place de la Préfecture. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit précédemment sur ce point.

La maison conventuelle des Cordeliers fut vendue le 5 frimaire an II, pour la somme de 65.000 francs. La Révolution n'avait pas attendu cette vente pour y installer des clubs. Dès le 3 janvier 1791, le club du Port-Communeau avait transporté ses séances aux Cordeliers. Il y était encore en mai 1792, et demanda alors à les tenir dans l'église Saint-Denis². Un peu plus tard, le 15 mars 1793, on autorisa, dans le même couvent une fonderie de canons. Dans la suite, on y logea des troupes, ainsi que dans la maison des Pénitentes, de l'autre côté de la rue.

Après la Révolution, on y établit un collège. Les *Étrennes Nantaises* de l'an XII placent « le Collège des Amis réunis dans la maison des ci-devant Cordeliers, sur la place du Département ». Cet établissement, dit le prospectus qu'elles insèrent, avantageusement connu à Nantes et dans les départements voisins, a succédé immédiatement à l'Institut qui avait remplacé le ci-devant collège de l'Oratoire : il soutient sa réputation depuis le mois de floréal an IV, époque où il fut mis en activité. Il a été nommé école secondaire par arrêté du gouvernement du 5 frimaire an XI ». On y faisait, entre autres cours, des cours de langue latine et de langue anglaise. Les élèves payaient d'avance 30 francs par trimestre. Le collège des Amis réunis resta aux Cordeliers jusqu'en 1811. Son directeur alla ensuite s'établir sur le Cours Saint-André.

Avant d'occuper la maison des Cordeliers, ce collège existait

¹ Arch. départ. Déclaration des domaines, B. 2 419.

² Verger, *Archives curieuses*, t. V, 108 et 427.

fait déjà dans la rue de la Commune, à la maison de la Gâcherie.

La maison des Cordeliers devait ensuite abriter une des grandes œuvres de la charité chrétienne.

Avant la Révolution, la ville de Nantes avait deux maisons de refuge pour les malheureuses tombées dans le désordre : la maison du Bon-Pasteur, située place de ce nom, et celle des Pénitentes qui se trouvait aussi dans la rue de ce nom, à deux pas des Cordeliers. La tourmente révolutionnaire en avait chassé les religieuses : on avait vendu leurs biens à l'encan. Mais leur œuvre devait être reprise : le germe de la charité catholique est indestructible, il faut que, malgré tous les obstacles, il se fasse jour tôt ou tard.

La résurrection de l'œuvre des Pénitentes fut l'ouvrage de M. le Pourceau de Tréméac, curé de Saint-Pierre. Un jour, pendant le carême de 1802, une pauvre jeune fille vint d'elle-même lui demander un asile qui mit désormais sa vertu à l'abri. Le bon pasteur ne pouvait rester insensible à cet effort spontané fait pour sortir d'une si grande misère. Il recueillit la malheureuse, puis d'autres qui, après l'avoir imitée dans sa faute, l'imitaient aussi dans son repentir. Pour les abriter, il acheta, à ses frais, l'hôtel de Portric, situé place Saint-Vincent.

Il ne tarda pas à sentir qu'il fallait autre chose que des murs pour préserver du mal ces volontés qui l'avaient malheureusement connu. Pour donner à l'établissement qu'il méditait une organisation régulière, il appela, en 1807, des religieuses de Notre-Dame de Charité-du-Refuge, autrement dites *Dames-Blanches*, dont l'ordre avait été fondé en 1644 par le P. Eudes, fondateur des Eudistes.

Ces religieuses, chassées de leur monastère par la Révolution, avaient cependant réussi à ne pas se séparer. Après des péripéties de tout genre, elles venaient de s'établir en 1806, dans l'ancien couvent de la Visitation¹.

¹ En avançant ce fait, sur une lettre qui nous a été gracieusement communiquée à la communauté des Dames-Blanches, nous croyons cependant devoir

S'étant assuré leur concours, M. de Tréméac demanda à la Préfecture l'autorisation du nouvel établissement destiné à « remplacer celui qui existait autrefois à Nantes, sous la dénomination du Bon Pasteur, et qui servait de refuge aux femmes de repentir ». Le 25 juillet 1807, le ministre de l'Intérieur renvoya la demande au Préfet qui s'intéressa à cette œuvre. Voici, en effet, ce qu'il écrivait dans une lettre du 3 juin 1808, en demandant une copie des statuts des dames du Bon Pasteur et de leur règlement : « Convaincu de l'utilité de cet établissement, sous le rapport des mœurs et de la religion, je ne négligerai rien de ce que je croirai propre à la consolider en la faisant approuver par le gouvernement ».

M. de Tréméac s'étant mis en règle avec le Préfet et le Maire, Mgr Duvoisin donna son agrément, et la fondation du monastère de Notre-Dame-de-Charité de Nantes fut décidée en octobre 1809.

La communauté de Paris envoya, en qualité de supérieure, madame Riou, en religion Mère Marie de Saint-Jean l'Évangéliste, avec une autre religieuse de chœur et une novice. Les trois religieuses arrivèrent à Nantes le 11 décembre 1809*, et furent reçues par M. de Tréméac qui leur confia l'établissement dirigé jusque-là par une ancienne religieuse de la Visitation, puis par des gouvernantes. D'après une note de M. Gély, « le 15 novembre 1810, se fait la première profession chez les dames de Saint-Michel près l'ancienne église de Saint-Vincent ».

Cependant un décret impérial avait placé toutes les maisons dites du Refuge sous la protection de « Madame Mère ». Un autre daté du palais de Saint-Cloud, le 6 juin 1811, approuva ainsi le Refuge de Nantes :

faire remarquer que la Visitation était peut-être, dès cette époque occupée par l'administration militaire. En 1808, Mgr Duvoisin jugeant que la maison de Saint-Charles n'était pas assez grande pour l'établissement du Grand-Séminaire, demanda au Conseil général la maison de la Visitation, occupée dès lors par cette administration. (Arch. départ., Rapport du Conseil général de 1808.)

* Arch. départ. Conseil général de 1810, Lettre de la supérieure.

« Art. I. L'institution de la maison du Refuge, établie à Nantes, département de la Loire-Inférieure, est approuvée.

Art. II. La maison acquise par ladite institution sera sa propriété et non celle d'aucun individu ».

La première maison du Refuge devenait trop étroite. Il fallut bientôt acquérir un local plus grand.

Pour avoir les ressources qui leur manquaient, les religieuses s'adressèrent une première fois au Conseil général. « Un établissement certainement utile, lisons-nous dans le rapport du Conseil général de 1811, vient d'être organisé à Nantes, sous le nom de Saint-Michel ou du Refuge... nous applaudissons de tout notre cœur au zèle, aux efforts de ceux qui ont voulu faire revivre l'établissement connu précédemment sous le nom de Filles du Bon-Pasteur, ou filles repenties ». Mais comme cet établissement paraissait au Conseil présenter un caractère particulier, il ne crut pas devoir lui allouer de secours. Dans sa pensée, c'était à la ville de Nantes de le faire : pour lui, il représentait surtout les communes rurales « où, grâce à la Providence les mœurs sont encore respectées. Cependant disait-il au ministre, il est de notre devoir de vous recommander un établissement de bienfaisance, un établissement utile, de vous demander pour lui la concession gratuite d'un édifice national, la faculté de recevoir des pensionnaires et des secours, pour les frais qu'entraîne un premier établissement. »

Malgré cette recommandation, les religieuses ne purent obtenir gratuitement cet « édifice national », qu'il eût été facile de trouver à Nantes, parmi les anciens biens enlevés aux Communautés par la Révolution.

Après des difficultés sans nombre, elles trouvèrent enfin, dans l'intérêt qu'inspirait leur œuvre de dévouement, une partie des ressources nécessaires pour l'acquisition de l'ancien couvent des Cordeliers. Elles l'achetèrent en 1811 et s'y transportèrent le 12 février 1812. Elles durent faire des dépenses considérables, pour approprier à leur nouvelle destination ces

édifices qui tombaient en ruine. En 1825, une lettre de la supérieure estimait ces dépenses à 175.000 francs.

Pendant plusieurs années, la supérieure revint à la charge pour obtenir du conseil général un secours dont son œuvre avait si grand besoin. Elle rappelait, dans ses différentes requêtes, que les autres Refuges de Paris, de Lyon et d'ailleurs recevaient partout des secours de ce genre, et que celui de Nantes était le seul à être ainsi abandonné, que sa maison avait renfermé jusqu'à 100 pénitentes, mais que maintenant, faute de ressources, elle n'en contenait plus que 60, dont sept seulement payaient en tout 700 à 800 francs ; que cependant elle avait établi une classe de préservation pour les enfants au-dessous de 15 ans « qui, sans être coupables d'inconduite de mœurs, seraient exposées d'y tomber, soit par des défauts de caractère, ou par l'abandon des parents, ou par extrême pauvreté. Ces enfants, ajoutait-elle, font l'affliction de bien des familles désolées et l'objet des sollicitudes des dames de la Charité, ne pouvant trouver des places en aucun endroit convenable »¹.

Entin le Conseil général, touché de l'utilité d'une œuvre si méritoire, commença par lui témoigner sa bienveillance non seulement par ses paroles, mais encore par ses actions. En 1819, il lui alloua une première somme de 600 francs ; en 1820 et 1821 la somme alla jusqu'à 1500, et en 1822, elle monta jusqu'à 5.000.

Les religieuses durent cette allocation élevée à la chaude recommandation que fit de leur œuvre le Préfet, M. de Vergny. Voici un extrait de son rapport :

« Ce pieux établissement est l'un des plus utiles qui existent à Nantes, et en même temps le plus pauvre. Sa création n'a rien coûté au département auquel il fait tant de bien. Vous savez comment il recueille toutes les filles qui consentent à s'arracher au désordre, disposition qui serait presque

¹ Arch. départ. Conseil général de la Loire-Inférieure.

« inexécutable pour ces malheureuses, si cette porte ne leur
« restait ouverte quand toutes les autres leur seraient fermées.
« Le gouvernement intérieur de cette partie de la maison est
« aussi économique que sage, et propice aux plus difficiles
« amendements. Dans une autre partie, entièrement distincte,
« on reçoit les orphelines au-dessous de 15 ans, sans azyle ».

Puis, rappelant combien cet établissement est pauvre, il en fait connaître aussi les charges.

« En 1821 le nombre des Pénitentes et des Orphelines était
« d'environ 100. En 1822 ce nombre est monté à 130.

« Enfin, Messieurs, ajoutait-il, cette maison est dans ce mo-
« ment dans un tel état de détresse qu'elle ne peut subsister
« sans votre bienveillante intervention. En la visitant dans
« toutes ses parties j'ai admiré l'ordre qui y règne, le bien
« qu'elle fait, celui qu'elle pourrait faire avec un peu plus de
« ressources.

« Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien prendre cet éta-
« blissement sous une salubre protection, et d'allouer les
« 3.000 livres comme secours et les 2,000 qui sont indispen-
« sables à l'assainissement et à l'extension du local. Je
« croirais assurer le succès de cette instante demande, si le
« Conseil voulait bien, à ma prière, nommer une Commis-
« sion chargée d'examiner en détail ce remarquable établis-
« sement et vous offrir des vues tant sur son utilité morale
« que sur les améliorations dont il peut être susceptible ».

Jusqu'en 1824, que M. de Vérigny fut préfet de la Loire-Inférieure, il demanda au Conseil général et en obtint 3.000 fr pour une œuvre auquel il s'intéressait grandement.

La municipalité n'avait pas attendu le Conseil général pour donner des marques de sa bienveillance à une institution dont la ville était la première à profiter. Dès 1817, elle alloua au Refuge un secours de 1.000 francs. Les années suivantes, elle se montra plus généreuse encore. De 1.200 francs qu'elle donna en 1819, elle monta, en 1822, jusqu'à 4.000 francs. Elle descendit, depuis à 3.000, ce qui était encore une somme

honnête : mais elle ne s'y est pas maintenue, tomba à 1.500, puis à 500 et enfin à 300.

Pour un établissement qui compte près de 100 religieuses et près de 500 pénitentes et enfants, c'est bien peu par tête. Ce n'est pas avec cela qu'elle pourront mettre la poule au pot tous les dimanches. Retirer une âme du vice, la ramener à l'amour et à la pratique du bien, est pourtant une œuvre de bienfaisance qui mérite d'être encouragée par les plus généreuses subventions. Il serait regrettable que l'on diminuât des allocations sans lesquelles des institutions de ce genre ont peine à se maintenir, pour subventionner plus largement des sociétés formées exclusivement dans un but de distractions et de plaisirs.

L'œuvre du Refuge prenait toujours de l'accroissement. Dès 1822, on chercha un local plus vaste que l'enclos des Cordeliers. Les religieuses le trouvèrent dans le quartier de Gigant, où elles acquirent en 1824, la tenue qu'elles occupent aujourd'hui. Le 22 août 1825 eut lieu l'exode de la communauté composée de 30 religieuses, 20 pensionnaires et 110 pénitentes. Mgr de Guérines bénit le 27 août leur chapelle provisoire, et le 18 octobre 1826, il accorda, à la chapelle définitive les honneurs de la consécration¹.

Mellinet place en 1840, et, par conséquent, trop tard, la construction de cette chapelle. Il n'a pas été plus heureux en attribuant à l'année 1807 « des travaux à la maison du Refuge *aujourd'hui la Retraite* », et, en 1808, « l'établissement de Notre-Dame du Refuge ». Par ce que nous venons de dire, on voit que ces travaux, dirigés par M. Nau, père, architecte, se firent non pas à la maison actuelle de la Retraite, mais à l'hôtel de Portric, place Saint-Vincent. C'est dans cet hôtel que fut ouvert, le 1 avril 1815, le Mont-de-piété de Nantes, créé par décret impérial du 3 décembre 1813.

Les religieuses de Notre-Dame de la Charité ont laissé un

¹ *Arch. du Chapit.* Registre des actes de Mgr de Guérines. — Mellinet, *La Commune*, etc., T. I, p. 315.

souvenir de leur passage dans le quartier qu'elles n'ont habité que de 1812 à 1825. La rue du Refuge et la Petite-rue du Refuge doivent leur nom à leur établissement.

Ont-elles pris aux Cordeliers leur nom de Saint-Michel du Refuge, sous lequel lequel maison a été parfois désignée ? Il est certain que la chapelle des Cordeliers était sous le patronage de saint Michel mais l'illustre archange a pu être aussi choisi pour patron du Refuge dès son établissement à l'hôtel de Portric. Quoi qu'il en soit, en portant le culte de saint Michel dans le quartier qu'elles habitent, elles n'ont pas été les premières à l'y honorer. Il y avait autrefois un clos nommé *clos de Saint-Michel* dans le quartier de Gigant.

En quittant le couvent des Cordeliers, les religieuses de N.-D. de Charité le vendirent à l'Evêché.

Mgr de Guérines voyait les vocations ecclésiastiques affluer en grand nombre, et son Grand séminaire devenait de jour en jour trop étroit. Comme il lui était impossible d'acquérir les immeubles voisins pour l'agrandir, il se préoccupa de lui créer une sorte de succursale pour les jeunes gens qui commencent leurs études de théologie.

L'enclos des Cordeliers se trouvant alors libre, Mgr de Guérines songea d'abord à y fixer cette maison de Philosophie qu'il voulait créer. Dès 1825, il était en correspondance soit avec sœur Marie de la Conception, supérieure des religieuses, soit avec les administrations de Paris, pour l'acquisition de cet enclos dont la valeur était estimée de 72.000 à 80.000 francs.

Mais d'heureuses circonstances vinrent favoriser une combinaison plus avantageuse pour les Séminaires. Il y avait à la maison actuelle de Philosophie, n^{os} 104, 106 et 108 de la rue Saint-Clément, une Maison de retraite fondée en 1820 par des dames qui en avaient la direction. La maison était trop étroite pour l'œuvre qui y était fixée ; d'un autre côté, on la trouvait un peu trop éloignée des centres de la ville. Ce dernier point qui était un défaut pour une œuvre, était une qualité pour une autre. L'ancienne Maison de retraite était si près du Grand

séminaire, que la pensée d'y établir la maison de Philosophie se présenta naturellement à l'esprit de l'administration diocésaine. Elle acquit les deux immeubles, fixa le Séminaire de Philosophie et transporta l'œuvre des Retraites dans les endroits que chacune de ces institutions occupe actuellement. Deux monuments érigés au souvenir de Mgr de Guérines, dans les chapelles de la Philosophie et de la Retraite, rappellent qu'il a été le fondateur des deux maisons.

L'ancienne maison de Retraite avait été précédemment dirigée par de pieuses dames. Une d'elles, madame de Kerlero, fut sollicitée de prendre la direction de la nouvelle, en qualité de supérieure ; elle refusa d'abord, et Mgr de Guérines écrivit à Mgr l'Evêque de Saint-Brieuc, pour lui demander des religieuses de Quimperlé, dites du *Père Eternel*.

Cette première démarche ne semble pas avoir réussi. Après la réponse faite, le 28 septembre 1826, par l'Evêque de Saint-Brieuc, Mgr de Guérines conservait encore le 15 octobre « l'espérance de voir Madame de Kerlero prendre la direction de la maison ». Finit-elle par accepter ? nous ne saurions le dire. Une chose certaine, c'est que l'œuvre fonctionnait dès l'année suivante. L'ouverture de la première retraite dans la nouvelle maison eut lieu le 30 mai 1827¹.

Dans les desseins de Mgr de Guérines, les retraites devaient être données par des missionnaires demeurant à la maison. L'ordonnance royale du 17 mai 1826, autorise l'Evêque à acquérir la maison des Dames de la Charité, « pour l'œuvre des retraites, le logement des prêtres auxiliaires et autres besoins analogues ». Mgr de Guérines avait aussi l'intention de faire donner par ces prêtres des conférences sur la religion dans la chapelle des Cordeliers qui pouvait contenir de 1000 à 1200 personnes. C'étaient des accessoires à l'œuvre principale ; seule cette œuvre fonctionne aujourd'hui en cet endroit.

¹ D'après un autre document, la première retraite aurait eu lieu le 26 octobre 1826.

Les religieuses de Quimperlé, auxquelles Mgr de Guérines avait songé dès 1826, répondirent, soit à cette époque, soit un peu plus tard, à son invitation. Cette congrégation doit sa fondation au P. Huby, Jésuite, et à mademoiselle de Francheville qui ouvrirent, en 1664, une maison destinée à recevoir toutes les personnes qui désirent passer quelques jours en retraite. Les religieuses de Quimperlé conservèrent la direction de leur maison de Nantes jusqu'en 1869. Elles ne purent alors accepter les conditions faites par l'Évêché, propriétaire de la maison, et furent remplacées par la congrégation de la Retraite de Vannes. Mgr Jaquemet fit à ces dames une promesse de vente qui fut réalisée par son successeur ; et par acte du 23 juin 1872, Mgr Fournier vendit l'établissement à madame Séraphine de Kertanguy, supérieure générale de la Congrégation.

Les nouvelles propriétaires purent, dès la promesse de vente, reconstruire les bâtiments qui tombaient en ruines. En 1869, elles commencèrent à élever, sur les plans de M. Gilée, la chapelle et les bâtiments qui la touchent.

La chapelle, placée sous le vocable du Sacré-Cœur, fut bénite le jeudi 17 août 1871, par Mgr Fournier. Dans son allocution, le prélat « bénit avec effusion de cœur ces Dames de la Retraite qui, par leur exemple et leurs leçons, feraient un bien infini aux âmes qui viendraient chercher autour d'elles un asile et une bonne solitude. Je me réjouis, ajouta-t-il en terminant, de voir ces saints établissements se multiplier. Ils sont pour les villes chrétiennes, ce que sont les tours pour les citadelles : ils les protègent et les défendent contre les attaques du mal et aident à en repousser les assauts¹ ».

L'œuvre fondée par Mgr de Guérines est devenue de plus en plus florissante. Les personnes pieuses du diocèse ont cru que, en matière de spiritualité, leurs évêques avaient plus d'autorité que les membres de la municipalité de Nantes.

¹ *Semaine religieuse* du 19 août 1871.

Nous rapporterons plus loin, dans notre article sur l'ancienne **Retraite des femmes**¹, une délibération du Bureau de Ville contre l'utilité des retraites. Les membres du Bureau en parlent en gens qui n'ont point charge d'âmes. Mais pour une fois qu'ils ont prêché, car leur délibération est un véritable sermon, ils ont prêché dans le désert. Plus de 2.000 personnes suivent chaque année, soit comme externes, soit comme internes, les retraites données dans la maison.

Il y a des retraites internes pour les dames, pour les personnes de la ville et de la campagne, les tertiaires des différents ordres, pour les sourds-muets lettrés ou illettrés.

Les retraites externes se donnent aussi pour les dames, pour les domestiques, les ouvrières, les apprenties, les membres de la société de Saint-Vincent de Paul, les Bretons, les pauvres, etc.

La maison est donc ouverte à tous ceux qui ont envie de faire une retraite. Elle est aussi ouverte aux autres, et peut-être ne leur serait-il pas inutile d'en prendre le chemin, car il en est des remèdes de l'âme comme de ceux du corps : de ce qu'on n'en ait pas grande envie, il ne s'ensuit pas qu'on n'en ait nullement besoin².

Hôtel du Bois-Jouan

A côté des Pénitentes, se trouvait l'hôtel du Bois-Jouan. Cet hôtel existe encore en partie, entre la rue des Pénitentes et la rue Strasbourg. Avançant dans la première de ces rues, il en a conservé l'ancien alignement. La partie qui nous en reste doit être celle qui a été reconstruite au commencement du XVIII^e siècle par messire Pierre le Menest, chev., s. des Treilles et du Bois-Briand, en Doulon, président de la Chambre des Comptes.

¹ V. Rue Saint-Léonard.

² Nous remercions les Dames de la Retraite et les Dames Blanches des renseignements qu'elles ont bien voulu nous fournir pour compléter cet article.

Dans son aveu de 1722, le propriétaire du Bois-Jouan mentionne en effet, une première maison, puis un « second corps de logis faisant aujourd'hui partie de la maison cy-dessus, et y composant un double appartement sur le derrière, vers les Dames religieuses pénitentes, qui fut autrefois une petite maison appartenant au sieur Jean Guy, ensuite à M. des Burons Huteau, et depuis audit s. président des Treilles, qui depuis les vingt ans derniers l'a fait rebâtir, pour les deux maisons n'en faire qu'une où il est présentement demeurant ».

Ce fiefement était, depuis les temps les plus anciens, le plus important du quartier. Grâce à son importance, les titres qui le concernent ont été conservés en assez grand nombre pour qu'on puisse reconstituer son histoire.

La maison du *Bois-Jouan* prit ce nom au XVI^e siècle, des seigneurs du Bois-Jouan, en Saint-Mars-de-Coustais.

L'emplacement qu'elle occupe appartenait, en 1329, à Pierre Gas et Philippe, sa femme, qui l'échangèrent avec Jannot de Carcouet et Janne, sa femme. Le fonds en comprenait, avec la maison, des courtils, vergers et autres choses, « situés entre le herbergement des Nonains de Saint-Cir et la maison Fory, aboutant au chemin par où l'on va du manoir des Cordeliers aux moulins Coutans, d'un chef, et à la Herrodière, le mur entre deux ». Dans son aveu de 1381, Jehannot de Carquoet le dit situé entre « le herbergement de la priouresse du Bourg des Moustiers, la maison Jehan Galopin et celle à Gouesmat ». De Jehannot de Carquoet, le logis passa à Olivier son fils, qui avait pour curateur Geffroy de la Chapelle. Vendu en 1413 à Perrot Mallivier, charpentier, et en 1424 à Pierre Chohel et Jouhane sa femme, ce fiefement fut aussi possédé en 1451 et 1470 par les religieux de l'abbaye de Blanche-Couronne, et la maison porta pendant quelque temps le nom de cette abbaye. En 1495, les Chartreux vendirent, à leur tour, « la maison vulgairement appelée la maison de la Blanche-Couronne », qu'ils possédaient au moins depuis 1473. Elle appartenait, en 1500, à Rolland de Schiezon, qui fut seigneur

d'Orvaut, et, en 1505, à Charles Lespervier, seigneur de la Verrière et écuyer tranchant de la reine et duchesse Anne de Bretagne.

Le mariage de Jehanne¹ Lespervier, fille de Charles, avec André Gallery, seigneur du Bois-Jouan, en fixa la possession dans la famille de ces seigneurs de 1540 à 1594, année où Marguerite Gallery, dame du Bois-Jouan, y mourut. La maison du Bois-Jouan fut vendue en 1600, pour 12.000 livres, par les enfants d'éc. Melchior de Vaudray, héritier de Charles Lespervier, par représentation de sa fille Jeanne, à Jan Verdier, s. des Pontreaux, maître des Comptes et Olive le Peletier son épouse. Jean Verdier étant mort en 1602, sa veuve épousa n. h. Etienne Le Franc, maître des Comptes, et laissa le Bois-Jouan à sa fille Marie Le Franc. Le 16 juin 1620, « Messire Franc. Thevin s. de la Durbelière, c^t du Roi en ses conseils d'Etat et privé, maître des requestes de son hostel », époux de Marie Le Franc, le revendit, pour 12.150 livres, à Messire Louis d'Avaugour. A la mort de Louis, sa veuve, Anne Descartes, l'échangea, en 1650, avec ses frères Pierre et Charles d'Avaugour, qui le vendirent, le 25 août 1651, pour 14.000 livres, à n. h. François de Montulé, s. de l'Onglée.

Gabriel de Machecon, sgr de Vieillevoigne, époux de Renée d'Avaugour, le retira, le 21 mars 1652, par retrait lignager, pour 14.860 livres, sur le sieur de l'Onglée, et le vendit le 4 avril 1653, pour 15.830 livres, à Messire Jacques Huteau chev. s. des Burons, cons. du Roi en ses conseils et président de la Chambre des Comptes. A la mort de Jacques Huteau, il passa à autre Jacques Huteau, s. des Burons, fils du précédent, et de dame Charlotte Thevin, et aussi président de la Chambre des Comptes. Ce dernier, époux de Catherine Simon, étant mort en 1678, laissa pour héritier son frère Jean, sgr de Quervend, et, par suite de cette mort, s. des Burons.

L'hôtel du Bois-Jouan passa alors dans une autre famille.

¹ Elle est aussi appelée Thomine dans plusieurs copies. H. 335, 369, H. 243.

² Arch. départ. H, 355 p. 3.

mais continua d'appartenir à un président de la Chambre des Comptes. Par adjudication du 3 décembre 1691, il fut cédé à Pierre le Meneust s. des Treilles, qui le reconstruisit.

En 1767, il appartenait à Simon Pierre Le Meneust, chev. sgr, du Bois-Jouan.

A la suite de l'hôtel du Bois-Jouan venait « la maison du Petit-Bois-Jouan ». En 1732, cette maison faisait « le coin de la rue Garde-Dieu et de celle par laquelle on va des Cordeliers au Port-Communeau. » La maison avait une dépendance de l'autre côté de la rue Garde-Dieu, près le jardin de la commanderie de Saint Jean.

Son nom suffit pour indiquer qu'elle avait été démembrée de l'immeuble principal du Bois-Jouan. En 1722, elle appartenait, par adjudication du 20 novembre 1694, à Pierre le Meneust, chev. s. des Treilles et de Bois-Briant, qui la réunit ainsi à l'hôtel principal. Elle resta dans cette famille jusqu'en 1770. Le 31 août de cette année, Dame Jeanne-Marg. Lemeneust, veuve de Mess. Nicolas Modeste Grout, chev. s. de Belesme, capitaine de vaisseau de la Compagnie des Indes, la vendit à éc. Jacques-René-Félix Lelièvre, s. du Saussay, auditeur honoraire à la Chambre des Comptes, qui en rendit aveu à la prieure de Saint-Cyr¹, en 1780.

RUE DES PÉNITENTES

RUE DES CORDELIERS

1678

1724

Côté d'orient, en allant du carrefour Saint-Jean à la Chambre des Comptes.

A droite, depuis le coin de la rue de Notre-Dame jusqu'à la porte du Port-Communeau

		To	Pi	Ev
	1-6. Voir rue St-Jean.			
	7. Place en face de l'église des Cordeliers.	5.	5.	6.
	8. <i>Idem</i> , à côté du perron qui monte à l'église.	2.		6.
	9. <i>Idem</i> , sur la rue, le long de ladite place.	7.	1.	
10. L'église et couvent des Cordeliers.	10. L'église des Cordeliers.	9.	5.	
	11. Maison des Cordeliers.	16	3.	
	12. <i>Idem</i> .	7	3.	
	13. <i>Idem</i> .	16	3.	
14. Claude de Cornulier.	14. M. de Cornulier, jusqu'au ruisseau de la rue de la Chambre des Comptes.	16	4.	
	15. M. de la Grémillière, depuis ledit ruisseau.	5.		
	16. Au Chapitre de Notre-Dame.	5.	3.	
	17. A la Ville, en face de la porte du Port-Communeau.	2.		

10. Voir l'article sur les Cordeliers.

14. Maison faisant l'angle de la rue des Caves.

15. Maison à l'autre angle de la même rue. Voir rue des Caves pour les nos 14 et 15.

16. Maison de la chapellenie des saints Cosme et Damien, fondée à la Collégiale. Elle faisait, en 1791, le n° 3 de la place d'Aiguillon (ou du Port-Communeau), et fut vendue pour 6.075 livres.

17. La ville y établit un corps de garde. Cette maison touchait alors les remparts. Lors de la formation de la place du Port-Communeau, la Ville donna à Cacault le terrain occupé précédemment par ce rempart. Il y construisit la maison qui fait l'angle de la place et du quay Ceineray.

Côté d'occident

- 1-4. Voir rue Saint-Jean.
5. Demoiselle Blotereau.
6. M. le Président des Burons.
7. *Idem.*
8. Maison et cloistre des Filles Pénitentes.
9. D^e Catherine Feillardin.
10. D^e Françoise Macé.
11. Le fort et butte du Port-Communau.

A gauche, depuis et comprise la Commanderie de St-Jean jusqu'à l'angle du jardin des Pénitentes vis-à-vis le Port Communau.

	To.	Pl.	Po.
1-4.			
5. M. de la Censive jusqu'au ruisseau de la Garde-Dieu.	7	5	6
6. M. le Président des Treilles depuis le dit ruisseau.	7	3	6
7. <i>Idem.</i>	22		
8. Eglise des Pénitentes	3	2	»
9. Maison d' <i>idem.</i>	8	»	»
10. Jardin d' <i>idem.</i>	15	»	»

5. Voir le Bois-Rouaud, rue Garde-Dieu, côté de midi, n° 2.

6. Voir le Petit Bois-Jouan, rue des Pénitentes.

7. Voir le Grand Bois-Jouan, *ibidem*; ce tènement chargé au XIV^e siècle d'une rente de 50 sols en faveur du prieuré de Toute-Joye, fut divisé à partir de 1413. En 1423, une partie appartenait à Dom Hervé Le Tourneur, l'autre à Pierre Chohel, Jehan Forestier et Marion sa femme, et André Boceau tuteur de Jehan Langlois, fils de Guillemain et frère desdites femmes. Entre le Bois-Jouan et les Pénitentes se trouvait une petite maison acquise, vers 1664, par le propriétaire du Bois-Jouan d'avec René Poyet, sieur de la Poitevinière, héritier de René et d'Elisabeth Le Guy.

8. Eglise des Pénitentes, précédemment le temporel de la chapellenie de Saint-Martin et Sainte-Catherine, desservie à la Cathédrale.

9. D^e Catherine Feillardin, veuve du sieur du Fumet; 1396, Gandonière; 1413, Jehan Langlois; 1451, Catin Morin; 1470, Guil. Lemoine; 1674, Le Vacher; cette maison fut acquise par les Pénitentes.

10. 1514-1426, Pierre de Kaerniou et Perrine sa femme, paroissiens de Sainte-Croix. 1423, Pierre de Kaerniou ou Kerarnou et Nic. Savary, de Barbin, 1460-1470; m^r Guil. Savary et Nicole sa sœur, enfants de Nic. Savary, et Guil. Chausse, époux de Nicole, demeurant à Saint-Denis. Vendu en 1610 par Mathurin Gesbaud, sieur de Saint-Lô (Doulon) et de l'Esperonnière (Saint-Donatien), à noble homme Est. Fouyneau, sieur des Fiefs-Bureau, secrétaire de la Chambre des Comptes, époux de demoiselle Renée Cupif; vendu le 23 janvier 1614, par Est.

Fouyneau, demeurant à la Verrie (Saint-Géréon), à noble homme Guill. Macé, sieur de la Roche de Couffé, audit. des Comptes. 1650. Françoise Macé, épouse d'écuyer Pierre Monnier, sieur de la Valtière, par succession d'écuyer Jean Macé, sieur de la Roche, son père, audit. des Comptes, fils de Guillaume. 1701, Jos. Monnier, sieur de la Valtière, m^e des Comptes et M. de Boisfoucault, son frère, en vendent une partie aux Pénitentes.

N^o 11. Voir place du Port-Communeau. Un titre de 1688 donne ainsi la suite des maisons qui se trouvaient sur ce côté de la rue, depuis la place jusqu'à la rue Garde-Dieu. À côté du Port-Communeau, « en montant la rue vers les Cordeliers est la maison de la demoiselle de la Valtière, laquelle est précédée de la maison des religieuses Pénitentes qui autrefois estoit possédée par le nommé le Vacher, laquelle maison est aussi précédée de l'église desdites religieuses, auparavant possédée par le sieur abbé Binet, au dessus et au joignant de laquelle est la petite maison du sieur des Burons, le père duquel l'avoit acquis en 1664 de Jean Guy, et au-dessus est pareillement la grande maison et court du Grand-Bois-Jouan, et cette maison dudit Bois-Jouan est précédée de deux maisons en mesme enlignement, l'une appelée le Petit-Bois-Jouan, et l'autre maison est aujourd'hui la chapellenie de Saint-Raphael possédée par le Chapitre de N.-D., lesquelles maison et chapellenie font le coing et commencement, proche l'église des Cordeliers, de la rue qui en descend pour aller au Port-Communeau et joignent aussi du bout la rue qui conduit dudit couvent des Cordeliers à l'église de Saint-Léonard ». Par suite des acquisitions faites par les Pénitentes et par le propriétaire du Bois-Jouan, toutes ces maisons furent englobées dans ces deux propriétés.

¹ Arch. départ., H.349.

XII. — RUE GARDE-DIEU

Du commencement de la rue des Pénitentes à la
fin de la rue Saint-Léonard.

De 1791 à 1809, VIII^e section : depuis 1809, III^e arrondissement.

La rue *Garde-Dieu*, ou plutôt, suivant sa première dénomination la rue *de la Garde-Dieu*, est ainsi appelée, depuis le XIV^e siècle, d'un hébergement de ce nom que nous trouvons mentionné en 1329.

C'était le logement même du prieuré de Saint-Cyr et Sainte-Juliette, dont la prieure était, depuis le XI^e siècle, dame d'une partie notable de la paroisse.

Notre acte de 1329 nous apprend que ledit « herbregement ès nonains de Saint-Cyr est aussi appelé publiquement la Garde-Dieu et des nonains' ».

Après la destruction du premier prieuré de Saint-Cyr, que nous avons placé dans la rue d'Argentré, les ducs de Bretagne durent le reconstruire dans un autre endroit

Ils s'entendirent avec les religieux de Redon, établis à l'église de Notre-Dame, devenue depuis la collégiale, et qui, depuis 1172, y avaient remplacé ceux de Quimperlé.

Les moines de Redon cédèrent, en 1234, à Pierre Mauclerc et à son fils aîné leur « cellier situé dans la paroisse de Saint-Cir, sur la rue de la Chalerie, avec tout le chemin qui est près de ce cellier, à partir de la grande rue de la Chalerie jusqu'à la rue neuve et toute la place qui est entre ce cellier et leur maison, sur la rue dans laquelle on a coutume de ployer les cercles, jusqu'au noyer qui se trouvait au-dessus de ce cellier² ».

Le duc acquit ce terrain, et le céda aux religieuses de Saint-

¹ *Arch. départ.*, H. 341.

² *Ibid.*, H. 351.

Cyr, en compensation de celui qu'il leur avait enlevé. Quelques années plus tard, le duc Jean donna aux Cordeliers le terrain sur lequel ils étaient alors à construire. Il en récompensa les religieuses et, en 1246, il leur accorda, en échange, des places, jardins et *le mur sarrazin*, pour y élever ou y appuyer des constructions, avec le consentement et la volonté de ceux à qui ces choses appartenaient en propriété ou en fief¹.

A la suite de ces concessions diverses, les religieuses élevèrent leur nouveau prieuré. Il dut comprendre d'abord en un seul ténement les deux côtés de la rue Garde-Dieu.

Dans la suite, en effet, on trouve deux logis séparés par la rue, et désignés tous les deux sous le même nom de *Logis de la Garde-Dieu*.

Le premier de ces logis était situé du côté de la Mairie, à la suite de l'église de Saint-Léonard et de l'ancien presbytère, et borné, comme tous les logis de ce côté, par le vieux mur de la ville que notre acte de 1246 désignait sous le nom de *mur sarrazin*. Un titre de 1447² l'appelle *la maison du prieuré du Bourg des Montiers* ; prieuré auquel celui de Saint-Cyr était autrefois attaché.

L'emplacement de ce premier logis, qui avait sur la rue 60 pieds de longueur, fut arrenté en 1486 à Jehan Riou prêtre, et devint, dans la suite, le patrimoine de la chapellenie de Saint-Joseph desservie en l'église de Saint-Léonard.

Un aveu de 1574, rendu par le chapelain à la prieure de Saint-Cyr, le désigne sous les termes suivants :

« Plus confesse tenir comme homme et subiect de ladite dame, comme chapelain de la chapellenie de Saint-Joseph fondée en l'église de Saint-Léonard, ung corps de logis vulgarement appelé *la Garde Dieu*, avecques sa court ou jardin es deux boutz d'icelle maison, le tout contenant, par fons, quatre cordes de terre ou envyron, ainsi qu'il se contient et poursuiet au long et au large, le tout situé en ladite paroisse

¹ Arch. départ., H. 351, 3, plus haut : *les Cordeliers*.

² Arch. départ. H. 351.

de Saint-Léonard, estant construit sur les murailles de la ville en faczon d'appentil ; d'autre costé, le pavé qui conduict dudict Saint-Léonard au convant Sainct-François dudit Nantes ; d'un bout le logis de M. du Boys-Rouaud, d'autre bout le logeix de la chapellanie Sainct-Michel¹. »

En 1638, le chapelain arrenta son logis à dame Guyonne Bouriau dame de Quéhillac, à la charge de le rebâtir et de payer à la chapellenie une rente foncière et perpétuelle de 50 livres².

En 1678, ce logis appartenait à Jean-Salomon de Breafort, m^e des Comptes, en 1682 à sa veuve D^e François de Moire ; et en 1722, à Jean Charette, chevalier, seigneur de la Colinière, fils de Julien qui l'avait acquis le 25 juin 1718, à la suite d'une adjudication en la succession de Paul de la Chèse, procureur à la Chambre des Comptes³. Il était alors chargé d'une rente de 50^l en faveur de la chapellenie de N.-D. de Saint-Joseph, d'une autre de 36, en faveur de la chapellenie de Saint-Maurice fondée à la Collégiale, et d'une rente de 3^l 12^s à la prieure de Saint-Cyr.

Cette première maison conserva son ancien nom jusqu'au commencement du XVIII^e siècle. En 1624, le chapelain rendait son aveu pour « corps de logis autrefois appelé la Garde-Dieu » et, en 1722, le même logis est attribué au seigneur de la Colinière, sous le nom de « petite maison appelée la maison Garde-Dieu ».

L'autre maison de la Garde-Dieu se trouvait de l'autre côté de la rue, à l'angle formé avec cette rue par la rue d'Enfer, sur la gauche en descendant au Port-Communeau.

En 1555, M^r Pierre le Mignot et Marie Haureix, son épouse, rendirent leur aveu à la prieure de saint-Cyr, pour « une maison appelée la *Garde-Dieu*, située entre la rue et venelle qui conduit du presbitaire de Saint-Léonard au moulin de Cou-

¹ Arch. depart. II. 354.

² *Ibidem*, 355.

³ *Ibidem*, 354.

tans, le payé qui conduit dudit saint-Léonard aux Cordeliers par le derrière, jardin du seigneur de Juzet et le jardin du presbitaire de Saint-Léonard². »

Pierre le Mignot, « procureur es parlement, chancellerie et conseil de ce pays et duché de Bretagne », la possédait déjà en 1540. En 1600 elle appartenait à Françoise de Monty, veuve du président Mignot, et en 1628 à Dlle Marie le Mignot (H. 355 et H. 356, 70). Dans la première moitié du XVII^e siècle, elle s'appelait *logis du président Mignot*, et fut possédée par le sieur de Saint-Gilles et sa compagne, petite fille du défunt sieur Mignot (H. 354). En 1635, Messire Jacques de Saint-Gilles et D^e Françoise Bouyer, s^r et d^e de saint-Gilles en firent aveu, et le 17 mai 1653, ils la vendirent à messire Yves de Monty, chevalier, seigneur comte de Rezé. Yves de Monty, fils du précédent, en hérita : et à la mort de ce second Yves, elle passa à son fils Jules, abbé de Rezay, qui la cêda à son frère Claude, seigneur de la Jaunays, en la possession duquel elle se trouvait en 1721.

Elle consistait alors en « court, écurie, remise de carrosse, cuisine où est un puits, chambres basses et hautes, sur lesquelles choses n'est du aucunes rentes féodales ni purement foncières, rachats, servitudes, charges ny autres devoirs quelconques excepté seulement l'obéissance simple au prieuré de Sainte-Juliette : bornée par le devant la rue et payé, par derrière, d'un bout le jardin du nouveau presbytère de Saint-Léonard, et d'autre bout une petite rue conduisant au Port-Communeau ».

Yves de Monty fut un des grands bienfaiteurs de la paroisse de Saint-Léonard. En reconnaissance d'une somme qu'il donna pour la reconstruction du presbytère en 1677, il lui fut permis « d'y faire mettre une pierre ou touffeau contenant ses armoiries en tel endroit qu'il lui plairait pour marque et intersigne de son bienfait, » sans nuire toutefois au droit de la paroisse.

¹ Seigneurs de Juzet : Pierre Godard 1473 ; Jehan Gonthouren, 1446.

² Arch. départ., H. 353.

qui en cette qualité avait le droit de patronage sur la paroisse¹.

Une concession « accordée sous signature privée, le 12 mai 1678 », lui permit aussi de faire « mettre un siège et accouder en le chœur de l'église paroissiale de Saint-Léonard, pour s'y placer et sa famille² ».

Ces deux concessions donnèrent lieu dans la suite à des procès entre la famille de Monty et la prieure qui voulut les retirer comme préjudiciables à ses droits.

L'existence simultanée de deux logis distincts, qualifiés tous deux du nom de logis de la *Garde-Dieu*, est donc incontestable. Ils devaient dépendre primitivement l'un de l'autre. Il est assez probable que le monastère des « Nonains », reconstruit au XIII^e siècle le long des murs romains de Nantes, à la suite de l'église transplantée aussi dans cet endroit, devait occuper tout le terrain compris entre ces murs, la place et la rue du Port-Communeau et la rue d'Enfer. La construction, autorisée par le duc, d'habitations le long des remparts déclassés, aura peu à peu fait établir une rue par devant ces maisons ; et le ténement des religieuses de Saint-Cyr aura ainsi été coupé en deux tronçons, appelés l'un et l'autre du nom de leur origine commune.

On a parfois donné une raison plus compliquée de la dénomination de la rue Garde-Dieu. En voici une que nous trouvons dans l'*Indicateur Nantais*, publié par Guyomar en 1792. D'après cet auteur, « une ancienne tradition dit que cette rue a pris le nom de la garde que les habitants furent obligés de faire pour préserver le Saint-Sacrement qu'on y avait transporté, des attentats des barbares qui avaient fait une invasion dans le pays ».

Guyomar ayant négligé d'indiquer la source de cette tradition, il est impossible d'en contrôler la valeur. Au premier abord elle paraît peu vraisemblable. Depuis le XIII^e siècle, il n'y a

¹ *Arch. depart.* II. 354.

Ibidem.

pas eu d'invasions de barbares à Nantes : avant cette époque la rue n'existait pas.

Les immeubles de la rue situés du côté de la mairie étaient tous bornés par les anciens murs de la ville. La plupart « avait des attaches » à ce mur, en vertu de l'autorisation ducale de 1246, permettant d'appuyer des constructions au *mur sarrasin*.

Une enquête de 1618 reconnaît que « partie de l'église de Saint-Léonard, chapelle, sacristie et partie du presbytère sont attachez et annexez à la vieille muraille de la ville, laquelle vieille muraille est faite à cymment »¹.

Derrière le presbytère on voyait alors « une vieille tourelle de ladite vieille muraille »². Le presbytère se trouvait à la suite de l'église, du côté du chœur. Cette situation ne permet guère d'identifier cette vieille tourelle avec celle dont on a exhumé les fondements, quand on a percé la rue de Strabourg. Il faudrait donc l'ajouter au nombre des tours relevé jusqu'ici le long de l'enceinte romaine de Nantes.

La profondeur des maisons entre la rue et les anciens murs était de 27 à 29 pieds.

De l'autre côté de la rue, près du nouveau presbytère reconstruit en 1768, on lisait au-dessus d'un portail l'inscription suivante, relevée par Guymar, dans son *Indicateur Nantais*.

PIE CULTA SEMPER
MANEAT COLENDÀ PIIS

« Toujours pieusement respectée, qu'elle demeure toujours respectable aux yeux de la piété ».

Tous les anciens titres sont d'accord pour donner le nom de « rue de la Garde-Dieu » à celle qui conduit de la rue de Saint-Léonard à l'église des Frères Mineurs ». 1481-1540 etc.

Au XVII^e siècle, nous trouvons cependant la rue d'Enfer appelée quelquefois petite rue Garde-Dieu ou venelle de la

¹ *Arch. depart.*, H. 355, 142

² *Ibid.*, 143

Garde-Dieu. Cette dernière dénomination peut s'expliquer : la venelle était considérée comme une dépendance de la rue. D'ailleurs elle longeait un des deux logis appelés Garde-Dieu.

Mais ce qui est inexplicable, c'est que certains plans du XVIII^e siècle donnent à la rue Garde-Dieu le nom de *rue d'Enfer*. Elle est ainsi nommée dans le plan de de Vigny, en 1755, et dans celui de Cacault. Nous n'avons rencontré aucun titre qui donne à cette rue le nom qu'elle porte sur ces plans. Cacault a donné également, sans plus de raison, le nom de rue Garde-Dieu à une partie de la rue des Pénitentes.

La rue Garde-Dieu figure dans le plan de Nantes de l'an III, sous le nom de rue Soufflot qu'elle conserva pendant toute la Révolution. Jacques-Germain Soufflot, le célèbre architecte du Panthéon, mourut en 1790, avant d'avoir pu achever son chef-d'œuvre. La rue Garde-Dieu avait repris en 1809 son ancien nom qu'elle porte encore aujourd'hui.

RUE GARDE-DIEU

1678			1724		
Côté de septentrion.			A droite en entrant par la rue des Cordeliers.		
	Laf.	Pro.		To.	Pi. Po.
1. M. le Président des Burons .			1. M. le Présid. des Treilles	8	2 6
2. Maison de la Chap ^{ie} Saint-Raphaël.	54	56	2. Au Chap. de N.-Dame.	9	1
3. Petite cour à M. le Présid. des Burons.			3. M. le Présid. des Treilles	13	2 6
4. Yves de Monti.			4. Id. jusqu'au ruisseau de la rue des Pénitentes.	2	3
			5. M. le comte de Rezé, dep. ledit ruisseau.	13	
6. Maison dépend. de la Cure	56	56	6. Le presbitère de Saint-Léonard.	9	2 6
7. Ec. Jean de la Haste.	39	58	7. Mad ^e de Maubreuil.	6	4
8. M. de la Hamelinière.	86		8. M. de la Hamelinière.	10	1
			9. Idem.	4	1

1 V. rue des Pénitentes, *Hôtel de Bois-Jouan*.

2 Cette chapellenie mentionnée en 1447, fut fondée à l'autier de Saint-Raphael à la Collégiale, par Missire Guillaume Guérin . Son logis était, en 1540, la rue Garde-Dieu qui conduit des Frères mineurs

de ceste ville de Nantes à l'église de Saint-Leonard. » Un titre de 1550 le dit voisin de la maison de Charles Lespervier, connue sous le nom de Bois-Jouan. Cet immeuble nous semble le même que « les cases » appartenant à la Collégiale, au n° 5 de la rue Garde-Dieu, et vendues le 7 février 1792, pour 2,975 livres.

3. Cette cour dépendait du n° 1.

4. Le n° 4 était séparé du n° 5 par la rue d'Enfer, appelée, par l'État du Toisé, rue des Pénitentes.

5. Cet immeuble faisait le coin de la rue. C'était un des deux logis connus sous le nom de Garde-Dieu. V. l'article consacré à la rue.

6. C'était le jardin du presbytère de Saint-Léonard qui était situé autrefois à la suite de l'église, de l'autre côté de la rue. On y édifia, au XVII^e siècle, cette maison qui, en 1678, dépendait de la cure. L'ancien presbytère ayant été démoli pour l'agrandissement de l'église en 1768, on le reconstruisit en cet endroit.

Le jardin du presbytère s'étendait derrière la plupart des maisons qui ont leur façade sur la rue du Port-Communeau. En 1628, il est limité « vers midi, M^e Jan Le Haste, receveur de Messieurs de Saint-Pierre; et d'autre bout, vers amont, par endroit, logis et court proche le pavé à Dlle Marye le Mignot, et par le bas, jardin aux héritiers de feu M^e Hervé Bertaud, premier huissier à la Chambre des Comptes; et vers gallerne, jardin à n. h. Franc. du Boys, s^r de la Gibraye et aux héritiers de feu Jean Guy et du s^r de la Marchanderie Morin ». Le presbytère de Saint-Léonard fut vendu 24 500 livres, le 18 janvier 1792. Son emplacement est actuellement occupé en partie par une Institution de jeunes filles, fondée en avril 1855, au n° 8 de la rue Garde-Dieu et tenue par les religieuses de la Présentation de Tours.

7-8 Ces n^{os} semblent avoir appartenu jusqu'au XVII^e siècle au même propriétaire, et fait partie de ce qui était encore appelé, au XVI^e siècle, maison et jardin de Vigneux. Le n° 7 fut vendu en 1620, par Pierre Parisis, qualifié tantôt de charpentier, tantôt d'architecte, à n. h. Jan Le Haste, greffier héréditaire de la Ch. des Comptes. Il appartenait, en 1663, à Marie Rodais, sa veuve. Son fils Jan Le Haste s^r de la Combaudière, en hérita par partage du 27 janvier 1674. Il passa à sa fille, d^e Jacqueline Le Haste qui épousa d^e Jean Menardeau s^r de Maubreuil, puis à D^e Marie-Renée Menardeau, épouse de Charle-magne de Cornulier, s^r de la Caratière. Pour la n° 8, v. rue du Port-Communeau, côté d'orient n° 1.

Côté de midi.			A gauche en entrant par la rue des Cordeliers.			
	Larg.	Prof.		To.	Pi	Po
2. Mademoiselle Blottereau.	32	26 $\frac{1}{2}$	1. M. de la Censive.	6	1	
3. M. le Présid. des Burons.	40	29	2. M. des Essarts.	10		
			3. M. le Président des Treilles.	4	5	6
			4. M. de la Collinière.	8	3	
			5. <i>Idem.</i>	1	5	
			6. <i>Idem.</i>	6	1	
7. Maison de la chapellenie de Saint-Michel.	40	29	7. Au chapitre N.-Dame.	6	3	6
8. 9. Cimetière, église et presbytère de Saint-Léonard.	176		8. A Saint-Léonard.	7	2	
			9. L'église Saint-Léonard	21	4	

1. 1722, maison faisant le coin entre la Commanderie et le Président des Treilles, à écuier Mathieu Simon, sieur de la Censive, par acquisition du 7 janvier 1718, d'avec messire Jean-Joseph d'Avoine, sieur de la Jaille (H. 351). *L'État du toisé* a imprimé à tort *Gensive* pour *Censive*. Cette place du coin attribuée ici à ce numéro l'est aussi au numéro 2.

2. Maison dite logis ou hôtel du Bois-Rouaud, faisant le coin de la rue qui conduit du carrefour de Saint-Jean à la porte du Port-Communeau, et de la rue qui conduit de l'église de Saint-Léonard à l'église des Cordeliers, près la Commanderie de Saint-Jean et le logis de la chapellenie de Saint-Joseph, en face de l'église des Cordeliers 1615-1640, H. 355).

Ce logis tirait son nom des seigneurs du Bois-Rouaud en Chéméré.

Il appartenait, en 1523, à demoiselle Anne de la Lohérie, et en 1557, à Michelle de la Barre, dames du Bois-Rouaud. Il fut possédé par les seigneurs de cette maison jusqu'à la mort de Charles de Plouer, décédé sans enfant. Il passa, en 1616, à Louis d'Avangour, chevalier, seigneur du Bois de Cargrois, fils de Renée de Plouer, sœur de Charles (H. 352, 323).

Au XVII^e siècle, l'hôtel du Bois-Rouaud était divisé en deux corps de logis possédés, en 1625, par messire Jacques Huteau, sieur de la Haie Pallée, auditeur des Comptes. Son fils, messire Jacques Huteau, sieur des Burons, les vendit au sieur des Blottreaux Lebreton, l'un le 25 mai 1640, l'autre, pour 6,000 livres le 4 avril 1651. (H. 355, 356). Ce dernier, appelé logis du Petit-Bois-Rouaud, appartenait, en 1684,

à Demoiselle Marie Lebreton, dame du Chastelier, fille de défunt François Lebreton, écuyer, sieur du Blotreau (H. 355).

La maison du Bois-Rouaud était la dernière de la juridiction de Saint-Cyr : « Au coing dudit vieil logis, à vis du couvent des Cordeliers, il y a dans un gros pilier de bois qui supporte ladite maison auquel est, en relief et bosse, l'image de sainte Julitte, ayant une forme de palme et rameau à la main, et au dessous un écusson d'armes supporté par les anges, lesquelles armes ne se peuvent plus connoistre, attendu l'antiquité ». Dans une enquête faite en 1669 sur l'étendue du fief du prieuré de Saint-Cyr, le procureur de la prieurie soutient « que c'est une marque du débournement dudit fief qui est conforme aux anciens adveux, suivant les vieux murs de cette ville dont il paroist encore une partye au dela de ladite maison dudit sieur de Blottereau et qui en fait la séparation d'avec celle de la Commanderie de Saint-Jean qui est au dedans desdits vieux murs (H. 356).

Le logis du Bois-Rouaud a été aussi appelé parfois la maison de Sainte-Luce. Ce nom lui venait du recteur « Missire Pierre Triboulard ou Triboulart, prestre, demeurant à Sainte-Luce lez Nantes en Bretagne », qui la possédait en 1477. A cette date, la maison de Sainte-Luce, sise sur « la rue de la Garde-Dieu, joignait le mur de Saint-Jehan de l'Hospital et au vieil mur de la ville de Nantes, entre la rue et l'estable d'ung nommé Le Gentilhomme, chevaucheur d'escurie du duc de Bretagne et la maison du prieuré du Bourg-des-Moutiers ». Elle appartint ensuite à Guy de Loyon, archidiacre de Quemenedilly et chanoine de Nantes (H. 351).

3. Ecuries de M. le Président des Burons. Ces écuries dépendaient de l'hôtel du Bois-Jouan. Voir rue des Pénitentes, n° 6.

4. Cette maison est une des deux appelées autrefois la *Garde-Dieu*. Voir l'article sur la rue.

7. « Logis de la chapellenie de Saint Michel, entre le presbitaire de Saint-Léonard, la chapellenie de Saint-Joseph, les murailles de la ville et la rue qui conduit de l'église de Saint-Léonard au couvent de Saint-François, 1574 ». Cette chapellenie était desservie à la Collégiale de Notre-Dame. Elle avait été fondée par Jean Simon, chanoine de la Collégiale vers 1464. Vendu 31.200 l., en 1792.

8. L'ancien presbytère touchait le chevet de l'église, et fut démoli au XVIII^e siècle pour son agrandissement. Une des salles du presbytère servait autrefois d'auditoire pour l'exercice de la juridiction du prieuré.

9. Voir rue Saint-Léonard : *l'église de Saint-Léonard*.

XIII. — RUE D'ENFER

De la rue Garde-Dieu à la place du Port-Communeau

*De 1791 à 1809, VIII^e section ;
depuis 1809, III^e arrondissement.*

Nous ne ferons que traverser cette rue. Les temps anciens ne nous y offrent rien de remarquable, et le lieu qu'elle rappelle n'est pas de ceux où l'on aime à s'arrêter.

Cependant engageons-nous sans crainte dans la rue d'Enfer. A son entrée, rien ne nous invite à déposer toute espérance. Au contraire, son autre extrémité débouche sur un quartier inondé de lumière, planté d'arbres au délicieux ombrage, arrosé par une rivière qui sans être dans cet endroit de la clarté la plus limpide, est loin cependant d'égaler le Styx par la noirceur de ses eaux. Que la pensée des Champs-Élysées qui nous attendent au-delà, nous donne le courage d'affronter un passage au nom si terrifiant.

Ce nom, nous le lui trouvons dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, dans un titre de 1767. Sur les plans de de Vigny en 1755, et de Cacault en 1756, le nom de rue d'Enfer est attribué à la rue Garde-Dieu.

La véritable rue d'Enfer s'est appelée, au XVII^e siècle, rue *Dieudonné*. Deux titres de 1684 et 1692 mentionnent « la rue Dieudonné, qui conduit de la rue Garde-Dieu au Fort Communeau » (H. 353).

« Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ? »

Et comment cette rue a-t-elle quitté un nom si beau, pour en prendre un si sinistre ? Nous ne nous chargeons nullement de l'expliquer.

D'après Mellinet, le nom *d'Enfer* serait venu à cette rue de la « maison d'Enfer, habitée au XVI^e siècle par Isaac Caron,

maître apothicaire, maison appelée depuis, dit-il, la *barque à Caron*. » Nous n'avons rien à dire ni pour ni contre cette interprétation. Nous n'avons rencontré aucun document en sa faveur ; mais il ne s'ensuit pas de là qu'il n'y ait pas eu dans cette rue de maison de ce nom.

Quant à la rue elle-même, voici la manière dont nous la trouvons autrefois désignée :

Venelle qui conduit du presbytère de Saint-Léonard au moulin Coutans, 1540-1555 (*II. 354-355*) ; petite rue et venelle appelée la Garde-Dieu, qui conduit au moulin Coutant, 1680 (*II. 356*) ; rue Dieudonné, 1684, 1692, 1721 (*II. 354-355*) ; petite rue des Filles Pénitentes, donnant sur la basse rue de Saint-Léonard, petite rue qui est au derrière du couvent des Filles Pénitentes, 1722 ; rue des Pénitentes, 1724, ruelle appelée la ruelle Garde-Dieu qui conduit au Port-Communeau, 1722 ; rue d'Enfer, 1767 (*II. 354*).

C'est donc seulement sur le tard que les documents qui ont occasion de mentionner cette rue lui donnent le nom de rue d'Enfer. En tout cas, on peut dire de l'explication donnée par Mellinet : *se non è vero, è bene trovato*.

En dehors de cette interprétation, on pourrait attribuer la dénomination de la rue à son niveau inférieur à celui des autres rues. Le mot latin *inferi*, d'où vient le mot enfer, signifie endroit situé en dessous des autres. A Clisson, la porte de ville située sur la Sèvre, au bas du château, s'appelait *porte d'Enfer*. Le peuple a pu donner le nom d'*enfer* à des fosses, à des excavations, à des trous, à des précipices et aux voies qui y conduisaient.

Ce nom de rue d'Enfer, était comme celui de Garde-Dieu, trop fortement entaché de cléricisme pour ne pas scandaliser le baptiseur révolutionnaire de nos rues nantaises. Les Parisiens, ayant une rue du même nom, se sont tirés de leur Enfer par un jeu de mots ; mais toutes les villes de province n'ont pas un Denfert à illustrer. A Nantes, on y alla plus simplement et l'on substitua au nom de rue d'Enfer celui de rue

Jean-Baptiste Rousseau, en souvenir du poète, né en 1671 et mort en 1741. La rue figure avec ce nom dans le plan de Nantes de l'an III. Elle avait repris son nom en 1809.

Grâce au voisinage de la rue Garde-Dieu et de la rue d'Enfer, on voit à Nantes une chose unique au monde. Nulle part ailleurs on ne tombe de la garde de Dieu en enfer; nulle part non plus ailleurs, on ne passe de l'enfer à la garde de Dieu. Nous souhaitons aux habitants de la rue d'Enfer que, en dépit du nom sinistre de leur rue, Dieu les ait toujours, comme leurs voisins, en sa bonne et sainte garde.

RUE D'ENFER

1678

1724

Rue descendant de la rue Garde-Dieu à la rue S.-Léonard, pour aller au Port-Communeau.

Rue des Pénitentes, à droite en entrant par la rue Garde-Dieu.

Côté d'orient.

- | | | |
|------------------------------|----|----|
| 1. M. le Présid. des Burons. | » | » |
| 2. Jacques Levesque. | 31 | 63 |
| 3. Françoise Macé. | 42 | » |
| 4. Butte du Port-Communeau | » | » |

- | | | | |
|-------------------------------|-----|----|-----|
| 1. M. le Présid. des Treilles | Tu. | Pi | Ph. |
| 2. Les Pénitentes. | 15 | 2 | » |
| | 23 | » | » |

1. V. rue des Pénitentes, hôtel du Bois-Jouan.

2, 3, 4 V. *Ibidem* : les Pénitentes.

Côté d'occident.

A gauche en entrant par la rue Garde-Dieu.

1. M. de Montis.
2. Les héritiers Berthaud.

- | | | | |
|----------------------------------|----|---|---|
| 1. M. le comte de Rezé. | 9 | 2 | » |
| 2. Mad ^l e de Langle. | 25 | » | » |

1. V. rue Garde-Dieu, la maison de Garde-Dieu

2. V. rue du Port-Communeau, côté d'orient, n° 10.

Nous croyons pouvoir placer dans la rue d'Enfer, entre cette rue et celle des Pénitentes, la maison appelée la *Templerie*, dont il est question dans les titres suivants : 1402, la *Templerie* que à présent tient la dame de la Noe ; 1414, l'ostel de la *Templerie* à la dame de la Noe ; 1460, le courtil Morice de la Noe ; 1470, jardin de n. l. Mis. Olivier de la Noe, chev. s^r de la Noe de Fresnay.

Elle est appelée en 1515 : « maison du seigneur d'Oudon. » Elle appartenait à n. et puis Guillaume de Malestroit et Françoise de la Noe, s^r et d^e d'Oudon et de la Noe es Goulaine ; puis passa à François de Goulaine, éc. s^r de la Touche-Raguenel, qui la céda, en 1532, à François le Pore, s^r de Larchaz.

Ce nom de Templerie était un souvenir des Templiers. Le commandeur de Saint-Jean avait cédé au duc de Bretagne une partie de son fief, pour le rétablissement de l'église et du prieuré de Saint-Cyr. A partir de 1246, ce tenement faisait donc partie du fief de la prieure de Saint-Cyr, mais continuait encore à porter son ancien nom. Il le perdit au XVI^e siècle.

Dans ce même quartier, se trouvait « l'hostel et courtil » possédé, en 1414, par Jehan Galopin, en 1423, par Michel Vivien, en 1451-1485, par Pierre Vivien, et un autre possédé, en 1414, par M^e Robert Brochereul.

G. DURVILLE

Le Gérant : J. LE BAYON

Vannes — Imprimerie LAFOLVÉ, 2, place des Lices.



EXTRAITS

Des procès-verbaux des Séances

SÉANCE DU MARDI 4 JUILLET 1899.

Présidence de M. le marquis DE BRÉMOND D'ARS MEUR, président.

Etaient présents : MM. DE BERTHOU, CARAVANNIEZ, CHAPRON, CHARON, DORTEL, l'abbé DURVILLE, LE MEIGNEN, le vicomte P. DE LISLE DU DRÉNEUC, G. DE LISLE DU DRÉNEUC, MAÎTRE, DE LA PEYRADE, PIED, QUILGARS, RIARDANT, DE RIBIER, SÉCHEZ, P. SOULLARD, le médecin principal TACHARD, le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le baron Christian de Wismes s'est fait excuser de ne pouvoir assister à la séance d'aujourd'hui.

M. Joseph Chapron, de Châteaubriant, présenté par MM. P. de Lisle du Dréneuc et Dortel, est reçu à l'unanimité et vient assister à la séance.

M. le président lui souhaite la bienvenue. Il rappelle les services que M. Chapron a déjà rendus à l'archéologie et à l'histoire, et lui demande de vouloir bien donner à la Société quelques-uns de ses travaux, pour être insérés au Bulletin.

M. le comte de Bellevue, notre confrère, membre du conseil général de la Loire-Inférieure, a bien voulu offrir à la Société plusieurs de ses savantes publications, savoir :

1° *L'Hôpital saint-Yves de Rennes et les religieuses Augustines de la Miséricorde de Jésus*, Rennes, Plihon et Hervé, 1835, 1 vol. gr. in-8° de 469 pp.

2° *Le vicomte de Toustain de Richemont et la seigneurie de la Grée de Callac*, Rennes, Plihon et Hervé, 1835, 1 vol. in-8° de 64 pp.

3° *Le comte de Thiard, d'après une notice biographique inédite, de M. Maton de la Varenne*, Rennes, M^e Sirey, 1890, 1 vol. in-8° de 13 pp.

4° *Les Guillery, célèbres brigands Bretons, 1601-1698*, Vannes, Latolye, 1891, 1 vol. in-8° de 12 pp.

5° *Maison de Montauban : origine, seigneuries, généalogie*; Rennes M^{le} Simon, 1898 1 vol. in-8° de 79 pp.

Le comte de la Touraille, soldat, philosophe et poète du XVII^e siècle, Vannes, Latolye, 1893, 1 vol. in-8° de 15 pp.

Prieuré et pèlerinage de Saint-Barthélémy du Douglard, en Soudan. Rennes, Alph. Le Roy, 1892, 1 vol. in-12 de 66 pp.

8° Huit pièces de poésie, en huit fascicules in-12, très-élégamment imprimés : *Vers les sommets* ; — *Une gentilhommière* ; — *Le prêtre* ; — *Aux nouvelles cloches de Châteaubriant* ; — *Feuilles d'album* ; — *Les paillettes d'or* ; — *L'homme rouge de Baraton* ; — *Le chêne de Lemo*.

M. le comte de Bellevue s'exprime ainsi, dans sa lettre d'envoi à M. le président :

« Je me fais honneur et plaisir d'offrir à notre Société d'Archéologie
« les quelques brochures et pièces de vers que j'ai fait imprimer.
« Les poésies sont toutes à peu près inédites, l'*Hermine* seule en
« ayant reproduit quelques-unes. La *Gentilhommière*, *Baraton*, et
« *Vers les sommets* n'ont paru dans aucune revue. Je les mets à
« votre disposition, si vous croyez devoir en tirer parti pour votre
« Bulletin. »

M. le président remercie M. de Bellevue de son superbe et généreux envoi, et, sur la demande de M. de Lisle du Dréneuc, l'assemblée décide d'imprimer la poésie *Vers les sommets* dans notre Bulletin.

M. le président félicite M. Léon Maître du prix que vient de lui décerner l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, pour sa *Géographie antique de la Loire-Inférieure*. C'est un honneur qui rejaillit sur notre Société.

M. de Veillechêze, notre confrère, voulant compléter les notes sur sa famille, données dans le Bulletin par M. de la Nicollière-Teijeiro, a fait imprimer, à cinquante exemplaires seulement, les documents et actes de l'état-civil, qu'il avait lui-même recueillis en Poitou et notamment à Saint-Maixent. C'est un exemple à suivre, pour sauver de l'oubli ces actes des anciens registres paroissiaux qui composent ainsi les preuves irréfutables d'une longue filiation. Pendant quatre siècles, on peut suivre celle des Veillechêze (dont le nom vient de la terre de Veillechêze, près Confolens qui occupent les premières charges de la ville de Saint-Maixent; magistrats intègres et dévoués, savants jurisconsultes, médecins habiles, ils donnent encore à l'Eglise un prêtre vénérable, René de Veillechêze, curé de Saint-

indier à Poitiers, décédé en 1747, en odeur de sainteté, comme le témoigne son acte mortuaire, rédigé par son successeur. Une branche de cette famille s'établit en Bretagne, paroisse de Bouaye, en 1752, et se fixa ensuite au Pellerin.

Suivent quelques extraits des registres l'Amboise, concernant la famille Chenantais, aujourd'hui l'une des plus honorables de la ville de Nantes.

Le père de notre confrère, M. René de Veillechêze, a été maire du Pellerin pendant trente ans, conseiller général et chevalier de la Légion d'honneur.

Cette famille porte des armes qui ne sont point ordinaires : *d'azur à trois hamoïdes d'or* ; on y remarque un mot peu connu et qui justifierait l'étonnement de Boileau devant les termes du blason.

Les recherches généalogiques, continue M. le président, ne sont pas toujours une affaire de pure vanité. Franklin fit le voyage d'Amérique en Ecosse, uniquement pour rechercher la trace de ses ancêtres dans les anciens registres d'un petit village, et fut heureux de constater qu'il appartenait à une très-ancienne famille de forgerons, vivant honorablement de leur travail et donnant l'exemple de toutes les vertus patriarcales.

M. de Veillechêze nous offre un exemplaire de la généalogie de sa famille.

M. le président fait part des démarches qu'il a faites en vue d'obtenir du gouvernement la reconnaissance de notre Société comme établissement d'utilité publique, et donne lecture du texte de sa demande et de la résolution prise par le comité central, pour arriver à ce résultat :

« Le comité central de la Société Archéologique de Nantes, réuni en séance, se faisant le fidèle interprète de la Société, a adopté, à l'unanimité, la résolution suivante :

« Solliciter du gouvernement, par l'intermédiaire de M. le Préfet, la reconnaissance de la Société comme établissement d'utilité publique, se fondant sur les considérations suivantes :

« L'origine de la Société remonte au mois de mars 1841. Elle se forma sous les auspices du célèbre l'aumont, le renouvateur de l'archéologie française. Elle compte donc, sans interruption, plus de 56 années d'existence.

« Durant ce laps de temps, la Société ne s'est jamais départie de sa mission, ainsi définie dans ses statuts : *l'étude et la conservation des antiquités.*

« Dans la notice qui précède le règlement de 1890, le savant com-

« servateur du musée départemental, M. P. de Lisle du Dréneuc, a
« résumé l'historique de notre compagnie.

« Outre la publication d'un bulletin annuel et de mémoires, formant
« aujourd'hui une collection de plus de 40 volumes gd. in-8", ren-
« fermant des travaux précieux et inédits sur l'histoire et les monu-
« ments de la contrée, la Société a créé, en 1849, un musée, composé
« d'objets provenant d'acquisitions, de fouilles qu'elle a fait faire et de
« dons qu'elle a reçus, musée qu'elle a généreusement abandonné au
« département. Cette importante collection était déjà, il y a plus de
« quarante ans, estimée 16.000 francs, dans l'inventaire dressé par
« une commission nommée par arrêté préfectoral du 19 décembre 1860 ;
« valeur extrinsèque, sans doute augmentée depuis, dans des pro-
« portions considérables.

« Le comité rappelle qu'en 1875 la Société obtenait, au concours
« des sociétés savantes, le grand prix de mille francs ; et tout
« récemment, l'un de ses membres les plus laborieux et les plus
« érudits, M. L. Maitre, recevait également de l'Institut un prix de
« mille francs, 2^e médaille au concours des Antiquités Nationales.
« En 1886, la Société prenait une part active au congrès organisé à
« Nantes, et, de concert avec la municipalité, y joignait, avec un suc-
« cès non contesté, une exposition d'art ancien.

« En 1895, la Société célébra ses noces d'or, sous la présidence de
« M. de la Nicollière-Teijeiro, le dernier survivant de ses membres
« fondateurs ; et, à cette occasion, le résumé complet des travaux
« des 50 années, publié dans le *Bulletin*, prouva que notre compagnie
« avait réellement rendu des services à la science archéologique et
« historique et toujours occupé l'un des premiers rangs parmi les
« sociétés savantes, par son ancienneté, le nombre de ses membres
« (elle en compte aujourd'hui 180), et par la valeur de ses travaux.

« Enfin la Société, pour développer encore le goût des recherches
« historiques et archéologiques, a créé, sur l'initiative d'un de ses
« présidents, M. le marquis de Dion, des récompenses consistant en
« médailles décernées aux lauréats des concours établis sur divers
« sujets.

« Le comité ose ainsi espérer que le gouvernement, par ces con-
« sidérations, consentira à déclarer notre compagnie établissement
« d'utilité publique, surtout si M. le Préfet veut bien appuyer cette
« demande de son avis formel.

■ Fait et délibéré à Nantes, le 27 juin 1899.

Pour les membres du Bureau

Le Président,

A. DE BREMOND D'ARS.

M. P. de Lisle du Dréneuc annonce qu'il a reçu une relation manuscrite de l'exécution des quatre gentilshommes Bretons, en 1720, qui pourrait figurer au Bulletin, car elle contient plusieurs détails inédits. A ce sujet, M. de Berthou dit qu'il possède un lavis reproduisant cette scène célèbre et émanant d'un contemporain du fait. Il le tient à la disposition de la Société qui pourrait joindre la reproduction de ce dessin au manuscrit de M. de Lisle, ce qui formerait un ensemble fort curieux.

M. l'abbé Durville exhibe une tabatière, style Louis XVI, en argent, enrichie de médaillons et de figures, et rehaussée de nœuds de ruban en or rouge et vert.

LECTURES

1^{re}. — Mémoire de M. Henri Quilgars sur les plus anciennes civilisations du pays de Guérande. Ce travail très-documenté fait le plus grand honneur à notre confrère qui poursuit avec persévérance et succès ses fouilles dans la contrée guérandaïse, et y a trouvé les traces de trois civilisations très-distinctes.

2^{de}. M. Dortel analyse les travaux parus dans le Bulletin de l'Ecole d'Anthropologie, et insiste surtout sur les nouvelles sculptures, relevées sur la grande pierre du dolmen dit *table des marchands*, à Locmariaquer, et sur les travaux présentés à la section d'anthropologie, lors du congrès de l'Association pour l'avancement des sciences, tenu à Nantes, en 1898.

La séance est levée à 6 h. 1 2.

Le secrétaire général,

A. DORTEL.

SÉANCE DU MARDI 7 NOVEMBRE 1899, à 3 h. 1 2.

Présidence de M. le baron Christian DE WISMES, vice-président.

Etaient présents : MM. DE BERTHOU, le vicomte R. DE BOUARD, CHARON, DORTEL, l'abbé DURVILLE, Henri GOUSSET, DE LAUBRIÈRE, Alcide LEROUX, PIED, QUILGARS, DE RIBIER, SÉCHEZ, le vicomte DE SÉCHILLON, Marcel SOULLARD, Paul SOULLARD, le médecin principal TACHARD, TRUFFEL SAINT-EVRON, DE VEILLECHÈZE, le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. René Blanchard exprime, par une lettre à M. le président, son regret de ne pouvoir assister à notre séance. Le transport de la Bibliothèque municipale de l'ancienne caserne de la Visitation au

rez-de-chaussée du nouveau Musée, est à moitié terminé, et la surveillance de cette importante opération ne lui laisse aucun loisir.

M. le président fait observer que la Société Archéologique arrive, au mois de janvier prochain, à sa 500^e séance, date solennelle dans son existence. On fête bien les noces d'or des ménages ; à plus forte raison doit-on fêter celles des sociétés qui, au rebours des individualités, se développent et se renforcent en vieillissant, comme le prouvent la brillante rentrée de cette année et les présentations de nouveaux membres, ainsi que les intéressants travaux, inscrits à notre ordre du jour. Il conviendra donc de fêter notre 500^e séance par une réunion extraordinaire, peut-être par un banquet ; mais, de toutes façons, nous attendrons le retour de M. de Brémont d'Ars, afin qu'il puisse présider cette solennité.

Notre 500^e séance tirera un nouveau lustre de l'importance de l'année 1900, dernière du siècle, pendant laquelle elle doit se célébrer.

Présentations. — M. le président, constatant que depuis quelques années l'on semble avoir pris l'habitude d'élire par acclamation les candidats qui se présentent à nos suffrages, se demande s'il ne convient pas, au début de cette année, de revenir à une interprétation plus exacte de notre règlement, et de reprendre l'usage ordinaire du scrutin secret, ce qui, d'ailleurs, ne peut rien présenter de blessant pour les candidats, puisqu'il est encore plus flatteur pour eux de réunir l'unanimité des votes secrets que d'être accueillis par le procédé un peu superficiel des mains levées. La circonstance semble d'autant mieux choisie pour revenir à nos anciens usages, que nous entamons un nouvel exercice, ce qui donne à la mesure un caractère général et écarte toute application personnelle, et qu'aucune difficulté ne peut naître à l'égard des quatre candidats qui se présentent aujourd'hui, sûrs de réunir l'unanimité des suffrages. Le vote par acclamation serait donc réservé, à l'avenir, pour des cas tout-à-fait exceptionnels, ce qui est bien et dans la lettre et dans l'esprit de notre règlement. Il doit être une chose rare et extraordinaire, sous peine de perdre toute sa valeur.

Une discussion courtoise s'engage à ce sujet entre plusieurs sociétaires, et finalement M. le président, ayant pris l'avis des membres les plus âgés de la réunion, propose de voter, conformément au règlement, au scrutin secret, sur les diverses candidatures qui nous sont présentées aujourd'hui, et tout le monde se rallie à cette opinion.

À propos des candidats que nous voyons avec bonheur prendre

place dans nos rangs, M. le président donne lecture d'une lettre de M. de Brémont d'Ars, faisant ressortir les principaux traits de la personnalité si remarquable de M. le marquis de la Ferronnays. D'abord militaire, officier dans la légion d'Antibes, attaché aux ambassades d'Allemagne et d'Angleterre, puis, après avoir pris une part brillante à la guerre de 1870, écrivain distingué, orateur et homme politique, maire de Saint-Mars-la-Jaille, conseiller général et député de la Loire-Inférieure depuis de longues années, il a donné à son pays des preuves du dévouement le plus éclairé, et a toujours mis son influence et ses relations étendues au service de la bienfaisance et des arts; ses voyages et ses études variées lui donnent la plus haute compétence dans toutes les branches de l'archéologie. Impossible, en parlant de lui, de ne pas rappeler qu'il est le neveu de M^{me} la comtesse Craven qui nous a tous émus par les correspondances si touchantes des « *Récits d'une sœur* », que l'on aime à rapprocher des souvenirs et des mémoires d'Eugène de Guérin.

Nous serons aussi très-heureux, ajoute M. le président, d'accueillir M. le colonel du génie Allotte de la Fuye, d'une famille distinguée de notre ville, archéologue à qui l'on doit d'importantes découvertes romaines en Algérie, et, de plus, collectionneur et numismate consommé, qui voudra bien nous apporter le secours de ses profondes connaissances en tout ce qui regarde les monnaies et les médailles antiques¹; M. le c^{te} René Gousset, professeur à la faculté catholique d'Angers, esprit élevé et d'une vaste érudition, et M. Joseph Chudeau, architecte très-versé dans l'archéologie, dont nous avons tous admiré les charmants dessins de reconstitutions, joints à l'*Histoire du château de Nantes* de MM. Furret et Caille, parue dans la *Revue Nantaise*.

Il est alors procédé au vote par scrutin secret sur ces diverses candidatures, en vertu duquel MM. le marquis de la Ferronnays, le colonel du génie Allotte de la Fuye, le c^{te} René Gousset et Joseph Chudeau sont élus à l'unanimité, le premier en qualité de membre correspondant, les trois autres en qualité de membres titulaires de notre Société.

M. Pied nous apprend ensuite la triste nouvelle de la mort d'un de nos confrères, M. Renard, qui, bien que loin de Nantes, avait tenu à rester des nôtres. Fidèle à nos réunions pendant ce trop

¹ On lui doit tout récemment un fort savant mémoire sur les monnaies gauloises du trésor de Sainte-Blandine, dans l'*Essai*.

court séjour qu'il fit à Nantes, en qualité de professeur au Lycée, il y avait laissé, par ses connaissances et la distinction de son esprit, le souvenir le plus sympathique. M. Bénard, professeur au Lycée de Lyon, est décédé dans cette ville le 22 juillet dernier. Il fut reçu dans notre Société dans la séance du 12 novembre 1889. Appelé bientôt à une autre résidence, et bien que nous n'ayons pu le voir que pendant peu de temps, il avait su déjà néanmoins se faire une place parmi nous. Quelques jours avant son départ, le 15 juillet 1890, il nous donna lecture d'un curieux travail, vivement applaudi, inséré dans le Bulletin de 1891, et intitulé : *Les courses de chars aux jeux publics de la Grèce, et l'hippodrome grec*. Malgré son éloignement, il était resté de nos membres titulaires et s'intéressait toujours à nos travaux. M. Pied ajoute qu'il devait ce souvenir à un de ses anciens collègues du Lycée de Nantes, dont il fut le parrain à son entrée dans la Société Archéologique ; les lettres perdent en lui un fervent disciple, l'archéologie un travailleur zélé, et notre compagnie un membre qui lui eût rendu encore de grands services.

Lecture est donnée par le secrétaire d'une lettre de M. de Brémont d'Ars, nous assurant que, bien que retenu à la campagne, il est de cœur avec nous, surtout en ce jour de séance. Pour mieux nous le prouver, il nous envoie l'intéressant mémoire dont il sera parlé plus loin.

M. le président annonce qu'il a reçu une aimable invitation de M. le président de la Société d'horticulture, pour l'inauguration qui doit avoir lieu jeudi prochain, dans la salle des sociétés savantes, rue de la Fosse, d'une exposition de fleurs, chrysanthèmes, dahlias etc... en même temps que de tableaux représentant des fleurs, organisée par cette Société. M. le président ajoute que certainement tous nos confrères seront bien accueillis à cette gracieuse solennité et les engage à s'y rendre. Il insiste sur le profit et l'agrément que retirent les diverses sociétés de leurs bonnes relations, et rappelle l'excellent accueil qu'il trouva à une inauguration des cours de l'Ecole de médecine, où il était allé représenter notre compagnie, et le bon souvenir que lui laissa cette intéressante séance. Les idées ne peuvent que s'ouvrir par la fréquentation des spécialistes de divers genres. M. le président rappelle aussi que M. le c^{te} de Bellevue nous a offert quatre brochures, dont il a été parlé à la dernière séance de juillet, et que nous avons reçu une invitation à prendre part au congrès international de numismatique qui doit se tenir les 14 et 15 juin 1900, de son président, M. le c^{te} de Castellane.

Si MM. le colonel Allotte de la Fuye et Paul Soullard trouvaient

le loisir de s'y rendre, ils pourraient, grâce à leur grande compétence en pareille matière, nous donner de ce congrès un compte-rendu intéressant.

Ceux de nos confrères, désireux d'acquérir la réimpression de la « *Vie des Saints de Bretagne* » d'Albert Le Grand, par MM. les abbés Thomas, Peyron et Agraill, sont prévenus que la souscription est ouverte, au prix de 12 fr. chez M. Salaun, à Quimper.

M. le président nous parle enfin des diverses négociations conduites avec tant de zèle par M. de Brémont d'Ars, pour obtenir notre reconnaissance comme société d'utilité publique. Pour avoir chance de réussite, nous devons modifier notre règlement, d'après le cadre qui nous est proposé comme modèle par l'administration, et qui est obligatoire pour toutes les sociétés qui demandent à être reconnues en cette qualité.

Or notre règlement ne peut être modifié que par une réunion générale, comprenant au moins le quart des membres titulaires, prévenus, par un ordre du jour précédent, des modifications à introduire. Si la première réunion ne comprend pas un nombre de membres suffisant, une seconde pourra décider des modifications proposées, quel que soit le nombre des votants. Il faudra donc songer à une réunion générale, en janvier ou en février, après le retour de M. de Brémont d'Ars.

LECTURES.

I. — Les marins Français sur les côtes de Bretagne, en 1790 « documents des archives de la marine », par M. le marquis de Brémont d'Ars. — Ce mémoire, dont la lecture est donnée par le secrétaire, en l'absence de notre dévoué président, comprend le récit d'une croisière faite par le marquis d'Ars et M. Brunet du Guiller, officiers de la marine royale, sur les deux frégates *l'Opale* et la *Bonne*, armées en course par MM. Gradiz, père et fils, négociants israélites de Bordeaux. Le tiers des prises devait appartenir aux officiers et à l'équipage, déduction faite seulement des frais de justice et de vente. Les armateurs avaient les deux autres tiers, mais supportaient tous les frais d'armement.

Cette croisière fut heureuse ; car les deux frégates, parties de Brest le 20 octobre 1790, y rentrèrent le 25 novembre, amenant un corsaire anglais et six autres prises, dont cinq bâtiments faisaient partie d'une flotte anglaise à destination de Lisbonne et de Gibraltar.

Après avoir attendu quelque temps un vent favorable, les deux frégates sortirent encore de la rade de Brest. Le 7 janvier 1791,

L'*Opale* y rentrait seule, amenant encore un paquebot anglais, puis se remettait à la recherche de la *Brune* ; mais le 10 janvier, le vaillant marquis d'Ars fut tué, au moment de monter à l'abordage d'une frégate anglaise, tandis que la *Brune* était prise par deux vaisseaux de la même nation, après un combat acharné. Son commandant, M. Brunet du Guillier, prisonnier de guerre, écrivit de Plymouth au ministre de la marine, en lui faisant un récit très-circonstancié du combat glorieux, quoique malheureux, qu'il avait soutenu : 19 de ses hommes avaient péri et un grand nombre étaient blessés. L'*Opale*, outre son commandant, avait perdu huit officiers et 19 hommes, sans parler de nombreux blessés dont plusieurs succombèrent ; après avoir criblé et désarmé les vaisseaux anglais, ses adversaires, elle put relâcher à Morlaix.

Le récit de ce bel épisode de nos guerres maritimes est accompagné du rapport de M. du Guillier et de plusieurs lettres du ministre de la marine au marquis d'Ars, à ses armateurs et au comte de Blénac, commandant du port de Brest, qui en forment les pièces justificatives. On peut consulter, sur le marquis d'Ars, un article de M. de Barthélemy, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1865.

II. — « Notes sur les armoiries et l'enfeu de l'église de Notre-Dame de Pitié, au Croisic. » — Après de sérieuses recherches dans les registres des délibérations du « général de la paroisse de Batz » et dans ceux de l'état-civil de la même paroisse, années 1707 et 1708, M. de Veillechêze a pu déterminer à quelles familles doivent être attribués deux écussons sculptés à gauche de l'autel de la Sainte Trinité (aujourd'hui du Rosaire), dans l'église du Croisic. L'un porte trois coquilles, et l'autre ces trois mêmes coquilles, écartelées *d'azur au chevron d'or, accompagné de trois molettes de gueules*, qui est Jouan de Kervenoael. Celui aux trois coquilles, jusqu'ici indéterminé, appartient aux La Haye, seigneurs de Silz (en Batz) et de Coispéan (en Guérande), qui portaient *de gueules aux trois coquilles d'argent*. En 1670, une famille Coquard acquit, avec la terre de Coispéan, le droit d'inhumation dans cet enfeu.

Notre consciencieux confrère, il est vrai, s'objecte à lui-même que les hachures verticales, indiquant le champ de *gueules*, ne se rencontrent pas sur ces écussons ; mais on peut lui répondre qu'au dire du Père Ménéstrier, les hachures furent inventées au commencement du XVII^e siècle seulement, peut-être par Vuisson de la Colombière, plus probablement par le Père Petra-Sancta, Jésuite, auteur d'un traité de blason en latin. Elles sont omises sur beaucoup d'écussons sculptés, même postérieurs à cette époque, et leur usage constant est assez moderne.

M. de Veillechêze termine en relevant les noms de plusieurs membres de l'ancienne famille Le Mauguen, qui a donné des marguilliers à Batz et plusieurs maires au Croisic, dans le XVII^e siècle.

En complimentant l'auteur de cet intéressant mémoire, M. le président engage tous nos confrères à imiter M. de Veillechêze et à utiliser leurs divers déplacements en recueillant çà et là les documents d'histoire et d'archéologie, que l'on peut tirer souvent tant des archives publiques ou privées que des anciens monuments de notre pays.

III. « La chapelle de la Madeleine, dans la cathédrale de Nantes, en 1628. » Dans cette remarquable étude, lue par le secrétaire, en l'absence de son auteur, M. de la Nicollière-Teijero nous fait l'histoire de cette chapelle, commencée seulement en 1510, près de quatre ans après la mort de l'illustre évêque Guillaume Guéguen, son fondateur, par le neveu et exécuteur testamentaire de ce dernier, le doyen Jean de Plédran, qui, en 1510, remit aux chanoines, outre une assez forte somme, les deux sceaux de Guillaume Guéguen, dont un en argent. Remarquons que le chapitre possédait ainsi une superbe collection d'anciens sceaux d'évêques, qui a été dispersée et perdue. En 1517, la chapelle était terminée, et on y transportait le corps du prélat.

Suit un très-curieux procès-verbal de 1628, objet principal du mémoire, donnant, outre une description très-détailée de la chapelle, avec ses ornements et armoiries, la succession des possesseurs de l'enfeu, joint, depuis Guillaume Guéguen, à la seigneurie de Launay ou Launay-Dionis, près de Nantes, en même temps que la série des seigneurs de cette terre, depuis Christophe de Sesmaisons et François de Bréhan, sa femme, héritière des fondateurs de la chapelle.

M. de la Nicollière nous donne alors un excellent résumé généalogique sur les Guéguen, connus à Saint-Brieuc depuis la fin du XIII^e siècle, avec la suite de leurs descendants. Le droit d'enfeu dans la chapelle de la Madeleine passa, avec la seigneurie de Launay, à Thibaut de Bréhan, époux de François de Sesmaisons, en 1543, et frère de Madeleine de Bréhan qui avait épousé Jean Guéguen, neveu de l'évêque.

C'est aux efforts de M. Léon Painstre que l'on dut, en 1882, la découverte du tombeau de Guillaume Guéguen. Sa magnifique statue, exécutée par Michel Colombe, sur l'ordre de la duchesse Anne, fut dérobée en 1793; depuis, brisée et vendue par morceaux, ses derniers débris alimentèrent un four à chaux. Quant à la statue placée sous l'arcade du monument, c'est celle de l'évêque François

Hamon, mort en 1532, que l'on enleva de sa place primitive, pour y installer le tombeau de François II.

Plusieurs pièces justificatives, très-bien choisies, accompagnent cette excellente notice qui est écoutée avec le plus vif intérêt.

IV. — « Une excursion aux gisements de cendres de Nalliers (Vendée), en juin 1899. » — Cette belle excursion, à laquelle prirent part plusieurs membres de la société, leur permit d'étudier un genre de curiosités d'autant plus intéressant qu'aucune explication absolument satisfaisante n'en a jusqu'ici été proposée. Plusieurs dépôts de cendres se rencontrent sur les côtes du Poitou ; le plus important, à l'Îleau-des-Vases, près Nalliers, couvre environ neuf hectares, sur une profondeur variable, allant jusqu'à trois mètres, en quelques endroits. Ce sont des cendres ordinaires, telles que celles de nos foyers, contenant des fragments de charbon de *bois brûlé*, appartenant à des essences légères, comme aulne, tremble, peuplier. Elles reposent sur le *bris*, argile compacte et stérile, laissée par la mer, lorsqu'elle couvrait le golfe des Pictons, il y a environ trente siècles ; parfois même les couches de *bris* ont été apportées postérieurement à la mise en place des premières couches de cendres, de sorte que les assises inférieures de certains monceaux sont alternativement composées de ces deux éléments, et comme *feuilletées*. Ailleurs, la terre glaise s'est amoncelée autour des dépôts de cendres, et fait que leur base est comme plongée dans une fosse.

Ce dépôt de cendres contient un nombre prodigieux de petites colonnettes de terre cuite, longues d'environ 0^m25, portant traces de feu, avec trois pattes à l'une de leurs extrémités. M. de Rochebrune y voit des supports de fours de potiers ; mais alors on devrait trouver dans ces cendres des débris de poteries en grande quantité, et ils y font complètement défaut. L'opinion de M. de Fleury serait plus admissible. Il croit qu'à l'Îleau-des-Vases, fut établie une fabrique de potasse dont les Gaulois faisaient grand usage. Les colonnettes auraient été les supports de fragiles récipients de terre cuite, dont on trouve de nombreux fragments et dans lesquels cuisaient les dissolutions de cendres dont on retirait la potasse. On peut consulter sur cette question un article de M. Benjamin Fillon, dans *Poitou et Vendée*, tome II, et différents articles de M. de Rochebrune et de M. le comte de Fleury parus dans le *Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest*, 1856, la *Revue du Bas-Poitou*, 1888 et 1889, et la *Revue poitevine et saintongeaise* de 1889.

Dans ce vaste dépôt de cendres qui a été exploité comme engrais, l'on rencontre des fondations de huttes gauloises, de forme ronde,

et, à une époque bien postérieure, les Romains y ont creusé des sépultures dont six environ ont été découvertes. Leur mobilier recueilli avec soin, a fourni une magnifique série d'urnes, bouteilles, fioles, coupes et bocaux de verre, de la plus belle conservation, des spécimens de céramique de tous genres, des charnières d'os (*alia* sifflets) à un et quelques-unes à deux trous, trouvées en un morceau comprenant environ 75 pièces, enfin quelques bronzes romains et même gaulois, formant la belle collection de M. Marais, propriétaire de l'Heau-des-Vases. Certaines poteries portent les marques MICIO, C MICIO, FLAVIVS, et le nom gaulois ARGANTOMNIS. Citons encore, parmi les objets romains trouvés à l'Heau-des-Vases, un beau pilum et un fer de lance, plat, mince et faussé. Dans ces tombes romaines, orientées la tête du mort au couchant, les pieds au levant, le corps reposait dans une sorte de coffre de bois dont quelques ferrements subsistent : à droite étaient les pièces de verre, à gauche des poteries empilées les unes sur les autres et contenant des restes de nourriture, os et défenses de sangliers, os de moutons etc. Les amphores à vin étaient placées tout près.

Ces tombes romaines doivent être absolument distinguées des cendres dans lesquelles elles ont été creusées. Voici, au sujet de ces cendres, les conclusions de M. Benjamin Fillon :

1^o Elles ont été déposées par couches successives, le plus souvent de minime épaisseur ; 2^o certaines couches sont beaucoup plus mélangées de charbon que les autres ; 3^o la plupart des fragments de terre cuite qui se rencontrent dans les cendres, proviennent des petites colonnettes dont nous avons parlé, et de petits récipients très-fragiles, à bords relevés, et rectangulaires, de 0^m,30 de long environ, sur 0^m,05 de large, le tout pétri à la main ; 4^o les huttes d'origine gauloise, à fondations circulaires, de terre et de pierres, ont été superposées aux gisements de cendres ; 5^o des substructions romaines ont remplacé les huttes, en plusieurs endroits ; 6^o pour établir les deux genres de constructions, on a fait parfois des tranchées dans la couche de terre végétale étendue au-dessus des cendres, ce qui implique l'existence bien antérieure de ces dernières ; 7^o Les objets réellement contemporains des dépôts de cendres sont les colonnettes, les petits récipients rectangulaires, quelques rares tessons de poteries noires, peu cuites, analogues à celles des cavernes et tumulus, et un petit nombre d'instruments en silex, fort grossiers ; 8^o quelquefois les substructions de huttes gauloises sont recouvertes de cendres, apportées postérieurement, ce qui prouve que la cause de production des cendres, quelque d'une

origine très-ancienne, existait encore au moins à une époque très-rapprochée des temps historiques.

Ajoutons enfin que nous avons constaté une simple couche de terre végétale de 0^m,30, sur la partie supérieure de certains dépôts de cendre.

M. Dortel ajoute plusieurs remarques intéressantes au sujet de cette excursion, sur laquelle il prépare un rapport circonstancié et complet. Il ne croit pas que les sépultures romaines des cendres de Nalliers aient été environnées de petits murs, comme on l'avait d'abord affirmé.

La séance est levée à 5 h 34.

Le secrétaire général,

P. DE BERTHOU.

SÉANCE DU MARDI 5 DÉCEMBRE 1899 à 3 h. 12.

Présidence de M. le baron Christian DE WISMES, vice-président

Etaient présents : MM. le colonel du génie ALLOTTE DE LA FUYE, DE BERTHOU, CHÉGUILLAUME le marquis DE DION, DORTEL, l'abbé DURVILLE, le comte René GOUSSET, H. GOUSSET, A. LEROUX, LE MEIGNEN, CL. DE MONTI DE REZÉ, PIED, DE RIBIER, SENOT DE LA LONDE, Marcel SOULLARD, Paul SOULLARD, le médecin principal TACHARD, DE VEILLECHÈZE, A. VINCENT, le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté, avec une observation de M. Le Meignen, faisant ressortir toute la valeur de M. le colonel Allotte de la Fuye, non seulement comme numismate, mais encore et surtout comme archéologue. C'est en effet notre nouveau et savant confrère, d'ailleurs très-versé dans l'égyptologie, les antiquités orientales et le déchiffrement des écritures cunéiformes, qui a découvert et décrit la magnifique mosaïque de Tébessa, en Afrique ; et il a mis à profit son séjour dans notre colonie pour étudier les nombreux monuments de l'art romain qui y a été si vivant et florissant. S'il lui restait un exemplaire disponible de son mémoire sur la mosaïque de Tébessa, nous le recevions avec reconnaissance pour notre bibliothèque.

M. Le Meignen se fait l'interprète de la compagnie, en remerciant MM. le colonel Allotte de la Fuye et le c^{te} René Gousset d'avoir bien

voulu s'associer à nos travaux dès le début de cet exercice et en les priant de toujours nous faire part de leurs études et de leurs découvertes.

M. le colonel Allotte de la Fuye donne plusieurs détails sur la mosquée de Tébessa, qu'il a découverte en dirigeant la construction d'une caserne, et à la conservation de laquelle il a mis tous ses soins. Il pourra en offrir au Musée la reproduction chromolithographique. Quant à la notice qui accompagnait cette reproduction, elle est malheureusement épuisée ; mais il peut disposer d'une autre brochure sur les monnaies gauloises de Tourlan (Dauphiné), trésor plus intéressant encore que celui de Sainte-Blandine (Isère).

M. le président, au sujet de notre reconnaissance comme société d'utilité publique, expose l'état de la question. Cette nouveauté, dont il avait déjà été parlé il y a quelques années, sans qu'il y fût donné suite, a été proposée à nouveau par plusieurs sociétaires au début de l'année 1890, mais trouva encore, cette fois comme la première, quelque hostilité dans notre compagnie. On craignait l'ingérence de l'État dans notre comptabilité. Toutefois ces craintes s'effacèrent à la pensée des avantages que nous pourrions retirer de cette nouvelle situation ; M. le marquis de Brémont d'Ars prit l'affaire en mains et s'en occupa de suite très-activement, et, après divers pourparlers à la Préfecture, le ministère lui a remis un modèle général de règlement, imposé aux sociétés d'utilité publique, et auquel nous devons absolument conformer le nôtre, pour que notre demande ait quelque chance de succès. Le comité décida, en conséquence, que les quatre secrétaires, auxquels se joindrait M. le président, se réuniraient chez M. Le Meignan, pour élaborer un nouveau règlement conforme au plan imposé par le ministère. Cette réunion a eu lieu hier.

Après avoir envisagé la question sous ses différents points de vue, les sociétaires présents ont adopté l'avis de M. Le Meignan, à savoir qu'il convenait de modeler notre ancien règlement sur le type ministériel. Ceux de nos anciens articles qui n'y trouveront pas place seront compris dans un article spécial, sous le titre de *Règlement intérieur*. Ce travail préparatoire, dont M. Le Meignan a bien voulu se charger, sera prochainement soumis à la ratification du comité. Sur cette seconde délibération et aussitôt après le retour à Nantes de M. de Brémont d'Ars, le projet sera présenté à l'Assemblée générale, prévenue par un article spécial de l'ordre du jour. Tous nos membres titulaires pourront donc présenter leurs observations, et si ces nouveaux statuts sont adoptés par la majorité

de l'assemblée générale, ils seront aussitôt expédiés au ministère.

La reconnaissance d'utilité publique donnera à notre compagnie le droit de recevoir des dons et des legs, faute duquel elle a été amenée jadis à céder au Musée départemental la collection qu'elle avait réunie.

Conformément à l'ordre du jour, il est ensuite procédé, au scrutin secret, à l'élection de trois membres du comité, en remplacement de MM. Orioux, Pied et Claude de Monti, dont le mandat est expiré. Ces Messieurs sont réélus pour trois ans, à l'unanimité des 21 membres présents, deux votes désignant des sociétaires qui l'ont déjà partie du comité, ayant été déclarés nuls.

M. le baron Gaëtan de Wismes donne lecture d'une lettre de M. de Brémont d'Ars, expliquant le nom assez peu connu d'une pièce héraldique, présentée par le blason de la famille de M. de Veillechêze, notre confrère. On a dit que ce blason portait trois *hamaïdes* d'or. Or, dans la *Revue des questions héraldiques*, dirigée par M. le vicomte de Poli, numéro du 25 novembre 1899, on lit que l'*hamaïde* est une *herse sarrazine*, sorte de grille que l'on faisait glisser dans deux rainures de la muraille, derrière la porte des forteresses, au moyen d'un cric placé à la partie supérieure de la voûte d'entrée, et destinée à remplacer cette porte, lorsqu'elle était brisée par l'assillant. L'*hamaïde* est représentée par trois pièces horizontales, jointes ensemble, l'une au-dessus de l'autre, et il faut en conclure que le blason en question, qui ne présente que ces trois pièces, porte non pas trois, mais une seule *hamaïde*.

Lecture est donnée par le secrétaire d'une autre lettre, à lui adressée également par M. de Brémont d'Ars. Notre dévoué président désirerait que l'affaire de la reconnaissance d'utilité publique fût terminée avant l'ouverture de l'Exposition, et que l'on pût répondre, par la refonte de notre règlement, aux intentions ministérielles. Il compte, en toutes choses, sur la bienveillante intervention de M. Anatole de Barthélemy, membre de l'Institut, et nous adresse une circulaire, relative au mode d'exposition des sociétés savantes qui devront présenter seulement les bulletins de leurs dix dernières années. Il prie M. le président de retenir de suite notre place à l'Exposition, comme la circulaire en question le recommande. Pour l'envoi de nos volumes, nous avons jusqu'au 20 mars.

M. de Brémont d'Ars espère que la solennité de notre 500^e séance pourra être présidée par M. de la Nicollière-Teijeiro, le dernier survivant de nos membres fondateurs.

LECTURES.

I. « Les marins Français sur les côtes de Bretagne en 1761 », suite.

A son mémoire, lu à notre dernière séance, M. de Brémont d'Ars vient ajouter quelques documents complémentaires. Après la mort du marquis d'Ars, des difficultés s'élevèrent au sujet du partage des prises faites par ce vaillant marin. Bien que montant un navire armé par des particuliers, sa qualité d'officier du roi avait d'abord, et avec raison, paru au ministre devoir suppléer à la commission spéciale pour la course, qui lui manquait. Le ministre revint cependant sur sa décision première, sur les réclamations bien tardives des armateurs, les sieurs Gradiz, de Bordeaux, demandant à être mis en possession des prises, à l'exclusion des officiers qui les avaient faites, sans être munis de commission spéciale. Après avis favorable du ministre, le duc de Penthièvre accueillit la demande, pourtant si singulière, des sieurs Gradiz, et les officiers du roi se virent frustrés du faible dédommagement à leurs fatigues et à leurs blessures, qu'ils espéraient trouver dans leur part des prises faites par eux sur les Anglais. Il fut en outre décidé qu'à l'avenir, les officiers, commandant des navires corsaires, devraient être munis d'une commission de guerre. Et cependant le marquis d'Ars avait généreusement contribué, dans la proportion de ses modestes ressources de jeune officier, à l'armement de *l'Opale*, ainsi qu'il ressort de l'état de ses lettres et des quelques sommes qui lui étaient dues, remis par lui, avant son départ, à Madame de Kersaint, veuve de l'intrépide amiral, tué avec ses deux fils au combat des Cardinaux, le 27 novembre 1759 !

II. Lecture est donnée par le secrétaire d'un intéressant document, gracieusement communiqué par M. le v^{te} Louis Ervov de Portzamparc, à savoir l'acte de vente de la terre en juridiction de la Hunaudaye, en Chantenay et Saint-Herblain, consentie, le 12 novembre 1532, par Raoul Tournemine à Jean de Plébran, conseiller au Parlement. La Hunaudaye, en Chantenay, devait son nom aux Tournemine qui la possédaient depuis le début du XV^e siècle, et qui étaient issus des sires de la Hunaudaye, en Plédéliac. Cet acte, outre plusieurs éléments nouveaux qu'il nous permet d'ajouter au *Dictionnaire des terres du comté Nantais*, nous suggère quelques détails sur la personnalité et la famille de Raoul Tournemine, également seigneur de la Guerche (en Saint-Brevin) de Porterie, Jasson, Mallenoue, Rouans, Chémere et Arthon. Quant à Jean

de Plédran, il était seigneur du Bossiguel et de Launay en Chantenay). Cette dernière terre, ainsi que celle de la Hunaudaye, fut réunie, au XVI^e siècle, à celle de Lannay-Dionis, également en Chantenay et qui en était sans doute un démembrement ancien ; et à la seigneurie nouvelle, ainsi formée, se joignit le droit d'enfeu dans la chapelle de la Madeleine, fondée dans la cathédrale de Nantes, par Guillaume Gueguen.

Pour mieux comprendre l'histoire assez embrouillée de cette terre de Launay et la Hunaudaye, on pourra comparer au présent acte de vente un mémoire sur la vente de Launay-Dionis en 1683, paru dans notre Bulletin de 1897, 2^e semestre, et la très-intéressante notice de M. de la Nicollière-Teijeiro sur la chapelle de la Madeleine dans la cathédrale de Nantes, lue dans notre dernière séance.

M. l'abbé Durville fait remarquer que Launay-Dionis tire son nom de Guillaume Dionis, valet de chambre du duc en 1472, gratifié par le duc d'un terrain sur la place du Bouffay, contre le rempart, et dont le *puits Dionis*, jadis sur ce terrain, a longtemps gardé le nom et le souvenir. Il ajoute que la maison de Raoul Tournemine, située, aux termes de notre acte de vente, « près l'église et « couvent des Frères-Mineurs de Saint-François », n'est autre que le charmant hôtel du XV^e siècle, dans la rue Saint-Jean, aujourd'hui aux religieuses de Saint-Vincent-de-Paul, dessiné et gravé par M. Hawke, dans *l'Histoire de Nantes* de Guépin, et qui a porté successivement les noms d'*hôtel de la Guerche* et d'*hôtel Saint-Aignan*.

M. le colonel Allotte de la Fuye observe qu'il y a une terre de la Guerche, en Brains, près du Pellerin ; mais, d'après le *Dictionnaire des lettres du comté Nantais*, c'est la Guerche en Saint-Brevin que les Tournemine possédèrent depuis 1409 au moins, jusqu'après 1558. M. Le Meignen rappelle qu'une motte féodale, dite de la Guerche, existe encore en Saint-Brevin. M. le colonel Allotte de la Fuye ajoute quelques détails au sujet de la terre de Jasson, dont la seigneurie s'étendait sur plusieurs paroisses, notamment le Port-Saint-Père, le Pellerin et Saint-Jean-de-Boiseau. Elle appartenait aux Tournemine jusqu'en 1560 et au-delà, et fut acquise, en 1677, par les Binet de la Blottière qui la possédaient encore de nos jours et en portaient le nom. Cette seigneurie était jointe, d'après le dictionnaire précité, à celle de Malnoë ou Malnoue, dont il est aussi parlé dans notre acte de vente de 1532, de sorte que l'on disait : *Jasson-et-Malnoë*.

III. Excursion faite à Tiffauges, le lundi, 13 novembre dernier ,

par plusieurs membres de notre compagnie. M. Dortel nous donne un fidèle compte-rendu de cette belle promenade scientifique. Après avoir passé près du parc et château moderne du Couboureau, et côtoyé la Sèvre, les excursionnistes remarquèrent, dans une des premières maisons du bourg de Tiffauges et donnant sur la rivière, une superbe fenêtre du XIV^e siècle, reste d'une ancienne chapelle, et étudièrent ensuite à loisir les ruines du château du maréchal de Rais, qui, par la variété de ses diverses constructions, pourrait fournir matière à tout un cours d'archéologie militaire. On y remarque en effet un donjon rectangulaire du XII^e siècle, garni de contre-forts demi-circulaires, d'un modèle assez rare, entouré postérieurement d'une chemise, flanquée elle-même d'une tour carrée du XIV^e siècle, à laquelle donnait accès le pont-levis, jeté sur le fosse intérieur. La tour voisine du *Pertuis* et les restes de la barbacane, la salle voûtée du donjon, refaite au XV^e siècle, rappellent les horribles évocations de Blanchet et de Prélati : le vivier, qui sert encore de douve au donjon, a reçu les cendres de leurs victimes, et l'on peut voir, tout à côté, le *puits de la fée*, dont il est question au procès du maréchal (1). Malheureusement l'entrée de la chambre de Gilles de Rais, dans l'intérieur du donjon, est obstruée par des décombres. Il serait facile de la débayer, et elle pourrait être objet de curieuses recherches. La chapelle, de la fin du XII^e siècle, surmonte une crypte de la même époque, où l'on voit des piliers à chapiteaux ornés de feuillages tantôt romans, tantôt gothiques, et dans laquelle s'ouvre un puits funéraire, fouillé en 1885 par M. Arsollier.

L'enceinte du château est flanquée de 20 tours, parmi lesquelles quelques-unes appartiennent au XIII^e siècle. Entre toutes se remarque la célèbre tour dite du *Vidame*, construite au milieu du XVI^e siècle par Louis de Vendôme, vidame de Chartres, spécimen admirablement conservé de l'architecture de cette époque, bien que sa couverture de pierre ait été remplacée dernièrement par un assez vilain toit d'ardoises, qui nuit un peu à son effet artistique. Ses belles salles voûtées sur nervures, avec grandes cheminées, sont encore du style gothique, et dans l'épaisseur de sa muraille creuse un corridor communiquant avec d'autres galeries qui se perdent dans les remparts voisins. Cette tour domine la charmante vallée de la Crume, petit ruisseau qui va, un peu plus loin, se jeter dans la Sèvre.

M. Dortel a rapporté plusieurs clichés photographiques de cette excursion ; M. le médecin principal Tachard a fait de même et offre

(1) Voir « *Gilles de Rais, maréchal de France, 1405-1440* », par M^{rs} L'abbé Bossard et R. de Moulde (Paris Champion, 1901, 4 vol. in-8).

gracieusement à la Société deux magnifiques épreuves en grand format, représentant l'une la chapelle, l'autre la tour carrée, accolée à la chemise du donjon.

M. Dortel nous montre aussi plusieurs clichés très-intéressants, reproduisant divers points de vue de la cathédrale de Maillezais, et pris par lui au cours d'un récent voyage. M. le président y ajoute, à son tour, quelques vues photographiques bien choisies, prises à Tiffauges, et, joignant plusieurs détails au compte-rendu de M. Dortel, fait remarquer que, sur les huit sociétaires qui prirent part à cette excursion, quatre étaient munis de leur appareil photographique. Ne pourrait-on donc pas rassembler une collection des diverses vues, recueillies par les membres de la Société, au cours de leurs promenades et de leurs voyages ? Ne pourrait-on même pas acheter une lanterne à projections, afin de pouvoir utiliser les simples clichés, et rendre ainsi, de temps en temps, nos séances plus attrayantes ?

Tout en approuvant vivement, ainsi que l'assistance entière, l'idée de M. le président, M. Le Meignen propose de fixer d'abord sur un album nos vues photographiques, car la dépense d'un meuble à volets mobiles excéderait certainement nos ressources.

Vu l'inconvénient provenant de la différence des formats, M. le docteur Tachard pense que l'on pourrait, à l'imitation de la Société Archéologique de Montauban, renfermer nos vues dans des cartons, portant chacun au dos l'indication de son contenu. Ce système a l'avantage de se prêter à toutes sortes de classements, par cantons, par départements, par époques etc., et le dos élastique des cartons permet de les remplir peu ou beaucoup, selon le besoin.

M. Dortel signale un album de photogravures sur Pornic, renfermant une trentaine de vues fort curieuses.

M. le marquis de Dion demande ce que pourrait coûter un meuble à volets mobiles, et plusieurs sociétaires pensent que la dépense n'en serait pas moindre de 250 francs.

Enfin M. le colonel Allotte de la Fuye recommande un album à feuilles mobiles, que l'on peut augmenter et classer à volonté.

Ces différentes propositions sont l'objet de plusieurs remarques, et le comité les étudiera avec soin, pour leur donner la suite la plus conforme à nos ressources et à l'intérêt de la compagnie.

IV. « Les vieilles rues de Nantes (suite) : le quai Ceineray ».

M. l'abbé Durville fait remarquer que tout le quai, depuis le bas du Cours Saint-André jusqu'à la rue du Cheval-Blanc, a été pris sur l'Erdre, et que la construction en a été longue et difficile. Elle fut résolue en 1748, et, en 1750, on dégagca les abords du Port-Commu-

neau, dont l'obstruction faisait obstacle au bac qui conduisait au moulin Gillet, sur l'autre rive. L'adjudication fut faite le 2 décembre 1750, au prix de 3650 l. et le travail comprenait la démolition de l'enceinte, le long de l'Erdre. En 1752, on attaqua le marais de l'Erdre et on construisit un premier quai, nommé *quai Le Bret* du nom de l'Intendant ; mais le mur n'en valait rien, et, en 1762, la Chambre des Comptes offrait au Bureau de Ville une avance de 1500 l. pour la reconstruction et l'élargissement du quai qu'elle dominait. Il fallait, pour cela, planter une enceinte de pieux, réunis par une ceinture de poutres de chêne. Le projet fut approuvé par l'Intendant, le 8 octobre 1762. La démolition de la tour du Papegault, aux frais de la Chambre des Comptes, fut encore résolue. Le nouveau *quai Le Bret* est nommé *quai neuf* par De Vigny, en 1755, puis successivement : *quai Raynal*, en l'an III, *quai Le Bret*, en 1815, de nouveau *quai Raynal*, en 1830. Enfin, le 10 mai 1838, le nom de Cernèray, le laborieux et modeste architecte de la Chambre des Comptes, à qui la ville doit tant de beaux monuments, lui fut attribué avec justice.

Après avoir remercié M. l'abbé Durville, dont les travaux sur nos vieilles rues sont toujours vivement attendus et appréciés, M. le président entretient la compagnie du meilleur moyen de célébrer notre 500^e séance : banquet, punch ou séance solennelle ?

M. le Dr Tachard trouverait l'occasion excellente pour inaugurer nos projections, et, à cet effet, M. le colonel Allotte de la Fuye, offre de nous prêter un grand nombre de clichés archéologiques dont il dispose.

M. Le Meignen et diverses sociétaires proposent tour à tour un dîner suivi d'une séance, une conférence suivie d'un punch. Un banquet coûterait environ douze francs par tête ; mais il faut y penser à l'avance, afin de prévenir tous nos confrères. La salle du banquet pourrait ensuite servir à une séance de projections. Tous ces projets seront étudiés par le comité qui en délibérera prochainement.

La séance, dernière de l'année 1899, est levée à 5 h. 1/2.

Le secrétaire général,

P. DE BEETHOT.

NANTES

INCENDIES ET SAUVETEURS

ESSAI HISTORIQUE

D'APRÈS LES DOCUMENTS INÉDITS

DES ARCHIVES MUNICIPALES

IX^e SIÈCLE - 1800

PAR

S. DE LA NICOLLIÈRE-TELJEIRO



Nous ne faisons pas l'histoire, comme l'indique parfois une expression assez vulgaire, nous l'écrivons seulement, en laissant le plus possible la parole aux documents eux-mêmes, qui généralement sont plus éloquents qu'une brillante description, savamment étudiée. Ce rapide essai, n'a d'autre but que de mettre un peu en relief des actes de dévouement et de bravoure, une page d'histoire, qui à tant de titres méritent de sortir de l'oubli et de la poussière des cartons.

On y verra que l'administration nantaise, jalouse de sauvegarder la vie et la propriété de ses administrés, agit toujours au mieux de ces intérêts. A mesure que les causes d'incendies augmentent et se développent, les engins destinés à les combattre se multiplient et se perfectionnent.

Sur ces pages, où se déroulent les lugubres annales de nos heures malheureuses, le lecteur comprendra sans peine qu'il

ne peut pas y rencontrer une diversité bien récréative. La tristesse, au contraire, plane sur ces tristes chapitres, sur ces lignes un douloureux émoi n'a pour pendant qu'une chaleureuse abnégation. On y trouve l'origine d'un corps d'élite, dont nous enregistrons les services nommant, autant que possible, les blessés, qui payèrent de leurs souffrances, les morts qui se donnèrent, en sacrifiant leur vie, le beau rôle de sauver et protéger l'existence et les biens de leurs concitoyens.

« Un incendie dévora dans une nuit le théâtre Graslin. Nous retrouverons les détails de ce funeste événement, *dans un chapitre spécial sur les incendies et les pompes*, dit Camille Mellinet, *la Commune et la milice de Nantes*, T. X, p. 122.

L'idée n'est donc pas neuve. Et si déjà nous avons été conduit à écrire *les Corsaires du port de Nantes*, redisons encore que, si le sympathique historien eut écrit ce chapitre spécial, il eût accompli son projet bien mieux que nous ne pourrions le faire.

C'est encore à Mellier, l'une des plus belles figures de notre série municipale, que Nantes est redevable de règlements sur les incendies, des pompes, de la création d'équipes (nous n'osons dire d'un corps), appelées à les faire manœuvrer. La date de 1721 est celle de l'installation des pompes et de la création des pompiers. Rendons hommage au digne magistrat, qui, presque au début de son administration, attacha son nom à cette importante innovation, aujourd'hui devenue l'une de premières, parmi toutes celles des villes de France.

I

Les traces du feu sur le globe terrestre. — Statistique des plus graves incendies. — Nantes et les Invasions normandes. — Nantes détruit. 1118. — Incendie de la tour de la cathédrale, première victime du devoir. 1406. — Incendie des Jacobins. 1410.

Si le feu est un des éléments indispensables à l'existence de l'homme, il constitue aussi l'un des dangers les plus redoutables. A travers les âges, l'âme attristée suit les affreuses catastrophes qui affligèrent les nations et les peuples.

Pas de ville, pas de bourgade qui n'ait son désastreux épisode. Les champs, les campagnes de l'ancien et du nouveau monde révèlent à l'œil de l'observateur qui les explore, les traces incontestables des ravages du feu. Ruines gauloises, ruines gallo-romaines, ruines du moyen-âge, recouvertes d'un peu de terre, renferment, dans leurs substructions arraisées, les débris du charbon qui dénote le genre de destruction qu'elles ont subi. Cites au nom perdu pour l'histoire, stations balnéaires, oppida, campements militaires, villas élégantes, forteresses féodales, fermes importantes, simples et modestes habitations, partout le feu a passé, promenant les langues dévorantes de ses flammes sur la surface du globe.

L'an 356 avant J.-C., c'est Erostrate, le fol incendiaire, brûlant, pour se faire un nom dans l'histoire, le temple de Diane à Ephèse, l'une des sept merveilles du monde.

L'an 79 de J.-C., c'est l'éruption du Vésuve engloutissant Pompéi et Herculaneum, et causant la mort de Pline le Naturaliste.

En 476, c'est l'incendie de Constantinople, dans lequel périt la superbe bibliothèque de 150,000 volumes. En 1781, dans la même ville, 32,000 maisons furent détruites.

En 640, c'est la perte de la fameuse bibliothèque d'Alexandrie, brûlée par l'ordre inconscient du calife Omar, fanatique émule d'Erostrate.

A Londres, en 1132, effroyable désastre. Le 3 septembre 1666, nouvel incendie qui dure trois jours, anéantissant 600 rues, 89 églises, 32.000 maisons habitées.

En Espagne, le 2 juin 1671, le feu prend au palais de l'Escurial, et fond 63 cloches dans l'église.

A Copenhague, en 1728, 77 rues sont détruites.

Le 14 septembre 1812, les flammes dévorent Moscou, laissant sans abri l'armée française, en but aux atteintes mortelles du climat le plus rigoureux.

Paris conserve la mémoire des incendies du 1^{er} août 1737 30 décembre 1772, 18 juillet 1794 et surtout 1871.

Rennes, la cité bretonne, en 1720, fut désolée par le feu qui dura sept jours, consumant 850 maisons.

Combien de victimes dans ces innombrables sinistres dont nous effleurons à peine la liste douloureusement funèbre?... Qui donc, en présence de ces navrants souvenirs, oserait formuler un blâme, articuler un reproche, à l'égard de ceux qui bénévolement, sans peur, sans hésitation, se placent entre l'homme et l'élément destructeur. Si dans le *Pompier de Nanterre*, la légèreté française peut voir une note gaie, le Pompier de Paris représente la note vraie, harmonieuse, respectée de la France entière. C'est celle-là dont il s'agit ici ; le Pompier de Nantes doit être considéré comme le digne émule du Pompier de Paris.

Dans cette énumération, trop longue, hélas ! de jours et de nuits, éclairés par la lueur incandescente et sinistre, rougissant le ciel et l'horizon, Nantes voit aussi pour sa part se dérouler de tristes dates. Si les premiers siècles ne nous fournissent que de vagues données ou des suppositions, en revanche les invasions normandes nous offrent des pages lugubres.

En 842, les hommes du Nord, les Payens, depuis long-

temps déjà la terreur des côtes de France et d'Angleterre, remontent la Loire jusqu'en Touraine, surprennent Amboise et le brûlent.

L'année suivante, en 843, la veille de la Saint-Jean, 23 juin, ils arrivent à Nantes. L'évêque Gobard, voyant l'ennemi si près, réunit le peuple dans la cathédrale, et se dispose à célébrer la messe de la Saint-Jean. Les barbares, au point du jour, prennent la ville d'assaut, massacrent tout ce qu'ils rencontrent sur leur passage, brisent les portes et pénètrent dans le temple où ils mirent à mort l'évêque, à l'autel.

« Lorsqu'ils eurent tué l'évesque, ils en firent de même des chanoines, prestres, moynes, choristes, pillèrent le riche trésor de l'église de Saint-Pierre, puis mirent le feu en ce superbe vaisseau, et en firent de même aux autres églises de la ville; et, sur le soir, se retirèrent en leurs navires, entraînant plusieurs captifs et un grand butin. Puis continuèrent à écumer les villes qui sont sur le rivage de la rivière de Loyre et dévalans vers la mer, la vigile de la feste des Apostres S. Pierre et S. Paul, ruinèrent le monastere de S. Herblon (Basse-Indre), rez pieds rez terre, puis s'eslargirent en mer(1). »

En 853, nouvelle apparition des pirates; Nantes eut le sort de Saint-Florent, du Mont Glonne et d'Angers, qui furent brûlés et saccagés, vers le commencement de novembre.

En 877, notre malheureuse ville est de nouveau prise et pillée, mais Alain-le-Grand, Ar-Bras, étant devenu duc de Bretagne, les rues désertes revirent leurs habitants, les maisons incendiées se reconstruisirent, les remparts démantelés se relevèrent, la cathédrale sortit un peu de ses ruines.

Alain meurt en 909; aussitôt « ces âmes damnées de Normands (*virī diabolicī*) sentent leur monter au cœur une rage de meurtres et de rapines, une soif de vengeance et de pillage telle qu'ils n'en avaient jamais éprouvée. Nantes, plus qu'aucune autre ville, éprouva les effets de leur fureur. » Si, dit

(1) *Vie des Saints de Bretagne*, par Albert le Grand.

l'historien Lebaud, assaillirent la Cité, qui n'avoit en ce temps nul deffenseur, sinon petits hommes demeurés des dernières pestilences, et la prirent fors, le chasteau qui pour la peur d'eux avoit esté fait, ouquel tous les citoyens fuirent, fors ceux qu'ils avoient déjà pris *ou occis*, » ajoute naïvement notre bon chroniqueur.

Harassés de fatigue, les agresseurs se retirent à leurs bateaux, remettant au lendemain la continuation de l'attaque. Profitant de l'obscurité de la nuit, les Nantais, épouvantés, s'enfuirent dans toutes les directions, nantis de leurs objets les plus précieux. Le lendemain, les Normands entrent dans le château sans résistance ; enlèvent et transportent à leur flotte tout ce qui leur tombe sous la main, « puis mirent le feu en la couverture de l'église, et la brulèrent, et aussi desrompirent les murs du chasteau, et en après remontèrent par Loire (1) ».

La Bretagne presque entière subit le joug des Normands. Ils avaient réduit l'antique Létavie en une complète solitude, et en avaient fait comme un immense bûcher, disent les actes de Saint-Gildas de Rhuy. Partout où ils avaient passé, aucune maison n'était restée debout, nulle voix humaine ne se faisait entendre, et si, par hasard, quelque église avait échappé aux flammes, elle était devenue le repaire des bêtes fauves !..

Quel tableau navrant !.. et cependant nous en esquissons à peine les lignes principales. Quelles que soient les tristesses que nous aïlons évoquer, rien n'approchera jamais des mortelles angoisses de cette époque néfaste. Lorsqu'il fut donné au duc Alain Barbetorte, de rentrer, en 936, dans notre cité dévastée, à chaque pas il se heurtait aux pierres noircies, obstruant les places, les rues et les carrefours, ses pieds foulaient des débris sans nom, détritrus de toute sorte recouvrant mal çà et là des ossements calcinés ; et la vaillante épée du second fondateur de Nantes lui ouvrait un passage au milieu

(1) Lebaud, *Histoire de Bretagne*, p. 118.

des ronces et des épines, poussant sur ces ruines lamentables...

Puis l'histoire se fait de nouveau sur les incendies, ne daignant pas, après de si cruels malheurs, noter des événements d'une minime importance.

En 1118, une catastrophe générale détruit de nouveau la ville de Nantes : « *MCXVIII, Kal. maii, miserabiliter combusta est civitas Namnetensis* », dit le *Chronicon Britannicum*, et c'est tout....

En 1212, nous dit Travers, le faubourg de Saint-Similien fut cruellement éprouvé, fait qui n'aurait pas été le résultat d'un accident, mais bien d'une intention des plus coupables. Par suite de son procès avec l'évêque de Nantes, au sujet du terrain qu'il prenait sur le fief épiscopal, pour la construction des fortifications nouvelles, le duc Pierre Mauclerc, sourd aux conseils de saint Dominique, « laissa ses officiers, aussi violents que lui, mettre le feu à plusieurs domaines de l'évêché, brûler le faubourg du Marchix, abattre des maisons et en enlever les matériaux qu'il utilisa pour les fortifications qu'il faisait construire ».

Au début du XV^e siècle, pour ainsi dire, le 15 mars 1404 (1405 n. s.), date de l'entrée à Nantes de Jeanne de France, qui venait d'épouser le duc Jean V, le feu prit à quelques maisons de la ville.

Le 10 octobre de la même année 1405, un accident qui causa de bien plus graves inquiétudes éclata. « L'on euda, racontent les vieilles chroniques, que l'esglise Sainct Pierre feust arse (*brûlée*) ; et le feu print à la poutte de du clocher, et feust le jour saint Clair. Et feurent plusieurs a la poutte : et ung coupvreur alla le premier et feust bruslé. Scayon est : JEHAN LUCAS (1). »

C'est la plus ancienne des victimes du devoir, dont l'histoire nous ait transmis le nom, que nous recueillons avec soin.

(1) L'abbé Travers, *Histoire des évêques et de la ville de Nantes*, T. I, p. 467.

Le 10 avril 1410, vers les dix heures du soir, le feu prit au couvent des Frères Prêcheurs de Nantes, vulgairement dits les Jacobins. Il se développa avec une telle violence, qu'en moins de quatre heures, l'église, la sacristie, les dortoirs et la plus grande partie des bâtiments furent réduits en cendres. Les ornements du culte, les meubles du couvent ne purent être sauvés. La belle tombe de cuivre émaillé, élevée sur la sépulture de frère Simon de Langres, général de son ordre et évêque de Nantes, 1365-1382, disparut fondue dans l'embrasement (1).

Jean^e V fit réparer les murs de l'église, refaire la charpente et les vitraux, « Messieurs de la ville » donnèrent les deniers nécessaires à la reconstruction des dortoirs, de la chaire à prêcher et des garnitures du chœur ; les seigneurs de la maison du duc payèrent les cloches et le clocher.

(1) *Vie des Saints de la Bretagne Armorique*, par Albert le Grand, Rennes, 1680, Catalogue des évêques de Nantes, p. 99.

II

XVI^e SIÈCLE

Extraits des comptes des miseurs. — Incendies de la Teste noire et de la Petite Écurie. — Sinistre de la rue des Halles 1557. — Supplique des incendiés au Roi, qui autorise la ville à leur compter six cents livres. — Le chanoine, capitaine du feu. — Les Ordres mendiants, obligés d'aller aux incendies. — Premier règlement de l'Administration municipale.

Si, par un léger effort d'imagination, le lecteur se reporte à l'aspect que présentait Nantes aux XVI^e et XVII^e siècles, il est facile de se rendre compte de la fréquence et de l'intensité des incendies.

Les rues étroites et angustées laissaient à peine le passage d'une charrette. Dans le plus grand nombre deux personnes ne pouvaient souvent marcher de front. Les maisons construites en bois et torchis, ornementées de sculptures, ici élégantes, là décorées de peintures, la lourdes et parfois grotesques, étaient élevées de quatre et cinq étages, surplombant les uns sur les autres, au point qu'il était facile aux habitants du haut de se donner la main par les fenêtres. Sur les cours intérieures, des galeries de bois relient les appartements entre eux. Ces édifices, remplis de matières combustibles et inflammables, abritaient une grande agglomération de ménages. Nul moyen efficace de combattre l'élément destructeur : des secours d'une désolante lenteur à organiser, de sorte qu'il ne restait plus qu'à faire la part du feu, en démolissant les constructions voisines, et lui laissant accomplir son œuvre.

Quelques extraits des comptes des miseurs, ou receveurs de la ville, nous apprennent que les travailleurs utilisés alors étaient généralement des *Lamballois*, c'est-à-dire des ouvriers

terrassiers employés aux pavages, à l'entretien des ponts, aux fortifications, et qu'ils recevaient du pain, du vin et une gratification, fournis par l'administration municipale.

« Servans manouvriers pour estaindre le feu, la nuyt qu'il print à la maison de la Teste noyre, et par le commandement de Monsieur l'alloué et le lieutenant.

« 20 qui furent la lité nuytée, à 2 soulz par nuytée.	40 ^s »
« 8 aultres qui furent le jour et la nuyt, à chacun 4 soulz.	32 »
« 21 aultres à chacun un jour, à deux soulz.	48 »
« Au charretier, pour mener une partye du foign brusté.	5 »
« A Jehan Bruneau, pour dix seilles pour ledit feu.	8 4 ^d
« A luy, pour une grande seille.	» 12
« A Micheau Le Nayn, chartier, pour avoir esté avec ses chevaux au feu de la Teste noyre, pour tirer ledit foign qui estoit brusté (1).	10 »

Au mois d'août 1521, le feu éclata à la Petite Écurie, dont il est assez difficile de préciser l'emplacement, mais cependant située en face du Bouffay, côté de la rue de la Baclerie. Laurent Bernard, l'un des principaux notables, qui avait les clefs de la Maison de Ville, était aux « champs ». Or, comme il fallait enlever les poudres voisines de l'incendie, et se procurer quelques outils, on força les portes, sans attendre le retour du notable, et voici les

*« Mises faictes pour le feu qui print à la Petite Écurie
la semaine du lundi 19 aout 1521.*

A Pierres Gareau pour vin et pain qui fut beu et mangé en ladite nuytée	7 ^d 10 ^s »
A Gilles Lebreton, pour deux flambeaux pour porter audit feu à St. 4 ^e	6 8 ^d
A Jehan Martin, charpentier, pour lui et pour ses compagnons, pour avoir abillé les palles du Bouffay qui estoient rompuz, pour avoir de l'eau pour porter audit feu.	» 3

(1) *Archiv. municipales*, série G, N° 1. Registre des ponts, 1518-1530, semaine du 15 juin 1520.

A Berthelemer, teinturier, pour avoir osté le faiz et estaing le feu, par pris fait.	10
A huit hommes qui oustèrent et portèrent les pouldres de l'apentiz du Bouffay, à la tour Poissonnière.	5
A ung piéton qui fut quérir Laurens Bernard, aux champs, qui avoyt les cleffs de ladite Maison de Ville.	1
A Jehan Bonneau, pour sept sceilles de boya à 116 pièce.	8 10
A Jehan Martin, charpentier, pour avoir abillé la porte de la Maison de Ville qui avoyt esté rompue	4
A Jehan Chinchereau, claveurier, pour avoir abillé et refaict lesdites claveures de la Maison de Ville.	26
A deux notaires qui ont passé la quittance de la veuve de Maistre Guillaume Couraud.	
A Guillaume Dumoulin, pour avoir recouvert et abillé ladite Maison de Ville ; savoir pour 4 journées et pour latte dolée	17 3
Pour un desieuner en la Maison de Ville, à ceulx qui avoint travaillé audit feu	10
Item pour neuf hommes qui gardèrent la Maison de Ville, l'autre nuyt emprés, pour ce qu'elle estoit demourée oupverte, et aussi qu'il estoit feste, à chacun 2 soulz. 3 ^d	20

CC. 108 compte de Jehan Richerot, fol. 27. Recto

Item se Descharge ce dit comptable avoir payé à Allain Billart la somme de six livres dix soulz tournois. Savoir pour une pippe et demye vin nantays, que ledit Billart bailla aux gens qui estaignirent le feu la Tete noire, et dix soulz pour du pain de seille que ledit Billart bailla a ceulx qui estaignirent ledit feu et par commandement, ledit commandement dabté le 22^e jour de juign l'an 1761, et renu quittance dudit Billart qui vallent, a monnoye de Bretagne, CVIII soulz III deniers.

Vers les premiers jours d'avril 1557, un violent incendie eut lieu, rue des Halles, et détruisit entièrement la maison et les magasins appartenant à Pierre Chapvain et Julien Dureau, marchands, ou mieux negociants, qui eurent le malheur du feu, voyre qu'il leur auroyt convenu venir à toute haste, nudz, hors desdites maisons.

(1) Arch. municip. série CC. Recette des parts 1570/1572.

Comme toujours, c'était la ruine complète pour les incendiés. Heureusement, ils avaient de nombreux amis, et leur notoriété était grande dans la ville. Parmi les délégués des marchands appelés, en 1564, à prendre part à l'élection du premier maire de Nantes, figure ce même Julien Dureau ; et leurs fils, sinon eux-mêmes, furent consuls, dans la période de 1603 à 1606.

On leur conseilla de recourir au roi, pour obtenir que l'administration municipale leur vint en aide : ce qu'ils firent dans les termes suivants :

« Au Roy,

« Supplient très humblement voz paoures et humbles subiectz, Jullian Dureau, et Pierres Gauvain, et Jullianne Ballavoynne, veufve de feu François Moreau, demourans en vostre ville de Nantes des leur jeune aige ; ilz ont tousiours habité en vostre dicté ville, faisans et exerezens trafficq de marchandie. Et par le voulloir de Dieu, auroinct en moyen chaicun d'eulx d'acquérir et prendre à tiltre ceucif une maison adiaczante sur la rue des Halles, joignant votre maison des Halles, estant en ladite ville, subiectes à grand nombre de rentes payables a vostre recepte dudict Nantes. Dedans lesquelles maisons lesdictz suppléans auroinct recuilly et amassé tout leur bien et substance, et tout le profit de leur labeur, qu'ilz auroinct faict en leur vye, pour y vivre, leurs femmes et famille. Lesquelles maisons et le tout de leurs dictz biens, le moys de mars dernier passé, par cas fortuit, sans leur coulpe, ny deffault, et de nuict, par feu eul esté ars et brusléz, sans que lesdictz paoures supplians ayent peu saulver ny retirer aucune chose, estans surprins de la grandeur du feu, voyre qu'il leur auroict convenu yssir à toute haste, nulz, hors des dictz maisons pour saulver leurs personnes, femmes et enfans. Et sont à présent lesdicts paoures supplians errans par ladicte ville, a mendiquer et demender leur vie par aulmosne, qui auroinct bien et sans reprehencion

vescu, chargez chaicun de femmes et nombre d'enfans. Desquelz paoures supplians les aultres manans et habitans de vostre dicte ville, ayans d'eulx pitié et commiseration, leur auroinet faict entendre que, pour rediffier leurs dictes maisons, ilz retarderoinet les réparacions et entretenemens quilz sont tenuz faire sur les deniers communs de ladicte ville, par leur subvenir de quelque somme de deniers, sur lesditz deniers communs. Ce que toutefois lesdictz manans et habitans n'ozeroinet faire sans vostre expres congé et mandement. Si vous remonstrent tres humblement, Sire, lesdictz paoures supplians qu'ilz n'ont moyau aultre, soiet de parans et amys, de soy rellever de leur perte et paoureté, et seroinet contrainctz eulx, leurs dictes femmes et enfans, a tousiours mendier, s'ilz ne treuvent moyen de rediffier leurs dictes maisons, ce qu'ilz ne pourroinet faire, si de vostre benignité grace et bonté ne leur estoict subvenu et aydé. Ce considéré, vous plaise, Sire, impartir vostre grâce, et octroyer ausditz supplians mandemens, adressant aux habitans de vostre dicte ville de Nantes, pour leur donner par pitié et aumosne quelque somme a prendre sur les deniers communs de ladicte ville, pour leur ayder a rebastir et rediffier leurs dictes maisons, et que la quittance que lesdictes paoures supplians en bailleront au myseur, luy vaille en l'acquit de ses comptes comme des aultres deniers employez pour les affaires d'icelle ville. Et lesdicts supplians prient Dieu pour vostre noble prospérité et sancté.

Signé : J. DONEAU. P. GAUYAIGN.

Au bas de cette requête se trouve, avec la date de Villers-Coteret, 27 avril 1557, la mention que le Roy, après avoir pris connaissance de son contenu, eue de lui la prière des supplians l'autorisation nécessaire pour que les habitants de Nantes puissent leur donner « telle ausmosne et ayde de deniers, pour rediffier leurs maisons, qu'ils voiront bon estre ». Les lettres patentes d'Henri II furent expédiées le lendemain.

28 avril. A ces deux pièces est joint un extrait des registres de la ville, nous apprenant, que l'assemblée tenue dans la Maison Commune, le 21 juin 1557, alloua aux incendiés une somme de six cents livres tournois, payable en trois annuités, dont les quittances sont successivement enregistrées (1).

Mais il n'était pas donné à tout le monde de pouvoir adresser au Roi une supplique assez chaleureusement recommandée pour être favorablement accueillie. C'était là une exception d'autant plus extraordinaire que les finances municipales, fort obérées à cette époque, ne permettaient guère d'y avoir recours.

Un *Nota* du registre des ponts, 1560-1564, nous apprend que le mardi, douziesme jour de mai (1562), le feu print en la Casserie et sur les Halles, ès maisons de Marie et de Robert Ameline. Pour lequel estaindre fut prins, chez Pierre Delaunay sellier, six douzaines et demye de seilles, qui luy ont esté payées à raison de 18 deniers pièces. . . 117 sous.

« Plus, fut prins chez Yvon Cornet, six douzaines de seilles, audit pris de 18 deniers. 108

« Item, fut prins chez le Gaston, sellier, deux douzaines et demye de seilles audit pris de 18 deniers. . . 45

Pendant ce siècle et le suivant, il serait presque facile d'apprécier l'importance d'un incendie par la fourniture des seilles. Or, comme chaque fois cet article revient en compte, il faut en conclure que si quelques-unes de ces seilles étaient brisées, ce qui était inévitable, la plus grande partie était détournée par les assistants.

Il est encore un autre article à signaler : ce sont les flambeaux, ou torches de cire, répartis entre les travailleurs, pour les éclairer dans leur besogne.

La mention suivante semble faite pour exciter aujourd'hui un léger sourire et un sentiment de critique peut-être irréfléchie. Elle doit néanmoins être prise au sérieux. Si le choix

(1) *Arch. municip.* série FF. police dossier incendie.

d'un chanoine pour « capitaine du feu » paraît un peu 30 premier abord, convenons-en, il n'a cependant rien d'extraordinaire dans un temps qui nous a laissé les rôles de garde des postes des portes de Saint-Pierre et de Saint-Nicolas, les deux plus importants, dont les chefs étaient « Messieurs les chanoines des chapitres de la Cathédrale et de la Collégiale Notre-Dame de Nantes ».

Cette époque si agitée des guerres de religion, où la ville redoutait sans cesse « escallade et surprinse », justifie amplement la première précaution de la fermeture des portes et de la surveillance immédiate des remparts. Le feu pouvait être une ruse des partis battant la campagne ; il importait de pourvoir tout d'abord à la sûreté et à la défense intérieure.

En outre, c'est le premier règlement, les premières prescriptions données par la mairie, qui venait d'être installée le premier janvier 1565, il n'y avait pas quatre ans. Sa prévoyance ne tardait pas à s'affirmer, et son attention à s'arrêter sur les suites fâcheuses de ces accidents. De l'ensemble des faits et des rapports qui vont se dérouler, ressort la constante sollicitude de nos édiles pour leurs concitoyens. Non seulement la Ville fournit sans marchander les ustensiles qu'il faut renouveler à chaque sinistre, mais elle indemnise autant qu'il est en son pouvoir les malheureuses victimes, sollicite la charité à leur égard. Nos magistrats municipaux, toujours les premiers à la peine, encouragent et paient les travailleurs, leur distribuant, trop largement peut-être (nous parlons des XVI^e XVII^e et XVIII^e siècles), le vin qui les fortifie et les excite à la besogne.

« Pour obvier aux inconvéniens de feu, Il est ordonné que
« en événement qu'il y auroiet du feu, en quelque maison de
« la ville, si c'est de jour, que ceux qui sont en garde fermant
« les portes de la ville, si c'est de nuit, se jectent sur les mu-
« railles de la ville, sans en partir aulcunement ny venir au
« feu, ains entendront à ce qu'il n'y aiet aulcune escallade ni
« surprinse : et chacun des autres capitaines se relayera

« diligemment au quanton qui luy est ordonné. Et pour
« estaindre ledit feu, maistre Jehan Blanchard, chanoyne, a
« esté et est commis cappitaine du feu, pour y voyre. Lequel
« appellera telz que bon luy semblera, jucques au nombre de
« dix hommes par chacune compaignye, et ensemble tous les
« religieux des troys couvens, qui seront avertiz et tenuz d'y
« vacquer, et empescheront qu'il ne s'y face désordre à quelque
« heure que ce soiet. Et à ceste fin, sera nombre de pannyers
« de clice gouetronnez, crotz, cordaiges et aultres instrumens
« nécessaires, qui seront mis et baillez, par compte et inven-
« toyres, auxdits religieux qui en répondront. »

On le voit, il fallait une personne sûre et méritant toute confiance pour agir en ces circonstances délicates et difficiles. Or les ecclésiastiques bien considérés offraient toutes les garanties désirables. Et nous allons le voir, les ordres mendiants, obligés, sous condition expresse de leur établissement, à se rendre au premier appel lorsqu'un sinistre était signalé, remplissaient loyalement et avec zèle cette condition de leur séjour dans les villes (1).

Dans la nuit du 27 au 28 décembre 1565, le pressoir du sieur du Mardaz, à Barbin, fut brûlé pour empêcher sans doute les Calvinistes de s'y réunir (*Travers, II, p. 360*).

Ces po npiers avant la lettre, pourrions-nous dire, apportaient généralement dans leur tâche plus de zèle et d'empressement que d'adresse. M^{me} de Motteville, en faisant le récit du feu de l'Hôtel-Dieu de Paris, en 1643, en donne un effroyable exemple. Les moines, dit-elle, au nombre d'une centaine environ, pénétrèrent dans les salles déjà envahies par le feu et chargèrent sur leurs épaules les malheureux grabataires qui poussaient des cris épouvantables.

« Tous les hospitalisés furent ainsi transportés successive-
« ment dans l'église Notre-Dame, mais plus de vingt religieux
« mendiants périrent victimes de leur héroïsme. Cernés par

(1) *Arch. Municip.* série BB. n° 1567-1568. fol. 25. = Commissaires pour les fortifications et autres affaires de cette ville de Nantes.

« les flammes, ils ne pouvaient sortir. Alors se passa une
« chose indescriptible. Les gardes françaises, qui avaient
« leurs armes chargées, tuèrent à coups de fusil et par pitié
« plusieurs de ces moines, quand les voyant précipités dans
« une mer de feu, il n'était plus possible de leur porter
« secours !..... » (*Populaire*, journal quotidien, 2 mars 1899).

Parfois aussi, à cette époque, on portait le Saint-Sacrement, pour conjurer le danger, lorsque le sinistre prenait des proportions trop inquiétantes...

LE BI-CENTENAIRE DES POMPES À FEU.

Il paraît qu'on va célébrer, en août prochain, le bi-centenaire des pompes à feu. Il n'y a que deux siècles, en effet, que les dites pompes sont connues en France. Avant 1699, on n'avait pour lutter contre le fléau que la ressource de baquets d'eau, passés de main en main et jetés sur le foyer du sinistre.

Il fallut, pour qu'on abandonnât ces procédés rudimentaires, qu'un industriel de Paris, nommé Duperrier, rapportât de Hollande un modèle de pompe muni de tuyaux en cuir.

L'invention fit merveille. Duperrier s'établit entrepreneur de secours contre l'incendie. Quand il en éclatait un sur quelque point de Paris, il accourait avec sa pompe et ses hommes. Le gouvernement, après l'avoir vu à l'œuvre lors de l'incendie de l'église du Petit-Saint-Antoine, finit par lui donner une commission officielle.

Duperrier fut nommé, en 1716, directeur des pompes, et son personnel et lui furent inscrits au budget pour une somme 3,000 livres par an.

Louable innovation ! Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, en effet, le service des incendies était confié aux quatre ordres mendiants du royaume, Carmes, Capucins, Jacobins et Cordeliers. Ces pompiers d'avant la lettre apportaient dans leur tâche

plus de zèle que d'adresse. Cela apparaît par le dramatique récit où M^{re} de Motteville raconte l'incendie de l'Hôtel-Dieu en 1643. On y voit les moines, au nombre d'une centaine environ, pénétrer dans les salles déjà envahies par le feu et charger sur leurs épaules les malheureux grabataires qui poussaient des cris effroyables.

L'usage voulait, à la même époque, qu'on employât le Saint-Sacrement à conjurer le fléau. « Le feu ayant pris au Louvre, écrit M^{re} de Montpensier dans ses *Mémoires*, on y porta le Saint-Sacrement de Saint-Germain l'Auxerrois qui en est la paroisse. Dans le moment qu'il arriva le feu cessa. »

D'autres fois on jetait dans les flammes le *corporal*, qui est le linge consacré dont on se sert pour placer le calice sur l'autel. Ces pratiques cessèrent avec l'institution des gardes-pompes. En 1722, date de sa création officielle, le corps comprenait 150 hommes, dont tout l'uniforme consistait dans un « bonnet de couleur en drap bleu, garni d'un bord faux d'or, avec frange pareille, et surmonté d'une fleur de lys en cuivre doré. » Légèrement augmenté dans la suite, l'effectif des gardes-pompes n'était encore, en 1785, que de 220 hommes.

Il n'y avait point alors de prise d'eau dans les quartiers, pour l'excellente raison que l'achèvement du canal de l'Ourcq date seulement de la Restauration. On y avait suppléé tant bien que mal par la création de onze dépôts répartis dans Paris, et pourvus de grands tonneaux remplis d'eau.

Comme il arrive toujours, le point de départ des améliorations accomplies dans le corps des pompiers fut un sinistre retentissant, dont nous avons eu le pendant, en 1897, dans l'incendie du bazar de la Charité. Ce sinistre éclata au rez-de-chaussée de l'ambassade d'Autriche. Le prince de Scharwemberg y donnait un bal, quand un lustre se détacha du plafond et tomba sur les invités. Les robes des danseuses prirent feu, une panique effroyable se déclara, plusieurs personnes furent entièrement carbonisées.

Du moins, cette terrible catastrophe eut-elle pour résultat

d'attirer l'attention de l'Empereur sur la nécessité d'une réforme du corps des pompiers. Le décret impérial du 18 septembre 1811 modifia l'organisation des anciens effectifs et les constitua en milice régulière. Cette milice comprenait un bataillon de quatre compagnies, formant un total de 563 hommes, commandé par 13 officiers.

Louis XVIII, dans son ordonnance de 1821, ajouta encore à la dignité et à l'importance des pompiers parisiens, en décidant qu'ils appartiendraient dorénavant aux cadres de l'armée. L'annexion des communes suburbaines entraîna, en 1886, le dédoublement du bataillon des sapeurs-pompiers. A cette occasion, le maréchal Canrobert fit au nouveau corps, sur l'esplanade des Invalides, la remise officielle d'un drapeau.

Le nombre des pompiers de Paris passait déjà 1.400. La 3^e République devait élargir encore ces bases d'organisation. Les sapeurs-pompiers de Paris forment aujourd'hui tout un régiment, placé sous le commandement d'un colonel, 50 officiers, 156 sous-officiers et 1.544 caporaux et sapeurs, constituent l'effectif du régiment.

Ce n'est pas trop, si l'on songe à l'étendue de Paris et à l'accroissement graduel de sa population, que le dernier recensement portait au chiffre énorme de 2 millions 511.955 habitants. Cela fait, en moyenne, un pompier par 1.500 habitants.

Mais ce n'était pas l'effectif seul des pompiers qui se modifiait au cours des âges. Le matériel et le costume lui-même subissaient de nombreuses améliorations.

Nous sommes loin aujourd'hui de l'ancien matériel de secours, tonneaux et pompes à bras. Des prises d'eau sont installées dans chaque rue, toutes les pompes sont à vapeur. Au premier signal d'incendie, elles sortent tout attelées des casernes, la porte à l'électricité s'ouvre d'elle-même ; les pompiers, pour prendre plus vite leur place sur les fourgons, se laissent glisser le long d'un mât placé au centre de la cage d'escalier. A peine quelques secondes se sont-elles écoulées

que tout le matériel avec les hommes roule au triple galop vers le lieu du sinistre.

Une célérité aussi grande dans le service ne pouvait s'obtenir qu'à condition que les pompiers fussent, comme tous les corps de troupes, soumis à l'obligation du casernement. Cette obligation ne date que de 1813. Le couvent des Capucines, rue de la Paix, et l'ancien hôtel de Gabrielle d'Estrées, rue Culture-Sainte-Catherine, furent d'abord affectés aux pompiers ; on y joignit dans la suite l'ancien couvent des Bernardins, rue de Poissy.

C'est de nos jours seulement qu'on a songé à construire des casernes spéciales pour sapeurs-pompiers. Les deux plus récentes sont celles de Montmartre et celle du Château-d'Eau, qui vient d'être inaugurée.

Ces casernes ne sont pas toutes établies sur le même plan ; les dispositions générales restent néanmoins les mêmes dans presque toutes. Elles comprennent ordinairement trois pavillons spéciaux : celui du milieu, qui est aussi le plus confortable, est affecté au logement des officiers et surmonté du drapeau, les deux autres qui le flanquent à droite et à gauche sont réservés aux sous-officiers. Enfin, la caserne proprement dite est constituée par un vaste bâtiment propre à loger 2000 caporaux et soldats.

Les étages de ce bâtiment sont disposés en salles ou chambrées. Toutefois, à la différence de ce que l'on voit dans les chambrées ordinaires, les lits y sont adossés par la tête, deux à deux. Cette disposition permet de maintenir le long de la muraille un couloir d'un mètre environ qui ajoute aux commodités du service. L'hygiène n'y trouve pas moins son compte, le nettoyage étant plus aisé et la circulation de l'air plus active. Le rez-de-chaussée du bâtiment est enfin affecté, dans sa plus grande longueur (20 mètres environ sur 14 de large), à la remise du matériel, pompes à vapeur, échelles attelées et fourgons.

Ces casernes parisiennes, d'une construction si originale et

si pratique, reviennent en moyenne à deux millions. C'est une dépense considérable. Elle n'est point exagérée cependant, eu égard aux services que rendent les sapeurs-pompiers et à la discipline sévère qui pèse sur eux. Cette discipline est plus lourde encore que dans l'armée active. Deux jours sur trois les hommes sont de garde, le troisième jour est pris par les exercices et la théorie, les hommes ne sont libres qu'à quatre heures. Encore ce minimum de liberté est-il refusé aux chefs et sous-chefs du poste central, dont le service ne doit subir aucune interruption. Peut-être la discipline se relâchera-t-elle pendant quelques heures, en août prochain, lors de la grande fête du bi-centenaire des pompes à feu. Ce jour-là, tous les pompiers de France devraient recevoir campos. Mais il faudrait s'assurer, au préalable, que les incendies donneront l'exemple en commençant eux-mêmes par chômer.

CHARLES LE GOFFIC

III

XVII^e SIÈCLE

Incendie rue de la Casserie 1633. — Un incendiaire en 1639. — Incendie du 16 avril 1680, rue de la Casserie ; détails, victimes, quarante-deux maisons brûlées. — Procès-verbal de l'incendie du 10 avril 1682, rue Saint-Yves, onze maisons détruites. — Autres sinistres, faits, remarques.

A la suite de cette digression un peu longue peut-être, mais que nous croyons n'être pas déplacée ici, revenons à nos incidents locaux : quelques sinistres sans grande importance, sur lesquels par conséquent les détails font défaut, eurent lieu pendant le premier tiers du siècle, à Nantes.

Nous trouvons cependant, pour le compte du miseur, GG. 156, années 1619-1621, ce fait un peu typique :

« A un cordonnier 50^l 10^s, pour le nombre de 15 seillots de
« cuir bouilly, grarny de leurs ances de neufs de bœuf, à raison
« de dix-sept souls, pour le service public lors des accidens de
« feu, mis en la loge du concierge de la Ville. »

« En 1631, le 31 août, le presbitaire de Saint-Similien fut
« dévoré par les flammes, et malheureusement plusieurs acci-
« dents en furent la conséquence. Le registre des décès de
« 1613 à 1642 porte au dernier feuillet une note ainsi conçue :
« La nuit et le dernier jour d'oust, fut occis Jean Abelain,
« vicaire de Saint-Similien, et iceluy brûlé dans le presbitère. »

Le 7 du mois d'avril 1633, l'administration municipale, réunie en séance, entendit le rapport de M. François de Beau-soleil, échevin, « sur l'effet de sa commission luy baillée au subiect de l'incendye advenu le jeudy absolu (*Jeudi Saint*) dernier, aux maisons des nommez Louys Delanoue, Pierre Brelle, Symon Perraud, habitans de cette ville, en la rue de

la Casserie, et la perte des outils et ferrements des cherpantiers et autres artizans qui s'y seroient tous employez, afin d'empescher plus grandz inconvenians ;

« Et, attendu la nécessité et affliction notoire desdits particuliers, et par commisération, charité et par forme d'aumosne, et sans tirer toutesfoys à conséquence en aultre cas, pour certaines grandes considérations, a arresté qu'il sera payé par forme d'aumosne, des deniers publicz de la Ville, la somme de six cens livres, savoir :

« A Maistre Louys Delanoue la somme de trois cens livres.

« Et, auxdits Brelle et Symon Perraud, autre somme de trois cens livres, par moitié, par M^r Jean Fachu, receveur et miseur des deniers communs patrimoniaux et d'octroi de ladite ville, auquel il est ordonné de ce faire sur et desdites natures de deniers, et Nosseigneurs des Comptes suppliez de luy voulloir passer et allouer en ses comptes les dites sommes, rapportant la présente ordonnance avec quittance desdits susnommez.

« Et, aux artizans, cherpantiers et aultres, qui ont fourny et perdu leurs oustils et ferremens, et pour des cuyrs employez à ladite incendye, sera pareillement payé par ledit miseur, savoir : à Olivier Cura, Jacques Renaud et Jean Delaporte, la somme de neuf livres dix soulz ; et à Jacques Cottineau, Mathurin Robert et Pierre Cottreau, la somme de soixante-quinze livres pour les cuirs fourniz et perdus.

« A Dominique Pierre, tavernier, la somme de vingt quatre livres pour le vin, pain par luy fourny, lors de ladite incendie a plusieurs personnes, artisans, manœuvres.

« Et au sieur Dergonne, pour aultre vin par luy fourny, la somme de douze livres.

« Et à Jean Brossays, Nicolas Bourguignon, Pierre Robert, Cristofle Bourdon et Noel Tyron, tous seillers, la somme de quarante trois livres quatre soulz, pour le nombre de deux cent seize seilles, à raison de quatre souls pièce, par eux fournyes pour porter l'eau à estendre ladite incendie

« Et a ceux qui se sont employez avec couraige et affection, portefaix et aultres artizans, jusques à la somme de vingt livres, suyvant les memoyres de plusieurs Messieurs du Bureau, et les estaz qui en ont esté arrestés a raison de saize soulx a chacun. Quelles sommes Nosseigneurs des Comptes sont aussi suppliez allouer audit miseur en ses dits comptes. (1)

Soit en tout la somme assez ronde de 783 livres 14 sous, dans laquelle est comprise celle de 36 livres, pour vin donné aux travailleurs.

Dans la séance du Bureau (ainsi se nommait alors le Conseil de la Ville), tenue le dimanche 9 mars 1639, Jean Parizot, mercier, G. Chesné, tavernier, et Jean Lagouste, maréchal, habitants du faubourg, Saint-Clément, demandèrent audience, et exposèrent que la nuit précédente, « environ minuit, le nommé Jean Lefebure dict Malenbouche, cy devant soldat au château de la ville, et qui depuis faisoit traficq de merceryes, a mis le feu aux quatre cornières de son logis, par désespoir, comme possédé de l'*erminay*?... et a faict brusler tout ce qu'il avoit de meubles, jusques à son lict ou il couchoit. Lequel feu a prins au logis et aux meubles dudict Parizot, qui auroient esté tous consummez, n'y ayant qu'une petite séparation de planches entre le logis dudict Malenbouche et celuy dudict Parizot. Et outre que deux autres logis ont été brulés, ensemble la couverture de celuy de la Ville, auquel est demeurant ledict Lagouste, restée toutte démolle pour faire la séparation du feu; requérants mesdicts sieurs leur estre faicte récompense de leur perte, et qu'il leur soit permis d'arrestes les deniers dudict Malenbouche qui se trouveront luy estre deubz par certains particuliers, à ce que sur iceulx ilz soient récompensez, de partie de leur perte (1) ».

Un échevin et le procureur-syndic furent délégués pour visiter les bâtiments détruits et apprécier les dégâts. Ils déci-

(1) *Arch. municip.* série BB. n° 36, registre des Délib. fol. 107 et 108.

(2) *Arch. municip.* série BB. n° Rég. des Délib. fol. 72.

dèrent, tout d'abord, que les deniers dus à l'incendiaire seraient saisis, pour faire face aux réparations du logis appartenant à la Ville, et que pour le surplus les parties lésées « se pourvoyront, comme bon leur semblera ».

C'était, il faut en convenir, agir un peu sans façon. Aussi sommes-nous bien convaincus que nos édiles du XIX^e siècle comprennent leur mission d'une manière absolument opposée à celle de leurs prédécesseurs du XVII^e. Du reste, ces petits traits de mœurs servent à mesurer la distance qui sépare ces deux siècles, et les immenses améliorations dues aux compagnies d'assurances, dont la création fut cependant si tardive, et les bienfaits si lents à se développer.

Le 22 juillet 1667, « environ les sept heures du soir, le feu prit dans la boutique de M. Dallu, marchand, en la rue de la Casserie qui brûla tout ce qui estoit dans le logis, et même le logis de M. Nidellet, y adjacent, et quatre ou cinq autres des plus proches, qui furent grandement incommodés, mesme au lendemain le feu gagna au derrière du Chapeau Rouge de la rue des Halles (*Travers*).

Mellinet (I p. 283), parle « d'un incendie d'une partie du château, reconstruction de cette partie à la moderne ». C'est la seule mention beaucoup trop succincte de ce désastre.

En 1680 et 1682, éclatèrent deux de ces sinistres, qui malheureusement font époque dans l'histoire d'une cité. Le premier surtout fut épouvantable par les désastres et le nombre des victimes qu'il causa. L'abbé Travers en dit seulement quelques mots. Le second n'est mentionné nulle part. Nous reproduirons donc intégralement les procès-verbaux que renferment les *Archives municipales*, pensant que le lecteur pourra mieux apprécier toute l'étendue des faits douloureux qui émurent alors si profondément notre ville.

*Ensuit l'extraict du procès-verbal de l'incendie
arrivé à la Casserie dudit Nantes (1).*

« Nous, maire et eschevins de la ville de Nantes, savoir faisons que la nuit du mardi saizième d'avril 1680, à aller au mercredi, environ une heure après minuit, nous aurions entendu plusieurs personnes crier dans les rues : *au feu*, ce qui nous auroit obligé de nous lever, et de nous transporter incontinent sur la rue de la Casserie. où ledit feu auroit pris. Où estant, et veu que le feu avoit pris dans la maison d'un chapellier faisant le coin de ladite rue, donnant sur le carrefour Saint-Nicolas, nous aurions incontinent envoyé un des archers de la Ville au château, donner avis de cet accident à M. le comte de Morveaux, lieutenant du Roi dans le comté, et le prier de faire faire ouverture des portes de cette ville, afin que les habitans des faubourgs pussent apporter du secours, ce qu'il auroit aussitôt fait faire, et se seroit en personne transporté en ladite rue de la Casserie, où il auroit, de sa part, donné tous les ordres nécessaires. Et en même temps nous aurions fait sonner le toxin, afin que le peuple s'assemblât pour apporter remède audit feu. Après quoi nous serions séparément transporté chez les charpentiers, maçons et couvreurs de cette ville et faubourgs, même chez les charpentiers des barques et vaisseaux, tous lesquels arisans nous aurions conduits à ladite incendie, afin de couper et desmollir ce qui seroit jugé à propos. Auxquels nous aurions fait fournir par les maréchaux et serruriers de la ville, les outils nécessaires. Et estant de retour audit lieu de la Casserie, nous aurions veu que le feu avoit pris aux quatre coins dudit carrefour de Saint-Nicolas, et gaignoit en quatre rues différentes. Et tout le peuple assemblé en très grand nombre criant : *à l'eau*, et demandant des seaux pour en puiser. Nous aurions incontinent fait commandement à tous les marchands de seaux de

(1) Arch. municip., série BB, n° 49. Rég. des Délib. fol. 61.

faire apporter ceux qu'ils avoient prests et en estat de servir, ce qu'ils auroient fait, avec lesquels il s'est jetté une quantité prodigieuse d'eau.

« Nonobstant quoi, et à l'instance de tous les habitans, artisans, et l'ordre donné, le feu continuant toujours d'une si grande force que l'on auroit pendant quelque temps vu toute la ville en hazard, ce qui auroit obligé Messieurs les grands-vicaires de faire exposer le Saint-Sacrement dans toutes les paroisses, et fait faire des prières. Incontinent après le feu ayant diminué, sur les huit heures du matin nous serions assemblés, et par l'ordre de mondit sieur le comte de Morveaux, enjoint à tous les capitaines de cette ville et faubourgs, de détacher vingt hommes par jour de leur compagnie, avec leurs hallebardes pour garder autour dudit feu, et empescher qu'il ne se communiquast, même qu'on n'anlevast les marchandises meubles et argent ensevelis sous les dites ruines, et commandé à quantité de massons et gens de mestiers de travailler à esteindre entièrement ledit feu, desmollir les murailles et les cheminées à demi brûlées, et à decouvrir les marchandises, et meubles ; auxquels nous aurions fait fournir des pics de fer, des cables de mats, des pelles de bois, du pain, du vin et de l'argent ; ce qui se continue actuellement, et apparamment continuera encore plusieurs jours, attendu la grande quantité de maisons et de marchandises brûlées.

« Et ce jour, samedi vingtième avril, avons pris le nom des personnes mortes et blessées, des logis entièrement consumés par le feu, de ceux qui sont desmollis depuis le bas jusqu'au grenier, et du nombre des familles qui logeoient dans lesdites maisons. Il s'est trouvé deux femmes mortes, qui se sont jetées d'un troisième étage pour se sauver, et un enfant de sept ans brûlé.

« Six hommes ensevelis sous les ruines de deux cheminées.

« Un homme tué d'un solliveau.

« Quinze hommes blessés, et qui sont en péril de la vie, a hopital.

« Huit ou dix bourgeois blessés.

« Quarante-deux maisons entièrement consumées par le feu ;

« Quatorze maisons entièrement desmollies ;

« Cent deux familles qui occupaient lesdites maisons, réduites pour la plupart à la mendicité.

Et ayant examiné, par estime, la valeur desdites maisons et marchandises perdues, nous croyons, sur le rapport et par la conférence que nous avons eue avec des marchands et architectes, que la perte peut monter à près d'un million.

De tout quoi, nous avons fait et rédigé le présent procès verbal, pour servir où il appartiendra lesdits jours et an.

*Procès-verbal de l'incendie du carrefour Saint-Yves,
près de la Boucherie¹.*

« Nous soubzmaire, eschevins et procureur-syndic de la ville de Nantes, sçavoir faisons que la nuit du jeudy au vendredy dixiesme jour d'avril 1682, environ une heure et demie de l'après minuit, nous aurions entendu plusieurs personnes crier dans les rues : *au feu dans la rue de la Boucherie*. Ce qui nous auroit obligé de nous lever, et de nous transporter dans ladite rue de la Boucherie ; où estant, nous aurions veu le feu dans la maison où demeueroit une particullière chandellière, faisant le coin de la rue de la Boucherie à celle de la Claveurye. Nous en aurions à l'instant fait donner advis a M. le comte de Morveaux, lieutenant du Roy dans le comté, et prié de faire ouverture des portes de cette ville, afin que les habitants des faubourgs puissent apporter des secours ; ce qu'il auroit aussitôt fait, et se seroit, en personne, transporté en ladite rue de la Boucherie. Et en même temps nous aurions fait sonner le toxain, afin que le peuple s'assemblat pour apporter du secours. Et à l'instant nous aurions mandé par nos archers, les herpentiers, massons et couvreurs de cette ville

¹ Arch. municip., série BB, n° 51, Reg. des Délib.

et faubourgs, mesmes les charpentiers de barques et vaisseaux pour couper et démolir ce qui seroit jugé à propos, attendu que le feu gaignoit dans les quatre coins de la place Saint-Yves. Iceux estans arrivés audit lieu, nous leur aurions fait fournir par les mareschaux, serruriers, taillandiers, et ouvriers en œuvre blanche, les outils propres et nécessaires pour couper et faire la part du feu, et donné l'ordre aux marchands faiseurs de sceaux de delivrer aux habitants tous les sceaux requis et nécessaires, ce qu'ils auroient fait. Avec lesquels les habitants, bourgeois et artizans auroient jeté une quantité prodigieuse d'eau; nonobstant quoy, le feu se seroit communiqué le long de ladite rue de la Claveury, jusques au port d'Erdre, du costé de la rivière, et de l'autre costé vis-à-vis, même le long de la rue de la Gouannerie, et rue de l'Eraud du costé du midi, et dans la rue de Sauvetour, jusques à la première venelle. En sorte qu'il avoit fallu, pour empescher le progrès du feu, couper et desmollir plusieurs maisons d'un costé et d'autre tout le long de la nuit, jusques environ les sept à huit heures du matin, qu'il se seroit un peu apaisé. Et pendant tout le jour on auroit travaillé à jeter de l'eau et retirer les poutres et autres bois enflammés. Et comme il estoit à craindre, pendant la nuit suivante, que les ruines des maisons brulées n'eussent causé un nouvel embrasement, nous nous serions assemblé sur les deux heures de l'après-midi, et par l'ordre de mon dit sieur le comte de Morveaux, fait injonction à tous les capitaines de milice de cette ville et faubourg, de détacher vingt hommes par jour de leur compagnie, avec un officier, pour garder autour dudit feu, et mesme pour veiller à la conservation des meubles et marchandises qui auroient esté ostés des maisons incendiées, et ensevelis dans les ruines desdites maisons. Et sur ce que l'on nous auroit fait cognoistre, qu'il y avoit plusieurs pignons de maisons et cheminées qui avoient souffert dans l'embrasement, ensemble des restes de charpentes de maisons qui menassaient ruines, et qui estoient prests à tomber, ce qui auroit

peu, par leur chute, ensevelir les habitants qui travailloient à esteindre le feu, nous aurions esté obligés de commettre nombre de cherpantiers et massons pour renverser lesditt murs, pignons, cheminées, cherpantes. Pour cet effet, nous leur aurions fait donner des pics de fer, des cables de mats, des haches, des pelles de bois, du pain, du vin, ce que nous aurions fait continuer toute la nuit.

Et le lendemain, onzième dudit mois, jour et date du présent procès-verbal, et attendu le jour de demain dimanche, nous donnerons les ordres nécessaires pour la garde et conservation des autres maisons ; d'autant que le feu qui est sous les ruines, n'est pas encore esteint, d'où il pourroit encore arriver de fâcheux accidents, ce qui nous obligera de commettre un nombre de personnes nécessaires pour y veiller. Et cependant nous avons exactement pris le nombre des maisons et logis entièrement consummés par le feu, de ceux qui sont à moitié brulés, et de ceux qui sont desmollis, et du nombre des familles qui logeaient dans lesdites maisons. Il s'est trouvé onze maisons entièrement consummées par le feu, huit maisons brûlées aux deux tiers, en sorte qu'il n'a resté que les murailles et quelques planchers, et douze maisons découvertes et démantelées, tant par le haut que par le bas ; et soixante-quatre familles ruinées qui occupoient les dites maisons, réduites la plupart à la mendicité. Et ayant examiné pareillement la valeur desdites maisons et marchandises perdues, nous croyons, sur le rapport et par la conférence que nous en avons eue avec des architectes et plusieurs autres personnes, que la perte peut monter à près de cent cinquante mille livres

De tout quoy, nous avons fait et rédigé le présent procès-verbal, pour valloir et servir ce que de raison, souz nos seings et celui de M^e Mathurin Le Courbe, nostre greffier à ce présent, lesdits jour et an que devant.

Signé : GARTIAUT, soubz maire, GUILLAUME HENDRIX ;
E. DUPAS ; GRILTEAU ; DANGUY, (échevins).

Ce dernier incendie est cité ici pour la première fois. Il apprend certains progrès dans l'organisation des secours. Au lieu de courir aux remparts et de fermer les portes, on les ouvre aux travailleurs, et l'administration vient présider aux mesures prises. Les ouvriers du bâtiment sont mandés à la hâte ; mais on se borne toujours à faire la part du feu, qui, pendant les lenteurs inévitables apportées à la réunion des hommes de bonne volonté, gagne de proche en proche accomplissant son œuvre de destruction. Les incendies devaient être terribles alors, vu l'insuffisance des moyens de les combattre et les éléments qu'offraient aux flammes, ces maisons rapprochées, construites en madriers, planches et torchis, aux escaliers de bois, et pour ainsi dire enchevêtrées les unes dans les autres !...

Il n'était plus question de recourir au Roi. La bienfaisance toujours pratiquée à Nantes avait pris hautement en main la cause des victimes. Quêteurs et quêteuses rivalisaient de zèle, et souvent recevaient plus d'offrandes à leur domicile, sous le voile de l'anonyme, qu'ils ne récoltaient dans leurs visites. Le total de quelques listes de souscriptions, que nous croyons loin d'être complètes, donnent un chiffre de 2,301 livres, distribuées aux incendiés. Un enfant, dit une pièce, fut trouvé sous les ruines en les déblayant.

Le registre du miseur CC. 182, mentionne ainsi, fol. 40, la dépense pour ce sinistre : « La somme de onze cens trente cinq livres, qu'il a payé et déboursé à plusieurs artisanz, portefais, lamballais, et joequetiers, pour avoir travaillé et osté les délivres de rues de la Boucherie, Claveurerie et celle de Sauvetour, et à plusieurs marchands qui ont fourny de seilles, de picqs, de pelles et autres ustancilles pour remédier au feu, suivant deux mémoires du 24 mai 1682. »

Pour un autre incendie, arrivé au Port-Maillard du 17 au 18 novembre 1681, le même paya d'une part 152 livres, et d'autre part pour flambeaux et seilles 115 livres, 5 sous.

Un incendie arriva au faubourg de la Sanzaye, le 19 sep-

tembre 1686, vers une heure après minuit ; il n'est connu que par les frais portés au compte du miseur.

« A douze charpentiers, venus par ordre de la Ville pour travailler au feu.	24 ^l
« Au sieur Martin, pour deux barriques de vin fournies ledit jour et le lendemain, à vingt livres la barrique. . .	40
« A quatre couvreurs, pour leurs peines, journées, brullement d'échelles.	30
« Pour seilles.	110 ^l 5 ^s
« Pour haches, serpes et hachereaux.	15 10
« A plusieurs portefaix, pour leur peines, tant de la nuit que du lendemain.	14 10
« Pour la chandelle fournie toute la nuit au capitaine du faubourg, pour faire la garde et donner des ordres. .	6 5
« Pour six flambeaux fournis à MM. les eschevins pour faire travailler le peuple.	9
Total.	249 ^l 10 ^s

Un autre incendie, survenu au faubourg de Saint-André, paroisse de Saint-Clément, à une heure de l'après-midi le jour de la Toussaint 1698, donna lieu à peu près aux mêmes dépenses. Cinq couvreurs reçurent 25^l 10^s, « pour avoir travaillé à ladite incendie à découvrir les maisons, et pour trois haches et une échelle qu'ils auroient cassés. »

Compte François Huilard, miseur de Nantes CC. 187, 1693-1694. folio vingt et un. « Fait dépense le dit sieur comptable, de la somme de quatre vingt une livres douze sous qu'il a payé d'ordre et présence de MM. les maire et échevins, tant pour le salaire de divers artisans et portefaix qui auroient travaillé à l'extraction du feu qui prit le mardi 25 janvier 1694, environ les deux heures de l'après minuit, à la maison de la Raffinerie, située au Bas de la Fosse, que pour les secours, sceaux, flambeaux, hacheraux, échelles et autres ustencilles dont on eut besoin à la dite incendie, et pour une barrique de vin qui fut bue par les artisans, selon que le tout est particulièrement exprimé dans un état qui a été fourni et la date déposé, au pied duquel ci est certifié, du paiement de

ladite somme du 14 février 1694, soussigné MM. les Maire et échevins, au moyen de quoi ladite somme est de 432° s^l.

Aussy fait dépense de la dite somme de 302° 11^s, qu'il a pareillement payé d'ordre des présents M^e et échevins, à plusieurs artisans et portefais, qui avaient été employés à éteindre le feu qui prit dans une maison appartenant au sieur Scholastique de Nantes, située rue du Château, occupée par M. de la Morandais, conseiller du Roi, M^e des Comptes, la nuit du 29 janvier 1694, pour les seaux, haches, tables, flammeaux et autres ustensilles nécessaires, lesquelles tous furent brûlées ou cassées, pour le pain et vin donnés par les artisans, suivant le mémoire le 24 février 1694, 302 l., 17 sous.

IV

Mellier, maire de Nantes. — Premier chapitre des Comptes des miseurs, intitulé : *Incendies*. — Arrêt du Conseil et loterie pour les pompes. — Règlement pour les pompes, arrêt du Conseil. — Achats de pompes en Hollande. — Les pompes de la ville de Rennes. — Appréciation favorable du règlement Mellier. — Correspondance entre le Maire de Nantes et l'Intendant. — Incendie du carrefour Saint-Nicolas, 1724. Triste fin d'un arracheur de dents et de ses associés. — Incendie de la maison Cacault, 1752. — Quête par le gouverneur de Nantes.

Dans l'hiver de 1718, un incendie consuma la halle construite sur la place du Bouffai. Ce sinistre fut l'occasion de l'établissement de deux pompes, que l'on acheta sur le produit d'une loterie, autorisée par le roi.

Plusieurs accidents, heureusement de peu d'importance, permirent d'apprécier les excellents résultats de l'initiative du maire, et de sa constante préoccupation.

A propos d'un incendie, arrivé le 15 avril 1721, rue de la Juiverie, et dont les dégâts étaient évalués à 150 livres pour la maison, et cinq ou six cents livres pour les meubles, il écrivait au maréchal d'Estrées, gouverneur :

« J'ay vu, avec plaisir dans cette occasion, Monseigneur, que notre *règlement pour le feu* a été bien et diligemment exécuté. Les habitants apportèrent leurs seaux, les gens nommés à l'exercice des pompes se rendirent sur le lieu, et les bourgeois qu'on nomme tous les huit jours, pour se tenir en *alerte* sur le cri : *au feu*, se trouvèrent en armes. De sorte que tout a contribué à prévenir la communication du feu, avec ordre et sans pillage ».

Le 2 avril 1722, le feu prenait dans la cave d'une maison du Port-Maillard, et était rapidement éteint. Aussi M. de

Brou, Intendant de Bretagne, répondait-il avec autant de justice que de raison à M. Mellier :

« Les soins que vous avez pris pour donner du secours en cas d'incendie, ne seront pas une des moindres obligations que la Ville vous aura, pendant le temps que vous aurez été à la tête de la Communauté. »

Le 22 mai suivant, le maire écrivait encore à l'Intendant :

« Le feu prit hier soir, sur les 3 heures après-midi, dans une chambre haute de la maison du nommé Couraud, à la Sauzaie de cette ville. Mais, par le prompt secours qu'on y apporta, il fut éteint presque sur-le-champ, et le dommage arrivé en cette occasion ne se monte pas à une pistole (10 francs). On ne laissera pas, Monseigneur, de punir à la police, le locataire, qui, en sortant de sa chambre, n'en avait confié la garde qu'à un enfant de cinq ans.

« On m'écrit de Rennes, que le *Règlement* que nous avons fait pour la fourniture des seaux en cas d'incendie, et qui a été autorisé par arrêt du Conseil, dont j'ai eu l'honneur de vous envoyer un imprimé, est fort approuvé, et qu'on se propose d'en faire rendre un semblable. »

En effet, c'était l'ordre et la direction imprimés aux secours, appliqués avec intelligence, et devenant par cela même beaucoup plus efficaces. Cependant il restait encore un grand pas à faire. Mellier avait vu que la manœuvre des pompes laissait beaucoup à désirer. Dans l'Assemblée du 16 février 1721, il arrêta les dispositions suivantes, qu'il fit imprimer à grand nombre, afin de les distribuer, et que nous citerons en entier, parce que c'est à proprement parler la formation du corps de nos pompiers.

Arrest du Conseil d'État du Roy, concernant l'Établissement et l'Exercice des Pompes destinées à servir en cas d'Incendie dans la Ville de Nantes. Du 16 Février 1721. Extrait des Arrests du Conseil d'État (1).

« VEU PAR LE ROY ÉTANT EN SON CONSEIL, la délibération prise le huitième Janvier mil sept cens vingt un, par les Maire et Echevins de la Ville de Nantes, par laquelle ils supplient SA MAJESTÉ d'approuver, ratifier et confirmer les Articles qui suivent pour assurer l'établissement et l'exercice de quatre Pompes, destinées à servir en cas d'incendie ; sçavoir :

« ARTICLE I. — Qu'il sera commis par le Bureau de ladite Ville, huit personnes pour servir chaque pompe, et deux hommes intelligens pour tourner et diriger à propos les Tuyaux desdites Pompes vers le Feu, avec défenses de les abandonner pendant l'Incendie, et avec injonction d'empêcher qu'il n'y soit versé que de l'eau nette et pure, et de faire jouer et exercer lesdites Pompes au moins cinq à six fois l'année, lorsqu'ils en seront avertis par lesdits Maire et Echevins.

« ART. II. — Qu'il plaira à SA MAJESTÉ d'accorder auxdits Manœuvriers des Pompes, l'Exemption du Logement des gens de Guerre et de Guet et de Garde, pour tous salaires à cet égard ; Qu'il sera néanmoins pourvû par lesdits Maire et Echevins aux frais du port et raport desdites Pompes et de leurs ustensiles.

« ART. III. — Que chaque Propriétaire de Maisons de ladite Ville et Fauxbourgs de Nantes, produisant deux cens livres de revenu ou au-dessus, sera tenu de se munir à ses frais d'un Sceau de Cuir bien conditionné, suivant le modèle qui sera donné, de l'entretenir, de le conserver, et de l'apporter au lieu de l'incendie, au premier son du Toecin ou avertissement de la part desdits Maire et Echevins, lesquels dresseront un Rolle à

(1) Série EE n° 115 ; service des pompes.

cet effet desdits propriétaires qui seront tenus de représenter les Baux à ferme de leurs Maisons ; et à l'égard de celles qui sont occupées par lesdits Propriétaires, qu'il fera procédé à la juste estimation du revenu par lesdits Maire et Echevins ; et fera le Rolle exécuté nonobstant oppositions ou autres empêchemens, après qu'il aura été visé et approuvé par le Sieur de Brou, Commissaire départi, auquel il plaira à SA MAJESTÉ d'en attribuer toute juridiction et connoissance, circonstances et dépendances.

« ART. IV.— Que chacun des Corps et Métiers de ladite Ville et Faubourgs seront pareillement tenus d'avoir à leurs frais six Sceaux de Cuir faits à l'épreuve, lesquels ils feront apporter à l'endroit du Feu, et rapporter après l'Incendie dans le lieu qui sera par eux choisi ; à eux enjoint de les conserver et entretenir, et d'y préposer l'un d'entre eux à cet effet.

« ART. V.— Que tous ceux qui seront à l'avenir reçûs Maîtres dans les Arts et Métiers de ladite Ville et Fauxbourgs, ne pourront être reçûs ny admis à prêter serment, ny aucun de ceux où il n'y a Maîtrise ouvrir leur Boutiques, sans qu'il apparaisse par un Certificat signé du Greffier de l'Hôtel de Ville qu'ils y auront fourni à leurs frais un Sceau de Cuir bien conditionné comme dessus.

« ART. VI. — Qu'il fera accordé des gratifications aux Ouvriers et Artisans, et à toutes Personnes qui se seront donné des soins extraordinaires et utiles pour l'extinction du Feu, suivant les Certificats des dits Maire et Echevins ; dont le fonds sera pris en vertu des Ordonnances dudit Sieur de Brou, soit sur les deniers communs et patrimoniaux de la dite Ville, soit sur les particuliers qui pourroient avoir donné lieu à l'Incendie, dans les cas où il échoira de les condamner au payement desdites gratifications.

« ART. VII. — Que les Officiers de Milice Bourgeoise feront prendre les Armes au premier son du Tocsin, ou sur l'avis des Maire et Echevins, à dix hommes armés par chaque Compa-

gnie, qui seront prêts, soit de jour ou de nuit, pour se transporter sur les lieux où sera l'Incendie, et aux environs, et là écartier et faire retirer les spectateurs hors d'état de servir, et empêcher au surplus le desordre et les vols, même pour accélérer le transport desdites Pompes et desdits Sceaux de Cuir.

« ART. VIII. — Que les particuliers qui seront surpris emportant ou détournant les Meubles en cas d'Incendie, sans ordre des Maire et Echevins, seront par eux sur-le-champ envoyés en prison, et punis suivant la gravité de leurs crimes, par les Juges auxquels la connoissance en appartient.

« ART. IX. — Qu'après que le Feu aura paru éteint, comme il peut arriver qu'il en sera demeuré caché sous les démolitions des Maisons et lieux incendiés, il faudra laisser un nombre suffisant des Habitans avec leurs Armes, et un Officier de Milice Bourgeoise à leur tête, pour garder les lieux incendiés jusqu'à ce que l'on soit pleinement assuré que le Feu aura été tout à fait éteint.

« ART. X. — Que le Reglement qui interviendra sera Imprimé, et Copies d'icelui distribuées aux Capitaines et Officiers de Milice Bourgeoise et aux Jurez des Corps des Arts et Métiers pour s'y conformer, et publié et affiché aux lieux et endroits accoutumés, et exécuté, nonobstant oppositions ou autres empêchemens quelconques. D'avis du Sieur de Brou, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Commissaire départi pour l'exécution des Ordres de SA MAJESTÉ dans la Province de Bretagne. Ouï le rapport du Sieur de la Houssaye, Conseiller d'Etat ordinaire, et au Conseil de Régence pour les Finances, Controleur Général des Finances. SA MAJESTÉ ÉTANT EN SON CONSEIL, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans, Régent, a homologué, approuvé, et confirmé ; homologue, approuve et confirme les Articles premier, second, quatrième, cinquième, sixième, huitième, neuvième, et dixième de la délibération de la dicte Ville et Communauté de Nantes du huitième Janvier de la présente

année mil sept cens vingt-un, concernant l'établissement et l'exercice des Pompes destinées à servir en cas d'Incendie : lesquels Articles seront exécutés selon leur forme et teneur.

« **ORDONNE SA MAJESTÉ** à l'égard de l'Article troisième de la même délibération, que chaque Propriétaire des Maisons de la Ville et Faubourgs de Nantes, qui sera désigné et compris dans le Rolle que les Maire et Echevins de la dite Ville arrêteront pour cet effet, et après que ledit Rolle aura été approuvé par ledit Sieur Commissaire départi, sera tenu de se munir à ses frais d'un Seau de Cuir bien conditionné, suivant le modèle qui sera donné; de l'entretenir, de le conserver, et de l'aporter au lieu de l'Incendie au premier son du Tocsin, ou avertissements de la part des dits Maire et Echevins.

« Et qu'à l'égard de l'Article septième de ladite délibération portant que les Officiers de la Milice Bourgeoise feront prendre les Armes au premier son du Tocsin ou sur l'avis desdits Maire et Echevins à dix hommes par chaque Compagnie, pour se transporter sur les lieux où sera l'Incendie et aux environs, pour empêcher le désordre et les vols, même pour accélérer le transport des Pompes et des Seaux de Cuir, ledit Article sera exécuté, à la charge néanmoins par lesdits Maire et Echevins d'avertir l'Officier Commandant pour **SA MAJESTÉ** dans le Château de la Ville de Nantes, de tous les Ordres qu'ils auront à donner pour les causes énoncées dans ledit Article. Enjoint **SA MAJESTÉ** audit Sieur de Brou, de tenir la main à l'exécution du présent Arrest qui sera lû, publié et affiché partout où besoin, sera exécuté nonobstant oppositions, appellations, ou autres empêchemens quelconques, pour lesquels ne sera différé, et dont, si aucuns interviennent, **SA MAJESTÉ** s'est réservé et à son Conseil la cognoissance, icelle interdisant à toutes les Cours et autres Juges, à l'effet de quoy toutes Lettres nécessaires seront expédiées. Fait au Conseil d'État de Roy, **SA MAJESTÉ** y étant, tenu à Paris le seizième jour de Fevrier mil sept cens vingt un.

Signé : **PHELYPEAUX.** »

Une liste des noms des couvreurs de la ville et faubourgs de Nantes fut dressé en 1721, elle contient trente-cinq noms.

Une autre liste, des charpentiers de la ville et faubourg, fut également formée ; même date et contient trente-deux noms.

Le 28 août 1721, fut imprimé le : « *Rolle des propriétaires des maisons de la ville de Nantes, qui seront tenus de se munir, chacun à leurs frais, d'un seau de cuir bien conditionné, suivant le modèle qui leur sera donné, pour servir en cas d'incendie, en exécution de l'arrêt du conseil du 16 février 1724.* » Ce qui faisait par paroisse, une quantité d'environ 600 noms des principaux habitants.

Une dernière liste, écrite le 22 janvier 1722, comprend quarante portefaix, commis par les maire et échevins, en exécutions de l'arrêt du 16 février 1721, « pour l'exercice des pompes, qui se rendront au premier son du tocsin, savoir 20 à l'Hôtel-de-Ville, et les vingt autres à la bourse des Marchands, pour y exécuter les ordres qui leur seront donnés à cet égard... »

Avec Mellier, dit Dugast-Martifeux, son biographe, commence à Nantes l'ère des grandes choses.

Nommé maire le 13 mai 1720, son attention, comme général des finances, et subdélégué de l'intendant (1), éveillée par les fréquents sinistres arrivés depuis son séjour à Nantes, se porta immédiatement sur les mesures à prendre dans ces circonstances. Le terrible embrasement, dont la ville de Rennes avait été victime, le 23 décembre 1720, justifiait amplement, du reste, ces sages préoccupations.

Que pouvaient être ces pompes ainsi manœuvrées ? Quel effet produisaient-elles ?.. Il est fort difficile de le dire aujourd'hui. Dans un incendie peu important, elles paralysaient le développement du feu ; mais devenaient évidemment impuissantes, en présence d'un sinistre rapide et violent.

* (1) Gérard Mellier, né à Lyon, avait été reçu général des finances à la Chambre des Comptes, le 28 novembre 1702 ; et, par son mariage avec M^{lle} Renée Tarail de Beausoleil, célébré à Saint-Vincent le 21 mars 1707, on peut dire qu'il était devenu tout à fait Nantais.

Le compte du miseur Delaunay-Branlard, 1719-1720, contient pour la première fois un chapitre spécial ainsi intitulé :

« Autres dépenses à cause de l'achat de plusieurs ustensiles, pour garantir la ville d'incendies. »

Il est divisé en neuf articles, dont nous citerons seulement les suivants :

« 280 livres, 13^s 4^d, pour 36 seaux de cuir, à 7 livres 6^s 8^d pièce ;
2 autres seaux, à 8 livres 6^s 8^d pièce.

« Au sieur Mazaud, marchand poêlier, à Nantes, douze cents livres, par ordonnance des 18 et 20 janvier 1720, pour avoir fait et fourni une pompe propre à jeter l'eau pour éteindre le feu.

« Au même, 44 livres, pour avoir mis des écrous de cuivre jaune aux deux bout des bottes de la pompe, et une double avisse qui entre dans le corps de ladite pompe.

« Au Bureau de la Ville, tenu le 7 juillet 1720, il a été remontré par le Procureur-Sindic, que par l'ordonnance de Monseigneur l'Intendant, du 23 janvier dernier, en conséquence de celle de la Communauté du dix huit dudit mois, il est ordonné qu'il sera fait des marchés pour l'achat d'une pompe, pareille à celle qui a été fournie par le nommé Mazaud, poêlier, pour éteindre le feu, et qu'il a vendu à la Communauté, moyennant la somme de douze cents livres, comme aussi de cent cinquante seaux de cuir, six échelles de la longueur portée dans la dite délibération avec leur crochets de fer, de douze haches et de six crochets de fer, visés par mondit seigneur l'Intendant ». Mais on ne put trouver les sommes nécessaires.

A cette époque, les finances de la Ville étaient fort obérées, et la délibération du 18 janvier 1720 (1) nous apprend que le procureur-syndic, ayant fait observer « que les fréquents incendies qui arrivent, ont ci-devant porté la Communauté à demander au Conseil la liberté de faire une loterie qui peut produire un profit suffisant pour acheter deux pompes. Mais, ne s'étant trouvé qu'un très-petit nombre de personnes qui aient pris des billets, on est obligé de rendre l'argent à ceux

(1) *Arch. municip.* série BB, n° 73, fol. 48. Reg. des Délib.

de qui on l'a reçu, et d'avoir recours à quelque autre moyen de fournir à cette dépense ; qu'il n'en sait pas d'autre que celui de proposer à Monseigneur l'Intendant de permettre de prendre une somme suffisante, sur les deniers patrimoniaux et d'octroi, pour payer la pompe que le sieur Mazaud a faite, par ordre du Bureau....

Le Bureau adopte ces conclusions, et décide de plus de prier l'Intendant d'avoir la bonté de permettre de faire faire une seconde pompe, 150 seaux de cuir, 6 échelles, dont 2 de 45 pieds, 2 de 35, les 2 autres de 25, avec leurs crochets de fer, douze haches et six crochets de fer, le tout aux armes de la Ville.

Toutefois ces moyens étaient insuffisants, l'administration le sentait bien, sous l'habile direction que lui faisait prendre le nouveau magistrat, chargé des affaires de la Ville. Le procureur-syndic revint à la charge ; en faisant connaître le vrai motif de l'échec de la première loterie, à laquelle le public n'avait pas voulu souscrire, trouvant que la retenue d'une moitié de la somme, soit 5000 livres sur 10,000, était beaucoup trop forte, il insiste instamment pour que le Bureau veuille bien supplier S.M. d'accorder une nouvelle loterie, sur laquelle on retiendrait seulement le quart des bons lots.

Le Maire fut chargé d'obtenir du roi l'autorisation de faire une loterie de 20,000 livres, dont la Communauté prendrait 500 livres ; et que si, dans le délai de six mois, tous les billets n'étaient pas placés, la Ville ferait tirer la loterie dans l'état où elle se trouverait, à raison de 25 0/0.

Les choses marchaient rapidement avec M. Mellier, et avant le 25 janvier 1721, on affichait sur les murs de la ville le placard suivant, que les curés lisaient également au prône de leur grand-messe :

Loterie, etc. du dimanche 19 janvier 1721 (1).

Pendant ce temps, le Maire n'était pas resté inactif ; il écrivit un règlement fort bien rédigé, qu'il communiquait aux échevins le 8 janvier, adressé aussitôt au roi, et qui recevait

(1) Arch. municip. série EE, carton pompiers, dossier ; loterie pour les pompiers.

la sanction du conseil d'Etat le 16 février 1721 (1). Sans attendre davantage, le Maire faisait imprimer et distribuer les billets de la loterie (2), et s'occupait immédiatement d'avoir une pompe.

Celle de la Ville et celle vendue par Mazaud, ne lui paraissant pas réunir les conditions désirables, il s'adressa à la Hollande. Voici le prix de l'engin, acheté à Rotterdam le 17 mars et arrivé à Nantes dans les premiers jours de juin 1721 (3).

Compte d'achat d'une pompe, achetée à Rotterdam le 17 mars 1721, chargée pour Nantes, sur le navire la *Bonne-Paix*.

A. M. Valéan, fabriqueur privilégié 350 florins.

Droit de sortie.	16	»	16
Prime de 350 f. à 3 %	10	»	10
Port à bord.	—	»	10
Connaissance.	—	»	4
	378	+	00
Provision à 2 %	7	»	11
Total.	385	»	11

Cette somme de 385 florins sous monta à 1,056 livres 1 sou. (4)

(1) *Arch. municip.* série 55 carton pompiers dossier organisation.

(2) *Arch. id.* série B13, n° 71 fol. 158 — Mémoire fourni par le sieur Verger, imprimeur de la Ville, le 18 février 1721.

« Imprimé 100 affiches, pour la loterie de la Ville sur grand papier. 10

« Imprimé la 1^{re} fois, 1,000 billets pour la loterie sur beau papier. 10

« Imprimé une seconde fois, 1,000 autres billets. 10

« 8 mars 1721, imprimé 300 arrêtés du Conseil en date du 16 février 1721 concernant l'établissement et exercice des pompiers pour la ville de Nantes, à 8 livres la cent sur du papier d'Auvergne. 24

(3) *Arch. municip.*, série B13, n° 71 fol. 38. Reg. des Délib.

(4) Une seconde pompe, également achetée à Rotterdam, en 1727, coûtait 976 livres 6 sols : savoir :

120 pieds de tuyaux séparés à 128 = 15 36

la pompe avec ses ustensiles à 817 = 17 17

Composition pour graisser les manches des pompes :

261 gresse de bœuf à 100 = 18 10

4 gresse de cochon à 2 = 1 10

9 pots d'huile de balaine à 34 = 15 6

6 livres de térébenthine à 10 = 4 0

9 livres cire jaune à 10 = 18 0

1 livre d'huile d'aspic. 1 10

56 16

Ces pompes de Hollande avaient alors une certaine réputation, car, au mois de février 1722, M. de Brou, Intendant, écrivait à M. Mellier : « Je viens de charger celui qui demeurera adjudicataire des octrois de la ville de Rennes, de payer, une fois seulement, la somme de 5.500 livres, pour être employée en achat de deux pompes, seaux de cuir, échelles, crocs, haches et autres instruments » M. Laurencin, beau-frère de Mellier, fut chargé de les faire venir, comme il avait fait pour celle de Nantes, et elles coûtèrent 6,909 livres, 8^s 6^d.

Mais voilà que les pompes arrivées à Rennes ne pouvaient être montées. Il fallut envoyer des mémoires, des notes explicatives, et des explications dans le genre de celle-ci : « J'ai reçu, écrivait Mellier à M. de Brou, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 21 de ce mois (juin 1722) avec le mémoire que j'ai celui de vous renvoyer, au sujet de l'éclaircissement que demande M. le Maire de Rennes, sur l'usage de ce qu'il appelle *embouesseaux de cuivre, et de petits bouts de toile cirée avec des lacets*, qui accompagnent les deux pompes envoyées à Rennes.

« J'aurai l'honneur de vous faire observer, Monsieur, que ces *embouesseaux* s'appellent ici des entons, pour servir en cas de rupture des tuyaux de cuir pendant l'opération des pompes. On coupe sur-le-champ le tuyau, un peu au-dessus de la rupture, et on y met l'enton de cuivre pour la boucher à l'autre partie du tuyau de cuir qu'on a coupé, ce qui forme un aboutement, ou enture, que l'on entortille sur-le-champ avec les petits bouts de toile cirée en l'assujétissant avec les lacets.

« Cette sorte d'enture ressemble en quelque façon à celle qu'observent les fontainiers, lorsque les canaux de terre viennent à se rompre, on les aboute par un petit tuyau de métal dit passe partout.

• Au surplus, je crois, Monsieur, que pour mettre Messieurs de la Communauté de Rennes au fait de l'exercice de leurs pompes, il serait bon d'y envoyer l'un de nos pompiers, pour leur montrer cet exercice et l'usage des cuiviers qu'il convient

de faire faire à Rennes, et comment on doit graisser le tuyaux des pompes, pour les entretenir en bon état.

J'ai l'honneur d'être etc... (1) ».

La passion et l'engouement pour les loteries, si développés à la fin du siècle dernier, et qui de nos jours prend un nouvel essort, n'était pas encore très à la mode vers 1724. Un premier essai n'avait pu réussir, un second n'eut guère plus de chance. Le total des lots devait former 20.000 livres, dont 25 %, soit le quart ou 5,000 livres, prélevées sur les billets gagnants, revenait à la Ville, pour l'achat de ses pompes, dont l'une avait été immédiatement prise en Hollande.

Il fallait en finir ; et, le 10 janvier 1724, après trois années d'infructueux efforts, qui n'avaient pu triompher de l'apathie, disons aussi de l'antipathie nantaise, la somme des billets écoulés atteignait à peine le faible total de 4,715 livres, soit pour la Ville la modique part de 1,178 livres 15 sous.

Dans le dossier existe un exemplaire de l'imprimé de la liste des bons lots, probablement unique aujourd'hui et qui offre quelques particularités bonnes à noter.

Le gros lot qui n'était plus de 3,000 livres, mais seulement de 800, fut gagné par le n° 97, avec la désignation ou devise :
Pour le marquis des Piscaires.

** Liste des bons lots de la lotterie, tirée en l'Hôtel de Ville de Nantes, le 10 janvier 1724, avec permission du Roy, en présence de Monsieur le Lieutenant Général de Police, Juge Prevôt de Nantes ; assistans Messieurs Gellée, d'Arquistade, Conseillers, Magistrats, Echevins ; et de la Blanche Cottineau, Conseiller Procureur du Roy syndic, Commissaires nommés en cette partie. Présent le Procureur du Roy de Police.*

Bons lots; 500. — Un O. C. qui eut la beauté même, ferait mon affaire.	1000
1565. — A l'aimable surprise.	250

(1) Arch. municip., série EE, carton pompiers, dossier, pompes de la ville de Rennes.

2008. — <i>Les filles de Nantes y ont bonne attente.</i>	25
1283. — <i>Les cocus de Cigogne.</i>	86
1920. — <i>Lustucru a vendu sa femme comme un écu.</i>	40
431. — <i>Un amour qui bat du beurre.</i>	25
97. — <i>Pour le Marquis de Piscaires, gros lot.</i>	800
65. — <i>Aiguille sans étui, cloche sans battant, ne peuvent carillonner souvent.</i>	25
<i>Total des bons lots : 105 »</i>	

Précautions pour le feu. Mesures diverses. — Création de 10 nouveaux manœuvriers.

Lettre de M. Mellier à M. de Brou, Intendant.

Nantes, le 12 octobre 1726.

« Par l'Arrêt du Conseil du 16 février 1724, Sa Majesté a permis à cette Communauté de nommer 40 personnes pour manœuvres des pompes destinées à faire cesser le progrès des incendies ; auxquels, pour salaire, il a été attribué l'exemption du logement des gens de guerre, et de guet et garde. Nous avons tiré jusqu'à présent, Monsieur, de grands secours de cet établissement. Mais les incendies deviennent trop sérieux ici, pour ne pas le soutenir. Et comme il y a toujours quelques-uns de ces ouvriers malades, et qu'ils s'épuisent quand le feu dure longtemps, que d'ailleurs nous avons reconnu par l'usage qu'il faut employer partie desdits pompiers à se mettre en garde à l'entrée des endroits de nos rivières, pour empêcher qu'on y prenne de l'eau bourbeuse, qui endommage nos pompes et en retarde l'effet, qu'il en faut encore pour porter les sacs où sont les fils des passe-partout de toile cirée, pour boucher les trous que cause la violence des eaux dans les manches de cuir, nous ne pouvons nous passer, Monsieur, d'une augmentation de dix pompiers, pour nous rendre maîtres du feu plus promptement, quand il survient.

« Il serait encore nécessaire que notre Communauté fût

(1) Serie EE., pompes.

indemnisée des frais extraordinaires qu'elle est obligée de faire dans ces occasions, pour la fourniture des flambeaux et lumières, quand le feu prend la nuit, et pour la perte, qui est presque toujours inévitable, de quelques haches, pics, crocs, échelles et autres ustensiles, ainsi que pour le louage des des seilles et seillots par supplément, lorsque les maisons où le feu s'est épris sont trop éloignées de la rivière, et qu'on est obligé de prolonger les chaînes formées par les habitants, pour donner de l'eau de main à autre. En sorte que notre Communauté soit seulement chargée de l'entretien ordinaire des dites pompes et ustensiles.

« Je propose, par exemple, qu'un mémoire de frais extraordinaires à cet égard soit arrêté par notre Communauté à la somme de 400 livres et de vous visé. Il s'en suivrait que le propriétaire de la maison où le feu a pris originairement, devrait ou rembourser comptant ladite somme de 400 livres ou supporter une somme de 20 livres de rente, au profit de la Communauté par privilège spécial sur l'emplacement de la maison, sauf le recours du propriétaire contre les locataires qui auraient pu mettre le feu par imprudence ou autrement.

« Notre Communauté prendra sur ce sujet une délibération conforme aux ordres que je vous supplie de m'envoyer, et ensuite elle vous suppliera de la faire homologuer au Conseil; et dans ce cas j'aurai l'honneur de vous envoyer le projet du dit arrêt du Conseil.

J'ai l'honneur d'être, etc...

MELLIER, *maire*. *

Réponse de M. de Brou.

A Saint-Brieuc, 17 octobre 1726

« MONSIEUR,

« J'ai reçu la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire le 12 de ce mois, concernant les 40 manœuvres pour servir les pompes lors des incendies, auxquels on accorde l'exemp-

tion du logement des gens de guerre et du guet et garde. Vous me marquez que ce nombre de 40 personnes n'est pas suffisant, par rapport aux fréquents incendies qui arrivent, et qu'il faut l'augmenter de dix. Si vous croyez qu'il soit absolument nécessaire de faire cette augmentation, vous pourrez en faire dresser une délibération par votre Communauté, et y employer les noms des manœuvres qui seront augmentés. Mais il me semble que lorsque ces manœuvres manquent de se trouver aux incendies, il serait à propos de mettre d'autres personnes à leur place, et obliger les manœuvres qui ont manqué de payer ceux qu'on mettra à leur place.

« Ce que vous proposez, Monsieur, par rapport à l'indemnité que votre Communauté devrait avoir sur les maisons où le feu prend, paraît bien raisonnable. Mais il me semble qu'il faudrait borner cette indemnité aux maisons qui auront été préservées de l'incendie au moyen des secours qu'on y aura apportés, par rapport aux ustensiles dont la Ville a fait l'achat. Car, à l'égard d'une maison qui aurait été entièrement incendiée, et dont il ne resterait que l'emplacement, il me semble qu'il ne convient point d'obliger un propriétaire d'un pareil emplacement d'indemniser votre Communauté, en lui payant une somme ou en chargeant son emplacement d'une rente au profit de la Ville. Ainsi il faut se restreindre aux maisons qui n'auront reçu que quelques dommages, et dont la plus grande et meilleure partie aura été conservée, pour les faire contribuer à cette indemnité. C'est sur ce projet que vous pourrez faire prendre délibération par votre Communauté, et m'envoyer un projet d'arrêt pour ces indemnités.

« Je suis très parfaitement, Monsieur,

Votre très humble et très dévoué serviteur,

DE BROU. »

Les pièces suivantes relatent un sinistre qui mit en haut relief le courage du nouveau corps, et frappa malheureusement cinq personnes.

Nantes, le 25 avril 1794

MONSIEUR.

« Le feu prit la nuit dernière dans la maison du sieur de la Ville au carrefour de la Casserie ; et, sans le prompt secours que nous y avons porté avec nos quatre pompes, leurs cuiviers et autres ustensiles, tout le quartier de la Casserie eût été consumé par le feu. On en a été quitté pour les deux étages supérieurs de la maison ; le premier étage, la boutique et les magasins ont été préservés.

« Je ne puis m'empêcher d'avoir l'honneur de vous faire observer que les officiers de la milice bourgeoise et les soldats de leurs compagnies se sont signalés dans cette occasion. J'ai été témoin de leur zèle pour l'exécution des ordres que je leur ai donnés sur le lieu pour accélérer l'extinction du feu. Ils méritent bien, Monsieur, que vous eussiez agréable de les aider dans la jouissance de leurs privilèges autant qu'il sera possible.

« Dans l'incendie, le nommé Grémillon, gabarrier, s'est tué en tombant du troisième étage de la maison incendiée où il conduisait depuis trois heures le tuyau d'une des pompes de la Ville. On doit à sa bonne volonté la plus grande partie de l'extinction du feu ; car il a donné l'exemple en montant le premier par une échelle.

« Ce jeune homme était la seule ressource de son père, âgé de 60 ans, infirme, et qui a sept autres enfants en bas âge et sans biens.

« La Communauté se trouve obligée, sous votre bon plaisir, Monsieur, d'aider cette famille, elle attendra vos ordres pour prendre une délibération à ce sujet. Nous allons aussi faire commencer une quête pour le soulagement de cette pauvre famille, qui fait pitié à tout le monde.

« Il y a des pompiers qui se sont signalés en cette occasion et qui méritent quelque récompense dont l'effet peut être bon dans la suite pour animer les autres. Nous devrions aussi dédommager les ciriers de plusieurs flambeaux qu'on a été obligé de prendre pour éclairer toutes les portes et les maisons où l'on a puisé de l'eau, ainsi que les boisseliers pour plusieurs seillots qu'ils ont fourni en supplément des seaux. J'aurai l'honneur, Monsieur, de vous rendre compte plus amplement de ces détails.

« J'ai celui d'être avec un profond respect, etc...

1^{er} mai 1824

MONSIEUR,

En fouillant dans les décombres de la maison incendiée on a trouvé cinq cadavres des personnes qui ont mis le feu. Savoir : celui du nommé Lamarre, opérateur pour les dents, ceux d'un tambour des Invalides, de sa femme, et des nommés Michaud et Honoré, portefaix que ces opérateurs avaient appelé en aide pour composer un onguent avec de l'huile de térébenthine ou le feu s'étant pris, il ne leur fut pas possible de l'éteindre ni de se sauver. On a su ces circonstances du nommé Potin, qui était du nombre des adjoints à l'opérateur, lequel ne pouvant supporter la vapeur de l'onguent eut le bonheur de se retirer avant l'incendie.

« La plupart des femmes des défunts sont veuves. Elles me témoignent leur désolation, mais l'imprudence de leurs maris nous empêche d'avoir aucun égard pour ces veuves, si ce n'est pour plaindre leur malheureuse destinée.

« J'ai l'honneur d'être, avec un très profond respect, etc...

« Les Maire et Echevins de la Ville et Communauté de Nantes.

« Sur la remontrance à nous faite par le Procureur du Roy Syndic, que le feu s'étant épris dans la nuit du 28 au 29 avril 1724, à la maison du Sieur de la Ville, située au carrefour de la

Casserie de Nantes, on est redevable au prompt secours qui y fut apporté du peu de progrès que fit le feu, et à l'usage que l'on fit des pompes de cette dite Ville, qui empêchèrent la communication du feu dans les maisons voisines, que plusieurs personnes se portèrent avec zèle à y travailler entr'autres le nommé François Maneuvrier, dit Gremillon, gabarier lequel, après avoir conduit avec succès pendant plus de trois heures le tuyau de l'une desdites pompes, eut le malheur de tomber du troisième étage sur le pavé dudit carrefour, où il expira presque sur-le-champ. Et qu'en cette considération il est juste et raisonnable de procurer quelque soulagement à la famille de ce jeune homme qui était sa ressource, sur quoy ledit Procureur du Roy Syndic ayant requis qu'il y soit maintenant par Nous pourvu tout considéré..... »

L'administration accorde « aux héritiers et ayant cause du dit François Maneuvrier, dit Gremillon, la somme de 450 livres par forme de charité et de soulagement, en considération des services par lui rendus lors de l'incendie de ladite maison (1).

Conformément à la pensée de M. Mellier, et s'associant pleinement à ses vues de charité, les vicaires généraux, le siège vacant, publièrent à la date du 6 mai, un mandement dont un exemplaire fait partie du dossier, et est une des plus anciennes pièces de ce genre qui ait été conservée.

« L'incendie qui est arrivé dans cette ville la nuit du 28 au 29 du mois dernier, (avril 1724), disent-ils, a excité vos justes allarmes. Le souvenir des suites lamentables qu'un pareil accident a causé dans la ville de Nantes, jettoit partout l'effroi et la terreur, et si vous vîtes bientôt votre première frayeur dissipée par les douces espérances d'une prompte cessation du fléau qui vous menaçoit, vous ne le dûtes qu'au ciel qui, s'intéressant à votre conservation, favorisa d'une manière sensible tout ce qu'une sage prévoyance et tout ce que le zèle actif et vigilant de vos magistrats pouvoit fournir de secours..... »

(1) Arrêt et Ordonnance de Mellier, p. 174. Ordonnance du 18 mai 1724

Un service solennel fut célébré le 10 mai pour les malheureuses victimes, et une quête fructueuse eut lieu, non seulement dans les églises de la ville, mais encore à domicile par « des personnes de l'un et l'autre sexe également zélées et pieuses »

Le mémoire des frais de cet incendie s'éleva à la somme des 320 livres, 5 sous 8 deniers, parmi lesquels nous remarquons certains articles :

Sur 314 seaux et seilles de bois fournis, il n'y en eut que 99 de perdus, ce qui à 18 ^s pièces donne.	89 ^l 2 ^s
Les 215 qui ont servi, sont payés 4 ^s , soit.	43 0
Pour les flambeaux en cire blanche fournis.	54 0
Pour onze flambeaux en cire jaune.	27 10
Au nommé Le Roy pour la recherche qu'il a fait faire des seaux qui pouvaient être restés dans la rivière d'Erdre en puisant l'eau.	5 00
Au sieur Goubert, ingénieur, qui a fait travailler à visiter les charpentes et débris, où le feu s'était conservé, et à soulever le plancher du second étage de ladite maison qui pliait sous le faix. (Diverses sommes pour les ouvriers).	
Pour Mathurin Haudevisé, pompier, lequel a été blessé notablement à la main, en faisant ledit jour le service des pompes.	30
A des charpentiers et couvreurs.	41

Le 16 décembre 1742, le feu prit vers les neuf heures du soir au second étage du presbytère de l'église paroissiale de Saint-Vincent du côté de la chapelle, du Sépulcre. Tout l'appartement qu'habitait M^{me} veuve de Saint-Pern fut brûlé ainsi que la couverture de la maison. Elle se condamna à payer au recteur 400 livres pour les non-jouissances, et lui donna 600 livres pour ses meubles perdus, cassés et brûlés : elle paya en plus 1,500 livres pour la reconstruction de la cure (2).

Les registres des baptêmes, mariages et sépultures lancés par les fenêtres sur le pavé furent légèrement endommagés, mais échappèrent ainsi à une destruction qui eut privé l'histoire et les familles des documents qu'ils renferment.

(1) *Arch. Municip.*, série E3, n^o 78. Reg. des Délib. fol. 135
(2) G^o 48. Registre de Saint-Vincent. *Arch. municip.*

Le 28 juin 1752, un incendie violent éclatait dans la maison de M. Cacault, entrepreneur, située près la Porte-Neuve, paroisse de Saint-Similien. Un grand nombre de personnes s'y rendirent pour porter secours. Parmi elles se distinguèrent « par leur travail, leur activité, leur vigilance, les deux fils de maître Dolet, maître Guerinel, deux compagnons de maître Orienne, maître Crucy et deux de ses compagnons, tous charpentiers, maîtres Métaireau, Guérin, Coquerant, Philippes, et un autre compagnon, couvreurs, qui ont même risqué leur vie. Par forme de récompense et de gratification du zèle et de l'ardeur qu'ils ont fait paraître », l'administration leur accorda une somme de 78 livres. L'intendant ratifia pleinement cette dépense. Un placard, tiré à cinquante deux exemplaires, fut tiré, publié et affiché le 19 août suivant, portant à la connaissance de la ville entière les noms de ceux qui s'étaient si bien montrés en cette circonstance sur laquelle nous n'avons pas d'autres détails (1).

En 1766, le feu prit dans des maisons situées devant l'église des Carmes, et causa la ruine de plusieurs familles honorables. Le lendemain, le duc d'Aiguillon, gouverneur de Nantes, parcourut lui-même tous les quartiers, et se présenta partout, recueillant les dons qu'il sollicitait, et que personne n'osait refuser, tant ce malheur récent excitait la pitié et l'intérêt. Pendant trois jours que dura cette quête, la voiture du duc, qui le suivait, rentrait chargée de pièces d'or, d'argent, de gros sous, car rien n'était dédaigné pour augmenter ces secours auxquels chacun contribuait suivant ses moyens.

La somme ainsi amassée fut très forte, et compensa largement les pertes des malheureux incendies. Il n'y eut aucune mort à déplorer dans ce sinistre dont nos annales n'ont conservé aucune mention, et qui ne nous a été transmis que par le souvenir de la bonne action du gouverneur (2).

(1) *Arch. municip.* série FF police dossier : Incendies.

(2) Séance du 23 février 1718. BB 57.

V

Incendies ; détails *rétrospectifs*. — Sinistre de la halle du Bouffay, sa-
veteurs. — Incendies. — Guerché. — Mandement du Roi, pour la cons-
truction en matériaux plus solides, de maisons à Nantes.

Incendie de la halle du Bouffay.

Ensuit l'état de la dépense qu'il a convenu faire à cause
de l'incendie de la halle du Bouffay de Nantes, arrivé le 17
février 1718, environ les dix heures du soir.

A Vincent Carrère, boisselier, qu'y a fourny 100 seaux et en a retiré 30, reste pour 70 seaux qui à 10 sols pièce, font cy.	35 ¹
A Jean Bourdon, qui en a fourny 60, et qui en a retiré 25, reste pour 45 seaux à la susdite raison de 10 sols pièce, cy.	22 10 ¹
A Urbain Ferrand, qui en a fourny 64, et qui en a retiré 21, reste de du 43 seaux à la susdite raison de 10 sols pièce, font cy.	21 10
A Gaigneux qui en a fourny 38, et en a retiré 13, reste pour 25 seaux à la susdite raison de 10 sols pièce, cy. .	12 10
A Louis Bourdon qui en a fourny 110, et en a retiré 34, reste 76 seaux à la susdite raison de 10 sols pièce, cy. .	38 »

Charpentiers et couvreurs qui ont travaillé au feu.

A Chapuy, couvreur	2 »
A Aubin, couvreur.	1 10
Aux trois frères Brodu, charpentiers à chacun 40 sols, cy.	6 »
A Viau, couvreur	1 10
A Hervé, couvreur.	1 10
A Joseph Douaud, charpentier.	2 »
A Le Roy, charpentier.	2 »
A Raimbault, charpentier.	2 »
Pour trois haches, qui ont été cassées, estimées. . .	9 »
Un cordage cassé en tirant les bois du feu, que Chapuy estime huit francs et qui a été réduit à 4 l., cy. . . .	4 »

Il a été pris pendant la nuit du vin pour donner à ces ouvriers, pour.	6 »
A Poitevin, charpentier	2 »
A Frédéric Gadais, couvreur et son garçon.	2 10
A Julien Douet, François Pinard et Pierre Ninguet, gar- barriers, qui ont toujours eu soin des pompes et qu'y appliquoient l'eau où il le falloir, à chacun 3 l., cy. . . .	9 »
A Clergeaux, poulleur, pour raccomoder les pompes et graisser tous les tuyaux.	15 »
A trente portefaix qui s'entrelévoient à jeter l'eau dans les manches des pompes et à les fouler, et à porter plusieurs ferrailles et plaques de plomb à l'Hôtel-de-Ville, à chacun 20 sols, quoy qu'ils demendent 30 sols, cy. . . .	30 »
Au sieur Roussel, architecte, qui avec huit hommes a jetté à bas les lucarnes, et attiré les poutres brûlées avec des cordages dont il a cassé un estimé pour le tout, cy. . .	25 »
Pou douze flambeaux de cire jaune à 25 sols chaque. . .	15 »
Pour papier timbré et expédition du présent, 3 l. cy. . .	3 »
Total.	268 ¹ 10

Le présent état montant à deux cent soixante huit livres dix sols a esté veu, examiné et réglé par nous maire et echevins dudit Nantes, soussignez. C'est pourquoi nous supplions M^{re} Feydeau de Brou, intendant de cette province, d'ordonner du payement sur les deniers patrimoniaux et d'octroi de cette Communauté...

Dans la séance du 23 mars, il fut arrêté que le procureur du roi syndic ferait signifier « les arrenteurs de la halle du Bouffay pour venir faire déclaration si ils entendent continuer leurs arrentements; auquel cas ils continueront d'en payer les rentes au service des deniers patrimoniaux et d'octrois de cette ville, et feront bastir et construire de nouveau des loges et étaux pour plus grande sureté. Sinon qu'il sera permis à la Communauté de disposer des emplacements que lesdits arrenteurs prétendent leur appartenir dans ladite halle du Bouffay... » (Voir au besoin ci-dessous, pour fermeture d'une cave et permission de S. M. pour une loterie.)

De par le roy.

Sa Majesté ayant été informée que le feu a pris aux halles de la ville de Nantes, sans avoir pu l'éteindre, et qu'il se seroit communiqué à une partie de la ville, sans le secours de deux pompes appartenantes à des particuliers ; et voulant prévenir de semblables malheurs et procurer à cette ville les secours nécessaires pour avoir des pompes et autres ustensilles convenables à éteindre le feu : Sa Majesté, de l'avis de Monseigneur le duc d'Orléans, a permis et permet aux maire et échevins de la ville de Nantes de faire une lotterie de la somme de dix mille livres, dont ils pourront retenir celle de cinq mille livres qui servira à acheter des pompes et ustensilles convenables à éteindre le feu. Lesquelles seront déposées dans la maison commune de ladite ville pour y avoir recours au besoin ; et ce nonobstant les dépenses portées par la déclaration du 21 août 1717, auxquelles Sa Majesté a dérogé pour ce regard seulement sans tirer à conséquence.

Fait à Paris le 18^e jour de may 1718 : Louis ; et plus bas Pheypeaux.

En adressant cette lettre à l'administration, le maréchal d'Estrées, gouverneur, invite à organiser promptement la lotterie, ajoutant que le comte de Toulouse s'est beaucoup intéressé à ce projet. Toutefois il trouve que « trois pompes ne sont pas suffisantes pour une aussi grande ville que Nantes ; » et lui semble qu'une quatrième serait très nécessaire. Ce projet quoique très utile n'est pas lieu de suite ; son exécution en était réservée à M. Mellier.

Dossier incendie, police (15 novembre 1725).

Une délibération autorise à donner 150 livres, 120 livres au nommé Miquel De Bas et 30 l. au nommé Fouquelin, pompiers, pour pansement et médicaments des graves blessures qu'ils ont reçues en manœuvrant les pompes lors de l'incendie arrivé le 12 de l'autre mois et pour quelque indemnité de la cessation de leur travail pendant leur maladie.

Lettre de Mellier du 13 octobre 1725.

« J'ai l'honneur, etc., de vous informer que le feu prit hier dans la maison occupée par le nommé Guérché cuisinier sur la place du Bouffay.

« C'était une très-ancienne maison, bâtie de bois et de baras-seaux seulement, qui n'avait que 14 pieds de façade.

« On y a apporté le plus prompt remède, et avec tant de suc-cès qu'on a sauvé les maisons voisines. C'était le principal objet de notre attention et pour l'assurer nous fîmes abattre avec des crocs la maison incendiée pendant qu'on faisait usage de toutes nos pompes pour éteindre le feu des ruines et rafraîchir les parois des maisons voisines. Ainsi Monsieur le dommages est borné à l'abattre de cette mauvaise maison.

« Le prompt secours et les mouvements qu'on s'est donné ont préservé de l'incendie le quartier de la place du Bouffay et l'église sainte Croix et qu'on ne pouvait agir ni avec plus d'em-pressement ni plus de succès de toute manière.

« Un incendie de quelque importance éclata dans la rue du Paspérilleux le 1^{er} juin 1739. Les frais s'élevèrent à la somme de 389 francs 131. nous y remarquons les articles suivans.

36 flambeaux fournis à 3 l. pièce.	96 ¹
Vin fourni aux pompiers et autres gens.	22 10 ²
A M ^e Boden pour le tocsin.	12
Au trompette de Ville pour avoir averti les habitants.	3
A 3 tambours id.	9
Aux archers	24
Au nommé François Lyndé qui a été blessé dans l'incen- die et resté malade plusieurs semaines.	12
Aux pompiers.	75

Sur ce que le Procureur-Syndic a remontré que le feu s'étant épris, le 12 octobre 1725, dans la maison occupée par le sieur Guérché, près la place du Bouffay de cette ville, le progrès en fut arrêté par le prompt secours des pompes :

Par délibération du 14 novembre 1725 les frais montèrent à 167 l. 15 s.

et que dans cette occasion les nommés Miquel Debas et Fouquelin, se signalèrent et furent grièvement blessez en sorte que par leurs pansemens et médicamens, et par forme de l'indemnité de la cessation de leur travail pour la subsistance de leur famille, le Procureur-Syndic estime qu'il y a lieu de leur accorder une gratification de 150 livres ; savoir 120 livres audit Miquel Debas et 30 livres audit Fouquelin tant pour faire traiter leurs plaies que pour subvenir à leurs familles, revenant les dites sommes à celle susdite de 150 livres.... » (1)

Une délibération, autorise à donner 150 livres, 120 livres au nommé Miquel de Bas et 30 livres au nommé Fouquelin, pompiers, pour pansements et médicamens des graves blessures qu'ils ont reçues, en manœuvrant les pompes lors de l'incendie arrivé le 12 de l'autre mois, et pour quelque indemnité de la cessation de leur travail pendant leur maladie.

Le 13 octobre 1725, M. Mellier rendait ainsi compte à l'intendant de ce sinistre :

« J'ai l'honneur, etc.... de vous informer que le feu prit hier dans la maison occupée par le nommé Guérché, cuisinier sur la place du Bouffay.

« C'était une très ancienne maison, bâtie de bois et de berrasseaux seulement, qui n'avait que quatorze pieds de façade.

« On y a apporté le plus prompt remède, et avec tant de succès qu'on a sauvé les maisons voisines. C'était le principal objet de notre attention, et pour l'assurer nous fîmes abattre avec des crocs la maison incendiée, pendant qu'on faisait usage de toutes nos pompes pour éteindre le feu et rafraîchir les parois des maisons voisines. Ainsi, Monsieur le dommage s'est borné à l'abattage de cette mauvaise maison.

« Le prompt secours et les mouvemens qu'on s'est donné ont préservé de l'incendie le quartier de la place du Bouffay et l'église de Sainte-Croix et qu'on ne pouvoit ni agir avec plus d'empressement ni plus de succès de toute manière. »

(1) Extrait des registres, délibération du 14 novembre 1725

Une délibération du 14 novembre 1725 fixe les frais à 447 livres 10 sous.

Cet incendie eut un résultat assez important, au sujet du mode de construction des maisons de la ville. Il détermina la signature, à Versailles, le 7 décembre 1725, d'un arrêt, qui marque la fin de ces fragiles édifices, élevés à peu de frais avec de mauvais matériaux, et qui différaient, par leur triste apparence, de ces élégantes habitations dont il reste encore quelques spécimens, admirés des touristes et des paysagistes. C'est donc une date à marquer pour l'architecture nantaise, en même temps que pour l'archéologie.

« Vu par le Roy étant en son Conseil, le réquisitoire fait par
« le procureur de Sa Majesté, au siège de la Police de la ville de
« Nantes, contenant que plusieurs maisons de la dite ville ont
« été anciennement bâties de bois, terrasses et de barasseaux,
« les unes depuis le rez-de-chaussée, les autres depuis le
« premier étage jusqu'aux toits desdites maisons. Ce mauvais
« ordre de constructions s'est introduit et a été toléré dans les
« tems où ladite Ville étoit peu habitée et peu fréquentée ;
« mais depuis que le commerce y est devenu florissant, le
« nombre des habitans y est si fort augmenté, et particuliè-
« rement dans le quartier de la Fosse, qu'il n'est pas possible
« sans un péril éminent du feu, de permettre que l'on construise,
« que l'on réédifie, ou que l'on répare à l'avenir des maisons
« avec de pareils matériaux. L'exemple des incendies arrivés
« autrefois dans la rue de la Casserie de ladite Ville et de celui
« survenu, le douze du mois d'octobre dernier, à la maison du
« nommé Guerché, vers la place du Bouffay, sont trop présens
« pour n'être pas convaincus d'une méthode de bâtir si per-
« nicieuse au public. La multitude des habitans que le com-
« merce a attiré dans cette Ville, ayant fait multiplier les
« maisons faciles à construire, à cause de la commodité du
« bois, les rues sont devenues si étroites dans plusieurs
« quartiers, que, le feu venant à s'y communiquer promptement
« d'une maison à l'autre, il y auroit de l'impossibilité d'y

« apporter du secours. Les inconvénients de la construction
« en pans de bois et de terrasses ont été reconnus depuis
« longtemps, et, pour les prévenir, le Roy Charles IX, par
« l'article 96 de l'ordonnance de 1560, et le Roy Henry IV, par
« son Édit du mois de décembre 1607, art. 4, en ont défendu
« l'usage, et ce qui a été ordonné à cet égard sous le règne de
« ces rois, devient aujourd'hui encore plus nécessaire par
« l'agrandissement de ladite Ville. La facilité d'ailleurs de
« bâtir en pierre, chaux et sable dans la ville de Nantes,
« l'utilité que les propriétaires peuvent tirer de construire
« leurs édifices avec de pareils matériaux, doivent être encore
« un motif intéressant, pour ordonner qu'à l'avenir les bâtimens
« seront construits de cette sorte. Tant de raisons, également
« avantageuses à l'intérêt des particuliers et du public, ont
« excité le ministère du procureur de Sa Majesté, pour
« requérir qu'il lui plaise faire tres expresses inhibitions et
« défenses à toutes personnes de quelques conditions et qua-
« lités qu'elles soient, de faire de nouvelles constructions et
« édifices, de réparer et réédifier aucunes maisons, soit dans la
« ville de Nantes ou dans le quartier de la Fosse, autrement
« qu'en pierre, chaux et sable, tant à l'égard des murs
« mitoyens que de clôture et de façade, à peine d'être les ou-
« vrages démolis aux frais, risques, périls et fortune des
« contrevenans, soit qu'ils soient propriétaires desdites mai-
« sons, ou architectes, maçons ou entrepreneurs, nonobstant
« tous actes de garantie et d'indemnité, dont ils se trouveroient
« munis de la part desdits propriétaires, sans préjudicier au
« surplus aux alignemens des maisons, à l'usement local de
« ladite Ville.

« La délibération prise le 27 du mois dernier d'octobre der-
« nier, par le lieutenant général et juge de police de la dite
« ville, tendant à ce qu'il plaise à Sa Majesté statuer sur les
« Conclusions prises par le procureur de S. M. dans son ré-
« quisitoire, le certificat du s^r Lafond, ingénieur en chef du
« roi, à Nantes, en date du 3 novembre 1525, contenant que

« pour établir une bonne règle, tant au sujet des Maisons que
« l'on construit à neuf que celles que l'on rétablit au total ou en
« partie, et pour prévenir les incendies qui pourraient arriver
« aux dites maisons, il est important de faire défendre que
« dans les murs de façade, pignon, murs de séparations et de
« refends, il soit fait à l'avenir aucun pans du bois ou batis de
« charpente, mais seulement de maçonnerie, de pierre de
« taille, de moëlon ou pierre frodel, briques, ou autres ma-
« tières non sujettes à s'enflammer, parce que l'usage des
« constructions en bois opere deux mots, l'un la facilité des
« progrès des incendies, qui consomment fort souvent plu-
« sieurs quartiers d'une ville, comme on l'a vu malheur à
« nous arriver, les années dernières à la ville de Rennes : et
« l'autre, à maintenir le prix des bois de charpentes, plus
« haut qu'ils ne devroient être (1)...»

(1) A Nantes. chez Nicolas Verger, imprimeur du Roi, 1725, 7 p. petit in 8.

VI

Première équipe des pompes. — Bonnets des pompiers. — Exemption du logement des gens de guerre, accordée aux officiers de la milice bourgeoise. — Nomination d'un pompier. — Arrêté pour le service des pompes et les batteries d'alarme. — Livres d'ordres du bataillon des Sapeurs-Pompiers, extraits. — Capitaine-inspecteur des pompes, ses fonctions, 1572. — Incendie, place du Bouffay, 1770. — Création du grade de capitaine des pompes ; demande écrite par cinq candidats ; leur nomination. — Organisation des pompiers de Paris en 1770. — Détails.

LISTE DES MANOEUVRIERS DES POMPES

*Extrait des registres du Greffe de l'Hôtel-de-Ville de Nantes.
Du jeudi 22^e janvier 1722, environ les cinq heures du soir.*

Au Bureau de la Maison commune de la Ville de Nantes : où présidoit Monsieur MELLIER, maire, presens Messieurs de la Bignonnerie Rondel Soûmaire, Perissel, Gellée, Darquistade le jeune, Joüaneaux fils, Conseillers, Magistrats, Echevins et de la Brégeollière-Bouhier, Conseiller, Procureur-Sindic.

Ensuit le Rôle des Noms et Demeures de ceux qui ont été commis par Messieurs les Maire et Echevins de la Ville de Nantes, en exécution de l'Arrest du Conseil du seize Fevrier mil sept cens vingt-un, pour l'Exercice de quatre Pompes destinées à servir en cas d'Incendie dans ladite Ville et Faux-bourgs d'icelle.

Mathurin Raffin, portefaix,
Bernard Montaran portefaix,
Nicolas Chesneau, portefaix,
Jean Clergeau, portefaix,

*Rue Saint-Leonard.
au Marchix.
rue des Carmes.
rue Sainte-Catherine.*

Martin Cesbron, portefaix,	<i>au port Maillard.</i>
François Eray,	<i>idem.</i>
François Monnet,	<i>idem.</i>
Pierre Paquereau,	<i>idem.</i>
Jean Guibert,	<i>idem.</i>
Estienne Loisetreu,	<i>idem.</i>
Claude Dubois,	<i>idem.</i>
Bjyner Enau,	<i>idem.</i>
Simon Guibert, mort,	<i>idem.</i>
René le Blois, dit Belleville,	<i>idem</i>
Jacques Maunoir, dit Jacques,	<i>idem.</i>
Charles Jonchery,	<i>idem.</i>
Jean du Clos,	<i>idem.</i>
Pierre Robert, portefaix,	<i>Sous le Chesne.</i>
René Copie, portefaix,	<i>au Bignon Estat.</i>
François du Bois,	<i>idem.</i>
François Giraudais,	<i>idem.</i>
Mathurin Fouquelin,	<i>idem.</i>
Michel Dominique,	<i>idem.</i>
Mathurin Haudevisé,	<i>rue du Puits d'argent.</i>
Jacques Roullier, portefaix,	<i>rue des Capucins.</i>
Pierre Pentecouteau, portefaix,	<i>au Bignon Estat.</i>
David Collet,	<i>idem.</i>
Pierre le Grand,	<i>idem.</i>
Simeon Metayer,	<i>idem.</i>
Jean Langlois,	<i>idem.</i>
Julien Rubion,	<i>idem.</i>
Jean Marchand,	<i>au Port Maillard.</i>
Gabriël Micail,	<i>idem.</i>
Julien Moquet,	<i>idem</i>
Jean Boucaud,	<i>idem.</i>
Julien Bernier,	<i>idem</i>
Jean Meusnier,	<i>à la Porte Saint-Nicolas.</i>
Pierre Copie,	<i>rue du Puits d'argent.</i>

André Fouquelin,
Guillaume Petit,
Jean Brossier,

au Bignon Estat.
au Marchix.
idem.

IL EST ORDONNÉ aux cy-dessus nommez Manœuvriers desdites Pompes de se rendre au premier Son du Tocsin, ou sur le premier mandement de Messieurs les Maire et Echevins à l'Exercice desd. Pompes; sçavoir vingt à l'Hôtel-de-Ville, et les vingt autres à la Bourse des Marchands, à la Fosse, pour y exécuter les ordres, qui leur seront donnez à cet égard : Ils observeront que huit d'entr'eux doivent être employez à l'Exercice de chaque Pompe, et deux des plus intelligens à tourner et diriger à propos les tuyaux desdites Pompes vers le feu : Il leur est fait défenses de les abandonner pendant l'Incendie ; et à eux enjoint d'empêcher qu'il n'y soit versé que de l'eau nette et pure.

Lesd. Manœuvriers des Pompes jouïront de l'Exemption du Logement des Gens de Guerre, de Guet et de Garde, pour tous salaires à cet égard, conformément audit Arrest du Conseil du seize Fevrier mil sept cens vingt-un. Arresté au Bureau dudit Hôtel-de-Ville, lesdits jour et an. *Ainsi signez* MELLIER, Maire, J. Rondel, Soûmaire, Perissel, Charles Gellée, Louis Joüaneaux fils, N. Bouhier, et Preau, Greffier.

Nous avons largement esquissé l'historique des principaux sinistres dont notre histoire a gardé le souvenir plus ou moins précis. Cette liste, malheureusement trop longue, est sans doute des plus incomplètes, car nombre de ces faits sont tombés dans l'oubli. Cependant, avant d'aborder le récit des accidents du même ordre survenus à l'époque que nous pouvons nommer contemporaine, il reste à dire quelques mots de l'organisation du corps des Pompiers nantais, et des différentes phases par lesquelles il est passé, pour arriver à la situation excellente qu'il présente aujourd'hui.

C'est encore Mellier, qui, après avoir doté la ville de pompes convenables, forma leur équipe. Mais aucun signe extérieur ne faisait reconnaître ceux qui la composaient. Le maire

de Nantes crut devoir demander à l'Intendant une indemnité pour les citoyens qui s'étaient distingués, lors de l'incendie de la rue de la Casserie en 1724. Dans sa lettre, il fait observer, « qu'il serait plus avantageux au public, et aux manœuvres des pompes en particulier, pour se faire reconnaître, lors des incendies, de leur accorder à chacun un *bonnet de marque*, afin que le piquet et les officiers de milice bourgeoise qui commandent puissent leur donner un accès libre, et les soutenir dans leurs fonctions. »

En conséquence, un échevin fut chargé de faire l'achat des étoffes et fournitures, et de surveiller la façon de ces bonnets, au nombre de quarante, « à raison d'un bonnet pour chaque pompier, suivant le mémoire présenté au Bureau, montant à la somme de 240 livres. »

Nous n'avons trouvé aucun renseignement sur la forme de ces bonnets, qui, dans leurs broderies, devaient porter soit les armes de la Ville, soit au moins une hermine. Une ordonnance de paiement, datée du 15 janvier 1727, indique qu'ils étaient bleus et brodés.

« Pour 4 aunes $3\frac{1}{4}$ d'étoffe bleue pour les bonnets nécessaires aux nouveaux pompiers, à 9 l. 10 s. l'aune, 45^l, 12^s, 6^d.

« A la brodeuse qui les a brodés, 21^l.

« Au tailleur pour la façon desdits bonnets. 10^l.

« Deux aunes de toile pour les doubler, à 15^s l'aune, 1^l, 10^s.

78^l, 2^s, 6^d.

Nous pensons qu'il devait y avoir une hermine, pour insigne, à ces bonnets.

Indépendamment de l'insigne accordé aux manœuvriers des pompes, c'est encore à cet incendie qu'il faut attribuer l'exemption de logement des gens de guerre, accordée aux officiers de milice bourgeoise, fort en vogue de ce privilège. Les lettres patentes qui concèdent cette faveur sont des 7 août et 6 septembre 1725. Il y avait alors quinze compagnies commandées chacune par trois officiers. Le maire proposait ce considérant, que ne

reproduisent pas exactement les Lettres : « Le Roi étant informé de l'attention continuelle que le colonel, le major et les capitaines de la milice bourgeoise de Nantes sont obligés de donner à la garde que l'on monte tous les jours dans ladite ville pour y maintenir le bon ordre, et prévenir la communication du feu... »

Un incendie d'une certaine gravité éclata dans la rue du Pas-Périlleux, le 1^{er} juin 1739. Les frais, parmi lesquels nous remarquons les articles suivants, s'élevèrent à 389 francs 13 sous. Trente-six flambeaux à 3 l. pièce, 96 l. ; vin fourni aux pompiers et autres gens, 22 l. 10 s. ; à M. Bodin, pour le tocsin, 12 l. ; au trompette de ville pour avoir averti les habitants, 3 l. ; à trois tambours, id., 9 l. ; aux archers, 24 l. ; à François Lyndé, blessé dans l'incendie, et malade pendant plusieurs semaines, 12 l. ; aux pompiers, 75 l. (1).

Ce n'était pas le maire seul qui choisissait les pompiers, mais le Bureau entier qui faisait transcrire, dans le principe, la nomination sur le registre. C'est ainsi que M. Cesbron, s'étant présenté le 6 avril 1740, assisté de sa mère, veuve, pour obtenir la place de son père, « le Bureau, sur ce oui le procureur-syndic en ses conclusions, a nommé Martin Cesbron, pour exercer la fonction de pompier de cette ville, au lieu et place de Martin Cesbron, cy devant pompier, son père, depuis quelques jours décédé. En conséquence a été arrêté que le bonnet de reconnaissance sera remis audit Cesbron, pour s'en servir lorsque les pompes seront amenées dans les occasions d'incendie, et jouir dudit emploi aux fonctions et privilèges y attribués (2). »

La délibération du 13 du même mois nous apprend que, le feu ayant pris dans deux quartiers différents, les tambours battirent l'alarme, et les pompes furent livrées aux premiers venus, sans qu'aucun avis eut été donné à la mairie. Pour éviter à l'avenir semblable désordre, et parer aux graves

(1) *Arch. municip.* série BB. police, incendies.

(2) *Arch. municip.*, série BB. n° 85, Reg. des D^élib. fol. 85.

inconvéniens qui pouvaient en résulter, le Bureau, faisant droit sur la remontrance du procureur-syndic, a arrêté que les fêtes de Pasques, MM. des Rochettes-Petit, et du Prouzeau-Turpin, chargés du soin des pompes, feront assembler les pompiers, pour faire jouer les pompes : qu'à l'endroit, il leur sera fait une semonce d'avoir mené, sans ordre des officiers de la Commune, les pompes de la Fosse au feu du Marchix, et leur sera fait deffense de tomber à l'avenir en pareille faute, sur les peines qui y escheyent. M. le maire sera prié de blâmer les tambours d'avoir battu l'alarme sans ordre ni participation de la Ville, et leur sera fait déffense de tomber à l'avenir en pareille faute, sous les peines qui y escheyent. »

« Et au surplus, arrête, pour maintenir le bon ordre, que les pompes ne seront point conduites pour éteindre le feu que par les pompiers commandés par un archer de Ville, porteur d'ordres des Officiers de la Communauté, en exercice, que les archers seront tenus d'avertir au premier cri : *Au feu !.* (1).

Le 10 avril 1743, le maire Darquésade fit un, ordonnance de paiement de la somme de 850 livres, pour la construction d'un magasin destiné à loger les pompes (Inventaire fol. 138.)

Le 7 février 1747, le duc de Penthièvre, gouverneur de Bretagne, et la duchesse, sa femme, vinrent à Nantes. Les membres du Corps de Ville, revêtus de leur robe de cérémonie, précédés de leurs archers et du trompette, et *accompagnés de douze pompiers, proprement vêtus, et tous avec des cocardes noires et blanches* (couleurs de la ville), *portant chacun un flambeau à la main*, se rendit à la porte Saint-Nicolas, chez le sieur Le Brun, imprimeur, où ils attendirent le gouverneur qui arriva à sept heures du soir (2).

Le Livre d'ordres du bataillon des sapeurs-pompiers, cote A, débute par la copie de l'arrêt du Conseil, du 16 février 1721, reproduit plus haut, et passe à l'année 1764. C'est donc une assez grande lacune que nous allons essayer de combler, en

(1) Arch. municip., série EB n° 85, Reg. des Delib. fol. 82.

(2) Arch. municip., série AA n° 52, Registre cérémoniel fol. 104.

historien consciencieux d'un corps, qui rend d'éminents services.

En 1754, le Bureau, composé de M. Bellabre, président du Présidial, maire de Nantes, et des conseillers-magistrats échevins, MM. Ballais, Bernier de la Richardière, Goullin de la Brosse, Sarrebourse d'Audeville, Espivent de la Villeboinet, arrêta sur les observations du procureur-syndic, Giraud de la Prestière, qu'il serait fait un nouveau règlement sur les pompes et leurs manœuvres, et désigna trois membres pour s'occuper immédiatement de ce fait.

Toutefois, vu l'urgence, on nomma de suite le sieur Pierre Richard, CAPITAINE ET INSPECTEUR DES POMPES de la Ville et de la Fosse, « tant et si longtemps qu'il plaira à la Communauté, aux gages et honoraires de deux cents livres par an, à compter de ce jour, qui lui seront payées sur les deniers d'octrois et patrimoniaux, parce qu'il sera obligé :

1° De veiller à l'entretien des pompes, et généralement à tous les ustensiles nécessaires à la manœuvre, et sur tous les ouvriers chargés de l'entretien desdits ouvrages.

2° De faire exercer lesdites pompes, au moins une fois chaque mois, afin de voir si tout est en bon ordre.

3° De se trouver, à chaque incendie, au premier coup de tocsin, ou autre avertissement, à l'Hôtel-de-Ville, pour faire délivrer les pompes, avec chacune leurs ustensiles nécessaires aux pompiers, en prenant soin de charger deux d'entre eux de tous les ustensiles de chaque pompe.

4° Il sera tenu de se transporter à l'endroit de l'incendie pour être présent, veiller, et donner les ordres nécessaires à la manœuvre.

5° Les incendies finis, il sera tenu de faire conduire par les pompiers les pompes tant à la Ville qu'à la Fosse, chacune avec leurs ustensiles ; de faire placer le tout dans les endroits destinés, en ayant soin de faire prendre aux concierges, un état des pompes et ustensiles, état dans lequel il sera fait mention des choses qui pourront manquer.

6° Après les incendies, il sera tenu de venir au Bureau rendre compte de l'état des pompes et ustensiles, afin de prendre les ordres pour les réparations et le rétablissement des choses qui pourront être nécessaires.

7° Ledit Richard portera une petite plaque d'argent, sur laquelle seront les armes de la Ville, autour desquelles il y aura : CAPITAINE ET INSPECTEUR DES POMPES, qu'il attachera à une boutonnière de son habit avec un ruban noir et blanc (*couleurs de la Ville*), pour y être reconnu par les ouvriers et le public comme capitaine et inspecteur des pompes ».

Dans la séance du 17 du même mois de mars 1754, il fut décidé que le nombre des pompiers, dont la compagnie est présentement de soixante, serait à l'avenir de 70, dont 14 pour chaque pompe ; savoir deux chefs de pompe et suceurs, deux porte-tuyaux, et dix pompiers qui seront affectés à chaque pompe qui sera numérotée, avec reproduction du numéro sur le bonnet.

Nous n'avons aucune note sur le règlement dont il vient d'être parlé ; il est cependant probable que c'est celui qui figure en tête de la « liste des pompiers actuels de la ville de Nantes, pour les cinq pompes dont trois sont à l'Hôtel-de-ville et deux à l'Hôtel de la Bourse. Cette liste, grand placard double in-folio, est datée du 26 juin 1757. Au bas figurent sous le titre : *Sujets remplacés auxquels on a conservé les privilèges, attendu leurs infirmités : Jean-Baptiste Cochon, portefaix, Louis Daubigeon, idem, Jean Carlinat, porteur de chaises.*

Au haut se lit : RÉGLEMENT POUR L'EXERCICE DES POMPES.

ART. I. — Tous les instruments servant aux pompes, seront partagés en quatre lots, pour être appliqués jusqu'à nouvel ordre aux quatre premières pompes ; chaque lot sera distingué par un lien de fil de couleur particulière, afin de pouvoir être facilement reconnu, savoir : à la première pompe un lien blanc, à la seconde un lien rouge, à la troisième un lien bleu et à la quatrième un lien jaune.

ART. II. — Les chefs de chaque pompe seront tenus de veiller à ce que les instruments de leur pompe soient toujours en bon état.

ART. III. — Les quatre premières pompes seront exercées alternativement de dimanche en dimanche, à commencer dimanche prochain pour la première, et ainsi de suite pour les autres, et les chefs des pompes prendront l'ordre du commissaire de semaine, pour le lieu et l'ordre de l'exercice.

ART IV. — Les pompiers de la cinquième pompe, en attendant qu'elle soit en état, serviront les quatre premières pompes, savoir : les trois premiers de la cinquième à la première ; les trois suivants à la seconde ; les cinq suivants à la troisième, et les trois derniers à la quatrième.

Parmi les hommes, on remarque surtout des portefaix, des charpentiers, des gabarriers et bateliers, un ou deux forgerons, un seul couvreur. Les deux limites d'âge sont cinquante huit et vingt-six.

Le sieur Richard n'est pas nommé comme capitaine inspecteur. Par délibération du 21 avril 1759, il fut arrêté que le sieur Bonvoux, ayant donné des preuves de fidélité, d'activité et d'intelligence qui lui avaient mérité des témoignages avantageux de la part des ingénieurs Magin et Blavaux, « sera établi pour prendre soin des atterrissements de la Loire, des pompes, du jardin de la Ville, des promenades publiques, ainsi que de tout ce qui y a rapport, et qu'à cet effet il lui sera payé annuellement six cents livres de gages (1) ».

(1) *Arch. municip.* série BB Registre n° 96. fol. 84. — Le Registre d'ordres coté A. du Bataillon, donne pour date à sa nomination la délibération du 7 avril 1764 ; par laquelle il lui est accordé une gratification de 1,000 livres pour ses travaux, peines et soins de plus, à commencer du premier avril, il lui est alloué 600 livres d'appointements, nets et quittes de droits royaux mis et à mettre : 200 livres pour veiller à l'entretien, conservation et augmentation des atterrissements ; 200 livres affectées à sa place de capitaine inspecteur des pompes de la ville aux mêmes charges, clauses et appointements qu'en jouissant et en a joui le feu sieur Richard, son prédécesseur audit emploi ; 200 livres pour l'inspection du balisage de la rivière. Cette délibération n'a pour objet que la continuation de la juste rémunération des services du sieur Bonvoux ; sa nomination date bien du 21 avril 1759.

Une liste des pompiers, datée du 11 juillet 1762, petit in-8° de 16 pages, porte le nom du sieur Bonvoux comme capitaine inspecteur, et dix-sept pompiers avec trois ou quatre aspirants pour chacune des quatre pompes, plus quinze sujets reçus pour occuper les places qui viendront à vacquer. Les sieurs Cruey, M^e charpentier, Moulin, M^e couvreur, Boissenot, M^e cordonnier, comme attachés à la Communauté de Ville, sont obligés par leur état de se trouver à tous les incendies, eux et leurs compagnons, et jouissent des mêmes exemptions que les pompiers.

Un incendie assez considérable qui éclata dans les magasins de marchands droguistes place du Bouffay, donna lieu de remarquer que le sieur Bonvoux, malgré son zèle, ne pouvait surveiller la manœuvre de toutes les pompes.

Plusieurs notables, présents à l'incendie, firent connaître à l'administration, que, pour améliorer le service des pompes, il serait fort utile qu'elles fussent commandées chacune par un officier, qui, sous les ordres du capitaine inspecteur, et de concert avec les officiers municipaux, rendrait leurs effets beaucoup plus prompts.

Ces observations fondées furent parfaitement accueillies et conduisirent à une réorganisation complète du corps. Les grades et les distinctions ont toujours été fort enviées et voici comment les candidats aux nouvelles fonctions exposèrent leur demande à la municipalité.

MESSIEURS.

De tous les maux qui affligent accidentellement l'humanité, il n'en est peut-être point de plus terrible que l'incendie. Le seul aspect d'une flamme dévorante, la crainte de lui voir faire des progrès, la ruine à laquelle sont exposés les citoyens qu'elle attaque, les suites funestes qu'elle entraîne avec elle, tout porte dans une ville le trouble, l'alarme et la désolation. Et, ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que dans ces désastres effrayants, les remèdes qu'on apporte sont presque toujours

si mal administrés, que le feu a déjà détruit un édifice, gagné de proche en proche les maisons voisines, avant que l'on soit prêt à en arrêter le cours. Rien n'est si sage, Messieurs, que l'entretien d'une certaine quantité de pompes. Rien n'est si prévoyant que les ordres qui vous sont donnés pour qu'elles produisent un effet qui réponde à la voracité des flammes; mais l'expérience nous apprend malheureusement aussi que rien n'est plus négligé. Ces pompes sont confiées à des manœuvriers qui semblent ne les avoir acceptées que pour jouir des privilèges que vous leur accordez. Lorsque tout paraît tranquille, on s'endort sur une prétendue sécurité. Quelque soin que prenne le chef, qui a l'administration de ces pompes, pour les examiner, elles sont souvent défectueuses; et, quand l'instant du malheur arrive, lorsqu'il serait nécessaire de leur donner tout le jeu qu'elles doivent avoir, c'est alors, mais trop tard, que l'on s'aperçoit d'une détérioration qu'un homme seul ne peut empêcher.

Cet inconvénient n'est pas le seul reprehensible. Les pompiers ne s'exercent pas assez souvent, n'ont pas l'adresse de faire jouer les pompes. La confusion se mêle toujours dans leurs opérations; chacun d'eux veut présider, personne ne veut obéir. On transporte les tuyaux, on altère la manœuvre, on court indistinctement d'une pompe à l'autre, on paraît travailler beaucoup et on ne fait presque rien. Pendant cette mauvaise manutention, où le désordre a plus de part que l'intelligence, le feu fait des progrès, et, malgré les secours qu'on réclame, la maison se consume.

D'où vient cette mésintelligence? D'où procède ce défaut de promptitude?... C'est que les gens qui sont chargés, par état, d'apporter les secours nécessaires dans un incendie, n'agissent qu'à leur volonté, et qu'il n'y a pas à chaque pompe un chef dirigeant les opérations de ceux qui les servent. Il est impossible que des hommes bornés aient l'esprit assez présent et puissent s'entendre, au point de faire mouvoir cinq pompes à la fois.

Il conviendrait donc, Messieurs, que chaque pompe eut un officier qui, dans les temps de tranquillité, veillerait à l'entretien de sa pompe particulière, et en ferait faire souvent l'exercice à ceux sur lesquels il aurait le commandement; il ne recevrait, dans les cas d'incendie, que vos ordres et ceux du chef à qui elles sont confiées. Ces instruments de secours seraient toujours en bon état; ceux qui doivent les faire mouvoir, forcés d'obéir à des ordres réfléchis, se tiendraient à leur poste; le service se ferait avec plus d'exactitude; la confusion ne se répandrait pas dans la populace; les secours seraient plus prompts et plus efficaces, les ravages du feu se réduiraient à peu de choses; enfin le service des pompes deviendrait d'un meilleur usage qu'il ne l'a été jusqu'à ce jour, l'entretien serait moins dispendieux, chaque officier apportant toute son attention à leur conservation, soit dans les visites, soit dans les incendies où beaucoup de choses se perdent et sont endommagées.

C'est d'après ces judicieuses observations, Messieurs, après avoir murement réfléchi sur les avantages qui résulteraient de leur exécution, que les sieurs Belzons le jeune, marchand orfèvre, Goullier Verry, marchand de draps, Hardy, marchand épicier, Bouché des Robardières, négociant, et Monneau, marchand épicier, se proposent de remplir, sous vos auspices, les cinq places d'officier de pompe dont on a parlé. Ils ne demandent pas qu'on les fasse jouir des exemptions et prérogatives qui sont ordinairement attachées à ces fonctions patriotiques. Le motif de leur vue ne fut jamais l'intérêt. Daignez les mettre à l'épreuve, vous les trouverez aussi intelligents que zélés; la satisfaction d'être utiles à leur patrie et l'honneur de mériter votre protection sont les seuls objets qu'ils envisagent et les récompenses qu'ils attendent de vous, Messieurs.

Vos très humbles et obéissants serviteurs, (suivant les signatures.)

Le même jour, 16 mars 1771, sur les cinq heures de l'après-midi, le Bureau tint une séance, présidée par M. Roger de la

Mouchetière, maire ; le procureur-syndic y donna communication de la requête précédente à l'assemblée, qui décida la nomination des cinq signataires, « pour commander le service sous les ordres de messieurs les officiers de police et du capitaine-inspecteur, tant et si longtemps qu'il plaira à la Communauté. Et pour assurer d'autant mieux l'exercice des dites pompes, et prévenir toute difficulté entre les nouveaux capitaines, a arrêté qu'elles seront commandées, savoir : celle marquée n° 1, par le s^r Belzons le jeune ; la 2^e, par le s^r Goullière Verry ; la 3^e, par le s^r Hardy ; la 4^e, par le s^r Bouché des Robardières ; la 5^e, par le s^r Monneau, sans que cet ordre puisse être interverti sous quelque prétexte que ce soit, si ce n'est dans le cas où le bien du service l'exigerait.

En même temps, diverses prescriptions furent rédigées en six articles par le dernier desquels ils étaient tenus de porter un habit uniforme de couleurs gris fer, avec un bonnet en forme de casque, pour être reconnus des pompiers et du public. En 1773, l'habit reçut un collet et des parements de velours noir. Mais diverses réclamations eurent lieu contre cet uniforme, trop sombre pour être facilement reconnu la nuit.

Le 20 avril suivant, le sieur Nicolas Herbault, négociant, était capitaine de la pompe de l'Hôtel-Dieu, ce qui portait à six le nombre de ces engins en service à Nantes.

SÉANCE DU 2 AVRIL 1754. BB. 93 FOL. 129

Vu au Bureau l'état de la dépense faite tant à l'occasion de l'incendie arrivé, le seize janvier dernier, dans la rue d'Erdre, à une maison appartenant à l'Hôtel-Dieu, qu'à celui arrivé dernièrement dans la rue des Carmes, le 12 du présent mois (*février probablement*), se montant ledit mémoire, suivant les articles y référés, à la somme de 684 livres, 3 sols, laquelle il est nécessaire de faire payer à M. Pierre Buart, greffier de cette Ville et Communauté pour la répartition en être par lui faite aux dénommés au présent mémoire et à la liste ci-jointe, en ce que chacun est fondé...

Le règlement, imprimé en 1778, chez Malassis, petit in-8° de 22 pages, renferme un règlement pour le service des pompes, *lors des incendies*, comprenant XI articles, et un règlement pour le service des pompes et *visites de leurs ustensiles*, en XII articles. Nantes possédait alors sept pompes, ainsi réparties : n° I et II, à l'Hôtel-de-ville ; n° III, chez le sieur Leroux, rue Saint-Similien ; n° IV, à la Bourse ; n° V, chez le sieur Bedert, à Chezine ; n° VI, au corps de garde, Cours des Etats ; plus celle de l'Hôtel-Dieu.

Des lettres patentes, du roi Louis XV, données à Versailles, le 17 septembre 1770, reconnaissent que, par arrêt du 10 mars 1722, un sieur Dumouriez Duperrier avait été chargé de l'entretien et renouvellement de trente pompes servant aux incendies de Paris, du paiement de la solde des gardes-pompes, dont le nombre était fixé à soixante, à raison de cent livres par an chacun, de leur fournir des habits et bonnets d'uniforme, et tous les ustensiles nécessaires, moyennant 20,000 livres par an.

Voici le dispositif, fort intéressant, de ce document, sur l'organisation en 1770, des pompiers de Paris.

« Ordonnons que la compagnie des Gardes-pompes sera composée de 146 hommes soldés, et de 14 surnuméraires, commandés par le sieur Pierre Morat, Directeur général des Pompes, qui leur enseignera l'exercice et le manœuvre des pompes par le sifflet, et qui seul distribuera tous les secours qui doivent contribuer à l'attaque du feu, où il sera tenu de se transporter, aussitôt qu'il en aura avis. Et pour qu'il soit à portée de s'y rendre plus promptement, il sera tenu de se loger au centre de Paris, dans la maison qui lui sera indiquée par le sieur Lieutenant-général de police. Voulons qu'il y ait différents grades dans ladite compagnie, pour y maintenir l'ordre et la subordination, et qu'ils soient donnés à ceux des Gardes-pompes que le Directeur général en jugera dignes ; que les Gardes-pompes ne puissent être remplacés que par des surnuméraires, et qu'il ne soit admis au nombre de ces derniers que des sujets au-dessous de vingt cinq ans, à moins

qu'ils n'aient servi six ans dans les troupes de S. M., auquel cas ils pourront l'être jusqu'à trente ans. Les grades de la compagnie seront distribués, savoir : deux chefs de brigade (500 livres chacun), seize brigadiers (400 livres chacun), seize sous-brigadiers (300 livres), seize appointés (à 250 livres), quatre-vingt seize gardes à 200 livres. Ils auront, ainsi que les surnuméraires, un uniforme de drap bleu de Berri, doublé de serge bleue, parement et collet de panne noire, une épaulette jaune, boutons unis de cuivre jaune et un casque. Pour distinguer les grades, les chefs de brigade auront sur le parement deux galons et trois boutonnieres, les brigadiers deux galons, les sous-brigadiers un galon, et les appointés trois boutonnieres, le tout en or faux.

« Le Directeur général des pompes sera chargé de fournir chaque année un habillement neuf à un tiers de la compagnie, de manière que les habits se trouvent entièrement renouvelés tous les trois ans. Il sera aussi tenu d'entretenir en bon état tous les habits et casques uniformes (1) ».

Pour subvenir à toutes ces dépenses, le Directeur général touchait annuellement du trésorier des deniers de police, 73.000 livres, à raison de 18.250 livres par trimestre. Il devait en outre payer 200 livres par an à chacun des six plus anciens de la compagnie, blessés ou hors d'état de servir par leur âge, plus 1.000 livres par an à un chirurgien spécialement chargé de panser ceux qui auraient été blessés au feu ou seraient attaqués de quelque maladie.

Les demandes d'emplois et de grades adressées à la municipalité, étaient renvoyées aux officiers du corps, qui désignaient à la majorité des suffrages, trois candidats au choix du maire, ainsi que le prouve cet extrait de lettre : « Nous sommes sensibles à l'honnêteté de MM. les magistrats, qui nous ont déjà donné plus d'une preuve de leur bienveillance, et qui nous la

(1) Lettres patentes du Roi, concernant l'entretien et renouvellement de trente pompes et le pavement et la solde des Gardes-pompes. Données à Versailles le 17 décembre 1770 — Paris, de l'imprimerie royale 1771, in-4°, 6 pp.

témoignent encore aujourd'hui, en ne voulant recevoir aucun capitaine que de l'agrément du corps entier pour entretenir l'union, la bonne intelligence et un parfait accord entre nous. »

Lors de l'organisation de la Garde Nationale à Nantes, en 1792, les pompiers furent exemptes de ce service, incompatible avec le leur, considéré comme « très pénible et même dangereux ».

Le 29 juin 1793, jour mémorable de l'attaque de Nantes par les Vendéens, les pompiers sont à leurs postes, pour prévenir les incendies. Le Livre d'Ordres contient ce détail : « Au son du tocsin et de la générale, les pompiers, d'après les ordres, s'étant rendus à leurs postes respectifs, le citoyen Louis Dufeu, adjudant-général de la Garde Nationale, prévient les officiers municipaux, par sa lettre de ce jour au matin, que les Vendéens tirent à boulets rouges sur les ponts, et invite à faire passer une pompe à Pont-Rousseau. »

CC. 222, fol. 46. — Compte du miseur 1753-1754.

Au Sr. Guillaume Grou, négt. à Nantes, 2. 033^l 9^s 4^d, pour avances et débours par lui faits pour les prix, droits et frais de transport de 4 suceurs, achetés et venus de Hollande à son adresse, pour le service de la Ville, dans les cas d'incendie.

Autre statistique non moins curieuse :

Voici les curieux résultats du relevé qui vient d'être fait du nombre des maisons existant actuellement en France :

Le nombre total des maisons est de 8,875,267; elles se classent ainsi, quant au nombre des ouvertures : 253,018 maisons à une ouverture, 1,841,517 à deux, 1,624,477 à trois, 1,160,817 à quatre, 842,430 à cinq, et 3,173,008 à six et au-dessus.

Le nombre des constructions nouvelles, effectuées en 1883 dans toute la France s'élève à 124,571, qui représentent une valeur locative de 47 millions et demi.

Le nombre des démolitions effectuées en 1883 dans toute la France s'élève à 88,497, correspondant à une valeur locative de 19 millions.

— Les incendies deviennent de plus en plus nombreux à Paris, comme le constate la statistique annuelle de la préfecture de police résumée dans le tableau suivant :

Années.	Feux de cheminée.	Incendies.	Total.
1878	1.432	745	2.187
1876	1.856	878	2.733
1880	1.309	786	2.095
1881	1.585	945	2.530
1882	1.656	982	2.638
1883	1.688	905	2.513

27 personnes ont été retirées vivantes des maisons incendiées ; 8 cadavres, de dessous des décombres.

2 sapeurs-pompiers ont été réformés avec pension pour blessures très graves ; 49 autres ont été plus ou moins grièvement atteints.

Enfin des récompenses honorifiques ont été décernées à 5 officiers, 34 sapeurs-pompiers pour des actes de courage.

Univers, 21 juin 1884.

Le 18 janvier 1766, a été représenté par M. le Maire, « que dans l'incendie arrivé à Chezine dans la nuit du 15 au 16 de ce mois, les secours ont été donnés avec une diligence qui pouvoit seule arrêter les progrès du feu et sauver la quantité immense de marchandises, logées dans les magasins du quartier. Que les suites de ces secours qui ont épargné au commerce de cette ville une perte considérable, est particulièrement dû au zèle, à l'intelligence et à l'activité avec lesquels, quelques-uns des pompiers, charpentiers et couvreurs et les archers de ville, ont rempli chacun, en leur partie, ce qui est de leur devoir, qu'il croit que la Communauté doit, en cette occasion, donner à ces gens une gratification qui serve de récompense pour ce qu'ils ont fait, et d'encouragement pour l'avenir ».

Le Bureau a arrêté qu'il sera donné une somme de 150 livres, à ceux qui ont bien rempli leur devoir, et que cette

somme sera répartie de manière que ceux qui se sont le plus distingués, le soient aussi dans la récompense.

Malheureusement, nous n'avons pu trouver d'autres détails sur ce sinistre. Il eut cependant pour résultat l'achat d'une pompe, ainsi que l'apprend le procès-verbal de la séance du 8 février suivant (1).

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1766.

« Sont entrés au Bureau Messieurs Marcorelles et Hugnet, Consuls en exercice, lesquels, après s'être placés dans des fauteuils à la tête du Bureau, ont dit qu'ils étaient chargés de la part du Général du Commerce, de représenter qu'il serait très nécessaire que la Ville fit l'acquisition de la pompe de la Compagnie des Indes, avant qu'elle fut transportée à Lorient, qu'elle resteroit par continuation au quartier de Chesines, pour y servir dans le cas d'incendie, comme elle y a été employée avec succès, ainsi que celles de la Ville, lors du dernier incendie, qui a manqué de consumer, outre les chantiers et paves au bois de la construction des navires, une quantité prodigieuse des marchandises de toutes espèces, qui y sont déposées en différents magasins, ce qui eut causé une perte immense à tous les négociants. Ces Messieurs se sont retirés, ayant été reconduits par deux de ces Messieurs.

« Le Bureau délibérant... a arrêté que M. Perissel, C^{re} magistrat échevin, et M. le procureur syndic, se transporteront incessamment avec le s^r Bonvouix, capitaine inspecteur des pompes et un fondeur expérimenté, chez le s^r Guémont, pour visiter la pompe de la C^{ie} des Indes, avec ses manches et ustenciles, à l'effet d'en connoître l'état et la valeur, et en faire leur rapport au Bureau, après lequel sera délibéré s'il est convenable de faire l'acquisition de cette pompe... A été de plus

(1) Registre des Délibérations BB. 99 fol. 43. — La précédente délibération est. au fol. 42.

arrêté, qu'incessamment on fera rétablir une ancienne pompe appartenante à la Ville, à laquelle il y a plusieurs réparations considérables à faire ; après quoy l'une ou l'autre restera déposée au quartier de Chesines, pour y servir plus promptement... BB. 99 p. 45.

La pompe, estimée 500 livres, fut achetée par suite d'une nouvelle délibération du 17 mai 1766, au moyen d'une avance fournie par M. Michel négociant, et dont le remboursement eut lieu, suivant quittance du 5 mai 1767, inscrite sous le n° 359, au compte CC. 227, du miseur Jean de Haran.

Le 24 décembre, sur la requête présentée par le Général et les habitants de Paimbœuf, « tendante à ce qu'il plaise au Bureau de Ville, d'accorder en pur don, à la charge des réparations, une ancienne pompe appartenante à la Communauté de ville de Nantes, pour servir en cas d'incendie de maisons ou de navires audit lieu de Paimbœuf...

« Le Bureau, sous le bon plaisir de Mgr l'Intendant, a accordé et accorde, en pur don, audit général des habitants de Paimbœuf, pour les causes et par les motifs exprimés en leur requête, un ancien corps de pompe appartenant à cette Communauté, à la charge qu'ils la feront retablir dès à présent, et l'entretiendront à l'avenir, le tout à leurs frais. En conséquence, le Bureau donne pouvoir au s^r Bonvoux, capitaine inspecteur des pompes de la ville et faubourgs de Nantes, de délivrer au Général de la Ville de Paimbœuf la pompe en question, et en prendre son reçu des sieurs Sénéchal et procureur fiscal de Paimbœuf, lequel il remettra au Bureau, pour être attaché à ladite requête et déposé aux minutes du greffe de cette Communauté. Et afin que ladite pompe soit toujours tenue en bon état, pour servir au besoin, le Général des habitants fera faire, à ses frais, l'exercice de ladite pompe, deux fois l'an, en présence dudit s^r Bonvoux, capitaine inspecteur des pompes de la ville de Nantes, lequel en certifiera le Bureau.

Paimbœuf se montra reconnaissant à l'égard de la ville de Nantes, et, le dix novembre 1768, la remerciait en ces termes :

« Le Général de la paroisse de Saint-Louis de Paimbœuf prie Messieurs de la Communauté de la Ville de Nantes d'agréer ses remerciements de la pompe à servir aux incendies, qu'ils leur ont fait présent, et qui luy a été envoyée par le sieur Bonvoux, auquel la dépense faite pour le raccommodage d'icelle et de ses ustenciles, montant à trois cents livres quatre sols, a été payée, suivant la quittance donnée au sieur Moreau, fabriqueur en charge. BB 100, fol. 30 et 97.

Un incendie devora dans une nuit le théâtre Graslin. Nous retrouverons les détails de ce funeste événement dans un chapitre spécial sur les incendies et les pompes (*La Commune et la Milice de Nantes*, MELLINET, t. X, p. 122).

Cette idée n'est donc pas neuve, et, si le laborieux et sympathique historien avait accompli son projet bien mieux que nous, il eut écrit ce chapitre inédit et intéressant, que l'initiative de M. le maire de Nantes nous a chargé de présenter aujourd'hui.

Incendie de la salle de spectacle Graslin le 26 août 1796

7 Fructidor an IV (mercredi 24 août 1796).

Le sept fructidor de l'an quatrième de la République, à huit heures un quart du soir, nous avons eu connaissance d'un incendie considérable, qui s'est manifesté dans la grande salle de spectacle, située place Graslin, vers la fin du troisième acte de l'opéra de *Zémire et Azor*. Le feu s'étant déclaré avec une extrême violence, les progrès ont été si rapides que toute la charpente a été embrasée en très-peu de temps. Il y avait ce jour beaucoup de monde au spectacle. Tous se sont sauvés à l'exception de sept qui ont péri dans les flammes. Quelques personnes ont été blessées par le feu.

L'incendie s'est communiqué de suite à deux maisons voisines, dont l'une est la maison Gomeau, joignant le derrière de la salle, et n'en étant séparée que par une petite cour. La charpente de cette maison du côté de la salle a été réduite en

cendres, ainsi qu'un grenier donnant sur la rue Rubens. Le reste de cette maison a été préservé des flammes, par le prompt secours des pompes. L'autre est la maison Graslin, dont une des jalousies du belveder, qui donnait sur la salle incendiée, a été réduite en cendres. Plusieurs fenêtres des mansardes, ainsi que de l'étage au-dessous, ont été atteintes par les flammes. On est parvenu à préserver cette maison par les prompts secours que l'on y a apportés.

Vers les onze heures de la nuit, la charpente de la salle est tombée. Le feu s'était déjà manifesté aux deux ailes collatérales du bâtiment qui formaient les magasins et les logements des artistes du théâtre. Il n'y a eu de cette partie des bâtiments que les greniers et les planchers des mansardes d'endommagés ; le reste de ces ailes a peu souffert.

Le vestibule et le péristyle au devant de la salle ont été préservés des flammes. Il n'y a eu que la charpente d'incendiée. Vers les quatre heures du matin nous nous sommes trouvés maîtres du feu. Le grand magasin, joignant le derrière du théâtre et attenant à la maison Goineau, qui servait à déposer les décorations et autres machines du théâtre, a été totalement réduit en cendres, ainsi que les effets qu'il contenait.

A midi, les officiers pompiers se sont rassemblés dans une des chambres du bâtiment à l'effet de se concerter sur les mesures à prendre pour prévenir de nouveaux accidents qui pourraient résulter des suites d'un incendie aussi considérable. Ils ont arrêté :

1^o Que les pompes et leurs ustensiles resteraient sur les lieux, ainsi que leurs compagnies, pour y exécuter les ordres qui leur seraient donnés selon les circonstances.

2^o Que chaque capitaine donnera les ordres afin que la moitié de sa compagnie puisse prendre deux ou trois heures de repos, pour revenir ensuite au poste relever l'autre moitié. Mais qu'à huit heures du soir toutes les compagnies seront à leurs pompes, pour n'en pas désemparer de la nuit.

3^o Que la garde de nuit qui se fait au dépôt général, composée de sept hommes, se fera, jusqu'à nouvel ordre, à la salle de

spectacle, pour y être plus à portée d'y donner des secours, suivant les circonstances; qu'elle sera composée d'un capitaine et de toute sa compagnie, et qu'elle serait de 24 heures. Le citoyen Lecadre ne s'étant pas trouvé à l'assemblée, les citoyens Belzons et Mary ont été chargés de soumettre ces trois articles à l'administration municipale qui les a approuvés dans tout leur contenu.

Les pompes et les compagnies sont restées sur le lieu de l'incendie pendant quatre jours. Les deux premiers elles ont été jour et nuit en activité, et les deux derniers pour surveiller en cas de reprise.

Le 11 fructidor, à 10 heures, les compagnies de chasseurs et les canonniers de la Garde Nationale ayant reçu l'ordre de se réunir sur la place Graslin aux compagnies de pompiers, pour y exécuter les manœuvres qui leur seraient commandées, se sont répartis sur toutes les pompes. Les ordres ayant été donnés, afin d'éteindre l'immense quantité de braises, qui existait dans le foyer de l'incendie, ce travail a duré sans interruption jusqu'à 4 heures du soir.

Les compagnies s'étant séparées, les pompes durent revenir le lendemain, à sept heures du matin, pour ramasser et nettoyer leurs ustensiles, et reconduire les pompes à leur dépôt, à l'exception de celles qui seraient jugées nécessaires.

Signé : MAIRY.

(Livre du Bataillon, coté A. pp. 68 et 69).

*Procès-verbal de l'incendie de la salle Graslin,
9 fructidor an IV (26 août 1796).*

La lecture attentive de ce procès-verbal, qui n'a jamais été publié, sauf une partie de la déposition si émouvante du directeur Danglas, semble faire naître une observation qui tendrait à modifier la croyance jusqu'ici admise sur la cause première du sinistre qui atteignit notre scène.

Le feu, a-t-on toujours dit, prit par le transparent de l'appartement de Zémire.

Mais en étudiant avec soin les dépositions des témoins, presque tous sur la scène et dans la salle au moment de l'accident, il ressort de leurs paroles que la chute du lustre, et l'embrasement de la toiture, par conséquent des combles, se produisit instantanément, au moment même pour ainsi dire où la frise et le transparent prenaient feu. Quelle que soit la rapidité avec laquelle l'incendie se propagea au milieu de ces matériaux essentiellement inflammables, il est difficile d'admettre que ce début, « de peu de conséquence » dit l'un, « qui n'était rien », répète un autre, ait pu prendre en une minute des proportions aussi considérables.

Ne se pourrait-il pas que le feu, d'abord à l'état latent dans la partie supérieure, ait été développé tout à coup, soit par un courant d'air, soit par une cause inconnue, et gagnant subitement de haut en bas, apparut tout à coup aux yeux des spectateurs, qui, effrayés, prirent l'effet pour la cause. Il semble en effet matériellement impossible d'attribuer la chute du lustre, les flammes de la toiture, au feu de la frise et du transparent, qui précédèrent à peine d'une ou deux minutes ces événements.

*Procès-verbal rapporté par l'Administration municipale
relativement à la cause de l'incendie du Grand Spectacle
de la République à Nantes.*

Ce jour 9 fructidor de l'an IV de la République Française, une et indivisible, Nous, président, administrateurs municipaux et commissaires du Directoire exécutif près l'Administration municipale de la commune et canton de Nantes, ayant avec nous Antoine Saveneau, secrétaire en chef.

Assemblés extraordinairement à l'effet de constater les causes, effets et résultats de l'incendie qui a eu lieu à la salle du Théâtre dit de la République dans cette commune, le sept de ce mois.

Rapportons qu'environ les huit heures et demie dudit jour, nous fûmes instruits qu'il venoit de se manifester un violent incendie dans ladite salle ; qu'aussitôt l'ordre fut donné à l'horloger de la ville d'avertir, par le son de la cloche du Bouffay, les habitans de cette commune de ce fatal événement.

Arrivés sur la place dite Graslin, lieu où est édifiée ladite salle, nous aperçûmes qu'elle étoit embrasée dans toutes ses parties ; que déjà la couverture étoit tombée et que dans les hauts il ne restoit plus que quelques pièces de bois tenantes aux murs et toutes enflammées ; de concert avec les hommes de l'art, nous vîmes qu'il étoit de toute impossibilité de songer à maîtriser le feu dans ses parties, et que tous les soins et tous les efforts devoient être employés à garantir des flammes le péristyle et les parties latérales de l'édifice joignant le vestibule et donnant sur les rues de Molière et de Corneille, de même que la maison du citoyen Goisneau, joignant par le bout nord ladite salle, et à laquelle le feu se communiquoit, ainsi qu'à la maison de la citoyenne veuve Graslin, bordant ladite rue de Molière. La direction des pompes sur ces deux maisons eut un succès heureux pour la maison de la citoyenne Graslin, qui n'a été que médiocrement endommagée, le feu n'ayant agi que sur une des jalousies du belvédér et sur des croisées de mansardes ; mais la maison du citoyen Goisneau a beaucoup souffert, n'ayant pu, quelques efforts que l'on fit, parvenir à y éteindre le feu que le lendemain huit de ce mois, parce que cette maison se trouvant adossée au bout de la salle où étoit le foyer de l'incendie, son action étoit entretenue par les brasiers.

Sur l'autre partie latérale de la salle, la maison du citoyen Vilmain, rue de Corneille, a été entièrement garantie, et n'a eu que des carreaux de fenêtres cassés par l'effet et la violence de la reverbération.

Nous étant informés de quelle manière avoit commencé l'incendie et ce qui avoit pu lui donner lieu, il nous est appris que le feu a commencé par une flamme qu'une bougie com-

muniqua au transparent placé au-dessus de l'appartement de Zémire ; que cette flamme gagna une frise, et que l'effet fut si prompt et si violent que dans trois minutes le rideau d'avant-scène et le lustre placé au-dessus du parterre tombèrent, qu'au même instant la flamme gagna le grand magasin des décorations et se porta avec une telle vélocité à la couverture qu'elle fut aussitôt embrasée, et qu'aucuns efforts humains ne purent arrêter ses funestes progrès.

Nous donnâmes ordre au citoyen Crucy, architecte-voyer et constructeur de cet édifice en 1787 (V. S.), de reconnoître les dégats causés par ce terrible incendie, et de nous en fournir son rapport.

A huit heures du matin, huit du courant, quelques-uns d'entre nous, excédés de fatigue, ont été prendre un peu de repos, pour revenir ensuite relever ceux qui étoient restés sur les lieux.

Le général de brigade Dutilh, le citoyen Normand, commandant militaire, et le citoyen Benoist, faisant par interim les fonctions de chef de division de la Garde Nationale sédentaire, se sont, pendant toute la nuit du 7, portés partout où leur présence et les ordres militaires à donner ont été nécessaires.

Pendant toute la journée et les nuits des 8 et 9, nous nous sommes partagé la surveillance à donner pour accélérer l'entière extinction du feu ; on est enfin parvenu à éteindre les poutres enflammées ; mais le feu se maintient toujours dans les brasiers amoncelés dans la salle, où il y a continuellement deux pompes en activité.

A midi de ce jour, neuf, les entrepreneurs, régisseurs, acteurs, actrices et musiciens, se sont rendus à la maison commune, où, en notre présence, ils ont fait les déclarations suivantes :

1^o Je soussignée, artiste au grand Théâtre de la République, déclare, que lorsque, dans l'opéra de *Zémire et Azor*, je dus descendre dans le char de la gloire, il n'y avait pas une seule chandelle dans le cintre du Théâtre, puisque, pour m'éclairer,

un garçon m'alla chercher une plaque. Descendue sur la scène, la machine devant monter la cage d'Azor ayant manquée, je regardai en l'air et vit toutes les frises et le cintre en feu ; quoique le châssis du transparent de l'appartement de Zemire eut à peine pris feu, désespérant alors d'éteindre un incendie si prononcé, je m'efforçais de gagner la porte lorsque j'entendis le citoyen Danglas, monté sur le pont volant pour couper les frises, crier de relever le rideau d'avant-scène qu'on venoit de baisser. Le rideau fut effectivement relevé, mais le lustre au-dessus du parterre tomba ; ce qui me parut d'autant plus surprenant que, connaissant la situation des machines, je devois croire que le feu, s'il n'eut eu d'autre source que cette apparence, auroit consumé le tambour du grand rideau avant de parvenir à attaquer celui du câble en cuivre du lustre précité.

Signé : St-JULIEN.

2^e Déclaration du citoyen Massy, artiste et régisseur.

Je jouais Sander, dans la pièce intitulée *Zémire et Azor*. Au troisième acte on devoit faire paroître une grotte qui devoit se changer en Azor, changement qui a manqué, je ne sais pourquoi. Mais enfin, comme régisseur, je cours de suite pour m'en informer ; au même instant je vois le transparent qui porte ces mots : *appartement de Zémire*, qui n'est autre qu'un petit cadre, je le vois en feu. Je m'en approche pour donner les ordres nécessaires, et pour l'éteindre moi-même : mes efforts sont inutiles. Je vois tout le cintre en feu, chose qui m'a paru surnaturelle (le tout dans l'espace d'une seconde), d'autant plus que j'ai vu plus d'une fois prendre le feu, tant ici qu'aux différents théâtres où je me suis trouvé, aux décorations, et qu'avec un torchon mouillé cela étoit éteint de suite. Cependant voyant la force du feu, je crie à tout le monde de se sauver ; je le fais moi-même. Je cours à ma loge pour me déshabiller ; je n'en peux monter les marches, vu que la fumée m'étouffait. Je suis donc contraint de me sauver tel que j'étais, en habit de théâtre, et le tout en moins de trois minutes. Signé : MASSY.

3° Je déclare qu'étant présent lorsque le malheur, arrivé le 7 fructidor au Grand Théâtre, a commencé, les effets ont été si prompts, que je ne puis m'empêcher de les regarder comme extraordinaires. En effet, je n'ai point aperçu le feu au Théâtre, et étant sorti un des premiers, j'ai vu la toiture de la salle tout en feu. La chute du lustre entre autres, est une des circonstances sur lesquelles je m'appuie pour fonder mon étonnement, puisque cette chute a eu lieu dans un moment où il étoit impossible que le feu, quelque activité qu'on puisse lui supposer, ait pu gagner le tourniquet ou contrepoids auquel il étoit attaché. Signé : DUMANOIR, artiste.

4° Le feu prit au Grand Spectacle le 7 fructidor, l'on jouoit *Zémire et Azor*, j'étois aux secondes loges. Le câble d'une machine casse dessous le théâtre, son fracas fixe l'attention de tout le public, et attire les soins de tous les machinistes. A l'instant quelques voix crient : le feu ! le feu ! le feu ! Le citoyen Lefaire pour rassurer les esprits et épargner de plus grands malheurs, dit : ce n'est rien... Quelques voix le répètent et chacun se retire de sang froid. J'étois un des premiers sauvés, avec un enfant que j'emportoais dans mes bras et deux femmes que je conduisois en les rassurant. Une minute m'a suffi pour arriver au vestibule. Je n'avais pas vu briller une étincelle avant de me lever de ma place ; et à peine mettois-je le pied sur les hautes marches de l'entrée que l'incendie étoit général, et que, malgré les efforts, le feu ne s'est éteint qu'à mesure qu'il a manqué d'aliment. Signé : CLAVEL, dit GABRIEL.

5° Je soussigné déclare que le 7 fructidor an IV, à huit heures environ du soir, étant au spectacle à l'entrée de la galerie du côté droit, j'ai vu le feu prendre au théâtre par le transparent de l'appartement de Zemire. Ce qui m'a paru alors de peu de conséquence ; mais, qu'ayant ma femme et de mes amis aux loges dites baignoires, j'y suis descendu promptement. A peine suis-je entré dans la baignoire, où il n'y avoit personne, pour ramasser des mantelets de femmes, j'ai vu le lustre tomber. Epouvanté de l'étonnante rapidité de l'incen-

die, je suis remonté aux premières loges, pour m'assurer de nouveau si ma mère, la citoyenne Martin, ouvreuse de loges, s'étoit sauvée ; mais le feu, la fumée, m'ont forcé de redescendre et de sortir de la salie. Etant sur la place, j'ai vu le faite en feu et une fumée très épaisse sortir par les fenêtres de l'escalier des troisièmes et quatrièmes loges, côté de la rue de Molière. En foi de quoi j'ai signé. Signé : A. DROT-GOURVILLE, fils, adjoint au génie militaire.

6° Le 7 fructidor à 7 heures et demie du soir, on commença le second acte de *Zémire et Azor*, et le même acte fut exécuté jusqu'à la fin, et l'on commença le troisième sans aucun trouble, jusqu'à l'instant où le transparent de l'appartement de Zémire parut. L'appartement fut ouvert trop tôt, les machines manquèrent, et ce fut dans ce moment que je m'aperçus d'une frise qui s'embrasoit, et j'étois si persuadé que cela n'auroit pas de suite que je quittai la scène sans effroi. Je rencontrai M. Normand à qui je me permis de dire : Monsieur, ne criez pas, ce ne sera rien ; et je me réfugiai dans la loge de la portière, croyant revenir sur la scène pour finir. Mon mari vint me rejoindre sur-le-champ, et m'emmena dehors. Alors nous apperçûmes la flamme qui embrasoit le toit de différents côtés. Signé : STE AMANS.

7° Je déclare aux citoyens administrateurs que j'étais sur le théâtre, occupé comme danseur, lorsque le câble de la grotte d'*Azor* vint à rompre. Tous les garçons de théâtre, occupés à leur poste, se portèrent sous le théâtre à cette même machine, pour aider à leurs camarades. Je vis alors le feu paroître au transparent de Zémire ; alors plusieurs personnes se mirent à crier : au feu ! J'appaisai le public à plusieurs reprises, en lui disant que cela n'était rien, ce qui fit un grand effet. Au même instant, je me transportai à la coulisse enflammée, lorsque le changement à vue, malheureusement, fit augmenter le feu. Alors je me transportai au foyer, en appelant la citoyenne Douté, ma camarade, pour la sauver du péril. Elle vouloit monter à sa loge ; je la pris à bras-le-corps et l'emportai. Au

même instant que je traversai le théâtre, le cintre écroula, et je me sentis mouillé probablement par l'eau du réservoir. Je certifie la vérité des faits. Signé : FAURE.

8° J'ai vu le feu au transparent qui étoit au-dessus de l'appartement de Zémire. Un instant après, devoit monter le buste d'Azor. Le câble qui servait à le monter ayant manqué, on s'est occupé à le réparer. Dans cette intervalle je voyais le feu au même transparent, mais qui ne paroissoit pas s'étendre, puisque le citoyen Le Faure, qui étoit en ce moment sur le théâtre, dit au public que ce n'étoit rien. Cependant on baissa le rideau d'avant-scène. Cela me fit croire que l'on avait trouvé quelque moyen d'éteindre le feu. Dans cette persuasion je restai à l'orchestre, voulant sauver les symphonies et l'opéra, lorsque j'entendis un bruit terrible ; je vois le rideau d'avant-scène en feu. Je me sauve par-dessus l'orchestre, par la galerie des baignoires. Je n'étois pas encore au bout de cette galerie, que j'entends crier au parterre : sauvez-vous, la voûte tombe ! Je regardai par une loge et je vis effectivement le lustre tomber et la voûte du parterre qui s'écroulait. Je certifie cette déclaration vraie.

Signé : J. LE BRETON, *chef d'orchestre*.

9° Je soussigné directeur du Théâtre de la République déclare, qu'après avoir fait tout préparer pour représenter, sans accidents et à la satisfaction des spectateurs, la pièce de *Zémire et Azor*, je descendis à la fin du second acte dans le parterre, aux fins de juger moi-même de l'effet des machines. J'y étois à peine, que je vis ou crus voir filer le long des frises une lueur. Je saute sur le théâtre et vis que le feu prenoit au chassis transparent de l'appartement de Zémire. Je m'en affectai peu par l'habitude d'éteindre de suite de pareils accidents et montai moi-même sur le pont volant, d'où je coupai la frise où le feu pouvoit se communiquer. Déjà je croyois le mal réparé, quand le rideau d'avant-scène tombé me fit presque suffoquer par la fumée. Je criai : haut le rideau ! Il fut levé :

mais alors le bruit qui se fit entendre au-dessus de ma tête, ayant attiré mes regards, je vis le toit en feu, et désespérant d'éteindre un incendie dont les progrès surprenants donneroient matière à d'étranges conjectures, si la raison n'empêchoit de s'y livrer, je sautai sur le théâtre de l'endroit où j'étois à seize pieds de hauteur à peu près. La flamme m'environnant et me coupant toute retraite du côté des sorties ordinaires, je m'enfonçai dans le foyer des acteurs : il étoit en feu. Je me jette dans le cabinet des armes à côté ; j'y trouve étendus plusieurs individus qui, désespérés et perdant la tête n'attendoient plus que la mort. Sans m'arrêter à les reconforter, je prends parmi les boucliers et ferrailles, un vieux sabre en fer dont je me sers pour dépatêficher la porte qui s'offre à moi, comme seul moyen de salut. Je fais sauter les loqueteaux de haut et bas, ainsi que les fiches ; le sang qui couloit de la blessure que je m'étois faite à la tempe droite en tombant sur le théâtre m'empêchoit de voir qu'il restoit une serrure à faire sauter. M'en appercevant alors, à mon grand désespoir, je passe, entre cette serrure et la porte la lame de mon sabre ; je réussis mieux que je ne m'en étois flatté, puisque la serrure vint et céda à mes efforts. La porte s'ouvre ; je crie alors à mes infortunés compagnons : Venez, amis ! Du courage, nous sommes sauvés !... Je le croyais, j'avance, oh ! désespoir ! un mur se présente à moi, et nous n'avons rien fait. La mort dans l'âme, je passe mes doigts dans un grillage de fil de laiton qui couvroit une petite lucarne : dès lors je criai aux gens du dehors de nous sauver en secondant mes efforts pour jeter bas le briquetage qui nous enfermoit plusieurs dans une fournaise dont les flammes nous gagnoient à tout moment. Les efforts du dehors, réunis aux miens, firent enfin une brèche par laquelle je fis passer ces malheureux ; mais alors mes forces m'abandonnent : l'on me retire presque sans mouvement et sans connoissance, on m'emporte chez moi, où je me suis trouvé en reprenant mes sens.

Signé : L'ANGLAIS.

Après ces déclarations, nous nous sommes empressés de témoigner à ces citoyens l'intérêt que leur malheur est fait pour inspirer, et les avons assurés que nous employerions tous les moyens qui sont en nous pour l'adoucir.

Le citoyen Crucy, architecte, nous a remis son rapport, dont la transcription suit :

Un fatal incendie vient de dévorer la salle des spectacles de Nantes, le feu a consumé le théâtre et la salle entière ; le magasin des décorations et les foyers des acteurs ; les palâtres de toutes les ouvertures qui donnent sur la salle et sur le théâtre et ceux du magasin des décorations ; toutes les ouvertures de l'édifice, même celle du vestibule, à l'exception du péristyle et des façades latérales les plus voisines du vestibule sur les rues de Corneille et de Molière ; enfin une grande partie des soliveaux et de la charpente des batiments qui donnent sur ces deux rues, le péristyle. Le grand vestibule et les deux petits vestibules qui lui servent d'entrée, les escaliers des premières, secondes, troisièmes et quatrièmes loges sont conservés en entier. Un grand nombre de chambres ou loges des acteurs et actrices, les planchers des foyers publics et les bureaux n'ont pas souffert.

Les murs des foyers des acteurs et ceux du fond du théâtre sont en mauvais état ; les grands murs de la salle et ceux de chaque côté du théâtre sont bons. La pierre de maçonnerie, appelée pierre de moellon, a parfaitement résisté à l'action du feu ; seulement les enduits y ont cédé ; en général, toutes les pierres de taille de Saint-Savinien, de Gravil et de tuf sont calcinées ou brisées. C'est un jeu de décorations qu'on peut assurer être la cause de l'incendie ; soit accident, soit maladresse, soit précipitation ordinaire et même presque inévitable dans les mouvements d'un théâtre, le feu a pris à une bande de toile qui, en descendant, est tombée sur un lampion. Il s'est activé et propagé avec la rapidité de l'éclair. Aucun secours ne put l'éteindre : quand il y auroit eu quatre fois plus de bassins qu'il n'y en a, quand il eut été possible de

faire jouer sans délai plusieurs pompes, on n'aurait pu réussir à l'arrêter. On a vu à l'incendie de l'Opéra de Paris l'exemple de cette funeste rapidité. Le seul remède eut été de précipiter la chute de la toile embrasée : mais le feu, plus vite que la pensée, s'étoit déjà élevé à l'endroit du théâtre où sont suspendues toutes les toiles des rideaux de fonds, des plafonds, bandes d'air, etc... Poussé avec violence par le courant d'air, il avoit gagné le faitage d'une vaste salle en charpente, destinée à servir d'atelier aux peintres décorateurs, ou de dépôt aux décorations, et qui regnoit sur toute la longueur du théâtre et de la salle. Il fut arrêté quelque temps par le mur de l'avant-scène, qui l'empêcha de pénétrer dans l'intérieur de la salle : mais alors même il éclatoit au dehors, et il avoit fait tant de progrès dans la partie supérieure, que la corde du lustre s'étoit enflammée et que le lustre tombait au moment où il y avoit encore quelques personnes, soit dans le parterre, soit dans les loges.

Les monuments publics participent à la destinée des personnages célèbres. Il semble que ni les uns ni les autres ne puissent ni ne doivent périr d'une mort ordinaire. On imagine des circonstances qui n'ont point existé, on recueille mille bruits faux et contradictoires, et l'on refuse d'ouvrir les yeux sur les faits qui sont constants et sur les causes qui sont réelles.

La salle de spectacle de Nantes a été construite par la municipalité de cette ville, en 1787, dans le quartier neuf, sur un emplacement borné au midi par une place publique, assez étendue pour contenir un grand nombre de personnes et de voitures ; à l'orient et à l'occident, par les deux rues neuves de Molière et de Corneille ; au nord, par la rue de Bignon-Lestard. Elle aurait été absolument isolée, sans une maison construite quelques années auparavant, et qui a été aussi la proie des flammes.

La principale façade de la salle forme sur la place un péristyle de huit colonnes corinthiennes ; au fond du péristyle quatre

autres colonnes du même ordre, dont l'entrecolonnement est ouvert dans toute leur hauteur, servent d'entrée et de décoration à un vestibule de forme carrée, très allongé, terminé de chaque bout par un cul de four, et dont la voûte, en pierres de tuf, est décorée de caissons et rosaces. L'escalier, qui conduit aux premières et secondes loges, est en face de l'entrecolonnement; au milieu, à droite et à gauche, sont les escaliers des troisièmes et quatrièmes loges, tous construits en pierres. La salle avoit soixante-deux pieds de diamètre dans œuvre. Le théâtre, sans y comprendre la galerie du fond, avoit cinquante huit pieds carrés. A chaque côté du fond du théâtre, un escalier en pierre conduisait aux loges des acteurs et aux magasins des habits. A l'extrémité vers nord et occident, du même côté que les foyers des acteurs, étoit le magasin des décorations, au-dessus duquel les peintres décorateurs avoient leur atelier.

Nantes le 11 fructidor de l'an IV^e de la République française. Signé : M. CRUCY.

NOTA. — Il m'est impossible dans ce moment de donner un devis estimatif des réparations, ou plutôt de la reconstruction du théâtre et de la saile, n'ayant pu reconnaître l'état au juste de toutes les parties de bâtimens adjacents, que le feu a endommagés. Cependant on peut porter par apperçu, et d'après la somme que cette salle avoit coûtée lors de sa construction (500.000), à une somme de 320,000 l. Signé : CRUCY.

La nécessité d'avoir une salle de spectacle dans une commune aussi populeuse que celle de Nantes, et de donner aux artistes, aux musiciens et employés de celle qui vient d'être incendiée des moyens de subsistance, a fait accueillir la pétition qu'ils vont présenter le 12 de ce mois, pour s'établir dans celle des Variétés, ou local du Chapeau-Rouge. Mais comme les issues de ce local, et notamment la principale, dite rue du Calvaire, conduisant à la place Delorme, est entièrement sans pavés et inabordable dans la saison des pluies, l'architecte-voyer a présenté le devis ci-après, qu'il a été chargé par nous de dresser, du pavage, à y faire et qu'elle a adopté,

Devis estimatif des pavés, déblais et remblais à faire dans la rue du cy-devant Calvaire, pour faciliter les abords, pendant l'hiver, à la salle dite du Chapeau-Rouge, devant servir au public, en attendant que celle de la ville soit reconstruite, à prendre de la petite place du Bon-Pasteur jusqu'au-dessus de la maison de la citoyenne Béconnais.

Les déblais de terre qui ont été déposés entre les murs de chaque côté de la rue, seront reportés dans le milieu de ladite rue, pour y pratiquer une chaussée de 12 pieds de largeur, en conservant un talus en pente douce, pour soutenir le pavé évalué à 14 toises, estimé 6 l. la toise. 84 l.

La chaussée à paver a de longueur 76 toises, sur deux toises de largeur, produit 152 toises à 8 l. 51 la toise, compris la main d'œuvre, fourniture du pavé, charrois et forme. 1254

Nantes le 12 fructidor an IV^e Républicain. 1338

Signé : CRUCY.

Dans la nuit du sept et la journée du huit, il a été trouvé six cadavres de personnes étouffées et mortes dans l'intérieur, savoir : les corps du citoyen Cascade, menuisier, ouvrier machiniste, des citoyennes Anne-Louise Patrix, veuve Dous-saint, habitant la commune d'Angers, d'Anne-Justine-Hen-riette Dau, Robert, âgée de cinq ans et demi, de la fille du citoyen Vivien, cordonnier, rue Santeuil, de la citoyenne Dolbaut, portière à l'une des portes de la salle, et finalement celui d'une jeune fille inconnue.

L'administration prit, dès le huit, un arrêté par lequel : attendu la nécessité de faire extraire plusieurs poutres, soliveaux et autres bois, presque réduits en charbon, des murs où ils étoient restés attachés, de faire décharger les planchers des lieux que le feu n'a pas atteints des décombres qui en cas de pluie en eussent augmenté le poids, de faire les étalements aux parties ébranlées par l'action du feu, enfin de faire fermer tous les endroits ouverts, elle nomma le citoyen Fourmy, ad-

ministrateur, pour diriger ces travaux, et attendu leur urgence, elle donna ordre au trésorier de la Commune de fournir les sommes nécessaires, et par forme d'avance, pour le paiement des ouvriers.

Aujourd'hui, quinze, la majeure partie des décombres des corridors sont enlevés ; on n'y a trouvé qu'un seul cadavre, celui du citoyen Galipaud, qui figurait dans le ballet de la pièce de *Zémire et Azor*.

L'exactitude des recherches que l'on a faites par tous ces corridors, sans trouver d'autres morts, dément les propos exagérés que l'on a tenu sur l'élévation du nombre auquel on a porté les individus qui ont péri dans l'incendie. Il est d'ailleurs reconnu qu'à la faveur du grand nombre d'issues qu'avoit la salle incendiée, quelque rapidité qu'ait eu l'action du feu, tous les spectateurs des premières, secondes, parterre et amphithéâtre, ont eu le temps de se retirer, ainsi que les musiciens de l'orchestre, les acteurs, actrices et employés aux machines du théâtre, à l'exception du citoyen Cascagne.

Toute l'inquiétude ne portoit que sur les troisièmes et quatrième loges ; Mais d'après les informations prises sur les personnes manquantes, il paroît constant que le nombre des morts ne s'élève pas au-dessus des sept dénommés au présent procès-verbal, que nous avons clos et arrêté ledit jour, quinze fructidor de l'an IV^e de la République française.

Et avons signé : Beaufranche, président, Haudaudine, off. m^l. ; J. Carreau, off. mun. ; Ogier, off. mun. ; Jacques Le Cadre, off. mun. ; Fourmy père, adr. mun. ; Couprie aîné, off. mun. ; Douillard, off. mun. ; D. Colas, off. mun. ; Saveneau, s^r en chef.

Explosion de la poudrière du Château.

Nous terminerons cette série de malheurs et d'événements si pénibles à raconter, par un événement des plus déplorables, par l'explosion de la poudrière du Château, qui eut lieu vers midi, le 25 mai 1800. Vraisemblablement le plancher de la tour

des Espagnols, s'étant écroulé, fit sauter la tour et une partie du grand bâtiment situé presque au nord : soixante personnes furent tuées, au moins autant de blessées. Les immeubles, les meubles détruits s'élevèrent à la somme de plus de 500.000 livres. Un affût avec son canon fut transporté sur une maison, située rue des Carmélites, qu'il démolit. Une pièce de charpente réduisit en miettes le grand vitrail de l'église de Sainte-Croix. Une pierre fut apportée sur le haut du cours Saint-Pierre, pesant 200 kilogrammes, et bien des fois nous avons pu la voir.

Les habitants étaient complètement effrayés, parce qu'ils craignaient que le feu ne se communiquât à la poudrière du Château, contenant environ soixante milliers de poudre.

Ces sinistres inoubliables viennent terminer la suite des événements qui affligèrent notre ville, pendant la période des siècles passés. Ce sont des pages d'histoire malheureuse, auxquelles nous avons cru devoir laisser la parole, autant que possible. Une chose console et honore la Ville de Nantes, c'est le dévouement et le sacrifice sans bornes, parmi nos concitoyens de tous les âges... Aujourd'hui le Bataillon des Sapeurs Pompiers suit, comme jadis, sans hésiter, les traditions qui ont toujours mérité l'estime et le respect des habitants, dans ces dures épreuves.

ESSAI HISTORIQUE

SUR LA

MAISON DE DERYAL, OU DES DERVALLIÈRES

HOTEL DE VILLE

DE

NANTES



Il a été plusieurs fois question de reconstruire l'Hôtel de Ville de Nantes, dans un avenir plus ou moins prochain. Indépendamment de l'aspect peu monumental que présente l'édifice actuel, les divers services d'une administration aussi importante que l'est celle d'une cité de cent vingt mille âmes, la sixième de France, y sont casés les uns sur les autres, beaucoup trop à l'étroit, installés d'une façon déplorable. C'est donc un projet utile, nécessaire, indispensable, qui certainement doit réunir l'approbation de tous les Nantais, et s'exécuter un jour, peut-être.

Mais avant de voir disparaître cette vieille construction, sans cesse modifiée, réparée, augmentée, il ne serait pas hors de propos de faire connaître son histoire, et un peu l'origine de la propriété.

Là, pendant plus de trois siècles, 1578-1900, se sont succédé les élus de la cité ; et si, en somme, l'existence calme et

sereine de la Mairie nantaise déroule paisiblement ses annales sans secousses et sans événements tragiques, n'oublions pas, comme nous l'avons déjà dit, du reste, que sa création et son développement sous le gouvernement tout bienveillant de nos ducs, lui ont laissé comme une tradition tranquille et débonnaire de l'administration d'un bon père de famille.

Le commerce fut le premier mobile de la formation du Conseil des Bourgeois, sous l'initiative du duc de Bretagne Jean III ; et c'est l'érection du tribunal du Consulat, pour les affaires commerciales, qui, en 1564, devint la cause déterminante de l'établissement d'une Mairie régulière et complète.

Jusque-là les assemblées s'étaient tenues soit dans la maison des Engins, place du Bouffay, soit dans celle de la Prévôté, aux Changes, soit dans les églises des Cordeliers ou des Jacobins. Mais il fallait un endroit stable ; il était de la dignité de la Mairie de Nantes d'adopter une demeure définitive, de ne plus demander l'hospitalité aux uns et aux autres.

Les lettres patentes de Charles VIII et quelques modifications, apportées à la maison de la Prévôté, aux Changes, trouvent ici leur place.

1491-1494. — Lettres patentes du roi Charles VIII, autorisant l'acquisition des maisons qui avoisinent la Prévôté, pour son agrandissement : « Comme puis naguères avons ordonné notre maison de la Prévosté de Nantes, en laquelle souloit estre exercée notre juridiction dudit lieu, estre reffecte et rédifée, et pareillement la maison commune de ladite ville, pour y estre nostre dite juridiction de la Prévosté exercée, et le conseil et assemblée et autres communs affaires de ladite ville, y estre consultées, traitées, poursuivies, conclutes, et expédiées, ainsi que les autres bonnes villes de notre royaume ont acoustumé faire, et pour ce que notre dite maison de la Prévosté est de petite estandue et qu'il est requis y faire une belle grande et spacieuse maison, ainsi qu'il appartient à une telle ville que notre ville de Nantes, ... » 14 juillet 1491. Quit-tance de Richart Leconte, charpentier, de 20^l, reçues a valor

« sur la charpenterie de la maison de la Prévosté », 13 janvier 1494 (1).

1570-1575. — Requête de Jean Baril, tendant à obtenir des réparations, « à cause de la maison commune dudit Nantes, siize en la grande place du Bouffay, joignante celle dudit Baril, où il demeure, et des eaues qui tombent sur ladite maison commune, qui reviennent tomber contre la muraille dudit Baril. » Cet acte est sans date, mais doit se rapporter à Jean Baril, échevin, en 1568 et 1569. Devis des réparations à faire à l'une des maisons de la ville, « syze et située au Bouffay de Nantes, jouaint comme d'un côté la Petite Écurie, où à présent est demourant Monsieur le prévost de Nantes, et d'autre côté la maison de Monsieur du Plesis Tyzon. » La maçonnerie, 2,000^l ; la charpente, 1,200 ; la couverture, 600^l ; vers 1572. Procès-verbal de visite de cette même maison, le 25 janvier 1575 (2).

Cet inconvénient était si bien compris, qu'un an à peine après l'élection du premier maire, sur la demande pressante et motivée des habitants, le roi Charles IX, par lettres patentes, données à Moulins, le 7 mars 1566, autorise l'acquisition d'un Hôtel-de-Ville : « Et d'aultant qu'ilz nous ont faict entendre l'incommodité de la maison commune de ladite ville, nous leur avons permis et permectons de la vendre et en achapter une aultre, de leurs deniers communs, en tel lieu commode et ainsi qu'il sera par eulx advisé (3) ».

La Ville n'était pas riche. A grand'peine son mince budget pouvait-il suffire aux charges multiples qui pesaient sur elle. Aussi, acquérir une propriété centrale, pouvant remplir à peu près le but proposé, semblait un problème assez difficile à résoudre. Tant qu'à bâtir, il n'y fallait pas songer.

En 1568, la guerre civile était à nos portes, les troupes calvinistes menaçaient Nantes, et l'ordre arriva de réparer les forti-

(1) *Arch. municip.* — D. D. 6.

(2) *Arch. municip.* — D. D. 7.

3 *Arch. municip.*, série AA. 1^{er} carton, Dossier 3°.

fications, d'armer les habitants, d'entretenir et de solder les hommes d'armes, employés au Château. La caisse municipale était vide, le maire, Mathieu André, sieur de Champeaux, et ses échevins firent d'abord la sourde oreille, mais furent bientôt contraints d'obéir aux ordres de Sébastien de Luxembourg.

Dans une assemblée, tenue le 31 janvier 1568, le maire rendit compte d'une visite faite aux murailles et de diverses mesures prises par lui. Entre autres choses, nous lisons dans son rapport, qu'il a « fait faire des escriptures et procès-verbaux des « ruynes et caducitez des maisons appartenantes en commun « ausdits habitans, savoir de la maison commune, où l'on « exerce la mairie, laquelle est aussi incommode que maison « qui soit en ceste ville, ainsi qu'il est notoire ausdits habitans ; « et qu'il y a le vis (*l'escalier*) qui est de plastre, qui est fandu « et rompu en plusieurs endroitz, lequel il a fait voir à l'archis- « tecteur de ceste ville, qui a fait rapport qu'il est en grand « péril de tomber; et, à ce moyen, avoir fait marché qu'il fust « estayé, pour éviter le douteux événement qui en pourroit « arriver.

« Aussi, que l'autre maison, qui est au grans du Bouffay, est « pareillement toute ruynée, au grand préjudice et dommage « desdits habitans (1). »

Les propriétés communales étaient dans un triste état, dont il faut accuser plutôt les malheurs du temps que la négligence. Ainsi le compte du miseur Jean Cotineau, pour l'année 1569, arrêté le 31 janvier 1570, donne 9,480 l. 3^s 4 d. de recepte, en regard de 9,893 l. 4^s 3^d de mise ou dépense ; soit, par suite de plusieurs autres sommes à recouvrer ou solder, un déficit de 533 l. 17 s. 9 d.

Fol. XX. A Jehan Blanchet, notaire, seigneur de la Court, pour la rente qui lui est due, pour sa maison acquise pour employer à faire la maison de la Provosté, à Ll. par an, cedit miseur se descharge luy avoyr payé, pour ung an, la somme

(1) Arch. municip., série BB.

de L livres bonne monnoye, qui revient, à monnoye tournois, à la somme de LXI. tournoys ; et est, pour un an fini à la sainte Jehan derroine, celuy terme inclus lan M III^e XIII^{xx} XII, et pour ce

LX^{1. 1} (1).

En marge de cet article est écrit : « Et rend le mandement du Roy, expédié en son grand conseil le XIII^e jour de Juillet, lan etc. III^{xx} XI, par lequel ledit seigneur mande à Jehan François, Jehan Boudet, aux Senechal, Provost, et Procureur de Nantes, leurs lieutenans, ou à deux ou trois deulx, faire voir et visiter les places qui sont requises et nécessaires pour l'édification de la Maison de la ville et audictoire de ladite Provosté, et faire faire prisage par gens ad ce congnoessans, présentz et appelez ceulx qui auront intérestz. Et iceluy prisage faict, assigner valablement ceulx ausquels lesdittes mesons et places appartiennent, de ce qui sera trouvé leur estre deu sur les deniers de la réparation de ladite ville, et, tout incontinent, faire procéder à l'édificacion de la dite Meson de Ville et audictoire de la Provosté. »

La maison se trouvant beaucoup trop petite, ils étaient autorisés à prendre les propriétés environnantes pour l'augmenter.

Pendant la grosse affaire de l'Hôtel-de-Ville préoccupait constamment nos édiles, qui déjà, deux ou trois fois, avaient agité la question d'acquérir la maison de Bizart, sise rue de Verdun (rue actuelle de la Commune). Messire Mathieu André avait même prié « la dame de ladite maison que, lors qu'elle sen voudroit deffaire, de les préférer ». Celle-ci fit prévenir l'Administration de ses intentions et une assemblée générale fut convoquée, le 17 mai 1570, pour délibérer sur ce grave sujet.

« La Compagnie, après avoir bien et murement considéré la dite maison, pour sa grandeur, tant de bastimens, court et jardins, estre propre, utile et profitable et très nécessaire pour le bien et profict de ladite ville, pour plusieurs et diverses

(1) Registre du maiseur Vincent Durand 1491-1492.

raisons, mesmement que, en icelle, on pourra aisément et commodément asseoir et establir l'exercice de la jurisdiction du Consulat, qui n'a aucun lieu propre et seuré pour ledit exercice, aussi les bureaux de la mairie et police et des gouverneurs des paouvres, pareillement y mettre, retirer et loger au couvert l'artillerie d'icelle Ville, toute montée, sans la desmonter ne remonter, ainsi que l'on a accoustumé faire à grans fraiz et despens, les bouulletz, les pouldres, salpestres, les ferremens, cordaiges et plusieurs aultres attraictz et munitions de ladite Ville, en seurté; lesquels sont ordinairement en divers lieux, au moyen de quoy, le temps passé, s'en est perdu, pert et esgare de jour en aultre; mesmes que, en icelle, on pourra faire magazin et amas de plusieurs attraictz, comme chan, sable, bois et autres ordinairement requis et nécessaires pour les réparations et fortifications d'icelledite ville. Que on acheptera ladite maison, ô ses appartenances, de ladite damoiselle, soit à titre de pure vente ou deschange. Et, pour ce faire et à ceste fin, sont commis, esleuz et deputez Sire Jacques Darande, l'un des eschevins et M^e Mathieu Michel, procureur-syndic de ladite Ville, lesquelz partiront demain matin, pour aller au Plessix de Ver, près Ancenys, où est le procureur de ladite damoiselle, dame de ladite maison. Ausquelz Darande et Michel est donné pouvoir exprès de prendre et achepter, au nom du corps de ladite Ville, ladite maison, ô ses appartenances, et d'icelle offrir et promectre jusque à la somme de sept mille livres tournois, si à moindre pris ilz ne la peuvent avoir. Et sen contractent par eschange, bailler audit tiltre deschange, à ladite damoiselle ou à son procureur spécial, la maison commune de ladite Ville, située près le carefour des Changes dudit Nantes et de la rue des Halles, et une aultre maison, située près la grand place du Bouffay, près la maison d'un costé qui fut à M^e Jehan Baril, que on appelloit aultresfois le Grand Escurye. Et promectre et obliger ladite Ville à faire valoir lesdites maisons ladite somme de sept mille livres tournois, si à moindre près ilz ne peuvent

avoir ladite maison. Et oultre, promectre à M^e Dupas ou à aultres procureurs et prozenetes de ladite damoiselle, pour pot de vin, cent escuz. Et au tout lesdits Darande et Michel, faire pour et au nom de ladite Ville, corps et communauté d'icelle, comme bons amateurs d'icelle et en leurs consciences. Et à ce quilz negocieront en ceste affaire obliger ladite Ville corps, biens et communauté d'icelle a y fournir, obbeir et l'entheriner et accomplir... » (1).

Quoique un peu longue, cette citation nous apprend que la maison commune du XVI^e siècle n'était pas tout à fait ce que sont les Hôtels-de-Ville du XIX^e. Indépendamment des bureaux, il fallait y loger l'artillerie et son train assez considérable, et y établir des magasins de toutes sortes.

Mais les négociations n'aboutirent pas. Pourquoi?... Probablement parce que « Mademoiselle Claude Tissart, dame d'Assye, du Plessix de Ver, Château-Guy, la Grée et le Chaffault, ne trouva pas les offres assez élevées ; surtout en ce qui concernait l'échange de sa maison contre celles des Changes et du Bouffay, dont nous avons indiqué le piteux état, peu séduisant en effet pour une acquisition ou un échange. »

Au mois d'août de la même année 1570, eut lieu une seconde tentative, tout aussi infructueuse que la première. Dans ce nouvel acte il n'est question que d'échange ; et bien qu'à ses maisons des Changes et du Bouffay, la Ville en ait ajouté une troisième, « avecq son jardrin, pres l'emplacement et chapelle sainte Catherine », tout porte à croire qu'il était par trop disproportionné.

La maison dont il vient d'être question « appelée vulgairement la maison de Bizart », depuis le milieu du XVI^e siècle à peu près, était anciennement nommée la maison des Dervallières.

Quelques explications à cet égard sont nécessaires et indiquent l'origine de propriété.

(1) Arch. municip., Série DD. Carton n° 5, Dossier acquisition de la maison de Derval.

Le premier document concernant cet immeuble, conservé aux Archives Municipales, est un acte de don, consenti en 1494, par Françoise de Dinan, que nous rapporterons en entier, vu son importance et les détails qu'il fournit sur l'origine de la propriété.

« Françoise de Dinan, contesse de Laval, damme de Chasteaubrient, de Vitré, de Montfort et de Becherel, savoir faisons : que pour partie de recompance et remuneration des grans honorables et agreables plaesirs et services que nous a fait par cy davant, en noz grans et necessaires affaires, nostre tres chier et tres amé Jehan Francoz de Cardonne, conseiller et maistre d'ostel du Roy nostre souverain seigneur, et general de ses finances ou pays de Bretagne ; desqueulx plaesirs et services nous nous tenons de luy tres contante, savante et acertenée, et luy en suymes fort grandement tenue et obligée ; Nous, pour celles causes, et que ainsi nous plaist, de notre propre mouvement, avons donné, cédé et transporté par donnaison et transport irrevocable, pour nous, noz hoirs et cause aians, à james par héritage, à celui Jehan Francoz de Cardonne, pour luy ses hoirs et que de luy auront cause, c'est assavoir : Une maison appelée la maison de Derval, avecques ses jardins, clostures, cours, ayral, et autres appartenances queulxconques. Celle maison siise en la ville de Nantes, entre la maison de Gilles Thomas, où il est à présent demouran, en la rue de Verdun, les jardins de Touayré, l'église de Saint Leonard, le jardrin de maistre René Pero, provost de Nantes, la rue par laquelle l'on va de l'église de Notre-Dame-des Carmes à Saint Leonard, la chappelle et jardrin du prieuré de Notre-Dame-de-Nantes, et la rue par laquelle l'on va de ladite église de Notre-Dame-des-Carmes à l'église des frères mineurs de ceste dite ville, d'une et autres parties.

« Item la terre et seigneurie de Grilleau et des Dervallières, ô ses appartenances et deppandances, tant en fié, juridicion, hommes, hommaiges, rentes et revenues quelxconques, avecques certains devoirs, acoustumés estre levés à la recepte de la

Provosté de Nantes sur plusieurs marchandises et autres choses par les seigneurs de Derval. Quelles choses ainsi données tenoit en son vivant feu hault et puissant Jehan sire de Derval et ses prédécesseurs. Et lesquelles des le cinquiesme jour de feuyrier derroin, nous achatames par tiltre de vente et en feismes acquest de notre tres chere et tres amée fille, damme Helenne de Laval, damme de Derval, Combour et de Chasteaugiron, à laquelle, des le quatorziesme jour de juign derroin, par certain transsac et appoincté faiz entre nostre tres cher et tres amé cousin le sire de Rieux, mareschal de Bretagne, et noz tres chiers et tres amez filz et fille Francoz de Laval et damoeselle Francoise de Rieux sa compaignie espouze, seigneur et damme de Montaillant, d'une part, et ladite damme Helenne, d'autre, nosdits cousin, filz et fille firent transport heritel desdites chouses. Et combien que, par le transport en fait a ladite damme Helenne de Laval, eut esté dit que notredit cousin, nosdits filz et fille et chacun pourroit recouvrer icelles chouses, toutesfoiz et quant bon leur sembleroit, en poyant et baillant à ladite damme Helenne la somme de mil livres, bonne et forte monnoye, toutesfoiz dempuis notredit cousin nosditz filz et fille, en nostre faveur, ont voulu et consenti james n'en faire racquit ne recouvrement, mes nous ont subrogée en tout le droit quilz avoint oudit franchissement et racquit. et s'en sont departiz heritellement en nostre faveur, pour ceder à nostre prouffilt et intencion et à ce que en peussions disposer à nostre plaesir. Combien que lesdites chouses feussent et sont de la valleur de troys mil escuz ou environ, ainsi que nous, nosdits cousin, filz et fille suymes acertenés. Desquelles choses ainsi par nous données audit Jehan Francoz de Cardonne, nous luy avons cedé, quieté et transporté, et par ces presentes cedons, quietons et transportons a james heritellement, la droicture seignourie, propriété et pcession, et nous en suymes désistée et départie pour noz hoirs et cause aians, au prouffilt dudit Jehan Francoz, pour il, ses hoirs et cause aians en jouir faire et disposer à son plaesir ; à la charge de poier

et acquiter les charges deues dessus, saucunes sont. Et combien que par raison, coustumes ou usemens donneurs ne soit tenu garantir la chouse donnée, ce neanmoins pourtant mesmes que ladite donnaison est remuneratrice et pour causes raisonnables pour lesquelles nous estions et suymes tenue et obligée audit Jehan Francoys à plus grant chouse, nous promettons et obligeons soubz l'obligacion de nous, noz heritiers et de tous nos biens meubles et heritaiges, faire audit Jehan Francoys deffans et garantage desdites chouses, par nous luy données à james par héritage, nonobstant droit, coustumes ou usemens à ce contraires. Et tout ce que dessus promettons et jurons par les foy et serment de nostre corps tenir. Et en tesmoign de ce, avons signé cestes presentes de nostre main et fait sceller du sceau de noz armes. Donné et fait à Nantes, le derroin jour de may l'an mil quatre cens quatre vings quatorze.

Signé : FRANÇOISE DE DINAN.

Par Madame la contesse de son commandement, Ra. Godet (1). »

A cet acte est apposé, sur simple queue de parchemin, le sceau de la donatrice. Il est en cire rouge, très légèrement fragmenté sur les bords que décorait un cordon de petites mouchetures d'hermines ; mais l'ensemble est un peu effacé. Il mesure environ 61 centimètres de diamètre. Le milieu, dans un entourage de branches de rosiers élégamment entrelacées, présente l'écu en lozange, mi parti : au 1^{er} de Laval-Montmorency, au 2^e coupé le 1^{er} de Dinan, le 2^e de Chateaubrient. La légende en lettres porte : S. (eau) FRANÇOYSE DE DINAN CONTESSE DE LAVAL DAME DE VITRÉ DE CHASTEAVBRIENT (et de Montf) ORT.

Françoise de Dinan, dans son jeune âge, l'une des plus riches héritières de Bretagne, avait été la femme ou du moins

(1) Arch. municip. série D1), carton. Dossier acquisition de la maison de Derval.

la fiancée du malheureux Gilles de Bretagne, mort si misérablement au château de la Hardouinaye, en 1450.

Elle dut mourir peu après sa donation à François de Cardonne, qui, après avoir été général des finances de Bretagne en 1493, devint premier président de la Chambre des Comptes en 1524. Anne de Cardonne, sa fille, et son mari Philibert Tissart, général des finances, comme son beau-père, possédèrent la terre des Dervallières et la maison de Derval.

Philibert Tissart, eut au moins trois enfants de son union avec Anne de Cardonne : 1^o Joachim ; 2^o Léon, abbé de Buzay ; 3^o Claude Tissart. Cette dernière épousa François d'Argy, avec lequel elle rendit aveu au roi, le 26 juin 1560, pour la terre et seigneurie des Dervallières, et « la maison de Derval, siise et située en ceste ville de Nantes, en la paroisse de N.-D. de Nantes, ainsi qu'elle se poursuit et contient, joignant d'un costé au prieuré de Toutes-Joyes, d'autre costé maison qui autresfoyz fut à maistre Gilles Bricaud, aboutante d'un bout la rue et pavé de Sainct Leonard, d'autre bout la rue et pavé de Verdun. Lesquelles chouses leur sont padvenues au moyen du transport en faict à ladite Tissart, par feu noble homme maistre Joachim Tissart, son frère germain, pour partie de son droit naturel qui luy pouvoit compecter et appartenir ès biens de la succession de feue damoiselle Anne de Cardonne, leur mère (1). »

Leur fille Claude d'Argy fut mariée à René du Breil, seigneur de Lyré. Ce petit aperçu généalogique était nécessaire pour démontrer la transmission de propriété pendant le XVI^e siècle, et va nous aider à expliquer la dénomination de *maison de Bizart*.

Le registre de Julien Poullain, miseur de l'œuvre des ponts, pendant les années 1547-1551 (2), contient, sous l'indication de

[1] Arch. Départ. série B, Juridiction de Nantes, Aveux des terres sises en Chantenay. Minu de la maison, terres rentes et héritaiges des Dervallières, etc..

[2] Arch. Municip. , série DD. C'est le minu des mises faictes par journées et semaines par Julien Poullain, etc... du 1^{er} janvier 1547 au 31 décembre 1551.

la semaine du lundi 15 septembre 1550 la mention suivante :
« A Louys Mallat, pour le remboursement de sables qu'il a fourny et advencé pour la réparation de la maison de *Monsieur Bissart*, par commandement de Monsieur le Senneschal, pour loger Monseigneur de Sceaulx, premier président au parlement de Bretagne... »

Le compte du même Julien Poullain, alors miseur de la ville, porte au folio 36 (1) :

« A la Malette, la somme de cinquante livres tournois, que luy a payée cedit comptable par votre ordonnance et commandement d'abté le 15^e jour d'octobre 1553, tant pour le louaige et occupation que feist Monsieur de Sceaulx, premier président de Bretagne du logeix et maison du feu général Tissart, que ladite Mallette tient par ferme, que pour avoir fourny ledit sieur président de linge, pendant la séance du parlement en ceste ville, le mois de septembre dit an 1553. »

Il est bien évident, d'après ces deux articles, qu'il n'y a pas d'erreur possible sur « le logeix » occupé par le président ; que c'est bien celui « du feu général Tissart », qui est désigné dans le premier comme la *maison de Monsieur Bissart*, c'est-à-dire le nom du propriétaire. Or nous devons forcément en conclure ou que la famille Tissart, sur laquelle nous n'avons aucun document, portait aussi le nom de *Bissart* ou *Bizart*, ou que ce dernier mot est une corruption de son nom patronymique, qui aura prévalu. Quoi qu'il en soit de ce rapprochement assez plausible, nous croyons qu'il est le premier ainsi tenté et émis jusqu'ici, sur ce nom de *Bizart*, bien connu, mais resté inexpliqué, et qui remplace au XVI^e siècle, un instant, celui de *Maison de Derval* (2).

N^o 296, semaine du 22 septembre 1550.

« A Louys Mallat pour le remboursement des sables qu'il a fourny et advencé pour la réparation de la maison de *Mon-*

1) Arch. Municip., série CC, compte du miseur Julien Poullain, 1551-1554.

2) Archives municipales, série CC.

sieur Bissart, par commandement de monsieur le seneschal, pour loger monseigneur de Sceaulx, premier président du Parlement de Bretagne. Et feut baillé ledit sable pour reparrer ladicte maison et meptre en bon ordre, coustant le tout, ainsy comme il appert par son brevet la somme de XV l. XII s. VI d. »

N° 297, semaine du lundi 27 novembre 1553, f° 72.

« Mises faictes pour faire dresser les loges de Bisart, pour y loger monsieur le premier président de Ceaux, tenant la séance du Parlement. »

Id. folio 182.

« Mises faictes par Geffroy Drouet à présent miseur au logeiz de Tissart, au moys de septembre mil cinq cens cinquante ..., pour le service de monsieur le premier président, Monsieur de Ceaux, durant la séance du Parlement tenu en ladite année, quelles mises ont esté payées audit Drouet par moy Jullien Poullain par commandement m'en fait en assemblée de Ville, tenue le 5^e jour de septembre 1555, durant l'audition de mes comptes dernière. Ces dépenses sont du foin, de la paille et de l'avoine, pour la nourriture des chevaux du 1^{er} président. »

En 1572, « Pierre Ameline interrogé dit que le sommeillier demonsieur de Bouillé a les cleffz descaves de Bizart, et Pierre Valton, controleur de cette Ville, a les cleffz des chambres, où furent faites les trophées pour l'entrée que devoit faire Monseigneur de Montpensier ; et l'hoste de Sainct Jacques en Verdun a les cleffz des jardins et de la grande porte. » Ce qui prouve que le logis servait un peu, en ce temps, à toutes les utilités auxquelles il pouvait être employé.

N^o 196. Mesures de précaution pour la défense et la sûreté de la ville.

Nous lisons dans les mesures arrêtées du 9 septembre 1568.

Pour ce qu'il est très nécessaire en ceste ville, y trouver une maison commode tant pour y mettre et retirer l'artillerie, les armes, les bois, chariots, atrectz et tous oustilz pour les fortifications de la ville, et ung intuy nombre d'instrumens et engins qui se perdent ordinairement; qu'aussi pour y dresser ung magazin, et où il y aiet salles et chambres, grandes et amples, où les habitans puissent tenir leurs assemblées générales pour délibérer, traicter et résoudre des affaires publicz, et les maire et eschevins, juges consulz et pères des pauvres avoir et tenir leurs bureaux et tablier; il a esté arresté qu'en atendant avoir conclud et arresté le pris avecques la dame de Ver du logis et emplacement de Bisart. à elle appartenant en la rue de Verdun, on prendra ledit logis pour l'effaict cy dessus. Et pour faire inventaire des meubles qui sont en iceluy logis, les faire retirer et loger en ung quartier dicelluy, faire et estre certain des ruines et réparacions requises, et mesmes pour faire proceder au prisage et vray valleur dicelluy, affin d'en paier ou faire rente à ladite dame, ainsi et selon qu'il a pleu à Sa Majesté leur promectre et ordonner, sont commis et depuctez..... qui en feront leur raport dans trois jours, pour y estre pourveu. Auquel logis, y aura ung concierge, homme solvable et féal, qui respondra de ce qu'on y logera, et luy sera baillé en garde et charge. Et s'y retireront lesdits maire et eschevyns et autres, pour l'exercice de leurs estaz et police. Et seront les deux autres maisons de la ville vendues, pour les deniers en provenans estre convertiz et employez au payement de celle dudit Bizart.

Quoi qu'il en soit, l'ancien maire, Guillaume de Champeau, voyant que les projets de l'Administration ne pouvaient aboutir, fit acheter par sa femme Jeanne Taillandier, et c^a N. H. Louis

Michel, sieur de la Garnison, tuteur et curateur des enfants de feu M^e René Joullain et d'icelle Taillandier, par aucun temps son mary », sous convension expresse de retrait ou réméré, la maison anciennement appelée des Dervallières, et a présent vulgairement appelée de Bizart, que Jacques Rousseau et sa femme tiennent, et puis naguère hotellerie appelée la *Belle-Image*, pour la somme de 6,500 livres tournois, payées comptant le 5 août 1574. »

Le retrait fut opéré par les vendeurs qui, par contrat du 27 mars 1578, « cédèrent à Messieurs les Maires et eschevins de la ville de Nantes représentants le Corps et Communauté d'icelle, pour eux stipulant et acceptant Maistre Philippe Le Febvre, sieur du Viell Hostel, l'un desdits eschevins, le corps de logis vulgairement appelé la maison de Bizart... à la charge auxdits acheteurs de tenir lesdictes choses prochainement de la seigneurie des Dervallières, et de y payer à l'avenir le nombre de cinq sols de rente, chacun an, pour toutes rentes, charges et devoirs quelxconques, pour obéissance à ladite seigneurie etc... pour le prix et somme de 4.482 escus et tiers d'escus d'or, payables aux enfants de ladite Taillandier, et de son premier mary.

Voici le procès-verbal de prise de possession de la maison des Dervallières, dressé par le prévôt de Nantes, Julian Charrette :

Julian Charette, docteur aux droicts, conseiller du Roy, prevost de Nantes, savoir faisons que ce jour samedi, unzeieme de juillet, mil cinq cens soixante et dix neuf, ont comparu pardevant nous, au pallays royal dudit lieu, M^e Rolland charpentier, procureur-sindic des nobles bourgeois, manans et habitans de la ville de Nantes, ayant pour conseil M^e André de Montalembert, procureur, lequel nous a remonstré avoir fait donner adjournement à hault et puissant René du Breil et dame Claude d'Argy sa compaignie, sieur et dame de Lyré, pour venir convenir d'artizans, tant macsons, charpentiers, couvreurs, terrasseurs, serruriers, menuziers, jardiniers et

gens experts, pour veoirs l'estat du logis et appartenances de la maison appelée la maison de Bizart, syse en ceste ville, rue de Verdun, puyz peu de temps vendue par lesdictz sieur et dame de Lyré aux nobles bourgeois, manans, et habitants de ceste ville, et à ceste fin prendre assignation pour dessendre sur les lieux, pour estre par eux fait procès-verbal de l'estat auquel est ladite maison, avecques les inthimations en tel cas requises, comme amplement est tenu et rapporté par la relation de Anthoine Baudier, sergent royal, dattée du neuffieme jour des presens moys et an, suyvant laquelle assignation, ledict de Montalembert a faict faire appel et évocation desdits sieur et dame de Lyré, lesquelz pour ce conviez n'ont comparu, ont esté et sont deffaillants, jugez ausdites fins à l'encontre dudit Charpentier oudit nom. Après avoir veu la relation dudit Baudier et informé que l'heure de dix heures du matin dudit jour, à laquelle dépendoit ladite assignation, étoit passée, par M^{re} Jehan Milsent, Yves Prunaud et Pierre Renoux, sur ce presens, et ce en presence de M^{re} Jullien Bidé et Jacques Bernard, procureurs ches lesquelz lesdits sieur et dame de Lyré auroyent choisy et esleu de domicile, lesquelz ont esté par ledit Charpentier sommez de comparoir et assister, sy bon leur semble, a la veue visitation et procès-verbal que nous ferons de l'estat de ladite maison, ce qu'ilz n'ont voullu faire. Sur lequel deffault et par le profitict d'icelui, et attendu le fait dont est question, avons ordonné qu'il sera par nous dessendu en ladite maison, et appelé macons, charpentiers, couvreurs, terrasseurs et autres artizans à ce requis et nescessaires, pour faire description et rapport chacun en son art et vacacion, des ruines, démolitions et reparations qui sont nescessaires en ladite maison, pour du tout faire procès-verbal, pour servir ausditz demandeurs, comme de raison. Et pour ce faire, leur avons assigné à troys heures après midi de ce jour, comparoir en ladicte maison ou ferons comparoir lesditz artizans que nous appellerons de notre offlee ausdites fins.

Et advenant l'heure de troys heures après midi dudit jour, nous nous serions, suivant ladite assignation et à la requeste dudict Cherpentier, transporté, présent et assistant avecques nous le procureur du Roy en la court de la Prévosté de Nantes, en la maison cy devant describée et déclarée, aux fins prédictees, où estans avons de recheff fait evocquer et appeller lesdits sieur et dame de **Liré**, lesquelz nous aurions d'abondant jugez deffaillans, pour deffault à eulx d'avoir comparu à ladite assignacion. Sur le deffault desquels et en consequence de ce que fait a esté, avons de notre especial appellé et fait comparoir devant nous, en présence des maire et eschevins de ladite ville, et aultres notables personnes habitants de la dite ville illec presens et assembles, les artizans cy apres nommez, pour veoirs et visiter avecques nous ladite maison, et de l'estat d'icelle nous faire description et rapport, pour du tout faire procès verbal. Savoir Roger Vattier, Jehan Jegneux et Pourcet Bretault **M^{es}** macsons, Thebault Gyot, Pierre Demault et Estienne Breten, charpentiers, Jullian Patron, Julien Galloys et Pierre Deslandes, couvreur d'ardoize, René Galles et Nicolas Thebault, menuisiers, Jacques Debray et Martin Le Paige, serruriers ; tous les quelz et chacun sur ce presens ont juré se porter justement et fidellement a la veue et visitation desdites choses et de l'estat de ladite maison, nous faire fidelle rapport, chacun en son art et vacation, ce que leur avons enjoint et commandé faire. Ausquelz et chacun avons fait veoirs et visiter en notre présence ladite maison. Lesquelz ont fait, chacun en son art et vacation, les reparations qui sont necessaires en ladite maison, qu'ilz nous ont rapporté, comme nous avons inserré en notre present procès verbal. desquelz la teneur ensuyt.

Nous Jan Fegneulx, commissaire et architecte général des fortifications et reparations pour le Roy, en ce pais et duché de Bretagne, Roger Vattier et Poncet Berthaud, Maitres architectes, convenuz et appelez à la requeste de Messieurs les maire et eschevins de ceste ville de Nantes, par devant Mon-

sieur le prevost d'icelle, Monsieur le procureur du Roy en ladite court de la prévosté présent, certiffions que apres le serment par nous fait, par devant ledit sieur prevost, de nous porter justement et loyaulment a la visitté de l'estat auquel est a présent la maison de Bizart, sytuée en ceste ville de Nantes, rue de Verdun, puyz naguere acquise par lesdits sieurs maire et eschevins de nobles gens

sieur de Lyré, et

d'Argy sa compaignie de ce qui est de nostre estat. Avons veu et visitté toutes et chacunes les maconneyres, terresses, planchers et celliers carrelés de tous les grands corps dudit logis, cave et estable, avecques toutes ses clostures et murailles tant de la court que du jardrin de ladite maison. Lequel logis avons trouvé grandement indigent de reparations, les murailles entreouvertes contre plombées en plusieurs endroictz totalement rompuz et descouvertes, les planchers des chambres haultes presque fendus et deteriorez; les murailles tant a l'exterieur du jardrin que de la court, partye d'icelles abattues et ruiniées. De sorte que ou de recheff il ne sera donné et fait remede de grande reparations, tout ledit logis et murailles sera en ruisne extrême; et ne voudrions nous susnommez faire les reparations ou qu'il est besoing y faire de nostre art et estat seulement, pour la somme de quinze cens escuz. En tesmoug de quoy nous avons signé la presente de noz signes manuelz, le douzeisme jour de juillet, mil V^e soixante dix neuf. Ainsi signé : FEGNEULX : R. VATTIER : P. BERTHAUD.

Nous Thibaud Grenet, Pierre Denaud et Estienne Botel, maistres charpentiers, demourans en ceste ville de Nantes, convenuz et appelez à la requeste de Messieurs les maire et eschevins de ceste dite ville, pardevant Monsieur le prevost d'icelle, Monsieur le procureur du Roy en la prevosté présent, par devant lequel sieur prevost avons levé les mains et jure de nous porter justement et loyaulment au faict et visitté de l'estat auquel est a présent la maison de Bizard, située en ceste ville de Nantes, rue de Verdun, puyz naguere acquise

par lesdits sieurs maire et échevins de nobles gens.....
... sieur de Lyré, et demoiselle Claude d'Argy sa compaigne, en ce qui est de notre estat seullement, certiffions à qu'il apartiendra que après avoir veu et visitté ladite maison et logis tant du fonds que de superficie, planchers, galleryes, ensemble les estables dudit logis. Avons trouvé les poultres dudit logis, ensemble de l'estable, cherpante soustenans les couvertures et solliveaux desdits planchers estre, savoir la plus grand part pourries et aultres rompues, ensemble la charpante soustenans les couvertures ; de sorte que ou il n'y sera de bref fait des grandes reparacions de notredit estat de charpente et mis poultres et soliveaulx neuſz », tous lesdictz planchers et couvertures sont menassez de grand ruisne. Et ne voudrions de notre estat y faire les reparacions qui y sont nécessaires et requises pour la somme de six cens escuz. Ce que certiffions estre vray, soubz nos signes. Faict à Nantes, le douzeiesme jour de juillet, l'an mil cinq cens soixante-dix-neuſf. Ainsi signé : E. GIOR ; F. DUMOLIN a requesté desdits Denaud et Bolet, parce qu'ils ne savent signer.

Julian Patron, Julian Gallaies, et Pierre Deslandes, maîtres couvreurz à Nantes et y demourans, convenuz et appelez à la requeste de messieurs les maire et eschevins de ceste dicte ville, pardevant Monsieur le Prévost d'icelle, le procureur du roy en ladite prévosté présent, et après avoir levé les mains et presté le serment pardevant ledit sieur prévost de nous porter justement et loyaulment au faict et visitte de l'estat auquel est à présent la maison de Bizard, située en ceste dicte ville, rue de Verdun, puyz naguieres acquise par lesdits sieurs maire et eschevins, de nobles gens René du Breil sr de Lyré, et Claude d'Argy, sa femme et compaigne, en ce qui est de notre estat seullement, certiffions à quil apartiendra que, après avoir veu et visitté toutes et chaincunes les couvertures dudit logis et lieu de Bizard, tant sur le grand corps de logis cuysine, galleryes, estables, granges, pavillons et autres couvertures d'icelluy lieu, avons trouvé que les grands logis, pavillon et

cuisine sont fort desouvertes en plusieurs endroictz et la latte pourrye. Item, la grange est necessaire la descouvrir et recouvrirtout de neuf, parce que la herpente d'icelle est preste à tomber, sy de breff n'y est mis remede. Aussy est besoing racoustrer deux portaux, savoir: l'un estant sur la porte de la cave vers la cour, et l'autre vers le jardin, lesquelz sont presque tumbez, à raison des murailles et herpentes et couvertures qui sont presque ruisées. Et ne voudrions faire et entreprendre a faire et racoustrer lesdits logis dudit lieu de Bizart de couverture pour la somme de six vingtz dix escuz. Et tel est notre présent rapport, et procès-verbal, lequel pour valloyr et servir à qui estre debvra, moy dict patron signe, et pour ce que lesdits Gallais et Deslandes ont juré ne savoir signer, ont fait signer a leurs requestes à M^e Jehan Courtoys sur ce présent, le quatorzeiesme jour de juillet, l'an mil cinq cens soixante-dix-neuf. Ainsi signé JULLIEN PATRON, COURTOYS, à la requeste desdits Gallays et Deslandes.

Nous, René Gallet et Nicolas Thebaut, maitres menuisiers jurez en ceste ville de Nantes, certiffions à quil appartiendra que, après avoir levé les mains pardevant Monsieur le prévost de Nantes, le procureur du roy en ladite prevosté présent, de nous porter bien et justement à faire procès-verbal a veoirs de l'estat de la menuzerye et autres choses de notre art audit logis et maison de Bizard, naguieres acquise par Messieurs de ceste Ville, de nobles gens René du Breil et sa compaignie, avoir veu et visitté ladite maison, tant en ses croisées, portes, fenestraiges et aultres choses dudit estat de menuzier, lesquelles nous avons trouvées la plus grand part cassées et rompues, les aultres pourriz, de sorte que où il y sera de breiff, fait grande reparacion dudit art de menuzier, toutes les portes de ladite maison et fenestraiges tomberont. Et ne voudrions entreprendre de faire lesdites portes, fenestres, croisées et autres choses y nécessaires de notre estat pour la somme de troys cens escuz. En tesmoing de quoy avons signé le présent procès-verbal, le douziesme jour de juillet, l'an mil cinq cens soixante et dix-neuf. Ainsi signé THIBAUD R. GALLEY

Nous, Jacques Debray et Martin Le Paige, M^{es} serruriers jurez en ceste ville de Nantes, convenuz et appelez à la requeste de Messieurs les maire et eschevins de ceste Ville de Nantes, pardevant Monsieur le prévost d'icelle, Monsieur le procureur du roy en ladite prévosté présent, certiffions que après le serment par nous fait de nous porter justement et loyaument à la visite de l'estat ou est apresent la maison de Bizart, située en ceste ville de Nantes, rue de Verdun, puis naguières acquise par lesdits maires et échevins, de nobles gens René du Breil et sa compaignie, sieur et dame de Lyré, dece qui est de nostre estat, avons veu et visitté les serrures et ferrures des portes, fenestres, croisées de ladite maison, ensemble tout ce qui est de nostre estat ; lesquelles nous avons trouvées estre vieilles en la plus grand part, pourryes de la rouille, mesmes les gons, vertevelles et barres des portes, les dites portes non fermantes et sans cleffz, de sorte que ladite maison et chambre ne sont en aucun estat pour fermer surement. Et nevouldrions pour troys cens escuz y faire des grilles et autres ferrures nécessaires de nostre estat. En tesmoing de quoy nous avons signé la presante de nos saings manuels, le douzeiesme jour de juillet, l'an mil cinq cens soixante dix neuf. Ainsi signé : MARTIN LEPAIGE, JAC. DEBRAY.

De tout quoy avons fait et dressé le présent notre procès-verbal, que nous avons délivré ausditz habitans, pour leur servyr ainsi que de raison, soubz notre signe et celui de notre greffier soubz signé, notre adjoint à ce que dessus.

Signé : JU. CHARRETTE ; M. CATTO.

J'ay receu pour le présent acte acte et vocation ung escu.

La maison, le logis, ou si l'on veut, l'hôtel de Derval, un vieux nom féodal, ou l'Hôtel de Bizart, nom presque insignifiant, devenu l'Hôtel de Ville de Nantes, ne subit d'abord que peu de modifications, et ne reçut que les réparations les plus indispensables. La Ligue qui vint bientôt mettre les finances

municipales dans le plus fâcheux état, ne permit pas d'aménager un peu ce local, suivant sa nouvelle destination.

A la suite de la soumission de Nantes à Henri IV, en 1598, le budget de la ville reprit ses allures ordinaires. M. Claude de Cornulier, un nom nantais, maire depuis le mois de juillet 1605 jusqu'en 1607, comprit qu'il fallait s'occuper un peu de la maison commune, trop abandonnée. Les assemblées des Notables devaient se réunir à une salle convenable et en rapport avec leur dignité.

C'est lui, lisons-nous dans le Livre Doré (p. 206), qui fit construire la belle galerie à arcades, formant encore aujourd'hui la façade principale de l'Hôtel-de-Ville.

Séance du jeudi 14 décembre 1606 (1).

Présent M. de la Tousche Cornulier, maire, etc...

« Il est ordonné à M^r René Nydellet, receveur et miseur de ceste Ville de Nantes, de payer sur et des denyers d'icelle, à André Lecomte et Samuel Burot, M^{rs} peyntres et vittriers, la somme de 200 livres, à valloir sur leur marché faict avecques eulx, pour les vittres du logeix qu'ils ont entrepris de faire des croisées de la grande salle qui s'en fait à présent de neuf en ceste maison commune de Ville, suyvant ledit marché arresté au Bureau, le XXIX d'aoust dernier. »

Fol. 7 du 29 aoust 1606, (M. de la Tousche général maire) : « Marché a esté conclud, et arresté par Messieurs du Bureau avecq André Leconte et Samuel Burot, M^{rs} peintres vittriers, présens. — ce que lesdits Leconte et Burot, ont fournis et se sont obligez faire tous les vittraiges requis, aux croisées de la salle haulte du logix neuf qui se fait a présent à l'Hostel commun de la Ville, en la forme du devis et figure qui a esté baillé ausdits vittriers, pour en estre poyez, savoir : pour chascun panneau ou seront faictz les escussons et peintures d'armoyries de

1) Arch. municip. BB. 1610 26

France, Bretagne et de la Ville, la somme de six livres, et pour chacun pied de voyre en tarre, tout plain, quatre soulds six deniers, bon voyre de France, et oultre trente soulds en faveur dudit marché, quel sera payé par le miseur de la Ville, suyvant ledit marché quels'extendra plus amplement.

Du 14 octobre 1606, « a esté fait marché par Messieurs du Bureau, avec Raoul Barré et M. Martin, maitres sculpteurs, par lequel lesdits sculpteurs ont entrepris et se sont obligés, faire et faire faire ornements et enrichissement de la façade du logis neuf de la Maison de Ville, tant de fleurs de lys, ermines que feuillages aux pilastres, pendentifs, tables d'attentes, que culs de lampes ou dessous des niches, le tout suivant et au désir du devis en fait représenté aux dits sculpteurs; et à rendre le tout fait, prefaict et paracheve bien et deument dans (...*blanc*) prochain venant, pour la somme de quatre vingt seize livres tournois, laquelle a esté convenue avec eux, et qui leur sera payée par Rene Videlet, receveur et miseur de cette ville... »

Les maitres serruriers de la Ville présentèrent une somme de sept cent soixante treize livres, un sol « tant pour les ferrures des croisées de la grande salle, faites de neuf puis naguères à la maison commune de l'adicté ville, que ferreures serrures et clefs des portes et escalliers de ladite salle, arsenac et autres emplacements dudit logis neuf... »

Cependant la municipalité de Nantes ne se contentait pas seulement d'avoir un lieu de réunion convenable à sa dignité, mais elle voulut encore que la maison se distinguât de suite parmi les habitations de la ville.

Par délibération du Bureau, « a esté fait marché par les Maire et échevins, avec Nicolas Fagot, de Liège, maitre sculpteur sur ce présent, par lequel ledit Fagot a premis faire et sculpter trois statues, pour mettre aux trois niches qui sont sur le devant du logis neuf, fait puis naguères à la maison commune de cette ville, sçavoir : représentation de Foi, Espérance et Charité, dont la Ville fournira les pierres propres pour cet effect, appellées pierres de Saint-Aignan ; et rendra

le tout fait et parfait, bien et deument le tout, mis et posé aux dites places, dans la fin de juillet prochain venant, moyennant la somme de deux cents livres, a quoiz a esté presentement conclud ledit marché, pour son œuvre de main, après avoir ouy plusieurs autres sculpteurs présents qui n'ont pas voulu entreprendre à moins, faire lesdites figures... »

Dans la grande salle, il ne s'y trouvait alors aucun siège confortable, aucun de ces superbes fauteuils Louis XIII, si connus, des riches mobiliers aujourd'hui, mais simplement des bancs, ainsi que l'indique le passage suivant du même compte, CC, 150.

« Le Bureau, après avoir vu les parties présentées, par Jacques Bequet, marchand, tant pour les draps, tappiz, crous, que autres garnitures, par luyournys pour le grand Bureau, étant en la grande salle neuve de la maison commune de ladite ville, tant pour la table que bancs, ainsi qu'il est mentionné par les certificats du controlleur soussigné, il est ordonné à maistre Nydellet de payer la somme de cent quarante trois livres, deux soulz..... »

Dans ce résumé déjà trop long, nous n'avons pas à entrer dans les nombreuses acquisitions, qui rendirent l'Hôtel de Ville tel qu'il est aujourd'hui, peut-être un jour redirons-nous ce chapitre d'histoire. Les embellissements et les réparations qui peu à peu en firent la Mairie se trouvent dans les nombreux cahiers des miseurs.

Aujourd'hui nous nous en tenons à peu près à l'origine de la propriété peu connue et qui, croyions-nous, méritait la peine d'être appréciée.

Citons néanmoins la porte qui fut construite et sculptée par Malherbe, sous les maires de MM. de Monti et de Bourgues en 1646. En voici le texte (1) :

1645-1776. — • Adjudications à Jacques Malherbe, architecte, de la construction du portail de la maison commune, à

1) *Arch. municip.*, D. D. 17.

6.200 livres. Supplément de 2,500^l pour les modifications apportées au plan et à l'ornementation de ce portail. « Procès-verbal de renable des portaux de la maison de Ville, 22 juin 1648... Avons veu que par ledit Malherbe il a esté satisfait des devises qui luy ont esté données pour graver aux piédestaux des quatre figures des roys Charles huitieme, Louys douze, Henry quatre et Louys treizieme, et sous les busq du roy Louys quatorziesme a présent heureusement régnant et de la reyne régente sa mère; mesme sous les armes du duché de Bretagne et de Monseigneur le maréchal de la Meilleraye, lieutenant général pour S. M. audit duché, grand Maître de l'Artillerie de France et gouverneur des villes, chateau et comté de Nantes. Sous le premier piedestal est escrit : *CONNUBIO JUNXIT STABILI*, pour faire voir que depuis son mariage avec Anne duchesse de Bretagne, la province est demeurée unie à la France. Sous le second, représentant le roys Louys XII^e : *PROPRIAMQUE DICAVIT*, puisque de Claude sa fille, et de ladite Anne qu'il espousa en secondes nopces, mariée au roy François premier, duquel Henry second et les autres Roys de la maison de Valois sont venus, et sous le règne duquel l'union du duché ayant esté faite, il est vray de dire qu'elle est demeurée propre à la France. Sous la troisième représentant le roy Henri le Grand : *QUOD RAPITUR ERIPIT SCEPTUM*, qu'il a par sa valleur conservé la province que l'on luy vouloit ravir par la force. Sous la quatrième représentant Louis XIII : *EXORNAT ET AUGET*, pour monstrier que l'estat est affermi dans la maison royalle de Bourbon et beaucoup augmenté par les victoires de ce prince. Et sous le busq du roy Louis XIII, présent régnant : *MISSUS IN IMPERIUM MAGNUM*, pour apprendre que si les accroissements de la France ont esté grands sous le regne du père, qu'on ne doit moins espérer de sa grandeur et estendue sous celuy du fils surnommé Dieudonné. Et sous celuy de la Reyne Régente : *NON ALTERA DEFICIT ANNA*, par allusion à Anne duchesse de Bretagne de laquelle les enfants masles ne succedèrent ny ne survecurent le père ;

mais estant gouvernante de Bretagne, on fait voir qu'elle n'a moins d'affection pour la province. Et sous l'escu de Bretagne : ANTE PUDOR QUAM TE VIOLEM, pour exprimer que les Bretons periroient plustost que de commettre une lacheté. Et sous les armes de mondit seigneur le maréchal : MONSTRANT INSIGNIA FATUM, pour monstrier qu'il estoit destiné pour le bien de cette ville et de la province, estans l'une et l'autre sy favorablement conservées pendant ces guerres ; et à l'occasion de ces armes qui sont de gueulles au croissant chargé d'hermines, qui sont le chef des armes de Nantes. Baux de réparations à la Maison de Ville. Approbations par l'Intendant de diverses réparations ; ouvrages de menuiserie, vitrerie, peintures exécutés « dans la galerie neuve de l'Hôtel de Ville, tableaux des anciens maires nettoiyés, raccommodé plusieurs cadres rompus, » dépôt des pompes à incendies, balustrades, carrelages, travaux divers ; nouvelle chapelle transférée dans la grande salle de l'Hôtel de Ville ; pour le tableau de cet autel représentant un Christ sur la croix, peint sur toile de 5 pieds 2 pouces de hauteur, sur 2 pieds 9 pouces de largeur, 100^l, » mai 1763. »

Cette porte subsista jusqu'en 1793 qu'elle fut démolie. Elle était alors, près de la jointure du bâtiment des gardes de ville avec le nouveau logis, sur la place de la Ville, avec les dernières constructions des pompiers.

Quelques lignes, sur les meubles et tapisseries de l'Hôtel-de-Ville (1).

1657-1778. — Inventaires « des meubles appartenans à la ville et communauté de Nantes... : huit pièces de tapisserie d'Auvergne à personnages, armoyées des armes de la Ville ; deux vieilles chaises de mocade rompues et uzées... » Réclamations et demandes adressées à Messieurs les maire et échevins par les tapissiers chargés des réparations et de l'entretien des meubles. Inventaire des meubles, linges, batterie

(1) Arch. municip. DD. 1 18

de cuisine et autres ustenciles fournis par la communauté de Nantes, pour le service de Mgr l'Intendant à Ancenis, sans date, mais vers 1720 : 29 douzaines et deux serviettes ouvrées ; 21 nappes ouvrées ; 22 petits draps de lit ; 55 nappes de cuisine, neuves ; 230 torchons ; 129 tabliers de cuisine ; 6 rideaux de toile de coton blanc avec leur garniture ; 13 marmites de cuivre rouge avec leur couvercle ; 19 casseroles de cuivre rouge à queue ; 3 dessus de tourtière, cuivre rouge ; 8 cuilliers de pot ; 6 escumoirs ; 12 grandes casseroles cuivre rouge ; une chaponnière, dito ; 3 chaudrons cuivre rouge ; deux plats fonds, dito ; deux passe purées, cuivre jaune ; deux petites poelettes cuivre rouge ; deux poissonniers, dito ; deux fontaines avec leurs cuvettes dito ; 5 poeles à frire ; une à marrons ; 4 machines de cuivre rouge profondes et rondes à faire des ragouts ; 20 flambeaux de cuivre jaune... Etat des effets existans dont le concierge est chargé par inventaire du 2 janvier 1766, un dais de velours cramoisy, brodé en or... (1) »

1548-1771. — Tapisseries de la Ville. Commission donnée par le receveur général des finances à Silvestre Perrier, pour procéder à la vente des biens meubles de Jean de Laval, baron de Châteaubrient, 1548.¹ Achat par la Ville, à cette vente, de 88 aunes et demi et demi quart de tapisseries, à raison de 16^s l'aune pour la somme de 70^l 18^s tournois. Extraits des registres des délibérations, achats et tapisseries ; en mai 1619, la Chambre des Comptes refuse d'approuver l'acquisition d'une garniture de lit de 475^l, destinée au lit des gouverneurs « lors qu'ils sont en ceste ville » ; pour le paiement « d'un ciel de veloux violet cramôisy, garny de sa frange de soie et fil d'argent, courtines et allerons, fait faire par ladite Ville, lors que nosseigneurs les gouverneurs arriveront en icelle, » 1620. Correspondance entre le maire et l'Intendant ; mémoires de meubles et objets fournis, aubes, toiles et autres ornements pour la chapelle. A l'assemblée du 12 janvier 1746, le procu-

(1) *Archives municipales*, DD. 13.

reur-syndic, représente « que la torche de la Ville, qui se porte à la procession de la feste Dieu depuis 1613, qu'elle a été faite, est trop urgente de réparations pour qu'on puisse continuer de la porter, sans y faire des réparations ou faire faire une torche. Le navire qui la compose par le haut a besoin de masure et d'estre regréé tout à neuf, quatre des corniches sont déplacées et rompues, les pommettes d'ornement qui étoient dessus sont cassées et vermoulues, les figures qui sont entre les collonnes, dans les quatre coins, sont rompues, les chastes de fleurs sur les quatre faces sont cassées, les crampons de fer, pour passer les bois qui portent la torche, ne tiennent plus, les peintures sont gâtées, ainsi que les hermines et fleurs de lys. Il s'est informé ce que pourraient couter les réparations, pour remettre ladite torche en état, et on lui a répondu qu'on ne pourroit pas la rétablir comme il faut à moins de 600 livres. Et ayant demandé à des ouvriers connoisseurs, si pour cette même somme on pourroit en faire faire une neuve, ils lui ont répondu qu'une pareille torche couteroit aujourd'huy 3,000 livres. » Le Bureau écrit à l'Intendant, qui retourne la délibération en approuvant la somme de 600 l. pour les réparations ».

Terminons par la chapelle de l'Hôtel de Ville, dont deux chasubles se trouvent au Musée d'Archéologie, n° 209. Le missel, qui servit jadis aux offices du culte, est conservé aux Archives. Il est intitulé : « Missale Romanum, in quo missæ trium ordinum sancte Franciscæ suo ordine inseruntur, ad usum fratrum et sororum eorundem ordinum Parisiis MDCXCIX. In f°. 30 f° 695 pp. et CIX pp. » Il est orné de dix gravures en f°. De nombreuses lettres ornées ornent ses pages, et sur les plats il porte les armes de saint François.

Les jardins de l'Hôtel de Ville furent tracés par Gabriel, et refaits en 1800, par l'ingénieur Fournier !

La première pierre du nouveau portail fut posée en 1800, et la construction de l'aile ouest par M. l'architecte Ogée, fut faite en 1820.

Telle est l'origine de l'Hôtel de Ville, simple logis qui peu à

peu est arrivée au point où nous la trouvons. Il fut jadis question de la démolir. Aujourd'hui ce projet semble abandonné ! Depuis trois cent vingt-deux ans en 1900, elle a servi à l'administration municipale, et probablement elle verra encore se succéder les édiles Nantais dans son enceinte. Elle est loin des superbes monuments des villes du Nord, mais du moins c'est là que se sont déroulés tous les événements qui forment les intéressantes annales nantaises.

S. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO.

LA
CHAPELLE DE LA MADELEINE
1518

ÉGLISE CATHÉDRALE

DE

NANTES

Guy Autret de Missirien, dans son catalogue chronologique et historique des Evêques de Nantes, s'exprime ainsi : « Guillaume Gueguen, natif de Lamballe, homme de grand entendement, qui avait manié de grandes affaires sous François II, et été employé en plusieurs ambassades, fonda en sa cathédrale trois messes à notes, à être célébrées tous les mardis, vendredis et samedis, après matines ; fit bâtir à ses frais la chapelle de Sainte-Madeleine et Saint-Hervé, et y employa 2.800 livres ; il rebâtit bonne part de son manoir épiscopal, qui estoit ruiné en plusieurs endroits, où se voient ses armes en relief.

« Il mourut le 23 novembre 1506, gist en sa chapelle de la Madeleine, en un sépulchre en marbre blanc, avec épitaphe en vers latins et français, gravés sur lames de cuivre doré... (1) »

La chapelle de la Madeleine, aujourd'hui celle de Saint-Clair, la première dans le bas côté sud de la cathédrale, après le transept, où se voit le tombeau des Carmes, fut bien bâtie aux frais de Guillaume Gueguen, mais après sa mort, contrairement à l'opinion accréditée jusqu'à notre époque.

(1) Le mur du fond du tombeau était rempli d'inscriptions gravées sur cuivre, qui disparurent à la Révolution.

Ce fut seulement en 1510, près de 4 ans après le décès de l'évêque, que l'on commença à démolir les murailles de la chapelle de Saint-Clair, pour en reconstruire une nouvelle, ainsi que nous l'apprend le marché suivant, passé entre le Chapitre et divers ouvriers :

« *Domini capitulantes, ex una, et Guillelmus Louses, G. Fanequin et Tavenet, ex altera partibus, ad invicem convenerunt etc... Per quam conventionem ipsi Louses, Fanequin et Tavenet promiserunt demolire parietes capelle Sancti Clari, ut nova alia capella fiat, secundum divisum magistri Jacobi lathomi, necnon ponere lapides dictarum parietum usque florem terre, in loco securo et tuto apertoque et convenienti, in quo nullum impedimentum prebere poterunt, necnon portare et defferre terram et demolitionem ipsorum murorum extra portam Sancti Petri Ecclesie, super retro vel prope, et quidem infra mediana Karesma proximi venturi; pro summa sexagenta librarum monete Turonensis, quam ipsi domini durante opere, et infra predictis terminis eisdem operariis solvere... etc...*
21 octobre 1510 (1). »

Le 23 du même mois, un autre marché fut passé avec des charpentiers, pour trois clôtures de bois, selon le devis de Jacques Drouet, pour la construction de la chapelle de feu Guillaume, évêque de Nantes, et la démolition de ces mêmes bois (Il s'agit, sans nul doute, des échaffaudages et d'une clôture pour fermer l'ouverture faite ainsi dans la Cathédrale). Ces mêmes ouvriers s'engagent à jeter par terre la couverture de la vieille chapelle et à en porter les débris dans un lieu convenable, le tout avant la fête de Noël, et pour la somme de cinquante livres tournois (2).

Il est impossible de voir dans ces deux citations autre chose que le commencement des travaux de construction de la

(1) Arch. du Chapitre de Nantes, Conclusions capitulaires, 1509-1520. Reg. fol. 47.

(2) Arch. du Chapitre, Conclusions Capitulaires, 1509-1520, Reg. fol. 48.

chapelle, dont nous allons voir la continuation, et il est désormais certain que Guillaume Gueguen ne la fit pas élever, mais laissa ce soin à ses exécuteurs testamentaires.

Le 19 juillet 1511, Jean de Plédran, doyen, paya au miseur du Chapitre, en présence des chanoines, 400 livres tournois, 100 livres en monnaie de liards et 300 livres en carolus, en diminution de la somme qu'il s'est engagé à solder pour la chapelle du dernier évêque de Nantes défunt (2).

Le vendredi 7 janvier 1513, ce même doyen, agissant comme exécuteur des testaments de l'évêque défunt, remit au chapitre deux sceaux, l'un grand, et le second petit, mais en argent, « *unum magnum et alium parvum argenteum* », pour lesquels, ajoute le scribe, on donna une quittance gratuite : « *de quibus fuit gratuita quictancia* ». De ce dernier il ne reste nulle trace. Du premier, D. Morice nous a conservé un dessin, T. II, pl. 17, n° 284, d'après une empreinte apposée à un acte de 1504, qui fait partie des Archives départementales de la Loire-Inférieure.

Malheureusement, une main peu scrupuleuse a dérobé ce monument sigillographique, et nous n'avons que cette reproduction plus ou moins exacte. Dans le champ est l'écusson du prélat, et autour, la légende : † SIGILLYM : R ; P ; D ; EPI ; NANNET.

Revenons à la chapelle de la Madeleine.

Le 14 mai 1512, le Chapitre assemblé donna une quittance générale au doyen Jean de Plédran, exécuteur des dernières volontés de son oncle, pour divers â-comptes, et le complément du legs qu'il versait ce même jour, s'élevant à la somme de deux mille huit cents livres, ordonnée par le testament du défunt, pour la construction ou la batisse d'une chapelle : « *pro constructione seu edifficatione unius capelle per eundem*

(2) « Eadem die Mercurii, D. Decanus solvit dominis Capitulantibus quadacentum libras monete Turonensis in monetam liardorum C. et tricentas in carolis, in diminutione summe per ipsum super pecuniis dari ordinatis pro constructione capelle Domini Episcopi Nannetensis ultimi defuncti traditas D. Oliverio Richard, misitori, et de qua summa ipsum quictavit » Arch. du Chapitre, Conclusiones Capitulares 1509-1520, Reg. fol. 65.

quondam bone memorie, in predicta ecclesia Nannetensis, tenore sui testamenti, seu ultime voluntatis fieri et cooperari ordinatum (1) ».

Le 8 novembre de la même année, le doyen offrit vingt écus, pour l'œuvre de l'église, et ce n'est pas la seule fois qu'il fit des dons analogues (2).

Le 31 août 1515, l'ouvrage s'avavançait, car le Chapitre permit à Mathurin de Plédran, évêque de Dol, chanoine de Nantes, frère du doyen et neveu de Gueguen, de faire peindre ses armes sur la haute clôture de la nouvelle chapelle de Guillaume, de bonne mémoire, jadis évêque de Nantes, avec faculté de donner à l'église ce qui lui conviendrait (3).

Le 27 février 1516, les chanoines chargèrent un terrassier nommé Robin, d'enlever les terres amoncelées dans la chapelle de saint Clair et la chapelle neuve, pour sept livres 10 sous, pendant que les charpentiers posaient la charpente (4).

Enfin les travaux étant terminés, les chanoines convinrent, le vendredi 20 mars 1517, que le mardi suivant (par conséquent le 24 mars 1517), aurait lieu la translation du corps de Guillaume Gueguen, inhumé dans la chapelle de Saint-Clair, dans sa chapelle neuve ; et que pour le luminaire et les funérailles, le doyen soldera ce qu'il voudra (5).

Ici nous reproduisons le procès-verbal, qui donne la succession des propriétaires de la terre de Launay, auxquels appartenait le droit de sépulture du caveau de la Madeleine, et qui donne des intéressants détails sur les ornements de cette chapelle.

(1) Arch. du chap. Conclusiones Capitulares, 1509-1520, fol. 86.

(2) *Ibid.* fol. 94.

(3) *Ibid.* fol. 145. «... Quod R. P. et D. D. Mathurinus episcopus Dolensis, canonicus Nannetensis, faciat depingere arma sua, in alta clausura capelle nove quondam bone memorie Guillelmi episcopi Nannetensis, et donet ecclesie quod sibi licebit (*d'or à 7 mactes d'azur*).

(4) *Ibid.* fol. 154.

(5) Die veneris XX^o martii 1517, domini concluserunt quod die martis proximi fiat translatio corporis quondam bone memorie Guillelmi Gueguen, nuper episcopi Nannetensis, in capella Sancti Clari inhumati, in ejus capella nova. Et pro luminari et funeralibus, solvat Dominus decanus, ejusdem episcopi nepos, quid voluerit.

ARCH. MUNICIPAL. GG. 551. CHAPELLE DE LA MADELLEINE EN LA CATHÉDRALE DE NANTES.

Jacques d'Achon, Sr des Régauldières, Con^{te} du Roy au siège Présidial de Nantes, sçavoir faisons que ce jour vingt et ung^e d'aoust mil six cents vingt huit, environ les onze heures du matin, estant en l'église Cathedrale de Saint-Pierre dudit Nantes, assistant à l'enterrement et obseques de deffunct escuier René Foucault, vivant sieur de la Godetière et de Launay-Dyonis, Con^{te} du Roy audit siège; avons esté requis de la part d'escuier René Foucault sieur dudit lieu de Launay-Dyonis, C^{te} du Roy, M^{re} ord^{re} de ses Comptes en Bretagne, et escuier Pierre Bonnyer, seigneur de la Cocquerie, Con^{te} du Roy en sa Cour du Parlement de Bretagne, enfans et héritiers dudit feu sieur de la Godetière, de nous transporter en la chapelle de la Madellaine, où ils desiroint faire inhumer et ensepulturer le corps dudit deffunct Sr de Launay-Dyonis dans l'enfeu y estant, luy appartenant comme seigneur dudit lieu de Launay, et pour servir à la conservation de leur droictz, et à la pcession en laquelle ils sont comme seigneurs dudit lieu de Launay. Qu'eussions faict procès verbal de l'estat dudit enfeu et des armoiries et marques estant en ladicte chapelle appartenant à ladite seigneurie de Launay, comme icelle chapelle fondée par les prédécesseurs seigneurs et propriétaires dudit lieu de Launay, sçavoir: par deffunct de bonne mémoire Guillaume Gueguen, évêque de Nantes, Jean de Piedran son nepveu, doyen dudit Nantes, seigneurs dudit lieu de Launay, ensepulturez audit enfeu. Et depuis Christoffe de Sesmaisons et Jeanne Brehant, ladicte Brehant héritière desdicts fondateurs, et Mous^r M^{re} Jan de Langle, vivant sieur dudit lieu, Con^{te} du Roy audit Parlement de Bretagne, qui seroit venu à la seigneurie dudit lieu de Launay par acquit et pendant la pcession et jouissance, auroient jouy dudit enfeu, et y auroient mesme esté ensepulturez, et ung enfant de sa maison.

Et depuis, ledict lieu ayant esté vendu sur ledit sieur de Langle et acquis par le feu s^r de la Chaussée Laubier, lequel pendant sa pocsession auroit même présenté ladicte chappelle, et par contract de vente auroit transporté ledit lieu et droict de patronnage audict feu sieur de la Godetière ; au moyen de quoi ledit feu s^r de la Godetière en est mort seigneur et pocsesseur.

Sur laquelle requête et y obtempérant, Nous nous sommes transportez en ladicte chapelle de la Madelaine et prins pour adjoint Pierre Drouet, Commis au greffe dudit Nantes, et y estant, avons veu l'enfeu dont est question, et en icelluy aperceu une petite chasse de plomb, dans laquelle y a le corps d'ung enfant non encore consommé.

Et nous ont lesdicts sieurs de Launay et de la Cocquerie requis ouyr et enquerir les architectes qui ont faict l'ouverture dudit enfeu, ce que nous leur avons accordé, et à l'instant avons vacqué à leur audition séparément comme ensuit :

Léonard Malherbe, estre natif du pais du Mayne, estre M^e Masson et architecte, travaillant à l'ouvrage de l'église de Saint-Pierre, et demeurant en la parouesse de Saint-Laurent, agé de quarante-cinq ans, ou environ, de luy le serment prins :

Dépose que ce jour, environ les quatre heures du matin, ayant eu commandement de la part desdits sieurs de la Cocquerie et de Launay de faire l'ouverture de l'enfeu de la chappelle de la Madelaine en ladicte église de Saint-Pierre appartenant, comme on leur a dict, au feu sieur de la Godetière, à cause de sa terre et sa seigneurie de Launay-Dyonis, pour y mettre et ensépulturer le corps dudit feu sieur de la Godetière et dudit lieu de Launay : après que ce déposant, et Marin Godemer eurent découvert ledict enfeu, ils auroient trouvé en icelluy, le reste d'une vieille chässe presque pourrie, et le corps qui estoit en icelle tout consommé, fors deux os, lesquelz ayant receu l'air, s'en sont allés en pouldre. Et sur les restes de la dicté chässe de boys, auroient trouvé une aultre petite chässe

de plomb, de longueur de vingt-ung poulces, de largeur par ung bout de six poulces, et pour l'autre de quatre poulces, et d'espaisseur de quatre aultres poulces, dans laquelle chässe de plomb y avoit le corps d'ung enfant, non encore consommé. Lequel a esté veu par grand nombre de personnes, qui sont venuz voir ledict enfeu, lors de l'ouverture d'icelluy ; et est sa déposition qu'il a juré contenir vérité, et ne savoir signer.

Marin Godemer, M^{re}architecte aussy travaillant aux voulttes de la dicte église de Saint-Pierre dudit Nantes, natif d'Angers et demeurant, pour le présent, en ceste dicte ville, paroisse de Saint-Léonard, aagé de trente-deux ans ou environ, de luy le serment pris, en tel cas requis, fait la même déclaration...

Jacques Malherbe, aussy architecte, fils dudit Léonard précédant tesmoing, et travaillant en ladicte église de Saint-Pierre, aagé de seize ans ou environ, reproluit la même déposition.

Ce fait, a esté faict les cérémonies de l'enterrement dudit feu sieur de la Godetière, lequel a esté ensepulturé dans ledict enfeu. Et sur la chässe de son corps, avons faict mettre et poser ladicte petite chässe de plomb. Et ont lesdits Malherbe et Godemer recouvert ledict enfeu. Et ensuite avons, le requérant lesdits sieurs de Launay et de la Cocquerie, faict procès-verbal des armoyries estant en ladicte chapelle de la Madelaine. Et premièrement :

A la closture de bois de ladicte chapelle, avons remarque, en deux endroitz, deux escussons, l'un d'eux chargé de sept macles, trois en chef de même hauteur, trois au-dessous en même rang, et une en pointe, l'autre escusson escartellé de macres et barres en travers

A la porte et entrée de ladicte chapelle, sont deux escussons, chacun d'eux chargé d'ung chësne, avecq un quartier à main droite, portant sur le chësne, chargé de neuf ermines et deux hallebardes en pointes de gueules.

Au banc à queue de boys, estant en ladicte chapelle, au pied de l'autel, y a au devant dudit banc deux escussons, chacun

d'eux chargé de sept macres, trois en chef mesme hauteur, trois au dessous et au mesme rang, et une en poincte.

Aux deux boutz de l'autel de ladicte chappelle y a, au bas de chaque bout, deux escussons chargés d'ung chesne avecq ung quartier à main droite, portant sur le chesne, chargé de neuf ermines et deux hallebardes en poinctes de gueules.

Au devant dudict autel, au bas d'icelluy, y a trois escussons de pareilles armoyries, chargés d'ung chesne, neuf hermines et deux hallebardes appoinctées de gueules.

Au dessus dudict autel, à la pointe de deux petitz pilastres qui séparent les histoires d'icelluy, y a deux escussons aux armoyries de sept macres, trois en chef en rang, trois au dessous et même rang, et une en poincte.

En la frise, au dessus desdits pilastres, ya deux autres écussons aux armoyries chargées d'ung chesne, neuf ermines et deux hallebardes, comme celles cy dessus mentionnées.

A la clef de la voulte et aux deux pignons de ladicte chappelle, y a trois pareilz escussons aux armoyries chargées de chesne et ermines et hallebardes, comme celles cy dessus.

Au haut de la vitre de ladicte chappelle, y a ung escusson d'argent, chargé d'ung chesne de sinople, avecq ung quartier à main droite, d'argent, portant sur le chesne de sinople, chargé de neuf ermines et deux hallebardes, les poinctes de gueules.

Au quartier de vitre au dessous de l'escusson cy dessus, y a deux autres escussons d'or, chacun chargé de sept macres d'azur, une en chef, deux plus bas et quatre au-dessoubz, d'esgalles proportions, et une croix au dessus desdits escussons.

Aux basses vitres, y a quatre quartiers d'icelles, sur lesquels sont pourtraits, sçavoir : au premier, une Notre-Dame de Pitié.

Au second, ung pourtrait de Saint Guillaume, et ung évesque à genoux priant ; et au devant de luy, ung escusson d'argent chargé d'un chesne de sinople, avecq ung quartier à main droite, d'argent, portant sur le chesne de sinople, chargé de neuf ermines et deux hallebardes appoinctées de gueule.

Au troisième, un pourtrait de Saint Mathurin et d'ung évesque priant, revestu d'une chappe semée de macres ; et au devant de luy, ung écusson d'or, chargé de sept macres, une en chef, deux plus bas et quatre au dessous, esgalles de proportion, et une croix sur ledict écusson.

Au quatrième et dernier quartier, est un pourtrait de Saint Jean, qui présente un priant en habit de chanoine, revestu d'une chappe semée de macres ; et au devant de luy, y a ung écusson d'or, chargé de sept macres d'azur, trois en chef de mesme hauteur, trois dessous de mesme rang, et une vers les pointes.

Au dessous de la forme de vitre, y a une frise d'ornement sur la pierre, aux deux boutz de laquelle y a pareils écussons, chargés d'un chesne, neuf hermines et deux hallebardes, comme celles cy-dessus mentionnées.

Et au dessous de ladicte frise, y a ung tombeau de marbre blanc et une statue d'ung évesque. Dans lequel tombeau est une table de cuivre, escripte en latin, portée par deux anges ; et dans ladicte table y a trois armoyries, chargées, comme celles cy-dessus, d'ung chesne, neuf hermines et deux hallebardes, et deux autres écussons, chargés chacun de sept macres, trois en chef, trois au dessous et de rang, et une en pointe.

Et au dessous de la table de marbre dudit tombeau, y a autour quatre pillastres qui portent ladicte table, trois armoyries, chargées d'ung chesne de sinople, neuf hermines et deux hallebardes.

UN MOT SUR LA FAMILLE

DE GUILLAUME GUEGUEN

Guillaume Gueguen, natif de Lamballe, était fils de Guillaume Gueguen ; voilà tout ce que l'histoire nous fournit au sujet de l'évêque de Nantes, et c'est peu. P. de Courcy, *Armorial et Nobiliaire de Bretagne*, indique six maisons de ce nom, de sorte que la confusion est facile ; cependant nous essaierons de donner quelques détails.

Un Guillaume Gueguen occupa le siège de Saint-Brieuc, de 1297 à 1298. Il était natif de la paroisse de Hillion, dans laquelle nous voyons nos Gueguen possessionnés en 1535, ce qui est une forte présomption pour le croire de la même famille.

Mathelin Gueguen se trouve cité parmi les nobles de Lamballe qui prêtèrent serment de fidélité au duc, en 1437. (D. MORICE, *Pr.*, I, col. 1303.)

Guillaume Gueguen, le père de l'évêque de Nantes, figure à la réformation de 1441, paroisse de Raca (?), et à celle de 1449, même paroisse.

Ses armes étaient : *d'argent à un chêne de sinople, avecques ung quartier à main droicte, d'argent, portant sur le chesne de sinople, chargé de neuf ermynes et deux hallebardes de gueules.*

Ce quartier de l'écu qui porte les armes de la maison de la Soraye, nous donne, peut-être, le nom de famille de la mère de l'évêque ; dans tous les cas, il indique une alliance des Gueguen avec une très bonne maison de Bretagne, éteinte vers la fin du XV^e siècle.

Quoi qu'il en soit, l'évêque de Nantes eut un frère, nommé Bertrand Gueguen, que nous trouvons parmi les hommes d'armes de la reine Anne, épouse de Charles VIII (D. LOBINEAU, II, *Pr.*, col. 1527).

De Guyonne Gilbert, sa femme, il eut :

1^o Guillaume qui suit :

2° Jean Gueguen, seigneur de la Motte, mort avant 1524.

Il avait épousé Madeleine de Brehan, fille de Jean de Brehan, seigneur de la Roche-Brehan, et de Jacquemine de la Bouexière et de Launay-Beaudoin. Madeleine était sœur de Thibaut de Brehan, marié en 1543 à Françoise de Sesmaisons. Leurs enfants furent : 1° N... Gueguen, qui suit ; 2° Marguerite Gueguen, dame de la Ville-Pierre, en 1559.

N... Gueguen, seigneur de la Motte, eut pour femme Françoise Poullain, dame de la Villebio, dont : Raoul Gueguen, seigneur de la Motte, mari de Françoise Jorel, vivant en 1560, 1585 et 1592.

Guillaume Gueguen, seigneur du Clos, paratt, en 1535, à la réformation de la paroisse de Hillion, comme possédant la maison de la Ville-Cleir, et la maison du Clos, « à Guillaume Gueguen, noble personne ». Il eut un procès en 1534, avec Christophe de Sesmaisons et Françoise de Brehan, son épouse, au sujet de l'administration des biens de Bertrand Gueguen et Guyonne Gilbert, ses père et mère, ainsi que pour la succession de l'évêque de Nantes. Françoise de la Villéon, sa veuve, et Julien Gueguen, son fils, ayant repris le procès, furent déboutés et condamnés aux dépens.

En 1519, Mathurin de Plédran, évêque de Dol, fit nommer un François Gueguen, clerc du diocèse de Saint-Brieuc, alors à Rome, à la cure de Saint-Vincent de Nantes, dont la nomination appartenait à la prébende qu'il occupait, comme chanoine de la Cathédrale de Nantes (*Arch. du Chap., Reg. des Insinuations*).

En 1883, sur l'initiative de M. Léon Palustre, directeur de l'Association française pour la conservation des monuments, et auteur de remarquables études sur les artistes de la Renaissance, le chapitre de Saint-Pierre consentit au déplacement des malencontreux panneaux qui dérobaient au regard l'arcature du tombeau de Guillaume Gueguen et la prétendue statue de cet évêque, attribuée à Michel Colombe. Il devint évident, à la plus élémentaire inspection, que cette œuvre ne sortait pas

des mains habiles de l'éminent IMAGIER auquel nous devons le magnifique monument du dernier des ducs de Bretagne.

D'un autre côté, nous lisons dans le docteur Guépin (*Histoire de Nantes*, p. 185) qui nous semble parfaitement renseigné :

« Guillaume Gueguen, transféré depuis dans la chapelle de
« la Madelaine, où l'on voyait sa statue en albâtre, attribuée à
« Colombe. Cette statue n'a pas été détruite, mais dérobée en
« 1793. Depuis elle a été brisée et vendue par morceaux à un
« mouleur de Nantes. Nous eussions voulu sauver les frag-
« ments les plus curieux, mais il n'était plus temps, et ceux qui
« n'ont pas été portés au four, pour faire du plâtre, n'offrent
« aucun intérêt ».

Guillaume Gueguen, qui joignait à ses titres ceux de prieur de Nozay et de Saint-Jacques de Pirmil, fut enterré en grande pompe, *cum magna triumpho*, devant l'autel de Saint-Clair, église cathédrale. Son corps fut ensuite transporté dans la chapelle de la Madelaine qu'il avait fait construire, et déposé dans le tombeau que la reine Anne lui avait fait élever par Michel Colombe, honorant ainsi la mémoire d'un des plus fidèles serviteurs de son père et d'elle-même.

Une lettre de Michelle de Saubonne, sa dame d'honneur, permet d'avancer avec certitude que ce fut la reine elle-même qui paya les frais.

« Monsieur, Madame me commande vous dire fere fere
« payement des soixente quatre escuz souleil, deuz à la sepul-
« ture Messire Guillaume Gueguen, à Michel Coulombe de
« Tours, qui ne sont encore payez, ce sans nulz retard aulcun.
« Monsieur de Lespinay a l'ordre vous contenter de cette
« somme, et luy donnerez quictance dudict ouvrier. De Blois,
« le XXVII jour de mars (1) ».

Lorsqu'il y a trente deux ans, en publiant l'*Armorial des Evêques de Nantes*, trompé par la pénombre, nous entrevîmes, à grand'peine, une statue d'évêque, couchée sur la dalle, nous

(1) Documents relatifs aux œuvres de Michel Colombe, exécutées pour le Portou, l'Aunis et le pays Nantais, publiés par Benjamin-Fillon, 1865.

crâmes que ce devait être l'original. Mais, détrompé quand elle apparut au grand jour, nous pensâmes pouvoir l'attribuer à François Hamon, mort en 1532, et dont la statue fut levée de terre lors de l'érection du tombeau des Carmes dans la place qu'il occupe aujourd'hui.

N'oublions pas que c'est à M. Léon Palustre, l'éminent auteur de travaux si importants et si appréciés sur la **RENAISSANCE** en France, alors président de la société qui honora notre ville en y tenant ses assises scientifiques, que nous sommes redevables de la mise au jour de ce monument. Grâce à son initiative, nous avons pu rectifier les erreurs qui nous avaient échappé, faute d'une étude plus complète, et détruire une fausse attribution qui tendait à se propager parmi nous.

Un souvenir sur la tombe du digne prélat qui fut l'ami de François II et de la reine Anne, et représenta pendant sa vie l'élément le plus breton, contre l'influence française envahissante. Un mot de l'histoire de la chapelle de la Madeleine qui n'existe plus : après 1628, elle disparut lorsque la chapelle, de Saint-Clair aujourd'hui, fut élevée à la hauteur des voûtes du bas-côté sud de la cathédrale, milieu du XVII^e siècle.

Nous donnons, en terminant, la copie d'un acte qui permet de regretter la perte des documents fort intéressants qui devaient contenir l'historique de sa carrière, et qui, perdus désormais, auraient sans doute fournis d'utiles renseignements sur le dévoué serviteur des deux derniers souverains Bretons.

Mand^t du roi François 1^{er} au chancelier, au vice-chancelier et au sénéchal de Nantes, de procéder à l'examen des coffres de l'évêque de Nantes décédé dans les fonctions de vice-chancelier pour en extraire les chartes de Bretagne (1).

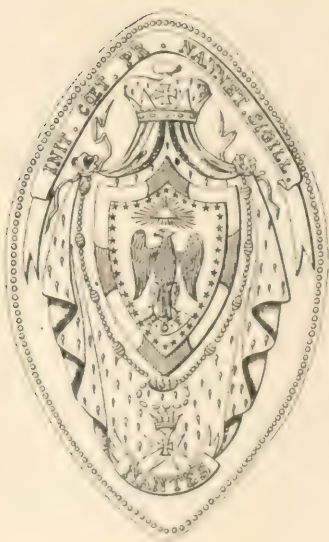
François, par la grâce de Dieu roy de France, a nos amez et feaulx les chancelliers et vischancellor et gens tenans notre conseil en noz pays et chancellerie de Bretagne, aux sénéchal lieutenant ou alloué de Nantes, salut. De la partie de notre bien amé Guillaume Gueguen, heritier principal de feu Maistre

(1) Arch. Dépar. Série E 237, cass. 107.

Guillaume Gueguen, en son vivant évesque de Nantes, nous a esté exposé que apres le trespas dudit feu Maistre Guillaume Gueguen, en son vivant évesque de Nantes, et vischancelier de Bretagne, vous chancelier ou vischancelier feistes prandre troys coffres demourez du decés dudit feu évesque, où, comme l'on disoit, y avoit entre autres choses plusieurs lettres et enseignemens servans a feuz noz tres chers seigneur et dame, beau père et belle mère, derniers trespassez, et que de présent peuvent estre à nous. Toutesfoiz lesditz coffres et biens meubles et autres lettres qui entourent en iceulx sont audits suppléant et à Maistre Jehan de Pledran, son cousin, aussi héritier dudit feu évesque. Et néanmoins sont détenuz au château de Nantes, sans les leur vouloir bailler ni délivrer, quest en leur grant préjudice et dommage ; nous humblément requerrant sur ce leur pourveoir, de notre provision et remède convenable : Pourquoi, nous, ces choses considérées, desirans subvenir à noz subgetz, selon l'exigence du cas, vous mandons et à chacun de vous sur ce requis que, appelez noz procureur et trésorier de noz chartres, s'il vous appert des choses dessus dites audit cas, reprins et mis en seureté par vous et nosdits procureur et trésorier lesdites lettres et chartres a nous appartenans, faictes au surplus délivrance audit exposant et son dit cousin, héritier dudit feu Maistre Guillaume Gueguen, desdits coffres, lettres, tiltres et autres biens que trouverrez leur appartenir comme héritier dudit deffunct, En faisant, en cas de débat, ausdites parties oyes, bonne et briefve expédition de justice. Car ainsi nous plaint-il estre faict, nonobstant quelconque lettre subreptice à ce contraire. Mandons et commandans à tous nos justiciers, officiers et subgetz que à l'exécution des présentes soit obéy. Donné à St-Jehan-d'Angély, le XV^e jour de février, l'an de grâce mil cinq cent et dix neuf, et de notre règne le sixième.

Par le roy, à la relation du conseil : *Signé* DESLANDES (Scellé du grand sceau en cire blanche).

S. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO.



SCEAU DE M. DU FOU

MAIRE DE NANTES

1815

LE SCEAU DE M. BONAVENTURE DU FOU

Maire de Nantes en 1815.

François-Marie-Bonaventure du Fou naquit à Nantes le 8 novembre 1765 et reçut le baptême le lendemain, à l'église de Sainte-Croix (GG. 452, p. 95). Son père, Messire François-Joseph-Marie du Fou, chevalier, seigneur de Bezidel et autres lieux, gouverneur des ville et château de Pontivy, (fils de Messire François-Marie du Fou, seigneur de Bezidel, aussi gouverneur des ville et château de Pontivy, et de dame Marie Bonaventure Hervieux, originaires de Cléguérec), avait épousé à Nantes, le 20 juillet 1762, Mlle Thérèse-Marie de Tollenare, fille de noble homme Charles de Tollenare et de dame François-Thérèse Descamps son épouse.

Il épousa lui-même à Sainte-Croix, le 21 juin 1761, Mlle Félicité Jogues, fille de Pierre-Auguste-Athanase Jogues et de Geneviève-Thérèse Guyot, mariage béni par M. Louis-Guillaume du Fou, ci-devant trésorier, chanoine-doyen du chapitre de Dol, oncle du marié.

De cette union naquirent : 1° Adèle, 2° Elise, mariées à MM. de Contades ; 3° le comte Jules du Fou, négociant, consul de Brême ; 4° Athénaïs, épouse de M. Henri de la Tullaye, adjoint en 1824 ; 5° Bonaventure du Fou.

A la suite de la démission de M. le baron Bertrand-Geslin, qui comptait huit années d'administration municipale, l'empereur Napoléon, par décret impérial du 25 mars 1813, nomma maire de Nantes, M. J.-M.-B. du Fou, chevalier de la Légion d'honneur, membre du collège électoral du département, candidat au Sénat, ancien président et membre de la Chambre de

commerce, membre du conseil général du commerce près le ministre du commerce, négociant armateur, qui fut installé le 17 mai suivant.

La Première Restauration, 1814, trouva M. du Fou à la tête de l'administration municipale. Les registres des délibérations, et avec eux Camille Mellinet, disent quelles sages mesures prit le maire pour maintenir la tranquillité dans sa ville, tant dans les circonstances difficiles et délicates qui précédèrent le changement de gouvernement, que dans les jours qui suivirent.

En mai 1814, M. du Fou présida la députation envoyée à Paris par la ville, pour y complimenter Louis XVIII. Le 3 juillet, il recevait à Nantes le duc d'Angoulême.

Les événements de mars 1815 le trouvèrent à son poste, veillant plus attentivement que jamais au bon ordre et au calme, dans ces heures si agitées.

Il offrit sa démission le jour même de la nouvelle du retour de l'Empereur à Paris, et la renouvela, de la façon la plus formelle, le 11 avril.

Au retour du Roi, M. du Fou reprit ses fonctions scabreuses, le 19 juillet.

Mais ce qui lui donne le plus de droits, peut-être, à la reconnaissance des Nantais, c'est la fermeté qu'il déploya pendant le séjour de l'armée prussienne dans nos murs, ce furent ses soins incessants, dans un moment où tant d'éléments de perturbation étaient réunis, et tant de sujets de discorde soulevés à chaque instant. Cependant il n'accorda que ce qui était dû aux troupes étrangères, et veilla avec sollicitude à ce que leurs malades reçussent dans les hôpitaux les soins que réclamait l'humanité. Aussi le roi de Prusse, en remerciement, lui envoya la décoration de l'Aigle Rouge. La sœur du général Bourke, alors supérieure des hospices de Nantes, reçut pour son dévouement un présent du même prince.

M. du Fou donna sa démission et fut remplacé à la Mairie, le 30 septembre 1816, par M. Louis Rousseau de Saint-Aignan.

En 1817, Louis XVIII le créa comte. Il mourut âgé de 67 ans, le 14 mars 1833.

Nous ne connaissions que le blason de M. du Fou : *d'azur à l'aigle éployée d'or* indiqué au LIVRE DORÉ, lorsque M. L. Dubreuil-Chambardel nous écrivit de Tours, vers le milieu de 1898, demandant quelques renseignements sur une famille tourangelles dont une branche avait jadis habité Nantes. Me remerciant des données que j'avais pu lui fournir, il me dit posséder un cachet de M. du Fou, offrant d'en envoyer une empreinte ; ce que j'acceptai immédiatement.

C'est cette empreinte que j'ai l'honneur de présenter à mes honorables confrères.

Ce cachet, ou plutôt ce sceau, supérieurement gravé et inédit est ovale, les deux extrémités en ogive, mesurant 0,070 sur 0,041 de largeur. Il représente l'aigle du blason des du Fou, sans indication du métal et du champ, mais sommée du triangle portant le nom hébreu de Jehovah, et entourée d'une bordure de petites étoiles, puis empiétant un listel chargé des lettres H. C. E.

L'écu est posé sur un autre portant : de... à la croix pattée de gueules, — la croix de l'Aigle Rouge. Ce second écusson est entouré du collier de l'ordre, portant 9 nœuds ; sur celui du milieu est la date de 1731, celle de la réorganisation de l'ordre. A ce nœud, est suspendue, par une couronne royale, une croix de Malte, chargée de la croix pattée de gueules.

Un riche manteau d'hermine enveloppe le tout de ses draperies élégantes. Au haut est une lourde couronne royale antique, au bas une banderolle portant le mot NANTES.

Au-dessus de la couronne est une banderolle portant ces mots : INIT. COET. PR. NANNET. SIGILL.

L'ordre de l'Aigle Rouge dit Larousse, est un ordre de chevalerie institué en 1705, sous le nom d'ordre de la *Sincérité*, réorganisé en 1731, puis à plusieurs reprises. Il forme aujourd'hui le second ordre du royaume, et se compose de cinq classes de chevaliers. Il a pour devise les mots latins :

Sincere et constanter (avec sincérité et constance). Son bijou se suspend à un ruban blanc, bordé de rouge. Son nom provient de la figure principale des armes de Brandebourg qui orne ses insignes.

Nous craignons, en donnant un texte aux deux légendes ci-dessus, de donner une interprétation peut-être un peu fantaisiste.

S. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO.

BIBLIOGRAPHIE

DES OUVRAGES COMPOSES

PAR

M. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO

M. de la Nicollière-Teijeiro, le savant archiviste de la Ville de Nantes, est connu de quiconque s'intéresse à l'histoire de Bretagne. Beaucoup ont été chercher, dans son modeste cabinet des Archives de l'Hôtel-de-Ville, des avis et des documents qui leur ont toujours été prodigués et communiqués avec autant de compétence que de courtoisie; beaucoup ont entretenu avec lui une correspondance dont ils ont tiré grand profit; tous rendent hommage à son obligeance, à son esprit de critique et à sa vaste érudition¹.

Quant aux membres de la Société Archéologique de Nantes, ils aiment à saluer en sa personne leur plus ancien confrère et le dernier de leurs membres fondateurs, et sont fiers de voir son nom figurer en tête de leur liste.

Dans sa laborieuse carrière, M. de la Nicollière-Teijeiro a publié une grande quantité de mémoires et de travaux divers,

¹ Voir *M. Stéphane de la Nicollière-Teijeiro, archiviste de la Ville de Nantes*, par M. Joseph Rousse (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1893), et deux articles biographiques et bibliographiques, l'un dans *Nantes et le département au XIX^e siècle : littérateurs, savants, musiciens et hommes distingués*, par E. Maillard, ancien maire d'Ancenis (Nantes, Vier, 1891, pp. 85-86); — l'autre dans le *Dictionnaire biographique de la Loire-Inférieure* (Paris, Jouve, 1892).

M. de la Nicollière-Teijeiro a été honoré de trois médailles : l'une d'or, offerte par la Société la Pomme, pour la *Vie de Jacques Cassard*, parue dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1880; la seconde d'argent, offerte par la Société Française d'Archéologie, pour *L'Eglise royale et collégiale de N.-D. de Nantes*; la troisième de bronze, offerte par la Société Académique de Nantes, sous la présidence de M. Leon Maître, en 1891, pour la *Biographie de M. Le Gall, chanoine de Nantes et fameux bibliophile*, travail resté manuscrit.

dispersés dans des revues et des bulletins de Sociétés savantes. Tout le monde connaît le *Livre Doré de l'Hôtel-de-Ville*, l'*Histoire de l'église royale et collégiale de Notre-Dame de Nantes*, *La Course et les Corsaires*, etc. ; mais beaucoup d'autres ouvrages, et des plus intéressants pour l'histoire et l'archéologie, sont enfouis dans des collections où l'on a peine aujourd'hui à reconnaître leurs traces, quand le besoin se fait sentir de les consulter.

Une liste, aussi complète que possible, des diverses parties de cette œuvre considérable, avec l'indication exacte de l'endroit où l'on pourra les trouver, nous a donc paru devoir servir aux travailleurs. L'idée nous en a été suggérée par notre sympathique président. M. le marquis de Brémond d'Ars-Migré, qui, dans une de nos dernières séances, faisait remarquer l'utilité des bibliographies ; et le désir de donner une preuve de respectueux attachement à un vénéré maître nous a fait répondre avec empressement à cette invitation.

Cette liste tirera son principal intérêt de la grande variété des travaux de M. de la Nicollière-Teijeiro qui, non content de l'archéologie sous toutes ses formes, s'est attaché avec passion aux détails de l'histoire maritime de notre province, mettant en lumière les actions d'éclat et rappelant les héros oubliés.

D'ailleurs notre savant confrère est loin de cesser ses recherches, et trouve son délassement dans de nouveaux labeurs. Plusieurs mémoires, encore manuscrits et tout prêts pour l'impression, qui figurent dans notre liste, sont là pour l'attester. Puisse l'ensemble de ce beau monument scientifique servir de modèle à nos érudits, et exciter leur courage comme il excitera certainement leur admiration (1).

P. DE BERTHOU.

Nantes, le 25 décembre 1899.

(1) M. de la Nicollière-Teijeiro est doué d'un remarquable talent de graveur et beaucoup de planches et de lettres ornées, illustrant ses œuvres, ont été dessinées et gravées par lui même, tant sur bois que sur cuivre, à la pointe sèche.

NANTES ET ENVIRONS

HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE

1. — « Livre Doré » de l'Hôtel de Ville de Nantes, avec les armoiries et les jetons des maires. En collaboration avec M. A. Perthuis.

1^{re} édition, Nantes, Grinsard, successeur de Charpentier, 1873, 2 vol. in-4: XII — 452 pp., et IV — 168 pp.

Article préparatoire dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1872, 1^{er} semestre. Compte-rendu, par Eugène de la Gournerie, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1874, 2^e sem.

2^e édition, Nantes, Salières, 1890. Le 2^e vol. a IV — 216 pp.

2. — « Privilèges de la ville de Nantes » (Archives de Bretagne, recueil d'actes, de chroniques et de documents historiques rares ou inédits, publié par la *Société des Bibliophiles Bretons et de l'Histoire de Bretagne*, tome I, Nantes, E. Grimaud, 1883), 1 vol. in-4 de 207 pp.

3. — « Inventaire sommaire des Archives Communales de la Ville de Nantes, antérieures à 1790. » Le 1^{er} vol. Nantes, Schwob, 1888, grand in-4 de 394 pp. contient les séries AA, BB, CC, DD.

Le 2^e volume, paru en novembre 1899 (1), comprend 510 pp. Il contient les séries EE, FF, GG, et dans cette dernière série sont dépouillés les 508 registres de baptêmes, mariages et décès, provenant des anciennes paroisses de Nantes.

Le 3^e volume est très avancé et ne tardera pas à paraître.

(1) Voir le compte-rendu et l'analyse des deux premiers volumes de cet inventaire, dans la *Revue de Bretagne de Vendée et d'Anjou* n^o de décembre 1899.

4. — « Les Archives Communales de la Ville de Nantes » (*La ville de Nantes et la Loire-Inférieure*), Nantes, E. Grimaud, 1898, 2 vol. in-8., tome I), 5 pp.

5. — « Etude sur la Maison de Ville de Nantes : hôtel Bizard » (Lue à la *Société Archéologique*, séance du 11 juin 1895 ; parue dans le Bulletin de la même Société, 1899.)

6. — « Considérations sur les origines religieuses du diocèse et de la cathédrale de Nantes » (*Société Archéologique de Nantes*, 1863), 14 pp.

7. — « Documents inédits. Deux erreurs de l'abbé Travers, historien des évêques de Nantes » : I^o Jean de Nazareth n'a pas été évêque de Nantes. II^o Henri de Caestrie, évêque de Nantes, 1292-1305 (*Revue Historique de l'Ouest*, 1891, documents), 13 pp.

8. — « Un chapitre de l'Histoire des Évêques de Nantes, XV^e siècle, suivi de documents inédits » (*Société Archéologique de Nantes*, 1884), 58 pp., 1 lettre ornée et 3 vignettes.

9. — « Les clefs de la ville de Nantes depuis le XV^e siècle » : Mélanges historiques, littéraires et bibliographiques, publiés par la *Société des Bibliophiles Bretons et de l'Hist. de Bretagne*, 2 vol. in-8, Nantes, E. Grimaud, 1878, tome I), 25 pp.

10. — « Essai biographique. Guillaume de Launay, fondateur des écoles de Nantes, 1457-1472 » (*Annales de Bretagne, publiées par la Faculté des Lettres de Rennes*, I, 1885-86, Rennes, Plihon et Hervé, p. 281).

11. — « Documents inédits. Une visite de la reine Anne à Nantes, 1505 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1875, 1^{er} semestre), 6 pp.

12. — « Entrée de François I^{er} et de la reine Claude à Nantes, 1518 », à publier par la *Société des Bibliophiles Bretons*, avec plusieurs belles lettres ornées, copiées sur d'anciens manuscrits.

13. — « Un point d'histoire de Nantes. Pas de massacre à la Saint-Berthélémy, 1572 : à qui peut en revenir l'honneur ? » (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1897, 2^e semestre) 6 pp.

Après une critique de M. le baron Gaëtan de Wismes, parue dans la même Revue, 1897, M. de la Nicollière-Teijeiro fit paraître une page de réponse, imprimée à part, chez Mellinet.

14. — « Incendies et sauveteurs de la ville de Nantes. Essai historique, d'après les documents inédits des Archives Municipales de Nantes » (*Société Archéologique de Nantes*, 1899).

15. — « Le sceau de M. Bonaventure du Fou, 1815 » (*Société Archéologique de Nantes*, 1899).

16. — « Eglise royale et collégiale de Notre-Dame de Nantes, monographie historique et archéologique, ornée de six planches », 1 vol. grand in-8, de IX — 438 pp. (Nantes, V. Forest et E. Grimaud, et Paris, Aubry, 1865), d'abord paru par articles dans le *Bulletin de la Société Archéologique de Nantes*, 1862-65). Compte-rendu, par M. E. de la Gournerie, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1865, 2^e semestre.

17. — « Réclamation de la Société Archéologique de la Loire-Inférieure, pour la conservation de la chapelle Saint-Thomas, dernier reste de l'ancienne collégiale de Nantes, 1865-1866 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1865, 1^{er} semestre, et 1866, 1^{er} et 2^e semestre).

18. — « Alain Barbe-Torte et Notre-Dame de Nantes » (*La Bretagne Artistique*, n^o de septembre 1880, 10 pp., 1 gravure hors texte, 1 frontispice, 4 gravures et 1 vignette).

19. — « Procès-verbaux rapportés par le chapitre de l'église collégiale de Notre-Dame de Nantes, 1790 » (*Société Archéologique de Nantes*, 1872), 5 pp.

20. — « Notice historique et archéologique sur l'église paroissiale de Saint-Saturnin de la ville de Nantes » (*Société Archéologique de Nantes*, 1862), 40 pp. et 1 plan gravé, extrait du grand plan ms. de Portail, 1739.

D'abord parue à la suite de « *Sœur Saint-Saturnin, fille de la Sagesse* » (Nantes, Guéraud, 1862). Voir n^o 100.

21. — « Essai historique sur l'église des Cordeliers de Nantes » (*Société Archéologique de Nantes*, 1877), 37 pp., 1 grav. et un plan.

22. — Bulle d'institution de Jean de Plédran, curé de Saint-Nicolas, 1503 » (*Société Archéologique de Nantes*, 1872), 5 pp.

23. — « Les titres de la chapelle de Bon-Secours, à Nantes » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1867, 1^{er} semestre), 6 pp.

24. — « Une charte de Conan III et le prieuré de la Madeleine » (*Société Archéologique de Nantes*, 1863), 11 pp.

25. — « Le prieuré de Toussaint, sur la chaussée de la Madeleine » (*Semaine Religieuse de Nantes*, 1865, p. 2), 3 pp.

26. — « Le prieuré des Couëts en 1554. Déclaration des terres, rentes et revenus de cette communauté, suivie de l'état des dépenses nécessaires à son entretien » (*Société Archéologique de Nantes*, 1867), 40 pp.

27. — « Titres de l'abbaye de Geneston, évêché de Nantes » (*Société Archéologique de Nantes*, 1873), 17 pp.

28. — « Etudes archéologiques. Notre-Dame de Bethléem, en Saint-Jean de Boiseau » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1863, 1^{er} semestre), 13 pp. et 1 inscription gothique gravée.

29. — « Une visite à Champtocéaux, 3 juin 1885 » (*Société Archéologique de Nantes*, 1885, 19 pp; — *Union Bretonne*, 14 juillet 1885).

30. — « Un manuscrit nantais » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1871, 2^e sem.). Notice sur un registre du chapitre de Nantes.

31. — « Documents inédits. Comptes de la fabrique de Saint-Martin de Chantenay, 1481-1506 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1875, 2^e semestre), 12 pp.

32. — « Une exhumation dans le chœur de la cathédrale de Nantes, en 1888 » : Pierre du Chaffault, évêque de Nantes, 1477-1487 (*Revue Historique de l'Ouest*, 1889), 21 pp., inscription gothique, 2 vignettes et 1 lettre ornée.

33. — « La chapelle de la Madeleine, dans la cathédrale de Nantes, en 1628 » (*Société Archéologique*, 1899; mémoire lu dans la séance du 7 novembre). Voir le n° 81.

34. — « Les Saintes-Claire, derniers jours d'un monastère à Nantes » (*Revue Historique de l'Ouest*, 1898), 32 pp.

35. — « Documents inédits. Eroulement du pont de la Cas-

serie, à Nantes, 1741 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1863, 2^e sem.), 7 pp.

36. — « Affiches et avis d'autrefois. Extrait des Archives de la Ville de Nantes. Détail de la fête qui doit être donnée aux dames, sur la place de la Bourse de Nantes, le 25 août 1763, à l'occasion de la paix et pour le bouquet du roi » (*La Bretagne Artistique*, n^o de décembre 1880), 5 pp.

37. — « Découvertes archéologiques, en 1864 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1864, 1^{er} semestre).

38. — « La Société Archéologique de Nantes, pendant les fêtes de la B. Françoise d'Amboise, 29 avril, 1^{er} et 2 mai 1866 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1866, 1^{er} semestre).

39. — « L'art rétrospectif à l'exposition de Nantes, chronique d'octobre » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1886, 2^e semestre), 4 pp.

40. — « L'abbaye de la Chaume, près Machecoul, 1055-1792. Essai historique » (*Société Archéologique de Nantes*, 1879, 69 pp. 3 grav. hors texte, 1 vignette et 5 lettres ornées.

41. — « Fouilles et découvertes archéologiques à Noirmoutier, en 1863 et 1864 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1863, 2^e semestre, et 1864, 2^e semestre).

42. — « Un registre illisible. Notes sur Noirmoutier, 1577-1589 » (*Société Archéologique de Nantes*, 1873, 12 pp., 1 lithographie représentant la crypte de Saint-Philbert de Noirmoutier, 4 blasons et une lettre ornée.

43. — « Poignée de titres et documents, 1590-1889 par un baigneur du Pouliguen » : documents sur le Pouliguen et environs (*Société Archéologique de Nantes*, 1894), 29 pp.

44. — « Documents inédits. Ce qu'on trouve sur la couverture d'un registre de décès » : registre de Puceul, notes historiques et archéologiques, événements locaux (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1876, 1^{er} semestre), 7 pp.

45. — « Une paroisse poitevine. Essai historique et archéologique sur la paroisse de Mazerolles, arrondissement de Montmorillon, département de la Vienne, par Stéphane de la Nicol

lière inspecteur de la Société Française d'Archéologie » (*Société Archéologique de Nantes*, 1866), 30 pp., 1 lithographie, 1 eau-forte et 1 vignette sur bois.

46. — « Une légende inédite au pays de Retz » : la ville de Tharon (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1869, 1^{er} semestre), 6 pp.

47. — « Les fêtes de Guérande, 21 juillet 1889 » (*Revue Historique de l'Ouest*, 1889, documents) 8 pp.

48. — « Une maison rustique au XIX^e siècle » : la Chantelière ou la Chastelière, en Vertou (*Revue de Bretagne et Vendée*, 1886, 1^{er} sem.), 6 pp.

49. — « Clisson jugé par ses visiteurs » (*La Bretagne Artistique*, n^{os} de novembre et décembre 1880, janvier et février 1881), 56 pages avec nombreuses gravures, et plusieurs eaux-fortes hors texte.

50. — « Essai de bibliographie sommaire Nantaise », en vue du congrès de la Société Française d'Archéologie, 1886 (*Congrès Archéologique de France* ; séances générales, tenues à Nantes en 1886 ; Paris, Champion, et Caen, Delesques, 1887, 10 pp.

VARIÉTÉS

HISTORIQUES ET ARCHÉOLOGIQUES

51. — « Un mot sur le tumulus de Saint-Sulpice-des-Landes : correspondance, excursion » (*Société Archéologique de Nantes*, 1893), 8 pp.

52. — « Une pierre tombale mérovingienne du VIII^e siècle, de l'abbaye d'Aindre » (*Société Archéologique de Nantes*, 1860, 7 pp. et 1 gravure.

53. — « Documents inédits sur l'histoire de Bretagne. La quittance de Florent de Haynaut, sire de Braine et d'Ehreungt, 1288 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1862, 1^{er} semestre), 5 pp.

54. — « La Bretagne et la fin de la guerre de Cent-Ans. Etude

historique, XV^e siècle » (*Annales de Bretagne*, tome X, 1895-96), 50 pp., 2 sceaux reproduits en photographie.

55. — « Le collier d'Antoinette de Magnelais, document inédit sur l'histoire de Bretagne, XV^e siècle » (*Société Archéologique de Nantes*, 1860), 5 pp.

56. — « Description du chapeau ducal, de l'épée de parement, de la nef de table, et d'un grand nombre de bijoux du trésor des ducs de Bretagne, d'après des titres originaux et inédits » (*Société Archéologique de Nantes*, 1861), 64 pp.

57. — « Etat de la vaisselle du garde-meuble de la couronne, déposée au château de Nantes, 1720 » (*Société Archéologique de Nantes*, 1864), 8 pp.

58. — « Popularité de Jeanne d'Arc » (*Revue Historique de l'Ouest*, 1892, documents), 2 pp.

59. — « Actes extraits des titres de Rohan, fonds Bizeul, à la Bibliothèque Municipale de Nantes » (*Société Archéologique de Nantes*, 1894), 33 pp.

60. — « Choix de documents inédits sur l'histoire de Bretagne. Le sceau de l'évêque de Léon et le serment de l'évêque de Tréguier » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1861, 2^e semestre), 5 pp.

61. — « Quittance rimée, en 1469 » (*Revue Nantaise*, n^o du 15 juin 1898), 2 pp.

62. — « Le cœur de la reine Anne de Bretagne » (*La Bretagne Artistique*, n^o de mars, avril et mai 1881), 50 pp., 2 eaux-fortes hors texte, et plusieurs gravures et vignettes.

63. — « Plat d'étain aux armes de Thomas Régis ou Le Roi, mort évêque nommé de Dol, en 1524 ». Mémoire lu à la séance de la *Société Archéologique de Nantes*, du mardi 3 novembre 1885. Non imprimé.

64. — « Nomination d'un notaire public et juge ordinaire, au XVI^e siècle » (*Revue Historique de l'Ouest*, 1885, documents), 10 pp.

65. — « Une rixe à Nantes, en 1557 ». Mémoire lu à la séance de la *Société Archéologique de Nantes*, du mardi 3 novembre 1885. Non imprimé.

66. — « Documents inédits. Le chef-d'œuvre des maîtres chirurgiens de Nantes, en 1568. Lu au congrès des Sociétés Savantes à la Sorbonne, en avril 1873 » (*Société Archéologique de Nantes*, 1875), 6 pp.

67. — « Promenade à travers les registres de l'état-civil » (*Société Archéologique de Nantes*, 1870-1871), 41 pp.

68. — « Lettres inédites de M. Pierre Bizeul de la Bignonays, gendarme ordinaire de la garde du roi. Prise de Namur, 1692 ; bataille de Nerwinde, 1693 » (*Société Archéologique de Nantes*, 1886), 25 pp.

69. — « Une révolte à l'île du Pilier, en 1712 » (*Revue Historique de l'Ouest*, 1888, documents), 8 pp.

70. — « Inventaire des objets composant la toilette, les bijoux, le mobilier d'une jeune femme de la fin du XVII^e siècle » (*Société Archéologique de Nantes*, 1898), 10 pp. Voir le n^o 86.

71. — « Les fiacres à Nantes, au XVIII^e siècle. Simple note historique » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1869, 2^e semestre), 5 pp.

72. — « Une vieille trouvaille : monnaies du moyen-âge, trouvées en fouillant dans les fondations de l'Hôtel de Ville » (*Société Archéologique de Nantes*, 1884), 11 pp.

73. — « Une pittoresque excursion », sur l'invitation de la Société Polymathique du Morbihan, le 19 mai 1896. Sous le pseudonyme de Viator (*Société Archéologique de Nantes*, 1896), 2 pp.

ÉTUDES HÉRALDIQUES

ET GÉNÉALOGIQUES

74. — « Armorial des évêques de Nantes, par M. Stéphane de la Nicollière, inspecteur de la Société Française d'Archéologie, membre de la commission des Archives Départementales de la Loire-Inférieure, secrétaire de la Société Archéologique de Nantes » (Nantes, Charpentier, 1868, 1 vol. grand in-8°, de 146 pp., 4 pl. de blasons, sceaux et pierre tombale hors texte, plusieurs sceaux, armoiries et fac-similes de signatures dans le texte. Compte-rendu, par M. E. de Kersabiec, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1868, 1^{er} semestre).

75. — « Les armoiries de la Ville de Nantes ». En collaboration avec M. Perthuis (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1870, 1^{er} semestre), 13 pp.

76. — « Etudes héraldiques. L'hermine » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1871, 2^e semestre), 24 pp.

77. — « Etudes héraldiques. L'hermine. Observation à M. P. de Lisle du Dréneuc, conservateur du musée » (*Société Archéologique de Nantes*, 1893), 40 pp., 1 blason gravé sur le titre, 1 pl. de sceaux et monnaies, 3 gravures dans le texte, 1 vignette et 1 lettre ornée.

78. — « Anciens sires de Rezay, du XII^e au XVI^e siècle : simples notes historiques et généalogiques » (*Société Archéologique de Nantes*, 1893, 16 pp., sceau gravé sur le titre et à la fin, 1 blason gravé).

79. — « Une pierre tombale de l'abbaye de Villeneuve. Olivier de Machecoul, XII^e siècle » (*Société Archéologique de Nantes*, 1860), 15 pp., 1 gravure et 2 reproductions de sceaux.

80. — « Une pierre tombale des Chasteigniers, à Aspremont, Vendée » (*Société Archéologique de Nantes*, 1893, 2 pp. et 1 grand blason gravé).

81. — « La chapelle de la Madeleine, dans la cathédrale de

Nantes, en 1628 ». Ce mémoire, lu à la Société Archéologique, le 7 novembre 1899, contient de nombreux renseignements sur les Guégen et les seigneurs de Launay-Dionis. Voir le n° 33.

82. — « Documents inédits, XVI^e siècle. Petits neveux de Jeanne d'Arc au comté Nantais » (*Annuaire du conseil héraldique de France*, fondé par M. le V^{ic} O. de Poli, 1889), 31 pp. in-12 et 1 gravure.

83. — « Etudes biographiques et généalogiques. Haroüys, Sgr des Montils-Férusseau, de Lespinay, de la Rivière, de la Seilleraye, de Teillé, de la Touche etc. » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1870, 2^e semestre), 9 pp.

84. — « Documents inédits. Institution de comte palatin de Latran, en faveur de Jérôme Riario-Sforza et Jean Hulot de Braquis, 1483 et 1525 » (*Revue Historique de l'Ouest*, 1885), 16 pp. 2^e édition, avec quelques légères différences : tirage à part sur papier de Hollande, chez Paul Oudin, à Poitiers, 26 pp.

85. — « Etude historique. Un anoblissement posthume, en 1777 : Rolland Thiercelin » (*L'Armorial Français*, directeur : M. S. de Morthomier, 193 rue de l'Université, nos d'août et de septembre 1892), 9 pp.

86. — « Inventaire des objets composant la toilette etc... d'une jeune femme, à la fin du XVII^e siècle ». L'introduction est consacrée aux familles Aubry et Chenantais (*Société Archéologique de Nantes*, 1898), 10 pp. Voir le n° 70.

87. — « Notice sur la famille nantaise Darquistade », à paraître dans la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*.

BIOGRAPHIES

88. — « Saint-Mars, évêque de Nantes, 527-531 » (*Revue Historique de l'Ouest*, février, août 1899, avec 7 lettres ornées).

89. — « Biographies bretonnes. Gérard Chabot, sire de Rays, 1339-1377 » (*Revue de Bretagne et de Vendée* 1870, 2^e sem.), 6 pp.

90. — « Simon de Langres, évêque de Nantes, 1366-1383 » (*Annales de Bretagne*, tome V, 1889-90, p. 310).

91. — « Jeanne de Rays, 1340-1406 » (*Société Archéologique de Nantes*, 1869, 20 pp., 1 grav. à la pointe sèche et 1 blason sur le titre).

92. — « Histoire et documents. La fille du connétable de Richemond » (*L'Armorial Français*, directeur : M. S. de Monthomier, 75, rue de Rennes à Paris, n^o de janvier, février et mars 1894), 11 pp., 2 blasons et 1 vignette.

93. — « Documents inédits. Catherine de Luxembourg, duchesse de Bretagne, 1490 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1874, 1^{er} semestre), 5 pp.

94. — « Mœurs et coutumes d'autrefois. Pierre Kervela, ou un apothicaire au XVI^e siècle » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1862, 2^e semestre), 29 pp.

95. — « Guillaume Grou, bienfaiteur des hospices de Nantes, 1698-1774 » (*Revue des questions héraldiques, archéologiques et historiques*, in-8, octobre et novembre 1899. Paris, 11, rue Casimir-Périer. La 1^{re} livraison de cette revue est du 25 juillet 1898).

96. — « Une biographie nantaise. Madame de la Peyrouse, Louise-Eléonore Broudou » (*Revue de Bretagne de Vendée et d'Anjou*, 1892, 2^e semestre), 11 pp. Un extrait dans *L'Armorial Français* (193, rue de l'Université), n^os de mars et d'avril 1892, 5 pp.

97. — « L'abbé Pronzat de Langlade, vicaire général et cha-

noine de Nantes, curé de Paimbœuf, 1745-1824 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1869, 2^e semestre), 16 pp.

98. — « Cambronno. Notes et Documents inédits » (*Revue Historique de l'Ouest*, 1892), 31 pp., blason gravé sur le titre et dans le texte, 1 photographie de blason hors texte.

99. — « Madame Amélie Le Gouvello, supérieure et fondatrice de la maison des dames du Sacré-Cœur et de l'Adoration perpétuelle, à Nantes, 1799-1871 » (*Revue de Bretagne et de Vendée* 1871, 1^{re} semestre), 5 pp.

100. — « Sœur Saint-Saturnin, née Gabrielle-Louise Praud de la Nicollière, fille de la Sagesse. Esquisse biographique, suivie d'une notice historique et archéologique sur l'église paroissiale de Saint-Saturnin de la ville de Nantes, par S. P. D. L. N., avec un plan » (Nantes, A. Guéraud, pont d'Orléans, 1862, 1 vol. in-8 de 60 pp., tiré à 36 exemplaires dont 6 sur papier gris cendré. La notice historique sur l'église Saint-Saturnin a paru encore dans le *Bulletin de la Société Archéologique de Nantes*, 1862. Voir le n° 20.

101. — « Un officier de la vieille armée ou le commandant Hulot de Collart » (Manuscrit à publier).

102. — « Monseigneur Fournier » (*Revue de Bretagne et de Vendée* 1870, 1^{re} semestre), 5 pp.

103. — « Monsieur P. Levot » (*Revue de Bretagne et de Vendée* 1878, 1^{re} semestre), 2 pp.

104. — « Article nécrologique sur M. Charles Marionneau » (*Société Archéologique de Nantes*, procès-verbal de la séance du 3 novembre 1896).

105. — « Biographie de M. Le Gallo, chanoine de Nantes et bibliophile », lu à la Société Académique de Nantes, sous la présidence de M. Léon Maître, en 1881; travail resté manuscrit.

MARINE

106. — « La marine bretonne aux XV^e et XVI^e siècles. Essai historique » *Revue Historique de l'Ouest*, 1885, 1886, 1887, 103 pp. in-8.

107. — « Documents inédits. La marine nantaise au XVI^e siècle » (*Annales de Bretagne*, III, 1887-88, p. 469; IV, 1888-89, p. 3), 46 pp. in-8.

108. — « La navigation de la Vilaine, en 1767. Arrêt de la cour contre les batehiers, 2 juillet 1767 » *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1883, 1^{er} semestre), 4 pp.

109. — « La course et les corsaires du port de Nantes. Armements, combats, prises, pirateries etc. » *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1886, 2^e semestre, 83 pp.; puis Paris, Champion, et Nantes, Vier, 1896, 1 vol. in-8 de 448 pp.). Compte-rendu par M. L. Vignols, dans les *Annales de Bretagne*, XII, p. 273.

110. — Marine française. Jacques Cassard, capitaine de vaisseau, 1679-1740. Etude historique et biographique, d'après les documents inédits des Archives du Ministère de la marine, des Archives Nationales et d'autres dépôts », Vannes, Lafolye, 1 vol. in-8 de 196 pp. *Revue Hist. de l'Ouest*, 1888, 89, 90). La première partie avait déjà paru dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1880, 1^{er} semestre, sous ce titre : « Les Marins Bretons. Jacques Cassard, capitaine de vaisseau, 1679-1740 », 24 pp. Compte-rendu, par M. A. Dupuy, dans les *Annales de Bretagne*, V, p. 525, et par M. A. Lallié, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1890, 1^{er} semestre.

111. — « Documents inédits. Jacques Cassard, capitaine de vaisseau. Sa naissance, sa famille. Notes généalogiques » (*Société Archéologique de Nantes*, 1875, 23 pp. et 1 fac-similé de signature. Compte-rendu, par M. E. Biré, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1876, 2^e semestre.

112. — Herve Riollé, maître-pilote du Croisic, 1692 ».

Vannes. Lafolye, 1891, 1 vol. in-8 de 44 pp., couverture ornée.

113. — « Hervé Rielle, maître-pilote du Croisic », suite (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, mars et avril 1900).

114. — « Un pavillon de pirate, en 1729 » (*La Bretagne Artistique*, n° du juin 1881), 4 pp. et 1 gravure.

115. — « Episodes maritimes nantais, des XVII^e et XVIII^e siècles » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1888, 1^{er} semestre), 13 pp.

116. — « A Dieu vat, épisodes maritimes nantais, par M. Pierre Jean¹ » (Nantes, Charpentier, 1878, 1 vol. in-12, de 70 pp.

117. — « Marine française : combat de Belle-Ile ou des Cardinaux » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1878, 1^{er} et 2^e semestre; et Nantes, Morel, 1878, 1 vol. in-8); 42 pp.

118. — « Les corsaires Nantais. Louis-Simon Berthault de la Bossère. La *Jeune Agathe*, le *Marquis d'Aubeterre* » (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1894, 2^e semestre), 7 pp.

119. — « Les corsaires Nantais. La guerre de l'Indépendance, 1778-1783 » (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1894, 1^{er} semestre), 10 pp.

120. — « Documents inédits. Insurrection de Saint-Domingue, 1793. Quatre pages du journal du lieutenant du navire le *Charles*, de Nantes » (*Société Archéologique de Nantes*, 1875), 10 pp.

121. — « Une page de la marine militaire du port de Nantes. La frégate *la Loire* » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1877, 1^{er} et 2^e semestre), 38 pp.

122. — « Les oubliés. *Le Chéri* (1789 — 5 janvier 1798) : J.-S. Chassin, capitaine de frégate; J.-P. Pillet, capitaine de vaisseau, membre du Conseil des Cinq-Cents et député au Corps Législatif » (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1893, 1^{er} semestre, 15 pp. et une couverture ornée au tirage à part, chez Lafolye, à Vannes, même année.

¹ M. de la Nicollière prend ici pour pseudonyme les prénoms de son père.

123. — « Le corsaire *Le Chéri*. A la mémoire de M. Pierre-Jean Praud de la Nicollière, premier lieutenant et second capitaine, Nantes, 29 juin 1875 ». Collection de documents manuscrits et imprimés sur *Le Chéri* : journaux de bord, armements, prises, procès, lettres sur les trois croisières de ce corsaire ; volume unique, avec un titre calligraphié et une belle lettre ornée.

124. — « Les oubliés. Deux corsaires Nantais sous la République et l'Empire : François Aregnaudeau et Alexis Grassin » (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1892, 1^{er} semestre), 22 pp.

125. — « Croquis maritimes. La course et les corsaires : Julienne David, Louise Antonini » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1885, 2^e semestre), 5 pp.

126. — « Une croisière en l'an VI, 1797-1798. Petit corsaire et gros procès » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1883, 2^e semestre), 24 pp.

127. — « Marine française. Un amiral Nantais : le comte du Chaffault de Besné, 1708-1794 » (*Revue Historique de l'Ouest*, 1894 et 1895), VI — 76 pp., et une vignette sur le titre.

128. — « Un amiral Nantais : l'amiral de Cornulier-Lucinière, 1811-1885 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1886, 1^{er} semestre), 10 pp.

129. — « Un vaisseau blindé, au XVI^e siècle : la carraque de Saint-Jean de Jérusalem » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1866, 2^e semestre).

130. — « Pour les barques, mars 1628 : document inédit » (*Revue Nantaise*, n^o du 1^{er} janvier 1898), 3 pp. et lettres ornées.

131. — « Déclaration de la perte du navire le *Saint-François-de Paule*, 3 avril 1678 » (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1885, 1^{er} semestre), 3 pp.

132. — « Lettre de la cour, sur l'établissement de la fonderie d'Indret » (*Société Archéologique de Nantes*, 1896).

133. — « Notes sur le professeur d'hydrographie et la pêche à Nantes, 1777-1789 » (*Soc. Archéologique de Nantes*, 1896). Cet ouvrage et le précédent comprennent ensemble 34 pp.

134. — « Les constructions navales. Les chantiers de la Loire et la Fosse du port de Nantes » (*La ville de Nantes et la Loire-Inférieure*, Nantes, E. Grimaud, 1898, 2 vol. in-8, tome II), 20 pp.

135. — « Archives du Bureau de la Marine de Nantes. Notes sommaires » (*La ville de Nantes et la Loire-Inférieure*, Nantes, E. Grimaud, 1898, 2 vol. in-8., tome I).

ŒUVRES DIVERSES

136. — Discours de M. de la Nicollière-Teijeiro, président de la Société Archéologique de Nantes (*Société Archéologique de Nantes*, séance du mardi, 7 mars 1893).

137. — Discours de M. de la Nicollière-Teijeiro, président sortant, lu dans la séance de la Société Archéologique de Nantes, du mardi, 14 janvier 1896.

138. — Procès-verbaux des séances de la Société Archéologique de Nantes, années 1862, 1865, 1866, 1868, 1869, 1870-71, 1872.

139. — Chronique des années 1868 et 1869, dans les *Bulletins de la Société Archéologique* des mêmes années.

140. — Plusieurs articles et comptes-rendus d'archéologie et d'actualités etc., dans le journal *l'Espérance du Peuple*, de Nantes, sous le pseudonyme : ANNE DRUAYS.

141. — Commission du Vieux-Nantes. Procès-verbaux des séances des 10 juin, 3 novembre 1898, 25 janvier, 9 février, 11 mars 1899 (*Bulletin municipal*, 2^e et 3^e années, 1898 et 1899 ; Nantes, Guist'hau).

142. — « Des Nannètes à l'époque romaine », par Bizeul. Le tiers environ de cet ouvrage important a été publié par les soins de M. de la Nicollière-Teijeiro, après la mort et sur les manuscrits de l'auteur (*Société Archéologique de Nantes*, 1860, 1861, 1862 ; et tirage à part, Nantes, A. Guéraud, 1863, 1 vol. in-8 de 338 pp).

COMPTES-RENDUS

143. — « Revues historiques, traditions et légendes de la Haute-Bretagne », par M. l'abbé Guillotin de Corson (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1870, 2^e semestre), 4 pp.

144. — « Extraits des comptes et mémoires du roi René, pour servir à l'histoire des arts au XV^e siècle », par M. Lecoy de la Marche (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1872, 5 pp.

145. — « Essai vers l'origine des armoiries féodales », par M. Anatole de Barthélemy (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1873, 1^{er} semestre), 2 pp.

146. — Histoire d'une paroisse. Comment on bâtit une église », par M. l'abbé Foulon, du clergé de Saint-Nicolas de Nantes (*Revue de Bretagne et Vendée*, 1876, 2^e semestre), 3 pp.

147. — « Cartulaire de l'abbaye de Saint-Georges de Rennes », par M. Paul de la Bigne-Villeneuve (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1876, 2^e semestre), 2 pp.

148. — « Histoire de la Marine Française, pendant la guerre de l'Indépendance américaine », par M. E. Chevalier (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1877, 2^e semestre), 2 pp.

149. — Statistique historique et monumentale du canton de Redon », par M. l'abbé Guillotin de Corson (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1878, 1^{er} semestre), 2 pp.

150. — « Excursions botaniques à l'île d'Yeu », par MM. Viaud-Grand-Maraïs et Ménier (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1878, 1^{er} semestre), 2 pp.

151. — « Lorient, arsenal royal, 1690-1697 », par M. F. Jégou (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1879, 1^{er} semestre), 2 pp.

152. — « Histoire de la marine de tous les peuples », par M. A. du Sein (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1879, 2^e semestre), 4 pp.

153. — « La vérité sur l'origine et la patrie de Christophe Colomb », par M. l'abbé Martin Casanova de Pioggiola, curé

doyen d'Olmi-Cappella, ancien conseiller-général de la Corse, membre de l'Académie des Arcades de Rome etc. ; Bastia, veuve Allagnier, 1881, petit in-8 de 167 pp. *Revue de Bretagne et Vendée*, 1881, 2^e semestre), 4 pp.

154. — « Duguay-Trouin et Saint-Malo, la cité-corsaire », par M. l'abbé F.-M. Poulain (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1882, 2^e semestre), 3 pp.

155. — « Apostolat de Saint-Clair, premier évêque de Nantes », par M. l'abbé Cahour (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1883, 2^e semestre), 3 pp.

156. — « Pouillé historique de l'archevêché de Rennes, par M. l'abbé Guillotin de Corson.

1^{er} vol. : *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1880, 2^e semestre 3 pp.

2^e vol. : — 1881, 2^e — 1 pp.

3^e vol. : — 1882, 2^e — 2 pp.

4^e vol. : — 1883, 2^e — 2 pp.

5^e vol. : — 1884, 1^{er} — 2 pp.

6^e vol. et ensemble — 1886, 1^{er} — 4 pp.

157. — « Histoire généalogique de la maison de Kersauson », par M. J. de Kersauson (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1886, 1^{er} semestre), 5 pp.

158. — « Collection locale des Cléons, Haute-Goulaine, près de Nantes », par M. Félix Chaillou (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1886, 2^e semestre), 2 pp.

159. — « Statistique historique et monumentale de l'arrondissement de Redon », par M. l'abbé Guillotin de Corson (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1886, 2^e semestre) 2 pp.

160. — « Étude sur la mort de Cléopâtre », par M. le docteur Viaud-Grand-Maraïs (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1887, 2^e semestre), 2 pp.

161. — « Mélanges historiques sur la Bretagne et les Bretons, par M. l'abbé Guillotin de Corson (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1888, 1^{er} semestre), 1 p.

162. — « Paysages et monuments du Poitou » ; photographies par M. Jules Robuchon, 128^e, 129^e et 130^e livraisons ; Paris, Mollieroz (*Revue Historique de l'Ouest*, 1889, 2 pp.

163. — « Les Dinan et leurs juvengneurs », par Madame la Comtesse de la Motte-Rouge (*Revue Historique de l'Ouest*, 1892, documents), 2 pp.

164. — « Louise-Angélique de La Fayette : la cour, le cloître », par M. l'abbé Sorin (*Revue Historique de l'Ouest*, 1892, documents), 5 pp.

165. — « Inventaire sommaire des archives départementales, antérieures à 1890 », par M. L. Maître (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1892, 2^e semestre), 4 pp.

166. — « La clochette gallo-romaine des Cléons », par M. Félix Chaillou (*Revue Historique de l'Ouest*, 1893, documents), 2 pp.

167. — « Le journal du chirurgien-major de la frégate l'*Aréthuse* : M. le docteur Félix Charyau, 1812-1814 », par M. Beau, commissaire de marine (*Revue Historique de l'Ouest*, 1893, documents), 2 pp.

168. — « Origine l'Inde française : Jean Begum (Madame Duplex), 1706-1756 », par M. L. Guet (*Revue Historique de l'Ouest*, 1893, documents), 2 pp.

169. — « Origines de la Martinique », par M. Guet (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1894, 1^{er} semestre).

170. — « Le château de Nantes », par MM. F. Furret et D. Caillé (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1898, 2^e sem.), 2 pp.

171. — « Deux victimes des septembriseurs : Pierre-Louis de la Rochefoucauld, dernier évêque de Saintes, et son frère, l'évêque de Beauvais », par M. Louis Auhart : Lille-Paris, Société de Saint-Augustin, Desclée et de Brouwer, 1897 (*Archives de la Saintonge et de l'Aunis*, 1898, et *Espérance du Peuple*, de Nantes).

172. — Un article bibliographique, au n^o d'octobre 1880 de la *Bretagne Artistique*.

UN TRAIT D'HUMANITÉ
DU
MARQUIS LOUIS DE LA ROCHE SAINT-ANDRÉ
CHEF VENDÉEN

DOCUMENT INÉDIT DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE.
COMMUNIQUÉ ET ANNOTÉ PAR LE BARON DE WISMES.

Il y a cinq ans, j'avais l'honneur de lire à la Société Archéologique une étude biographique intitulée : *Un martyr de Carrier. L'abbé Louis-Joachim de la Roche Saint-André, ancien vicaire général de Dax et abbé commendataire de Villedieu, mort à Nantes, sur l'échafaud, le 20 décembre 1793*. Désireux de donner à mon travail des développements religieux et politiques, j'ai préféré, pour cette raison, le publier dans la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*. Je crois donc devoir, puisqu'il n'a pas paru dans notre Bulletin, rappeler brièvement quelques faits.

La famille de la Roche, qui remonte au XI^e siècle et ajouta, au XIV^e, le nom de Saint-André au sien, a compté de nombreuses illustrations militaires, dont je n'indiquerai que deux.

Geoffroy, écuyer de Beaumanoir, qui l'arma chevalier pendant le combat des Trente et, lui frappant l'épaule de son épée sanglante, lui adressa ces paroles : « Beau doux fils, souviens-toi de ton aïeul Budes de la Roche, dont la valeur émerveilla tout l'Orient ; j'ai juré que les Anglais te paieraient ta chevalerie avant l'heure de complies ». Geoffroy donna le signal de la reprise du combat, et la victoire resta aux Bretons.

Au XVII^e siècle, le célèbre amiral Gilles de la Roche Saint-André, qui planta à Madagascar la croix du Christ et le drapeau de la France, et fut élevé par Louis XIV à la dignité de chef d'escadre, en remplacement de Duquesne.

Un petit-fils de l'amiral fut précisément l'abbé Louis-Joachim, qui, après avoir combattu vigoureusement le jansénisme dans le diocèse de Dax et être revenu à Montaigu, où il forma à la piété le P. Baudouin, déclaré *vénérable* par Pie IX, fut arrêté, trainé à Nantes, condamné à mort et guillotiné sur la place du Bouffay, à l'âge de 87 ans !

Ce sang, qu'il versait si généreusement pour la cause du Christ, toute sa famille l'offrait avec le même héroïsme sur les champs de bataille de la Vendée. Ses trois neveux furent blessés à Quiberon : Henri, dont la femme, condamnée à périr dans la Loire, fut reconnue à temps pour avoir contribué à sauver les prisonniers de Saint-Florent et dut entrer, comme servante, dans une auberge des faubourgs de Nantes ; — Victor, que les républicains achevèrent lâchement, et dont les ossements reposent dans la Chartreuse d'Auray. — et Charles, qui devint, en 1815, aide de camp de Suzannet.

Dans la branche aînée de la famille, trois frères également servirent la cause sainte : Louis, qui prit Pornic, combattit avec Charette à l'attaque de Nantes, fut, à Antrain, blessé de douze coups de sabre près de la Rochejaquelein, qui le sauva, et se fit tuer glorieusement à Savenay (M. de Lisle du Dreux a bien voulu me montrer au Musée une bague en or aux armes des la Roche Saint-André, trouvée sur le champ de bataille, très certainement celle de Louis) ; Joseph, qui mourut des suites de ses blessures, le 20 novembre 1793, et dont la veuve fut emprisonnée au Bon-Pasteur, près Saint-Nicolas, et ne dut son salut qu'au 9 thermidor ; et Henri, dont la veuve fut d'abord épargnée, parce qu'elle était enceinte, puis qu'elle dut allaiter son nouveau-né. Mais, celui-ci ayant succombé, le bourreau vint la chercher, en lui adressant ces cruelles paroles : « Nous ne t'avions laissé vivre que pour nourrir

ton enfant : il est mort ; tu vas mourir à ton tour ... et il la mena au supplice¹. Son mari avait été guillotiné peu auparavant, ainsi qu'en témoigne une note due à l'amabilité de notre distingué collègue, M. A. Lallié : « Trib. révol. 19 mars 1794, 29 ventôse an II. La Roche Saint-André, Louis-Henry, lieutenant de vaisseau, 40 ans, demeurant à la Coudry, district de Challans, a été chef de brigands longtemps ; a été choisi par Lavoyrie pour aller chercher des secours en Espagne. L. 19 mars, 11 avril, 5 juillet. A mort. » « Cependant, faisais-je remarquer, les archives du greffe conservent un billet que notre arrière-grand-oncle adressait aux royalistes de Beauvoir, pour leur recommander de traiter les prisonniers républicains avec humanité. »

J'ai donc accueilli avec grand plaisir la communication qu'a bien voulu me faire, ces jours derniers, notre aimable confrère, M. Joseph Rousse, d'une note relative à ce trait d'humanité, dans les papiers légués à la Bibliothèque par M. Dugast-Matifeux.

Elle se trouve dans un « registre pour servir aux dénonciations qui pourraient être faites, concernant les attroupements des brigands soulevés contre la République française, coté et paraphé par nous, officier municipal de la commune de Saint-Gilles ». Le 14 avril 1793, un sieur Gaborit, notaire et greffier, déclarait que le 14 mars, à 4 heures du matin, il avait été réveillé en sursaut par sa femme, qui lui annonçait l'arrivée des brigands. Vite il cache tout son argent, dont une partie provenait de la vente des meubles d'un émigré, de Rorthays, dans une chemise, qu'il met dans la poche d'un habit, et part pour Olonne. Là, le juge de paix, Menantier, lui offre l'hospitalité. Tout à coup une domestique vient leur dire que les brigands sont à la Mothe-Achard et vont partir pour les Sables en passant par Olonne. Alarme générale. Gaborit, pris de panique, fuit, sans habit et sans argent ; mais, déjà souff-

¹ L'histoire de ce couple héroïque a été écrite par le marquis G. de la Roche Saint-André : *Une nuit de 1793*. Paris, Vimont. 1834.

frant à son départ, il ne peut aller loin et revient coucher à Olonne. Le lendemain, il réclame ce qu'il a laissé, mais impossible d'ouvrir la porte de la maison. Forcé lui est de s'éloigner, après avoir recommandé de lui renvoyer ses affaires ; mais, l'insurrection étant devenue générale il doit en faire son deuil. Bien mal acquis ne profite jamais.

Il se rend à la Gachère, puis à Bretignolles, et arrive enfin chez lui, après avoir rencontré, au pont de la Jaunais, deux hommes, dont l'un lui signale la présence de 3 à 400 brigands à Saint-Gilles. Il n'en aperçoit cependant aucun ; mais, le lendemain, 17, il en voit arriver quelques uns, conduits par Bouchereau, qui lui demandent des provisions. — Le 23, une quarantaine d'autres viennent le prier de leur donner du vin. Il leur répond que, n'en buvant pas, il n'en a pas ; mais les soldats, sceptiques, descendent à la cave et trouvent une barrique « qu'il y avait, pour la boisson de son épouse. »

Arrêté, le 26, par Coulou et conduit au Comité central, à Challans, il y voit les deux Massé, les deux de la Barbelais, du Bois, Berthuys et autres. Les de la Barbelais lui ordonnent d'aller en prison ; mais il fait valoir des raisons de santé, qui déterminent à le confier à André Moisseau, vétérinaire. Délivré, le 12, par l'arrivée du général Boulard, il déclare que, « pendant son séjour il a vu le sieur la Roche St-André, des Planches, son frère, Découdrie, Audebine, Tinguay, tous cy-devant, Viaud, marin, avec 83 Barbatrois, bien armés de fusils, de munitions, à la tête desquels il était, et dont plusieurs abattaient avec des haches le bonnet de la liberté », puis que, les derniers prisonniers ayant été transférés à Beauvoir, au retour d'une expédition dans cette commune, « le bruit se répandit que Charette arrivait avec des forces, qu'il avait donné l'ordre de massacrer provisoirement les prisonniers et que le sieur la Roche St-André, demeurant aux Planches, paroisse de la Garnache, était arrivé pour s'opposer à l'exécution de cet ordre barbare, et qu'il envoya à Beauvoir une défense expresse de la mettre à exécution. »

A l'encontre de ce qui est rapporté ci-dessus de la rigueur de Charette, on pourrait citer le trait d'humanité que notre sympathique et distingué collègue, M. Joseph Rousse, rappelle dans le *Château de Machecoul*, paraissant actuellement dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*. Quoi qu'il en soit, si j'ai ressenti quelque fierté à rappeler l'intrépidité dont firent preuve tous les la Roche Saint-André, c'est avec une joie et une émotion sincères que j'ai cité cet acte de générosité de l'un d'entre eux.

Le Baron de WISMES.

LISTE DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES

ET DE LA LOIRE-INFERIEURE

<i>Ac.</i> —	Académie, académique.
<i>Adj.</i> —	Adjoint.
<i>Adm.</i> —	Administration, administrateur, administratif, — ive.
<i>Agr.</i> —	Agriculture, agriculteur, agricole.
<i>Anc.</i> —	Ancien, — ne.
<i>Ant.</i> —	Antiquaire.
<i>Arch.</i> —	Archéologie, archéologique.
<i>Arr.</i> —	Arrondissement.
<i>Art.</i> —	Artiste, artistique.
<i>Ass.</i> —	Association.
<i>B.-a.</i> —	Beaux-arts.
<i>Bibl.</i> —	Bibliothèque, bibliothécaire.
<i>Bibl. bret.</i> —	Bibliophiles bretons.
<i>Centr.</i> —	Central, — e.
<i>Com.</i> —	Comité.
<i>Comm.</i> —	Commission, commissaire.
<i>Conf.</i> —	Conférence.
<i>Cons.</i> —	Conseil, conseiller.
<i>Cor.</i> —	Correspondant.
<i>Dél.</i> —	Délégué.
<i>Dep.</i> —	Département, — départemental, — e.
<i>Dir.</i> —	Directeur.
<i>Ec.</i> —	Ecole.
<i>El.</i> —	Elève.
<i>Fond.</i> —	Fondateur.
<i>Gen.</i> —	Général, — e.
<i>Géog.</i> —	Géographie, géographique.
<i>Hist.</i> —	Histoire, historique.
<i>Hon.</i> —	Honneur, honoraire.
<i>Hort.</i> —	Horticulture, horticulteur, horticole.
<i>Inst.</i> —	Instruction.
<i>L.</i> —	Lauréat.
<i>Lit.</i> —	Littéraire.
<i>Min.</i> —	Ministère.
<i>Mun.</i> —	Municipal, — e.
<i>Nat.</i> —	Naturel, — le.
<i>Pr. v.-pr.</i> —	Président, vice-président.
<i>Prof.</i> —	Professeur.
<i>Publ.</i> —	Public, — ique.
<i>Secr.</i> —	Secrétaire.
<i>St. s^{te}.</i> —	Saint, sainte.
<i>Soc.</i> —	Société.
<i>Sc.</i> —	Sciences, scientifique.
<i>Sup.</i> —	Supérieur.
<i>Tres.</i> —	Trésorier.
<i>Chev.</i> —	Chevalier.
<i>O.</i> —	Officier.
<i>C.</i> —	Commandeur.
<i>G. O.</i> —	Grand-officier.
<i>G. C.</i> —	Grand-croix.
<i>Av.</i> —	Avenue.
<i>Boul.</i> —	Boulevard.
<i>Ch.</i> —	Château.
<i>Imp.</i> —	Impasse.
<i>Pass.</i> —	Passage.
<i>Pl.</i> —	Place.
<i>R.</i> —	Rue.
<i>Q.</i> —	Quai.

BUREAU

MM. le marquis ANATOLE DE BREMOND	{	Président.
D'ARS-MIGRE, ✱		
RENE BLANCHARD, O. A. ☼	{	Vice-présidents.
le baron CHRISTIAN DE WISMES		
PAUL DE BERTHOUC	{	Secrétaires généraux.
ALCIDE DORTTEL, O. A. ☼		
le baron GAETAN DE WISMES	{	Secrétaires du Comité.
JOSEPH SENOT DE LA LONDE		
CHARLES RIARDANT		Trésorier.
RAYMOND POUVRÉAU		Trésorier-adjoint.
HENRI DE LA PEYRADE	{	Bibliothécaires- archivistes.
PAUL SOULLARD		

COMITE CENTRAL

MEMBRES A VIE

Fondateur

(ADMIS LE 9 AOÛT 1845)

M. DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO, O. A. ☼.

Anciens Présidents

MM. le marquis DE BREMOND D'ARS-MIGRE, ✱ (1884-1886) ;
LE MEIGNEN, O. A. ☼ 1887-1889 et 1896-1898 ;
le marquis DE DION, ✱ (1890-1892) ;
DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO O. A. ☼ 1893-1895.

MEMBRES ÉLUS

l'abbé ALLARD.	{	sortants en 1900.
le docteur BUREAU, O. A. ☼.		
l'abbé DURVILLE.	{	sortants en 1901.
CHAILLOU, O. A. ☼.		
le marquis DE L'ESTOURBEILLON, O. A. ☼.	{	sortants en 1902.
MAÎTRE, O. A. ☼.		
CLAUDE DE MONTI DE REZL.	{	sortants en 1903.
ORIEUX, ✱, O. A. ☼.		
PIED, O. I. ☼.		

Les autres présidents de la Société ont été : MM. NAY (1845-1867), décédé le 4 juillet 1865 ; — le vicomte SOUHAN DE KERSAUME (1867-1868), décédé le 28 novembre 1897 ; — l'abbé CANOUR, O. A. ☼ (1869-1871), démissionnaire ; — l'intendant militaire GALLIES (1871-1874), décédé le 11 août 1891 ; — MARIONNEAU, ✱, O. I. ☼ (1875-1877), décédé le 13 septembre 1896 ; — le baron DE WISMES (1878-1880), décédé le 5 janvier 1887 ; — le vicomte J. DE LA LAURENCE (1881-1883), démissionnaire.

MEMBRES TITULAIRES

Date de la réception

- | | | |
|------|---------------------------|--|
| 1878 | 4 juin. | ALIZON (Emile, anc. notaire et prt de la Chambre, anc. prt du Congrès annuel des notaires de France, suppléant de juge de paix, r. Flanklin, 20. |
| 1886 | 12 janvier. | ALLARD (l'abbé Louis), chanoine d'Angers, r. Haute-Roche, 4 bis. |
| 1899 | 7 novembre. | AILLOTTE DE LA FUYE (Maurice), O. ✕, colonel directeur du génie, rue des Dervallières, 24, et rue Royale, 9. |
| 1852 | 5 octobre. | ANIZON (le docteur Paul), anc. adm. du Bureau de bienfance, 1 ^r de la Soc. ac., r. des Halles, 22. |
| 1893 | 6 juin. | AUGEARD (Eugène), ancien notaire, passage Leroy, 11, et ch. de la Guérivais, Rougé. |
| 1892 | 3 mai. | AVROUIN-FOULON (le comte Louis) r. Sully, 6, et ch. de la Couronnerie, Carquefou. |
| 1879 | 4 novembre. | BACQUA (Auguste), maire de St-Fiacre, pl. Louis XVI, 1, et ch. du Coin, La Haie-Fouassière. |
| 1885 | 3 mars. | BAGNEUX (le vicomte Zénobe FROTIER de), r. Sully, 2, ch. de la Pellissonnière, Beaupère (Vendée), et r. du Bac, 86, Paris. |
| 1886 | 2 novembre. | BALBY DE VERNON (le marquis Georges de), maire de St-Julien-de-Vouvantes, m. de la Soc. des agr. de France, et de la Soc. hist. et arch. de l'Orléanais, ch. de la Briaïs, St-Julien-de-Vouvantes. |
| 1881 | 8 février. | BASTARD (Charles), capitaine de cavalerie de réserve, numismate, m. de la Soc. française d'arch., ch. de Kervan, Savenay, et r. de Courcelles, 99, Paris. |
| 1874 | 1 ^{er} décembre. | BAUGÉ (Simon), dir. particulier de l'Urbaine et de la Seine, juge suppléant au Tribunal de commerce, r. du Chapeau-Rouge, 10 |
| 1891 | 8 décembre. | BEAUCAIRE (le vicomte Robert HORRIC de), ch. de la Cholière, Orvault. |
| 1897 | 12 janvier. | BEAUFRETTON (Emile), agent-voyer, St-Philbert-de-Grand-Lieu. |
| 1895 | 8 mai. | BELLEVEUE (le comte Xavier de FOURNIER de), cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Comm. dép., capitaine de cavalerie territoriale, ch. de Moulinroul, Soudan. |

- 1884 3 juin. BERTHOU Paul de , archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Éc. des Chartes, de la Soc. de l'hist. de France, de la Soc. des bibl. bret., et de la Soc. archéol. d'Ille-et-Vilaine, rue de Gigant, 8, et ch. de Cadouzan, St-Dolay, La Roche-Bernard (Morbihan).
- 1875 2 mars. BLANCHARD (René), O. A. , él. de l'Institut et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, secr. et bibl.-archiviste de la Soc. des bibl. bret., bibl. adj. de la bibl. municipale, rue Royale, 1.
- 1854 7 février. BLANCHET (le docteur Ferdinand), anc. pr^t de la Soc. ac., pr^t hon. de la Soc. nantaise d'hort., m. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, de la Soc. art. et litt. de l'Ouest et de la Soc. de géog. commerciale, rue du Calvaire, 3, et Le Pellerin.
- 1886 2 novembre. BOIS DE LA PATELLIERE (Henri du), maire de Saint-Etienne-de-Montluc, Saint-Etienne-de-Montluc.
- 1896 7 avril. BOISCHEVALIER (Olivier du), ch. de l'ordre royal du Cambodge et du Dragon-Vert de l'Annam, r. du Lycée, 9, et ch. de la Noë, St-Philbert-de-Grand-Lieu.
- 1890 6 mai. BONDY (le comte Emile de TAILLEPIED de), C. ✱, chev. de Malte, G. C. d'Isabelle la Catholique, G. O. de Charles III d'Espagne, O. d'Albert le Valeureux de Saxe, C. de Pie-IX, C. des SS. Maurice et Lazare, envoyé extraordinaire et plénipotentiaire de 1^{re} classe, ch. de Chassay, Doulon.
- 1887 6 avril. BORD (Gustave), anc. dir. de la *Revue de la Révolution*, St-Nazaire.
- 1898 3 mai. BOUARD (le vicomte René de), armateur, r. Anizon, 2.
- 1830 15 juillet. BOUBÉE (Joseph), ch. de la Meule, Arthon.
- 1893 7 mars. BOUGHAUD (Adolphe), pl. de la Petite-Hollande, 3, et ch. de la Bernardière, St-Herblain.
- 1879 7 janvier. BOUGOUIN (François), architecte, anc. élève de l'Éc. des B.-A., dél. et anc. pr^t de la Soc. des arch., lauréat de la grande médaille de la Soc. centr. pour l'architecture privée, 1892, r. du Calvaire, 10, et r. de Bel Air, 12.
- 1892 8 novembre. BOUILLE (le comte Henri de), ch. de Casson, Nort.
- 1886 2 novembre. BOUYER (l'abbé Jules), chanoine hon., anc. missionnaire, anc. aumônier des Dames Blanches, sup. du Petit-Séminaire de Guérande, Guérande.
- 1871 5 mai. BREMOND d'ARS MIGRE (le marquis Anatole de), ✱, lic. en droit, chev. de St-Jean-de-Jérusalem (Malte et de St-Sylvestre, C. de Pie-IX, anc. s.-préfet secr. du Cons. gén. du Finistère, pr^t du comice agr. de Pont-Aven, cor. de la Soc. nationale des ant.

- de France, dél. de la Soc. des bibl. bret., m. de l'Assoc. bret., pr^t du Com. dép. de la Soc. bibliographique, m. de l'Acad. d'Aix-en-Provence, l'un des pr^{ts} hon. du Cons. héraldique de France, pr^t d'honn. de la Comm. du Musée arch., r. Harrouys, 5, et ch. de la Porte-Neuve, Riec-sur-Belon (Finist.).
- 1892 8 mars. BRÉVEDENT du PLESSIS (Irénée de), r. St-Pierre, 1.
- 1896 7 juillet. BROCA (Alexis de), O. A. 33, art. peintre, secr. gén. de la Soc. des art. Nantais, r. Urvoy-de-St-Bedan, 11.
- 1890 18 mars. BRUC DE LIVERNIÈRE (le comte Léopold de), r. Chauvin, 2, et ch. de la Chapelle-Faucher, St-Pierre-de-Côle (Dordogne).
- — BRUC (le vicomte Maurice de), camérier d'hon. de S. S. le pape Léon XIII, ch. de Bruc, Candé (Maine-et-Loire).
- 1891 3 février. BUREAU (le docteur Louis), O. A. 33, licencié ès sc. nat., dir.-conservateur du Muséum d'hist. nat., prof. à l'Ec. de médecine, cor. du Muséum de Paris, m. du Cons. de l'Ass. française pour l'avancement des sc., m. fond. de la Soc. zoologique de France, collaborateur adj. à la carte zoologique détaillée de la France, secr. gén. trés. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, cons. comm. de la Soc. française de secours aux blessés, m. de la Soc. ac., r. Gresset, 15, et ch. de la Meilleraye, Riaillé.
- 1897 12 janvier. CALLIER Charles, juge de paix du 3^e arr. de Nantes, r. de la Fosse, 14.
- 1896 14 janvier. CARAVANNIEZ (Alfred), statuaire, 1^{er} du Salon, m. de la Soc. des art. français et de la Soc. des Amis des arts, r. Ferrus, 18, Paris, et St-Suliac (Ille-et-Vilaine).
- 1885 13 janvier. CHAILLOU (Félix), O. A. 33, m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, viticulteur, pr^t de la délég. canton. de Vertou, q. de la Fosse, 70, et ch. des Cléons, Vertou.
- 1895 5 mars. CHARON (Georges), négociant-assureur, vice-pr^t de la sect. nant. des Hospital.-Sauvet.-Bret., r. Gresset, 8.
- 1884 4 mars. CHASTELLIER (Léon), r. Félibien, 36.
- 1890 2 décembre. CHÉGUILLAUME (Joseph), avocat, docteur en droit, r. de l'Héronnière, 4, et ch. du Retail, Soullans (Vendée).
- 1899 7 novembre. CHUDEAU (Joseph), architecte, rue d'Orléans, 6.
- 1868 15 décembre. CLÉRICAYE Constant, CLAREAU de lae, architecte m. et anc. pr^t de la Soc. des architectes, secr. de la Comm. dép. des bâtiments civils, anc. adj. au maire de Nantes, r. Grébillon, 22.

- 1890 10 juin. CLOSTURE René Le Procès de la cons. d'arr. de Romorantin, maire de Montrieux, Neung-sur-Bouvron Loir-et-Cher.
- 1884 1^{er} avril. CORMERAIS Ludovic, doct. en droit, anc. architecteur au Cons. d'Etat, anc. cons. de préfecture, cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Comm. dép., maire de St-Philbert-de-Grand-Lieu, dél. de la Soc. française de secours aux blessés pour la XI^e région militaire et de la Soc. des bibl. bret., v. pr. du Syndicat des agr. pour l'arr. de Nantes, pr. de la Comm. du Musée Dobrée, m. de la Comm. du Musée arch., boul. Delorme, 34. et ch. du Rocher, St-Philbert-de-Grand-Lieu.
- 1895 8 mai. COTTEUX (Marcel), anc. notaire, expert, Châteaubriant.
- 1886 12 janvier. DION (le marquis Albert de), ✱, ch. de Maubreuil, Carquefou, et q. d'Orsay, 27 Paris.
- 1889 12 novembre. DORTEL, (Alcide), O. A. ✱, avocat, cons. gén. de la Loire-Inférieure, anc. secr. de la Soc. des bibl. bret., m. du Com. de la Bibl. publ. de la Comm. du Musée arch., et de la Soc. ac. r. de l'Héronnière, 8.
- 1891 3 mai. DURVILLE (l'abbé Georges), aumônier des Sœurs de l'Espérance, Petit-Passage-St-Yves, 5.
- 1880 3 février. ESTOURBEILLON DE LA GARNACHE (le marquis Régis de l'), O. A. ✱, député, cons. mun. de Vannes, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, inspecteur et l^r de la Soc. française d'arch., fondateur de la *Revue historique de l'Ouest*, anc. pr. de la Soc. polymathique du Morbihan, secr.-adj. de la Soc. des bibl. bret., m. de l'Ass. bret. de la Soc. des Hospitaliers-Sauveteurs-Bretons et de la Soc. art. et litt. de l'Ouest, l^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, pl. de l'Evêché, 10 Vannes (Morbihan).
- 1885 3 avril. FABRE (Xavier), notaire, r. de Saillé, Guérande.
- 1890 15 juillet. FONTENAU Félix, r. Mondésir, 12.
- 1895 3 décembre. FRABOULET, Mathurin, architecte, m. de la Soc. des architectes, titulaire de la médaille d'or pour le plan de la pl. St-Pierre, r. Guépin, 7.
- 1898 5 juillet. FRANCE (Jules de), titulaire de deux médailles d'hon., comm.-voyeur, r. Charles Monselet, 39.
- 1881 5 avril. GAHIER (Stanislas), anc. notaire, agent d'affaires, anc. cons. mun. de Nantes, r. d'Orléans, 6.
- 1892 7 juin. GAUTHIER Gaston, l^r de l'Union, r. rue, médaille

- et pr^t de la Soc. de sec. mut., r. Philippe-Lebon, 29, Le Havre (Seine-Inférieure).
- 1879 4 novembre. GONTARD DE LAUNAY (Léonce), rue Franklin, 120 *ter*, Angers (Maine-et-Loire).
- 1899 7 novembre GOUSSET (le comte René), avocat, doct. en dr^t, m. du Conseil hérald. de France, de la Soc. des Amis des arts, et de l'assoc. des chev. Pontific., pl. St-Pierre, 2, et Villa Pain, Le Pouliguen.
- 1898 1^{er} février. GOUSSET (Henry), direct. d'assurances, place Saint-Pierre, 2.
- 1891 3 juin. HEURTAUX-VARSAVAUX (Gustave), inspecteur de la Soc. gén., hôt^l de Bourgogne, r. de Bourgogne, 15, Paris, et ch. des Rallières, St-Père-en-Retz.
- 1895 5 mars. HUNAUT (Alfred), comm.-priseur hon., r. Regnard, 5
- 1899 7 février. IRIGOYEN (Gaston de), rue Sully, 2.
- 1868 7 janvier. ISEGHEM (Henri van), ✱, O. A. 23, anc. bâtonnier, anc. maire de Bouguenais, anc. cons. gén. de la Loire-Inférieure, prés. du Tribunal civil de Nantes, v.-pr^t de la Soc. de patronage des libérés du dép., m. de la Soc. des Amis des arts, pr^t hon. de l'Ec. de droit, r. du Calvaire, 7, et ch. de la Caillière, Bouguenais.
- 893 7 novembre. JOSSO (Clément), architecte diplômé par le gouvernement, m. perpétuel de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, m. de la Soc. des art. français, r. d'Assas, 76, Paris.
- 1890 4 février. JOSSO (le docteur Paul), r. de Strasbourg, 28.
- 1886 11 mai. KERVENOAËL (le vicomte Emile JUAN de), docteur en droit, m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. des bibl. bret., r. Tournefort, 3, et ch. de Boisy-Sourdis, La Verrie (Vendée).
- 1854 2 juin. LA BORDERIE (Arthur LE MOYNE de), archiviste-paléographe, C. de St-Grégoire le Grand, anc. député, m. de l'Institut, pr^t de la Soc. des bibl. bret. et de l'Ass. art. et lit. de Bretagne, anc. pr^t de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine, s.-dir. de la classe d'arch. de l'Ass. bret., fond. (en 1857) et anc. dir. de la *Revue de Bretagne et de Vendée*, r. St-Louis, 23, Rennes (Ille-et-Vilaine), et pl. du Marchix, 14, Vitré (Ille-et-Vilaine).
- 1873 14 janvier. LAFONT (Georges), architecte, inspecteur diocésain secr. de la Soc. des architectes, pr^t fond. hon. de la Comm. des fêtes nantaises, m. de la Comm. dép. des bâtiments civils, du Cons. centr. d'hygiène et de salubrité, de la Comm. du Jardin des Plantés et du Com. des Amis des arts, m. d'honn. de la Comm. du Musée arch., r. de la Rosière, 17.

- 1878 19 février. LAILLE Alfred, docteur en droit, anc. député de la Loire-Inférieure, maire de St-Colombin, m. du cons. de la Soc. des bibl. bret., r. Lafayette, 18, et ch. du Pay St-Colombin.
- 1895 2 avril. LAUBRIERE Louis BRIANT de, anc. vic-prés. de la Soc. hist. et arch. de Château-Thierry (Aisne), m. de la Soc. géologique de France, r. Saint-Clément, 6.
- 1890 22 avril. LAUZON (Etienne de), cons. d'arr. de la Mothe-Achard, m. du Conseil hérald. de France, r. Maurice-Duval, 5, et ch. de la Forêt, La Mothe-Achard (Vendée).
- 1887 3 mai. LE COUR-GRANDMAISON Charles, C. de St-Gregoire le Grand, cons. gén. et sénateur de la Loire-Inférieure, anc. secr. de la Chambre des députés, prt de la Soc. française de secours aux blessés (com. de Nantes) et de l'Ass. amicale des anc. él. de l'Externat des Enfants-Nantais, prt d'hon. de la Soc. orphéonique *La Sainte-Cécile*, v. prt du cons. de la Soc. Industrielle, r. de Bréa, 2, ch. de Motte-Chette, Vertou, et r. Casimir Périer, 27, Paris.
- — LE COUR-GRANDMAISON (Henri), ✱, cons. gén. de la Loire-Inférieure, secr. de la Comm. dép., maire de Cambon, comm. de la Soc. des courses, r. de Bréa, 2, et ch. de Cousin, Cambon.
- 1873 2 décembre. LE MEIGNEN Henri, O. A. 3, avocat, prof. à l'École libre de droit, v.-prt de la Soc. des bibl. bret., de la Soc. nantaise des Amis de l'hort. et du Comice agr. de Champtoceaux, m. de l'Ass. bret., du Com. de la Bibl. et de la Comm. du Musée arch., anc. cons. d'arr. de Nantes, maire de Bouzillé (Maine-et-Loire), r. Bonne-Louise, 7, et ch. de la Classerie, Rezé.
- 1877 6 février. LEROUX (Alcide), avocat, m. et anc. prt de la Soc. ac., m. de la Soc. franç. d'arch. et de l'Ass. bret., r. Mercœur, 9.
- 1^{er} mai. LINYER (Louis), avocat, anc. bâtonnier, m. du Cons. et prof. à l'École libre de droit, anc. adj. au maire de Nantes, m. et anc. prt. de la Soc. ac., prt fond. de la Soc. de géog. commerciale, m. de la Soc. française d'arch., de la Soc. art. et lit. de l'Ouest et de la Soc. des Amis des arts, r. Parc, 1, ch. des Jubinières Héric, et ch. de Veillon, Talmont (Vendée).
- 1891 7 avril. LISLE DE DRENEUC Georges de, av. Le Lasseur.
- 1872 28 octobre. LISLE DE DRENEUC (le vicomte Pître de), O. A. 3, prt de la Soc. française d'arch. et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, conservateur et m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., conservateur du Musée

- Dobrée, cor. du min. pour les travaux hist., m. de la Comm. des Monuments hist. et des mégalithes de France, du Com. des B.-A. des dép. et de la Soc. des ant. de France, auxiliaire de la Comm. de géog. hist. et des mégalithes de France, m. du Com. de la Bibl. publ. et de la Comm. du Musée des B.-A., av. de l'Eperonnière (r. de Paris, 19).
- 1887 3 mai. LONDE (Joseph SENOT de la, docteur en droit, anc. maire de Thouaré, r. Haute-du-Château, 6, et ch. de la Picauterie, Thouaré.
- 1890 22 avril. LONGUEVILLE (Sévère des MERLIERS de), O. ✱, anc. capitaine de frégate, anc. maire de St-Aignan, pl. St-Pierre, 2, et ch. de Trioncelle, St-Aignan.
- 1898 1^{er} février. LOTZ-BRISSONNEAU (Alphonse), ingénieur des arts et manufactures, m. du Com. des Amis des arts, q. de la Fosse, 86.
- 1870 8 mars. MAITRE (Léon), O. A. ✱, archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Ec. des Chartes, archiviste du dép., m. du Com. des travaux hist. et sc. près le min. de l'instr. publ., et de la Soc. française d'arch., anc. pr^t de la Soc. ac., imp. Vignole, 1 (r. Sully).
- 1846 6 mai. MAQUILLÉ (le comte Constant du Bois de), r. Basse-du-Château, 3, et ch. de la Touche, Nozay.
- 1895 8 janvier. MARTIN (Arthur), O. ✱, capitaine de vaisseau, r. de la Comédie, 20, Lorient (Morbihan).
- 1885 7 juillet. MÉNARD (Anthime), chev. de St-Grégoire-le-Grand, avocat, docteur en droit, député, anc. dir. du *Nouvel-iste de l'Ouest*, m. du Cons. de la Soc. des bibl. bret., maire de la Chapelle-Launay, Savenay, et av. de Tourville, 4, Paris.
- 1898 8 novembre. MONTESSUS DE BALLORE (le commandant Fernand de), ✱, O. A. ✱, chef d'escadron d'artillerie, à Vannes (Morbihan).
- 1888 1^{er} mai. MONTFORT (Guy de), ch. du Lohu, Malestroit (Morbihan).
- 1884 5 février. MONTI DE REZE (Bernard de), anc. officier de cavalerie, q. Ceineray, 3, r. de Nantes, 17, Laval, et ch. de l'Enfrière, La Gravelle (Mayenne).
- — MONTI DE REZE (Claude de), chev. de St-Grégoire-le-Grand, m. du Cons. d'adm. de la *Revue historique de l'Ouest*, du Cons. de la Soc. des bibl. bret., m. de la Soc. franç. d'archéologie, du Conseil hérald. de Fr., de la Soc. d'émulation de la Vendée, q. Ceineray, 3, et ch. du Fief-Milon, Ponzanges (Vendée).
- 1886 6 avril. MONTI DE REZE (le comte Henri de), cons. comm. de la

- Soc. française de secours aux blessés, r. de Strasbourg, 31, et ch. de Rezé, près Nantes.
- 1866 5 juin. NAU (Paul), architecte, dél. de la Soc. des architectes, m. de la Comm. du Musée arch., rue Lafayette, 18, et ch. de Port-Sinan, Rouans.
- 1845 9 août. NICOLLIÈRE-TELEIRO (Stéphane PRAUD de la), O. A. 13, archiviste de la Ville, cor. de la Soc. des ant. de France, m. du Com. de la Bibl. publ., Petite-r. Fénelon, 3.
- 1886 1^{er} juin. OHEIX (Robert), licencié en droit, anc. secr. de l'Ass. bret. dél. de la Soc. des bibl. bret., m. de la Soc. polym. du Morbihan, Savenay.
- 1864 6 décembre. ORIEUX (Eugène), ✱, O. A. 12, agent-voyer en chef hon., anc. prt. de la Soc. ac., prt. non. de la Soc. nantaise d'hort., prt. d'hon. de la Soc. amicale des anc. él. de l'Ec. professionnelle, v. prt. de la Comm. du Musée arch., m. de la Comm. du Muséum d'inst. nat. du Com. de la Soc. de géog. commerciale et de la Soc. des bibl. bret., pass. du Nord, 11.
- 1896 14 janvier. PAGLOT (Charles), agent-voyer, Saint-Etienne-de-Montluc.
- 1894 6 mars. PALVADEAU (Joseph), r. du Calvaire, 27, et ch. de la Morlière, Orvault.
- 1888 3 avril. PARIS-REBY (Emile), peintre verrier, r. du Jardin des Plantes, 7.
- 1883 6 mars. PEYRADE (Henry ESPITALIÉ de la), anc. cons. mun. de Nantes, ch. de la Trémisnière, près Nantes.
- 1874 4 août. PICHELIN (Paul), banquier, m. de la Soc. des Amis des art, r. Bonne-Louise, 12.
- 1888 10 janvier. PIED (Edouard), O. I. 53, anc. économ. du Lycée, pass. Leroy, 14.
- 1^{er} mai. POMMIER (Félix), O. A. 11, conservateur du Musée des B.-A. trés. et m. de la Comm. du Musée arch., r. Leroy, 23.
- 1856 12 janvier. PONTBRIAND (de comte Fernand du Becq. de), cons. gen. et député de la Loire-Inférieure, maire d'Erbray, m. hon. de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, r. Scribe, 4, ch. de la Huc-Besnou, Erbray, et boul. St-Germain, 238, Paris.
- 1884 4 mars. POUVREAU (Raymond), anc. cons. d'arr. de Nantes, dir. de la *Mutuelle du Mers*, pass. St-Yves, 1.
- 1885 2 novembre. RADIGOIS (abbé Auguste), anc. sup. du collège de Châteaubriant, anc. cur. de St-Sébastien, annuaire du Personnel des Frères, r. de Bel-Air, 7.
- 1898 8 mars. REVELIERE (Jules), receveur de l'impôt sur le revenu en retraite, r. de Paris, 73, et Blain.

- 1893 5 décembre. RÉVÉREND (Jules), bibl.-adj. de la Soc. de géog. commerciale, q. de la Fosse, 100, et ch. de Bourgerel, Muzillac (Morbihan).
- 1884 8 février. RIARDANT (Charles), anc. dir. du Comptoir d'escompte (agence de Nantes), m. de la Comm. de la Bibl. publ. et de la Comm. de surveill. du Musée archéol., pl. Royale, 6, et av. de Grillaud, Chantenay.
- 1898 5 avril. RIBIER (Eugène de), agrégé des lettres, profess. au Collège Stanislas, r. Sainte-Beuve, 3, Paris.
- 5 juillet. RIGAULT (Félix), vérificateur des Douanes, r. de Coutances, 18.
- 1890 2 décembre. ROBUCHON (Jules), 1^r de la Soc. française d'arch., de la Soc. d'encouragement au bien et de l'Exposition universelle de 1889, libraire-photographe-éditeur, m. de la Soc. des ant. de l'Ouest, de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, de la Soc. d'émulation de la Vendée, de la Soc. des bibl. bret., de l'Ass. art. de Bretagne et de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine, r. du Moulin-à-vent, 3, Poitiers (Vienne), et r. Mignon, 2, Paris.
- 14 novembre. ROUXEAU (le docteur Alfred), O. A. 3^e, anc. interne des hôpitaux de Paris, prof. de physiologie à l'Ec., de médecine, secr. de la *Gazette médicale de Nantes*, r. de l'Héronnière, 4.
- 1886 9 février. SAY (Edouard), avocat de St-Pierre, m. de la Soc. des Amis des arts, r. de la Rosière, 15, et ch. du Breuil, Plessé.
- 1896 14 janvier. SECHEZ (Paul), inspecteur d'assurances, r. Voltaire, 9.
- 1898 8 novembre. SÉCILLON (le vicomte Stéphane de), r. Prémion, 1, et ch. de la Tour, Orvault.
- 1886 22 juin. SOREAU (l'abbé Henri), prof. de dessin au Pensionnat St-Stanislas, r. St-Stanislas.
- 1896 7 avril. SOULLARD (Marcel, r. Basse-du-Château, 10, et ch. de la Noë, près Nantes.
- 1862 7 janvier. SOULLARD (Paul), numismate, r. Basse-du-Château, 10, et ch. de la Noë, près Nantes.
- 1890 18 mars. SUYROT (Gabriel de), r. du Lycée, 13, et ch. de la Gastière, Mortagne-s.-Sèvre (Vendée).
- 1898 8 novembre. TACHARD (Elié, ✱, O. A. 3^e, médecin principal de 1^{re} classe, cor. de la Soc. de chirurgie de Paris, direct. du service de santé du XI^e corps d'armée, pass. Russeil, 16.
- 1886 11 mai. TERNAY (le comte Ludovic d'Aviau de), rue Tournefort, 2, et ch. de Ternay, les Trois-Moutiers (Vendée).

- 1887 6 avril. TOUÛHÉ (Charles), art. peintre, m. de la Soc. des Amis des arts, r. Pétrarque, 6, Paris.
- 1886 9 février. TOUÛHE (Henri Le Lièvre de la), ch. de Rochefort, La Haie-Fouassière.
- 1883 3 avril. TOUÛHE (Xavier Le Lièvre de la), numismate, ch. de Jaille, Sucé.
- 1895 3 décembre. TRUELLE SAINT-EVRON (Charles), m. hon. de la Soc. des Amis des livres, boul. St-Aignan, 20.
- 1867 5 novembre. TULLAYE (le comte Alfred de la), pl. Dumoustiers, 4, ch. du Plessis-Tizon, près Nantes, et Etampes (Seine-et-Oise).
- 1896 4 février. VALLET (Joseph), sculpteur, r. de Rennes, 48.
- 1885 12 mai. VEILLECHEZE (Alfred del), rue Colbert, 11.
- 1896 4 février. VINCENT (Antoine), anc. juge au Tribunal de com. merce, r. de Courson, 3.
- — VINCENT (Félix), ch. de la Gobinière, Orvault.
- 1883 1^{er} mai. VOLLATIER (Philibert), chef de bureau à la Préfecture, passage Saint-Yves, 12.
- 1887 1^{er} mars. WISMES (Christian de Blocquel de Croix, baron de), 1^{er} de la Soc. ac., anc. v.-pr^t de la Conf. La Moricière, m. de la Comm. adm. des Amis des arts, cor. de la Soc. de l'Art chrétien, r. Félix, 12.
- — WISMES (Gaetan de Blocquel de Croix, baron de), 1^{er} de la Soc. ac., anc. v.-pr^t de la Conf. La Moricière, directeur et rédacteur en chef du *Chercheur des provinces de l'Ouest*, r. du Coudray, 33.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- 1893 1^{er} février. ACHON (le chevalier Charles d'), anc. él. de l'Ec. des Chartes, ch. de la Roche-de-Gennes, Gennes (Maine-et-Loire).
- 1882 17 janvier. AUMONT (Joseph), photographe, r. Crébillon, 11.
- 1887 5 avril. BARMON (Henri NICOLAZO de), camérier d'hon. de S. S. le Pape Léon XIII, ch. de la Touche, Fégréac.
- 1885 13 janvier. BÉJARRY (le comte Amédée de), ✱, sénateur de la Vendée, anc. lieutenant-colonel du 63^e régiment territorial, r. Tournefort, 7, et ch. de la Roche-Loucherie, St^e-Hermine (Vendée).
- 1875 6 décembre. BIAIS (Emile), O. A. 33, archiviste de la Ville, conservateur du Musée arch., cor. du min. des B.-A., r. du Rempart-de-l'Est, 34, Angoulême (Charente).
- 1872 2 juillet. BLANCHARD (Gustave), anc. percepteur, l^r des *Jeux floraux*, fond. du *Colibri*, r. Morand, 14.
- 1891 8 décembre. BODARD (Ludovic de), ch. de la Jacopière, Craon (Mayenne).
- 1898 8 novembre. BONNEAU (Louis), O. I. 33, juge de paix, m. de la Soc. des bibl. bret. et de la Soc. polym. du Morbihan, l^r de nombreux concours lit., m. des Hospit.-Sauv.-Bret., q. de Saint-Goustan, 28, Auray (Morbihan).
- 1896 3 novembre. CASADES (S^r Don Pelegrin), secrét. de la Soc. archéol. de Barcelone, Barcelone (Espagne).
- 1886 11 mai. CAZENOVE DE PRADINE (Henri de), ch. de Montesquieu, Mézin (Lot-et-Garonne).
- 1899 4 juillet. CHAPRON (Joseph), Châteaubriant
- 1890 2 mai. CHARETTE (Joseph de), place Louis XVI, 1, Nantes.
- 1883 11 décembre. CHATELLIER (Paul MAURAS du), O. I. 33, l^r de l'Institut, cor. de la Soc. desant. de France, cor. du min. de l'Instr. Publ. et des B.-A., pr^t de la Soc. archéol. du Finistère, ch. de Kernuz, Pont-l'Abbé (Finistère).
- 1865 20 juin. CORSON (l'abbé Amédée GUILLOTIN de), chanoine hon. de Rennes, l^r de l'Institut, de la Soc. française d'arch., de la Soc. ac. de Nantes, anc. pr^t de la Soc. arch.

- d'Ille-et-Vilaine ch. de la Noc. Bain-de-Bretagne Ille-et-Vilaine.
- 1891 2 décembre. COURSON DE LA VILLENEUVE le vicomte Robert de, , colonel commandant le 12^e rég. d'inf., rue de Nièvre, 50, Nevers.
- 1896 3 novembre. CORTELLINI Y DIAZ DEL ALCÁZAR Sr Don Jacinto, représentant de l'héroïque bataillon des artilleurs de la Havane, m. de la royale Soc. géog. de Lisbonne et de la Soc. arch. de Barcelone, dél. gén. de l'Institut héraldique d'Italie, puerta de Moros, 2, Madrid (Espagne).
- 1898 11 janvier. DESGRANGES (Louis), O. A. 13, prof. à l'Ec. normale de Savenay, Savenay.
- 1886 9 février. DRESNAY (le vicomte Maurice du), licencié ès-lettres, attaché à la légation de France à Tokio, Tokio (Japon), et ch. du Dréneuc, Fégréac.
- 1885 13 janvier. EUDEL (Paul), O. A. 13, critique d'art, r. Victor Massé, 9, Paris.
- 1899 7 novembre. FERRONNAYS le marquis Henry de la, , C. avec plaque du Christ, C. de Pie IX, C. du Danebrog, chev. milit. de St-Grég., le-Grand, etc., anc. off. de cavalerie, maire de St-Mars-la-Jaille, cons. gén. et député de la Loire Inférieure, r. de l'Université, 93, Paris, et ch. de St-Mars-la-Jaille.
- 1898 11 janvier. FRADET (Olivier), principal clerc de notaire, Cambon.
- 1888 7 février. GENDRE (l'abbé Armand), vicaire de Vallet.
- 1881 20 décembre. GENUIT le docteur Marcel, ch. de la Guichardaye Tréal (Morbihan).
- 1895 2 avril. GIROUSSE l'abbé Félix, vicaire de Machecoul.
- 1896 5 mai. HERRIOT Edouard, anc. él. de l'Ec. normale sup., agrégé des lettres, prof. au Lycée de Lyon, r. Montgolfier, 89, Lyon (Rhône).
- 1879 4 mars. KERGUENNEC (François Le Chaper de), maire de St-Molt, Guérande.
- 1873 1^{er} juillet. KERVILER (René Pocard du Cosquer, , O. A. 13, C. de St-Grégoire-le-Grand et d'Isabelle la Catholique, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, membre non résidant du comité des travaux hist. pr. de l'Union régionaliste bretonne, U. de l'Ac. française, v. pr. d'hon. de la Soc. des brél. hist., q. du Commerce, 1, St-Nazaire, et ch. de Penmarc en Plomelin (Quimper Finistère).
- 1886 11 mai. LEGOUVELLOM LA PORTE (le vicomte Hippolyte), com. d'arr. de St-Nazaire, maire de Sévérac, m. de la Comm. du Musée Dobrée, ch. de Sévérac, St-Gildas des-Bois.

- 1894 6 novembre. LONGRAIS (Frédéric Jolion des), archiviste-paléographe, anc. él. de l'Ec. des Chartes, r. du Griffon 4, Rennes, et ch. de la Martinière, Rennes (Ille-et-Vilaine).
- 1891 8 décembre. MAUPASSANT (le comte Charles de), ch. de Clermont, Oudon, et r. de Monceau, 69, Paris.
- 1881 7 juin. MÉRESSE (Gabriel), banquier, m. et anc. prt. de la Chambre de commerce, m. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, St-Nazaire.
- 1869 4 mai. MEYNIER (l'abbé Paul), curé de Basse-Goulaine.
- 1899 18 avril. MONTAIGU (le comte Pierre de), ✱, C. de Pie-IX, cons. gén. et député de la Loire-Inf., rue Martignac, 18, Paris, et ch. de la Bretesche, Missillac.
- 1896 3 novembre. PEREZ-ARCAS (St Don Antonio), décoré des croix de Charles II et d'Isabelle la Catholique, m. de la Soc. commerciale de Paris, etc., calle Santa Teresa 7, 39, Madrid (Espagne).
- 1881 18 janvier. PERRON (Louis), ch. de Formusson, Daon (Mayenne).
- 1897 12 janvier. QUILGARS (Henri), él. de l'Ec. du Louvre, assoc.-cor. de la Soc. polymath. du Morbihan et de la Soc. des études histor. de Bret., Guérande, et ch. de Gras, en la Madeleine de Guérande.
- 1895 2 avril. SAURET (le commandant Henri), ✱, O. A. ✱, chef d'escadron d'artillerie breveté d'Etat-Major, chef d'Etat-Major de l'artillerie du XVIII^e corps d'armée, place St-Jean, Tarbes (Hautes-Pyrénées).
- 1885 7 juillet. TOUCHE Henry ROUMAIN de la, anc. magistrat, cons. d'arr. d'Ancenis, ch. de Champtoceaux (Maine-et-Loire).

MEMBRES HONORAIRES

- 1898 1^{er} février. ABGRALL l'abbé Jean-Marie, chanoine hon. de Quimper, aumônier de l'Hôpital, v.-pr^t de la Soc. arch. du Finistère, cor. de la Comm. des monuments hist., 1^{er} de la Soc. française d'arch., Quimper (Finistère).
- 1864 7 juin. BARTHÉLEMY (le comte Anatole de), ✱, m. de l'Institut, de la Soc. des ant. de France et du Cons. des travaux hist. et sc. près le min. de l'Inst. Publ., r. d'Anjou, 9, Paris.
- 1894 5 juin. CROIX le R. P. Camille de la, ✱, religieux de la Compagnie de Jésus, Ecole libre St-Joseph, Poitiers (Vienne).
- 1892 5 avril. DORGÈRE (le R. P. Alexandre), ✱, anc. missionnaire apostolique, curé de St^e Anne d'Evenos, r. de Vertais, 16, Nantes, et St^e Anne d'Evenos, Ollioules (Var).
- 1898 6 novembre. POTTIER l'abbé Fernand, O. L. M., chanoine titulaire, pr^t de la Soc. arch. du Tarn-et-Garonne, cor. du min. de l'Inst. Publ. pour les travaux hist., du min. des B.-A., de la Comm. des monuments hist., inspecteur de la Soc. française d'arch., prof. d'arch. au Grand-Séminaire, r. du Monastier, 52, Montauban (Tarn-et-Garonne).
- 1877 6 mars. ROUSSE Joseph, O. A. M., anc. cons. gén. de la Loire-Inférieure, bibl. de la Bibl. pub. m. de la Comm. du Musée arch., de la Comm. du Musée des B.-A. et du Cons. de la Soc. des bibl. bret., r. Royale, 11.
- 1873 1^{er} juillet. SEIDLER (Charles), 45, Hammersmith, Eyot Gardens, Londres (Angleterre).

Messieurs les Secrétaires généraux puent leurs collègues de vouloir bien leur faire connaître les rectifications à apporter à la liste des souscripteurs et déclinent toute responsabilité pour les erreurs et les lacunes qu'entraîneront un défaut de communication.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

<i>Aisne</i>	Société académique des sciences, arts, belles-lettres agriculture et industrie de Saint-Quentin (SAINT-QUENTIN).
<i>Allier</i>	Société d'émulation du département de l'Allier : sciences, arts et belles-lettres (MOULINS).
<i>Alpes-Maritimes</i>	Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes (NICE et PARIS).
<i>Aube</i>	Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube (TROYES).
<i>Aude</i>	Commission archéologique et littéraire de l'arrondissement de Narbonne (NARBONNE).
<i>Aveyron</i>	Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron (RODEZ).
<i>Basses Pyrénées</i>	Société des sciences, lettres et arts de Pau (PAU).
<i>Belfort</i>	Société belfortaine d'émulation (BELFORT).
<i>Bouche-du-Rhône</i>	Société de statistique de Marseille (MARSEILLE).
<i>Cantal</i>	Revue de la Haute-Auvergne (AURILLAC).
<i>Charente</i>	Société archéologique et historique de la Charente (ANGOULÊME).
<i>Charente-Inférieure</i>	Société des archives historiques (Revue de Saintonge et d'Aunis) (SAINTES).
<i>Cher</i>	Société des antiquaires du Centre (BOURGES).
<i>Corrèze</i>	Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze (BRIVES).
<i>Côtes-du-Nord</i>	Société archéologique et historique des Côtes-du-Nord (SAINT-BRIEUC).
—	Société d'émulation des Côtes-du-Nord (SAINT-BRIEUC).
<i>Creuse</i>	Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse (GUÉRET).
<i>Deux-Sèvres</i>	Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres (NIORT).
<i>Dordogne</i>	Société historique et archéologique du Périgord (PÉRIGUEUX).
<i>Drôme</i>	Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers (ROMANS).

<i>Finistère</i>	Société archéologique du Finistère (QUIMPER).
—	Société académique de Brest (BREST).
<i>Gard</i>	Académie de Nîmes (NÎMES).
<i>Gironde</i>	Société archéologique de Bordeaux (BORDEAUX).
<i>Hautes-Alpes</i>	Société d'études des Hautes-Alpes (GAP).
<i>Haute-Garonne</i>	Société archéologique du Midi de la France (TOULOUSE).
<i>Haute-Marne</i>	Société historique et archéologique de Langres (LANGRES).
<i>Haute-Saône</i>	Société d'agriculture, science et arts du département de la Haute-Saône (VESOUL).
<i>Haute-Vienne</i>	Société archéologique et historique du Limousin (LIMOGES).
—	Société des amis des sciences et arts de Rochecouart (ROCHECOUART).
<i>Ille-et-Vilaine</i>	Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine (RENNES).
—	Annales de Bretagne, publiées par la Faculté des lettres de Rennes (RENNES).
<i>Indre-et-Loire</i>	Société archéologique de la Touraine (TOURS).
<i>Isère</i>	Académie Delphinale (GRENOBLE).
<i>Jura</i>	Société d'émulation du Jura (LONS-LE-SAULNIER).
<i>Landes</i>	Société de Borda (DAX).
<i>Loir-et-Cher</i>	Société des sciences et lettres du Loir-et-Cher (BLOIS).
—	Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois (VENDÔME).
<i>Loire-Inférieure</i>	Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure (NANTES).
—	Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France (NANTES).
—	Société des Bibliophiles Bretons et de l'Histoire de Bretagne (NANTES).
<i>Loiret</i>	Société archéologique et historique de l'Orléanais (ORLÉANS).
<i>Lot</i>	Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot (CAHORS).
<i>Lozère</i>	Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère (MUSSE).
<i>Maine-et-Loire</i>	Société des sciences, lettres et beaux-arts de l'arrondissement de Cholet (CHOLET).
<i>Manche</i>	Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la Manche (SAINT-LÔ).
<i>Marne</i>	Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne (CHALONSSUR-MARNE).
<i>Mayenne</i>	Commission historique et archéologique de la Mayenne (LAVALLÉE).

<i>Meurthe-et-Moselle</i> ...	Société d'archéologie lorraine et Musée historique lorrain (NANCY).
<i>Meuse</i>	Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc (BAR-LE-DUC).
<i>Morbihan</i>	Société polymathique du Morbihan (VANNES).
<i>Oise</i>	Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise (BEAUVAIS).
<i>Orne</i>	Société historique et archéologique de l'Orne (ALENÇON).
<i>Pas-de-Calais</i>	Société des antiquaires de la Morinie (SAINT-OMER).
<i>Rhône</i>	Société académique d'architecture de Lyon (LYON). Bulletin historique du diocèse de Lyon (LYON).
—	
<i>Saône-et-Loire</i>	Société Eduenne (AUTUN).
<i>Sarthe</i>	Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe (LE MANS).
—	Revue historique et archéologique du Maine (LE MANS et MAMERS).
<i>Seine</i>	Journal des savants (PARIS).
—	Société nationale des Antiquaires de France (PARIS).
—	Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments (Congrès archéologiques) (PARIS et CAEN).
—	Revue de la Société des Etudes historiques, faisant suite à <i>l'Investigateur</i> (PARIS).
—	Comité des travaux historiques et scientifiques (M. I. P. PARIS).
<i>Seine-Inférieure</i>	Commission des antiquités de la Seine-Inférieure (ROUEN).
—	Société havraise d'études diverses (LE HAVRE).
<i>Seine-et-Oise</i>	Société archéologique de Rambouillet (RAMBOUILLET).
<i>Somme</i>	Société des antiquaires de Picardie (AMIENS et PARIS).
<i>Tarn-et-Garonne</i>	Société archéologique du Tarn-et-Garonne (MONTAUBAN).
<i>Var</i>	Sociétés d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan (DRAGUIGNAN).
<i>Vendée</i>	Société d'émulation de la Vendée (LA ROCHE-SUR-YON).
<i>Vienne</i>	Société des antiquaires de l'Ouest (POITIERS).
<i>Yonne</i>	Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne (AUXERRE).

ALGÉRIE

<i>Constantine</i> ...	Société archéologique du département de Constantine (CONSTANTINE).
—	Académie d'Alger (BONE).

ESPAGNE

- Barcelone*. Revista de la Asociacion artistico-arqueológica
(BARCELONE).
Palma. Boletín de la Sociedad arqueológica Iuhana. PALMA
DE MALLORCA. ISLAS BALEARES).

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Washington*. Smithsonian Institution (WASHINGTON).

SUÈDE

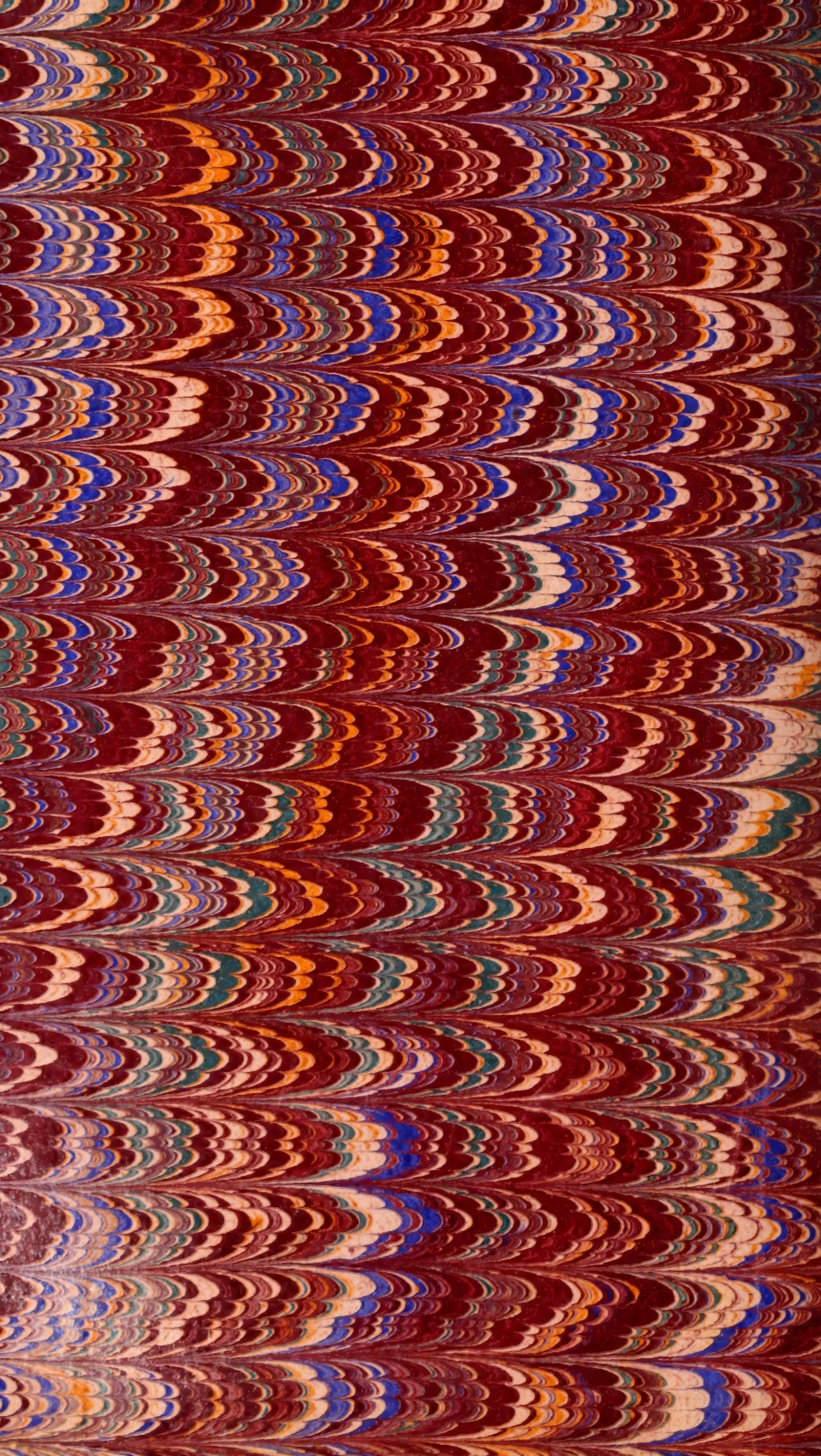
- Stockolm*. Académie royale des belles-lettres, d'histoire et des
antiquités de Stockolm (STOCKOLM).
-

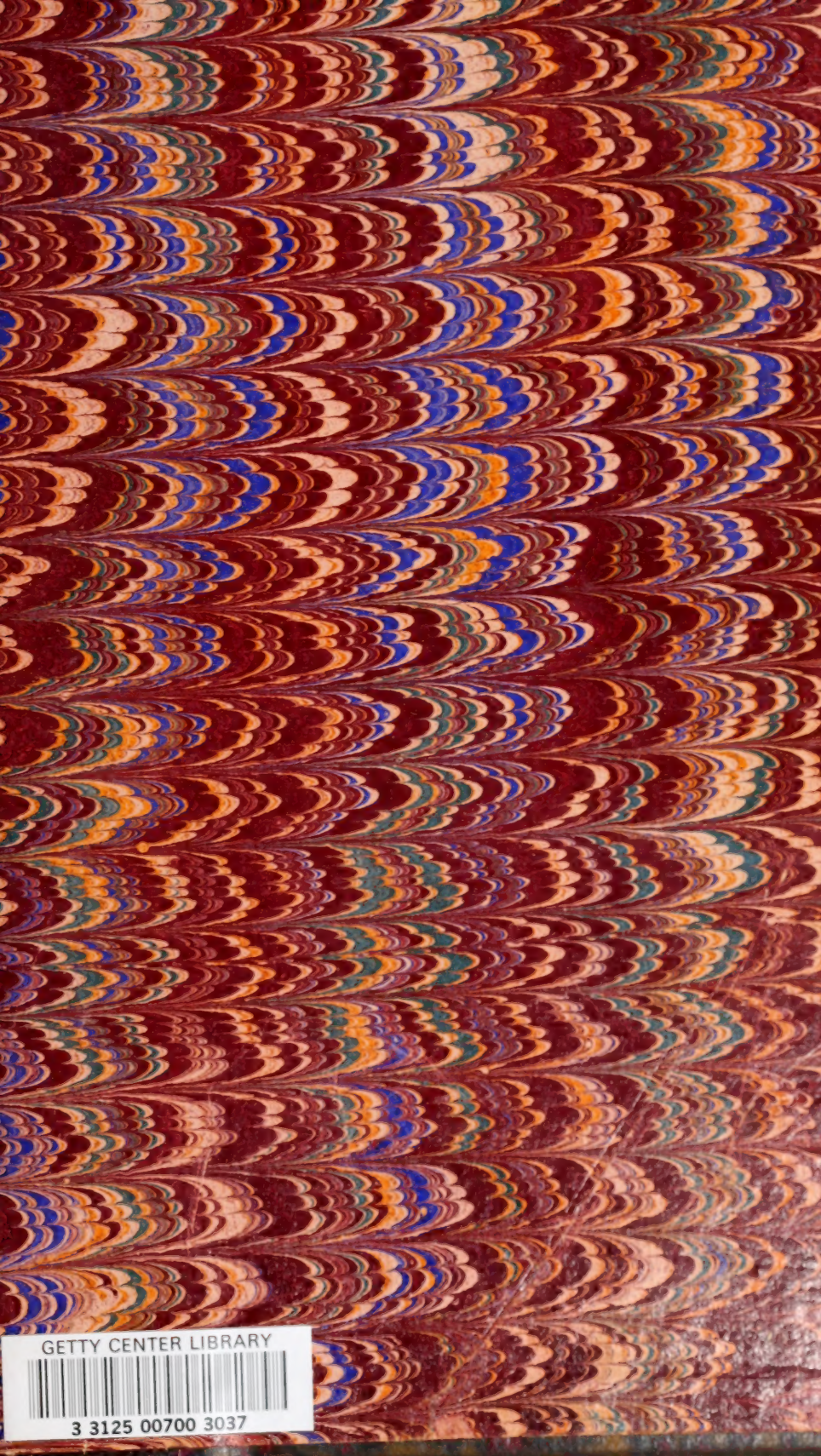
TABLE DES MATIÈRES

Extraits des procès-verbaux des séances, par MM. de Berthou et Dortel.	1
Allocution de M. Le Meignan, président sortant, le 7 février 1899.	1
Allocution de M. le ^{ms} de Bremond d'Ars Migré, président élu, le 7 février 1899.	27
Les grandes seigneuries de Haute-Bretagne (fin); par M. l'abbé Guillotin de Corson.	51
Les fouilles de Saint-Maur de Glanfeuil (Maine-et-Loire), par le R. P. de la Croix; compte-rendu par M. A. Dortel.	193
Etudes sur le vieux Nantes, par M. l'abbé Durville.	197
Nantes : Incendies et sauveteurs; par M. de la Nicollière-Teijeiro.	177
La maison de Derval ou des Dervallières, Hôtel-de-Ville de Nantes; par le même auteur.	374
La chapelle de la Madeleine, dans l'église cathédrale de Nantes; par le même auteur.	603
Le sceau de M. Bonaventure du Fou, maire de Nantes en 1815; par le même auteur.	617
Bibliographie des ouvrages composés par M. de la Nicollière-Teijeiro; par M. de Berthou.	621
Un trait d'humanité du marquis Louis de la Roche-St-André, chef Vendéen; par M. le baron Christian de Wismes.	642
Liste des membres de la Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure.	647

Le Gérant : J. LE BAYON

Nantes. — Imprimerie LAFOLYE, 2, place des Lices.





GETTY CENTER LIBRARY



3 3125 00700 3037

